

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

## DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

### Les métiers tiennent tête à la crise



*Échange de vues entre les responsables de la Chambre des Métiers et des membres de la Chambre des Députés.*

L'artisanat reste un pilier important de l'économie luxembourgeoise. Avec 162 métiers et 5.500 entreprises artisanales, il occupe actuellement 73.000 personnes et continue à créer de l'emploi.

Tout n'est pas rose pour autant et il faut s'adapter en permanence aux clients et à l'environnement. Ce fut le principal message véhiculé par les responsables de la Chambre des Métiers à l'adresse du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et aux députés des commissions parlementaires de l'Économie et des Classes moyennes à l'occasion d'une rencontre organisée à Kirchberg le 27 avril 2011.

Alors que la formation à un métier se décline toujours en formation initiale (apprentissage), brevet de maîtrise et formation continue, la Chambre des Métiers

entend réformer dans les meilleurs délais l'accès au métier ainsi que l'activité des métiers. Ceci dans un souci de se conformer aux évolutions socio-économiques sur le terrain et d'améliorer la compétitivité des entreprises artisanales luxembourgeoises par rapport à leurs homologues de la Grande Région.

À cet effet, la réforme du droit d'établissement actuellement en cours vient à point nommé. Les dirigeants de la Chambre des Métiers plaident notamment pour

- une libéralisation contrôlée (découplage de la formation professionnelle et du droit d'établissement) et de nouvelles équivalences au brevet de maîtrise;

- une compression des métiers pour que les entreprises puissent aller au-delà de leur champ d'activité traditionnel et exercer des

métiers apparentés à leur métier de base.

Au cours de leur entrevue avec les députés, les dirigeants de la Chambre des Métiers ont également évoqué la lenteur de la procédure législative (temps s'écoulant entre le dépôt d'un projet de loi et son vote par les députés), la nouvelle possibilité de se faire entendre au niveau européen (contrôle de subsidiarité de la législation européenne par les mandataires élus), le nombre des contrats d'apprentissage offerts aux jeunes par les entreprises ainsi que la rémunération des apprentis.

L'image de marque de l'artisanat dans la société en général et le monde du travail en particulier, de même que sa promotion parfois incohérente au niveau des élèves et jeunes ressortissants luxembourgeois et étrangers aspirant à un premier emploi ont finalement clôturé les débats.

### Situation en Libye et relations avec la Russie

M. Norbert Hauptert, président de la délégation luxembourgeoise, et M. Marc Angel, vice-président, ont représenté la Chambre des Députés lors de la réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 3 avril 2011 à Ponta Delgada (Azores, Portugal).

Dans le cadre de leurs travaux, les parlementaires ont adopté une déclaration sur les opérations de l'OTAN en Libye, soulignant qu'«il est essentiel de s'assurer du soutien de nos parlements et de nos opinions publiques pour ces opérations. Nos citoyens doivent comprendre les raisons et les paramètres de notre intervention, alors même que nous faisons face à des contraintes en termes de ressources et d'engagements militaires exigeants en Afghanistan et ailleurs.».

Les délégués sont en outre convaincus «que les opérations militaires permettront d'arriver à un cessez-le-feu rapide au sol,

permettant au peuple libyen de prendre son avenir en main et de satisfaire ses aspirations à la démocratie et au respect des droits et libertés fondamentales. Comme souligné à la conférence de Londres (tenue le 29 mars 2011), seul le peuple libyen est habilité à choisir son propre gouvernement et il doit être libre de déterminer son avenir.»

Les relations avec la Russie ont également figuré à l'ordre du

jour de la réunion de la Commission permanente.

Dans son intervention, M. Norbert Hauptert a plaidé pour un relancement de ces relations. «Nous ne pouvons pas toujours juger la Russie sur des sujets précis, mais nous devons tenir compte de l'ensemble de la contribution russe pour la paix et la sécurité», a-t-il expliqué à ses homologues.



*M. Norbert Hauptert et M. Marc Angel (à droite).*

27 <sup>e</sup> séance	mardi	5 avril 2011
28 <sup>e</sup> séance	mercredi	6 avril 2011
29 <sup>e</sup> séance	jeudi	7 avril 2011

### Conférence des Présidents des Parlements de l'UE

Lors de leur réunion annuelle du 4 au 5 avril 2011 à Bruxelles, les Présidents des Parlements de l'Union européenne, des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne et le Président du Parlement européen ont procédé à un échange de vues sur le contrôle parlementaire de la politique de défense et de sécurité commune après la dissolution de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale en juin 2011.

Le Luxembourg était représenté par M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés. «Il n'y a pas lieu de créer un nouvel organe parlementaire pour assurer le contrôle de la PESD (Politique européenne de sécurité et de défense) et il serait en revanche utile d'en charger

un organe qui existe déjà depuis plusieurs années et qui a fait ses preuves, à savoir la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires). Le compromis de la présidence belge, qui consiste à prévoir deux réunions annuelles, avec des délégations nationales composées d'un maximum de six députés va dans la bonne voie», a indiqué M. Mosar dans son intervention.

Parmi les autres sujets évoqués figuraient entre autres le rôle des parlements dans la surveillance de l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice ainsi que la coopération entre les parlements dans la gouvernance économique européenne et le semestre européen.



*M. Laurent Mosar, Président du Parlement luxembourgeois (à droite) et Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe.*

### Le Président s'est entretenu avec M. Armand De Decker

En amont de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne des 4 et 5 avril où les délégations des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen étaient invitées à se prononcer sur la future organisation du contrôle parlementaire de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), suite à la dissolution de l'UEO prévue pour le 30 juin prochain, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a eu une entrevue avec le Vice-président du Sénat de Belgique, M. Armand De Decker.

La discussion portait sur les modalités de ce contrôle parlementaire et notamment sur la représentation des parlements nationaux et celle du Parlement européen.

Après leur échange de vues, MM. De Decker et Mosar ont souligné le rôle important que les parlements nationaux devraient jouer dans le suivi de la PESC/PSDC. La Conférence parlementaire qui pourrait succéder à l'UEO devrait permettre aux parlements nationaux d'exercer un meilleur contrôle sur la politique et les dépenses en matière de politique européenne de sécurité et de défense.

#### DANS CE NUMÉRO

État de la nation	
- déclaration	p. 373
- débats	p. 378
Hommage à M. Mill Majerus	p. 359
Sommaire des séances publiques n <sup>os</sup> 27-29	p. 405
Sommaire des questions parlementaires	p. Q180



## Visite d'une station de biométhanisation

Les membres de deux commissions parlementaires, celles de l'Agriculture et du Développement durable, se sont informés le 26 avril sur les problèmes des producteurs de biogaz. Ils ont visité la station de biométhanisation de Kehlen exploitée par Naturgas Kielen. Cette société coopérative avait été fondée en 2004 par 30 agriculteurs de la région. Après deux ans de travaux de construction, la station est entrée en service en juillet dernier.

Alors que la plupart des autres stations du genre transforment

leur biogaz en électricité et en chaleur, le biogaz de Kehlen est injecté directement dans le réseau de gaz naturel - sans que, pour l'instant, le prix ne soit fixé: l'État propose un tarif de rémunération de 6,5 cents par kilowatt-heure (kWh); Naturgas Kielen revendique 8,5 cents par kWh pour pouvoir rentabiliser sa production.

Au cours de l'entrevue avec les députés, les producteurs de biogaz ont également pointé du doigt certaines lourdeurs et incohérences administratives. Ainsi la

station de Kehlen est par exemple autorisée à exploiter le contenu des poubelles vertes du canton de Capellen alors que, faute d'autorisation, elle n'est pas habilitée à traiter les mêmes déchets organiques des ménages de la Ville de Luxembourg.

Avec une capacité de quelque 50.000 tonnes de masse organique, la station de Kehlen peut produire environ 2,8 millions m<sup>3</sup> de gaz naturel par an. Cette production équivaut à la consommation annuelle d'au moins 1.200 foyers.



Des parlementaires ont visité la station de biométhanisation de Kehlen.

## «Un grand merci au Luxembourg»

«Nous devons beaucoup au Luxembourg et à votre aide précieuse pour combattre la pauvreté dans mon pays.» C'est en ces termes que M. Samuel Santos López, Ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, s'est adressé début avril aux membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération de la Chambre. En déplacement au Luxembourg pour signer le troisième programme indicatif de coopération (PIC) conclu entre les deux pays pour la période 2011-2014, le Ministre a profité de l'occasion pour faire le point avec les députés sur les relations de coopération entre le Luxembourg et le Nicaragua.

Soulignant l'excellente collaboration entre les autorités luxembourgeoises et nicaraguayennes dans la mise en œuvre des projets de coopération, M. Santos López a surtout évoqué trois projets connaissant une très belle réussite. Ils se sont révélés d'une grande utilité pour les citoyens de cette république d'Amérique centrale d'à peine six millions d'habitants:

- la mise sur pied d'une structure hôtelière au Nicaragua dont toute l'Amérique centrale s'ins-



M. Samuel Santos López reçu par les membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération.

pire. Elle a permis à plus de 5.000 jeunes de se former et de se familiariser avec les nombreux métiers de l'hôtellerie;

- la promotion du tourisme avec notamment la route du café qui traverse le Nicaragua, terre de contrastes avec ses montagnes, ses forêts, ses lacs, la mer et les volcans. Grâce à l'appui luxembourgeois, beaucoup de Nicaraguayens ont pu trouver un emploi dans ce secteur d'avenir, et notamment l'écotourisme;

- la création d'une banque du sang efficace qui permet à toutes

les Nicaraguayennes et Nicaraguayens d'avoir accès, en cas d'accident ou de maladie, à des transfusions sanguines appropriées.

Parmi les autres sujets évoqués ont encore figuré la violence domestique au Nicaragua, la loi sur l'avortement thérapeutique abolie en 2006, l'intégration du Nicaragua dans la communauté des États d'Amérique centrale, la grande disparité des revenus dans la population et la position du Président Ortega et de son gouvernement en faveur du colonel Kadhafi dans le conflit libyen.



(de gauche à droite) M. Henri Kox, M. Roger Negri, Mme Helma Kuhn-Theis (Landtag de la Sarre), Mme Monika Dethier-Neumann (Parlement wallon) et M. André Bauler.

## Sortir progressivement du nucléaire

Les partenaires de la Grande Région ont-ils un droit de regard et de codécision en ce qui concerne la sécurité et l'avenir de la centrale nucléaire de Cattenom? Dans le contexte de l'accident nucléaire de Fukushima au Japon et de la pression croissante que les responsables du Luxembourg, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat exercent sur les autorités françaises en matière de sécurité à Cattenom, les parlementaires du Conseil parlementaire interrégional (CPI) se sont retrouvés pour une réunion extraordinaire au sujet de la sûreté nucléaire le 15 avril dernier.

Plus de soixante parlementaires nationaux, régionaux et européens ainsi que des membres des pouvoirs exécutifs et des experts en provenance des quatre coins de la Grande Région ont participé à cette réunion qui s'est tenue à Perl en Allemagne, dont six membres de la Chambre des Députés, à savoir MM. André Bauler, Fernand Etgen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Henri Kox, Roger Negri et Ben Scheuer.

Tandis que les représentants lorrains ont pris position en faveur de l'énergie nucléaire, les autres membres du CPI, ainsi que les représentants des Exécutifs de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat présents à Perl ont fait part de leur préférence pour une sortie progressive, mais résolue du nucléaire.

Les députés luxembourgeois ont plaidé d'une seule voix pour un tournant dans le domaine de

l'énergie et pour la désaffectation progressive des centrales nucléaires dans la Grande Région. Lors de la réunion, le président de la Grande Région et du Conseil régional de Lorraine, M. Jean-Pierre Masseret a quant à lui souligné que les partenaires de la France au sein de la Grande Région disposent d'un droit d'information et de transparence au sujet de la centrale nucléaire de Cattenom, mais que toute décision sur l'avenir de la centrale nucléaire relève exclusivement de la compétence des autorités françaises. En réaction, l'eurodéputé sarrois, M. Jo Leinen a déclaré que «l'énergie appartient à la France, mais le risque appartient à nous tous». Les députés luxembourgeois ont pour leur part demandé une implication plus forte des autorités de la Grande Région dans les contrôles de sécurité à Cattenom, tout en exigeant que les critères pour les tests de résistance des centrales nucléaires en Europe soient établis par des experts indépendants.

Les parlementaires de la Grande Région ont conclu leurs travaux en annonçant la mise en place d'un comité d'experts indépendants qui aura pour objectif de proposer au CPI et au Sommet de la Grande Région des voies possibles pour sortir du nucléaire. Cette proposition a ensuite été adressée à M. Jean-Pierre Masseret, en prélude du Sommet extraordinaire des chefs des Exécutifs sur la sûreté nucléaire qui s'est tenu à Metz le 20 avril 2011.



## VARIA

L'administration parlementaire de la Chambre des Députés compte trois nouveaux fonctionnaires. Le 30 mars, Mme Ines Luna et M. Laurent Scheeck, nommés aux fonctions de rédacteur respectivement d'attaché dans le Service des Relations internationales, ainsi que M. Bob Frieseisen, nommé à la fonction de rédacteur dans le Service de la Gestion des connaissances, ont été assermentés par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen. Les procédures d'assermentation ont eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, et des chefs de service respectifs.



## Semestre européen et coordination des budgets européen et nationaux

Le 13 avril 2011, la commission des budgets du Parlement européen, présidée par M. Alain Lamassoure, a tenu en présence de députés européens et de membres des parlements nationaux un débat sur le semestre européen et la coordination des budgets européen et nationaux. La délégation de parlementaires nationaux luxembourgeois était composée de MM. Gilles Roth, Roger Negri et Gast Gibéryen.

Selon la commission des budgets du Parlement européen, il

s'agirait dans le cadre du semestre européen de renforcer la coordination des budgets nationaux, de mieux financer au niveau national des politiques européennes (stratégie Europe 2020, etc.) et de faire des économies d'échelle en évitant les doublons entre budget européen et budgets nationaux ou entre budgets des États membres, plus particulièrement dans les domaines de l'aide au développement, la recherche et les agences européennes.

Le président de la commission des budgets du Parlement européen et de nombreux autres parlementaires se sont prononcés en faveur de l'introduction d'un contrôle parlementaire dans le processus du semestre européen, afin d'assurer à ce dernier une véritable légitimité démocratique.

Les députés européens et nationaux ont partagé l'avis qu'il fallait, afin d'éviter un nouvel échec de la stratégie de Lisbonne, impliquer d'emblée les parlements - tant nationaux qu'euro-péen - dans les stratégies de l'Union européenne pour surmonter la crise et atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020.

«Cette fois, nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Nous sortons d'une crise et certains pays ne l'ont pas encore surmontée. Tous nos pays se trouvent dans des situations budgétaires difficiles. En tant que députés, nous devrions trouver les moyens de dépenser moins, mais mieux, pour atteindre nos objectifs», a déclaré le président de la commission des budgets au Parlement européen lors de cette réunion interparlementaire.



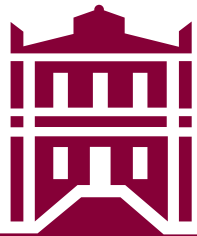
(de gauche à droite) MM. Gilles Roth, Gast Gibéryen et Roger Negri.



## Le Président participe à la journée mondiale du livre

Dans le cadre des journées du livre et du droit d'auteur, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est rendu le 27 avril dans une classe de l'éducation différenciée au «Uelzecht-Lycée». Il a lu des passages du livre «Nero Corleone kehrt zurück» et a discuté avec les élèves qui ont suivi ses explications avec grand intérêt.

En 1995, le 23 avril a été proclamé «Journée mondiale du livre et du droit d'auteur» par l'Unesco. Il s'agit du jour anniversaire de la mort de deux grands écrivains, William Shakespeare et Miguel de Cervantès. Au Luxembourg, la célébration de cette journée s'est étendue cette année sur cinq jours, du 26 au 30 avril 2011.



# NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°11 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

### Code de la consommation

#### 5881A - Projet de loi portant introduction d'un Code de la consommation

La loi en projet 5881A regroupe les nombreux textes législatifs concernant le consommateur au sein d'un Code de la consommation, conformément au programme gouvernemental de 2004 qui stipule que: «Le Gouvernement procédera à l'élaboration d'un Code des consommateurs. Ce Code réunira les différents textes légaux actuellement éparpillés et permettra partant d'atteindre une meilleure cohérence ainsi qu'une meilleure transparence et lisibilité.».

Le projet de loi se présente en deux parties. La première partie du projet de loi regroupe les dispositions modificatives et abrogatoires ainsi que les dispositions de transposition de deux directives europé-

ennes. La deuxième partie, l'annexe du projet de loi, comprend le Code de la consommation proprement dit.

Ce Code englobe toute la réglementation concernant la protection juridique et économique du consommateur. Les dispositions régissant d'autres aspects, comme ceux de la santé, de l'alimentation et de la sécurité générale des produits ont été écartées. Ces matières relèvent d'une toute autre méthodologie, plus spécialisée et technique.

Les deux directives à transposer sont la directive 2008/122/CE relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange ainsi que la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs.

- 17.06.2010 Échange de vues avec la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances sur la problématique du surendettement
- 17.02.2011 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 03.03.2011 Continuation
- 24.03.2011 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
- 31.03.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2011

Loi du 8 avril 2011

Mémorial A, n°69, p. 1120

### Établissements de crédit

#### 6165 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2009/111/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2007/64/CE en ce qui concerne les banques affiliées à des institutions centrales, certains éléments de fonds propres, les grands risques, les dispositions en matière de surveillance et la gestion de crises;
- transpositions pour les établissements de crédit de la directive 2009/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés;
- parachèvement de la transposition de la directive 2009/14/CE du

Parlement et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie et le délai de remboursement;

- modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit;
- modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;
- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
- modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.10.2008

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

- 19.11.2009 Désignation d'un rapporteur
- 25.11.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 07.01.2010 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 14.01.2010 Échanges de vues avec une délégation de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs et avec une délégation jointe de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers
- 21.01.2010 Finalisation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 22.04.2010 Examen de propositions gouvernementales
- 12.05.2010 Examen du texte coordonné amendé





## - modification de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

Le projet de loi a principalement pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2009/111/CE qui modifie la directive 2006/48/CE du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice et la directive 2006/49/CE du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des en-

treprises d'investissement et des établissements de crédit. Les autres modifications prévues par le projet de loi et qui ont trait à différentes lois sont motivées, d'une part, par la volonté d'améliorer la qualité et la lisibilité des textes et, d'autre part, par la volonté de modifier ponctuellement le fond des textes actuels pour clarifier certains points techniques tout en parachevant la transposition en droit luxembourgeois de certaines dispositions ponctuelles de directives européennes.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 30.07.2010

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

14.09.2010 Désignation d'un rapporteur

22.03.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.03.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2011

## Pollution de l'air

### 6211 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère

Le projet sous rubrique modifie la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère. Il a pour objet:

- d'introduire de nouvelles notions dans le dispositif légal, trouvant leur origine dans la directive 2008/50/CE du 21 mai

2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe;

- de créer un cadre légal pour des subventions en matière de lutte contre la pollution de l'air;

- de préciser les dispositions relatives aux marges de dépassement des valeurs limites ainsi que des plans d'actions à mettre en œuvre en cas de pollution de l'air;

- de déroger à la loi budgétaire pour engager du personnel chargé de la mise en œuvre des obligations résultant de la directive 2008/50/CE précitée.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 19.10.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

27.10.2010 Désignation d'un rapporteur

15.12.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.03.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

23.03.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2011

## Polluants organiques

### 6224 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE

Le projet de loi 6224 comporte les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution du règlement (CE) n°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE.

Ce règlement communautaire complète la législation communautaire existante relative aux polluants organiques persistants et l'aligne sur les dispositions des accords internationaux en la matière. Il va même plus loin que les accords internationaux puisqu'il insiste sur l'élimination de la pro-

duction et de l'utilisation des polluants organiques persistants reconnus à l'échelle internationale. Par exemple, le règlement interdit la production, la commercialisation et l'utilisation des dix substances de polluants organiques persistants produites intentionnellement, et inscrites dans la Convention de Stockholm ayant pour objet de contrôler, de réduire ou d'éliminer douze de ces substances dans l'environnement.

Le projet de loi vise à:

- identifier les autorités compétentes pour l'exécution du règlement (CE),

- préciser les modalités de publication du projet de plan national de mise en œuvre des obligations y relatives, les organes chargés de la recherche et de la constatation des infractions aux dispositions dudit règlement ainsi que leurs pouvoirs et prérogatives de contrôle, le droit d'agir en justice des associations écologiques agréées,

- fixer les sanctions pénales y relatives.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 26.11.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

15.12.2010 Désignation d'un rapporteur

16.02.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.03.2011 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

30.03.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2011

## Luxembourg-Moldavie (sécurité sociale)

### 6235 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Moldavie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 14 juin 2010

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Moldavie sur la sécurité sociale, qui a été signée à Luxembourg en date du 14 juin 2010.

C'est la première fois que les relations internationales en matière de sécurité sociale entre la Moldavie et le Luxembourg sont régies par un instrument international. Dès lors, le vide juridique est comblé par cette nouvelle convention qui garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement (CE) 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants et le règlement (CE) 883/2004 sur la coordination des régimes de sécurité sociale.

Le champ d'application matériel est cependant plus limité car la convention s'ap-

plique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, ainsi qu'aux prestations familiales. La convention exclut les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre. À noter encore qu'à la demande de la Moldavie, l'assurance maladie ne fait pas partie du champ d'application matériel de la convention, ceci principalement en raison du coût relativement élevé que le remboursement de prestations luxembourgeoises de santé pourrait engendrer à sa charge.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique à toutes les personnes, sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un ou des deux États contractants, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants. La présente convention suit ainsi la conception adoptée dans les instruments bilatéraux récents conclus par le Grand-Duché qui ne considère plus la nationalité de l'un des pays comme condition indispensable à son application.

La deuxième partie de la convention, qui a trait à la détermination de la législation applicable, consacre le principe généralement admis suivant lequel la législation à laquelle le travailleur est soumis est celle de l'État contractant sur le territoire duquel il exerce son activité professionnelle. S'agissant des gens de mer, la législation applicable est celle de l'État contractant dont le navire bat pavillon.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.12.2010

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

10.02.2011 Désignation d'un rapporteur

24.03.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

31.03.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2011

## «Index»

### 6265 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Ce projet de loi reporte le paiement de la prochaine tranche indiciaire en octobre 2011.

En adaptant la législation en matière d'indexation automatique des salaires, le projet de loi 6265 transpose l'accord bipartite entre le Gouvernement et les représentants syndicaux du 29 septembre 2010.

Selon les auteurs du projet de loi, cet accord reflète une solution pragmatique permettant à la fois de préserver la paix sociale et de se doter d'un outil pour se prémunir contre une croissance accélérée des coûts salariaux et contre un choc inflationniste.

Compte tenu de la hausse des prix des matières premières, et notamment du pétrole, il est quasi certain que la prochaine tranche indiciaire arrivera à échéance au deuxième trimestre de l'année 2011. Selon les dernières projections d'inflation du STATEC et de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), le paiement de la prochaine tranche indiciaire sur base du mécanisme automatique serait dû pour mai 2011.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 18.03.2011

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

24.03.2011 Désignation d'un rapporteur

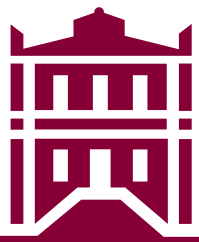
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

31.03.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2011

Loi du 8 avril 2011

Mémorial A, n°68, page 1118



## Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. le Député Mill Majerus
  - M. le Président, M. Lucien Thiel, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
2. Communications
  - M. le Président
3. Changement de composition d'une délégation internationale
  - M. le Président
4. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
  - M. le Président
5. 6263 - Proposition de loi
  1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;
  2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
    - Déclaration de recevabilité
6. Ordre du jour
  - M. le Président
7. 6265 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
  - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen
  - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
  - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 5881A - Projet de loi portant introduction d'un Code de la consommation
  - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry
  - Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes
  - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 6165 - Projet de loi portant
  - transposition de la directive 2009/111/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2007/64/CE en ce qui concerne les banques affiliées à des institutions centrales, certains éléments de fonds propres, les grands risques, les dispositions en matière de surveillance et la gestion de crises;
  - transpositions pour les établissements de crédit de la directive 2009/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés;

- parachèvement de la transposition de la directive 2009/14/CE du Parlement et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie et le délai de remboursement;
- modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit;
- modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;
- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
- modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;
- modification de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 10. 6211 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère
  - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis
  - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Camille Gira
  - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 11. 6224 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE
  - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis
  - Discussion générale: M. Eugène Berger
  - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 12. 6235 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Moldavie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 14 juin 2010
  - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.59 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

### 1. Hommage à la mémoire de M. le Député Mill Majerus

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Famill vum Här Mill Majerus! Haut de Mëtteg hätt ech normalerweis vun dëser Plaz aus dem Premierminister d'Wuert ginn, fir seng Erklärung zur Lag vun der Natioun ze maachen, esou wéi dat op eise officielle Programm och ursprénglech virgesi war. Leider huet d'Schicksal et aneschters gewollt, andeem et eise Kolleeg Mill Majerus aus eiser Mëtt gerappt huet, an dat op eng ganz besonnesch tragesch Aart a Weis.

Wéi ech e Freideg de Moien, wéi déi meescht vun lech, déi schrecklech Noriicht vum Mill Majerus sengem déidlechen Autosaccident matgedeelt kritt hunn, war ech fir d'Alleréischts nëmme schockéiert a faassunglos virun där Brutalitéit, mat där d'Schicksal alt erëm eng kéier zougeschloen huet. Net méi spéit wéi deen Dag virdrun hat ech nach e längert Telefongespréich mam Mill gefouert, wou hie mir op déi him eege begeeschternd Aart a Weis vun enger Rei Initiative geschwat huet, déi hien op deene verschiddenste Pläng an deenen nächsten Deeg a Woche wollt huelen.

Mat verschiddenen anere Kolleegen aus dësem Haus ware mir zwee Deeg virdrun

zesummen op enger Visite zu lechternach, wou mir de Centre d'éducation différenciée besicht hunn a wou, wéi ëmmer, de Mill mat grousser Kompetenz eis nach zousätzlech iwver verschidden Aspekter vun dëser Problematik opgekläert huet, déi hie besser wéi déi meescht vun eis kannt huet.

Mat dem Mill Majerus verléiert d'Chamber e kompetenten an extrem engagierten Deputéierten. Och wann hien eréischts säit dem 8. Juli 2009 als Zentrumsdeputéierte vun der CSV knapp zwee Joer Member vun dësem Haus war, huet hien dach an där relativ kuerzer Zäit eng ganz Rei vun Initiative geholl.

Als President vun der Familljekommission stoung der Chamber seng gesamte Kompetenz, déi hie sech an deenen 23 Joer als Regierungsconseiller am Familljeministère ugëeegent hat, zur Verfügung. Hien huet déi ganz Palett vu Problematike beherrscht an hat zu alle familljen- a gesellschaftspoliteschen Dossiereng kloer Meenung. E Problem war fir hien do, fir geléist ze ginn.

Ech erënneren hei nëmmen u säi rezenten Asaz, wéi hien zesumme mat senger Fra, der Madame Simone Majerus-Schmit, d'Aufgab ugeholl huet, bei der Opklärung vun de Mëssbrauchsfäll an der kathoulescher Kierch zu Lëtzebuerg matzewierken an e klore Wee opgezeechent huet, wéi d'Kierch an Zukunft op esou Mëssbrauchsfäll sollt reagieren.

De Mill Majerus war e Mënsch, dee seng Plaz ëmmer op der Säit vun deene Schwache gesinn huet. Sou war hien drëms beduecht, sech ganz besonnesch an den Déngscht vun deene Matbierger ze setzen, déi seng Hëllef am dréngendste gebraucht hunn, sief et, well se am Liewe mëssbraucht goufen, Zeie vun trageschen Onglécker waren, Problemer an der Famill oder mat hirer eegener Situatioun haten oder eng Begleitung op hirem leschte Wee gebraucht hunn.

Hien huet all deene Leit eng Stëmm ginn, déi keng hunn oder op déi net gelauschtert gëtt. Hien huet sech derfir agesat, datt hir Problemer sollten eng Léisung fannen, wat net ëmmer einfach war. Hie war en Aktiounsmënsch, e Mann vun de konkrete Gesten an Doten. Fir hie war et selbstverständlech, Verantwortung par rapport zur Gesellschaft am Allgemengen a par rapport zu senge Matmënschen am Speziellen ze iwverhuelen. Et si Leit wéi eise Kolleeg Mill Majerus, déi eis kloergemaach hunn, datt mir eng Gesellschaft brauchen, an där deen Eenzelne sech muss erbréngen.

Mat där Astellung ass et net verwonnerlech, datt de Mill Majerus a ville soziale Strukturen aktiv war. Als Beispill gëllen hei d'Jugenderziehungsanstalt vun Dräibur, d'Fondation Pescatore, d'national Ethikkommission, de Psy-Grupp, dee sech ëm d'Offer an d'Zeie vu groussen Accidenter bekëmmert, den Aarbechtsgrupp Justice et Paix, d'Jugendpompjeeën an Omega 90.

Ech wéilt ënner anerem awer op déi ganz besonnesch Relatioun insistéieren, déi de Mill Majerus mam Jugendparlament opgebaut hat. Hien huet et fäerdeg bruecht, als manner jonke Mënsch e formidabelt Vertrauensverhältnis mat deene jonke Leit opzebauen, an him war keng Stonn ze fréi oder ze spéit, fir sech mat hinnen zesummesetzen a si och an hirer jugendparlamentarescher Aarbecht ze ënnerstëtzen.

Säin Elan, seng Begeeschterung fir d'soziaalt Engagement war zu kengem Zäitpunkt gebrach. Au contraire, säin dagdeeglechen Enthusiasmus, mat deem hie sech de gesellschaftspolitesche Problemer gestallt huet, war ustiechend. Hie war e Mënsch, dee konnt nolauschteren, dee sech a senge Matmënschen hir Problemer konnt eraversetzen, deen e staark prononcéierte Sënn dofir hat, wou seng Hëllef gefrot a gebraucht gouf, an hien huet déi richteg Wieder a Gesté fonnt, fir aneren hire stengege Wee méi riicht ze maachen.

Als Papp vu sechs Kanner a fréiere Schoulmeeschter ass de Mill Majerus awer och all deem verbonne bliwwen, wat e Lien mat der Schoul hat. Esou war hien dann och Member vun der Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Säi kulturellt Engagement huet dozou gefouert, datt hien





och Member vun der Kulturkommissioun vun der lëtzebuergescher Chamber war.

Mir hätten dem Mill Majerus nach esou gäre gewünscht, nach vill Zäit mat senger Fra, senger Kanner an Enkelkanner ze verbréngen. Mir wëssen, datt hie sech an all sengen Aktivitéitsberäicher, ugefaange mat der Chamber, nach esou vill virgeholl hat, wat hie leider net méi kann ëmsetzen. En Troust, ganz besonnesch fir seng Famill, ass, datt bei all deem, fir dat sech de Mill agesat huet, et em ni drëm gaangen ass, an anere Leit hir Fußstapfen ze trieden, mä ëmmer eege Spuren ze hannerloossen. An ech mengen, dat ass him méi wéi gelongen! Säin Doud ass dofir och fir eist Haus e grouse Verloscht.

D'Blummen, déi mir op seng Plaz geluecht hunn, si stellvertriedend fir d'Liewen an d'Vergänglechkeet, mä awer och fir d'Weiderliewen an eiser Erënnerung. Dem Mill Majerus säi soziaalt Engagement genéisst eis déifsten Unerkennung a bleift eis souwuel wéi seng agréabel, jovial a serviabel Perséinlechkeet a beschter Erënnerung. Perséinlech verléieren ech e wäertvolle Frënd. Seng Partei, d'CSV, verléiert ee vun hire Beschten. Déi vill Associatiounen, an deenen hien aktiv war, verléieren e kompetenten an engagéierte Mataarbechter, seng Famill verléiert e gudden Papp, Mann a Grousspapp. Ville Leit wäert de Mill Majerus feelen!

Ech wëllt ofschléisse mat engem Zitat vum Albert Schweitzer: „Dat eenzeg Wichteg am Liewe sinn d'Spuren vu Léift, déi mer hannerloossen, wa mer ginn.“ De Mill Majerus hat seng Matmënsche gär. Dofir sinn ech iwwerzeegt, datt hie wäert vill Spuren an den Häerzer vun eis alleguer hannerloossen.

Ech géif dann, esou wéi dat bei eis am Haus de Gebrauch ass, der Fraktioun vum Verstuerwenen elo d'Wuert ginn. An deem Sënn ass et de Fraktiounspresident vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei, den Här Lucien Thiel, deen elo d'Wuert ergräift, fir e puer Wieder zu deem Ulass un eis ze riichten.

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Léif Famill Majerus, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, mam Doud vum Mill de leschte Freideg am Gréngewald ass e räicht Liewen - e räicht Liewen! - vill ze vill fréi op en Enn gaangen. D'Équipe vun eisem Sekretariat souz, wéi all Freideg ëm déi Zäit, an der Fraktioun zesummen, wéi d'Noriicht koom: De Mill hat en Accident an en ass dout.

Et war just an deem Moment, wéi mir driwwer diskutéiert hunn, wéi een d'Mamme besser sozial ofséchere kéint, wa se sech doheem ëm d'Kanner këmmen. Eng Iddi, mat där de Mill komm war an déi hien an eng Proposition de loi faasse wollt. Dat war de Mill. Ëmmer voller Iddien, voller Energie, an trotzdeem gedéleg genuch, fir deenen aneren nozelauschten. En ausgeglachenen, jovialen, toleranten a verständnisvolle Mensch, dee seng sëllegen Aktivitéiten ouni Hektik ugaangen ass an dee vläicht grad dofir esou vill a sengem Liewen opweises hat.

De Mill Majerus hat virun zwee Joer, mat 59, nach eng Kéier e Carrièreessprong gemaach, wéi hien an d'Chamber koom a sech als President vun där betreffender Kommissioun gläich mat sengem préférierte Sujet, nämlech der Familljepolitik, ofginn huet. Mä de Mill wier net de Mill gewiescht, wann hie sech nëmme mat deem enge Beräich befaasst hätt. Dofir war hien ni senger eegener Kommissioun och nach e ganz emsege Member vun der Petitiounskommissioun, vun der Kulturkommissioun a vun der Educatiounskommissioun.

Graddéilescht, d'Éducatiounskommissioun, war fir hien en „must“, well aus der Erziéung, do koom hie jo hier. An d'Erziéung am wäite Sënn war och dee Fuedem, dee sech duerch säi ganz Liewen zitt.

Hien hat als Schoulmeeschter ugefaangen. En huet sech awer dann op der Univeristéit zum Familljen- a Sexualexpert weitergebildet, wouropshin d'Kierch hien dann och beoptragt huet, hire Centre de pasto-

rale familiale opzebauen. Déi nächst Etapp war de Familljeministère, wou hien als Premier conseiller d'Roll vun der groer Eminenz gespilt huet an esou munchen Projet ëmgesat huet, deen haut jiddwerengem geleefeg ass, sief et dee vun de Maisons relais oder dee vun de Chèques-services.

Dernieft huet hie Coursen op der Uni ginn a sech ënner anerem ëm d'Ethikkommissioun, ëm d'Fondatioun Pescatore, ëm d'Dräiburer Erziéungsanstalt gekëmmert, där hire President hie während 19 Joer war.

Och als Deputéierten huet de Mill sech iwwer seng direkt Missioun hei um Krautmaart eraus engagiert. Hie war net nëmme Beziirkspresident vun der CSV-Zentrum, eng Aufgab, fir déi hie munchen Owend doheem hierginn huet, well hien huet an deene leschte Woche keng vun de Generalversammlung vum de CSV-Lokal-sektiounen a sengem Beziirk ausgelooos.

Hien huet och nach viru kuerzem d'Presidentschaft vun der Organisatioun Omega 90 iwwerholl, déi sech ëm d'Palliativversuergung këmmert. An hien huet spontan seng Erfahrung a seng Vermittlerdengschter zur Verfügung stellt, wéi d'Kierch sech un d'Opschaffe vu Gewaltdoten u Jugendlechen an hirem Ëmkrees gemaach huet.

Datt bei all deene sëllegen Aktivitéiten och nach Zäit fir eng Famill blouf, ass wuel scho méi wéi verwonnerlech. Mat senger Fra, déi och hire Beruff hat, huet hien net manner wéi sechs Kanner gezillt. Als Koppel ware si de liewege Bewäis dofir, datt sech Famill a Beruff ënner een Hutt bréngen loosse. An d'Viraussetzungen dofir huet keen anere wéi de Mill selwer a senger Beruffspraxis matgeschafft.

Un d'Madame Majerus an un hir Kanner wëlle mir eis haut fir d'Ëischt riichten, fir hinnen ze soen, wéi déif mir betraff si vun deem, wat mat hirem a mat eisem Mill e Freideg passéiert ass. Et ass net ze faassen, datt hien esou brutal matzen aus sengem Liewe gerappt gouf! E Liewen, dat vun Aktivitéit nëmme esou iwwergelaf ass. An et ass net ze faassen, datt elo d'Madame Majerus ouni hire Mann dosteet, seng Kanner ouni hire Papp a seng Enkelen ouni hire Bopi. Hinne géllt an dëser schwéierer Stonn eist ganz Matgefill.

Mill, mir vernäipen eis haut virun dir an déifster Trauer, mä och am Gedenken un ee vun eis, dee sech, no engem schon iwwerräiche Liewen, nach eng Kéier opgemaach hat, fir sech, dës Kéier als Deputéierten, voll a ganz fir seng Matmënschen anzesetzen. D'Schicksal huet dech net gelooss, däi Wierk bis un d'Enn ze féieren, mä du solls wëssen, datt s du och esou iwwert d'Moosse Grousses geleescht hues, an datt deng Famill, deng Kolleegen hei am Haus an deng Frënn houfreg op dech kënnen sinn!

Äddi Mill!

► **M. le Président.** - Den Här Statsminister kritt dann elo d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am séieren Op an Of vum Liewen, do gëtt et Momenter, Momenter, wann een net dermat rechent, wou ee gebremst gëtt a wou ee roueg gëtt a sech mat Nouvellé beschäftegt, déi een an engem Moment kritt huet, wou ee mat deenen net gerechent huet.

Wann ee roueg gëtt a wann een un dat denkt, wat geschitt ass - an dat hu mer de leschte Freideg gemaach, wéi mer den Doud vum Mill Majerus an Erfahrung bruecht hunn -, da gëtt alles dat, wat eis soss esou ëmdreift, an alles dat, wat d'Zomm vun eisen Differenzen an Divergenzen, vun eisem Streiden a vun eisem Kazen ass, op eemol esou butzeg kleng, dass ee sech wonnert, dass et ëmmer erëm déi Period tëscht enger Katastroph an där nächster brauch, fir dass ee sech erëm op dat Eigentlecht besënnt.

Den Doud vum Mill Majerus konfrontéiert eis mat de leschte Froe vum Liewen a mat de leschte Statiounen vun deemselwechten. An dann ass et normal, dass ee sech op de Spadséierwee mécht duerch d'Liewe vun deem, deen ze fréi fortgaangen ass. An da fënn een op deenen eenzelen Statiounen vum Mill Majerus sengem Liewen esou vill Plazen, op déi ee kéint Schëlter stellen, déi

an d'Zukunft weise vun engem Land, vun enger Famill, vun all Eenzelnem heibannen an dobaussen.

Ech sinn iwwert deen Doud vum Mill Majerus traureg, jo, en ass mer regelrecht un d'Guergel gaangen, en huet mer d'Loft ewechgeschnidden, mä ech sinn awer och dem Mill dankbar fir dat, wat e gemaach huet. Ech hunn en esou dacks erlieft, wéi en nach am Ministère de la Famille geschafft huet, dass hien eng Ulafstatioun war fir vill Leit, déi Troust an déi Hëllef gesicht hunn a gebraucht hunn.

Ech hunn en erlieft zum Beispill ronderëm d'Geiselnahm zu Waasserbëlleg, wéi e mat engem aussergewéinleche Fangerspëtzegefill Leit, Mënschen a Situatiounen dirigéiert a géréiert huet. An ech denke mer haut, wou seng Famill an Trauer ass a wou se verzweifelt ee sicht, un deem se sech kann upaken, dass hien eigentlech dee gewiescht wär, un deem se sech hätte kënnen upaken, well et hunn esou vill Leit sech un him ugepaakt. Just dës Kéier entsteet Trauer an entsteet e Lach, entsteet e Verloscht duerch hie selwer.

De Mill Majerus ass ee Mënsch, dee Spuren hannerloos huet am Land, a senger Famill selbstverständlech, an all deene Kreesser, wou en ënnerwee war. Déi Spure sinn esou grouss, dass eis kleng Féiss eigentlech gutt Plaz dra fannen, fir an déi Zäit ze goen, déi elo virun eis steet.

Mir verléiere mat him net nëmme een dichten Deputéierten - dat ass och schlëmm, esou ee Verloscht, fir seng Partei a fir dëst Haus -, mir verléieren och mat him een, deen ëmmer erëm, souguer wann een net dermat gerechent hat, ee gutt Wuert fir een hat, wann ee gemengt huet, et wier een net esou gutt drop. Een, deen ee mat virugerappt huet.

Wësst Der, de Mill Majerus, dee lieft virun, an dat ass eigentlech eng optimistesche Note, déi ech awer hei op dat Noutenblatt wëll setzen, well en esou villen anere Leit erlaabt huet virunzeliewen, déi eigentlech gemengt haten, si wieren um Enn vun hirem Liewen ukomm an et géif keng Hoffnung méi fir se ginn. Dofir geet net nëmme een dichten Deputéierten, et geet e gudden Mënsch, dee villen anere Leit erlaabt huet, nei ze starten.

Ech fille mech wéi d'ganz Regierung no beim Simone a bei de Kanner. Mir sinn an Trauer a mir deelen d'Trauer vu senger Famill.

► **M. le Président.** - Ech wëll dann och am Numm vun der ganzer Chamber dem Här Mill Majerus senger Fra, senger Kanner an der ganzer Famill eist déif an opriichtegt Bäileed ausdrécken. Ech géif lech bieten opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

**(Respect d'une minute de silence)**

Ech soen lech Merci.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

**La séance est suspendue à 15.18 heures.**

\* \* \*

**La séance est reprise à 15.24 heures.**

D'Sitzung geet weider.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

## 2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Ëischt ass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro deposéiert.

Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire deposéiert: fir d'Ëischt den 9. Mäerz vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6259 iwwert d'Étiquetté vun energetesche Produkter; deeselwechten Dag vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6260 iwwert de Bau vun enger Maison de l'Innovation zu Belval; och deeselwechten Dag vum der Kooperatiounsministesch de Projet de loi 6261 iwwert d'Kooperatioun; den 10. Mäerz vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6262 iwwert d'Aarbechtsstounen vun de Beruffschafferen; de 16.

Mäerz vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6264 iwwert déi lëtzebuergesch Bedelegung bei der Wahlobservatioun a Kasachstan; den 18. Mäerz vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6265 iwwert den Index; de 24. Mäerz vum Finanzminister de Projet de loi 6266 iwwert d'TVA; de 25. Mäerz vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6268 iwwert d'Équipements marins; a schliesslech den 31. Mäerz vum Verdedegungsminister de Projet de loi 6269 iwwert déi lëtzebuergesch Bedelegung un der NATO-Missioun an Afghanistan.

D'Petitioun N°305 géint e Centre de soins fir Schwanen ass den 22. Mäerz vu Bierger vu Stadriedemes iwwerreicht ginn. Vum 1. bis den 3. Abrëll huet zu Ponta Delgada op den Azoren d'Commission permanente vum NATO-Parlament stattfonnt. D'Chamber war hei vetrueden duerch déi Hären Norbert Hauptert a Marc Angel.

An de 4. Abrëll war ech als Chamberspräsident op der Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne zu Bréssel.

### Communications du Président - Séance publique du 5 avril 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlements grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6259** - Projet de loi concernant l'indication, par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits, de la consommation en énergie et en autres ressources des produits liés à l'énergie

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.03.2011

**6260** - Projet de loi relatif au projet de la construction de la Maison de l'Innovation à Belval

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.03.2011

**6261** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 09.03.2011

**6262** - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier pour les conducteurs indépendants

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.03.2011

**6264** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Kazakhstan

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 16.03.2011

**6265** - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 18.03.2011

**6266** - Projet de loi complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.03.2011

**6268** - Projet de règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins





Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.03.2011

**6269** - *Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS) sous l'égide des Nations Unies dans le cadre de la Brigade franco-allemande*

3) *La pétition n°305 contre l'installation d'un centre de soins pour cygnes a été remise par les habitants de la ville de Stadtbredimus en date du 22 mars 2011.*

4) *Du 1<sup>er</sup> au 3 avril 2011 s'est tenue à Ponta Delgada aux Açores la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Norbert Hauptert et Marc Angel.*

5) *M. le Président, Laurent Mosar, s'est rendu à Bruxelles le 4 avril 2011 pour assister à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne.*

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Changement de composition d'une délégation internationale

An hirem Bréif vum 15. März 2011 huet d'CSV-Fraktioun matgedeelt, datt den Här Lucien Thiel den Här Jean-Louis Schiltz als Member vun der Delegatioun vun der UEP ersetzt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

### 4. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Présidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschat, véier Projets de règlement grand-ducal vum Rôle ze strächen. Dat wäeren: den 6175, de 4618, de 4617 an den 4368.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

### 5. 6263 - Proposition de loi

**1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;**

**2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003**

**Déclaration de recevabilité**

An hirer Réunioun vum 31. März huet sech d'Présidentekonferenz fir d'Recevabilité vun enger Proposition de loi ausgeschat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6263, eng Ofännerung vum Partiefinanzierungsgesetz, déi vum Här Paul-Henri Meyers de 16. März deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

### 6. Ordre du jour

D'Présidentekonferenz schléit fir des Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6265, eng Modulatioun vum Index, nom Modell 1; dann de Projet de loi 5881A iwwert de Code de la consommation, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6165, d'Ëmsetze vun enger Direktiv am Beräich vun de Kreditinstituter, nom Basismodell; de Projet de loi 6211 iwwert d'Loftverschmutzung, och nom Modell 1; de Projet de loi 6224, eng Direktiv iwwer organesch Verschmutzer, nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6235, eng Konventioun mat Moldawien iwwert d'Sécurité sociale, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer d'Deklaratioun vum Statsminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun.

En Donneschdeg de Moien um 9 Auer hu mer d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, nom Modell 7.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6265, eng Modulatioun vum Index. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Bauler, Lux a Kox. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

### 7. 6265 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

**Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire**

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, de Projet de loi 6265 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, deen ech méi einfach d'Adaptatioun vun der Lëtzebuurger Gesetzgebung iwwert den Index nennen, ass den 18. März vun deem Joer hei an der Chamber vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn.

De Statsrot huet den 22. März 2011 säin Avis ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics souwéi d'Chambre des Métiers hunn hir Avisen de 17. März respektiv den 28. März vun deem Joer ginn.

An der Ekonomieskommissioun ass de Projet de loi den 31. März vun deem Joer mat fënnef Jo- vun CSV an LSAP an dräi Nee-Stëmme vun DP an déi gréng uegheoll ginn.

Virwech kann ech soen, dass dese Projet de loi nëmme aus engem Artikel an zwee Paragraphen besteet a sech op dat bestehend Gesetz iwwert den Index baséiert. Den Objet, de Sënn vun deem Projet de loi ass, fir déi automatesch Upassung vun de Léin, Gehälter a Renten zäitlech ze moduléieren, esou wéi et am Accord tëschent der Regierung an de Gewerkschaften OGB-L, LCGB an CGFP vum Hierscht 2010 zréckbehalen gouf.

Den Indexsystem gëtt temporär moduléiert, andeems déi nei Indextranche net automatesch applizéiert gëtt, wa se erfält, dat heescht, wann d'Moyenne semestrielle vum Präisindex ëm 2,5% geklommen ass par rapport zu der vieregter Cote d'échéance. Den Accord bipartite gesäit notament vir, dass déi nächst Indextranche fréistens den 1. Oktober 2011 - also vun deem Joer - applizéiert gëtt.

Vu dass déi rezent héich Inflation, gedriwwen duerch héich Rohstoffpräisser a virun allem duerch déi héich Pétrolspräisser, bedéngt, dass déi nächst Indextranche schonns am Abrëll 2011 erfält an am Mee 2011 - also dës Joer och - hätt misse ausbezuel ginn, muss duerch desen Émstand léigféiere ginn, fir de Konkursioun vum Accord bipartite Rechnung ze droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Index ass schon zënter senger flächendeckender a generaliséierender Uwendung am Joer '75 e puermol moduléiert ginn, wann d'wirtschaftlech Situatioun vun eisem Land net zum Beschte bestallt war. Ech erënneren do un déi 80er Joren, wou duerch eng extrem héich Inflation den Index e puermol moduléiert gouf.

Déi lescht Modulatioun vum Index resultéiert aus dem Joer 2006, wou d'Tripartite sech konnt op folgend Moosnamen eenegen: eng temporär Verzögerung vun den Indextranchen tëschent 2006 an 2009;

d'Neutralisatioun vu verschiddenen Taxen a Prélèvementen aus dem Präisindex, zum Beispill d'Taxen op de sougenannten Alkopops, um Tubak an och nach op der Kyoto-Tax; d'Desindexéierung vum Kannergeld a vum Forfait d'éducation. Woubäi ze bemierke bleift, dass des lescht genannte Moosnamen awer duerch d'Schafung vun engem Kannerboni an engem Crédit d'impôt ofgediert goufen.

Här President, no engem kuerzen historiches Réckbléck kommen ech awer elo zum eigentleche Gesetzesprojet, dee mer haut de Mëtten ofzestëmme hunn.

Wéi kouw et zu deem Accord bipartite mat de Gewerkschaften?

No der rezenten Finanzkris, déi, wéi mir allegueren wëssen, negativ Auswirkungen op d'Weltwirtschaft an och op eis national Économie hat, huet am Fréijoer 2010 de Comité de coordination tripartite sech Gedanken iwwert déi ekonomesch, sozial a finanziell Situatioun vun eisem Land gemaach. D'Diskussiounen hu sech ëm d'Kompetitivitéit vun eiser Économie, iwwert den Emploi an de Chômage an domadder ëm déi öffentlech Finanzen gedreit.

D'Héicht vun der Verschëldung vun eisem Land, déi national Investissementen an den Équibler vum Statsbudget fir 2014 waren e puer vun de Schwéierpunkte vun den Debatten och hei am Haus. D'Regierung an d'Sozialpartner sinn am Kader vun der Tripartite am März an am Abrëll 2010 e puermol zesummekomm.

De 27. Abrëll, no der fënnefter Sitzung vun der Tripartite, ass et zu kengem Accord komm, an de Premier konnt leider nëmme d'Scheitern vun de Verhandlungen feststellen. Den Haaptknackpunkt war déi automatesch Upassung vun de Léin, Gehälter an de Renten un d'Inflation, also den Indexmechanismus.

No deem Constat huet d'Regierung déi sougenannte Bipartité mat de Sozialpartner ageruff an den 29. September 2010 an enger Réunioun tëschent enger Delegatioun vun der Regierung an de Gewerkschaften Folgendes a puncto Index festgehalten:

Éischts, wat den Index ubelaangt, esou gëtt déi nächst Indextranche fréistens den 1. Oktober 2011 applizéiert;

zweetens, am Fall, wou 2012 eng Indextranche a manner wéi zwee Méint virun der Fällgheet vun der leschter Indextranche erfält, gëtt d'Tripartite zesummegeruff, fir iwwert déi wirtschaftlech Situatioun ze beroden, an

drëttens, am Fall, wou de Punkt 2 antrëtt, dat heescht, wann den Indexmechanismus an deenen zwielef Méint no der leschter Fällgheet antrëtt a wann d'Präisheicht duerch de Pétrolspräis ausgeléist ginn ass, ënnersicht d'Regierung d'Méiglechkeet, fir Kompensatiounsmesurë fir déi niddreg Léin anzeféieren. Dës ënner dem Virbehalt vun der Situatioun vun den öffentlechen Finanzen.

Bei deem Projet de loi war och eng Fiche financière derbäi, aus där ervirgeet, dass, wann den Index véier Méint méi spéit antrëtt, d'Reduktioun vum Coût salarial fir d'Employeuren ronn 160 Milliounen Euro, dorënner 28,2 Milliounen Euro fir de Stat, bedeit. Duerch d'Inflation awer erfält elo déi nächst Indextranche net véier Méint, mä souguer fënnef Méint méi spéit. Héichgerechent bedeit dat, dass den Accord bipartite eng Reduktioun vum Coût salarial vu ronn 200 Milliounen Euro fir d'Employeuren, dorënner ronn 35 Milliounen Euro fir de Stat, mat sech bréngt.

De Statsrot plädéiert a sengem Avis fir weider Moosname géint d'Inflation, well de Statsrot der Meinung ass, dass d'Inflation a Kombinatioun mat automatescher Indexéierung vun de Gehälter sech negativ op eis Wirtschaft an op d'Schafe vun Aarbechtsplazen auswirkt. Dem Statsrot no erlaabt des Indexmodulatioun, d'Entpreisen an d'Statsfinanzen zumindest emol zäitweis ze entlaaschten. Weider Moosname mussen awer onbedéngt nokommen, fir d'Wirtschaft erëm richtig unze-kuerbelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mir an der Ekonomieskommissioun de Projet de loi analyséiert hunn, hu mir eis och mat de rezenten Inflationsprognose

vum Stater fir d'Joren 2011 an 2012 auserneegesat. Dës Prognose gesinn dräi Zeenarië vir, déi op ënnerschiedlechen Hypothesen berouen. De Stater kouw a sengem mëttelsten Zeenario, deen op engem Pétrolspräis vun 102,6 US-Dollar de Barrel baséiert, op een Inflationstaux vun 3% fir d'Joer 2011 an 2,1% fir d'Joer 2012. Domadder géif déi iwwernächst Indextranche am zweeten Trimester 2012 erfalen.

Dem ieweschten Zeenario no, dee vun engem Pétrolspräis vun 122,6 US-Dollar de Barrel ausgeet, géif déi iwwernächst Indextranche souguer schonns am Februar 2012 erfalen.

Nom ënneschten Zeenario, deen op engem Pétrolspräis vun 82,6 US-Dollar baséiert, wier déi iwwernächst Indextranche - ech kommen dozou, Här Bausch - den August 2012 fälleg. Wann een den aktuelle Pétrolspräis kuckt, plus ou moins 115 US-Dollar de Barrel,...

► **Une voix.** - ...120.

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - ...120 fir Mee, wann d'Livraison Mee ass, ass desen Zeenario awer relativ onrealistesche.

Bei allen dräi Zeenarië géifen de Punkt zwee an de Punkt dräi vum Accord bipartite also applizéiert ginn: D'Tripartite kënnt zesammen, fir déi wirtschaftlech Situatioun ze analyséieren an déi néideg Konklusiounen ze zéien. D'Regierung ënnersicht - compte tenu vun der Situatioun vun den öffentlechen Finanzen -, méiglech Kompensatiounsmesurë fir déi niddreg Léin anzeféieren.

Fir weider Detailler verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport a ginn natierlech am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord zu deem Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'Alleréischte wëll ech e grouse Merci soen dem Rapporteur fir säi schrëftleche wéi och fir säi mündleche Bericht. Den Index war am vergaangene Joer eng grouss Diskussioun hei am Land, an nodeem d'Tripartite keen Accord fonnt hat, ass et duerno zu engem Accord komm an der Bipartite, wou och den Index ee vun den Hauptpunkte war. Dat Ganzt muss een och kucken innerhalb vun dem Stabilitéitspakt, deen huet misse gemaach ginn.

Déi Fro, déi ee sech stelle kann, dat sinn déi Chifferen, wou d'Ekonomieskommissioun dermat geschafft huet, an och, wou de Stater dermat geschafft huet, dat war mat Chifferen vu virun der Presentatioun vum 29. März 2011, wou an der Finanzkommissioun déi nei Chifferen presentéiert gi sinn. An do ass et dofir heiansdo ebe méiglech, dass déi eng Previewioun sech e bëssen net méi mat där anerer iwwerdeckt an dass et do Ënnerscheeder gëtt.

Mä wéi ass et? D'Realitéit riicht sech net ëmmer no de Prognosen. Dat ass esou bei deene Chifferen, dat ass esou, wann een den Ënnerschied mécht tëschent engem Budget an engem Kont. Mä dat ass awer leider d'Realitéit.

Wéi de Rapporteur, de Claude Haagen, gesot huet, huet deen Accord virgesinn, dass den 1. Oktober 2011 sollt fréistens déi éischt Indextranche erfalen. Mir sinn elo fënnef Méint virun, den 1. Mee, wann no deene Chifferen, déi bekannt sinn..., mä ech mengen, muer oder iwwermuer tagt eréischt déi zoustänneg Kommissioun, fir déi Analys ze maachen.

Déi zweet Hypothese war, dass duerno, wa virun 2012 eppes géif stattfannen, eng Concertatioun innerhalb der Tri- respektiv der Bipartite géif stattfannen. An drëttens, wann d'Pétrolspräisser géifen an d'Luucht goen, wier et och wichteg, dass da Kompensatiounsméiglechkeete géife gemaach



gi fir déi Leit, déi méi op deene schwaache Revenuë sinn.

Ech mengen, och eppes anescht, wat een awer an deem Kontext net däerf vergiessen, dat ass den Observatoire des prix. Dat war och eppes, wat deemools diskutiert gi war an där Bipartite wéi och an der Tripartite, fir ze kucken, wéi wichteg et ass, dass och d'Präsentwécklung kontrolléiert gëtt, op wat dat zréckzeféieren ass. A wann een d'Analyse kuckt, déi mer vum Statec an der Kommissioun kritt haten an déi och duerno veröffentlecht gi sinn, do sinn heiansdo Ofweichungen.

Wann ech nëmmen huelen, dass d'Prix administréiert 0,46 Punkten ausmaachen an deem Ganzen, sou beweist dat, dass et och wichteg ass fir eis, dass mer deen Observatoire des prix kréien - den Office des prix gëtt et jo scho méi laang net méi -, fir och do kënnen opzepassen, wou déi Präsentwécklungen hierkommen, wou déi Präissteigerungen hierkommen. Well et och wichteg ass, dat ze wëssen, net nëmmen am Kader vum Index, mä och am Kader vun der Kompetitivitéit, fir ze wëssen: Wou ass déi Präsentwécklung, déi do ass?

Well wa mer vu Kompetitivitéit schwätzen, sou schwätze mer jo dann och net nëmme vu Lëtzebuerg, mä mir schwätzen och vun der Groussregioun. An do ass et an engem vun deenen Avisen..., wou mer och zäitlech gesi leider net méi d'Chance haten, an der Ekonomieskommissioun driwwer ze schwätzen; mir hate just dee vun der Chambre des Fonctionnaires mat - wéi soll ech dat soen? -, wat Zäit virleien. Déi zwee aner, d'Chambre des Métiers an d'Chambre des Salariés, sinn eréischt nokomm, dofir konnte mer déi Chifferen net méi begutachten.

Mä wann een elo och kuckt, och an deenen Avisé vun deene Chamber gëtt och trotzdeem op verschidden Ennerscheeder higewisen. A wann een da schwätzt vum Coût horaire, deen ee vergläiche kann an der Groussregioun, stellt een awer fest, dass deen am Verglach vu Lëtzebuerg, Däitschland, Frankräich an der Belsch nach ëmmer deen niddregsten ass an dass dat awer och an der Kompetitivitéitsdebatt stëmmt.

Et muss een och kucken, wa mer vun de Finances publiques schwätzen, dass do nach ëmmer verschidde Leit e bëssen am Duerjernee schwirren, dass se net wëssen: Wat ass den Zentralstat? Wat ass de Gesamtdefizit, deen et gëtt? Well et ass aus enger Statistik eng Kéier ervirgaangen, wann ee kuckt vun 2002 bis 2009, wat do alles als Previsiounemaach ginn ass fir den Zentralstat a wat herno an de Konte stattfonnt huet, dass do awer ëmmer Ofweichunge stattfonnt hunn an dass et och wichteg ass, dat eng Kéier ze analyséieren.

Wann ee seet, mir haten e PIB vun 2,4% op 2002, deen op eemol erofgaangen ass op e Minus an duerno erëm eropgaangen ass op e Kont, op e Plus. Wann een awer dann d'Kont kuckt, dass mer fir d'Joer 2008 nach e Plus hate vun 2,9%, an awer fir 2009 e Minus hate vun 0,7%, sou ass dat awer och, dass dat eppes ausseet: dass et eiser Economie net esou gutt geet, wéi mer mengen, och wa mer gëschtler jo héieren hunn, dass den FMI mengt, dass Lëtzebuerg aus der Kris eraus ass.

Wann een haut déi international..., net déi international, mä déi national Press liest, dass Lëtzebuerg aus der Kris eraus wier, sou däerf ee sech awer do nach ëmmer d'Fro stellen, ob dat esou ass, ob mer wierklech d'Talsoleh erreicht hunn. Oder ob et awer net och wichteg ass, dass mer awer nach kucken, dass mer eppes maahe fir d'Kompetitivitéit an dass mer awer och gläichzäitig oppassen, dass d'Präsentwécklung hei a Lëtzebuerg am Grëff behale gëtt.

Dofir wier et och sécherlech ganz wichteg, dass mer deen Office des prix oder déi Analys vun de Präisser kréien, fir och dat Ganz ze iwwerhuelen. Et ass wichteg, dass mir eis Verantwortung iwwerhuelen an dass mer eis net ëmmer hanner aneren

Argumenter verstopen. Ech wollt och domadder soen, dass ech fir dee ganzen Accord hei d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Marc Spautz. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut e Projet de loi hei virleien, dee fir d'Demokratesch Partei net dat erëm-spigelt, wat ee maache soll, wann een déi Problemer kennt, déi eist Land nun eemol zurzäit huet. Dëse Projet de loi dréit net dozou bäi, dass d'Inflatioun, déi hei zu Lëtzebuerg, wéi mer alleguer wëssen, e gudder Krack iwwert der EU-Moyenne läit, gebremst gëtt. An en dréit och net dozou bäi, dass d'Attraktivitéit vun eiser Wirtschaft ofgeséichert gëtt.

Mir hunn als Demokratesch Partei virun der Décisioun an no der Décisioun vun de Bipartiten eng ganz kloer a responsabel Haltung am Dossier Index ageholt. Jo, den Index ass zënter Jorzéngten en Instrument, dat de Garant ass fir de soziale Fridden hei am Land. Dozou steet d'Demokratesch Partei ganz kloer. Mä mir soten och schonn an eisem Wahlprogramm, dass mir, wa mer an enger wirtschaftlech schwieriger Situatioun sinn, dann och musse bereet sinn, doriwwer ze schwätzen an doriwwer nozedenken.

Wann een also riskéiert, dass d'Betriber Problemer kréien an doduerjer Aarbechtsplazen a Gefor geroden, da si mer eis an eiser Fraktioun eens, dass ee muss kënnen iwwert den Index nodenken. Mir wëllen d'Kafkraaft erhalen, mä net op d'Käschte vun Aarbechtsplazen. Am Kader vun de Budgetsdebatten huet de Claude Meisch dat op dëser Tribün ennerstrach.

D'Demokratesch Partei huet duerfir virgeschloen, dass mer op de Wee vun engem nohaltegen Index sollte goen. D'Energiepräisser hätten also an engem reforméierte Wuerekerf e manner staarkt Gewicht, esou dass een och wierklech en Ureiz fir d'Bierger géif schafen, sech méi ekologesch a méi nohalteg ze verhalten.

Souguer den Här Statsminister hat an deem Kontext op d'Méiglechkeet higewisen, d'Pétrolspräisser aus dem Wuerekerf erauszehuelen. Et kéint net sinn, huet hie betount, dass, wann iergendwou an engem arabesche Stat, dee Pétrol produzéiert, eng politesch Kris oder e militäresche Konflikt ausbrécht, dat dann direkt heiheem bannent kuerzer Zäit zu enger Indexbranche féiert, déi eis Betriber, virun allem déi méi kleng a mëttelgrouss Betriber, belaascht an Aarbechtsplazen a Gefor bréngt, oder et souguer zu Sozialofbau kéim, well den Entrepreneuren d'Lounkäschten ufänke fortzelafen.

Et wier also deemno e gudden Deal gewiescht, fir à la fois op de Wee vun engem nohaltegen Index ze goen a gläichzäitig derfir ze suergen, dass de Mindestloun ugepasst gëtt. D'Regierung huet an hirem Deal, dee se am Kader vun der Bipartite mat de Gewerkschaften an dem Patronat ficeléiert huet, de Wee vun engem Verréckele vun der nächster Indexbranche, déi theoretisch geschwënn erfale misst - et ass elo virdru gesot ginn -, gewielt.

Domadder ass strukturell iwwerhaapt näischt geännert ginn. Mir als Demokratesch Partei hätten eis vun der Regierung méi Courage gewënscht an e méi geschlossent an decidéiert Optreden an dëser Matière. Mam nohaltegen Index a mat enger Adaptatioun vun deenen enneschte Léin no uewen hätten een also souwuel eppes fir d'Ëmwelt wéi och a grad fir déi mannerbemëttelt Leit gemaach. Elo bleift dee soziale Volet iwwreg an d'Ëmwelt denke kéint ze kuerz!

Mam nohaltegen Index hätte mir och kloer méi Sue kënnen an d'Statskeese spueren, de Statsbudget wier méi spierbar entlaascht ginn an déi gespuerte Suen hätten ee kënnen fir d'Budgetsanéierung virgesinn oder, enner Ëmstänn, an dréngend sozial oder schoulesch Infrastrukturprojeten investéieren, déi elo an der Kris ze kuerz kommen, well se op Äis geluecht goufen. Dobäi däerf een net vergiessen, dass et och dës Bauprojekte wieren, déi Aarbecht scha-

fen an déi domadder e Stéckelchen zum soziale Fridden hei am Land bäidroen.

Den nohaltegen Index, gekoppelt un d'Adaptatioun vun de Mindestléin, wier och eng méi sozial gerecht Politik gewiescht, well se deene mannerbemëttelte Salariéen hëlleft an d'Inflatioun net weider no uewen dreift. Et wier, wéi de Claude Meisch dat hei op der Tribün och schonn am Dezember treffend sot, zu enger Bremsung vun der Präisdeierecht komm. Mir hätten d'Inflatiionsdynamik manner staarkt ugeheizt, zemoos well dës Dynamik hei zu Lëtzebuerg bekanntlech méi staarkt ass wéi am EU-Duerchschnitt an an eisen Nopeschlänner.

Zurzäit läit den EU-Duerchschnitt bei ongeféier 2,3%, mir awer leien heiheem schonn mëttlerweil bei 3,6%! Dat war am Februar, d'Tendenz ass steigend. Effektiv, 2009 louch den Taux grad emol bei engem hallwe Prozent, 2010 bei 2,3%. Et ass kloer, dass dat net zur Attraktivitéit vun eiser nationaler Economie bäidreit an dass eis déi héich Inflatioun, gekoppelt mat steigenden Zuele vu Chômeuren, deier ze stoe kéint.

D'Hausse vun der Inflatioun huet net nëmmen d'Pétrolspräisser als Ursach, mä och d'Croissance bei de Präisser vun den lesswueren, déi sech duerch schlecht Récolten an duerch déi virleefeg Reprise vun der weltwäiter Demande erklären. Derbäi kommen dann nach d'Steigerunge bei den administrative Präisser heiheem, esou dass vill Betriber net derlaanscht kommen, hir Verkaufspräisser no uewen ze ajustéieren. Dat féiert nees zu engem „effet de second tour“, wéi d'Handwierkerkummer dat nennt, vläicht souguer zu enger Inflatiounsspiral, wéi d'Ekonomiste soen.

Lëtzebuerg huet elo schonn eng méi héich Inflatioun wéi seng Nopeschlänner. Mat engem nohaltegen Index hätte mir, jiddefalls op sozialem Plang, eppes Guddes gemaach, well mir domadder Aarbechtsplazen net onnéideg a Gefor bruecht hätten. Wien Aarbechtsplazen erhält, stäipt logescherweis och d'Kafkraaft. Dee mécht net nëmmen eppes fir déi national Wirtschaft, mä folglecherweis och fir d'Statskeesen, déi jo fiskal Recettë brauchen, fir sozial Dépensen ze finanzéieren.

Den Deal, deen d'Regierung an der Bipartite mat de Gewerkschaften ofgeschloss huet, ass aus eiser Siicht keng durabel Léiung vum Problem. Et ass, wéi déi Däitsch dat nennen, ein Aussitzen der Probleme. Um Viowend vun de Gemengewahlen erfält plangeméis eng Indexbranche, déi, vu déi steigend Pétrolspräisser, schonn eng Zäit virdrun hätt missen erfalen, mä mat dëse gesetzlechen Upassungen eréischt den 1. Oktober erfält. Dat ass esou sécher wéi d'Amen am Gebiet.

D'Regierung wäert weider op besser Zäiten hoffen, op e Wirtschaftswuesstum, deen eis laanscht strukturell Verännerungen an eng méi nohalteg orientéiert Politik féiert. Ob dës Rechnung awer opgeet, dat woe mir als Demokratesch Partei ze bezweifelen. An duerfir sinn dës Moosname fir eis eng Plooschter op en hélzent Been!

Mir plädéieren dergéint fir eng aner Opstellung, eng aner Kompositioun vum Wuerekerf, déi d'Nohaltegkeet an de Mëttelpunkt stellt, déi also och ëmweltpoliteschen Aspekter Rechnung dréit an d'Erhale vun den Aarbechtsplazen net aus den Ae verléiert. Duerfir kënnen mer dës Measure net matdroen a mir wäerte se dofir och net stëmmen.

Ofschléissend soen ech awer dem Rapporteur, dem Claude Haagen, Merci fir säi schrëftlechen a mëndlechen Bericht an ech bedanke mech fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Ech wëll et direkt virausschécken: Mir kënnen mat dëser Modifikatioun vum Index net d'accord sinn, well et u sech net d'Äntwert ass op d'Problematik, déi sech hei stellt.

Virop awer direkt, dass mer den Index net wäerten ofschafen. Mir sinn der Iwwerzeugung, an dat hunn och meng Virriedner schonn gesot, dass den Index e wichtige Garant hei zu Lëtzebuerg ass fir de soziale Fridden an e wäert och weiderhin e ganz wichtige Garant fir de Fridde sinn.

Den Ausgläich vun der Präsentwécklung stellt sech ëmmer da ganz kloer, wann d'Inflatioun galoppéierend no vir geet. Am Gesetzestext steet, dass e sech op den Accord vun der Tripartite, oder besser gesot der Bipa... elo kréien ech dat net eraus, pardon, nach eng Kéier: Bipar...

(Interruptions)

Bipartite, pardon! Ech loosse et einfach ewech. Also déi zwee, déi sech zesummegeat hunn...

► **Une voix.**- Eng Zweeërronn.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Eng Zweeërronn. Déi sech zesummegeat hunn, fir zu engem Accord ze kommen.

► **Une voix.**- Géif Bipartite besser...

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Also déi zwee, déi sech zesummegeat hunn, fir en Accord ze fannen, hunn nämlech ausgehandelt, éischtens, dass déi nächst Tranche eréischt den 1. Oktober sollt erfalen! A bei der Hypothees, dass, wann déi nächst innerhalb vun zwielef Méint sollt erfalen, sech nach eng Kéier zesummegeat sollt ginn, fir kënnen iwwert d'Konsequenzen ze diskutéieren.

An am drëtte Fall - an dat ass vläicht dat wichtegst Element an där ganzer Diskusioun -, dat ass, wann den Uelechpräis galoppéierend an d'Luucht geet, da soll en Ausgläich agefouert ginn, insbesondere fir déi Leit, déi an der enneschter Skala vun der Lounentwécklung sinn, esou dass dat awer dann... ënnert der Bedéngung, dass och déi néideg budgetär Mëttelen zur Verfügung stinn.

Mir mengen, dass dësen Accord haut schonn praktesch hifälleg ass, well net méi spéit wéi de Moie konnt een um Radio héiere respektiv an der Zeitung liesen, dass de Barrel mëttlerweil op 120 Dollar an d'Luucht geklommen ass, an an all Previsiounen, déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn - ech wëllt dorobber nach hiweisen: déi héchst Inflatioun bei 3,4 fir dat nächst Joer -, ass gerechent gi mat 122 Dollar de Barrel.

Mir mengen, dass mer haut schonn missten all Mechanissem a Bewegung setzen, fir nei Diskusiounen ze lancéieren, well dat heiten eben zu enger weiderer Inflatioun wäert féieren. An eng Inflatioun, déi u sech och net opzehale wäert sinn, well mer ëmmer méi Ofhängegkeet vum Uelech kloer opgewise kréien.

Déi Kuerzfristegkeet ass och hei nach ëmmer präsent, an dofir menge mer, dass mer endlech e Wee missten opweisen, fir aus där Uelechspirale erauszekommen. Déi Uelechspirale, déi Ofhängegkeet vun eiser Wirtschaft vum Uelech ass ganz flagrant. Och de Präis, dee mer haut bezuelen, ass net direkt d'Spiegelbild, sécherlech och d'Spiegelbild vum Konflikt am Noen Osten, a Libyen, mä ass virun allem op d'Usprange vun der Weltwirtschaft erëm zréckzeféieren. Dat soen all Ekonomisten, dass d'Weltwirtschaft ganz kloer en Zesummenhang mat dem Uelech huet.

All seriö Etüd geet mëttlerweil dovun aus, déi sech e bësse méi mat dem Uelechphenomeen ausenansetzt, dass mer de sogenannten Uelechpeak erreicht hunn, dat heescht, de maximale Förder...

Am Moment kréien ech just gesot, 121 Dollar ass de Barrel schonn an d'Luucht.

(Interruptions)

Mä ech mengen, dass mer...

(Brouhaha)

...de maximale Förder...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Kox nozelauschten!

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- All seriö Etüd geet dovun aus, dass mer haut schonn déi maximal Fördercapacitéit vum Uelech erreicht hunn an dass mer fréier oder spéider net laanscht eng ganz substantziell Erhéijung vum Uelech wäerte kommen.





Dofir ass aus eiser Siicht ganz kloer, dass mer net einfach eng Modulatioun sollten ustriewen, mä dass mer onbedéngt kucken, den Index esou ze diskutéieren, dass mer déi Präisshausen net méi esou an eiser Inflatoun zréckfannen, an dass mer dorauer keng dreiwend Kraaft, dreiwend Mechanismen erauskriegen, wat d'Wirtschaft weiderhi beanträgt.

Dat wëllt awer net heeschen, dass mer den Index wëllen ofschafen. Mir wëllen, dass den Index, oder dass den Uelech innerhalb vum Index eng Neutralitéit sollt erfassen. Déi Neutralitéit ass awer net einfach en Ewechhuelen, mä op där anerer Säit si mer gefuerdert, a besonnesch eis Regierung ass gefuerdert, Alternativen opzeweisen, fir déi grous Offhängegkeet vum Uelech ofzebauen.

Ech mengen, mä Virriedner, den Här Bauler, huet et och schonn hei ugeschwat: Mir brauchen onbedéngt an eiser Klimapolitik, an eiser Wirtschaftspolitik, an eiser allgemenger Entwécklung vum Lëtzebuerger Land en Ausstieg aus der staarker Uelechhängegkeet. Dofir plädéiere mer, endlech déi Diskussioun opzegräifen, déi mer ëmmer hei scho gefuerdert hunn, nämlech duerch eng ökologesche Steuerreform déi Instrumenter an d'Liewen ze ruffen, fir kënnen op där enger Säit dat e bëssen ze belaschten oder méi ze belaschten, wat zu deem garantéierten Eropdreiw vum Inflation féiert: all d'Uelechprodukter, an d'Uelechprodukter net eleng! Dir wësst alleguerten, dass de Gas un d'Uelechpräisser gekoppelt ass an dass domadder hiergeet, dass och de Präis vum Gas wäert an der Zukunft an d'Luucht goen.

Also op där enger Säit wëlle mer hunn, dass d'Präisser vu Ressourcen, déi endlech sinn, müssen an d'Luucht gesat ginn, op där anerer Säit awer Instrumenter an d'Liewe ruffen, fir kënnen deenen entgéintzekommen, déi eppes an deem Bereich vun der Onofhängegkeet wëllen entwéckelen, fir déi och ze ënnerstëtzen.

Also, mir denken, dass dese Wee, dee mer haut ageschloen hunn, de falschen ass, dass en haut schonn net méi wouer ass fir dat, fir wat e steet, nämlech vum engem Präis ausgaange ginn ass vun 99 Dollar de Barrel. Haut si mer scho bei 121 Dollar d'Faass Barrel. Dofir menge mer, dass mer heimatder keng längerfristeg Léisung hunn, a mir kënnen deem net zoustëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Claude Haagen fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Den Index ass sécherlech en Thema, wat ee kann als Dauerbrenner dohinnerstellen, en Thema, wat iwwer Jorzéngten ëmmer erëm an der politescher Diskussioun war a wat och sécherlech an Zukunft wäert an der Diskussioun bleiwen.

Haut ass menger Meenung no awer net den Dag, fir heibanne grous politesche Auseinandersetzungen ze maachen. Duerfir hu mer aner Deeg an aner Plaze genuch. Duerfir wëll ech haut méi prinzipiell iwwert d'Thematik Index hei e puer Wieder verléieren.

D'ADR steet zu dem aktuellen Indexsystem, esou wéi e sech eiser Meenung no an der Vergaangenheet bewäert huet. Den Index ass fir eis en Ausgläich vum Kafkraaftverloscht, deen d'Salariat kritt, nodeem d'Präisser an d'Luucht gaange sinn. Déi aner Säit, déi den Index muss bezuelen, déi argumentéieren aneschtens a soen, duerch den Index muss mer d'Präisser elo erëm upassen.

De Virdeel, aus eiser Siicht, deen den Index awer huet, ass, dass de Konsument duerch d'Augmentatioun vum Index, duerch den Ausgläich vum Kafkraaftverloscht awer seng Kafkraaft erhält an et duerfir och, aus eiser Siicht, e Virdeel fir de Commerce selwer ass. Mir hunn en inländesche Commerce, a wat d'Leit méi Geld an der Paitut hunn, kënnen se och méi Geld ausginn, an da kann eise Commerce, eis ganz Ekonomie och dovunner profitéieren.

Wichtig ass och, dass jiddwereen den Index kritt, souwuel déi Aktiv wéi déi Pensionéiert. Bei deenen Aktiven ass et wichtig, dass all Leit den Index kréien. Et kéint een och op där anerer Säit higoen a soen, ma wa mer keen Index hätten, da kéinten d'Gewerkschaften am Kader vun de Kollektivvertragsverhandlungen dee Kafkraaftverloscht mat ausgläichen.

Emol ofgesi vun deenen Diskussiounen, déi dat géif mat sech bréngen - a mer brauchen nëmme an d'Ausland ze kucken, da gesi mer dat -, muss mer awer wëssen, dass ganz vill Leit net ënner e Kollektivvertrag falen. An et si gréisstendeels dat och dacks Leit, déi ënner kee Kollektivvertrag falen, déi um ënneschte Lounniveau leien. An deen Abléck, wa mer keen Index hätten, da wieren déi Leit, déi net ënner e Kollektivvertrag falen, d'office vun där Augmentatioun ausgeschloss a kéinten déi net kompenséiert kréien.

Duerfir, den Index ass fir jiddweree gutt, och fir déi Leit wéi gesot, a virun allem fir déi, déi kee Kollektivvertrag hunn.

Wann ee Land an eng wirtschaftlech méi schwéier Situatioun kéint, wéi mer se an deene leschte Joren erlieft hunn, ech mengen, dann hunn d'Gewerkschaften hei am Land och hir Responsabilitéit iwwerholl, souwuel am private wéi am öffentleche Secteur.

Va mer d'Lounverhandlungen, d'Kollektivvertragsverhandlungen vun deene leschten zwee, dräi Joer kucken an och déi am Abléck lafen, stelle mer fest, dass dat ganz, ganz niddreg Verdrag sinn. Dat geet vun Nullronne bis liicht driwwer. Dat heescht, d'Gewerkschaften hunn hir Responsabilitéit geholl, a mir soen och als ADR duerfir kloer: Kommt, mir halen den Index bäi, fir dass jiddwereen dovunner ka profitéieren, a wann et eis wirtschaftlech net esou gutt geet, da soe mer, da fuerdere mer souguer d'Gewerkschaften op - mä, wéi gesot, déi hunn dat och gemaach -, dass se dann am Kader vun de Kollektivvertragsverhandlungen sollten éischer eng gemässigt Lounpolitik als Fuerderung stellen, wéi op den Index ze verzichten.

An anere Länner, déi keen Indexsystem hunn, wësse mer, wat dat zu Sozialkonflikter féiert. Duerch eise System hu mer hei zu Lëtzebuerg de soziale Friden iwwer Jorzéngte kënnen erhalen. A wann eis Regierung op Promotiounsreesen an d'Ausland geet, fir de Wirtschaftssite Lëtzebuerg schmäckhaft ze maachen, dann ass d'Argument vum soziale Friden, wat hei zu Lëtzebuerg ass, ee vun den Atouten, fir Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, well se hei eben och e stabil soziaalt Ëmfeld kënnen virfannen.

Ech mengen, dat ass e ganz wichtige Punkt, an deen ass gréisstendeels och drop zréckzeféieren, well mer den Index hei hunn. Am Ausland ass dat net de Fall; do muss Sozialkonflikter ugestriift ginn - a mir gesinn dat all Dag -, fir dass d'Leit dat dann awer kréien, wat mir hei zum Deel iwwert den Index automatesch kréien.

Net méi spéit wéi haut de Moie konnt Der um saarländesche Rundfunk, op der Televisioun schéi kucken an den Noriichten, wou am Fong se d'Resultater hate vun de Lounerhéijunge vun 2010. An am Saarland, wat jo en direkt Nopeschland vun eis ass a wou och zu engem gewësse Grad Konkurrenz zu eise Betriber besteet, déi haten d'lescht Joer am Duerchschnitt eng Lounaugmentatioun vu 4,1%. 4,1%, dat ass méi Augmentatioun gewiescht, wéi mir d'lescht Joer hei am Land hate mat enger Indexbranche.

Et gesäit een also, wann déi Indexbranche géif ewechfalen, dass dat net op där anerer Säit keng Lounaugmentatioun géif mat sech bréngen. Et géif och Augmentatioun mat sech bréngen, mä d'Gewerkschaften missten dofir vill diskutéieren, vill streiden, a mer krite Sozialkonflikter, déi mer iwwert dese Wee eis kënnen erspueren.

Mä och wann een den Index géif ofschafen, ons Pensionären, a souwuel am private wéi am öffentleche Secteur, déi niewent dem Ajustement jo och den Index krite, krite dann déi Augmentatioun och net méi. An esou hu mer hei - mengen ech - och do de richtige System, deen am Fong seet, dass och d'Renten an d'Pensionen un den Index kommen an

domadder dann eben de Kafkraaftverloscht ausgeglach ka ginn.

A wann eis Ekonomie zesumme mat de Syndikater doriwuer eraus och zur Konklusioun kéint, dass een nach kann eng zousätzlech Upassung vun de Léin an de Gehälter maachen, dann zéie mer jo all zwee Joer do d'Moyenne vun den Augmentatiounen an ajustéieren op där enger Säit d'Renten an op där anerer Säit d'Mindestpensioun.

Bei Betriber, deenen et schlecht geet, ass et kloer, dass do och d'Gewerkschaften am Kader vun de Kollektivvertragsverhandlungen keng grous Fuerderunge stellen. Ech erënnere drun: An den 80er Joren, wéi mer d'Stolkris haten, do si souguer an der Stolindustrie Lounkierzunge virgeholl ginn, awer mir hunn den Index duerfir net ofgeschaaft. Dat weist also, dass d'Gewerkschaften ëmmer eng responsabel Haltung ageholl hunn a schonn deenen ekonomesche Kritäre mat Rechnung gedroen hunn.

Duerfir, mengen ech, ass et fir eis wichtig, dass mer dee System vum Index a senger Integralitéit bäibehalen. Mir hunn dat esou an eisem Wahlprogramm als ADR stoen a mir trieden och duerfir derfir an.

Wéi gesot, et kéint ee ganz vill Politesches hei mat an déi Debatt bréngen; mir wëllen haut awer aus deene bekannte Grënn dorop verzichten. D'ADR ass géint Modulatiounen a Manipulatiounen vum Index. D'ADR ass derfir, dass mer dee bewährten Indexsystem esou bäibehalen, wéi en ass, deen net méi an net manner ass wéi en Ausgläich vum Kafkraaftverloscht vun de Salariéen.

An et sinn haut jo net nëmme méi d'Salarien; ech mengen, och d'Doktescharifere si souguer un den Index gebonnen. An och do gehéiere bei den Dokteren, zënter dass mer deenen hir Honorairen un den Index gebonnen hunn, e ganze Koup vun Diskussiounen a Streidereien a Konflikter op deem Niveau der Vergaangenheet un a sinn net méi an der Aktualitéit, well einfach deen Automatismus och op deem Niveau mat drakomm ass.

Ech mengen, mir sollten also op déi positiv Säit kucken, déi den Indexsystem hat, an duerfir solle mer och deen Indexsystem a senger Integralitéit esou bäibehalen.

Mat deem Gesetz gëtt den Index eng weider Kéier manipuliert. Dat fënnt net eis Zoustëmmung. Duerfir wäert d'ADR och géint dese Projet stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Léink).** - Här President, wann ee mech géif froen, wat ech géif verstoen ënner enger ideologescher Verzerrung, da géif ech deen éische Saz vum Exposé des motifs vun deem Gesetz zitieren: «La récente crise économique et financière a eu des répercussions mondiales sans précédent, elle a freiné voire anéanti des années de progrès économique et social.» Domat gëtt op d'mannst zum Deel d'Verhältnis vun Ur-saach a Wierkung ëmgedréit.

Meng Lecture vun der Geschicht ass eng aner: Well déi sozial Entwécklung an deene leschte Jorzéngte gebremst ginn ass weltwäit, well et eng Verdeelung ginn ass vun ennen no uewen, duerfir ass et zu där schwéierer Finanz- a Wirtschaftskris komm, déi natierlech dann erëm eng Kéier, wa se um Bockel vun dem Salariat ausgedroe gëtt, néfaste sozial Konsequenzen huet. A wa mer déi Verdeelung net ëmdréien, da bereede mer déi nächst Kris schonn erëm vir.

Am Avis vun der Chambre des Métiers hunn ech e richtigen a wichtige Saz fonnt, ausgerechent en Zitat vum Här Fontagné - une fois n'est pas coutume -: «Ce ne sont pas les prix qui déterminent les salaires, mais la productivité et le taux de partage de la valeur ajoutée.»

«Le partage de la valeur ajoutée», dat heescht also d'Verdeelung vum geschafene Räichtum tëschent de Léin op där enger Säit an de Benefisser op där anerer Säit. Grad dee Partage huet sech an deene leschte Jorzéngten och hei zu Lëtzebuerg

zu Ongonschte vun de Léin entwéckelt. A genau dat, dass soe jo och entre-temps eng ganz Rei vu méi kriteschen Ekonomisten, ass eng vun de fundamentalen Ursache vun der Kris gewiescht, well domadder d'Nofro net mat der Produktioun nokomm ass. All Kierzung vun de reale Léin, also och all Indexmanipulatioun verschlechteren nach eng Kéier dee Partage fir d'Salariat.

Wann ech richtig verstane hunn, da fuerdert de Weltwährungsfong entre-temps jo, mir missten net nëmme de Pétrolspräis aus dem Index eraushuelen, sondern de Präis vun de Liewensmëttelen, also d'Präisser fir déi elementaare Bedürfnisse. Mir kënnen dann och nach déi sougenannte Prix administrés eraushuelen, déi mer jo selwer hei gemaach hunn, déi och zu engem ganz groussem Deel elementar Bedürfnisse betreffen; de reale Präis fir d'Wunnen, dee scho ganz ënnerbewäert ass am aktuellem Indexkuerf, dee kënnen mer och nach eraushuelen, deen dréit elo schonn net der wierklecher Käschtenexplosioun Rechnung. Do wär wierklech nach eppes ze maache fir méi sozial Gerechtegkeet.

Ech si mat deem Gesetz net averstanen a stëmmen och dergéint.

► **M. le Président.** - Merci dem Här André Hoffmann. Domadder wäert mer un Enn vun der Diskussioun an elo kritt d'Regierung d'Wuert: den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dir Damm an Dir Hären, fir d'Éischt mäi Merci un d'Kommissioun, déi hei zesumme mat hirem President a mam Rapporteur en Effort gemaach huet, fir dass mer haut kënnen dee Projet hei zum Vote stellen.

Dee Projet ass nämlech noutwendeg ginn, well opgrond vun engem Accord, dee mer an der Bipartite geholl hunn zwëschen de Sozialpartner, mer géifen higoen an d'Applikatioun vun der Indexbranche, wa se da géif éischer erfale wéi den 1. Oktober, op den 1. Oktober selwer setzen. Dat ass op eemol ëmmer méi kloer ginn, wéi d'Inflatoun, bedéngt duerch d'Pétrolspräisser, déi an d'Luucht gaange sinn, an d'Luucht gaangen ass. An duerfir soen ech Merci, dass Der déi Flexibilitéit hat, esou schnell ze reagéieren.

Ech wëll och virausschécken, dass d'Indexkommissioun jo am Fong elo muer zesummekéint. Dir wësst, all Mount kommen d'Leit zesummen, déi an där Kommissioun sinn. Do sëtzen och d'Sozialpartner. Se wäerten d'Präisser analyséieren vum Mäerz. An eréischt am Mee ginn d'Präisser gekuckt, sou wéi se am Abrëll sech entwéckelt hunn. Dat ass deen normale Verlaf.

Dat Gesetz hei an och den Accord schaffen net um Déclenchement, mä ganz kloer op der Applikatioun; sou steet et och am Gesetz. Mir riichten eis also net nom Déclenchement a brauchen also net ze kucken, wéini den Déclenchement ass, mä wéini d'Applikatioun ass. D'Applikatioun, wann dann déi Präisser sech esou sollten entwéckelen, wéi eenzel Leit a besonnesch de Statec am Viraus gesot hunn, da wier et méiglech, dass d'Applikatioun op den 1. Mee géif erfalen. Mir schaffen op der Applikatioun a soen, an deem Fall gëtt d'Applikatioun op den 1. Oktober zréckversat. An dat ass précisement den Objet vun deem heite Projet de loi.

Ech ginn net op déi vill Remarque an. Dir wësst, dass mer am Laf vun den Diskussiounen - an der Tripartite fir d'Éischt, duerno an de Bipartiten - verschidde Projeten um Dësch haten. Mir haten der, déi d'Patronat virgeschloen huet; mir haten der, déi d'Regierung virgeschloen huet. Et huet kee Wäert, elo op déi alleguerten anzegoen. Ech mengen, et ass en Accord komm. Deen Accord gesäit eben dat hei vir. Dat Gesetz hei, sou wéi et an der Kommissioun behandelt ginn ass, gesäit dat och vir.

An et ass evident, dass mir déi Situatioun awer net dierfen esou weidergoe loosse. Ech widerhuele just, dass mer an deene leschten dräi Joer eng Entwécklung haten,



déi vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner net gutt war, mat Ausnahm vun der Belsch. Während mir an deene leschten dräi Joer 6,1% gewuess sinn, wat d'Inflatioun ubelaangt, hate mer an den Nopeschlänner: an Holland 4,2; a Frankräich 5,1; an Däitschland 4,1. Just d'Belsch louch driwwer mat 6,9. An an der Eurozon louch se och drënner mat 5,3. Mir mussen also op deene Punkte schaffen.

Mir hunn en Accord an de Bipartité fonnt, fir en Observatoire des prix an d'Liewen ze ruffen. Mir haten eng Réunioun, wou ech souwuel d'Patronat wéi d'Gewerkschafte gefrot hunn ëm hir Meenung, wéi se mengen, dass een esou en Observatoire kéint fonctionnéieren dinn. Meng Servicer hunn eng ganz Rei Recherchë gemaach, fir ze kucken, wat juristesche a wat politesch méiglech ass beziéungsweis net méiglech ass. An ech hunn en nächste Rendez-vous mat de Gewerkschaften elo op dem 4. Mee, fir ze kucken, wéi mer dat kënnen ëmsetzen.

Dir gesitt, dass mer op deene Saache schaffen. Ech wëll och drop opmierksam maachen, dass, wa mer hei vu Prix administrés schwätzen, mer ëmmer musse kucken: Wat sinn déi Prix administrés?

Et sinn déi, déi d'Chambre des Salariés do bruecht huet, déi absolut net iwwereneestëmme mat deem, wat mir applizéieren. Dass den Tarif vun der Luxair op eemol e Prix administré ass, ass mir nei. Duerfir kann een dat net deementspreechend applizéieren, sou wéi dat d'Chambre des Salariés analyséiert huet.

Et ass och esou, dass een dat, wat Eurostat als Prix administré virgesäit, net ëmmer esou ka gesinn, well an eenzelne Länner ginn eng ganz Rei Präisser fixéiert, beziéungsweis net fixéiert, op ganz verschidden Aart a Weisen.

D'Regierung huet u sech sech de Canevas gi vun 20 verschidde Präisser, déi mir als Prix administrés unhuelen an op déi mir eis och baséieren. Déi si public, dat ass also kee Geheimnis. An op deene soll een och schaffen an op deene soll een och argumentéieren, wann een da sech mat där Problematik vun de Prix administrés ausenanersetzt.

Dat ass och dat, wat mer mat de Sozialpartner wäerten um Niveau vum Observatoire des prix maachen; probéieren eng Versachlechung eranzubringen; probéieren ze kucken, wou mer den Hiewel wierklech kënnen usetzen a wou ganz einfach et schwierig gëtt doduerch, dass eng Augmentatioun op de Salairé mat sech bréngt, dass eenzel Tariffer noutgedronge mussen an d'Luucht goen, wann net just de Budget kann agräifen, a wann och, sou wéi et ganz oft méiglech ass, net méi méiglech ass, dass d'Regierung selwer kann agräifen.

Duerfir nach eng Kéier Merci all deenen, déi heirunner geschafft hunn. Ech hoffen, dass mer dee Projet haut votéiert kréien. Ech ginn nach eng Kéier dovun aus, dass d'Leit sech bewusst sinn, dass dat hei en Accord ass, deen net einfach war. An dass d'Regierung selbstverständlech den Accord ënnert de Sozialpartner mat der Regierung hei akzeptéiert.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Wirtschaftsminister Jeannot Krecké. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6265 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmme, géint 21 Nee-Stëmme.

*Ont voté oui:* Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Mergen

(par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

*Ont voté non:* MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 5881A iwwert de Code de la consommation. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schon ageschriwwen: déi Häre Gloden, Bauler a Kox. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

### **8. 5881A - Projet de loi portant introduction d'un Code de la consommation**

#### **Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire**

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch dese Gesetzesprojet kritt Lëtzebuerg säin éischte Code de la consommation. Et ass net, wéi den Numm et vläicht kéint verroden, e Verhalenskodem fir en optimale Konsum, mä eng Zesumstellung an engem strukturéierten Text vu quasi sämtleche gesetzleche Regelen, déi d'Verhältnis vum Konsument an de Professionellen aus der Wirtschaft regelen.

Et ass also e bëssen en historeschen Dag an der Geschicht vun dem Lëtzeburger Verbraucherrecht an dem Konsumentenschutz. Dese Code de la consommation ass och den Aboutissement vun enger laangjäreger Fuerderung vun de Konsumentenschutzorganisationen hei zu Lëtzebuerg a schliesslech och d'Ëmsetzung vum Regierungsprogramm vun 2004 an 2009, an deem sech d'Parteien CSV an LSAP op d'Ausarbeitung vun engem Code iwwert de Verbraucherschutz geeenegt haten.

Ech zitieren aus deem Koalitionsaccord, dem Regierungsprogramm vun 2004, deen un der Quell steet eigentlech vum Dépôt vun deem Gesetzesprojet: «Le Gouvernement procédera à l'élaboration d'un Code des consommateurs. Ce Code réunira les différents textes légaux actuellement éparpillés et permettra partant d'atteindre une meilleure cohésion (veuillez lire: cohérence) ainsi qu'une meilleure transparence et lisibilité.» Enn vum Zitat.

D'Objektiv also vun deser Kodifikationsaarbecht vum Verbraucherrecht hei zu Lëtzebuerg ass kloer. Et geet drëm, fir eng Vereinfachung ze errechen, fir Uerdnung an eng ganz Rëtsch vun a villen Texter verspreete Regelen ze bréngen, a schliesslech, fir iwwert déi doten Aarbecht eng besser Liesbarkeet, e bessert Versteesdemech vun deene villen Texter ze kréien, déi zënter den 80er Jore vun leschte Jorhonnert de Konsumentenschutz hei zu Lëtzebuerg regelen.

D'Geleeënheet ass benotzt ginn, fir och d'Terminologie unzepassen, ze vereenheetlechen an esou derfir ze suergen, dass et och zu enger kompletter Konkordanz vun de Lëtzeburger Texter mam europäesche Recht kennt.

Dese Code de la consommation ass net en Typ vu Code, wéi mer e kenne beim Code civil, beim Code pénal oder och beim Code de commerce, wou eigentlech dat all Kéiers ursprénglech originell Texter sinn. An et ass kee Code, wéi mer e kennen hei zu Lëtzebuerg beim Code de l'environnement oder beim Code administratif, déi eleng eng Niewenteneestellung vu verschidde bestehenden Texter sinn. Dese Code de la consommation ass vun der Technik hier ze vergläiche mat där Aarbecht, wéi se hei virun e puer Joer stattfonnt huet mam Code du Travail, wou also probéiert ginn ass, bestehend Texter ze huelen, se nei ze uerdnen an an engem eenheetlechen Text ze presentéieren.

Et ass schon eng impressionnant Aarbecht hei vu Strukturéierung a vu Synthees, déi duerchgefouert ginn ass, mä déi leider allerdéngs och, dat muss ech soen, zënter 2008 e bësse perturbéiert ginn ass duerch d'Noutwendegkeet, fir ëmmer ënner engem gewëssenen Zäitdruck eng Rei vun europäeschen Direktiven ëmzesetzen, wat eis d'Serenitéit vun eisen Aarbechten e bësse perturbéiert huet an deene leschten dräi Joer.

De Wirtschaftsminister, de Jeannot Krecké, huet den Dépôt vum urspréngleche Projet de loi den 20. Mee 2008 gemaach. Dat sinn also elo knapp dräi Joer hier. Am Oktober 2008 ass den ursprénglechen Text eng éischte Kéier opgespléckt ginn, fir d'Direktiv iwwert déi déloyal Handelspraktiken zäitgeméiss nach kënnen ëmzesetzen.

Am Mee 2010 ass, no Ofsprooch allerdéngs mat eiser Kommissioun, d'Regierung dohinnegegangen an huet eng ganz Serie vun Amendementé presentéiert zu hirem eegenen ursprénglechen Text, fir zwou aner wichteg europäesch Direktive kënnen uerdentlech a schnell ëmzesetzen: eng Direktiv vum 23. Abrëll 2008 iwwer Kreditverträge fir Konsumenten a schliesslech eng vum 14. Januar 2009 iwwert de sogenannte „timeshare“. Op engem Detailpunkt, deem vun der Konformitéitsgarantie, ass schliesslech an der Tëschenzäit och nach eng Kéier speziell léigiféiert ginn.

D'Wirtschaftskommissioun huet sech am Laf vun deene leschte Jore eng gutt Dose Kéieren a Sitzunge mat deem heite Gesetzesprojet befasst a virun allem och déi vill Avisen an aner Froen, déi mat deem Projet zesummenhängen, diskutéiert, wéi zum Beispill och d'Fro vun dem Sanktionsmechanismus bei esou Vergehen an deem heite Beräich respektiv och d'Fro vun der Iwwerschuldungsproblematik, wou mer eng gemeinsam Sitzung hate vun der Wirtschaftskommissioun a vun der Familjekommissioun.

Ech wëll en décke Merci soe fir d'Gedold, déi opbruecht ginn ass, och an der Kommissioun selwer, fir dach awer oft eng technesch, juristesche-technesch Problematik, déi sech gestallt huet a wou mer vill Stonnen Diskussiounen haten. En décke Merci also och un de Sekretär vun der Kommissioun, deen eng Heedenaarbecht hei geleescht huet, wéi awer och fir d'Expertise vun de Mataarbechter vun Ministère, déi eis zu all Moment voll a ganz zur Verfügung stoungen, déi eis gehollef hunn hei, deen heite Projet och op e gutt Enn ze bréngen.

Ech mengen also, dass insgesamt gutt legislativ Aarbecht hei geleescht ginn ass. Mä si ass natierlech net schrecklech spektakulär, an dese Projet gehéiert trotz senger Importenz net zu deenen, déi e groussen öffentlechen Intérêt dobausse provozéieren. Ech mengen dach, dass Lëtzebuerg heimadde awer e Stéck Moderniséierung och vu sengem Konsumentenschutz virhält, wat eng ganz wichteg Fro ass an engem Land, wou de Konsum eng wichteg Roll spillt, wou all Dag jiddweree vun eis, andeem en iergendwou en Akaf tätegt, e Vertrag ofschléisst a wou dann u sech déi heite gesetzleche Bestëmmungen och zur voller Geltung kommen.

Fir mech selwer, wëll ech soen, war et en Erëmbegéien, no langer Zäit, mat der Matière vum Konsumentenschutz, well ech a menger Ufankszäit hei als Deputéierten - et geet an d'80er Jore zréck - emol Rapporteur war vum Gesetzesprojet iwwert de juristesche Schutz vum Konsument, deen d'Gesetz vum 15. Mee 1987 ginn ass.

#### **(Interruption)**

Leider!

D'Konsumenterecht, dat ass eng Matière, déi ganz am Ursprung nach u sech méi eng national Essenz hat an déi mat der Zäit ganz kloer an den europäesche Beräich erakomm ass. Dat ass och ganz normal. Ech mengen, mat der Schafung vum europäesche Bannemaart gëtt et selbstverständlech, dass, wann een d'Regel vun der fräier Zirkulatioun vun de Gidder a vun de Servicer wëllt respektéieren loosse, et och logesch ass, fir eng ganz Rëtsch vu gemeinsame Regele festzeleeën, déi d'Verhältnis vum Konsument a vun de Professionelle regelen.

Et geet also drëm, fir hei eng Harmoniséierung vun deene Regelen op dem Niveau vun der EU ze kréien, fir och esou ze garantéieren, dass et net iwwert de Wee vu Konsumentenschutzregelen zu Konkurrenzverzerrung kéint respektiv zu verstopptem Protektionismus an deenen eenzelne Memberstate vun der EU ka kommen.

De Prinzip, deen d'Regierung sech virginn huet an dee mer och als Kommissioun grosso modo respektéiert hunn, dat ass, dass mer hei probéieren, déi europäesch Texter wa méiglech eent zu eent an national Recht ëmzesetzen. Et bleift awer, dass mer och gemeinsam eng Suerg hate während deene ganzen Aarbechten, dass eng Rei vu bestehenden nationale Regelen, déi hir Preuvë gemaach hunn an déi fest verankert sinn an eise Rechtssystem, net sollten elo iwwert déi Kodifikatioun hei op d'Kopp geworf ginn. Déi hu mer probéiert, esou wäit wéi méiglech och nach bäizebehalen. Mä och an deene leschte Jore ass schon eng ganz staark Harmoniséierungsarbecht um Niveau vun der EU gemaach ginn.

Dës Ausarbeitung vun dem Code ass also eng Konsolidéierungsarbecht vun bestehende Konsumenterecht. Ausser eenzelnen neien europäesche Bestëmmungen, op déi ech méi spéit nach wäert agoen, ass et also eng Kodifikatioun no bestehendem Recht, déi hei duerchgefouert gëtt.

Et muss ee soen, dass sech awer an deenen Texter eng dach remarquabel Entwécklung erëmispigelt, wann ee bis an d'80er Jore vun leschte Jorhonnert zréckgeet, also un den Ufank eigentlech vum Konsumentenschutz. Well ee jo awer mierkt, dass d'Tendenz ganz kloer déi lescht Jore higaangen ass, och op europäeschem Plang, fir en Ausbau vun deem Konsumentenschutz ze maachen.

De Konsumentenschutz ass net zréckgedréckt ginn. De Konsumentenschutz ass ausgebaut ginn, zum Deel och gedriwwen duerch eng Rei vu Skandalen, déi stattfonnt hunn, duerch de Versuch oft vun net scrupulöse Leit, fir sech laanscht bestehend gesetzleche Regelen ze drécken, déi et noutwendeg gemaach hunn, och ëmmer erëm Texter vum Konsumentenschutz nozebesseren.

Virun allem awer och ass déi Tendenz gekennzeechent gewiescht déi lescht 20 Jore vun engem Ausbau och vum Sanktionsmechanismus, wou also elo net méi eleng d'Gerichter déi sinn, déi hei bei de Sanktiounen matspillen, mä wou och eng Rei vun administrative Mesurë kënnen geholl ginn, fir anzegräifen, a virun allem och, wou virun enger Rei vu Jore an dem d'Kloerrecht fir d'Associatiounen an deem heiten Domän an eis Gesetzgebung agefouert ginn ass.

Zum Inhalt: Dese Code ëmfaasst eng ganz Partie vu gesetzleche Reglementéierungen, déi de juristeschen an de wirtschaftleche Schutz vum Konsument betreffen. Allerdéngs ass awer dovun ofgesi ginn, fir eng Rei vu méi technesch Texter mat an deen heite Code ze integréieren. Dat gëllt zum Beispill fir eis Bestëmmunge ronderëm de Colportage an och fir méi technesch Reglementer, déi d'Gesondheet, d'Liewensmëttel respektiv d'Produktsécherheet betreffen. All déi Froen, déi an deem Code hei behandelt ginn, zentrierte sech ronderëm d'Vertragsrecht.

Wat ass elo den Opbau vun eise éischte Lëtzeburger Code de la consommation? Den Opbau ass esou, dass et fir d'Éischt ugeet mat enger Rei vun allgemengen Definitionen, déi een herno an den eenzelnen Texter erëmfënnt, wou mer also elo





harmoniséiert Definitiounen hunn iwwer eng ganz Partie vu Schlësselbegrëffer, déi mer am Konsumenteschutz hei zu Lëtzebuerg erëmfannen.

Et kommen da verschidden Deeler, dräi am Ganzen, sougenannte Bicher, wou den éischten Deel all d'Bestëmmungen ëmfaasst, déi d'Informatioun vum Konsument betreffen, wou den zweeten Deel inhaltlech Regele festleet, déi d'Veertrag uginn, fir d'Éischt allgemeng Regeln, déi also fir sämtlech Zorte vu Verträge gëllen, an da spezifesche Regele fir eenzel Vertragsformen.

Schliesslech huet dee Code hei en drëtten Deel, wou sämtlech prozedural Aspekter eigentlech an engem Buch zesummegefaasst ginn, wéi zum Beispill d'Action en cessation, wat e wichteg Instrument ass, fir kënnen géint Verstéiss géint d'Konsumenteschutzgesetz virzegoen, wéi och d'Veerankerung vun eise Conseil de la consommation respektiv Agrémentsfroen, déi sech an deem Zesammenhang stelle vum Konsumenteschutz.

Et géif elo sécherlech ze wäit féieren, fir op all Detailer vun Konsumenteschutz anzugehen. Fir déi Leit, déi dat wëllen, kann ech nëmmen als Bettlecture eise Code de la consommation empfehlen. Ob Der dann nach en A zoumaacht, weess ech net.

► **Une voix.** - Et géif een emol eng Kéier gutt schlofen!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Mä op jidde Fall ass et nëtzlech, fir sech nach eng Kéier ze rappelléieren, wat mer haut scho vu Bestëmmunge vum Konsumenteschutz hunn. Well ech hunn den Androck, wann ech esou duerch Lëtzebuerg trëppelen, dass esou munches vun deene Regeln eigentlech an der Praxis éischters net bekannt ass an zweetens och net respektéiert gëtt.

Hei gëtt, wéi gesot, op der Basis vum bestehende Recht konsolidéiert, mat Ausnahm vum deenen zwou neien europäeschen Direktiven, déi mer gläichzäiteg haut mam Vote vun deem heite Gesetz och wäerten an national Recht ëmsetzen. Ech wëll duerfir als Rapporteur nach eng Kéier insistéieren op d'Noutwendegkeet, fir eng breet Informatioun, eng Sensibiliséierung vun allen Acteure virzehuelen, sief dat d'Konsumenten, sief dat och déi Leit, déi berufflech eigentlech mat deene Verträge ze dinn hunn.

An d'Regierung wier sécherlech och gutt beroden, fir eng large Diffusioun vun deene Konsumenteschutzregeln nach eng Kéier kënnen an Ugrëff ze huelen. Well ech sinn der Meenung, dass nëmmen eng intensiv Vulgariséierungsarbecht vun deene gesetzleche Bestëmmungen och ka garantéieren, dass mer et hei net mat Gesetzesdispositiounen ze dinn hunn, déi herno lettre morte bleiwen, mä déi och an der Praxis kënnen spillen.

Well wa mer de Prinzip „nul n'est censé ignorer la loi“ seriö huelen, dann ass et kloer, dass mer mussen fir d'Éischt op Informatioun, op Explicatioun setzen. An do geet sécherlech d'Publikatioun am Mémorial beileiwen net duer, fir eben ze garantéieren, dass de Konsument seng Rechter och effektiv kenneléiert. Well nëmmen esou kann e se och an der Praxis an Usproch huelen.

Dat gëllt och fir déi Professionell, déi mat der Ëmsetzung vun deenen Texter hei ze dinn hu respektiv deene ka virgeworf ginn, dass se sech net u gesetzleche Bestëmmunge gehalen hunn. Duerfir läit och eng wichteg Missioun hei bei de Chambres professionnelles, bei de Beruffschamberen, fir déi Informatiounen hei un hir Membranen an engere opbereetere Form weiderzeginn, a selbstverständlech och bei de Konsumenteschutzorganisatiounen, déi eng ähnlech Missioun hu par rapport zu de Verbraucher.

Ee Wuert zu deenen zwou Direktive vun 2008, déi mer hei ëmsetzen an déi eng ganz Rëtsch vun Neierunge par rapport zu eise geltende Recht vun haut awer wäerte mat sech bréngen. Éischters emol déi Direktiv, déi sech mam Crédit à la consommation, also mam Verbraucher-kredit ofgëtt - do si véier Haaptneierungen ze verzechnen:

Éischters kennt et zu enger Verstärkung a Standardiséierung vun den Informa-

tiounen, déi de Prêteur muss virum Vertragsofschloss ginn. De Konsument muss an Zukunft ausféierlech iwwert déi verschidden Offeren informéiert ginn, fir dass e kann déi richteg Décisioun huelen.

Zweet Neierung: D'Zahlungsfäegkeet vum Konsument gëtt virum Vertragsofschloss besser iwwerpréift. Dat setzt och viraus, dass hie selwer och vu sech aus eng Rei vu richtigen Informatiounen un de Prêteur weidergëtt.

Drëtter Punkt: Den Délai, fir de Kontrakt ze widderruffen, gëtt vereenheetlecht an op 14 Deeg festgeluecht.

A véiertens: Déi sougenannten Intermédiaires de crédit ginn eng Rei vu Verflechtunge géintwärt dem Konsument an.

Schliesslech huet d'Regierung, ähnlech wéi dat a Frankräich oder an der Belsch och de Fall ass, drop gehalen, fir eng Rei vu spezielle Regele festzeleeën, wat d'Publizitéit bei de Konsumkreditter ugeet, fir esou och kënnen géint eng Rei vu Bauernfänger-methode virzegoen, déi sech besonnesch och am Grenzraum hei vu Lëtzebuerg ganz staark breetgemaach hunn, wat de Crédit à la consommation ugeet.

Sou steet zum Beispill hei an deem Gesetzestext dran, dass esou Indicatione wéi „crédit gratuit“ total verbuede sinn, well se einfach dem Konsument e ganz falscht Bild ginn, well se net der Wirklechkeet entsprechen. An et muss ee weider drop insistéieren, dass jo och eise Konsumenteschutz am Allgemenge virgesäit, dass een, wat den Taux bei de Prëten ugeet, do den „taux annuel effectif global“ muss indiquéieren. A wat dat ass, wéi dat muss gerechent ginn, dat gëtt och hei iwwert déi europäesche Texter festgeluecht.

Fir länger Diskussiounen an der Kommissioun huet d'Fro vum Délai de rétractation beim elektronischen Handel gesuergt. De Prinzip hei ass am Konsumenteschutz, dass de Konsument berechtigt ass, bannent engem gewëssenen Délai nom Ofschloss vum Kontrakt sech vun deem Kontrakt erëm zrëckzeziehen. Déi Délaië ware bis elo verschidden. Hei gëtt am Allgemenge virgeschloen, den Délai elo op 14 Kalennerdeeg festzeleeën. Eng Ausnahm bleift bis op Weideres de Commerce électronique, wou mer wëllen eigentlech bei der bestehender Bestëmmung bleiwen, déi virgesäit, dass do den Délai, fir sech ze rétractéieren, bei siwe Schaffdeeg festgeluecht ass.

No Consultatioun och vun den zoustänneg Regierungsstelle si mer zur Iwwerzeugung komm, zumindest an der Majoritéit vun der Kommissioun, dass et elo net de Moment wier, fir an där doter Fro virun de Won ze lafen, dass mer momentan sollte bei deem Délai vu siwen Deeg bleiwe wéinst der Bedeitung och, déi de Commerce électronique hei zu Lëtzebuerg huet, a well och déi meeschte Länner nach ëmmer en ähnlechen Délai hunn, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg hunn. Et ass selbstverständlech, dass, wann et op europäeschem Plang zur Harmoniséierung vun deem Délai kënn, Lëtzebuerg sech dann och do wäert conforméieren.

En anere Punkt, dee mer diskutéiert hunn an der Kommissioun, ass dee vun der Indication vun den Tëschenhändler. Tëschenhändler bei Prëten, ech mengen, dat kennt ee virun allem am Beräich vum Autosverkauf, wou u sech den Autoshändler den Tëschenhändler ass, mä wou hannert dem Autosverkeefer en anere Prêteur steet. An do ass d'Suerg, fir méi Transparenz eigentlech an déi Geschäfte eranzubringen, an et ass virgesinn am Regierungstext, dass do u sech muss eng Lëscht erstallt gi vu sämtlechen Tëschenhändler, déi an deem dote Beräich hei zu Lëtzebuerg tätég sinn.

Mir hunn als Kommissioun drop gehalen - an den Amendement an deem Sënn ass och akzeptéiert ginn -, dass och muss op där Lëscht vermierkt ginn, wat d'Prêteur sinn, déi hannert deenen Tëschenhändler stinn. Sou dass een also elo e kompletten Iwwerblëck huet iwwert déi dote Situation, wien also bei esou Crédits à la consommation eigentlech den Tëschenhändler ass a wat fir ee Prêteur hannert dem Tëschenhändler steet.

Dat gëtt zumindest eng gewëssen Transparenz an dat kann, mengen ech, zu enger Moraliséierung eigentlech vun de praktesche Geschäftsregeln an deem dote

Beräich féieren. Mir hunn allerdéngs virgesinn, dass mer fir d'Applikatioun vun deem dote Punkt géifen eng Période transitoire vu sechs Méint virgesinn, fir dass déi bestehend Entreprisë sech kënnen conforme setzen zu deenen neie gesetzleche Bestëmmungen.

E puer Wuert dann och iwwert déi zweet Direktiv, déi mer hei gläichzäiteg mat ëmsetzen, wou och eng ganz Rëtsch vu Verbesserungen a puncto Verbraucherschutz hei an national Recht elo wäerten iwwergoen. Dat betrëfft dee sougenannten „timeshare“, dat heescht also d'Deelnutzungsrecht, wéi dat an Däitschland genannt gëtt. Et geet also hei drëm, fir Notzungsrechter op bestëmmte Gidder, déi zäitlech opgedeelt sinn tëschent verschiddenen Notzer, besser ze regele wéi dat haut de Fall ass. An déiselwecht Bestëmmung era komme laangfristeg Vakanzprodukter an hir Verträge respektiv och Échangeverträge, déi d'selwecht géife behandelt ginn.

Firwat war et noutwendeg, fir d'Texter, déi haut op 1994 zrëckginn, ëmzeänneren? Mä, well et zu skrupellose Praktike komm ass, déi et noutwendeg gemaach hunn, fir d'Schutzbestëmmungen ze erweitere. Dat spigelt sech doranner erëm, dass de Champ d'application vun deenen neie gesetzleche Bestëmmunge méi grouss gemaach ginn ass.

E betrëfft elo net nëmmen Immobilien, mä och sougenannte beweglech Gidder, wéi zum Beispill och Caravannen oder Schëffer. Da gëtt de Rétractatiounsdelai op 14 Deeg eropgesat. Et gëtt verbueden an Zukunft, fir d'Bezuele vun Avancen ze verlaange bei esou Deelnutzungsverträge, an de Regime vun de Garantie gëtt prezisiéiert. Schliesslech gëtt et eng ganz Rëtsch vu Bestëmmunge betreffend detailléiert Virinformatiounen, déi also virun der Konklusioun vun esou Verträge mussen dem Konsument zur Verfügung gestallt ginn.

Als Kommissioun begrëisse mer selbstverständlech des Verstärkung eigentlech vum Konsumenteschutz bei där doter spezieller Form vu Verträge.

Weider Diskussiounen bei eiser parlamentarescher Aarbecht hu sech gericht ronderëm d'Gerichtskompetenzen: Et war virgesi vu Regierungssäit - wat contestéiert ginn ass vum Statsrot a mat enger Opposition formelle versi war -, fir u sech dem Friddensgericht eng allgemeng Kompetenz ze ginn, wéinst der Accélération vun de Prozeduren. Do gëtt et allerdéngs eng Rei vun Argumenter rechtlicher Natur, fir net op deen dote Wee ze goen. Mir hunn eis als Kommissioun do schlussendlech der Opposition vum Conseil d'État gefügt.

A mir haten Diskussiounen - an do hate mer och eng Entrevue mam Justizminister zu där doter Fro -, wéi an Zukunft sollen d'Sanktiounen ausgesinn am Beräich vun Handel a Wirtschaft, wou et eng ganz staark Tendenz gëtt, déi sech och schon am Ausland erëmpigelt an eenzelen Gesetzgebungen, fir ze soen, dass eigentlech dee klassische Wee vun enger Plainte pénale e ganz schwéiere Wee ass, e Wee ass, deen oft net bis zu Enn gefouert gëtt a mat groussen Zäitverloschter verbonnen ass, a wou eng Tendenz besteet, fir also méi schnell administrativ Sanktiounen festzeleeën.

D'Regierung huet schlussendlech awer dovun ofgesinn, fir elo scho bei deem Projet wëllen op deen dote Wee ze goen. Mä et ass sécherlech eng Diskussioun, déi mer méi breet a méi allgemeng och nach wäerten hei zu Lëtzebuerg féiere mussen.

Wat allerdéngs hei elo am Text virgesinn ass, dat ass d'Reintroduction vun der sougenannter Amende transactionnelle, also iwwert de Wee vun engem Avertissement taxé. An deem Fall, wou de Konsument net déi néideg Informatiounen virum Vertragsofschloss kritt huet, do ass et elo méiglech, iwwert den Avertissement taxé eng Amende transactionnelle festzeleeën. Den Avantage natierlech vun deem dote System ass, dass ganz schnell ka gehandelt ginn an dass direkt am Fong en Effet ze gesinn ass bei engem Verstouss géint d'Regele vum Konsumenteschutz.

Et ass eis gelongen, op all vum Statsrot formuléiert formellen Oppositionen eng Äntwert ze fannen, sief et, dass mer den Text vum Conseil d'État iwwerholl hunn, sief et awer och, dass mer konnten nei

Argumenter noliwwere respektiv nei Textproposéieren maachen, sou dass mer et also hei mat engem Text ze dinn hunn, deen och dierft iwwert d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel erausgoen.

E leschte Wonsch, deen ech nach ze formuléieren hätt als Rapporteur, wär, dass och Suerg gedroe gëtt, dass elo gläichzäiteg mat der Publikatioun vun deem heite Gesetzestext och dat eent oder dat anert Ausféierungsreglement, wat nach ze huelle bleift, mat publizéiert gëtt, fir dass mer zu enger propperer Ëmsetzung kënnen direkt um Terrain kommen. Dat also, mengen ech, ass nach eng Hausaufgab, déi op d'Regierung duerkennt.

Dat gesot, konnt ech feststellen, dass mer zum Schluss an der Kommissioun eng breet Majoritéit fir deen heiten Text haten. An ech géif also och am Numm vun der Wirtschaftskommissioun der Chamber proposéieren, den Text, wéi virgeschloen, ze stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Alex Bodry. Als éischte Riedner hu mer elo den honorabelen Här Léon Gloden, deen agedroen ass. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte Rapport a seng gutt Aarbecht. Mir hu vill iwwert dese Projet an der Ekonomieskommissioun diskutéiert. D'Diskussiounen waren natierlech méi juristescher Natur wéi ekonomescher Natur.

No bal dräi Joer stëmme mer de Mëtteg also de Projet de loi betreffend de Code de la consommation. D'Kodifikatioun kennt vum latäinesche Wuert codex, wat selwer vu caudex ofgeleet ass. D'Definitioun vum Codex, déi een ënner anerem um Site Wiktionnaire fënnt, ass déi heiten: Codex «designait à l'origine les troncs des arbres, puis par la suite les tablettes conçues à l'aide de ces derniers. Le terme a ensuite désigné plus généralement les livres, puis plus précisément les livres juridiques rassemblant les lois, et finalement par métonymie le mot code a été employé pour désigner l'ensemble des lois écrites dans ces livres».

Vum intellektuelle Point de vue ass et, wéi et am Vocabulaire juridique vum Gérard Cornu an der Édition Presse universitaire de France heescht, een «ensemble cohérent des règles qui gouvernent une matière; corps de droit résultant en une matière, du regroupement et de l'ordonnance des règles qui s'y rapportent (en général selon un plan systématique), mais qui peut être le fruit soit d'une véritable codification, c'est-à-dire un droit nouveau, soit d'une codification administrative purement formelle, un droit constant».

Mir kennen haut eng Rei Coden, wéi zum Beispill de Code civil, den nouveau Code de procédure civile, de Code commercial, de Code pénal, de Code de procédure pénale oder awer och de Code fiscal an de Code du Travail.

Wéi gesot, et gëtt verschidde Kategoriën vu Kodifikatiounen. Et kann een nei Regele schreiwen, déi dann an engem eenzege Corps zesummegefaasst ginn, sou wéi de Code civil. Hei sot 1804 de Jean-Etienne Portalis, ee vun den Haaptredacteuren vum Code civil: Le code civil est «un corps de loi destiné à diriger et à fixer les relations de sociabilité, de famille et d'intérêt qu'ont entre eux des hommes qui appartiennent à la même cité. Il est une transaction entre le droit romain et les coutumes, toutes les fois qu'il a été possible de concilier leurs dispositions (...) sans rompre l'unité du système».

De Code de la consommation ass net esou eng Kodifikatioun, mä eng Konsolidatioun vu bestehenden Texter, déi an engem eenzege Ouvrage regroupéiert ginn, also eng Codification à droit constant, mä mat der Reserv, datt mer dräi europäesche





Direktiven transposéiert hunn: d'Direktiv 2005/29 iwwert d'Pratiques commerciales déloyales, déi schon duerch e Gesetz vum 29. Abrëll 2009 an nationaalt Recht ëmgesat ginn ass - dëst Gesetz gëtt awer elo hei an de Code integréiert an d'Gesetz vum 29. Abrëll abrogéiert -; dann hu mer och d'Direktiv 2008/48 betreffend d'Contrats de crédit aux consommateurs an d'Direktiv 2008/122 iwwert den Time-sharing an de Code de la consommation integréiert.

De Rapporteur ass op den Historique agaan, an ech wëll net méi déi verschidden Etappen hei widderhuelen. Mir hunn also bal dräi Joer gebraucht, bis de Projet de loi dëse Mëtteg ka gestëmmt ginn. Wann ee weess, datt de Code civil innerhalb vu véier Joer tëschent August 1800 an 1804 geschriwwen an ugeholl ginn ass, dann erlaben ech mer hei eng Citatioun vum Jean Imbert aus engem Artikel «Code civil» du «Dictionnaire Napoléon» ze zitieren, wou e schreift: Le code civil «fut établi avec une rapidité que l'on ne devait jamais revoir ni en France ni ailleurs». De Mann hat net ganz Onrecht.

De Code de la consommation soll e Guide, en Outil de travail, e Referenzwierk souwuel fir d'Consommateuren an d'Entreprise wéi och fir d'Juriste sinn. An deem Sënn suivéiert de Code de la consommation och déi verschidden Etappen, déi d'Partei sollen oder mussen duerchlafen, bis e Kontrakt ofgeschloss gëtt.

An enger éischer Partie sinn d'Definitivon regréppéiert. An enger zweeter Partie, am sougenannte Livre 1, ass de generelle Prinzip festgehalen, datt de Consommateur muss de façon claire et compréhensible iwwert d'Caractéristiques essentielles des biens ou services informéiert ginn.

An der drëtter Partie, dem Livre 2, sinn dann d'Regele betreffend d'Ofschléissung vun engem Kontrakt tëschent Consommateur a Professionnel festgeluecht: fir d'Éischt déi generell Dispositiounen, déi applicabel op all Kontrakter sinn, an duerno déi spezifesch Regelen, déi bestëmmte Kontrakter regéieren, wéi zum Beispill den Timesharing an d'Contrats de crédit à la consommation.

An enger leschter Partie, am troisième livre, sinn dann d'prozedural Dispositiounen festgehalen, notamment, wéi eng Aktiounen dem Consommateur zur Verfügung stinn, wann d'Regelen aus dem Code de la consommation net respektéiert ginn.

Well den Ordre du jour vun dëser Séance zimlech chargéiert ass, wëll ech elo net op déi interessant Diskussiounen an der Kommissioun iwwert déi verschidden Oppositions formelles an aner Remarqué vum Statsrot wéi vun deene verschiddde Chamberen, déi hiren Avis heizou ofginn hunn, agoen.

E puer Punkte wëllt ech awer ervirsträichen. Dee berühmten Droit de rétractation vum Consommateur hu mer harmoniséiert, an e beleeft sech am Prinzip op 14 Deeg, ausser, wéi de Rapporteur och gesot huet, am Domän vum Commerce électronique, wou mer siwe Schaffdeeg bäibehalen hunn. Dat ass eent vu ville wichtigen Elementer, fir d'Kompetitivitéit an deem Secteur hei zu Lëtzebuerg ze assureieren.

Am Kader vun deem Projet de loi ass och um Ufank eng Diskussioun lassgetréppelt ginn iwwert d'Sanctions pénales am Droit de la consommation. Am Abrëll 2010 huet d'Regierung proposéiert, d'Sanctions pénales duerch Sanctions administratives ze ersetzen. Dës Iddi ass ze begrëssen. Well awer dës Kodifikatioun eng Codification à droit constant ass, hu mer dovun ofgesinn, dat hei ëmzesetzen. D'Depenalisatioun a verschiddenen Droitsdomänen soll fir d'Éischt op méi enger breeder Basis diskutéiert ginn.

Am Kapitel iwwert d'Dispositiounen betreffend den Fichage vu Präisser war am Ufank driwwer nogeduecht ginn, fir eng Amende transactionnelle anzeféieren. De Statsrot hat awer do eng Opposition formelle gemaach, sou datt dës Iddi net tel

quel ëmgesat ginn ass. Duerfir kënnen awer ënner bestëmmte Bedéngungen Avertissements taxés ordonnéiert ginn.

Am Kader vum Contrat à distance hors services financiers si mer e bësse vum Wee vun der Codification à droit constant ofkomm, well mer am Artikel L222-3 iwwert d'Informations précontractuelles de Régime légal vum Commerce électronique a vun der Vente à distance zesummegeluucht hunn an doduerch vereenzelt Regelen, déi am Gesetz iwwert de Commerce électronique sech befannen, net méi iwwerholl hunn.

Esou eng Kodifikatioun ass ee Chantier, deem am Fong ni fäerdeg ass. Zursäit gëtt de Livre vert relatif aux actions envisageables en vue de la création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises diskutéiert. D'Sous-Commissioun, déi an der Chamber dofir kreéiert ginn ass, wäert no der Ouschtervakanz hiren Avis iwwert dëse Livre vert der Commission juridique virleëen.

Laut enger Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun vum 22. Oktober 2009 ginn zum Beispill 61% vun de Commandes transfrontalières en ligne net ofgeschloss, well d'Parteien zécken, sech der Législatioun ze ënnerwerfen, déi se net kennen. Hei ass also nach Potenzial fir de Marché unique, also och fir d'Consommateuren an d'Entreprises hei zu Lëtzebuerg.

An deem Livre vert gëtt ënner anerem iwwert de Champ d'application matériel an iwwert de Choix vum Instrument juridique diskutéiert, wéi een esou een Droit européen des contrats kéint opstellen.

Eng vun de wichtige Froen ass an deem Kontext, ob een esou een Droit européen des contrats obligatoresch oder fakultativ mécht. Doriwwer eraus ass och d'Europäesch Kommissioun amgang, an éischte Corps de règles auszeschaffen, wat den Droit européen des contrats beinhalte soll.

Erlaabt mer an deem Kontext eng Reflexioun. Mir mussen eis vun der Iddi lassrappen, ze mengen, datt de Consommateur déi héchst méiglech Protektioun sicht. De Consommateur, deem oft, awer net ëmmer, dat méi schwaacht Glidd an enger kommerzieller Transaktioun ass, sicht niewent engem adequaten Niveau vu Protektioun och d'Sécurité juridique contractuelle. D'Sécurité juridique contractuelle heescht net onbedéngt Niveau de protection le plus élevé, mä d'Sécurité juridique contractuelle heescht ausschaffe vu klore, strukturéierte Regelen, déi verständlech sinn a wou de Consommateur, awer och d'Entreprise am Virus weess, op wat fir eng Regele se sech aloossen.

E klore verständlechen Droit de la consommation gëtt soumat och en Element vun der Kompetitivitéit. Mam Code de la consommation hu mer den éischte Schratt zu engem méi klore a strukturéierten Droit de la consommation gemaach - eng Affaire à suivre.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Léon Gloden. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, de Konsumenteschutz ass eng wichtige Aufgab. En huet divers Aspekter. Wéi mer Enn 2010 hei an der Chamber iwwert d'Transpositioun vun der Spillgezeidirektiv diskutéiert hunn, gouf eis eng weider Kéier virun Ae gefouert, wéi séier de Schutz vum Konsument, an deem Fall besonnesch de Schutz vun de Kanner, a Fro gestallt ka ginn.

Hautdésdags gi mir als Konsument zegmol erausgefuerdert, sief et beim Surfen am Netz, beim Ofschléisse vun Autokreditter oder ganz einfach nëmmen, well et eng Hällewull vu Méiglechkeete gëtt, fir Wueren a Servicer op ënnerschiddlech Manéieren ze kafen.

Wéi meng zwee juristesche Virriedner schon ënnerstrach hunn, steet beim Code de la consommation ënner anerem d'Transparenz am Mëttelpunkt. Transparenz ass e wichtige Wuert, well et heescht

jo, de virrangege Rôle vun enger seriöser a kompletter Informatioun vum Konsument ze ënnersträichen.

De Konsument huet e fundamentaalt Recht, fair behandelt ze ginn. Duerfir soll alles ënnerholl ginn, fir esou wäit wéi méiglech iwwer all Detailer vun engem Kontrakt oder engem Kaf opzeklären. Et bedeit doriwwer eraus, datt e Marché entsteet, op deem all Form vun déloyalem Behuele vu Firme bekämpft an ënnerbonne ka ginn. Dat ass e grousst Zil, dat ee sech am Sënn vun enger gerechter an éierlecher Konkurrenz virun Aen hale muss.

Mir kennen alleguer genügend Beispiller, wou de Konsument iwwert d'Ouer gehae gouf, wou en also d'Affer vun onkoschere Verkaufspraktiken oder vun douteuxé Kreditinstituter gouf.

Transparenz heescht och, datt een zu enger méi grousser Lieserlechkeet, spréich Verständlechkeet a Kohärenz vun den Texter am Beräich vum Konsumenteschutz muss kommen.

De Konsument schütze bedeit, datt déi rechtlech Grondlage fir de Grand public accessibel sinn an datt een evidenterweis och muss versichen, déi Dispositiounen ze ergänzen, déi dozou bäidroen, all Forme vun Abusen a Violatiounen vum Konsumenterecht nohalte ze bestrofen. Transparenz, Kohärenz a Fairness muss groussgeschriwwen ginn, wann et drëm geet, de Konsument ze schützen an opzeklären.

Mir als Demokratesch Partei setzen op de verantwortungsvolle Bierger, dee säi Choix fräi huele kann. Am Zäitalter vun de globaliséierte Mäert setze mir awer och op en effiziente Konsumenteschutz duerch e bessert Wëssen iwwert d'Produkte a Servicer a méi verständlech Regelen. Den neie Code de la consommation soll dësen Ufuerderungen a Realitéite gerecht ginn, dorëmmer verspreete gesetzlech a reglementaresch Texter zesummebréngen a se kodifizéieren.

Am Livre vert vun 2001, deem den Direktiven, déi mir haut an dat nationaalt Recht ëmsetzen, virausgeet, steet an der Aleadung Folgendes - ech zitieren: «Pour que le marché intérieur puisse produire ses bénéfices à l'égard des consommateurs, ceux-ci doivent être en mesure d'accéder facilement aux biens et aux services promus, offerts et vendus par-delà les frontières. C'est le mouvement transfrontalier de biens et de services qui permet aux consommateurs de rechercher de bonnes affaires et des produits et services innovateurs et qui dès lors garantit qu'ils optimisent leurs décisions en matière de consommation. Cette demande transfrontalière renforce la pression de la concurrence au sein du marché intérieur et permet une offre de biens et de services plus efficace, à des prix compétitifs. Ce cercle vertueux ne peut être bouclé que si le cadre réglementaire en place incite les consommateurs et les entreprises à pratiquer des échanges transfrontaliers. Les différences des droits nationaux concernant les pratiques commerciales en matière de relations entre entreprises et consommateurs peuvent entraver cette évolution.»

Domadder war also de Kader gesat fir déi Direktiven, déi à la suite vun deem Livre vert op den europäeschen a spéider op déi national Instanzeweier geschéckt gi sinn. Ech wollt dee Passage kuerz zitieren, well mer heiansdo riskéieren, wa mer an der Chamberskommissioun a spéider an der Plénière hei sinn, de Bléck fir dat ze verléieren, firwat mir am Fong mat deenen Dossiere befaasst sinn.

Et gëtt iwwert de Livre vert eraus och eng Stratégie pour la politique des consommateurs, déi sech iwwert d'Joren 2007 an 2013 zéie soll, déi als Zil huet, de Commerce de détail am grouss Bannemaart ze verstärken. D'Verbraucher sollen an engem fräie Marché all hir Akeef maache kënnen mat deemselwechten Niveau u Protektioun an dobäi och vun deene kompetitivste Präisser kënnen profitéieren, woubäi Kompetitioun an deem Fall fir eis als Demokratesch Partei eigentlech mat enger verbesserter Qualitéit vun der Konkurrenz misst bezéiungswies muss reimen.

De Projet de loi, dee mir haut diskutéieren a stëmmen, schreift sech engersäits an déi Démarche an, well en d'Direktiv iwwert

d'Pratique commerciale déloyale des entreprises ëmsetzt, an anerersäits, well e Code geschaf gëtt, deem d'Majoritéit vun de Regelen, déi hei zu Lëtzebuerg en vigueur sinn, an engem Text regréppéiert.

Et ass dat net ëmmer e ganz evidente Spagat, deem hei gemaach muss ginn tëschent der Virgab, de Konsument esou gutt wéi méiglech ze schützen, a gläichzäiteg de Commerce awer och net ofzewiergen duerch ze vill schwéierfällg Prozeduren.

Mir als DP sinn der Meenung, datt deem Text, deem eis haut virläit, wahrscheinlech en zefridde stellende Kompromëss duerstelt a sécherlech nach verbesserungsfäeg ass. Dat ass och virdrun ugeklongen, mä Nobesserunge si jo net ausgeschloss, zum Beispill am Beräich vun der Harmonisatioun vun de Sanktiounen, déi applizéiert kënnen ginn. Hei heescht et, eng méi generell Reflexioun ze féieren. Dëst soll jo spéider an enger zweeter Etapp geschéien.

De Schutz vum Konsument ass wichtig, mä genaousou wichtig ass et, datt och de Commerçant Rechter huet an déi net an den Hannergrond trieden dären. Net fir näischt schreift d'Chambre de Commerce an hirem Avis, datt déi juristesche Sécherheet vum Konsument gläichzäiteg de legitimen Interesse vun de Professionelle gerecht muss ginn an dës Interesse muss garantéieren. Dëst virun allem am Gedanken an an der Suerg, fir den Esprit d'entreprise net ze découragéieren a soumat derfir ze suergen, datt Aarbechtsplazen erhalen oder nei Plaze kënnen geschaf ginn.

Här Präsident, dat sinn déi puer Elementer, déi ech an dës Diskussioun wollt abréngegen, ouni awer ze vergiessen, dem Rapporteur, dem Alex Bodry, fir seng vill Detailaarbecht an der Kommissioun, fir déi e vläicht net ëmmer ze benede war, a fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen.

D'DP-Fraktioun wäert dëse Projet de loi stëmmen. Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här André Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Bodry Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen, awer virun allem och hei den ausféierleche mëndleche Rapport, deem u sech d'Aarbecht iwwert déi lescht dräi Joer ganz flott retracéiert huet. Ech géif och de Mataarbechter vum Ministère do Merci soen, déi och gehollef hunn, fir duerch dee Bësch hei ze kommen, well et war effektiv net ëmmer esou ganz einfach, an deene juristesche Gepflogeneheeten do eens ze ginn. Als Netjurist war dat net ëmmer esou evident.

Ech konnt leider an der Kommissioun net derbäi sinn, wou de Rapport ofgestëmmt gi war. Do hate mer eis enthalten. Ech begrënnen och déi Enthaltung vläicht. Ech wëll awer och direkt virausschécken, dass mer de Projet awer wëlle stëmmen, well et wär der Aarbecht awer net gutt gedoen, wa mer bei deem sécherlech wichtige Projet hei géifen nee soen.

Déi Enthaltung baséiert u sech - an de Rapporteur war och virdrun drop agaan - iwwert d'Geschicht oder den Droit de rétractation, wou gesot ginn ass, dass mer generell 14 Deeg agefouert hunn, praktesch iwwert d'ganzt Gesetz, mat der Ausnahm, wéi Lëtzebuerg dat esou oft mécht, beim Commerce électronique, wou da gesot gëtt, mir géifen nëmmen déi siwen Deeg huelen. Siwen Deeg.

Wann ech dann awer elo kucken, eng Kéier schwätze mer vu 14 Kalennerdeeg, an da schwätze mer bei dem Commerce électronique vu siwe Jours ouvrables. Wann een dann de Weekend ewechhëlt, da si mer op emol bei néng Deeg, esou dass d'Zäit, déi een u sech huet, net méi allze wäit ewech gewiescht wär vun deene 14 Deeg, wat u sech allgemeng elo virgesinn ass. Dofir hätte mer léiwer gehat, mir hätten dat am Endeffekt och esou aktéiert. Mir hunn dat awer elo net gemaach. Dat ass e bësse schued.

Mä mir denken an allem, an dat hu meng dräi Virriedner hei scho breet an des Wei-





deren och erkläert, dass dëst Gesetz eng wichteg Funktioun huet - déi Kodifizierung ass wichteg gewiescht -, an dass et dann elo emol eng Kéier och fir de Konsument e wichtegt Element gëtt, fir ze summieren eng Kéier duerchzekucken, wou seng Rechter sinn, a wou en och...

Selbstverständlech, och de Konsument huet Flichten, well de Konsument kann duerch säi Verhale munches änneren. Zum Beispill an der Energiefro kann en eben duerch säi geännert Verhale munches bewierken.

Dofir, ofschléissend nach eng Kéier Merci alleguerten deenen, déi hei matgehollt hunn. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henri Kox. Da kritt elo nach den Här Jacques-Yves Henckes d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur, dem Här Alex Bodry, villmools Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Bericht. Et ass keen einfachen Text gewiescht, duerch dee mer hu missen an der Kommissioun goen. An de Rapporteur huet hei eng virbildlech Aarbecht geleesch.

Nach ass et esou, dass mer mussen festhalen - an ech mengen, op alle Bänken ass dat och bis elo begrësst ginn -, dass déi Kodifikatioun absolut wichteg ass, wann de Konsument iwwerhaupt wëllt wëssen, wat seng Rechter sinn. Well wann een dat muss an enger Dose Gesetzgebung seche goen, iwwerall queesch duerch d'Joren erduerch, ass dat bal onméiglech, fir datt den normale Konsument iwwerhaupt do eppes erausfanne kann.

Dat Zweet ass, dass eng gewëssen Unificatioun an den Délaie muss bestoen. Mir haten eng kleng Debatt iwwert de Commerce électronique, mä et ass selbstverständlech, dass een net kann e Commerce, deen elo scho mat siwen Deeg schafft, op eng Kéier vun engem Dag zum aneren nees erëm eng Kéier changéiere loosse. Ech mengen, dat wier och e schlechte Message.

Déi aner Problematik, déi nach bestoe bleift, dat ass déi vun der Aart a Weis, wéi ee soll virgoe bei deene Leit, deene Betriber, déi sech net un déi Konsumentenschutz-Gesetzgebung halen. Mir hu bis elo eng Méiglechkeet virgesinn. Dat ass déi vum Penal, vum Strofrichter.

Mir wëssen awer alleguerten, dass de Strofrichter, de Parquet net gären, sauf a ganz extremen Affären, stroferechtlech wëllt virgoen. Woufir? Well dat eng ganz komplizéiert Prozedur ass, wou ganz vill Intervenante mussen drakommen. An dofir ginn déi Plainten do ganz oft klaséiert.

Dat Zweet ass, et ass och oft net iwwert de Wee vun Penal, wou eppes ze sichen ass, well dee Betrib, deen accuséiert ass, vläicht ee vu senge Leit oder eng Négligence gemaach huet, an doduerch kann eng Problematik entstoen. Dofir plädéiere mer als ADR ganz stark d'fir, dass mer solle méi op de Wee goen vum Amendes administratives. Well ganz oft geet schonn de Bréif d'fir, vun enger Administratioun, déi warnt, dass eng Amende administrative kéint geschéien, fir datt de Betrib sech excuséiert an datt eng Modifikatioun vun hirer Attitüd ka kommen.

Dat gesot, mengen ech, ass dat heiten e gutt Gesetz, well et codifiéiert, simplifiéiert, a mir mussen awer just nach bei e puer Sujeten um Ball bliwen. Dat gesot, wëll ech awer och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt bréngen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun, an d'Wuert kritt elo de Wirtschaftsminister, den Här Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och hei e wierklech waarmen, éierleche Merci un d'Kommissioun, déi a laange Sitzungen hei eng Aarbecht gemaach huet, déi dem Parlament wierklech éier mécht.

Ech muss soen, hei ass wierklech de Mérite op der Säit vum Parlament. Mir hunn als Regierung en Text virgeluecht, mä et ass wierklech intensiv un deem Text geschafft ginn, an de Rapporteur huet natierlech als President a Rapporteur hei e wesentleche Bäitrag geleesch.

Mä awer och all déi aner Leit an där Kommissioun, muss ech soen, hunn deen Text verbessert, hunn doraus eppes gemaach, mengen ech, wat sech weise léisst. Ech muss och meng Collaboreuren an deem dote Service Merci soen, well si mech vill mat duerchgehollt hunn, als net gradesou grouse Spezialist wéi si an där doter Matière.

Mir erfëllen hei am Fong gehollt de Koalitionsaccord vun 2004, wat weist, dass, wann ee sech an eng Kodifizierung lancéiert, ee muss dervun ausgoen, dass dat eng länger Zäit dauert. Bon, mir haten e Comité d'accompagnement, wou d'Leit am Fong gehollt „en nom personnel“ dohinner genannt gi si vu mir, well se doranner kompetent sinn. An ech mengen, dat huet eis ganz vill gehollef, déi Kompetenz, déi mir am Ministère hunn, ze komplettéieren.

An ech mengen, si ware sech relativ schnell eens iwwert d'Ausrichtung vun deem Ganzen, an de Rapporteur huet esou munches doriwwer gesot, iwwert d'Verbesserungen, d'Moderniséierungen, iwwert d'Aart a Weis, wéi et och vereinfacht ginn ass, ouni dass een awer elo grondleeënd gréisser Emännerunge gemaach hätt. Well wann een dat gemaach hätt, dann, mengen ech, da wiere mer fir zéng Joer ennerwee gewiescht. Et ass besser, dass een do eng Kéier kodifizéiert.

Sécherlech ass deen Text Verbesserungsfäeg, och nach duerno. Et sinn och Abstraktiounen gemaach gi vun enger Rei Texter, wou ee sech hätt kënnen vorstellen, dass déi och iergendwann do mat eraginn. Dat muss ee kucken a spéideren Zäiten, wéi een do virgeet.

Ech mengen, et sinn och nach eng Rei, esou wéi dat och de Conseil d'État seet, Lourdeurs administratives bliwwen, mä dat hätt esou wesentlech Emännerunge mat sech bruecht, mengen ech, dass mer esou Retarde kritt hätten.

De Problem war och e bëssen deen, dass sech am Fong gehollt ëmmer erëm an dee Code vun der bestehender Législatioun nei Direktiven drop grefféiert hunn. Nei Direktiven, déi ëmmer erëm d'Datumen, wat d'Transpositionen ubelaangt huet, verlaangt, esou dass mer all Kéiers erëm hu missen deen een oder anere Projet erausbruechen. Dat hu mer zweemol gemaach.

An och hei setze mer erëm eng Kéier zwou Direktiven ëm. Et ass och hei héich Zäit, dass mer se ëmsetzen, well d'Kommissioun hannerun eis ass. An duerfir Merci, dass och de Conseil d'État séier gemierkt huet, dass e säi leschten Avis esou séier wéi méiglech huet misse bréngen, fir dass mer net herno op der Säit vun der Kommissioun a Schwieregkeete kommen.

Bon, mir hunn hei d'Adoptioun gemaach. De Rapporteur huet och gesot, d'Partie réglementaire feelt. Déi ass säit dem Mee 2010 beim Conseil d'État, a mir waarden also mat Schmäerzen drop, dass mer de Règlement grand-ducal kënnen huelen. Deen eenzeg, dee mir nach mussen huelen, dat ass deen iwwert d'Avvertissements taxés. An ech ginn awer dovun aus, dass mer dat och elo geschwé kënnen an de Wee leeden.

Bon, et ass natierlech och gefrot ginn, dass mer eng large Divisioun heivunner maachen. De Problem ass, mengen ech, net d'large Divisioun. De Problem ass eng Vulgarisatioun fäerdeg ze bréngen. An do mussen mer natierlech op déi zwou Organisationszwecke gräifen, déi mer hei zu Lëtzebuerg am Konsumentenschutz hunn.

Dir wësst dat, mir hunn d'Union luxembourgeoise des Consommateurs, déi vun eis substanzuell natierlech ënnerstëtzt gëtt an hirer Aarbecht, déi och eng exzellente Aarbecht leescht, mä ech mengen, där mer och mussen noleeën, dass se eis muss hëllef an der Vulgarisatioun an dass en Deel vun hirem Budget och dofir muss verwennt ginn.

Ech widderhuelen awer och, dass et en europäesche Konsumentegrupp hei zu Lët-

zebuerg gëtt, dee säi Büro huet, de Centre Européen des Consommateurs. Dee gëtt oft vergiess. Mä deen ass u sech zoustänneg fir all Litigen, wann et sech ëm Geschäfte handelt, déi iwwert d'Grenzen eraus geschéien. A vill ze vill weineg ass iwwert déi Leit bekannt.

Also, ech si wierklech frou, dass déi Diskussiounen och an engem Climat serein - kéint ee soen - ofgelaf sinn, an och déi gréng sech elo an där heiter Fro kompromëssbereet gewisen hunn.

Deng Analys kann ee jo net ganz vum Dësch weisen. Fir eng Kéier fannen ech deng Rechnung jo net ganz falsch.

**(Interruption)**

Mä, ech mengen, mir kucke jo... Den Acquis communautaire, dee gëtt jo elo iwwerkuckt. A wann do eng Emännerung kennt, selbstverständlech, wäerte mer dat upassen. Mir hunn hei e klengen Écart gemaach, deen awer eng Explikatioun huet. Ech mengen, déi ass och vun lech akzeptéiert ginn. An duerfir soen ech Merci, Här President, an mir wieren effektiv frou, wann een hei eng Unanimitéit kéint erbäuféieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Dat mat der Unanimitéit wäerte mer elo geschwé gesinn, wa mer iwwert de Projet ofstëmme.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5881A ass effektiv mat der Unanimitéit vun deenen 59 Votanten ugehollt ginn.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Marie-Josée Frank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydie Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. André Hoffmann.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6165, d'Emsetze vun enger Direktiv am Beräich vun de Kreditinstituter. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Claude Meisch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

## 9. 6165 - Projet de loi portant

**- transposition de la directive 2009/111/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2007/64/CE en ce qui concerne les banques affiliées à des ins-**

**titutions centrales, certains éléments de fonds propres, les grands risques, les dispositions en matière de surveillance et la gestion de crises;**

**- transpositions pour les établissements de crédit de la directive 2009/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés;**

**- parachèvement de la transposition de la directive 2009/14/CE du Parlement et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie et le délai de remboursement;**

**- modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;**

**- modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit;**

**- modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;**

**- modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;**

**- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;**

**- modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;**

**- modification de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, an der Finanzwelt ass d'Bezeichnung „Basel 2“...

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Thiel nozelauschteren!

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- Okay. Ech kann och nach eng Kéier ufänken. Also, an der Finanzwelt ass Bezeichnung „Basel 2“ en ähnlech geleefte Begrëff wéi hei bei eis am Haus d'Constituatioun oder de Statsrot.

Basel, dat ass déi Stad an der Schwäiz - dat wësst Der -, an där sech regelméisseg déi national Finanzplatzkontrolleren aus der westlecher Welt treffen, fir gemeinsam Regeln auszehecken. Déi sollen dann doheem applizéiert ginn, wat an eisem Fall dann och ganz dacks iwwert den Emwee vun EU-Direktive geschitt.

Eng vun deene bekanntesten Entschuedunge vun der Baseler Ronn war déi sougenannt „Ratio Cook“, mat där de Banken Enn den 80er Joren eng Ofdeckung vun hiren Engagementer mat Egekapital an der Héicht vun 8% operluecht gouf. Spéider gouf dann dee reng quantitative Kritär dunn duerch méi eng moduléiert Norm ofgeléist, déi all méiglech Kreditrisike berücksichtegt a gewiicht an déi entre-temps och an iwwer honnert Länner applizéiert gëtt. Déi gouf dunn der Einfachheet halber „Basel 2“ genannt a si wäert deemnächst och nach an absehbarer Zäit erëm ofgeléist ginn, selbstverständlech duerch „Basel 3“.



Wat mir haut hei maache sollen, ass eng Rei vun Detailbestëmmungen ofzeseenen, déi am Uschloss un „Basel 2“ an zwou Direktiven 2009 festgehale goufen an déi sech an éischter Hisiicht mat de Kompetenze vun der CSSF befaassen. Do geet et ënner anerem ëm déi intern Organisation - dat nennt een hautdësdays „governance“ oder „gouvernance“ - vun eiser Finanzopziicht, ëm hir Kompetenzen, wann et zu enger Bankekris sollt kommen - dat soll et jo alt emol ginn -, an och ëm hir Aufgaben am Kader vun der sougenannter „konsolidéierender Iwwerwaachung“; dat heescht, wann hir Kontrollfonctioun duerch déi international Ramificatioun vun de Finanzinstituter grenziwwerschreidend muss ginn.

Fir dee Fall sinn zum Beispill Kollegië virgesinn, an deene sech d'Kontrolleren aus all deene Länner zesummefannen, wou déi betreffend Bank Néierloosungen huet. De Virsätz an esou engem Kollegium huet natierlech ëmmer de Verrieder vun deem Land, wou sech den Haaptquartier vun Bankemulti befënnt.

Wat déi Surveillance consolidante ënner Ëmstänn bewierke kann, huet sech jo kierzlech bei eis gewisen, wéi d'Reprise vun enger grousser Lëtzebuurger Bank duerch en indeschen Investisseur notament dorunner gescheitert ass, datt déi eng oder aner implizéiert Kontrollinstanz am Ausland en Hoer an der Zopp fonnt hat.

Doriwwer eraus ginn an deem Ëmsetzungsgesetz, dat eigentlech schonn d'lescht Joer hätt misse gestëmmt ginn, eng Hällewull vun aneren Detailkompetenze festgehale, mat deenen d'CSSF vum Législateur ausgestatt gëtt, fir datt si hiren „Basel 2“-Verpflichtungen nokomme kann.

Esou gesäit d'Gesetz ënner anerem vir, datt och déi mëttelgrouss Entrepreneuren hir Konte publizéieren a konsolidéieren mussen, well déi qualitativ Approche vun „Basel 2“ natierlech op méiglechst grouss Transparenz ugewisen ass.

Si gesäit och vir, datt och d'Ratingagencen, op déi jo an der Finanzkris nawell gehéierlech geklappt ginn ass, an den Zoustännegkeetsberäich vun enger Finanzopziicht falen;

datt d'CSSF an d'Bild gesat muss ginn, wann d'Domiciliatioun vun enger Gesellschaft geännert oder opgehewe gëtt;

datt d'Bankgeheimnis och fir all aner Finanzacturen ze gëllen huet, net nëmme fir d'Banken, a souguer d'Liquidateure mat aschleiss, an datt et och - datselwecht Bankgeheimnis - net an der Zäit limitéiert ass;

a schliesslech, datt d'Garantie vun de Bank- an Investment-Dépôte soll an Zukunft nach méi séier spillen an den Délai fir d'Entscheidung vun de Clientë vun elo dräi Méint op 30 Schaffdeeg erofgesat soll ginn.

Klammer do op: Dat werft allerdéngs d'Fro op, wéi wäit mer si mat där „Garantie des dépôts nouvelle formule“, déi jo schonn eng gewëssen Zäit iwwerfällig ass, mä fir déi eis nach ëmmer d'Direktiv feelt.

All déi Dispositiounen stellen näischt Weltbewegendes duer, mä droen awer an hirem Zomm dach derzou bäi, datt d'Applikatioun vun den „Basel 2“-Regele mat där gebuedener Präzisioun geschitt, wat jo och fir d'Usins vun enger internationaler Finanzplaz wéi eiser vun enger gewëssener Bedeutung ass.

Natierlech ass een dann e bësse verwontert, wa bei esou engem wichtege, awer ëmmer nach engem Detailgesetz eise Statsrot ganz déif a säin Housekersak gräift a gläich mat véier vu senge redoutablen Oppositionen formelles dréit. Mä wien e bëssen am Bild ass, dee versteet direkt, ëm wat et hei geet, a sief et och nëmme, well et net fir d'Éischt ass, datt de Statsrot aus dem Suedel geet, wann et sech ëm d'Kompetenze vun der Kontrollinstanz oder vun de Kontrollinstanzen allgemeng a ganz besonnesch ëm déi vun der CSSF handelt.

De Statsrot kuckt nun eben déi Aariichten, déi mir aus dem angelsächschesche Rechtswiesener Iwwerholl hunn, duerch säi latäinesche Rechtsbrëll an huet dann alt esou seng Problemer mat deem Kompetenztransfer vun den traditionellen Instanzen, also vum Législateur an der Justiz, op déi nei Iwwerwaachungsorganer.

Dës Kéier hat de Statsrot eppes un deenen a sengen Aen exorbitant Pouvoire vun der CSSF auszusetzen, wann et drëm geet, de Seuil vun den Eegemëttel a bestëmmtene Situatiounen eropzeschrauwen, also de Ratio am Fong eropzeschrauwen, fir spezifeschen Ëmstänn Rechnung ze droen.

Dann hat hien och eppes dergéint, datt d'CSSF hir Kompetenzen an deem Gesetz gewëssermooze globaliséiert oder generaliséiert sollt kréien, amplaz datt si, wéi bis elo, an deenen eenzelnen technesche Gesetzer festgehale an dann natierlech och do begrenzt ginn.

A schliesslech konnt de Statsrot sech och net mat de Befugnisse ufrënnen, déi d'Gesetz der CSSF wollt ginn, wann et ëm d'Afréiere vu Fonge geet.

Wann doropshin d'Regierung hir Kopie revidéiert an all déi Punkten ënnert den Dësch fale gelooss huet, bei deene si eng Opposition formelle gefaart huet oder risquéiert huet, dann ass dat awer net geschitt, well si dem Statsrot Recht géif ginn, mä eenzeg an eleng, well si évitéiere wollt, datt déi längst iwwerfällig Adoptioun vun deem Gesetz nach weider erausgeschubt gëtt.

D'CSSF an d'Regierung ginn dervun aus, datt souwiso ganz geschwënn e Gesetz fällig gëtt, dat generell d'Kompetenze vun der CSSF festhält, an datt bei där Geleeënheet dann all dat nogeholl ka ginn, wat elo huet missen aus dem Text erausgeholl ginn. Iwwregens, souguer op de Risque hin, datt déi zwou Direktiven, ëm déi et jo hei geet, nëmme onkomplett ëmgesat ginn an dofir eng Ruge vu Bréssel net ausgeschloss ass.

Et freet sech allerdéngs, ob, wa mer dann esou e Gesetz maachen, déi Kéier dann de Statsrot matspille wäert, oder ob et net besser wier, all deenen Iwwerwaachungsinstanzen - net nëmme der CSSF -, déi hir Originen an den angelsächschesche Self-control-Modellen hunn, eng zolidd gesetzlech Basis ze ginn, vläicht souguer an der Verfassung.

Mir haut hei sollen emol provisoersch dermat d'accord sinn, wat an deem Ëmsetzungsgesetz steet. Dat ass elo en éischte Schrëtt. D'CSV-Fraktioun huet kee Problem, fir dee matzegen.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Et ass kee Riedner méi agedroen. D'Regierung huet och näischt méi do derbäizefügen, well de Rapporteur esou extensiv an detailléiert war. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6165 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Basseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel),*

*Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jean Colombero).*

*S'est abstenu: M. André Hoffmann.*

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour hu mer de Projet de loi 6211 iwwert d'Loftverschmutzung. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis, Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

## 10. 6211 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère

### Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dee virleierende Projet de loi reit sech an déi ganz laang Rei vu Gesetzer fir d'Protektioun vun eise Liewensressourcen an. Et geet hei am Spezielle géint d'Veerschmutzung vun der Atmosphär.

Zum Ufank e puer Bemierkungen zum Gesetzesprojet selwer. Den 19. Oktober d'lescht Joer huet den delegéierten Nohaltegekeets- an Infrastrukturminister de Projet de loi an der Chamber déposiert. Scho virdu waren de Statsrot, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés ëm hir respektiv Avisé gefrot ginn.

Op verschidde Kritiken hin, notament am Avis vum Statsrot, huet dunn d'Regierung eng Rei vun Amendementen ausgeschafft, déi den 8. März vun deem Joer nach emol vun der héijer Kierperschaft aviséiert goufen. No Analys vun deem Avis ass de Rapport an der Chamberskommissioun vum 23. März 2011 ugeholl ginn.

Wat sinn dann elo d'Kärelementer vun dem Gesetzesprojet selwer? Ma fir d'Éischt ginn déi verschidden nei Notiounen an eis Gesetzgebung agefügt. Dës Notiounen hunn hiren Origine an enger europäescher Direktiv, 2008 Nummer 50 vum 21. Mee 2008, déi sech ganz speziell mat der Qualität vun der Loft an eise Gebaier an am Allgemengen an der Europäescher Unioun ofgëtt. Da schaaft si och nach e ganz legale Kader fir d'Subventionen am Kampf géint d'Loftverschmutzung.

De Projet de loi gëtt des Weidere Präzisiounen zu den Dispositiounen vun de Margen, wat Iwwerschreidunge vun de Limitéwäerter vun der Loftverschmutzung ubelaangt, an zu den Aktiounspläng, déi am Fall vu Loftverschmutzung ëmgesat mussen ginn.

An zu gudder Lescht gesäit den Text eng Derogatioun zum Budgetgesetz vir. Dëst ass néideg, fir dat néidegt Personal ze engagéieren, fir dës nei Aufgaben auszuféieren, an dëst esou, wéi dat d'Direktiv virgesäit.

Wéi schonn ugedeit, soll mat dem Gesetzesprojet méi wéi bis elo derfir gesuergt ginn, dass déi dräi Liewensressourcë Buedem, Waasser, Loft, mä och d'Vegetatioun virun de schiedlechen Auswierkunge geschützt ginn. Et muss op dëser Plaz ënnerstrach ginn, dass et bei deem Projet de loi eng gewëssen Drénglechkeet gëtt, well déi besoten Direktiv schonn allerspëtstens bis den 11. Juni am leschte Joer hätt missen an eise nationale Recht ëmgesat ginn.

Erlaabt mer, kuerz op d'Direktiv selwer anzegoen, déi sech an de Kader vum 6. Ëmweltaktiounsplang vun 2006 areit. Dës Direktiv abrogéiert an ersetzt eng ganz Rei vun alen Direktiven aus de leschte 14 Joer, déi sech all op déi schiedlech Substanzen an der Loft bezéien.

Dat heescht ganz einfach, duerch nei Erkennntesser mussen mer permanent hei eis Gesetzzer upassen. Vu dass dese Volet relativ technesch ass an ech elo mat ganz ville Fachbegrëffer misst hantéieren, loosse ech dat op der Säit an invitéieren all déi Interesséiert, dat am schrëftleche Rapport wéi och an der Direktiv selwer nozeliesen.

Allgemeng kann ee soen, dass déi europäesch Direktiv d'Zil huet, verschidden aktuell Dispositiounen ze rationaliséieren an ze vereinfachen. Dëst virun allem, wat d'Ufuerderungen an de Beräicher Kontroll a Kommunikatioun ueget, an och bei der Marge de manoeuvre, déi déi eenzel Memberlänner zougestane kréien.

Derniewent féiert d'Direktiv Normen a Stéchdatumer a fir d'Reduktiounen vun de sougenannte Particule-finen an eiser Loft. Dës Feinpartikelen - hei ass d'Formel: PM<sub>2,5</sub> - si Partikelen, déi en Duerchmesser hu vun 2,5 Mikrometer a manner. Dës sinn extrem ëmweltschiedlech an och am geféierlechste fir eis Gesondheet. Dierf ech drun erënneren, dass mir bis elo eis mat de Feinpartikelen no der Formel PM<sub>10</sub> - Partikelen, déi en Duerchmesser vun 10 Mikrometer hunn - beschäftigt hunn, an déi och gemooss si ginn.

Déi nei Feinpartikelen PM<sub>2,5</sub> kënnen eng natierlech Origine hunn duerch Buedemerosioun oder awer vum Mënsch geschaf sinn. An deem Fall stame se an de meeschte Fäll aus enger net kompletter Verbrennung vun de fossile Brennstoffen, wéi zum Beispill an der Sidérgie, an der Cimeterie, an der Dreckverbrennung oder aus dem Stroosseverkéier.

Déi europäesch Direktiv gesäit vir, dass d'Memberlänner hir Feinpartikelbelaaschtung am städtesche Raum vu 50%, well Mënschen do wunnen, ëm 20% bis d'Joer 2020 reduzéieren mussen, an dat par rapport zu de Chiffere vun 2010. Des Weidere muss an dësen Zonen d'Belaaschtung och bis 2015 ënner 20 Mikrogramm pro Kubikmeter falen. Um ganzen Territoire vun eise Land muss dernieft e Plaffong vu 25 Mikrogramm op de Kubikmeter vu Feinpartikelen respektéiert ginn. Dese Plaffong ass eng Mussbestëmmung fir d'Joer 2015, also a véier Joer, an dat soll dann errecht ginn.

Et ass awer och esou, dass d'Direktiv de Memberlänner eng gréisser Flexibilitéit gëtt, wat awer net heesche soll, dass déi bestehend Qualitätsnorme verännert oder souguer opgeweecht misste ginn. Och hei wëll ech op de schrëftleche Rapport verweisen. Et soll awer ënnerstrach ginn, dass dës gréisser Flexibilitéit just da méiglech ass, wann all Direktiven an engem Memberland an nationaalt Recht ëmgesat sinn an all déi néideg Mesuren am Kampf géint d'Loftverschmutzung geholl si ginn.

Dierf ech an deem Zesammenhang kuerz op déi rezent europäesch Etüd „Aphekom“ hiweisen. Während dräi Joer si 25 europäesch Stied op d'Loftbelaaschtung vu ronn 60 Wëssenschaftler ënnersicht ginn. D'Etüd, déi weider guer net kommentéiert ginn ass an der Press, huet erginn, dass déi statistesch Liewenserwaardung duerch déi Feinpartikelen - dat heescht, eng ongesond Belaaschtung vun eiser Loft - an der Stad Bukarest ëm 22 Méint méi kleng ass wéi an der Stad Stockholm. Stockholm huet vun allen europäesche Stied déi prosperste Loft, an dëst, muss ee soen, duerch de politesche Courage am Joer 2007, andeems se deemools e Péage agefouert hunn.

Och weist d'Etüd drop hin, dass Mënschen, déi laanscht eng Strooss mat 10.000 Automouvementer pro Dag liewen, tëscht 15% bis 30% méi heefeg mat Longen- a Bronchiekrankheete befall ginn.

Leider huet Lëtzebuerg net un där Etüd deelgeholl, awer wann ee gesäit, dass d'Liewenserwaardung an der Stad Bréssel ëm siwe Méint méi kleng ass wéi d'Etüd Stockholm se huet, da kann ee sech e Bild ofzeechen a molen, wéi et dann hei am





Land géif ausgesinn an der Stad Lëtzebuerg.

Dozou wëll ech déi rezent Resultater vun der Miessstation hei am Land kuerz ervirhiewen. Wat d'Stéckoxider - NO<sub>x</sub> genannt - ubelaangt, sou gëtt d'Limite vun de 40 Mikrogramm pro Kubikmeter nëmmen hei an der Stad dépasséiert. An hei ass e Plang ausgeschafft ginn, fir Remedur ze schafen. Wat awer elo déi Particules fines PM<sub>10</sub> ubelaangt, esou weisen d'Miessunge keng Iwwerschreidungen iwwert der Limite vu 40 Mikrogramm pro Kubikmeter aus.

Awer fir den Ozon, wou d'Limite bei 180 Mikrogramm pro Kubikmeter läit, muss ee feststellen, dass dës a ville Fäll iwwerschritt ginn ass. An do seet dann de Ministère selwer, do leit d'Stad Veianen am meeschten drënner.

Et ass och virgesinn, dass d'EU-Kommission d'Direktiv am Joer 2013 nach eemol iwwerpréift, wat dann déi nei legislativ Propositione mat sech bréngen kann, respektiv nei Dispositionen, wat d'Feinpartikelen ubelaangt. Si schwätzen elo scho vun de Feinpartikelen PM<sub>1,5</sub>, dat heescht Partikelen mat engem Duerchmesser vun 1,5 Mikrometer. Bei de Feinpartikelen huet dës Revisioun zum Zil, eng national Obligatioun, déi juristescht contrainant ass, anzeféieren, a fir d'Beleaschtung erfzesetzen, fir Mënsch an Ëmwelt méi ze schützen.

D'Europäesch Kommission behält sech awer och nach vir, eng méi ambitiéis Limite vun de Feinpartikelen anzeféieren - ech hu gesot gehat, 2,5 erf op 1,5 -, wat ee weidere Schrëtt wäert ginn. Mir müssen do also wahrscheinlech an deenen nächste Jore vill méi staark nach ons Betriber, onse Verkéier an d'A faassen. Zum Beispill Hausverbrennungsanlage müssen och wahrscheinlech do ënnert d'Lupp geholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Dir gesitt, d'Direktiv huet eng ganz Rei vun ambitiéis Ziler. Fir dass dës Ziler awer net just um Pabeier bestinn, muss vill geschafft ginn, fir hei eng Realitéit ze gesinn. Et müssen Evaluatiounen vun der Loftqualitéit gemaach ginn a laangfristeg Pläng fir eng gutt Loftqualitéit ausgeschafft ginn. Am Spezielle muss kuerzfristeg Mesurë gräifen, an déi gewonne Resultater müssen der Öffentlechkeet wéi och den internationalen Instanze matgedeelt ginn.

Et geet awer net ouni den Asaz vu jiddwer Einzelnem. Ze mengen, den Noper soll et maachen, dat geet hei net duer! Och muss op eng ganz enk Kooperatioun mat den direkten Nopeschlänner gekuckt ginn, well och do ass jo dann eventuell eng Belaaschtung duerch ons Emissiounen.

Fir dese groussen an enormen wichtege Opwand ze bewältegen, kann ee sech virstellen, dass d'Équipe vun aktuell véier Leit am Ministère, oder am Service de qualité de l'air beim Ëmweltministère mat dräi neien Ingenieure besat muss ginn. Dat wäert eis eppes kaschten; mä emgedréit, alles, wat mer kënnen op der Gesondheetssäit gewannen, sollte mer da vläicht an d'Leit stiechen, déi Mesurë kënnen maachen, an opweisen, wou d'Schwaachpunkten da leien.

Wéi gesot, et handelt sech hei ëm e Projet mat engem wichtege Beräich vun der Luftverschmutzung. An, vu dass mer grad an dësem Direktiv schon am Retard sinn - vun engem Joer schon -, géif ech lech bieden, dësen Text unzuhuelen. Ech selwer bréngen den Accord vun der Fraktioun eran a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Marcel Oberweis. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Hien huet och virun allem déi technesch Aspekter oder Facetten hei beschriwwen. Et geet jo hei ëm d'Modifikatioun vun enger europäescher Direktiv. Dat sinn oft Texter, déi um Pabeier e bësselchen dréchen an abstrakt kléngen.

Den Objet ass hei d'Loftqualitéit bei där Direktiv. Am Viséier sinn dräi - wéi soll ech soen? - Facteuren, Substanzen, haaptsächlech d'NO<sub>x</sub>en, NO<sub>2</sub>, dann de Feinstaub an och dat, wat een den Ozon nennt. An et geet jo hei drëms, wann déi - ech soen einfach déi Substanzen - ze héich Valeuren hunn an der Loft, an der Atmosphäre, dann ass dat ganz oft eng Gefor fir d'Mënschen a fir d'Déieren.

Mir kennen dat jo am beschten, besonnesch wa mer déi Perioden hunn, wou ze héijen Ozon ass, wou dann och all Mënsch dat relativ direkt a konkret erfieft a gesäit, dass ee kann zum Beispill Problemer hu mat den Otemweeër, wa mer esou Phasen hunn. Derniewent ginn et och Effeten op d'Ëmwelt méi generell, an dat ass jo och ganz oft am Kontext oder am Zusammenhang mat där ganzer Problematik vum Klimaschutz. Dat gëllt besonnesch fir d'NO<sub>x</sub>en.

Wat ech awer trotzdeem, Här President, e bësschen am Rapport vermessen - ech hat dat och schon an der Kommissioun gesot -, dat ass, dass ee vläicht iwwert den Text vun der Direktiv eraus och sollt e bësschen oder kéint beschreiwen, wat dat da konkret hei zu Lëtzebuerg bedeit, esou eng Direktiv, respektiv wou och konkret d'Problemer sinn.

Well et ass jo esou, esou eng Direktiv hänkt jo net an engem loftleere Raum, besonnesch beim Luftschutz oder bei der Loftqualitéit. A mir kruten och e puer Donnéeën, déi mer nach nogeliwwert kritt hunn, dat si Statistiken, dat sinn eigentlech plakeg Zuelen. Wat steet eigentlech do derhannert? Wat bedeit dat konkret fir Lëtzebuerg? Dat géif mech awer interesséieren, wann eis de Minister kéint herno do déi eng oder déi aner Prezisioun nach ginn.

Zum Beispill: Et gi jo verschidde Plazen hei zu Lëtzebuerg, wou kritesch Plaze sinn - hei an der Stad, Veianen ass genannt ginn -, wat elo zum Beispill d'NO<sub>x</sub>en ubelaangt. Wéi ass et do? Wat fir eng Mesurë ginn ënnert, fir datt een dat ka reduzéieren?

Dat do sinn och keng nei Elementer, dat wësse mer scho säit enger gewëssener Zäit. Dat heescht jo och, well dat ass jo och virgesinn an der Direktiv, dass een Aktionspläng opstellt. Voilà, dat heescht, awéifern gëtt et hei zu Lëtzebuerg eventuell esou Pläng, déi sollen opgestallt ginn, déi müssen opgestallt ginn? Et ass jo och gewosst, dass eben déi Problematik vun der Loftqualitéit ëmmer mat de Froen vum Klimaschutz ganz enk verbonnen ass, dat heescht eben och mat dem Ausstouss vun CO<sub>2</sub> vun all Verbrennungsmotoren, d'Stolindustrie an esou virun.

En aneren Aspekt, dat ass och deen: Läit - fir et emol esou ze soen - e Plan d'action vir fir déi Plazen, wou hei zu Lëtzebuerg ze héich Valeure sinn, fir dat kënnen konkret an de Grëff ze kréien? Déiselwecht Fro gëllt och fir dat, wat den Ozon ubelaangt. Och do hu mer jo nach gutt an Erënnerung, dass et Jore gouf, wou besonnesch waarm Summers waren, jee nodeem wéi d'Wiederkonstellatioun ass, dass mer do och wochelaang praktesch mat ze héije Konzentratiounen hei geplot waren.

Do ass jo eng Schwieregkeet ëmmer déi gewiescht, dass wann een och hei zu Lëtzebuerg eng Mesurë hëlt, dann op der Grenz direkt - bei de Fransosen oder bei de Belsch oder bei deenen Däitschen - do vläicht net déiselwecht Mesurë geholl gi sinn, an datt dann d'Leit och net méi verstanen hunn, wat dat Ganzt sollt.

Dat heescht, kann déi heiten Direktiv elo eventuell och do Méiglechkeete bidden, dass een awer, wann zum Beispill den Ozon ze héich ass, kënt grenziwwerschreidend Mesuren huelen, déi jo dann nëmmen och wierklech effizient sinn? Well, wa mir vu Capellen bis op Diddeleng esou Mesuren ergräifen, dann ass et heiansdo schwéier ze gesinn, wéi effizient dat ass, an och datt d'Verständnis vun de Leit fir esou Mesuren dann net ëmmer immens grouss ass.

Am Text steet dann och nach d'Méiglechkeet, dass ee ka Subventiounen ginn, fir déi eng oder aner Mesurë. An och do meng Fro: Wéi ass et hei zu Lëtzebuerg? Ginn déi eng oder aner Mesurë subventionéiert? Wat fir eng Mesurë sinn dat? A wat fir

enger Héicht géifen déi dann ënnerstëtzt ginn?

Dann nach eng lescht Remarque, dass ass déi zum Personal. Ech mengen, et ass gutt, dass mer och hei an der Chamber heiansdo de Courage hunn, fir och esou Verwaltungen, déi mat Ëmwelt ze dinn hunn, dass mer do deene méi Moyenn ginn. Hei gëtt praktesch de Service, wann ech vun den Zuelen hier kucken, verdeubelt. An dat kënnen mir u sech ënnerstëtzen.

Ech wëll awer dorun erënneren, dass dat do awer och e bësschen esou, ech géif soen e Fléckwierk ass oder eng Plooschter op en hélzet Been, well mir wëssen, dass op d'Ëmweltverwaltung an de leschte Jore ganz vill nei Aufgaben zoukomm sinn, haaptsächlech d'Ëmsetze vun europäeschen Direktiven. Hei ass jo och am Fong geholl déiselwecht Problematik.

Mir haten dat bei REACH a bei esou vill aneren Texter, déi mer hei an der Chamber maachen. Dat si gewéinlech ëmmer Texter, wou mer europäesch Direktiven ëmsetzen, wat ëmmer méi Opwand fir d'Verwaltung bedeit. An datt een eigentlech do awer wierklech eng Kéier misst déi Décisioun huelen, dass ee wierklech soll déi Verwaltung vu Grond op reforméieren.

An ech hat, zu menger Zäit hate mer emol dat lues ugestouss, nodeems mer dat fir d'Natur- an d'Forstverwaltung, deemools nach Eau an Forêts gemaach haten, en Audit, opgrond vun deem mer herno dann och wierklech eng flott Reform konnte maachen. Ass awer net och dru geduecht, dass een dat hei och géif mat der Ëmweltverwaltung maachen? Dat heescht, dass een do géif e seriösen Audit maachen an dann opgrond dovunner géif wierklech eng nei, eng verbessert Struktur schafe vun der Ëmweltverwaltung, fir datt déi och kéint méi effizient all deenen Aufgaben dann och gerecht ginn?

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu där Direktiv respektiv zu deem Projet de loi ginn. An ech wier awer frou, wann de Minister mer kéint e bësselchen Opschloss ginn op déi Froen, déi ech gestallt hunn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eugène Berger. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci fir säin ausféierleche Rapport. Hien huet eis en Iwwerbléck ginn iwwert de leschte Stand vun de respektiven EU-Direktiven am Beräich vun der Luftverschmutzung an och iwwert d'Ëmsetzung hei zu Lëtzebuerg.

D'EU-Direktiven iwwert d'Luftverschmutzung enthalte meeschtens extrem vill technesch Detailler. Mir sollten awer dobäi net aus den Ae verléieren, ëm wat et iwwerhaupt geet, an zwar ëm de Schutz vun eiser Gesondheet. Et ass wichtege, dass d'EU-Kommission an dësem Beräich federführend ass, well vill wichtege Aktiounen nëmme Sënn maachen, wa se iwwerall an der EU d'selwecht applizéiert ginn.

Ech denker un d'Aart a Weis, wéi mer d'Luftverschmutzung moossen, un d'Oplage fir d'Industrie, awer och un d'Ofgasnorme fir d'Autoen, déi all gläich mussen sinn. An deem Kader muss all Memberstat seng Hausaufgabe maachen. Wa mer dës Gesetz haut gestëmmt hunn, mussen mer awer och duerno direkt mat deem néidegen Drock virufueren, dës Mesuren an d'Realitéit ëmzesetzen, déi eis eisen Ziler méi no bréngen.

Zu Lëtzebuerg läit e groussen Deel vum Potenzial, fir d'Luftverschmutzung ze reduzéieren, wéi mer all wëssen, am Transportberäich. Mir mussen Léisunge fanne fir besonnesch staark belaaschte Plazen am Land, notament an der Stad Lëtzebuerg - mir hunn elo héieren, hei läit den NO<sub>2</sub>-Wäert, den „dioxyde d'azote“, iwwer 40 Mikrogramm pro Meter Kibb Grenzwäert, also permanent säit Joren, an dat ass schon en héije Wäert -, mir müssen awer och allgemeng am ganze Land d'Emissiounen vum Verkéier reduzéieren.

Well mer e relativ moderne Fuerpark vun Autoen hunn, bréngt et hei wahrschein-

lech wéineg, Vignetten anzeféieren, wéi et a verschidde däitsche Stied de Fall ass. Mir kënnen weiderhin Ureizer schafen, fir d'Leit ze motivéieren, méi kleng a spuer-sam Autoen ze kafen. Déi eenzeg Léisung, déi laangfristeg wierklech eng Erlichterung ka bréngen, ass allerdéngs nëmmen d'Verbesserung vun deem sougenannten „modal split“. Mir mussen méi ee groussen Deel vum Verkéier op den öffentlechen Transport eriwuerkreien.

De Persounentransport, mä virun allem de Gidderverkéier muss esou wäit wéi méiglech iwwert d'Schinn goen. Dat setzt viraus, dass mer eist Schinnennetz ausbauen an déi néideg Capacitéiten dofir schafen.

Laut dem neie Wäissbuch vun der EU iwwert den Transport solle bis 2050 déi verkéiersbedéngt Emissiounen ëm 60% reduzéiert ginn. Ënner anerem sollen 30% vum Gidderverkéier op Strecken iwwer 300 km Distanz iwwert d'Schinn oder mam Schëff gefouert ginn. Fir dës Zil ze errechen, muss also d'Schinnennetz an Europa däitlech ausgebaut ginn. D'EU-Kommission wëll dese Secteur fir privat Investisseuren esou attraktiv wéi méiglech maachen, well d'Effortë vun de Memberstaten eleng hir hei net duerginn.

Den Drock, fir de Schinnverkéier an den Ausbau vun der Infrastruktur komplett ze liberaliséieren, wiisst deemno. An do mussen mer hei zu Lëtzebuerg besonnesch wachsam bleiwen. D'LSAP ass duerfir der Meenung, dass de Stat soll d'Hauptverantwortung an dësem Beräich iwwerhuelen, an dass et elo un der Zäit ass, der EU-Kommission ze weisen, dass eng volontaristescht Politik méi erreche kann, wéi profitorientéiert Entrepreneuren an Aktionären, déi just un hiren Dividenden interesséiert sinn.

Här President, d'Schinnennetz ausbauen ass deier. Mir wëssen dat. Mä et schafft een domat och e Géigewäert. E performant Schinnennetz ass eng wichtege Basisinfrastruktur, déi eis an Zukunft net nëmme kann hëllefen, manner Dreck an d'Loft ze blosen a Spidolskäschten ze spueren, mä déi eis et och erméiglecht, laangfristeg kompetitiv ze bleiwen!

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roger Negri. Als nächsten a gläichzäiteg leschte Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och ganz am Ufank den Accord vun eiser Fraktioun bréngen, obwuel mer ganz e bësse Bedenken hunn an obwuel ee ganz e bësse kéint driwwer diskutéieren, ob dat esou glécklech ass, dass an där Direktiv de Memberstaten awer nach erëm relativ vill Flexibilitéit gelooss ass, wat d'Grenzwäerter ubelaangt. Mä et muss een awer insgesamt frou sinn, dass mer am Ëmweltberäich iwwerhaupt déi Europäesch Kommission hunn, dass mer en Europäesch Parlament hunn, wat meeschtens am Ëmweltberäich vill méi progressiv ass wéi déi eenzel Membersregierungen.

Wann een insgesamt de Bilan mécht iwwert d'Luftverschmutzung, mengen ech, gëtt et eng wäiss Säit an eng schwaarz. Iwwerall do, wou mer mat relativ zentraliséierten technesch Léisunge konnten un de Problem eruegen, si mer weiderkomm. Ech erënneren un dat berühmte Bëschstierwen, wat emol an de 70er, 80er Joren ugekënnegt gi war.

Wann dat net definitiv esou grave ginn ass, wéi eenzel Leit gemengt hunn, ass dat net, well do Leit sech géiert hätten, mä well op Drock vun deene Bewegungen, déi deemools dat thematiséiert hunn, besonnesch am Schwiefel extrem vill geschitt ass. Et si Filteren op d'Kuelekraaftwierker gesat ginn an esou weider an esou fort.

An all Kéieren, wa mer esou Léisunge kënnen präconiséieren, wou wéineg Acteure concernéiert sinn a wou mer relativ séier eng technesch Léisung hunn, da komme mer och weider. An dat ass geschitt, a





glécklecherweis! Och wann d'Bëschstierwen net definitiv keen Thema méi ass, esou si mer do e gutt Stéck weiderkomm.

Iwwerall do, wou mer awer vun alle Bierger a Biergerinnen a vu ganz ville klengen ekonomeschen Acteure Léisunge brauchen, do komme mer net esou richtig virun. All Kéiers, wann et ëm Verhaltensännerunge geet, da bleiwe mer stichen.

A wann een dann der Saach op d'Spur geet, europawäit, mä och besonnesch zu Lëtzebuerg, dann ass een ëmmer erëm ganz séier beim Verkéier. Esou ass et kee Wonner, dass, wann een dat analyséiert, wat de Rapporteur gesot huet - deem ech hei wéilt Merci soe fir säi schréfftlechen a mëndleche Rapport -, da sinn déi zwee Problemer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, nämlech d'Stickoxiden an den Ozon, zu engem groussen Deel, wann och net exklusiv, op de Verkéier zréckzeféieren.

All déi Leit, déi jorelaang dozou bäigedroen hunn, dass den Tram nach ëmmer net fiert, misste sech awer da mat der eegener Nues huelen, wa mer elo feststellen, dass mer an der Mëtt vun der Stad Lëtzebuerg e ganz gravé Problem vu Stickoxiden hunn, deen net nëmme - an dat ass jo e bëssen dat Perverst bei der ganzer Diskussioun - op den Individualverkéier zréckzeféieren ass, mä och op déi grouss Unzuel vun Iwwerlandbussen a städtesche Bussen, déi do musse fueren. Dat ass eigentlech do, wou d'Kaz sech an de Schwanz bäisst.

An all déi Leit, déi emol an der Zäit d'Bussen uneneegestréckt hunn, musse sech dann awer och froen, ob dat esou eng gutt Iddi war, an ob net, wa se dat net gemaach hätten, vläicht haut scho géif en elektreschen Tram duerch d'Stad fueren. Dann hätte mer deen dote Problem net geléist. Ech sinn awer frou...

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Dat do ass awer e bëssen einfach, well déi technesch Problemer sinn nach ëmmer net geléist.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Firwat? Well d'Madame Polfer...

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- ...soss géife mer op deem Punkt awer virummaachen domadder.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Madame Brasseur, déi gréng sinn elo sechs Joer geschwënn am Schäfferot an der Stad, an duerfir leeft den Tram jo elo schonn.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Den Här Gira huet elo d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Den Här Gibéryen hätt e gär ënnerierdesch.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech hunn e rouegt Gewëssen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- E leeft nach ëmmer am Tiring.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Ech och!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Si kréien ee vum Kleesche geschenkt.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Dass nëmme keen e gesäit an och keen en hëlt!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Voilà, lauschtert emol een op den Här Fayot!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech si berouegt ze gesinn, dass anscheinend den Tram nach ëmmer net esou ganz kloer an dréchenen Dicher ass. Mä wann een d'Wuert nëmme opwerft, dass dann d'Emotionen héich ginn. Mä, Madame Brasseur, Dir kennt awer net verleegegen, dass esou Aktiounen sécherlech net derzou bäigedroen hunn, dass den Tram haut géif fueren. Dat huet Der mer awer elo net hei aus...

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- D'technesch Problemer sinn net geléist.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Neen. Bon, ech mengen, mat... ech weess dann net, wéissou et méiglech ass, dass zu Stroossbuerg eng sozialistesche Kandidatin mam Projet vum Tram déi éischt Wahle wënn a fënnf Joer drop erëmgeewilt

gëtt, well den Tram da fiert. Ech mengen net, dass dat nëmme technesch Problemer waren, déi zu Lëtzebuerg derzou gefouert hunn, dass en a fënnf Joer net gefuer ass, mä dass et och einfach ganz kloer ass, well eng Rei Leit net mat Zäit erkannt haben, dass dat d'Léisung wier fir d'Stad Lëtzebuerg. Da géif ganz villes...

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- An zu Stroossbuerg huet d'Madame Trautmann den Tram an enger Mandatur fäerdeg gemaach.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech hunn dat jo elo just gesot. Ech hunn dat elo just gesot, Här Fayot, wann Der mer gutt nogelasschert hutt. Ech mengen net, dass déi franséisch Ingenieuren esou vill méi kompetent si wéi déi Lëtzebuurger. Ech mengen, et waren éischter Steng a Knéppelen, déi vu lénks a riets schonn an d'Schinne gehäit gi sinn, ier se iwwerhaupt emol gebaut waren. An ech mengen, dat war éischter d'Ursach.

Ech kann lech awer berouegen, Här Gibéryen, zënter dass déi gréng an der Stad am Schäfferot sinn, kann een zumindest soen, dass vun do keng Opposition méi kennt géint den Tram. An ech kann lech och soen, dass, ënnert der Leedung vun de Leit aus dem Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg alleguerten, en Aktiounsplang zesumme mam Ëmweltministère amgaang ass ze Entstoen, fir dass zumindest an der Stad Lëtzebuerg dee Problem, dee vun de Bussen hierkennt, an do wou d'Stad Lëtzebuerg responsabel ass, dass do dann awer och Léisunge fonnt ginn. An dass déi Norme fir déi städtesch Bussen, déi kauft ginn, sécherlech optimal sinn an dat Beschte gemaach gëtt, fir dass dat soll geschéien.

Mä wann awer an der Stad Lëtzebuerg weiderhin esou vill Aarbechtsplaze geschaf ginn an esou weider, wäerten och déi propperst Bussen an déi längste Bussen, och wa se uneneegestréckt sinn, net derfir suergen, dass mer laanscht den Tram kommen. An duerfir waarde mer mat Schmäerzen drop, dass en eng Kéier fiert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir hat elo sechs Joer laang Zäit.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech mengen net, Här Gibéryen, dass mer do déi ganz Problemer vun de Stickoxide geléist hunn. Mir mussen och iwwer Land derfir suergen, dass déi Bussen, déi dann do fueren - well mir kënnen net iwwerall Schinne leeën -, dass déi weiderkommen. Wann een op engem normale Verkéiersdag, fir mam Bus vu Biekerech an d'Stad ze kommen, 70 Minutte brauch, dann dierf weder op der Areler Autobunn nach op der Areler Strooss iergend och nëmme de geréngsten Accident ze sinn, da muss ee scho bal Idealist sinn, fir mam öffentlechen Transport ze fueren.

Nach gëtt et net genuch Busspuren, nach gi Busspuren ëmmer nëmme do gebaut, wou se dem Auto näischt ewechhuelen. Och do en Appel net un den delegierten Nohaltekeetsminister, un de richtegen Nohaltekeetsminister, deen, dee responsabel ass fir den Transport: Ech kann net erkennen, dass eng kloer Politik do ass, fir dem Bus iwwer Land Virfahrt ze ginn.

Dat kascht keng Suen. Dat kascht e bësse wäiss Faarf an e bësse politesche Courage, fir déi eng oder aner Spur ewechzehuelen. An do ass nach villes ze maachen. Soss kréie mer dat doten net an de Grëff.

Lokal wäert sécherlech d'Elektromobilitéit e gewëssenen Deel zur Léisung bäidroen. Sous condition awer dann, dass mer eis och do et net ze einfach maachen an déi Emissionen, déi mer an de Stied, an den Dierfer spueren, iergendwou an e Kuelekraaftwierk an Däitschland oder an Tschechien oder a Slowenien verlagere.

Ech mengen, Dir hutt matkritt, dass mer an där Gemeng, wou ech dann och ganz e bëssen eppes kann derzou bäidroen, dass do eppes geschitt, viru kuerzem e Réseau vun elektresche Bornen agefouert hunn. Mä natierlech nëmme sous condition, dass de Stroum gréng Stroum ass. An esou kann een och Zeeche setzen.

Wann ee feststellt, dass beim Behuele mer net weiderkommen, muss ee sech awer och froen, firwat. An ech gehéieren net zu deenen, déi, wéi den Här Krecké, mam Fanger dann op d'Leit weisen, mä pro-

biieren, d'Konditionen esou ze änneren, dass d'Leit och kënnen reagéieren.

Wann ee keng Reklamm mécht, dass d'Leit iwwerhaupt gewuer ginn, dass se de Fournisseur vum Stroum kënnen wiesselen, da brauch een net sech ze wonneren, wann näischt geschitt. An dann dierf een net herno mat dem Fanger op d'Leit weisen a soen: „Et sinn der nëmme 4.000, déi gewiesselt hunn.“

Stellt lech vir, den Här Krecké hätt gesot: „Mä elo maache mer d'TVA um normale Stroum op 15% a mir maachen deen um gréng Stroum op 6%.“ Dat wier politesche Courage gewiescht. Dat wier d'Roll vun engem Wirtschaftsminister, derfir ze suergen. An dann hätte mer scho viru Fukushima vläicht ganz wéineg Atomstroum an anere Stroum nach zu Lëtzebuerg kauft.

Ech wëll lech drun erënneren, an do si mer dann erëm am Kontext Loftverschmutzung, wéi séier - wéi séier! - dass d'Lëtzebuurger Autosfuere an Autosfuere rinnen op bläifräie Bensin ëmgeschalt hunn.

Kënnst Der lech nach erënneren, wat d'Bensinsfirmaen deemools eng opgefouert a gesot hunn: „Dat packe mer net, mir brauche jorelaang, fir sämtlech Bensinsstationen op bläifräie Bensin ëmzeschalten!“ Du war deemools een e bësse méi couragéierte Wirtschaftsminister wéi haut - ech weess net méi, wien et war, mä et war op jidde Fall net den Här Krecké -, deen huet vun engem Dag op deen anere gesot: „Sou, elo maache mer d'TVA vum bläifräie Bensin méi niddreg an déi op deem anere méi héich.“ An dunn ass de bläifräie Bensin méi bëlle ginn. A kuck do, a sechs Méint hate sämtlech Bensinsfirmaen et fäerdeg bruecht, hiert Netz ëmzeschalten! A kuck do, ganz rapid ass de bläihaltige Bensin zréckgaangen!

Stellt lech vir, mir maachen dat do mam gréng Stroum muer; da geet dat grad esou schnell an dann hu mer méi gemaach, wéi wa mer déi schéinste Resolution iwwer Cattenom an aner Saache soen. An engem Wuert wéi an allen: Duerfir, mengen ech, ass an deem ganze Beräich do nach ganz vill ze maachen.

Ech wëll awer och weisen, dass, wéi esou oft an där ganzer Ëmweltproblematik, an där ganzer Energieproblematik, wann een e Paradigmewissel mécht, een net nëmme ee Bonus huet, mä ganz oft eng Win-win-Situatioun huet. Wa mer muer aus de fossilen Energieträger erausklammen, wa mer méi konsequent op Wand, Sonn a Biomass setzen, da kréie mer net nëmme de Klimaproblem an de Grëff, da kréie mer net nëmme d'CO<sub>2</sub>-Problematik an de Grëff, mä da kréie mer och nach eng besser Loft.

An da mussen net déi Veianer drënner leiden, dass an der Stad Lëtzebuerg ze vill Ozon an Ozonvireefer emettéiert ginn. Well dat ass jo och eppes, wat mer bei dëser Diskussioun virgefouert kréien: Bei der Ëmweltproblematik gëtt et keng Grenzen tëschent Lëtzebuerg an den Nopeschlänner an et gëtt och keng Grenzen tëschent der Stad Lëtzebuerg. An et ass jo e bësse geckeg, dass grad um Niklosbiereg zu Vianden herno am meeschten Ozon entsteet, net, well do am meeschten Autoe fueren, mä well einfach do d'Loft am rengsten ass an duerfir entsteet dee meeschten Ozon. - Fir ze weisen, dass mer alleguerten an engem Boot setzen.

Ech kann nëmme en Appel maachen, dass mer endlech dee Paradigmewissel an der Transportpolitik zu Lëtzebuerg fanen. Well soss fäerten ech, wäerte mer Schwierigkeeten hunn, déi Normen, déi eis duerch dëst Gesetz gesat ginn, an deenen nächste Joren ze erfüllen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Camille Gira. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. An d'Regierung kritt elo d'Wuert: den delegierten Nohaltekeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, fir d'Éischt wollt ech e Merci adresséieren an de Rapporteur, deen, wéi mer gewinnt sinn, dat exzellent gemaach huet. Ech wollt och der Kommissioun Merci soe mat hirem President, dass

probéiert ginn ass, och séier ze schaffen, well mer hei awer - et ass gesot ginn - spéit dru sinn, well mer schonn en Avis motivé complémentaire hunn, sou datt ech frou sinn, datt mer dee Projet haut um Ordre du jour hunn.

Dat Wesentlech ass gesot. Firwat déi Direktiv, déi mer hei ëmsetzen? Mir brauchen de Projet de loi, mir brauchen e Règlement, e Règlement grand-ducal. Zum Règlement grand-ducal wëll ech soen, datt en nach an der Prozedur ass. Mä den Avis complémentaire och vun deem ass do. Dee wäert dann nach an de Projet ageschafft ginn. An dann denken ech, datt mer d'Gesetz an de Règlement grand-ducal zesumme wäerte kënnen publizéieren.

E Wuert zum Inhalt kann ech mer och eigentlech scho bal spueren. Et ass däitlech gemaach ginn, datt mer an deem Fall hei engersäits eng Kaderdirektiv, awer och dräi Duechterdirektiven ëmsetze plus eng Décisioun an aus deem Ganzen eng eenzeg Direktiv maachen, mengen ech, wat e wichtige Punkt ass.

An da féiert awer och d'Direktiv nei Normen an. Dorop ass och schonn higewise ginn. Déi nei Feinstaubartikel - de PM<sub>2,5</sub> -, do ginn dann nei Limiten agefouert. Dat ass dat eent, wat d'Konzentratioun an der Loft ubelaangt. D'Direktiv schreift awer och däitlech Délaie vir, datt ass gesot ginn, ab deenen déi Grenzwäerter mussen agehale ginn. Et si Reduktiounsziler, déi festgeschriwwen ginn. An et ass och drop higewise ginn, datt laut Direktiv e Grenzwäert vu 25 µg Particulé pro mètre cube spëtstens ab 2015 muss agehale ginn. Ech soen dat, well ech herno nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen.

Ech ginn net an, datt och eng gewësse Flexibilitéit mat dëser Direktiv verbonnen ass respektiv Derogatiounen méiglech sinn. Dat huet den honorabele Rapporteur gemaach.

Dann nach vläicht ee Saz, datt de Gesetzesprojet och d'Gesetz fir d'Lutte géint d'Pollutioun ëmsetzt, d'Gesetz vun '79, wat ofgeännert gëtt, nei Definitiounen, déi mat der Direktiv ëmgesat ginn, iwwerholl ginn, an awer och de Wee, wéini datt ee Règlement grand-ducal dierf bestëmmen, wéi ee Wee ee geet, fir zum Beispill Grenzwäerter festzeleeën, fir Zilwäerter, Informationswäerter an esou weider, wat dann am neie Gesetz festgeschriwwen gëtt respektiv am Règlement grand-ducal.

Da wollt ech drop hiweisen, datt och am Artikel 2 vum Projet de loi - dat ass nämlech net onwesentlech - d'Konditionen an d'Modalitéten vun engem Plan d'action - ech soen herno och nach eppes dozou ganz konkret -, fir d'Loftqualitéit ze verbessern, festgesat ginn. Och hei mussen déi eenzel Mesurë vun deem Plan d'action dann an engem Règlement grand-ducal definitiv festgehale ginn.

Et ass erwähnt ginn: Op d'Ëmweltverwaltung wäerten eng ganz Rei nei Aarbechten, nei Aufgaben zoukommen. De Suivi muss gemaach ginn. Déi nei Aufgabe si virun allem, datt musse Modeller opgestallt ginn, fir an Zukunft ze wëssen: Wéi wäit kann ee goen, wann nei Entreprises an d'Land, an déi verschidde Regione kommen? Et mussen Aktiounspläng ageschafft ginn.

D'Bevölkerung dobaussen - an dat ass fir mech e ganz wesentleche Punkt -, d'Leit mussen kënnen informéiert ginn, och am Virus informéiert ginn, a mir hunn dat d'lescht Joer jo och scho praktizéiert. Dir wësst, datt een 48 Stonnen am Virus zum Beispill bei der Belaaschtung mat Ozon weess - d'Météo, déi kennt ee jo -, sou datt een am Virus ka soen, wéi d'Ozonwäerter beispillsweis sech entwéckelen.

Fir déi Aarbecht ze maache vun der Verwaltung, ginn och nei Leit gebraucht. Och dat brauch ech net extra ze ernimmen. Dat ass zwar wesentlech, mä et ass och scho gesot ginn.

Dann d'Situatioun zu Lëtzebuerg. Do kann ech mech och relativ kuerzfaassen, well mer am Virfeld, nämlech gescheit, dann och déi verschidde Diagramme verschéckt hunn, fir op d'Stickoxiden, d'NO<sub>x</sub>en, d'NO<sub>2</sub>en hinzewiesen, fir op de Problem vun de PM<sub>10</sub> hinzewiesen zu Lëtzebuerg an och op den Ozon. De Rapporteur



huet dat am Ufank gemaach, fir drop hin-zeweisen, wou d'Problemer ganz spezi-fesch zu Lëtzebuerg sinn.

Ech wëll awer do ee Moment bei de Stéckstoffdioxiden, bei den NO<sub>2</sub>e bleiwen, well mer jo do - et ass ugedeit ginn - en Aktiounsplang ausgeschafft hunn. Den Aktiounsplang ass elo fäerdeg. Deen ass fäerdeg. An no Approbatioun heiheem wäert deen och op Bréissel goen. Do hu mer ënner anerem och mat der Stad Lëtzebuerg eis kuerzgeschloss.

Et ass also dann och wesentlich, och hei gouf eng Modellisation gemaach, fir déi meeschte belasschend Punkten ze identi-fizéieren. An et ass, mengen ech, gesot ginn, datt et d'Achs Gare/Aldringer a selbstverständlech d'Place Dargent sinn, wou - bei deem éischten - 58% vun den Emissiounen vun de Bussen an 43% vun de Camionen kommen.

Elo ass jo och virdrun undeitungsweis gesot ginn: Wat kann een do maachen, fir deem ze begéinen? Dat ass ganz sécher net eng Léisung, mä et gëtt e ganz Konzept. Et gëtt méi Mosaiksteng als Léisung, fir deem ze begéinen.

Ech fänke vläicht bei der Stad Lëtzebuerg un, wou ech mer soe gelooss hunn, datt an dräi Joer 80 Bussen ugeschaf wäerte ginn, a wann déi Bussen ugeschaf sinn, kee Bus méi al ass wéi fénnef Joer. Do ginn also Efforté gemaach.

Dann denken ech awer och, datt den Tram erwähnt ginn ass. Dann d'Konzept vun de Gares périphériques. Alles dat gëtt ee Ganz. Dann denken ech och un d'Elektromobilität, déi erwähnt ginn ass, och well mer do eng lokal Emissiounsfreiheet hunn. Déi ass kloer, obwuel een dovunner ausgeet och, datt d'Elektroautoe solle mat gréngem Stroum fueren. Dann denken ech un de Carsharing.

Et sinn eng ganz Rei Mosaiksteng, déi mussen zesammekommen, fir wirksam an deem Fall vun den NO<sub>2</sub>en an der Stad aktiv ze ginn. Da kënnt dee ganzen öffentlichen Transport insgesamt, deen dann do och eng Roll wäert spillen.

Ee Saz nach dann och zum Ozon. Do ass et esou, datt virun allem de ländleche Raum natierlech leit. Et ass net Veianen spezifesch, well do steet eng Miessstation, mä et ass de ländleche Raum insgesamt, deen natierlech besonnesch de Summer ënnert dem Summersmog leit. An eben, wéi et och virdrutt resuméiert gouf, deen Export vun där Belaaschtung, déi net viru Grenze stallhält. An dat ass eng Erausforderung, mengen ech, fir eis alleguerten.

Ech wollt awer och nach op déi puer Froen äntwerten. Ënner anerem ass gefrot gi vum Eugène Berger no deene Mesuren. Ech mengen, där hunn ech der elo eng ganz Partie genannt. Et kann een awer och nach doriwver eraus goen, datt een och d'Primé fir d'Autoe seet. Den öffentlichen Transport hunn ech genannt. Mir wäerten och eng nei Reglementéierung kréie fir Mazout- an Holzheizungen. D'Ëmweltverwaltung ass amgaangen, dorunner ze schaffen.

Well och d'Holzheizung maache Misär. Mir si frou, wann d'Leit mat Holz hëtzen, well dat eng CO<sub>2</sub>-neutral Energie ass. An awer muss ee wëssen, datt, wann dat a klengen Anlage geschitt, wann dat och nach souguer vläicht a Chaudières ouni Lambda-Sonde a souguer mat Lambda-Sonde ass, wann déi net ënner Volllaascht lafen, ass dat net evident. An duerfir muss een och do kucken, fir eng Reglementéierung ze kréien, déi d'Strooss hält, ouni awer natierlech op där anerer Säit déi positiv Approche vun dem Holz als CO<sub>2</sub>-neutral Energie ze hypothéquieren.

Da wollt ech och soen, datt mer eng nei Wärmeschutzverordnung wäerte kréien. Et si jo eng ganz Partie Mesuren. Ech denken, datt de Premier muer am État de la nation eng Rei Saache wäert soen. Spéitstens och wann de Logementsminister säi Paquet «Logement» virstellt, do sinn eng ganz Partie Mesuren dran, fir net nëmmen a puncto Albusanierung, mä insgesamt, fir bei individuellen Aiden, bei kollektiven Aiden ëmmer och déi ekologesch Approche,...

**(Interruption)**

...mat méi Energieeffizienz, mat erneierbaren Energien...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Mä et ass net eleng d'Wonnermëttel, wollt ech soen. Mä et ass awer ganz wesentlich.

**(Interruptions)**

Dat ginn ech gären zou.

**(Interruptions)**

Jo, et ass jo net, wéi wann näischt geschitt wär virdrun. Dat wollt ech awer och nach eng Kéier hei däitlech maachen.

**(Interruption)**

Erlaabt mer, nach e leschte Saz ze soen zu de Feinstaubpartikelen, de PM<sub>2,5</sub> - well dat och eng vun de Froe war -, datt beispillsweis zënter 2001 zu Esch déi Partikelen elo scho gemooss ginn. Op de Stationne Bouneweg, Biekerech zënter 2009 an 2010. Och do eng Kéier: Déi lescht Wäerter vun de Stationne Biekerech a Bouneweg, do louche mer bei 16 bis 19 µg pro Kubikmeter. Déi leien also à première vue ënnert deem, wat 2015 verlaangt gëtt, notament 25 µg pro Kubikmeter. Zu Esch sinn d'Wäerter eppes méi héich, do leie se zwëschen 18 a 25, déi an deene leschte Momenter gemooss gi sinn.

An dann nach eng Fro, déi ech wollt beäntwerten, och vum Eugène Berger iwwert d'Reform vun der Ëmweltverwaltung. Do ass et esou, datt mer dat jo an der Regierungserklärung festgeschriwwen hunn. An deem éischten Entworf läit um Dësch. Sou datt, soubal wéi mer elo d'Déchetsgesetz op de Wee ginn hunn, mer och déi Reform vun der Verwaltung an Ugrëff wäerten huelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här delegierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wär d'Diskussion ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An als zweete Projet fir haut de Mëtteg ass dese Projet mat der Unanimitéit vun alle Stëmmen ugeholl, dat heescht, mat 47 Jo-Stëmmen.

*Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6211 est adopté à l'unanimité des 57 votants.*

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Marie-Josée Frank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. André Hoffmann.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet de loi fir haut de Mëtteg, de Projet de loi 6224, eng Direktiv...

► **Plusieurs voix.**- Zweetleschten!

**(Interruptions et hilarité)**

► **M. le Président.**- Zweetleschten. Et gëtt kee vergiess, Madame Dall'Agnol.

**(Interruption)**

Eng Direktiv iwwert d'organesch Verschmotzer. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An et huet sech bis elo ageschriwwen just den Här Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

### 11. 6224 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE

**Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, des Kéier gëtt et méi e klengen, méi e kuerze Rapport.

► **Une voix.**- Très bien!

**(Brouhaha)**

► **Une autre voix.**- Oh!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur.*- Well viles scho gesot ginn ass iwwert dat Thema haut de Mëtteg, iwwer e weidere Projet de loi, dee sech mat dem Ëmweltschutz, awer doriwver eraus mat der Gesondheet vun de Mënsche beschäftegt. Et gëtt des Kéier em de Feinstäbs oder sougenannte Polluants organiques persistants. Ech kierzen et einfach elo ëmmer erëm als POPen of.

Kuerz den Historique vun deem Projet de loi, fir drop hinzeweisen, och hei huet den delegierten Nohaltegkeetsminister de Projet de 26. November d'lescht Joer hei an der Chamber déposiert. An et goufen direkt d'Avise vun de Beruffschambere gefrot. Déi hunn dat och eragereecht gehat: d'Salariéen, de Commerce an och d'Agriculture. De Statsrot hat den éischten Avis erageschéckt den 1. Februar dëst Joer, an do hu mer déi Saachen an der Kommission diskutiert.

Et ass en Amendement lanciert ginn den 2. März. Den 22. März huet dann dëst Joer de Statsrot den Avis eraginn. E war d'accord. A mir konnten dat den 30. März alles ukucken. A well de Statsrot och keng weider Oppositione méi hat, hu mer an darselwechter Sitzung de Rapport souguer scho virgestallt, an en ass ugeholl ginn. Souguer eestëmmeg.

Well an deem Projet de loi nëmmen eng Rei vu Verbesserungen am Zesammenhang mat der Produktioun an dem reduzierte Verbrauch vun de POPE virgesinn ass, kann ech mech hei kuerzfaassen an op de schréftleche Rapport hiweisen.

De Projet de loi selwer setzt d'Ausfiere vum Reglement 850 aus dem Joer 2004 - dat ass also scho siwe Joer hier, dat ass den 29. Abrëll an deem Joer geschitt - iwwert d'POPen an d'Modifikatioun vun enger Direktiv aus dem Joer '79 an de Mëttelepunkt.

Mä wat sinn iwwerhaupt dann déi POPen? Et handelt sech heibäi em chemesch Substanzen, déi bestänneg an der Ëmwelt bleiwen a sech a liewegen Organismen usammelen an et do zum Onwiese komme loossen. Sou riskéiere si der mënschlecher Gesondheet an der Ëmwelt - mir soen der Biodiversitéit - béis ze schueden.

Ënner anerem sinn dat den DDT, deen als Pestizid gebraucht ginn ass, an Dioxinen a Furanen, déi zum Beispill bei enger schlechter Verbrennung vun dem Hausof-fall entstoe kënnen.

Dierf ech drop hiweisen, mir hunn zwar keen DDT méi zougelooss, mä wann een Etüde liest, da stellt ee fest, dass an den europäesche Stoffen iwwerall DDT erëm opkënn. Wéi sou kënnt dat hier? Ma well

ganz einfach mir Blumen importéieren aus Länner wéi Kolumbien, Guatemala, an do gëtt quasiment iwwert de Käpp vun de Leit DDT versprézt. Dat brénge mir an d'Land eran a mir hunn doheem den DDT erëm eng Kéier an de Stoffen. Mir verbidden en zwar, mä anererwärts gëtt en ugewannt. Also, och do muss mer probéieren, aus Europa eraus op d'Welt eraus ze kucken.

D'Dioxinen a Furanen kënnen virkommen...

► **M. Jean Huss** (*déi gréng*).- Et kënnt nach en anere Problem derbäi: importéiert Teppicher. Déi kënnen och nach mat DDT traitéiert sinn.

**(Interruptions et hilarité)**

► **M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Fänkt emol heibannen un!

► **Une voix.**- Fänkt emol heibannen un!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur.*- Also, hei dierf een näischt lancéieren, da kënnt eng Ribambelle vun Informatiounen direkt.

► **M. Jean Huss** (*déi gréng*).- Et ass eng grouss Participatioun.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Provoziert den Här Huss net!

► **M. Jean Huss** (*déi gréng*).- Sidd dach frou iwwert déi grouss Participatioun.

**(Brouhaha général)**

► **M. le Président.**- Sou, elo lauschtere mer dem Här Marcel Oberweis no.

► **M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Kommt, mir kéiere fir d'Éischt virun eiser Dier.

► **Une voix.**- Provoziert net den Här Huss, dat kann lech nach eng Kéier leed doen!

**(Hilarité)**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur.*- Komme mer dann zum Thema zréck.

Als schlëmm erweist sech d'Tatsaach, dass des POPen duerch Luftbewegung wäit vun hire Quellen transportéiert ginn an iwwer wäit Fläche fortgefieert kënnen. Dobäi - well se keng Grenze kennen - kënnen POPen a Regiounen fonnt ginn, wou se weder produziéiert ginn nach gebraucht kënnen ginn. Dat heescht, mir kënnen Mënsche belasschen, déi ni an hirem Liewe mat POPen eppes um Hutt haten, an aus dem Grond stelle si eng grouss Gefor fir de Mënsch a seng Ëmwelt duer.

Déi international Communautéit huet scho méi wéi een Appel lanciert, fir dass déi néideg Mesur geholl ginn, fir engersäits d'Produktioun an anerersäits de Gebrauch vun de POPen an déi doraus resultéierend Offäll a Geforen anzeschränke respektiv souguer ganz ze stoppen. Ech rappéliieren hei just nëmmen zwee Traitéen, dat ass de Protokoll vun Aarhus an d'Konventioun vu Stockholm.

► **Une voix.**- Vum alen Huss!

**(Hilarité)**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur.*- Do ass ganz kloer...

**(Hilarité)**

Et ass ëmmer schlecht, wann een hei muss referéieren, wann do gestéiert gëtt. Dat ass net gutt.

► **M. le Président.**- Här Oberweis, loosst lech net aus der Rou bréngen!

**(Interruption)**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur.*- A mengem Alter ass dat bal net méi méiglech!

**(Hilarité et interruptions)**

Wann ech elo vu POPE schwätzen, gëtt et ganz aneschtens hei.

Also, ech hunn hei gesot gehat, mir hunn Traitéen, déi dorop hiweisen, dass mer eis sollen dermat beschäftegen, dass mer déi geféierlech chemesch Substanzen aus dem Marché sollen erauskréien. Do wëllt Europa, d'Unioun e Virreider ginn.

Da wëll ech zum Schluss komme vu menger Ried hei. Mat dem kënne mir -



wat ech gesot hunn - déi néideg Mesuren ergräifen, fir d'Produktioun, d'Veermaarung an d'Benotzung vun dese Substanzen ze eliminéieren. Dobäi geet dëst Règlement méi wäit wéi verschidden international Accorden. Well mer jo an Europa selwer sinn, kënnen mer jo och vläicht e bësse méi streng virgoen. Et gétt och kloer verlaangt, dass souwuel d'Produktioun wéi och de Gebrauch vun de POPe mussen agestallt ginn.

Ech wëll elo just hei hiweisen op e klengen Aspect, wéi ech déi Ried hei geschriwwen hunn. An den 80er Joren hu mer festgestallt, dass mer Hautkriibs géife kréien. Dunn ass sech gefrot ginn, wéi sou dass da grad déi mat der wäisser Hautfaarf - dat si mir - méi ënnert deem Kriibs leide wéi déi mat der donkler Hautfaarf. Dunn ass festgestallt ginn, dass dat eben duerch d'Ozonschichtverdënnung géif kommen.

Wat ass du lancéiert ginn? Well mer Angscht virum Kriibs haten, hu mer ganz séier d'Montréal Konferenz ageruff a mir hunn am Joer '87 deemools verbueden, dass FCKWen agesat sollte ginn. Et misst een also och elo drop hindeiten a soen, wat deemools gelongen ass bei Montréal, fir d'FCKWen anzeschränken an anzedämmen, misst och passéieren hei mat de POPen.

An hei kann ee bal nëmme rappeléieren an hiweisen, dass mat REACH hautdësdays, mat där Agence, déi mer zu Helsinki hunn, vläicht dann elo déi néideg Schrëtt kommen, dass mer an der Europäescher Unioun probéieren, iwwerall, wou et méiglech ass, d'Produktioun an de Gebrauch vun de POPen anzestellen.

► **Une voix.**- Et riskéiert awer, nach 20, 30 Joer ze daueren, bis et esou wäit ass!

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.**- Ech mengen, dass Dir aus diesen Ausféierungen héiert, dass mir hei e wichtege Projet hunn, dee sech ganz speziell mat der Gesondheet ofgëtt an och mat der Biodiversitéitsprotektioun.

An erëm eng Kéier soen ech, ech géif lech bieden, dese Projet de loi unzehuelen. Den Accord vun der CSV bréngen ech hei mat eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Marcel Oberweis. Als eenzege Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen, deen och elo d'Wuert krit. Här Berger, wann ech gelift.

#### Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur och Merci soe fir säi kuerze mä ganz ausféierleche Bericht. Mir leien och déi POPe ganz besonnesch um Häerz, och menger Fraktioun. Ech hat ënner anerem d'Eier, déi Konventioun vu Stockholm fir Lëtzebuerg ze ënnerschréien, an dofir sinn ech och interesséiert drun, wéi de Suivi dann duerno geschitt ass.

Ech wëllt eigentlech nëmme eng kuerz Fro stellen un den delegéierte Minister. Dat ass dat, wéi de Moment d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass mat de POPen. Si mir eigentlech hei zu Lëtzebuerg POPe-fräi oder gétt et hei och nach Plazen, oder respektiv Problemer an deem Beräich?

Merci.

#### (Interruptions)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Eugène Berger. Et kritt direkt d'Wuert den delegéierten Nohaltegkeetsminister, fir Stellung ze huelen an dem Här Berger op seng Fro ze äntwerten.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Jo, Här President. Merci dem Rapporteur och vu menger Säit. Just vläicht, fir kuerz e Wuert ze soen zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dass ganz vill Positives geschitt ass doduerch, dass beispillsweis iergendwann d'Sinteranlage stëllgeluecht ginn, dass an der Stolindustrie respektiv bei den Héichiewen, déi do duerch Elektrohéichiewen ersat gi sinn, ganz vill passéiert ass duerch Ofgasbehandlungsanlagen.

Bei der Müllverbrennung beispillsweis: Elo huet d'SIDOR e modernen Uewe mat och enger exzellenter, performanter Ofgasbehandlung, sou dass mer kënnen soen, wa mer beispillsweis d'Dioxinen an d'Furane kucken, dass mer, wa mer d'Joren 1992, 1994 vis-à-vis vun 2007, 2008 vergläichen, dann hu mer eng Reduzéierung ëm de Faktor 4, wat also, wéi gesot, déi dote Belaaschtung, wat ee Bestanddeel ass vun de POPen, ubelaangt.

Dann, fir vläicht nach eng oder zwou Zuelen ze soen: Am Kader vun de POPen hu mer och de Problem bei der Verbrennung vun Holz a Mazout, wat ech virdru scho kuerz gesot hunn, wou mer mussen aktiv ginn. Ech hu gesot, dass mer un enger Règlementéierung schaffen. Mä besonnesch bei der Verbrennung vun Holz ginn och PAKe fräi, also polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoff, an do kënn - fir lech de Verglach ze maachen - zu Lëtzebuerg déi gréisst Belaaschtung vun den Heizungsanlagen, also Mazout, Holz an eventuell anerer, 66% ëmmerhin, während bei de Stolwierker, Elektrostolwierker nëmme 11% kommen. Dat ass anescht bei den Dioxinen a Furanen, wou dee gréissten Deel, 53%, vun den Elektrostolwierker kënn, an de Verkéier nëmme 6% beispillsweis ausmécht.

Gutt, dat gesot, wollt ech Merci soen, och der Kommissioun nach eemol, an ech hoffen, dass dee Projet eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber fënn.

► **M. le Président.**- Sou, Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Mäin Apparat ass net..., do ass ee Problem!

► **M. le Président.**- Mir notéieren den Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, wann Der wëllt esou léif sinn, Merci.

► **M. le Président.**- De Vote ass ofgeschloss.

A fir d'Drëtt haut de Mëtteg hu mer ee Projet, den 6224, dee mat der Unanimitéit vun alle Votanten ugeholl ginn ass, nämlech mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6224 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Marie-Josée Frank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo effektiv zum leschte Punkt vun eiseem Ordre du jour, nämlech de Projet de loi 6235, eng Konventioun mat Moldawien iwwert d'Sécurité sociale. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just agedroen den Här Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

#### 12. 6235 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Moldavie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 14 juin 2010

##### Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Wéi vill Zäit hunn ech dann, et ass jo nach fréi am Owend?

► **M. le Président.**- Dir hutt zéng Minutten, Madame Dall'Agnol.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Ech hunn de Kollege versprach, mech kuerz zefaassen.

► **Une voix.**- Elo sinn et der nach néng.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen also elo, wéi de President et ugekënnegt huet, zum Projet de convention an der Matière vun der Sécurité sociale mat der Republik Moldawien.

Dese Projet, dee gouf vun eiseem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, den 23. Dezember d'lescht Joer déposéiert. De Statsrot, deen huet säin Avis den 22. März dëst Joer ginn. An der Réunioun vum 10. Februar huet d'Gesondheits- a Sécurité-sociale-Kommissioun mech als Rapportrice vum Projet bestëmmt. Mir hunn den Avis vum Statsrot an der Réunioun vum 24. März gekuckt an dunn an eiser Sitzung vum 31. März de Rapport zum Projet de loi unanime ugeholl.

Wat ass elo awer den Objet vun deem Projet de loi, deen, wéi gesot, eng Konventioun ass an der Matière vun der Sécurité sociale, déi Lëtzebuerg mat der Republik Moldawien ofschléisst? Ma des Konventioun, déi garantéiert all d'Rechter an der Matière vun der sozialer Sécherheet fir all Persounen, déi souwuel successiv wéi alternativ engem oder deem anere Regime vun deenen zwee Staten ënnerleien.

E suivéiert am Generellen eigentlech déi Konventiounen, déi mer ëmmer maachen, bilateral Konventiounen, déi ofgeschloss ginn tëschen Lëtzebuerg an deenen eenzelne Staten also. D'Applikatiounen dovun ginn op déi eenzel Beräicher vun der Sécurité sociale an. Et sinn dat d'Assurance pension de vieillesse, d'invalidité et de survie. D'Prestations familiales, déi si koordinéiert op Base vum Critère de résidence. Ausgeschloss dovun ass de Volet vun der Assistance sociale, awer och d'Prestatiounen vun de Victimes de guerre. Betreff dovun sinn all Leit mat kenger Distinction vun hirer Nationalitéit, a si begräift sech op d'Persounen selwer souwéi och op hir Familjen an hir Survivanten.

E puer weider Infoen zur Konventioun sinn déi, dass d'Gens de mer, d'Séileit also, där Législatioun ënnerleien, wou se wunnen. Des Optioun hate mer och schonns an der Konventioun geholl, déi mer mat Indien respektiv och mat Argentinien ofgeschloss hunn.

D'Fonctionnairen an assimiléiert Personal sinn där Législatioun ënnerworfen, mat där se e Kontrakt hunn, dat heescht, aus deem Land, wou hir Administratioun hierkënn, déi se beschäftegt.

Wat elo den Détachement ubelaangt, sou gesäit d'Konventioun an hirem Artikel 9 vir, dass während zweielef Méint den Travailleur där Législatioun ënnerläit, wou en normalerweise drënnerfält, an dass des Period nach eemol maximal zweielef Méint kéint verlängert ginn, wann en Accord do ass tëschen deenen zwee betraffene Länner.

Eng aner Derogatioun, déi betrëfft d'Salarié vum Transportgesellschaften, déi bleiwen och där Législatioun ënnerworfen, wou d'Gesellschaft hire Siège huet.

Nach e puer Infoen zu deem Land, mat deem mer des Konventioun ofschléissen: Moldawien huet laut der leschter offizieller Volkszählung vun 2008 ronn 3,3 Milliounen Äwunner. Et war bis zu senger Onofhängegkeet de 27. August 1991 Deel vun der Sowjetunioun, an Haaptstad war deemools an ass och nach haut Chisinau.

D'Amtssprooch ass Rumänesch, och wa Russesch an Ukrainesch natierlech wäit verbreet bleiwen, well ëmmerhin hunn nach ëmmer bal 27% vun der Bevëlkerung och nach haut russesch oder ukrainesch Originen.

Zënter der Onofhängegkeet, also zënter Mët 1991, sinn och verstärkt Moldawier an Europa ausgewandert, deemno also och op Lëtzebuerg. Dir gesitt also, dass des Konventioun sénnvoll ass, an dofir zrëck zum Projet de loi, wou de Statsrot säin Avis ginn huet, an zwar unanime. En hat also keng Objektionen oder Remarquen zu deemem Projet de loi ze maachen.

D'Konventioun (veuillez lire: Kommissioun) huet dann dunn deen Avis gekuckt, huet och iwwert de schrëftleche Rapport diskutéiert an diesen unanime akzeptéiert, an ech géif dann och d'Plénière bieden, dese Projet de loi ze stëmmen. D'LSAP gétt op alle Fall hir Zoustëmmung zu deemem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, oder fir et an der Sprooch vu Moldawien ze soen: Vă mulțumesc pentru atenție!

► **M. le Président.**- Merci der Rapportrice, der Madame Dall'Agnol, déi esou komplett war, dass kee méi nach muss dozou schwätzen. Och d'Regierung wëllt näischt méi dozou soen, sou dass d'Diskussioun ofgeschloss ass a mir zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

A fir d'Veiert de Mëtteg gétt hei e Projet de loi, de Projet de loi 6235, à l'unanimité ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Marie-Josée Frank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber Dispense vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

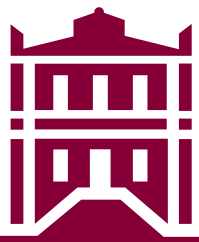
Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer erëm um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.27 heures)





Présidence: M. Laurent Mosar, Président

## Sommaire

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

### Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Welt richtig ze verstoen, do muss ee se richtig kucken. A fir se richtig ze gesinn, do muss ee se méi laang kucken. Et dærf een net bei den éischten Impressiounen stoe bleiwen, well déi sinn dacks falsch, op d'mannst awer onkomplett, virleefeg si se, provisoersch, net ganz fäerdeg bleiwe se. Dat ass wouer fir déi grouss Welt dobaussen, dat ass och wouer fir eis méi kleng Lëtzebuerger Welt.

Wann een dës Welt, eis kleng Lëtzebuerger Welt vu bausse kuckt, besonnesch, wann ee se mat den Ae vun deenen anere kuckt, da schéngt bal alles an der Rei ze sinn. Mä wa mer eis selwer awer méi no op de Pelz réckelen, wa mer hannert déi schéi Fassad kucken, déi mer esou gären no bausse weisen, da gesi mer, dass hanner eisen Aussemueren esou muenches eben net an der Rei ass. Da gesi mer, dass mer net perfekt sinn. Da gesi mer, dass mer Problemer hunn, iwwert déi mer zwar heiansdo schwätzen, déi mer awer net - jiddefalls net alleguer - mat deem néidegen Nodrock a mat där gebuedener Ausdauer thematiséieren.

Ech nennen lech emol - ouni se wëllen ze hierarchiséieren - e puer esou Problemer, déi eis missten ënnert de Fangerneel brennen.

Deene meeschte Kanner zum Beispill hei zu Lëtzebuerg, deene geet et gutt. Hir Elteren, hir Famill, hiren Entourage bekëmmere sech ëm si, si maachen dat mat vill Léift, mat vill Engagement. Mä dat ass awer net déi ganz Realitéit. Et gëtt och Kanner, déi Defizienzen hunn, Schwierigkeiten an Désavantagé presentéieren, déi net vun de Familljen - déi och nach dacks décomposéiert Famillje sinn - an och net vun eisem Schoulsystem kënnen opgefaang a vun dësen ausgeglach ginn.

Dës objektiv benodeelegt Kanner scheiterten an der Schoul, déi se ouni Qualifikatioun verloossen, an hiren Décrochage an der Schoul féiert um direkte Wee an de Verloscht vun essenzielle Lieweschancen. Dës Kanner, dës ofgehaange Kanner, kréien de Peloton vun hirer respektiver Generatioun ni méi erëm, net, wa se kleng sinn, an och net, wa se méi grouss sinn.

Et geet net duer, dës Kanner eréischt am Moment vun hirem offensichtlechen Décrochage en charge ze huelen a se ze begleeden, dann ass et schon dacks ze spët. D'Problemer vun dëse Kanner mussen fréi, bei Schoulentrëtt, scho viru Schoulentrëtt erkannt ginn, fir dass se deen néidegen Appui an dee richtege Suivi kënnen kréien.

Well d'Fréierkennung vu strukturelle Schwächen esou wichtig ass, mussen mer och verstärkt an déi Fréierkennung investéieren. Duerfir mussen mer déi multiprofessionell Équipes, déi an den Arrondis-

sementer vun der Grondschoul aktiv sinn, renforcéieren. Fir déi zwanzeg Schoularrondissementer brauche mer - d'Besoiné weisen dat - 140 Spezialisten, Enseignanten, Psychologen, Logopäden, Orthophonisten, Psychomotoriker an anerer. Mir brächten der 140, mir hunn der awer aktuell nëmme 46.

Et gëtt, Här President, Kanner, fir déi och déi multiprofessionell Équipes, déi mer um Terrain hunn - a mer hätten der jo gäre méi -, keng Äntwert parat hunn, well si aussergewéinlech schlëmm Verhalensstéierungen opweisen, Verhalensstéierungen, déi international an d'Kategorie vun de sougenannten „B-Schwierigkeiten“ erafalen. Dës Kanner sinn aggressiv, dacks gewalttätig, übe Gewalt géint anerer, géint sech selwer a géint Saachen aus, sou dass si net an den normale Schoulbetrieb kënnen integréiert ginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg awer keng Spezialschoul fir si a mussen se dowéinst auslännesche Strukturen uvertrauen. Do bleiwe se dann tëscht zwee Méint an dräi Joer an hunn dann esou vill Retarden op hir Kolleegen heiheim - besonnesch a puncto Sproochen - opgebaut, dass hir Reintegratioun an eis Schoul extern schwéier, wann net souguer ganz onméiglech gëtt. All Joer kommen circa 25 esou Kanner bäi. Mir schätzen hir Zuel de Moment op 350 Kanner tëscht véier a 16 Joer.

Mir brauchen also eng adequat Spezialschoul zu Lëtzebuerg, déi mer grosso modo nom Vorbild vun de rheinland-pfälzische Sonderschulen ausriichte wëllen. Mir müssen allerdingen wëssen, dass esou eng Spezialschoul ee professionelle Begleeder op zwee Kanner verlaangt. Mä mir kënnen a mir dærfen net virufueren, dës Kanner an d'Ausland ze schécken, well dat ass fir si, dat ass fir eis keng schlëssig Lösung.

Mir wëssen och, dass d'Zuel vun deenen Elteren zouhëlt, déi erkennbar net à même sinn, hir Kanner ze erzéien a si op d'Liewe virzubereeden. Iergendwou hunn dës Kanner - och, wann dat wahrscheinlech ze vill brutal formuléiert ass - keng richtig Elteren. Si pendele vun enger Institutioun an déi aner, si gi vum Geriicht placéiert, ginn op iergendeng Fassong objektiv negligéiert a sech leschten Enns dacks selwer iwwerlooss, trotz dem groussen Asaz vun deenen, déi se begleeden.

Och hei gëllt et, vum fréistméiglechen Alter un Hëllefstellungen unzebidden, éducativ Assistenz fir d'Eltere sécherstellen, och a grad ënner ambulatoier Form. Éducativ Assistenz heescht, dass d'Kanner an der Famill bleiwe kënnen, mä d'Famill gëtt net mat de Kanner eleng an d'Kanner net mat der Famill eleng gelooss.

Anere Problem: Jonker lafe vun doheim fort, Jonker ginn heiansdo och forcéiert vun hirer Famill, d'Famill ze verloossen, a mir wëssen net richtig, wouhinner se eigentlech lafen. Si geroden dacks op d'falsch Bunn, liewen an oder direkt nieft der Delinquenz, kommen eleng einfach net méi op d'Been. Fir si mussen mer Strukturen opriichten, wou se kuerzfristeg a fir kuerz Zäit kënnen ënnerkommen. Fir si brauche mer Strukturen an ergo och Leit - stationär Streetworkeren zum Beispill, déi fir si do sinn. Mir dærfen dës Jonk sech net selwer iwwerloossen, well si ginn eleng mat sech selwer net eens.

Wuel ass d'Zuel vun deene Jonken, déi all Joer d'Schoul ouni Ofschloss verloossen, bekannt - 2009 waren et der 481, Gott sei Dank manner wéi an de Jore virdrun -, mä mir kennen net déi absolut Zuel vun Décrocheuren, mir kennen net de cumuléierte Stock vu jonke Leit, déi keen Ofschloss hunn, net op der ADEM ageschriwwen sinn a keng Aarbecht hunn. Mir wësse just, dass et se gëtt, mir wëssen net genau, wéi vill dass dat der sinn, a mer wëssen och net, wou se sinn. Mir wëssten et awer gär, soss gi mer et enges Dags gewuer.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Fir et ze wëssen, fir méi genau ze wëssen, wou déi sinn, déi néierens sinn a sech iergendwéi duerchschoen, a fir eng richtig Politik vum soziale Rattrapage ze entwerfen, brauche mer dréngend méi Personal.

D'lescht Joer sinn och 36 Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp haten, an der Strooss, niewent der Strooss, dobaussen an eleng gestuerwen. 36 Leit! Mir brauchen eng national Strategie géint d'Obdachlosegkeet, variéiert Wunnofferen, déi typgerecht sinn. D'Sans-abrisen, d'Leit vun der Strooss fannen och aus diverse Grënn keng Plaz an de gängegen Alters- a Fleegestrukturen. Mir müssen esou eng Plaz fir si schafen. Och Mënschen, déi anescht si wéi déi Meesch, hu Rechter - Mënscherechter nämlech.

Här President, ech hunn lech elo e puer Problemflächen opgezeechent, déi no méi Initiativen, neien Aktiounen, dem konsequenten Ausbau vun deem Bestehende ruffen. Ech kéint dës Opzielung weiderféieren, vun der Selbstmordprevention schwätzen, well d'Zuel vun deene Leit, déi hirem Liewen en Enn setzen, fräiwëlleg en Enn setzen, zu Lëtzebuerg ganz héich ass. Ech kéint lech schwätze vum Kampf géint de Jugendalkoholismus, dee besuergniserregend zouhëlt, well vill jonk Leit amgang sinn, sech selwer ze zerstéieren. Ech kéint lech vun der Verstärkung vum Asaz géint d'Mësshandlung vu Puppelcher a vu Kanner schwätzen, vum Émgank respektiv vun eisem kollektiven Netëmgank mat seltene Krankheeten.

Mä ech wëll hei ophalen, just fir lech ze soen, dass mer fir déi puer Aufgaben, déi ech uviséiert hunn an déi ech bis elo genannt hunn, ronn 350 Leit supplementaart Personal müssen astellen. Ech hu mer déi Besoinen am millimetergenauen Detail ugekuckt: Mir brauchen 350 supplementar Mataarbechter, fir eng kleng Chance ze hunn, déi genannte Problemer an de Grëff ze kréien.

Mä domat ass et net genuch. Ech kéint meng Opzielung - an engem total anere Kontext - viruféieren, andeem ech lech géif soen, dass mer an alle Lycéeën d'Ganzdagsschoul op d'mannst op den ënneschte Klasse müssen aféieren an dass mer, fir dat kënnen ze maachen, ronn 200 Educateurs gradués an Educateure müssen astellen. A vill Grënn plädéiere jo och derfir, dass mer dat maachen. Ech kéint viruféieren, andeem ech lech géif soen, dass mer honnerten Aarbechtsplazen an de Behënnertenateliere brauchen an deementsprechend och méi Personal. Méi Personal brauche mer och a selbstverständlech fir d'Ausländerintegratioun, Ausländerintegratioun, déi trotz allen Efforten ze wënschen iwwreg léisst.

Bref! Bref: D'Behiewen oder d'Erliichtere vun all deene genannte Problemer kascht Geld, vill Geld. Mir müssen dat Geld an d'Hand huelen, fir deene Mënschen eng Chance ze ginn, déi duerch staatlecht Netmaachen oder Net-genuch-Maache Gefor lafen, vum Liewen iwwerrannt ze ginn.

Ech soen haut an hei: Kommt, mir léisen déi Problemer elo, elo an an den nächste Joren! A kommt, mir léise se zesammen! Kommt, mir maachen d'Eliminatioun vun dëse Schwaachstellen zu eiser Saach, zur politescher Prioritéit, déi méi wichtig ass

wéi dat verlëifte Stuerken op eis Droits acquis, méi wichtig ass wéi déi pausenlos Bedéngung vun Erwaardungen, déi maBlos iwwerzu sinn! A wa mer d'politesch Prioritéiten no dësen Noutwendegkeeten ausrichten, a wa mer déi Mënschen, déi mer dofir brauchen, dofir bereetstellen, da mussen mer eben op anere Plaze méi spueren, fir dass eis Sozialrechnung opgeet. Wa mer näischt maachen, versalze mer eis eis Sozialrechnung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn, wéi gesot, heiheim grave Problemer, déi wéineg Leit touchéieren, déi mer awer mussen léisen, well hir Netbehandlung schlëmm Konsequenze fir déi Betreffen a fir d'Gesellschaft insgesamt hätt.

Mä mir hunn eis och Erausforderungen ze stellen, déi vun dobaussen op eis zoukommen. Ech schwätze vun de Flüchtlingen, deenen hir Zuel am leschte Joer a besonnesch an deene leschte Méint bestänneg zougeholl huet. 2007 hu 426 Leit internationale Schutz zu Lëtzebuerg gesicht, 2003 (veuillez lire 2008) waren et der 463, 2009 waren et der 505. Hir Zuel ass 2010 op 786 ugewuess an huet sech an deenen éischten dräi Méint vun dësem Joer op 487 belaf, op méi also wéi am ganze Joer 2008. Et kann net ausgeschloss ginn, dass an den nächste Méint 50 bis 60 nei Asylanträg d'Woch gestallt ginn.

Vun deene 487 Leit, déi bis Enn Mäerz vun dësem Joer komm sinn, stamen der 313 aus Serbien. Si verlooosse Serbien, well d'wirtschaftlech Situatioun do desastré ass an d'Aarmut héich. Si kënnen Serbien méi llicht verloossen, zanter dass et keng Visaflicht méi tëscht Serbien an der Europäescher Unioun gëtt. An den Undeel vu Roma-Ugehéieregen un de serbesche Flüchtlinge bedréit 75%.

Mir sinn der Meinung an hunn dat och esou decidéiert - wéi aner Länner och -, dass Serbien e sécher Land ass. Et ass e Land, dat mëttel- a langfristeg eng europäesch Perspektiv huet. Den aktuelle Flüchtlingsstrom aus Serbien no Westeuropa an domat och no Lëtzebuerg - et deet mer leed, dass ech dat an esou scharfe Wieder muss soen -, dee Strom, dee muss un d'Stoe kommen.

Fir d'Regierung gëllen no wéi vir dräi Prinzipien: Fir e Mensch, deen a sengem Land verfollegt gëtt, ass zu Lëtzebuerg ëmmer eng Plaz. Fir Mënschen, déi aus anere Grënn op Lëtzebuerg kommen, ass heiansdo jee no den Emstänn och eng Plaz. A fir Mënschen, déi aus engem séchere Land kommen, ass a priori keng Plaz.

Sou huet logescherweis an de leschte Méint kee serbesche Statsbürgerer Asyl kritt, an et ass dervun ausgezoen, dass och an deenen nächste Méint keen es kritt. Et ass an de serbesche Mënschen hirem Intérêt, eist Land innerhalb vun dräi Méint no hirer Arees ze verloossen. Si kréien 250 Euro pro Erwuessenen an 100 Euro pro Kand mat op d'Rees zréck, déi se mat Gratisbusse kënnen untrieden. Déi Leit, déi hiren Asylantrag no méi wéi dräi Méint, um Enn vun der Asylprozedur, ofgelehnt kréien, déi müssen d'Land ouni Hëllefstellung verloossen.

Séier Décisionen iwwert d'Asylanträg, déi sinn essenziell. Duerfir müssen déi sougenannten accélériert Asylprozedure méi séier ginn, besonnesch, wann den Antragsteller aus engem séchere Land kennt. D'Applikatioun vun der accélérierter Asylprozedur, esou wéi se d'Gesetz vum 5. Mee 2006 a sengem Artikel 20 virgesäit, läit wéinst jurisprudentiellen Intermezzozen zënter Februar 2010 op Äis. D'Regierung huet de leschte Freideg e Gesetzesprojet op den Instanzewee geschéckt, deen d'Redemarréiere vun der accélérierter Prozedur sécherstellt. Ech bieden d'Chamber



ëm d'séier Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet.

Bleift, dass d'Ënnerbréngung vun de Flüchtlingen eng komplizéiert Affär ass, déi à la fois Émsicht, Fangerspëtzegefill, mä awer och Resolutheet verlaangt.

Dat ass fir d'Éischt emol wouer beim Accueil vun de Flüchtlingen. D'Empfankservicer an d'Logementsservicer plus d'Servicer, déi d'Asyldemanden instruéieren, mussen kuerzfristeg personalméisseg verstärkt ginn. Dat ass amgaang ze geschéien.

Dat gëllt zweetens fir deen eigentlechen Hébergement. Mir brauchen dréngend nei Ënnerkonftsméiglechkeeten, déi a fairer Laaschtenopdeeling iwwert d'ganz Land verdeelt mussen ginn. Keng Gemeng däerf op Dauer iwwerfuert ginn, keng Gemeng däerf sech där gebuedener interkommunaler an nationaler Solidaritéit entzéien. Duerfir gëtt jo des Woch - ech mengen, dat ass haut geschitt - mam Syvicol geschwat. Mëttelfristeg mussen mer op e puer Plazen am Land nei grouss modulabel Halen- a Containerinfrastrukturen opriichten, fir genuch Flüchtlingen ënnerdaach kënnen ze huele fir de Fall, dass mer mat regelrechte Flüchtlingwellen - wéi dat déi lescht Wochen de Fall war - géife konfrontéiert ginn. Dës Infrastrukture sinn natierlech esou ze konzipéieren, dass se fir aner Zwecker kënnen genotzt ginn, wann de Flüchtlingandrang net esou grouss ass.

Dat gesot, muss een nach eppes soen: De Romaen a Serbien an op anere Plazen an Europa, deene geet et net gudd. Dat ofzestriede mécht absolut kee Sënn. Duerfir hätt ech gär, dass déi Romaen, déi zu Lëtzebuerg sinn, mat Respekt a mat Gefill behandelt ginn. Et sinn onglécklech Mënschen. Mä Lëtzebuerg ass net déi Plaz op der Welt, wou all hir Problemer kënnen geléist ginn. Duerfir fueren d'Familljeministesch an den Integrationsminister a Serbien, fir op der Plaz, a Serbien selwer, Méiglechkeeten ze präwien, wéi mer der Roma-Communautéit kënnen zu engem bessere Liewe bei hir doheem verhëlfen.

D'Politik ass kloer: Mir bidden de Romaen Hëllef a Serbien un, mir maachen dat an ZUMmenaarbecht mat de Lëtzebuurger ONGen. D'Schicksal vun de Romaen ass eis net egal, mä statt op Hëllef hei, setze mer op Hëllef do.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu Problemer heiheem, déi mer no an no léise mussen. Mir hunn Erausforderungen, déi vu bauen op eis zoukommen an déi heiheem Konsequenze produzéieren, déi mer mussen an de Grëff kréien. Mir hunn awer och Problemer, déi sech weltwäit an domat och heiheem stellen, op där hir global Bewältigung mer awer nëmmen e marginalen, nationalen Afloss hunn. Ouni Zweifel ass d'Atomenergie esou e Problem.

Den Zwëscheffall zu Fukushima - esou gëtt dee Virfall, déi Katastroph jo verharmlosend genannt -, déi Katastroph vu Fukushima huet der Debatt ronderëm d'Nuklearenergie erëm een neien Opdriff ginn. Mir wossten ëmmer schon, mir hei, dass d'Nuklearenergie net risikofrät wier. Elo kann een am Hightech-Land Japan de sougenannte Reschtrisiko moossen, moossen am richtege Sënn vum Wuert. De Reschtrisiko ass ee Risiko ze vill. Duerfir mussen mer aus der Atomenergie erausklammen. Eng aner Optioun gëtt et net méi.

Jo, d'Atomenergie ass eng Bréckentechnologie. Et ka keen hauruckaartegt Erausklammen aus dem Nuklear ginn. Mä déi Bréck an déi nuklearfrät Zukunft däerf net ze laang sinn! All Ingenieur seet lech, wann Der eng Bréck ze laang baut, da brécht se. Soulaang wéi d'Mënschen op där Bréck ënnerwee sinn, soulaang hu si en existenziell Recht drop, dass d'Atomlagen ee Sécherheitsdeckel verpasst kréien, deen den Endrisiko no bei null bréngt.

All europäesch Atomkraftwierker ginn elo engem Stresstest ënnerworfen. Engem Stresstest, deen nëmmen da konkluant ass, wann en no Modalitéiten a Regele

stattfënn, déi iwwerall déiselwecht sinn, a wann en zu verbindlechen, europawäit gültige Sécherheitsstandarde féiert.

Am Energieberäich, iwwregens, gëtt et net Europa genuch. Et gëtt net Europa genuch, well d'EU-Vertrag ausdrécklech virgesinn, dass den nationalen Energiemix an déi exklusiv Zoustännegkeet vun de Memberstate fällt. D'Energiesouveränisten hu sech mat Erfolleg dem Versuch an de Wee gestallt, des Matière ze communautariséieren. Op deem Punkt gesäit ee gudd, dass déi absolut Unhänger vun der onnuncéierter nationaler Souveränitéit sech liicht zu hirem eegenen Nodeel vergalopéieren kënnen. Dat ass wouer beim Stroum, dat ass och wouer an anere Beräicher.

Mä den Energiemix-Monopol, deen d'Staten hunn, dee verflucht se derzou, hiren net nuklearen Noperen nozelauschteren, wann déi hir Suerge formuléieren. Esou hu mir zum Beispill e Recht drop, ze wëssen, an och e Recht drop, bewisen ze kréien, dass ee vollgetankten Jumbo, deen op d'Atomzentral zu Cattenom fällt, keng radioaktiv Katastroph ausléise kann. Gëtt dese Bewäis net geléist, da muss Cattenom ofgeschalt ginn. Mir si souwiesou der Meenung, dass et zu kenger Verlängerung vun de Lafzäite vu Cattenom däerf kommen, a mir maachen der franséischer Regierung dat och dättelech.

Mir hunn, wéi gesot, keen Afloss op den Energiemix vun eisen dräi Noperen, mat deenen hiren Energieréseauë mer Interkonnexioun brauchen, fir eis Versuerungssécherheet ze garantéieren. Mä wa mer eis, zesumme mat anere Länner, fir den Atomstopp asetzen, a wa mer der Meenung sinn, eng Zukunft ouni Atom wier richtig, se wier och méiglech, da mussen mer zu Bréssel mat derfir suergen, dass europäesch Fuerschungsgelder a Richtung alternativ Energien ëmorientéiert ginn. Da mussen mer den ITER-Projet a Fro stellen. An da mussen mer hei zu Lëtzebuerg de Maximum a Saachen erneierbar Energien an Energieeffizienz maachen.

Eraus aus dem Atom, eraus aus der Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger, eran an déi nei Energien: Dat mussen d'Eckwäerter vun der zukünftiger europäescher respektiv lëtzebuergescher Energiepolitik sinn!

Dir Dammen an Dir Hären, Energiepolitik a Klimapolitik, déi ginn zesummen. Vun allen Industrielänner huet Lëtzebuerg dat ambitiëste Reduktionszil a Saachen Dreifhausgasemissionen. Am Verglach mam Joer 1990 mussen mir d'Emissionen bis zum Joer 2012 ëm 28% ofsenken, EU-wäit gëllt just e Reduktionszil vun aacht Prozent.

Mir kënnen eis dréien a kéieren, wéi mer wëllen, mir errechen dat Zil net duerch exklusiv national Efforten. Mir géife gär, mä mir kënnen awer net, well eis Populatioun zanter 1990 ëm 30% gewuess ass, d'Zuel vun de Frontaliere sech zanterhier vervéierfacht huet, well den nationalen an internationalen Bensins- an Dieselkonsum een onerwaarte Sprong gemaach huet, a well d'Gas-Damp-Turbin vun Twinerg eise Kyoto-Bilan belascht.

Trotz all deem, an trotz enger staarker wirtschaftlecher Croissance an de leschte Joren ass et gelongen, d'CO<sub>2</sub>-Emissionen op een Niveau ze reduzéieren, deen néng Prozent ënnert deem vun 1990 läit! Dat ass via national Moosnamen a via national Programmer geschitt. Mir hunn och, fir eisen Objektiv zäitgerecht kënnen ze errechen, op de Kaf vun Emissionsrechter missen zrëckgräifen. Aner Länner - d'Belsch, Éisträich, Irland, Spuenien, Portugal - hunn dat nämlech gemaach. Mir ënnerlafen also net, andeems mer dat maachen, déi europäesch Klimaschutzpolitik, mä mir notzen déi Instrumenter, déi och vun anere Länner genotzt ginn.

Mir hunn eis 2010 am nationalen Aktionsplang fir erneierbar Energie virgeholl, den erneierbaren Undeel un eisem Energiemix bis an d'Joer 2020 op eelef Prozent ze bréngen. Dat kléngt no net vill, mä dat ass awer net einfach. Mir stoussen eis un der Exiguitéit vun eisem Territoire, un der partieller Netkompatibilitéit vun Naturschutz an erneierbaren Energieinfrastrukturen, un der Antipathie och, déi des Infrastrukture bei ville Bierger provozéieren.

Esou komme mer zum Beispill a Saache Wandmillen net richtig vun der Plaz. Vun deene 70 Emplacementer, déi d'SEO op Wonsch vun der Regierung fir Wandmillen ausgewisen huet, ginn der vill contestéiert. Mir müssen eis elo entscheiden: Entweder mir ginn den erneierbaren Energien eng Chance, oder mir vill kleng bäi. D'Regierung wëllt net kleng bäiginn a plädéiert duerfir fir e méi resolut Virgoen, wann et drëm geet, erneierbar Energien hei zu Lëtzebuerg un d'Fonctionnéieren ze kréien.

A Saachen „gréng Stroum“ - et gëtt jo vill driwwer geschwat -, a Saachen „gréng Stroum“ ass scho vill geschitt, entgéint deem iwwregens, wat heiansdo behaupt gëtt. Hei ass de Stat nämlech mam gudden Beispill virgaang an e wëllt dat weider maachen. Sämtlech öffentlech Gebaier, fir déi d'Administration des Bâtiments publics zoustänneg ass, bezéien zanter 2008 „gréng Stroum“.

Déi öffentlech Gebaier, déi net vun de Bâtiments publics géréiert ginn, kréien eng Opfuertung vum Nohaltegkeetsminister, fir op „gréng Stroum“ ëmzeklappen. D'Belichtung vun den Autobannen, vun den Tunnelen ass zu 100% „gréng“! D'Gemenge ginn opgefuerdert, datselwecht ze maachen. An eis Eisebunn fiert zanter Jore mat „gréngem Stroum“.

Och d'Privatleit sinn um „gréng Stroum“ interesséiert, mä si wëissten eigentlech gär besser doriwuer Bescheid. Ech hunn dat och an deene leschten Deeg probéiert, duerfir weess ech, vu wat ech schwätzen. D'Leit wëisste gäre besser iwwert den „gréng Stroum“ Bescheid. Duerfir muss d'Regierung - soen ech deenen zoustänneg Ministeren hei - eng Informationscampagne iwwert den „gréng Stroum“ lancéieren. D'Leit sinn um „gréng Stroum“ interesséiert. Mir mussen se och derfir begeeschten, an duerfir mussen mer se opklären, fir dass d'Leit wëssen, wourëms et geet.

Ech hu gesot, dass de Stat mam gudden Beispill misst virgoen. Dat trëfft och zou, selbstverständlech och zou, wann et ëm d'Steigerung vun der Energieeffizienz geet. Well Energieeffizienz an Energie aspueren, dat sinn eis Haaptenergiequellen!

Ergo muss d'Gestioun vum staatlechen Informatikpark a Richtung mander Energieverbrauch ëmgepoolt ginn. Déi öffentlech Ausschreiwunge fir informatesch Équipeementer wäerten ekologesch an energieeffizienzsteigernd Kritären enthalen. Déi staatlech Datazentre mussen mat mander Energie auskommen, d'Klimatisatioun vun de Computerraim muss ekoresponsabel ginn.

De Stat muss och d'Elektromobilitéit fördern. An der Nordstad starte mer e Pilotprojet, deen Elektroautoen, Elektrovéloen an Elektropluedstationen zesummebréngt. Iwwerhaupt wëlle mer an Zukunft bei kollektive Logementer d'Installatioun vun 330-Volt-Prisen obligatoresch maachen.

D'Albansanéierung beim Stat geet virun. Si geet virun, well mer net bei null ufänken. Mir hunn an deene leschten dräi Jore 210 Milliounen Euro an d'Renovéierung vun ale staatleche Gebaier investéiert. Ronn 38 Milliounen Euro sinn eleng der energetescher Sanéierung zougefloss. Fir déi nächst Joren hu mer en Albansanéierungsbudget vu 550 Milliounen Euro virgesinn, 150 Milliounen Euro dervun entfalen op Kyoto-relevant Energieeffizienzmoosnamen.

Neibaute beim Stat ginn no engem spezifischen Energiespuerkonzept geplangt. D'thermesch Isolatioun wäert groussgeschriwwen ginn. Allen Neibauprojete läit eng Etüd iwwert de Gebrauch vun erneierbaren Energie bäi. Dëst huet elo schon derzou gefouert, dass mer Holzackschnitzelanlage bei der zweeter Europaschoul a beim Lycée zu Jonglënster kréien, dass am Altersheem zu Diddeleng an am Uelzecht-Lycée zu Dummeldeng Fotovoltaik zum Asaz kënn, dass d'Lycéeën zu Raemich an zu Péteng Sonnekollektoren wäerten hunn an d'Geothermie beim neie Laboratoire zu Diddeleng wäert genotzt ginn.

Här President, wann een iwwert d'Albansanéierung schwätzt, da soll ee fir d'Éischt emol eng Schlupp huelen.

(Hilarité)

Wann een iwwert d'Albansanéierung an energieeffizient Neibaute schwätzt, dann ass ee beim Wunnengsbau ukomm. Grad am Beräich vum Wunnengsbau gëllt et, d'Intersektioun tëschent Energieeffizienz, Energieaspuerung, Ëmweltkonformitéit an Nohaltegkeet ze organiséieren.

Albansanéierung an den Neibau ginn an Zukunft méi staark ökologiséiert. De Stat huet an deene leschte Jore 62 Milliounen Euro Aiden ausbezuellet fir Energieeffizienz a fir erneierbar Energien am Wunnengsbau. An Zukunft wäerten d'Wunnengsbauhëlfe prinzipiell vun enger nohalteger Zertifizéierung ofhänken, déi net nëmmen den Energiebedarf, mä zum Beispill och ëmweltverträglech Baustoffe, e gesonde Raumklima an esou virun a Betruecht zéie wäert.

Eng nei Wärmeschutzverordnung gëtt erlooss, déi fir all Neibau Niddregenergie-niveauë vorschreiwet wäert. Vun 2018 u gi quasi Null-Energiehäuser de virgeschriwwene Standard fir Neibauten hei zu Lëtzebuerg.

De Stat muss d'Prescriptioun vun neien ekologeschen, vun neien d'Energieeffizienz steigernden Normen natierlech ënnerstützend begleeden. Duerfir gëtt d'Zënsbonifikatioun fir Famillje mat Kanner an eng Ekobonifikatioun ëmgewandelt, dat heescht, dass hire Montant an Zukunft wäert no ekologesche Kritären gestaffelt ginn.

Duerfir gëtt d'Zënssubventioun fir akommesschwach Famillje mat Kanner ausgebaut. Si kréien an Zukunft e gratis Prêt - also e Prêt à taux zéro - fir energetesch Renovéieren.

Duerfir bleift och de bëllege Akt bestoen, mä e gëtt ekologesch ëmgebaut. E gëtt an zwee gedeelt: E spillt bei alle Wunnengsan Terrainskeef bis zu 10.000 Euro, e spillt bis zu 20.000 Euro beim Kaf oder beim Bau vun enger Wunneng vun der Niddregenergieklass B oder vun enger méi gënschterer Energieklass. Déiselwecht Regel applizéiert sech selbstverständlech beim Kaf vun enger Wunneng, déi bannent engem gewëssen Délai energetesch sanéiert gëtt.

Duerfir setze mer och den TVA-Saz vu 15 op 3% erof fir d'energetesch Sanéierung vu Logementer, déi manner wéi 20 Joer al sinn.

An duerfir suerge mer derfir, dass d'Immobiliepropiétaires an de Genoss vun engem accélérierte steierlechen Amortissement kënnen trieden, wa se energetesch Albansanéierung an hire verlouente Wunnenge virhuelen.

De Wunnengsbauminister, dee sech jo och an der Regierung ëm d'Ëmweltpolitik bekëmmert - wat een en dese Wunnengs-moosname kloer erkenne kann -, beléist et awer net nëmme bei der Ökologiséierung vum Bauen a vum Renovéieren. E wäert doriwuer eraus - well de Logement ass a bleibt de Problem Nummer eent hei am Land - ee komplette Wunnengspak vorschloen, deen déi Moosnamen, déi ech elo opgezielt hunn, enthalte wäert, mä awer och aner Moosname virgesi wäert.

De Pacte Logement, mat bis haut 103 Gemengepartner, gesäit de Bau vun 48.000 neie Wunnenge vir. Dat geet als Wunnengsoffer awer net duer. Nëmmen eng weider Augmentatioun vun der Offer kann de Präis briechen. An de Präis muss gebrach ginn!

Duerfir wëllt d'Regierung am Plan sectoriel «Logement» nei, bis elo onverplangte Wunnflächen ausbauen, déi de Bau vun 12.000 Wunnenge fir 28.000 Leit wäerten erlaben. Duerfir ruffe mer eng national Wunnengsbautentwécklungsgesellschaft an d'Liewen, déi de Bau vu gréisserer Siedlungsprojeten an d'Sanéierung vu Fricchen a vun ale Quartieren an d'Hand kann huelen.

Duerfir schafe mer e Guichet unique fir Urbanismus. An duerfir hätte mer gär, wann nach virum Summer dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal heibanne géif gestëmmt ginn. Esou ee Gesetz - dat mer gär fir den 1. August 2011 a Kraaft hätten - géif d'Prozedure vereinfachen a verkierzen a méi Bauen zu Lëtzebuerg erlaben.

Mä et geet net duer, Wunnengen ze bauen. Et muss een deene jonke Leit och hëllef, zu engem Eegehem ze kom-





men. Zweek nei Instrumenter ginn hei opgeriicht.

Vill jonk Leit verfügen net iwwert dat néidegt Startkapital, fir kenne Propriétaire ze ginn. D'„Location-Vente“ wäert hinnen et erlaben, méi séier an zu bessere Konditiounen Propriétaire ze ginn. Een Deel vum monatleche Loyer gëtt op engem Spuerkonto kapitaliséiert, esou dass mat der Zäit genuch Egekapital entsteet an zesummekënn, fir ee Prêt fir de Wunnengskaf opzehuelen.

Ausserdeem riichte mer de System vum „Partage foncier“ an. Dëse System erlaabt et, an enger éischter Phas en Haus ze kafen an ofzebezuolen. Ass d'Haus da bis bezuelt, gëtt an enger zweeter Phas den Terrain kauft, dee bis dohinner vum engem Drëtte gehal ginn ass.

Am Résumé wéisst ech éischters gär, wéi een „Location-Vente“ an „Partage foncier“ op Lëtzebuergesch iwwersetzt,...

### (Hilarité)

...an zweetens wëll ech festhalen, dass zu Lëtzebuerg an Zukunft d'Sanéieren an d'Neibaue méi ekologesch a méi energieeffizient ginn. De Stat geet mam gudden Beispill vir, a mir hëllefen de Leit, fir kenne matzemaachen.

Här President, et dierft wuel Averstännis doriwwer bestoen, dass mer déi Problemer, déi ech bis elo ugetippt hunn, enger Léisung mussen zouféieren. D'Léisung vum deene Problemer - Energiepolitik, Wunnengsbau, sozial Reschtsuergen - ass essenziell, fir eise Wee an d'Zukunft ze fannen. Mä de Stoff, aus deem d'Zukunft besteet, deen huet méi Komponente wéi esou!

Wien d'Land wëllt op d'Joren no 2020 virebereeden, dee muss méi Aspekter, jiddefalls déi wichtegst vum hinne permanent am Bléck hunn. An e muss wëssen, dass en op enger laanger Streck ënnerwee ass, op där Haut a Muer sech d'Hand ginn. Dat, wat mer haut falsch maachen, dat muss mer muer reparéieren. An dat, wat mer haut richteg maachen, dat brauche mer am Noutfall muer nëmme just ze réajustéieren.

Et ass um Plang vum de Statsfinanzen, wou Géigewaart an Zukunft sech op enkstem Raum begéien. Et ass hei, wou se sech beréieren. Et ass hei, wou mer mussen oppassen, dass aus de Mouvementer vum haut net d'Reiwungsverloschter vu muer erwuessen. Duerfir ass d'Finanzpolitik, déi jo d'Zomm vum all Politik ass, esou wichteg, fir déi laang gezunne Linnen ze molen, laanscht déi d'Land sech beweegt. An duerfir gëtt iwwer näscht méi gestridde wéi iwwert d'Finanzpolitik.

Enfin! Et gëtt iwwer vill aner Saache gestriden, wou et besser wier, dass de Pustang géif drop verbraucht ginn, fir iwwert d'Statsfinanzen ze streiden.

Ech hunn lech an deene leschte 15 Joer - dat heiten ass meng 16. Erklärung, fir zwou verschidde Koalitiounen, duerfir kléngt se net ëmmer d'selwecht,...

### (Hilarité)

...a wann ech just dat hei kéint soen, wat ech selwer mengen, géif se nach anescht kléngen.

### (Hilarité)

Ech hunn lech an deene leschte 15 Joer all Joer an dëser Erklärung op d'mannst eng hallef Stonn iwwert d'Statsfinanze geschwat, Zuelen iwwer hir Entwécklung matgedeelt, Zuelen, déi bis zum Moment vum där Ried net bekannt waren an déi duerfir hu missen hei am Haus bekannt gemaach ginn. Dëst Joer ass dat anescht, well de Finanzminister - dankenswäerterweis - mer déi Aarbecht virun zwou Wochen ofgeholl huet, andeem en Ärer Chamber an domat dem Land déi relevant Chiffere matgedeelt huet.

Ech wëll duerfir haut just d'politesch Konsequenzen, déi sech fir dat kuerz- a mëttelfristeg Regierungshandelen aus deenen Zuelen erginn, duerstellen. Dat ass jo och de Sënn vum deem sougenannten „Europäesche Semester“: nämlech am Fréijoer iwwert déi prinzipiell Ausrichtung vum de Budgete vum de nächste Joren ze schwätzen, prinzipiell Ausrichtung, déi muss Agank fannen an de Stabilitätsprogramm, deen d'Regierung bis Enn Abrëll der Euro-

päescher Kommissioun an dem Eurogroup muss zouleeden.

Wéi steet et also ëm eis öffentlech Finanzen? Graff gesot esou: Et geet de gesamte Statsfinanze besser wéi erwaart, mä et geet hinnen nach laang net gutt.

D'gesamt öffentlech Finanzen hunn am Joer 2008 een Iwwerschoss vum 3% vum PIB opgewisen. Aus dësem Iwwerschoss vum 3% ass ee Minus vum 0,9% am Joer 2009 an ee Minus vum 1,7% am Joer 2010 ginn. D'Zentralverwaltung, d'Administration centrale, den eigentleche Statsbudget, also dee Budget, fir dee Parlament a Regierung zoustänneg sinn, huet 2008 en Defizit vum 0,2% gehat, 2009 ee vum 2,7% an 2010 ee vum 3,2%, dat heescht, en Defizit am Joer 2010 vum 1,3 Milliarden Euro.

Dat Resultat vum Joer 2010 ass domat besser wéi dat Resultat, mat deem mer bei der Opstellung vum Budget fir d'Joer 2010 gerechent haten. Et ass en fait 900 Milliounen Euro besser. Dass et besser ginn ass, dat huet Ursachen: Déi budgetär Ausgabe vum Stat si just 0,5% méi geklomme wéi den Ausgaberythmus, deen de Budget fir d'Joer 2010 virgesinn hat. An et sinn 900 Milliounen oder awer 9,9% méi Recetten erakomm wéi geplangt. Dat ass op ee méi séier Andreiwe vu Steierréckstänn, op d'Aféierung vum der Autoimposition fir d'Betribler, op d'Usprange vum der Konjunktur, haaptsächlech där däitscher, vum där mer ofhänken, op d'Dividenden, déi mer vu Fortis BGL kritt hunn, an op déi recht positiv Auswierkung vum de Konjunkturprogrammer vum 2009, 2010 an eiser nationaler Economie zrëckzéféieren.

Et bleift, dass mer am Joer 2010 trotz besserem Ofschloss um Niveau vum Zentralstat 1.300 Milliounen Euro méi ausginn hunn, wéi mer Recetten erakritt hunn, an dat ass net näscht!

Mä kucke mer emol ee Moment no vir. Wann alles gutt geet, an der gënschtegster Hypothees also, wäerte mer am Joer 2014 um Niveau vum der Administration publique en Defizit vum 200 Milliounen Euro oder awer 0,4% vum PIB kréien. Wann alles gutt geet, an der gënschtegster Hypothees also, wäerte mer am Joer 2014 um Niveau vum der Administration centrale, vum eigentleche Stat also, een Defizit vum nach ëmmer 700 Milliounen Euro hunn.

Fir op dat Resultat ze kommen, muss d'Wirtschaftswuesstum awer an der Period vum 2012 bis 2014 3,5% d'Joer bedroen. Dat wier zwar manner wéi d'Laangzäitwirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg war, mä et wier awer méi een héicht Wuessstum, wéi dat duerchschnëttlecht Wuessstum an der Eurozon wäert sinn. Fir op dat Resultat am Joer 2014 ze kommen, misst déi intern Beschäftegung pro Joer 2% wuessen a misst de Chômage staark falen. Fir op dat Resultat ze kommen, dierf d'Inflation vum 2012 bis 2014 net iwwer 2% d'Joer an der Moyenne leien. A fir op dat Resultat ze kommen, dierft de Pétrolspräis an der Moyenne vum de Joren 2012, 2013 an 2014 net iwwer 102,6 US-Dollar leien.

All dës Hypotheese si ganz optimistesche Aarbechtshypothesen. Mä ech baséiere mech op déi, op déi optimistesche Aarbechtshypothesen, well hei am Land d'Zuel vum deenen, déi sech mat pessimisteschen Hypotheese wëlle beschäftigen, vum Ausstierwe bedroht ass.

### (Hilarité)

Wann also alles gutt geet, da wäerte mer am Joer 2014 eng öffentlech Schold vum 19,9% par rapport zum PIB hunn. Dat wier däitlech manner, wéi d'Befierchtungen am Ufank vum dëser Legislaturperiod unhuuele geloos hunn. Iwwregens eng Héicht, déi mer och am Ufank vum de 70er Jore schon zu Lëtzebuerg haten. Mä mir wäerten um Enn vum dëser Mandatsdauer - anescht ass dat net ze soen - eng méi héich öffentlech Schold hunn, wéi am Ufank vum der Legislaturperiod.

An anere Wieder: Wann alles gutt geet, muss mer an dëser Legislaturperiod nach tëschent 2,5 an 3 Milliarden Euro Schold ophuelen. An nach anere Wieder: D'Situatioun vum de Statsfinanzen ass net esou gutt, wéi eenzel Stëmme eis dat wëlle gleewen dinn. A well mer, nach ëmmer am gënschtegste Fall, op d'mannst - am allergënschtegste Fall - 2,5 Milliarden Euro

mussen ophuelen, a well mer an alle Fäll am Joer 2014 nach Defiziter am Zentralstat produzéieren, kënn et och net a Fro, dass d'Spuer- an d'Konsolidéierungs- beméiungen, déi amgang si gemaach ze ginn, elo abrupt gestoppt ginn. Dat wier irresponsabel!

An duerfir sinn an deenen nächste Joren och keng dramatesch Ännerungen um Spuer- an um Konsolidéierungsprogramm, deen d'Regierung virgeluecht huet, ze erwaarden. Mir mussen am Hierscht gesinn, ob et plazeweis liicht Adjustementer ka ginn. Mä et muss jiddwerengem kloer ginn: Et muss viru gespuert, et muss viru konsolidéiert ginn! Anstatt dass Einzelner sech op déi staatlech Méieinnahmen aus dem Joer 2010 konzentréieren, wier et dréngend gebueden, dass mer eis alleguer op déi verbleiwend Defiziter géife fokuséieren.

D'Regierung, Här President, hält onverännert um Zil fest, fir am Joer 2014 ausgeglache gesamtstaatlech Finanzen ze hunn. Dorunner féiert kee Wee laanscht. D'Politik muss sech dëser rasonabler Zilsetzung upassen, déi, wa mer se errechen, eis nach net erlaben géif ze soen, mir hätten de Stabilitätspakt a senger Ganzheet respektéiert, well no deem misste mer 2014 een Iwwerschoss vum 0,5% vum PIB hunn.

Ech sinn net derfir, d'Regierung och net, dass mer eis an d'Land an d'Leit futti spueren. Mä ech sinn derfir, dass mer genuch spueren a genuch konsolidéieren, fir dass déi, déi no eis kommen, eens ginn. Ech halen et do mam ale Goethe: „Wer sich nicht der Decke nach streckt, dem bleiben die Füße unbedeckt.“

### (Hilarité)

An ech wëll net, dass déi nächst Generatioun kal Féiss kritt, just well mir et wollte gutt schuckele ginn.

Et kritt een d'öffentlech Finanzen awer net an Uerdnung, wann een d'Kompetitivitéit vum Land - ech soe wuel „vum Land“, net nëmme vum der Economie - verkomme léisst. D'Kompetitivitéit vum Land, dat heescht, deem seng Zukunftsfäegkeet, d'Kompetitivitéit vum der Economie, dat heescht, där hir Effizienz, vum där de Wuestand ofhänkt - dat ass keen obszönt Wuert! D'Erhalen an d'Verbessere vum eiser nationaler an eiser ekonomescher Kompetitivitéit si Grundvoraussetzunge fir sozial Gerechtegkeet a fir d'Finanzéiere vum der nationaler Solidaritéit.

Wann de Wirtschaftsminister ëmmer erëm op d'Erhale vum eiser ekonomescher Kompetitivitéit insistéiert, da geet en net engem perséinlechen Hobby no - enfin, net nëmme engem perséinlechen Hobby no -, da mécht e virun allem seng Aufgab an iwwerhëlt seng Pflicht. Wann een heibannen der Meenung ass, d'Suerg ëm eis Wettbewerbsfäegkeet bräicht eis net ëmzedreiwen an et kéint eis egal sinn, ob mer kompetitiv virukommen oder kompetitiv par rapport zu eisen Nopeschlänner offalen, da soll en dat soen an e soll et wann ech gelift begrënnen!

Woubäi ech weess, dass d'Kompetitivitéit vum engem Land sech net nëmme aus ekonomescher Effizienz a Produktivitéitsiwwerleeungen zesummesetze kann, mä aus villen anere Saachen nach. Doriwwer brauche mer net ze streiden. Och öffentlech Investissemter si wichteg, an duerfir bleiwe se zu Lëtzebuerg ganz héich. Och Infrastrukture ginn der Kompetitivitéit ee Schubs, an duerfir plange mer konsequent un der Verbesserung vum hinnen.

Mir mussen am kompetitive Gläichtakt mat eisen Nopere marschéieren. Mir dären do net zrëckfalen, mä mir mussen besser ginn. Mir sinn awer an deene leschte Joren, relativ betruecht, zrëckgefall. Un deem Constat, do féiert kee Wee laanscht!

Duerfir hu mer am Bipartite-Accord mat de Patronatsorganisatiounen derfir gesuergt, dass am Joer 2011 keng weider Kompetitivitéitsverschlechterung géif Entstoen. D'Käschtererhéijungen, déi duerch politesch Décisiounen am Joer 2011 op d'Betribler zoukomm sinn, déi ginn ausgeglach. Mir sti mat där Politik, Gott weess, an Europa net eleng do. Och an der Belsch zum Beispill ass d'Mindestlounerhéijung fir d'Betribler neutraliséiert ginn. Déi, déi dat kritiséieren - ech maache se dorop opmierksam -, déi kritiséieren net d'Regierung. Déi, déi dat kritiséieren, kritiséieren

d'Patroné vum deene klenge Betribler, déi mat de Konsequenze vum eise politeschen Décisiounen mussen eens ginn.

Déi politesch Décisiounen waren awer noutwendeg, well ënner anerem d'Mindestlounerhéijung op den 1. Januar 2011 sech am materiellen Interessi vum de Mindestlounbezéier regelrecht opgedrängt huet. Mir wëssen, dass eise Mindestloun international betruecht héich ass. Mir wëssen awer och, dass en niddreg ass, wann ee weess, wéi héich dass d'Liewenskäschten zu Lëtzebuerg, besonnesch am Beräich vum Wunnen, effektiv sinn. Et gouf duerfir keng Alternativ zur Mindestlounerhéijung.

Et ass och keng Alternativ - logescherweis - zur Neutraliséierung vum hirem Käschtepunkt fir déi kleng Betribler ginn. Duerfir geet och den Accord bipartite mat de Patronatsorganisatiounen an d'Rei. Wier en am Kader vum engem Tripartite-Accord zustane komm, da géif en och vu kengem kritiséiert ginn.

Et gëtt, Här President, vill Leit, ze vill Leit, déi de Kapp rëselen, wann de Wirtschaftsminister zu Recht iwwert d'Erhalen an d'Verbessere vum eiser Wettbewerbsfäegkeet schwätzt. Ech mengersäits rëselen de Kapp iwwer muenech Patronatsrieden, déi drop erauslafen, eis an eis Kompetitivitéit méi schlecht ze maachen, wéi mir sinn a wéi si ass.

Ech ginn zou - ech hunn et gesot -, dass mer an de leschte Jore par rapport zu eisen direkten Nopere u Kompetitivitéit verluer hunn. Mä ech wiere mech dergéint, wann esou gemaach gëtt, wéi wa mer manner kompetitiv wéi eis Nopere wieren.

Eis Land huet zum Beispill eng positiv Zahlungsbilanz: 5,1% vum eisem Bruttoinlandsprodukt mécht se aus.

Wuel ass d'Joresakkomm vum engem lëtzebuergesche Salaré dat héchst an Europa. Mä eis Lounkäschten, op d'Stonn gekuckt, leien ënnert deene belschen an ënnert deene franséischen, och ënnert deene vum däitsche Bausecteur, vum der däitscher Industrie a vum däitschen Handel. Dat muss ee just wëssen, fir net op all Ried, déi gehale gëtt, eranzefalen.

D'Joresaarbechtszäit zu Lëtzebuerg - an et ka jo keen ofstreiden, dass d'Aarbechtszäit en déterminanté Facteur vum der Kompetitivitéit ass - ass méi héich wéi an iergendengem vum eisen dräi Nopeschlänner, wat iwwregens erkläert, firwat dass mer déi héchste Joresgehälter hunn a firwat dass mer am internationalen Direktvergläich ee vun den niddregste Stonneléin hunn.

Eis Lounniewekäschten - en anert wichtegt Element, wat kompetitivitéitsbestëmmend ass -, dat heescht also, den indirekte Käschtepunkt vum der Aarbecht, dee läit mat 14% däitlechst ënner eisen Nopeschlänner. An Däitschland belafen d'Lounniewekäschte sech op 22%, a Frankräich op 33%. D'Lounniewekäschten, déi niddreg zu Lëtzebuerg sinn, déi assureieren eis een enorme Kompetitivitéitsvirsprong respektiv Kompetitivitéitsausgläich op eis Nopeschlänner. An duerfir därefer mer dee Virdeel och net an d'Schanz schéissen!

D'Regierung huet an engem Bipartite-Accord mat de Patronatsorganisatiounen ofgemaach, dass et zu kenger weiderer Cotisationserhéijung bis un d'Enn vum dëser Legislaturperiod kënn. Dat ass gutt esou. Ech perséinlech mengen, et géif der Previsibilitéit vum eisem ekonomeschen a politeschen Handele gutt dinn, wa mer ee Cotisationsstëllstand fir déi nächst zéng Joer oféien dekretéieren. Domat géife mer d'Kompetitivitéitsverwärdungen op de richtegen Orbit schéissen.

D'Kompetitivitéitsgesäusel - wéi ech dat heiansdo nennen -, dat eis no bause méi schlecht mécht, wéi mer no banne sinn, dat ass inakzeptabel. D'Suerg ëm d'ekonomesch Wettbewerbsfäegkeet awer ass berechtigt. Duerfir beméie mer eis ëm eng previsibel Architektur vum eiser Steierlandschaft, déi keng abrupt Mouvementer verdréit. Duerfir probéiere mer, eis Inflation, déi par rapport zu den Nopeschlänner zënter Joren eendeiteg ze héich ass, no ënnen ze korrigéieren.



An duerfir muss mer och déi administréiert Präisser an de Grëff kréien. Mä ier mer awer e Stopp vun deeneselwechten dekretéieren, géife mer gär mat de Gemengen a mat aneren Acteuren driwwer schwätzen, wa mer dee Stopp da maachen, wéi mer dann eenzel Aariichtunge finanzéieren a wéi mer gemeinsam an engem geüerdnete Verfahren aus deem Stopp vun den administréierte Präisser enges Dags och erëm erauskommen.

Well mer d'Kompetitivitéit verbessere wëllen, setze mer eis am Kader vun der administrativer Vereinfachung fir weider Erliichterungen a Fristeverkierzungen an. Duerfir wäerte mer am iwwernächste Regierungsrot via groussherzoglecht Règlement eng Reform vun der Nomenklatur am Beräich vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur virhuelen a fir vill wirtschaftlech Aktivitéite vum Prinzip vun der préalabler Autorisatioun zu deem vun der einfacher Notifikatioun iwwerwieselen.

Virun allem déi handwierklech Aktivitéiten, speziell déi, a besonnesch fir handwierklech Tätigkeiten agerichteten Aktivitéitszonen, a vill Aktivitéiten am Beräich vun der Landwirtschaft gi vun de laangfristige Kommodo-Prozedure befreit a mussen an Zukunft keng integral Enquête publique méi duerchlafen, mä brauchen nach just eng Autorisatioun vum zoustännege Minister. Juristesche Ausgedrückt: Si wiessele vun der Klass 1 an d'Klass 3.

Och méi kleng Geschäfte, déi ënner 4.000 m<sup>2</sup>, an och méi kleng Büroflächen, déi ënner 4.000 m<sup>2</sup>, déi Geschäfte a Büroflächen also, déi keng Belaschtungskonsequenze fir d'Noperen no sech zéien, wäerten deemnächst vun den Oplage vun der Enquête publique befreit ginn a kënne mat enger Autorisatioun vum zoustännege Minister fonctionnéieren.

Wie vun der noutwendeger Kompetitivitéit vu Land a vun Economie schwätzt, dee kënnt natierlech net laanscht d'Problematik vun der Lounpolitik, an och net laanscht déi vun der Lounindexéierung.

Mir waren eis d'lescht Joer bis op eng individuell Ausnahm heibannen eens, dass et weinst der ugestrengter Finanzsituatioun vum Stat an den nächste Joren zu kenger Punktwärterhéijung an der öffentlecher Fonctioun kéint kommen. Ech ginn dervun aus, dass dee Konsens nach ëmmer besteet an dass dee Konsens och stoe wäert!

Wat d'Indexéierung vun de Léin ubelaangt, esou si mer eis den 29. September d'lescht Joer am Kader vun der Bipartite téschent Regierung a Gewerkschaften eens ginn, dass déi nächst Indextranche eréischt den 1. Oktober vun dësem Joer erfält. Dir hutt gëschter dat deementspreechend Gesetz - mat enger, wéi ech fonnt hunn, ongenügender Majoritéit - validéiert.

Mir sinn eis mat de Gewerkschaften eens ginn, well d'Gewerkschaften responsabel genuch waren, fir d'Perspektiv vun engem méigleche Kopplabunzschloe vun de Pëtrolspräisser hëllefen - andeem se präeregiert hunn - zur Kenntnis ze huelen. Déi Patronatsvertrieder, déi deen Accord mat de Gewerkschaften wochelaang lächerlech gemaach hunn, well en näischt un der Realitéit géif änneren, well jo souwisou den Index nëmmen ëm dee Mount géif bei sengem Erfall verréckelt ginn, déi hunn hoffentlech entre-temps an den Zeitunge gelies, dass de Pëtrolspräis ganz staark geklommen ass an dass déi nächst Indextranche am Mee erfält an dass duerch deen Accord mat de Gewerkschaften se eréischt vum Oktober un e Lounajustement muss bezuelen, an net direkt!

Erfält téschent dem 1. Oktober 2011 an dem 1. Oktober 2012 - och erëm weinst de Pëtrolspräisser, mä net nëmme weinst hinnen - eng weider Indextranche, da setze mer eis mat de Gewerkschaften a mat de Patronatsorganisatiounen zesammen, fir doraus Schlussfolgerungen ze zéien. A falls dann déi Schlussfolgerunge géifen dra resultéieren, dass mer d'Indextranche - andeem mer se moduléieren - nach eng Kéier méi spéit erfale loosse, da kann dat zur Konsequenz hunn, wann d'Statsfinanzen dat erlaben, dass mer

kompensatoresch Moosnamen treffe fir déi besonnesch akommisschwaach Mënschen hei am Land.

D'Regierung wëllt den Index also net ofschafen, mä d'Regierung wëllt no Modalitéiten, déi mer mussen fannen an erbäiverhandelen, den Index moduléieren, wann d'Netmodulatioun negativ Konsequenze fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzeburger Wirtschaft an domat fir déi Leit, déi an hir schaffen, hätt. Ech sinn och iwwerzeugt dervun, dass mer am Kader vun der reaniméierter Tripartite Eenegungen iwwert dës an iwwer aner Froe fanne wäerten.

Géife mer, Här President, keng Eenegung an der Tripartite fannen, da mussen Regierung a Parlament hir Verantwortung iwwerhuelen.

Mä d'Zukunftsfäegkeet vum Land, déi daerf een net op strikt ekonomesch Froe verengen. Esou ass ee Land, wat zum Beispill d'Matenee vu Famillieliewen, Berufsliewen, Éducatioun an Accueil vu klengen a klengste Kanner net an een uerdnende Grëff kritt, net zukunftsfäeg, well géif et déi Problemer ignoréieren, da géif et Politik laanscht d'Liewe vun de Leit maachen.

A puncto Versuergungs- an Éducatiounsinfrastrukture fir Kanner téschent null an zwielef Joer ass an de leschte Jore vill geschitt. Mir hunn hinne 7.712 Plazen am Joer 2004 zur Verfügung gestallt, am Joer 2010 konnte mer 32.342 Plazen ubidden - eng Vervéierfachung vun der Offer an e puer Joer. Eleng vum Joer '09 op d'Joer '10 huet d'Offer ëm 30% zougeholl. Dësen Effort muss mer, och aus Grënn vun der Kompetitivitéit, selbstverständlech viru féieren.

Eis Leit mussen am Liewen, am Beruff an op hirer Aarbechtsplaz eens ginn. Fir dass se kënne eens ginn, mussen déi verschidde Liewensgestaltungssituatiounen aneneegräifen. Duerfir schafe mer d'nächst Joer 8.000 Versuergungs- a Betreuungsplaze fir Kanner méi. Mir brauche méi Plazen an de Maisons relais a mir brauche méi Plazen an de Crèchen.

Wie Kanner seet, dee seet, Här President, Schoul. D'Lëtzeburger Schoul steet virun extremen Erausforderungen. Viru 15 Joer hu 67,8% vun de Kanner, déi an d'éischt Spillschouljoer komm sinn, Lëtzebuergesch geschwat. Haut schwätzen 61,8% vun de Kanner, déi an d'éischt Spillschouljoer kommen, kee Lëtzebuergesch méi. Nach just 38,2% vun de Kanner kënne (veuillez lire: kennen) a beherrschen eis Sprooch.

Domat ass bal alles gesot. Mir mussen eise Grondschoulsystem där Situatioun upassen. Déi, déi dat net wëllen, déi, déi alles wëllen esou si loosse wéi et ass, déi hale Schoul an engem Land, wat net hiert Land ass. Mir mussen Schoul hale fir Kanner an dësem Land. An dat kascht Ustrengung, Ustrengung vu jiddwerengem.

An deen Effort, dee mer mussen maachen, dee beschränkt sech net op d'Grondschoul. Dee muss noutwendegerweis op de Secondaire ausgedehnt ginn. Mir mussen déi gréissten Ustrengunge maachen, fir dass esou vill Kanner wéi méiglech mat enger Ofschlussqualifikatioun de Secondaire kënne verloossen. A mir mussen dat maachen, ouni den Niveau vun eiser Schoul ofzesenken.

All Schüler muss weinstens eng Sprooch gutt schwätzen a schreiwe kënne an déi zwou aner e bësse méi wéi gutt verstoen. Eis gutt Schüler awer muss mindestens dräi Sproochen gutt schreiwen a schwätze kënne. Den Niveau vun eiser Schoul daerf also net erofgoen, e geet och net erof, e muss souguer no uewe goen.

D'Regierung huet an der leschter Legislaturperiode nei Reformgesetzter proposéiert, déi d'Chamber votéiert huet. Dat iwwert d'Beruffsausbildung geet an déi richteg Richtung an dat iwwert d'Grondschoul dévelopéiert sech zil- an zukunftsgericht. Mir stinn zu dësen Reformen a mir fuerderen all Partner vun der Schoul op, dës Reforme matzedoen.

Wann d'Welt sech ännert a wann d'Situatioun dréit, wa viles anescht gëtt, da kann d'Schoul net bleiwe wéi se ass. Ech fuerderen d'Partner vun der Schoul a besonnesch d'Enseignantsgewerkschaften op, sech net op Niewekrichschauplazen ze veraus-

gaben, déi just si selwer betreffen, mä sech emol erëm méi am Mëttfeld vun den eigentlechen Erausforderungen opzehalen.

Eng Schoulreform ouni d'Matmaache vun den Enseignanté geet net. Ech weess och aus ville perséinleche Gespréicher, dass vill Enseignanten och dee Marsch an d'Zukunft wëlle matmaachen. Ech wier frou, wa se all géife matmaachen.

An ech wëll hei widderhuelen, wat ech bal all Joer op dëser Plaz a bei dëser Geleeënheet soen: De Beruff vum Enseignant ass ee vun de schwierigsten, déi et gëtt. Et ass och ee vun de wichtigsten. An ech fannen et ongerecht an och net zoulässeg, dass hire Beruff vu ville Leit, déi net wëssen, wouriwwer se schwätzen, wa se iwwert d'Schoul schwätzen, dénigréiert gëtt, an dass déi, déi an deem Beruff mat dacks grousssem a bewonnernswäertem Asaz schaffen, systematesch erfogemaach ginn. Eng gutt Schoul, eng Schoul vun der Réussite, eng Schoul, déi et bréngt, brauch eng Gesellschaft, déi d'Aarbecht vun deenen, déi an der Schoul a fir d'Schoul, fir d'Kanner a fir d'Zukunft schaffen, méi respektéiert, wéi se dat mécht.

Ech war, Här President, elo bei de Kanner, bei deene Jonken, bei deenen, déi eruwuessen, bei deenen, déi d'Lëtzebuerg vu muer wäerten ausmaachen. Dat bréngt mech derzou, esou gelunge wéi et och ass, iwwer Renten an iwwer Pensiounen ze schwätzen. D'Zukunft vun eisem Renten- a Pensiounssystem betrëfft déi méi Eeler, mä awer och déi méi Jonk. Déi méi Jonk vun haut, dat sinn déi Eeler vu muer. An duerfir ass et eng Fro, déi eis alleguer betrëfft.

All zéng Joer klëmmt d'Liewenserwaardung ëm ee Joer. Mir gi méi al, an dat ass jo och gutt esou. Mä mir gi méi laang méi al, an dat ass den Ënnerschied téschent eiser Generatioun an de Virgängergeneratiounen. De längsten Deel vum Liewe verbréngt mer ausserhalb vun der Aarbecht, ee groussen Deel vun eisem Liewe verbréngt mer an der Pensioun. D'Ausriichte vun eise Renten- a Pensiounssystemer muss dorop Rücksicht huelen. E muss déi méi laang Liewens- a Pensiounsdauer systematesch berücksichtegen. Wa mer méi laang méi al ginn, da kënnt d'Rentemauer méi no, jiddefalls wa mer eis Renten- a Pensiounssystemer net ëmbauen.

Ech kennen deen, deen als Éischt heit am Land eigentlech vun der Rentemauer geschwat huet, nawell ganz gutt. A wéi deen dee Begrëff an d'öffentlech Diskussioun bruecht huet, do ass e vu Villen heibannen an d'obasue verdäiwelt ginn. Haut stellt bal kee méi, mat Ausnahm vun deenen, déi méi frou mat deem sinn, wat gëschter war, wéi mat deem, wat muer muss kommen, dese Begrëff an dës Realitéit a Fro.

Ech tréischte mech alt ëmmer mat deem Misär vun deem, deen als Éischte vum 700.000-Awunner-Stat geschwat huet.

#### (Hilarité)

Well wéi deen dat gesot huet, dunn ass e beschëllegt ginn, de Leit virun der Zukunft Angscht wëllen ze maachen. An och haut stellt keen déi perspektivesch Realitéit a Fro.

Dës duebel Wierklechkeet, Rentemauer a 700.000-Awunner-Stat, berout awer net op enger Erkenntnis vun haut de Mueren oder vu gëschter Owend; si ass zanter dem Ufank vun den 90er Jore bekannt. Déi, déi se 20 Joer laang an Ofried gestallt hunn, solle sech froen, wéi se den Émgank mat Fakten an zueleméisseg beluechten Tatsachen an der Vergaangenheet bedriwwen hunn.

D'Regierung hält déi Fakten, déi demographesch a perspektivesch um Dësch leien, fir richteg a si hëlt se eescht. Duerfir proposéiert se eng Pensiouns- a Rentereform, déi aus zwee Elementer besteet: Deen, deen de Choix mécht, méi fréi an d'Pensioun ze goen an also seng Rent méi laang ze bezéien, dee muss a Kaf huelen, dass seng Pensioun deementspreechend méi niddreg gëtt. Deen, dee bereet ass, déi méi laang Liewenserwaardung duerch eng méi laang Berufscarrière auszegläichen, kritt eng Pensioun, déi méi héich ass an déi grosso modo de Leeschtunge vun haut entsprécht.

Zu dëser prinzipieller Pensiounsausriichtung gëtt et net vill Alternativen. D'Saache si wéi se sinn, a mir mussen hinne Rech-

nung droen. Iwwer Detailer vun där Pensiounsreform kann diskutéiert ginn an iwwer si wäert jo an den nächste Méint vill diskutéiert ginn. Mä iwwer eppes kënne mer net diskutéieren, nämlech iwwert d'Noutwendegkeet vun der Pensiounsreform.

Well keen anert Land an Europa gesäit esou grouss Pensiounslaaschten op sech zoukomme wéi Lëtzebuerg. Op déi Situatioun muss mer reagéieren, à moins dass mer déi kommend Generatiounen forcéieren, de Virgängergeneratiounen eng Pensiounsprestatioun ze garantéieren, déi hir eege Leeschtungskraaft däitlech iwwerschreit.

D'Virschléi vun der Regierung hu vill Reaktiounen a vill Propositionen ausgeléist. Mir studéieren déi Propositionen an déi Reflexiounen; bis an de Summer gëtt diskutéiert. Duerno leeë mer ee Projet vir, deen dann den normale parlamentaresche Wee wäert goen.

Eis Generatioun muss jiddefalls handeln, fir dass déi nächst Generatioun finanziell net mësshandelé gëtt. An duerfir geet et och net, fir d'Generatiounen géinteneen auszespillen, mä fir konsequent op d'Harmonie téschent de Generatiounen ze setzen. An Harmonie téschent de Generatiounen wëllt, dass mer dat intergeneratiounell Émlageverfahren, ergänzt duerch Privatverséicherung, do wou et muss sinn, bäibehalen. Mä de Generatiounevertrag muss esou ausgestallt ginn, dass e finanzéierbar bleift. Finanzéierbar fir de Stat. Finanzéierbar fir déi Jonk. Akzeptabel fir déi, déi méi al sinn.

Ech sinn - Dir wësst dat, Här President - keen absolute Fan vun der Erhéijung vun Rentenaltersalter. Mä ech hätt gären, dass d'Leit esou laang kënne schaffe goen, wéi se kënne a wéi se wëllen. Den Drang vun de Leit, esou fréi wéi méiglech an d'Préretaire ze goen, deen ass ongesond. An de Reflex vu ville Betriber, d'Leit esou séier wéi méiglech an d'Préretaire ze schécken, deen ass kontraproduktiv fir d'Leit, fir de Pensiounssystem a fir d'Economie. Prinzipiell muss gëllen: Jiddweree geet esou laang schaffen, wéi e kann a wéi e wëllt. An d'Préretaire sollen nëmmen déi goen, déi ënner besonnesch penibelen Aarbechtskonditiounen geschafft hunn.

Fir ze hëllefen, dass Leit téschent 55 a 65 Joer net aus dem Aarbechtsprozess erausgeworf ginn, wëlle mer déi staatlech Hëllefen, déi mer de Betriber fir liewenslänglech Ausbildung ginn, erhéijen. Mir hunn am Kader vun der Bipartite mat de Patronatsvertrieder ausgemaach, dass mer déi staatlech Participatioun un de Weiterbildungsmoosnamen, déi d'Betriber bezuelen, vu 14,5 op 25% eropsetzen. Mir hätte gär, dass déi Weiterbildungsmoosnamen, déi mer hëllefe staatlech méi staark ze kofinanzéieren, prioritär dozou genotzt ginn, fir dass d'Leit fit a flott bleiwen, fir méi laang am produktive Prozess kënne ze bleiwen.

Déi méi héich staatlech Participatioun un de Weiterbildungsmoosnamen vun de Betriber ass geduecht, fir d'Betriber finanziell ze entlaaschten - jo! Mä si ass awer och geduecht, fir de Beschäftegten d'Méiglechkeet ze ginn, méi laang am Erwerbsprozess ze bleiwen. Et geet net, fir ee méi héijen Rentenaltersalter ze fuerderen a gläichzäitig d'Leit, ier se de Rentenalter erreicht hunn, an den Abseits ze stellen.

Mir kënne eise Beschäftegungsstax nëmmen dann am Joer 2015 op 71,4 (veuillez lire 71,5) an am Joer 2020 op 73% erhéijen, wa mer d'Leit méi laang schaffe loosse. Dat mussen d'Patroné wëssen. Mir hëllefen hinnen duerch déi méi héich finanziell Bedeelegung bei der Weiterbildung; mir hëllefen hinnen esou, fir dat Zil ze errechen.

Haut kascht d'Weiterbildung de Stat 200 Milliounen Euro, dat heescht en hallwe Prozent vum Bruttoinlandsprodukt. Mir si bereet, méi ze maachen. Dat setzt d'Bevölkerung vun de Betriber viraus, d'Leit méi laang a Beschäftegung ze halen. Mir bezuele gären, wann et eppes bréngt. Mir bezuelen näischt, wa mer den Androck sollte kréien, eist Méibezuelen hätt just zum Zweck, d'Betribskäschten erofzesetzen.

Iert d'Leit pensionéiert ginn, gi se schaffen. Vill Leit fannen awer keng Schaff. Fir hinne méi séier zu enger adequater Aarbecht ze verhëllefen, gëtt d'ADEM reforméiert.





Fir deene Jonken - d'Jugendarbeitslosigkeit ass zu Lëtzebuerg ze héich - ze hëllefen, Zougank zum Aarbechtsmaart ze fannen a se besser ze orientéieren, schafe mer eng Maison de l'orientation, wou all Orientierungsservicer, déi mer hunn an déi mer kennen, zesummeschaffe wäerten. Mir féiere sämtlech Experienzen, déi deene Jonken, déi keen direkten Zougank zum Aarbechtsmaart fannen, eng praktesch Erfahrung solle vermëttelen, virun. All praktesch Beschäftegungsmoosname fir déi Jonk hunn eis eleng am Joer 2010 10,2 Milliounen Euro kascht. Dës Moosname ginn um Enn vum Joer evaluéiert, an dann décidéiere mer, ob mer se an där aktueller Form oder an enger ofgewandelter Form viruféieren.

De Suivi vun deene Leit, déi eng reduzéiert Aarbechtskapaciteit hunn a sech duerfir am externe Reklassement befannen, gëtt verstärkt. Falls sech sollt erausstellen, dass eng nei Aarbechtszäitorganisatioun d'Beschäftegung vu méi Leit géif erlaben, huele mer se vir. D'Modalitéiten dovou brauche selbsterständlech Gespréich mat de Sozialpartner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass eist Land zukunftsfüeg bleift, muss sech och de Stat seng ZukunftsKapaciteit erhalen. E muss sech permanent sengem Ëmfeld upassen, en däerf sech net mat ale Gewunnechten offannen, muss säi Fonctionnement verbessern, muss up to date sinn, bref: E muss sech moderniséieren. Dat mécht en haut schon op ville Pläng. Dat muss en och am Beräich vun der öffentlecher Fonctioun maachen, déi mer gelungenerweis op Lëtzebuergesch d'Fonction publique nennen.

Déi Reformen, déi sech an der Fonctioun publique opdrängen, déi wëllt d'Regierung net géint hir Beamten, mä fir hir Beamte maachen.

D'Regierung plangt keen Attentat, keng Generaloffensiv op d'Statsbeamten an op hire Statut, dee bäibehale gëtt. Souwisou, mir hunn en öffentlechen Déngscht, op dee mer eigentlech kënnen houfreg sinn. En ass besser wéi soss doruechter. An duerfir weisen ech och déi dacks stupid Attacken op eis Beamtenschaft zrëck, déi sech regelméisseg a Commentairen an a Lieserbréiwier ausdrécken. Ee Patron, deen eppes op sech hält, dee stellt sech viru seng Mataarbechter, wann déi zu Onrecht kritiséiert ginn. D'Regierung ass och e Patron, ee Patron, deen zu senge Leit steet, net ee gelungene Patréiner, dee seng Leit am Ree stoe léisst.

Ceci dit, muss mer d'Fonction publique awer moderniséieren, esou wäit wéi et geet mat dem Averstännis vun de Beamten, an alle Fäll awer am Dialog mat hinnen.

De Stat a seng Servicer, déi sinn do, fir déi Aufgaben ze erfëllen, déi d'Bierger zu Recht vun hinne verlaangen. Duerfir muss all staatleche Service all dräi Joer seng Objektiv benennen a preziséieren, fir déi en an no deenen e wëllt schaffen. Eng regelméisseg Iwwerpréiwung vu sech selwer, vu sengen Aarbechtsmethoden, vu sengen Ziler mécht déi staatlech Leeschtung nach méi leeschtungsstaark an de Stat insgesamt méi performant.

Jährlech Mataarbechtergespréicher, déi mussen dokumentéiert ginn, hëllefen eis bei der Beschreibung vun deenen Objektiv, déi fir déi verschidde Servicer gëllen, Objektiv, déi a leschter Instanz vum zoustännige Minister op Virschlag vun deene respektive Verwaltungschefe festgeluecht mussen ginn.

Fir Statsbeamten ze ginn, do muss een eppes wëssen, an duerfir muss een en Examen maachen. An deen Examen, dee gëtt an Zukunft zweegliddeg: een allgemengen Examen, fir beim Stat kënnen ze schaffen; ee spezifeschen Examen, deen d'Wësse prüft, dat ee fir d'Aarbecht an enger bestëmmter Verwaltung brauch.

Fir Statsbeamten ze sinn, geet et net duer, eppes ze wëssen. Fir Statsbeamten ze sinn, muss een och eppes kënnen. Duerfir gëtt de Stage vun haut zwee op muer dräi Joer verlängert. E kann - wann Diplomer an Experienz dat erlaben - op zwee Joer verkierzt ginn.

Wann een am Stage ass, dann ass een um Wee zum Statsbeamten, mä et ass een awer nach keen. Logescherweis brauch

deene, deene eppes wëllt ginn, net datselwecht bezuelt ze kréie wéi deene, dee schon eppes ass. Et schéngt eis duerfir adequat, dass ee Stagiaire 80% vun deem verdéngt, wat ee vereedegete Statsbeamten als Gehalt bezitt. 80%, mä ni an a kenger Carrière manner wéi de qualifizéierte Mindestloun. Gëtt dee Stagiaire definitiv agestallt a vereedeget, da fänkt en am Prinzip am Besoldungschelon 3 un. Virdrun hat en ee Stagepatron zur Säit, deen en op seng zukünfteg Aufgab virbereet huet. D'Programmer vum INAP ginn an der Dauer an an hirer Ausriichtung selbsterständlech ugepasst.

Wann ee bis Statsbeamten ass, dann huet ee bewisen, dass een eppes weess an dass een eppes kann.

### (Hilarité)

Mä éierlech: Et weess een awer nach net alles an et kann een och nach net alles. Duerfir ass et falsch, dass d'Avancementer beim Stat, den Déroulement vum Beamte senger Carrière, sech exklusiv no zwee Kritäre maachen: dem Ufanksdiplom an der Anciennetéit. Dës bleiwen och an Zukunft wichteg, mä si mussen duerch aner Elementer ergänzt ginn, duerch Appréciationselementer eben. Um Enn vum Stage a bei all wichtigem Carrièrepronk, dat heescht am Moment vum Zougank zum nei geschafenen ieweschten Niveau oder zu Responsabilitéitsposten, fënnt eng transparent an novollzéibar Evaluatioun statt, déi d'Qualitéit vun der Aarbecht, d'Assiduitéit, d'relationell Eegeschafte an d'Erfëlle vun eventuell festgeluechte perséinlechen Objektiv aschätzt.

Intern an extern Recoursé géint den Evaluatiounsconstat gi selbsterständlech virgesinn. De Beamte gëtt also net permanent kontrolléiert an observéiert, scho guer net gëtt e kujenéiert. D'Evaluatioun ass keng Sanktioun, d'Evaluatioun ass eng Motivatioun! An duerfir mécht se sech och an Etappen: Autoaschätzung, Autoevaluatioun, jährlech Mataarbechtergespréicher am Kader vun den allgemenge Serviceobjektiv, Evaluatiounsvirschléi vum Chef de service a Validatioun duerch de Verwaltungschef, Rekursméiglechkeeten am Fall vun Désaccord.

Dat ass den Etappenoflaf vun deem, wouwen ech hei schwätzen. Dat ass och de Prinzip. Iwwert d'Detaildéclinaison muss getrennt verhandelt a geschwat gi mat de Partner an der Éducation nationale, an der Police an an anere Verwaltungen, wou d'Aarbechtsëmstänn anerer sinn, wéi am normalen administrative Fall.

Mir féieren och, Här President, eng „Procédure d'insuffisance professionnelle“ an, fir ënner Ëmstänn ee Beamte vu sengem Déngschtverhältnis entbannen ze kënnen, deen - fir et op Lëtzebuergesch ze soen - et einfach net bréngt, ouni dass en awer e Feeler gemaach huet. Ier et dozou kënn, probéiere mer, dass dee betraffene Beamten, mat senger a mat der Hëllef vu senger Kollegen, d'Méiglechkeet kritt, sech ze verbessern a sech ze besseren.

D'Regierung wäert eng Rei vu Carrière beim Stat nei aklasséieren. Mir féieren eng Bachelor-Carrière an. Mir wëllen d'Avancementer harmoniséieren. Am Niveau général an am Niveau supérieur - des Andeelung ass eng Innovatioun - kann ee prinzipiell all dräi Joer avancéieren, mä an den Niveau général kënn een net virun enger Déngschtzäit vun zwielef Joer, an et kënn een och net virun enger Déngschtzäit vun 20 Joer an den Endgrad. D'Annalé ginn a Biennalé retransforméiert. Dës Mesuren - zesumme mat der Ofsenkung vun den Ufanksgehälter um Niveau vum Stage - sollen d'Käschtenneutralitéit vun der ugestrieffener Gehältervisioun erliichteren.

D'Regierung wäert zu all deem - och zur Aféierung vu gewielten Delegationen beim Stat, déi niewent de classeschen Associationen bestoe wäerten - een Avant-projet de loi virleëen, dee vun Ouschteren un an der Öffentlechkeet, heibannen an och soss enzwousch kann diskutéiert ginn.

Mir wëllen diskutéieren, mir wëllen net imposéieren. Mä mir loosse eis eist Virgoen och net vun aneren diktéieren. Mir wëllen d'Statsbeamten - ech hunn et gesot - net kujenéieren, an ech weisen och all Ënnerstellungen an deem Sënn an an déi Richtung enersgesch zrëck! Mir wëlle reforméieren, performéieren, motivéieren, fir eng

besser Verwaltung, déi haut scho gutt ass, a fir e bessere Stat, fir eng besser Déngschtleschtung leschten Enns um Bierger.

D'Reform an der Fonction publique, Här President, wéi all aner Reformen och, wëllt d'Regierung am Dialog mat deene Concerneierten duerchféieren. Mir mussen awer wëssen, wat dat Wuert „Dialog“ eigentlech heescht. Dialog an der Tripartite an Dialog an aneren Enceinten heescht openeen zougouen.

Dialog heescht net, seng Iddien eesäiteg duerchsetzen, fir dass een, wann een aus enger Sitzung kënn, datselwecht ka soe wéi dat, wat ee gesot huet, wéi een an d'Sitzung eragaangen ass. D'Demokratie, déi leeft vum gudden Kompromëss. An ouni Kompromëssbereitschaft vun hiren Acteure gëtt d'Demokratie méi schwach.

D'politesch Debattekultur leit drënner, dass déi, déi wëlle reforméieren, dauernd, an alle Beräicher, dauernd aner Absichten ënnerstallt kréie wéi déi, déi se hunn. Mir reforméieren d'Schoul net géint d'Enseignanten, mir reforméieren d'Pensionen net géint d'Salariéen, mir reforméieren d'Verwaltung net géint d'Statsbeamten. Mir reforméieren am Intérêt vun eiser kollektiver Saach.

Politik mécht sech am Ganzen a fir dat Ganz. Politik däerf een net nëmme a Rubrike maachen. Mir mussen dat Ganz gëssinn an duerfir op de Gruppen- a Rubrikenegoismus verzichten, deen d'Leit géinteneen opbréngt, anstatt d'Mënschen, d'Absichten an d'Projete beieneen ze bréngen.

Eng Natioun, besonnesch eng kleng Natioun, déi eng Chance an der Zukunft wëllt behalen, verdréit déi radikal Gruppenegoismen net. An et gëtt zu Lëtzebuerg ze vill Gruppenegoismen an ze wéineg Sënn fir dat Allgemengt, dat heescht fir dat nationaalt Wuel. Dat muss sech änneren, soss komme mer net vun der Plaz!

Här President, bei all deem, wat mer maachen, muss mer wëssen, dass mer, wa mer eppes maachen oder wa mer eppes net maachen, net eleng dostinn. Mir gehéieren zur Eurozon. Den Euro ass déi einheitlech europäesch Währung an ass domat och eis Nationalwährung. Alles, wat den Euro, an alles, wat d'Eurozon betrëfft, betrëfft och eis. Also muss mer eis ëm d'Problemer an der Eurozon an ëm d'Problemer ëm eis Währung ronderëm bekëmmern.

Als Land sti mer, wat eis Positioun an der Eurozon ubelaangt, relativ gutt do. D'lescht Joer am Mee hu mer nach gefaart, d'Europäesch Kommissioun géif eng Prozedur fir exzessiv Defiziter géint Lëtzebuerg nach am Mee, Juni lancéieren. Dat ass net geschitt. Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land an der Zon, wat voll a ganz d'Maastrichter Kritären erfëllt!

Mä d'Eurozon steet elo am Epizentrum vun där weltwäiter Wirtschaftsa Finanzkris, déi wäit dervun ewech ass, schonns eriwuer ze sinn. Eppes muss ee wëssen: Net den Euro ass an der Kris, mä mir hunn et mat der Scholdekrise vun einzelnen Euro-Staten, besonnesch aus dem periphäre Raum ze dinn. Den Euro ass net an der Kris, dat wise seng intern a seng extern Stabilitéit. Den Euro ass - entgéint de ville Viraussoe vu ville Finanzguruen - net am leschte Joer zesummegebrach. Am Géigendeel, et kéint een den Androck hunn, säin Aussewärt wier souguer ze héich.

Am Mee d'lescht Joer, exakt während den Debatten zur Lag vun der Natioun heibannen, hu mer an Europa dramatesch Verhandlungen ronderëm den Euro an d'Scholdeproblematik vun eenzelne vu senger Memberstater erlieft. Duerfir hat jo - Dir erënnert lech - d'Erklärung vum leschte Joer ëm een Dag muss verréckelt ginn, well mer sonndes, den 2. Mee, e wichtegt Treff vum Eurogroup haten; freides, de 7. Mee, e wichtige Conseil européen, direkt nom Ofschloss vun eisen Debatten heibannen; a sonndes duerno, den 10. Mee, eng dramatesch Sitzung vun den Euro-Finanzministere.

Et gëtt oft gesot, d'Eurozon hätt mat Verspéidung op d'Scholdekrise vun eenzelne vun hire Memberstater reagiert. Dat ass falsch! Mir hunn an engem Rekordtempo

an deene leschten zwielef Méint wichtegst Décisiounen getraff. Wann ee schon esou laang an Europa ënnerwee ass, wéi ech dat sinn, da kann ee sech iwwert d'Rapiditéit vun eisen Décisiounen nëmme wonnere.

Grouss Décisiounen innerhalb vun zwielef Méint si geholl ginn. Ech ginn zou, eenzelner hätte nach besser gehat, méi séier getraff ze ginn. Mä d'Liewen ass wéi et ass, an Europa ass wéi Europa ass, an et gëtt der ëmmer, déi méi spët versti wéi anerer, soss kënn ee méi fréi zu deene richtege Resultater kommen.

Mat der Verschëldungskris vun einzelnen Euro-Memberstater konfrontéiert, war d'Positioun vun der Lëtzeburger Regierung ëmmer kloer. Wann een Euro-Land a Schwierigkeete geréit, da riskéiert déi ganz Eurozon affektéiert ze ginn. Dat ass esou an enger Währungszone! An duerfir muss an der Eurozon déi zwëschestaatlech, communautaire organiséiert Solidaritéit fonctionnéieren.

Mä et kann een d'Solidaritéit vun deene Staten, déi finanzpolitesch eenegermoosse korrekt gefouert ginn, net akloen, wann een net bereet ass, am Géigenzuch zur gefrotener Solidaritéit maximal Soliditéit walten ze loosse. Duerfir huet Regierung mat Nodrock a konsequent drop gedrängt, dass d'Euro-Staten, déi europäesch Hëllef gefrot hunn, fir d'Éischt all Efforté géife maachen, fir hiert eegent Haus an Uerdnung ze bréngen. Dat ass a Griichenland geschitt a geschitt weider, dat ass an Irland geschitt a geschitt do weider. Dat ass - trotz gréisste Schwierigkeeten, trotz allgréisste Schwierigkeeten - a Portugal amgang zu geschéien.

Ech kéint iwwert d'Problemer vun der Eurozon stonnellaang schwätzen, Material derfir hätt ech genuch. Ech wëll dat awer haut net maachen, well ech wëll just d'Repercussioune vun der Scholdekrise vun eenzelne Memberstater vun der Eurozon op Lëtzebuerg kuerz behandelen.

Mir hunn eis als Lëtzebuerg engagéiert, Griichenland bilateral Prête an der Héicht vun 206 Milliounen Euro ze accordéieren. Mir hu bis haut 53%, dat heescht 110 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt. Et si keng Sue vu Lëtzebuerg a Griichenland gefloss, mir hu Prête fir Griichenland mobiliséiert. Dës Prête ginn, wéi et normal ass, rémunéiert. Bis zum 29. Mäerz vun deem Joer huet Lëtzebuerg 2,2 Milliounen Euro Zënse vu Griichenland kritt an huet net een Euro a Griichenland iwwerwisen!

Duerch d'Gesetz vum Juli 2010 huet Der d'Lëtzeburger Regierung autoriséiert, der europäescher Finanzstabilitätsfacilitéit eng Garantie vun 1,10 Milliarden Euro ze accordéieren. Fir deen Emprunt, deen de 25. Januar 2011 a Saachen Irland vun der Finanzfacilitéit opgeholl ginn ass, huet Lëtzebuerg e Baitrag vun 18,1 Milliounen Euro garantéiert. Eis Statsschold erhéicht sech ëm dese Betrag, mä si erhéicht sech mat 0,1% vum PIB nëmme marginal.

D'State vun der Eurozon hu kierzlech een definitiven europäesche Stabilitätsmechanismus an d'Welt gesat. E verfügt iwwer eng Empruntscapaciteit vu 700 Milliarden Euro, iwwer eng effektiv Empruntscapaciteit vu 700 Milliarden Euro! Déi 700 Milliarden deele sech op op 80 Milliarde Kapital, dat muss abezuelt ginn, an op 620 Milliarden ofruffbaart Kapital. Lëtzebuerg bedeelegt sech un deem Kapital, dat muss abezuelt ginn, mat engem Betrag vun 200 Milliounen Euro, e Betrag vun 200 Milliounen Euro, dee vum Joer 2013 un a fënnf gläichen Tranchen iwwer fënnf Joer muss abezuelt ginn. Deen abezuelbare Betrag vun 200 Milliounen Euro mécht 0,25% vum globale Volume, deen d'Eurostate mussen an dee Krisemechanismus abezuelen, aus.

Den Undeel vu Lëtzebuerg um ofruffbare Kapital, dee bedréit 1,55 Milliarden Euro, sou dass eisen totalen Engagement sech op 1,75 Milliarden Euro beleeft. Ech gesi keng Gefor, dass mer dee Baitrag missten integral zur Verfügung stellen, scho guer net deen ofruffbaren Deel. Den europäesche Rettungsschiem ass nämlech





esou opgestallt, dass iwwerdrifwe Spekulatione géint den Euro wäerten ënnerbleiwen.

D'Regierung wäert lech, Här President, an nächster Zäit mat zwee Gesetzesprojeten am Zesummenhang mat der Euroscholede-kris befaassen. Deen éischte wäert eng Ännerung zum Artikel 136 vum EU-Vertrag zum Inhalt hunn, eng Ännerung, déi noutwendeg gëtt, fir den europäesche Staten d'Méiglechkeet ze ginn, reng juristesche eng gesetzlech Basis ze hunn, fir ee permanente Krisemechanismus opzeriichten.

Dee Projet wäert och ënner Form vun engem zweete Gesetzesprojet Dispositione virgesinn, no deenen déi europäesch Finanzfacilitéit zu enger effektiver Empruntskapaciteit vu 440 Milliarden eropkënn, a Modalitéite virgesinn - wéi ech elo grad erkläert hunn -, wéi de Ret-

tungsschierm vu 700 Milliarden Euro composéiert gëtt. Et ass kloer, Här President, dass mer frou wieren, wann Äert Parlament déi Texter esou séier wéi méiglech kéint stëmmen.

Voilà, Här President, dat waren e puer Elementer, déi ech zur Beschreiwung vun der Lag vun der Natioun wollt bäisteieren. Ech weess: Dat, wat ech gesot hunn, beschreift net déi ganz Lag vun der Natioun. An dat, wat ech gesot hunn, beschreift och d'Ém-feld, an deem d'Lag vun der Natioun sech ofspillt, bái Wäitem net ganz.

Ech hu beispillsweis iwwert d'Evenementer an Nordafrika net geschwat. Ech hunn dat net gemaach, well mer eigentlech dozou nëmmen eppes afält: D'Europäer hu sech an där Géigend vun der Welt net grad mat Ruhm bekleckert. Mir hunn trotz besserem Wëssen 20, 30 an nach méi Joren op déi

falsch Käpp gesat. An déi Länner, déi haut Libyen bombardéieren, misste sech eigentlech froen, ob et moralesch vertriebar war, deene Regimer, déi haut bekämpft ginn, déi Waffen ze liwweren, déi deene Regimer et erlaabt hunn, sech esou laang um Pouvoir ze halen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Situationen an Nordafrika an an den arabesche State weisen, dass mer an extrem onsécheren Zäite liewen. Mir hunn op d'Verhältnisser an deem Deel vun der Welt nëmmen ee ganz klengen Afloss. Mä deen Afloss, dee mer heiheem op eis eege Saachen hunn, deen ass méi grouss. Déi kleng an déi grouss Problemer, déi mer heiheem hunn, déi kënnen mer, fir déi meescht vun hinnen, selwer an de Grëff kréien. D'Regierung an

deé Parteien, déi se droen, wäerten dat maachen!

Merci, Här President.

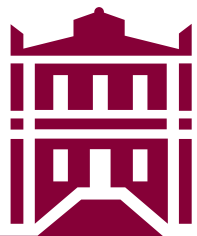
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun an ech soen him Merci fir seng Ausféierungen, Ausféierungen, déi mer muer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun diskutéiere wäerten.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënn erëm muer de Moien um néng Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 16.07 heures)**



# SÉANCE 29

JEUDI,  
7 AVRIL 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

## Sommaire

Débat sur l'état de la nation

- **Débat:** M. Lucien Thiel, M. Claude Meisch (dépôt d'une motion), M. Lucien Lux, M. François Bausch (dépôt de trois motions), M. Gast Gibéryen (dépôt de deux motions), M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- **Motions:** M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Claude Meisch, M. Jeannot Krecké, M. Claude Meisch

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Claude Meisch

- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Gast Gibéryen, M. Jeannot Krecké, M. Gast Gibéryen

- M. Luc Frieden, Ministre des Finances

- **Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)**

- **Motion 2:** M. Félix Braz

- **Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)**

- **Motion 3:** M. Luc Frieden, Ministre des Finances, M. Félix Braz

- **Vote sur la motion 3 (rejetée)**

- **Motion 4:** M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, M. Luc Frieden, Ministre des Finances, M. Paul-Henri Meyers, M. André Hoffmann, M. Félix Braz, M. Lucien Lux (motion 4 renvoyée en commission)

- **Vote sur la motion 5 modifiée (adoptée)**

- **Motion 6:** M. Gast Gibéryen, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- **Vote sur la motion 6 modifiée (adoptée)**

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

**(Début de la séance publique à 09.03 heures)**

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

No der Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker vu gëschter fänkt haut de Moien d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun un. Et si schonn agedroen: déi Hären Thiel, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Hoffmann a Bettel.

Ech deelen lech och mat, datt de Premier wéinst der Portugal-Kris leider eréischt méi spéit am Moie kann den Debatte bäiwunnen.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

## Débat sur l'état de la nation

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci, Här President, zur fréier Moiesstonn. Kolleginnen a Kollegen, d'Kris, déi Kris, déi an e puer Woche Milliarden a Milliarden u Geldwäerter verdilliget a Milliounen Spuerer uechtert d'Welt ëm hiert Verméige bruecht huet, huet net nëmmen déif Spuren op de Bourssen, op de Finanzmäert, an den En-

treprise an an de Statsbudgeten hannerlooss. Si huet der Welt och niest engem immense Scholdeberg an engem net manner enorme Vertrauensverloscht an e System, dee bis dohinner als dee beschten ugesi gouf, e puer nei Notiounen am Sproochgebrauch bruecht.

Wann neierdénge a Wirtschaftskresser vun engem schwaarze Schwan Rieds geet, dann huet dat weder eppes mat der mythologescher Madame Leda hirem Fiederwéi ze dinn nach mat dem Tschaiakowsky sengem Schwanensee-Ballett. Eis Finanzjongleuren, déi gemengt haten, si kéinten alles mat hire mathematesche Modellen an hire Computeren an de Grëff kréien, hunn hiren Aen net getraut, wéi virun dräi Joer op eemol hiert Milliarden-Kaartenhaus an e Koup getrollt ass, ouni datt si déi mega Katastroph och nëmmen am Geréngste virausgesinn haten.

► **Une voix.** - Verschiddener dach.

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Dofir hu si elo eng nei...

Dat si jo och net déi Jongleuren, vun deenen ech schwätzen. Dir mengt anerer.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Voilà.

**(Interruption)**

Dofir hu si elo eng nei Bezechnung fir esou e Finanz-GAU erfonnt, dee si - wéinst senger Rariteit - schwaarze Schwan gedeeft hunn an iwwert deen dann elo ganz gescheit Ofhandlungen a ganz déck Bicher geschriwwen ginn.

Ech weess zwar net, ob mir elo mat där Schwanentheorie vill méi wäit si wéi vir-drun. Mä op d'mannst huet d'Kris en Nodenk- an en Émdenkprozess ausgeléist, dee sech entre-temps op alle méigleche Pläng, ekonomeschen, politeschen, sozialen an ekologeschen, duerchgesat huet an och schonn ufänkt, seng éischt Friichten ze droen.

Déi aner Notiou, déi ech hei ernimme wëll, ass déi vum „double dip“, wat esou vill heescht wéi zwee Bockelen, wéi bei engem Kaméil. Deen ee Bockel hu mer mat der grousser Kris hannert eis. Mä deen zweete Bockel, dat heescht déi nächst Kris, schéngt schonn erëm ënnerwee ze sinn. Op d'mannst weist d'Entwécklung an Amerika, wou jo de ganze Misär mat den „subprimes“ deemools lassgaange war, op e sou en zweete Bockel hin. An erëm eng Kéier riskéiert den amerikanesche Wunnengsmaart op e Kollaps zouzesteieren. Et schéngt, wéi wann all déi Ustregungen, déi dem Här Obama seng Equipe mécht, fir de Wunnengsmarché an Amerika erëm a Schwong ze kréien, näischt brénge géifen an domat deen nächste Kriseknéck schonn erëm virprogramméiert wier.

An da sinn och nach aner Saache passéiert, déi nu wierklech net hëllef wäerten, d'Situatioun ze verbesseren. Virop natierlech d'Energiepräisser, déi op eng nei Rekordhéicht lassteieren, well engersäits eenzel Fournisseure wéi Libyen an och nach aner arabesche Länner a bannenzeg Konflikter geschliddert sinn, déi op de Produktiouns-volumen vum Uelech an domat och op d'Präisser drécken.

Jiddweree vun eis kritt et op der Bensins-pompel ze spieren, wann hien de Plein mécht: De Barrelspräis, dee bis op 60 Dollar erofgerutscht war an deen am optimale Fall, optimal souwuel fir de Produzent wéi fir de Verbraucher, bei ronn 80 Dollar läit, ass ewell scho wäit iwwer 100 eraus. E louch gësch bei 122 an e kéint, den Experten zur Folleg, bis op 200 Dollar klammen. Eng Perspektiv, déi ee sech als äifrege Sprit-, Mazout- a Stroumkonsument léiwer net ausmoolt, an déi schonns muer all eis gescheit Wuesstumsberechnungen iwwert de Koup werfe kéint.

Derbäi kënn dann och nach, datt duerch den Tsunami a Japan net nëmmen zéng-dausende Mënschen ëmkomm sinn an déi zweetgréissten Exportindustrie vun der Welt en uerge Réckschlag erlieft, mä datt duerch d'Schied un der Atomzentral vu Fukushima och d'Gestrets iwwert d'Atomkraaft uechtert d'Welt erëm opgefllaamt ass.

Ënnert dem Androck vun den Televisiounsbiller, déi eis all Owend an d'Haus geliwwert ginn, ass elo op eemol jiddweree fir e séiere Wiessel op alternativ Energien. Datt dat awer net iwwer Nuecht geet an dofir net ouni Auswierkungen op d'Energiepräisser si kann, läit op der Hand. Ëmmerhi mécht den Undeel vum Nucléaire bei der Stroumproduktioun weltwäit 16% aus.

Dat alles wäert wuel kaum dozou bäidroen, datt mir eis scho geschwënn op deen nächste Konjunkturboom freeë kéinten. Dat ëmsou méi, well fir d'Éischt emol nach dee gehéierege Scholdeberg, deen d'Industriestate säit der Kris viru sech hierdrécken, ofgebaut muss ginn, éier erëm massiv an de Konsum an domat an eng Relance investéiert ka ginn.

An och dee momentanen Avantage vun den niddregen Zénstauxen, déi d'Ekonomie befligelen, dierft net méi vu laanger Dauer sinn, well d'Inflatioun erëm unzitt - 2,6% am März an der Eurozon - an dofir den Zénssaz vun den Zentralbanken eropgeschrauft muss ginn. Dat wär dann alt nach eng weider Brems fir d'Konjunktur.

Här President, wat fir d'Welt am Groussen a fir Lëtzebuerg am Klengem gëllt, gëllt natierlech och fir Europa. Mä et kënn nach





derbäi, datt d'Bedeitung vun eisem Kontinent an der globaler Welt lues awer sécher schrompt. An dat souwuel a puncto Populatioun wéi och an ekonomescher Perspektiv.

Mä well d'Musek ëmmer manner bei eis spillt, mussen mir eis op d'hennescht Bee stellen an aus deem gemeinsamen Europa all Reserven eraushuelen, déi esou eng Staatenunioun ze offrieren huet. Ouni EU, nëmmen op sech eleng gestallt, kéinten haut souguer grouss Länner wéi Däitschland a Frankräich net méi iwwerliewen. Vun deene Klänge wéi eis iwwerhaupt net ze schwätzen.

Dofir hu mir och de Choix net, wann et dorëmmer geet, déi gemeinsam Währung, den Euro ze verdeedegen an ze stäipen. Et kéint engem bal kal de Réck erfrafen, wann een héiert, datt et déi Säit vun der Musel Leit gëtt, an net där geréngster, déi, ouni e Blat virun de Mond ze huelen, den „Ausstieg“ aus dem Euro an de Retour an d'D-Mark priedegen. Déi Leit mengen, wa si net méi an d'Solidaritéit vun der Eurowährungs-gemeinschaft agebonne wieren, da kéinte si all déi Griichen an Iren a Portugise vergiessen, well si jo dann nëmme méi just no sech an hirer eegener Währung kucke missten. Dobäi vergiesse si, datt grad si mat hirer Exportwirtschaft am allermeeschte vun der Währungsunioun an um gemeinsame Maart profitieren, deen den Euro zesammenhält.

All déi Mesuren, déi um europäesche Plang ergraff ginn, fir deenen EU-Staten, déi an d'Rutsche gerode waren, ënnert d'Äerm ze gräifen, si gutt an néideg. Well wann déi Länner faillite géingen, da géif och den Euro d'Baach eran, mat e sëllege Kollateralschied fir eis alleguer.

Dofir solle mir elo net ufänken ze maulen, wann d'Regierung eis d'Rechnung fir deen definitive Rettungspräbbeli presentéiert - Dir hutt et gësch héieren, et geet em 200 Milliounen boer Mënz. Well déi Sue kommen net nëmmen deene Länner zegutt, déi a Schwierigkeete geroden, mä um Enn och eis selwer, well mat hinnen näischt méi an näischt manner wéi dee Kader gerett gëtt, deem mir haut eise Wuelstand verdanken.

Et gëtt och déi lescht Zäit zu Bréssel vun enger neier Steuer geschwat, mat där d'Banken elo fir hir Sënne bësse sollen, déi d'Kris ausgeléist haten. Dat richt zwar no Strof a Revanche, soll awer a Wierklechkeet derzou bäidroen, ze verhënnere, datt et nach eng Kéier zu esou Exzesser wéi deene kënn, déi de Krisebrand eréischt esou richtig un d'Flame bruecht haten. Och wann de Finanzsektor, deen ëmmerhin e gudden Drëttel zu eisem Lëtzebuurger Akommes bäidréit, fir eis en delikate Sujet ass - ass a bleift -, ass dat nach kee Grund, fir sech géint esou eng Brems ze stäipen, well och eis Finanzplaz hätt bei enger Neioplo vun deem Milliardegespills näischt ze gewonnen.

Allerdéngs muss een oppassen, datt esou eng Steuer, iwwert där hir Form ee sech zu Bréssel nach net esou ganz eens ze si schéngt, datt déi sech net bei deene Falschen auswierkt - zum Beispill bei de private Clienten a bei de kommerzielle Clienté vun de Banken -, mä datt si och wierklech do bremsen, wou an der Vergaangenheet gesënnegt ginn ass, nämlech beim Spekuléiere mat anere Leit hire Suen. An dee Casinokapitalismus huet sech jo bekanntlech, wann iwwerhaupt, dann nëmmen zu engem ganz klengen Deel bei eis hei ofgespillt.

Déi gréissten Ännerung awer, déi eis elo vu Bréssel an d'Haus steet, huet an éischer Linn eppes mam Kalenner ze dinn a si riskéiert eis Gewunnechten an eisen Aarbechtsrhythmus hei an deem Haus op d'Kopp ze kéieren. Ech schwätze vum Semestre européen, vun där éischer Halschent am Joer, an där eis d'Brésseler Kommissioun en zimlech enken Zäitkorselli mat enger Rétsch Verpflichtungen am Bereich vun der Budgetpolitik undeet. Dee Semestre européen ass dann och schold drun, datt d'Ried zur Lag vun der Natioun dëst Joer wiesentlech méi fréi un der Rei war wéi soss.

Ausléiser vun där Prozedur, bei där et em eng besser ofgestëmmten Haushaltspolitik queesch duerch d'Unioun geet, waren natierlech déi Écarten tëschent de Stats-

recetten an den Dépensen an einzelne Memberstaten, déi zu ongesonden a geféierlechen Defiziter gefouert a schliesslech de Glawe vun de Finanzmäären an d'Soliditéit vun der gemeinsamer Währung staark gerëselt hunn.

Wuel gëtt et säit dem Traité vu Maastricht Limiten, wat de Budgetsdefizit an d'Statsverschëldung ugeet, mä duerch d'Kris war et esou wäit komm, datt kaum nach e Land am Stand war, déi Kritären anzehalen. D'Kris konnt zwar do als Entschëllegung hierhalen, mä dat huet näischt un der Tatsaach geännert, datt verschidde Länner gehéierlech iwwer hir Finanzmoyenë gelieft an domat den Euro an den Ae vun de Määren seriö geschwächt hunn.

D'Finanzsprëtzen an de Rettungspräbbeli, dee séier opgespaant gouf, hunn zwar gehollef, dat Schlëmmst ze verhënnere, mä si hunn awer d'Urache vum Misär net eliminéiert. Dat soll elo doduerch geschéien, datt deenen einzelne Länner vill méi genee vu Bréssel op d'Fangere gekuckt gëtt an hir Budgetpolitik duerch eng rapprochéiert Kontroll quasi vun der EU matgesteiert, fir net ze soe matbestëmmt gëtt.

Lëtzebuerg huet dobäi net allze vill ze fäerten, mengen ech, well mir stinn am Verglach mat deenen aneren nach relativ gutt do mat eiser Budgetdisziplin. Mä och mir müssen eis Gewunnechten änneren a schonn am Fréijoer eis Haushaltsabsichten op Bréssel mellen. Déi ginn dann do kontrolléiert a kommentéiert, éier si eventuell mat Korrekturen a heide Rotschléi zrëckkommen, fir dann heiheem an hir definitiv Budgetform gegoss ze ginn. Dat bedeit natierlech méi Aarbecht, méi en enke Budgetsoflaf a vläicht och souguer eng Zort Budgetstutelle, déi eis net méi esou vill fräi Hand léisst, wéi dat bis elo de Fall war.

Iwwerhaupt ännert sech sou munches an eiser Aarbechtsweis hei am Parlament. Well decidéiert gouf, déi national Parlaenter méi an den EU-Décisionsprozess anzubannen, gi mir elo am Virus informéiert, wa wichteg Sujeten zu Bréssel op d'Tapéit kommen. Mir kënnen dann, wann et néideg sollt sinn, eise Pfefferkär bäileen, éier eng Direktiv gebak gëtt an éier se eis nach just fir ofzeseenen, also fir d'Ëmsetzung an d'nationaalt Recht ënnerbreit gëtt.

Mir müssen déi nei Méiglechkeet, déi eis do offréiert gëtt, maximal ausnotzen, wéi mir iwwerhaupt eis vill méi fréi an den EU-Entscheidungsprozess dranhänke müssen, wa mir nach e Wiertheche matriede wëllen.

Iwwerleeungen an déi Richtung vu méi enger grousser Implikatioun an den EU-Entscheidungsprozess sinn dann och am Moment hei am Haus amgang. Et wier ze hoffen, datt mir eis net aus Oniwwerluechtheet oder vläicht souguer aus Bequemlechkeet virdrun drécken, fir des Opportunitéit mam Schlawittchen ze huelen.

Wéi wichteg et ass, datt mir deene Brésseler genee op d'Fanger kucken, hu mer jo schonn an der Vergaangenheet erlieft, besonnesch dann, wann et dorëmmer gong, eis Standuertvirdeeler, zum Beispill am steierleche Beräich, ze verdeedegen. Nu geet awer dee Match, dee besonnesch haart bei der grenziwwerschreidender Besteuerung vun de Spuerrevenueen ass a bei deem och alt emol eng Manche fir eis verluer gong, dee geet elo weider. E geet monter weider, wéi mer et och am Sträit iwwert d'TVA beim Commerce électronique erlieft hunn.

Den Drock op Lëtzebuerg, fir säi Bankgeheimnis definitiv fieren ze loossen, hält och nach ëmmer un. Hien ass fir den Ament vläicht e bësse méi labber ginn, well d'Schwäizer mat deem engen oder aneren EU-Land amgang sinn en Accord auszuhandelen, mat deem si den automatischen Informatiounsaustausch a Steierfroe verhënnere, dat heescht hiert Bankgeheimnis rette kënnen.

Do ass et dann nëmme selbstverständlech, datt Lëtzebuerg op eng Gläichbehandlung mat sengem gréisste Konkurrent am „private banking“ besteet a keng Léising akzeptéiert, déi fir eist Land net ouni Konsequenze bleiwe géif. Och wann déi Konsequenze fir eis vläicht manner dramatesch wieren, wéi fir den EU-Finanzmaart a senger Gesamtheet. Well dat ass eng Eventualitéit, déi dacks, ënner anerem vun eisen

Nopeschlänner an hirer Kuerzsiichtegkeet vergiess gëtt.

An dann zeechent sech och nach deen nächste Steuer-Clash of, an zwar mat der envisagéierter Harmoniséierung vun de Berechnungsbasisse fir d'Kierperschaftssteuer. Déi ass zwar am Prinzip akzeptéiert. Dee Prinzip wäert awer wuel bei der Ëmsetzung an d'Praxis zu etlichem Gedeessem féieren.

Et muss ee wëssen, datt des Harmoniséierung vun den Assietten nëmmen deen éischte Schrëtt a Richtung Totalharmoniséierung ass an datt no der Assiette iergendwann och den Taux vun der Betriebssteuer ugepasst gëtt, wougéint sech zum Beispill am Ablack d'Ire mat Hänn a mat Féiss wieren. Well si hu mat 12,5% wierklech de loin deen niddregste Saz.

Mat esou enger Eenheitssteuer géif een, wann net souguer de wichtegste Standuertfaktor, mat deem mir an der Vergaangenheet optrompe konnten, verschwannen. Zwar leie mir mat eisem Kierperschaftssteiersaz iergendwou an der europäescher Mëtt, mä bei der Assiette hu mir eis alt emol jar Fräiheeten erausgeholl, déi eis gehollef hunn, den effektiven Taux no ënnen ze drécken. Well à terme déi Harmoniséierung wuel net ze verhënnere wäert sinn, mussen mir eis nach méi dringend elo, fir aner Standuertvirdeeler als Ersatz opzebauen.

Här President, säitdeem eise Finanzminister an der leschter Woch seng Kontekarten op den Dësch geluecht huet an déi freedeg Matdeelung gemaach huet, datt säi Keessenofschloss vum leschte Joer net esou katastrophal ausgefall ass, wéi dat bei der Opstellung vum 2010er Budget gefaart gi war, ass op verschiddene Plazen hei am Land eng gellech Euphorie ausgebrach, bal wéi am Schlaraffeland. 990 Milliounen méi wéi erwaart sinn zejoert an d'Statskeess gefloss an hunn aus deem geplangten 2,3-Milliarden-Defizit e Lach vun nëmme méi 1,3 Milliarde gemaach.

An där sëllege Freed iwwert déi gutt Nouvelle, déi allerdéngs dem Finanzminister soss näischt abruecht huet wéi de Virwurf, hie kéint net rechnen, gouf net nëmme vergiess, datt hei den Ëmstand matgespillt huet, datt d'Steiere méi séier wéi soss eragedriwwen goufen, mä och d'Tatsaach gouf iwwersinn, datt och en 1,3-Milliarden-Defizit nach ëmmer e Lach ass.

Esou e Lach gouf et scho laang net méi an eisem Statshaushalt, an dorunner ka souguer déi Maastrichter Rechemethod, déi mer da gär benotzen, an déi jo bekanntlech och d'Gemengefinanzen an d'Finanzsituatioun vun der Sécurité sociale berücksichtegt, näischt änneren, och wa mer domat den 2010er Defizit op 700 Milliounen erfogedréckt kréien.

Natierlech kann ee sech driwwer freeën, datt d'Situatioun sech besser entwéckelt huet wéi erwaart. Mä da bleift nach ëmmer d'Tatsaach, datt mir weiderhin an de rouden Zuele kludderen a vläicht nach net esou bal doraus erauskommen. De Schätzung vum Previsiounscomitée zu folleg, deen de Finanzminister agesat huet, fir mat wëssenschaftlecher Akribie, awer nach ëmmer net mat Garantie, d'Zukunft virauszesoen, dierft och an der beschter Hypothees de Budgetséquiliber bis un d'Ënn vun deser Legislatur net erreicht hunn; op d'mannst net, wa mir eis weider virun inzisive Krisemesuren drécke sollten.

Am Kloertext heescht dat, datt eis Statsverschëldung weider klammen a bis 2014 de Rekordniveau vun iwwer zéng Milliarden erreche wäert. Dat heescht och, datt mir all Joer e puer 100 Milliounen u Scholdzënsen opbréngen müssen, déi eis am Budget feele wäerten; feele wäerte fir Sozialpolitik ze maachen a fir eis Infrastruktur auszebauen. Vum Remboursement vun der Schold, vum Principal, wéi dat esou schéin heescht, emol guer net ze schwätzen.

Wien do mengt, et wier elo erëm alles an der Rei, dee kann einfach net rechnen. Oder e wëllt d'Realitéit net gesinn, fir datt hie weiderhi Fuerderungen un de Stat stelle kann, obwuel deem seng Moyene feelen, fir se ze erfüllen. An anere Wieder: Wien dat Spill spillt, dee verkeeft d'Leit fir domm!

Och wann d'Maastrichter Kritären eng Verschëldung bis zu 60% vum PIB zouloos-

sen, wëllt dat nach laang net heeschen, datt eng butzeg kleng an zimlech offen national Ekonomie wéi eis sech dat och leeschte kéint. Schon d'Halschent dovu wier geféierlech vill! Dofir kann een nëmme frou driwwer sinn, datt de Finanzminister versicht, mat alle Mëttelen ënner 25% Verschëldung ze bleiwen.

Wien dat net unerkennt a weider monter drop lass fuerdert, deen interesséieren eis Kanner a Kandskanner net fir fënnf Sou! Well déi misste sech da mat där Schold erëmschloen, déi mir an eiser Lichtfankegkeet - oder sollt een net éischer soen, an eisem Egoismus? - ugeheeft hätten.

Här President, et dierf een och net vergiessen, datt dat net déi eenzeg Schold ass, déi mir deene verierwen, déi no eis kommen. Et ass gewosst a beluecht, datt eis Pensiounsregime an absehbarer Zäit a Finanzschwierigkeete kommen, well d'demographesch Entwécklung einfach net méi matspillt. Eis Altersversuergung, déi um Prinzip vum Émlageverfahre baséiert, bei deem déi Aktiv d'Pensioun vun de Retraitéierte bezuelen, kann nëmmen esou laang funktionéieren, wéi sech Aktiver a Pensionéierter d'Woschuel halen.

Mä just deen Équiliber ass amgang ze kippen, well d'Liewenserwaardung an der leschter Zäit esou séier, erfreescherweis, geklommen ass - eleng em dräi Joer an deene leschten zéng Joer bei eis -, a well och dee sougenannte Maturitéitsmoment vun eisem Pensiounsregime dofir ëmmer méi no réckelt.

Natierlech sinn eis Pensiounskeesen nach gesond, lafen den Ament souguer iwwer, well d'Cotisationsen nach ëmmer méi séier klamme wéi d'Pensiounsmass. Wou ass dann de Problem?, kéint een do froen. D'IGSS huet awer dee Problem ganz grëffeg skizzéiert, wéi si ausgerechent huet, datt, wann näischt geschitt an deenen nächste 50 Joer, d'Beschäftegung an der Moyenne ëm 2,6% d'Joer klammen an de PIB ëm 4% wuesse muss, fir datt d'Pensiounsrechnung nach op géif goen.

An anere Wieder hätte mer bis 2060 eng Situatioun, wou den Emploi vun de Résidenté bis op 250.000 eropgoen an dee vun de Frontalieren iwwer 900.000 eropgoe géif. Do geet et dann och wuel net méi mat sechspuregen Autobunnen duer. Ganz ofgesinn dovunner, datt emol een engem muss soen, wou mer déi sëllege Frontalieren da sollen hierkréien.

Spéitstens elo misst et all Mënsch allichten, datt et esou net méi weidergoe kann. Dofir och huet d'Regierung, wéi an hirem Programm versprach, sech hanner eng Pensiounsreform gespaant, déi deser Deeg op d'mannst an hirem Konzept vum Sozial- a vum Finanzminister virgestallt ginn ass. Den Echo war duerch d'Bank positiv, well ebe jiddweree weess, datt mir eise Pensiounsregime ëmbauen müssen.

Dee Mix aus deenen dräi méigleche Komponente vun esou enger Reform - d'Leeschungen eroffueren, d'Cotisationsen héien, d'Cotisationszäit verlängeren -, deen do fonnt gouf, ass intelligent, well équilibréiert. Elo dierf een dann op dat fäerdeg Produkt gespaant sinn, dat all déi nach net geklärten Detailer ëmfaassen an dat virum Summer a Form vun engem Projet de loi virleie soll.

Natierlech stéisst dee Konzept net iwwerall op Begeescherung, a sief et och nëmmen, well hien, wéi kéint et ënnert deene gegebenen Ëmstänn och anescht sinn, Aschnëtter schmaachen net jiddweregem. Wuel gëtt allgemeng akzeptéiert, datt gespuert an ëmgeschicht muss ginn, nure gëtt et och där Stëmme, déi mengen, dat dierf awer net bei hinne sinn, mä et hätt nëmme bei den Noperen ze geschéien.

Esou eng Astellung verstoppt sech zum Beispill hannert der Fuerderung, d'Cotisationsen sollten déplafonnéiert ginn. Logescherweis géif dat an engem Assurance-system, wéi mir en hei hunn, wéi eisem, bedeuten, datt déi déck Contributeuren och méi héich Pensiounen kréien. Mä grad esou ass et net geduecht. Déi Déck solle wuel méi abezuelen, awer net méi





wéi elo erauskréien, well déi zousätzlech Cotisatioungsgelder ëmgeleet solle ginn op déi aner, op deenen aneren hir Pensiounen ëmgeluecht solle ginn.

Ech mengen, dat ass eng nei Form vun Ëmverdeelung, déi do de Verteideger vun deem System virschwieft an natierlech zousätzlech... et ass eng Ëmverdeelung, déi zousätzlech zu där kënn, déi souwisou schonn iwwer eis Steuerprogressivitéit agebaut ass. Ech mengen, mir sinn hei an engem anere Film a mir sollten dee Reformprojet elo net mat esou Ëmverdeelungskonsideratiounen iwwerlueden, well e soss riskéiert ze kippen, amplaz de Pensiounsproblem op d'mannst virleefeg ze léisen.

Einstweile gesäit de Pensiounskonzept vu Bartolomeo a Frieden wuel eng Leeschtungskierzung vu 15% vir, déi allerdéngs duerch eng ëm dräi Joer verlängerte Liewensarbeitszeit kompenséiert ka ginn, wann dee Betreffenden dat da wëllt, a wann d'Betriber och matspillen - an ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Fro - an net jiddwereen iwwer 50 Joer bei d'aalt Eise geheien.

Eng Cotisatiounserhéijung ass op där anerer Säit am Moment net virgesinn, op d'mannst net an deenen éischten zéng Joer. Mä de System ass esou flexibel gehalen, datt, wann néideg, da kann och deen dräigliederege Bäitrag, also Stat, Patron a Salaré, ouni Weideres vun haut 24% bis op 30% eropgefueg ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pensiounsreform ass awer net deen eenzege grouss Chantier, deen elo an Ugrëff geholl soll ginn. Dernieft gëtt et och nach déi schwieereg, mä absolut noutwendeg Baustell Logement. Eng Baustell, där sech den zoustännige Minister, wéi de Premier gëschter ugekënnegt huet, elo mat engem méi breet ugeluechtene Programm unhuele wëllt.

An deem voluminéise Logementspak, an deem net manner wéi 60.000 nei Wunnenge virgesi sinn, gëtt et, nieft enger Rei ekologeschen Incentiven, un deene scho säit enger Zäit gestréckt gëtt, och eng ganz Rétsch souguer zum Deel originell Mesuren, déi d'Wunnen erëm méi erschwénglech maache sollen.

Iwwerhaupt war déi gréng an och déi sozial Faarf net ze iwwersinn, an déi de Premier seng programmatesch Ried gëscht gezappt hat. Do goug vill vu Klimapolitik an Albusanéierung, vu vereinfachter Inkommodo-Prozedur an energieeffizienten Neibauprogrammen Rieds.

An et goug och, fir munchen éischter iwwerraschend, vun där Gesellschaftschicht Rieds, déi einfach net an eise kuschelege Wuelstand passt an déi mir dofir am léifsten ignoréieren: D'Kanner, déi ouni ugemiesse Betreuer an domat ouni Chancé fir hir Zukunft opwuessen; Erwuesener, déi aus der Bunn geworf goufen an déi ouni Daach iwwert dem Kapp am gréisste Misär liewe mussen; Asylanten a Roma, déi et zu Hauf bei eis dreift, an déi mir net einfach heemschécke kënnen, ouni hinnen ze hëllefen. Och dat ass Lëtzebuerg, ass dat räicht Lëtzebuerg!

Doriwwer kann ee schonn déi sougenannt gesellschaftspolitesch Fro vergiessen, déi deenen engen oder anere méi uewe leien ze schéngen - och wa mir hei zu Lëtzebuerg kaum ëmstand sinn, eleng déi Problemer ze léisen. Gemengt ass do an éischer Linn d'Diskussion ëm d'Quotefraen, déi bestëmmt net mat engem eenzege Gesetz ofgeschloss ka ginn, mä eng ganz Rétsch vun Encadrementsmesurén voraussetzt, ouni déi eng ugemiesse Bedeelegung vun de Fraen um Wirtschaftsliwien net kann erreicht ginn.

Gemengt ass och nach d'Reform vun der Ofdreiwungsgesetzgebung, iwwert déi sech d'Koalitionspartner am Detail an hirem Programm wuel geeenegt haben, déi awer elo riskéiert an engem ideologeschen héichgepushten Hickhack hänken ze bleiwen, dee verdächtig no Kulturkampf richt.

Wat eis do scho méi Suerge misst maachen, dat ass d'Tatsaach, datt mir ëmmer

nach en ze héije Chômage hunn. 6% si bei eis ouni Schaff, an dat obwuel den Emploi weider mat 2% gewuess ass! Mir wëssen, wourunner dat läit, a mir wëssen, datt mir alles drusetze mussen, fir duerch eng ugemiesse Formatioun de Chômagetrend à terme ëmzekéieren.

Geneesou wéi mer wëssen, datt mir als dat räichst Land an Europa bis elo net ëmstand waren, dat Zil vu 40% Akademikerundeel ze errechen, dat eis d'Lissabonner Strategie virgëtt. Hei läit eng grouss, eng ganz grouss Erausforderung un eis Gesellschaft, un eisen Educatiounssystem, a virun allem un déi, déi am Enseignement schaffen.

Här President, nieft all deene Froen, déi sonner Zweifel hir Bedeitung hunn, däerf een awer net vergiessen, datt mir an engem Land liewen, dat säit iwwer engem Jorhonnert zu den ekonomeschen „high flyer“ gehéiert an et bis haut fäerdeg bruecht huet, e gutt Stéck méi héich wéi all déi aner, an notamment wéi seng Noperen ze fléien.

Vläicht sollte mir eis dofir och heiansdo drun erënneren, wéi et dem Ikarus an der griichescher So gaangen ass. Den Ikarus, deem säi Papp him aus Wuess a Fiedere Filleke gebastelt hat, mat deene si fléien an dem béise Kinnek Minos vu Kreta entkomme konnten. Mä well den Ikarus op eemol ze vill hardi ginn ass an ze héich geflunn ass, si seng Filleken an der Sonn geschmolz an hien ass an d'Mier gefall.

Wann et eis net esou soll ergoe wéi dem Ikarus, da musse mir eis Wuelstandsambitioune vläicht e bëssche bremsen an drop oppassen, datt mir net iwwert d'Sträng schloen.

#### (Interruption)

Et kéinte jo och - ass och eng Alternativ, Här Hoffmann - emol manner gutt Zäite kommen, an deene mir eis enger Decken no strecke missten, déi méi kuerz ginn ass! Da wier et jo gutt, wann ee sech op esou eng Eventualitéit op d'mannst ageriicht hätt, zum Beispill op e Réckgang vun eiser Finanzplaz. E Réckgang, deen och den FMI net virgëschter a senger Analys ausgeschloss huet. Dat ass iwwersi ginn. Oder och nëmme op eng Ofbremsung an eng Ugläichung vun eistem Wirtschaftswuesstum no ënnen un dat vun eisen Noperen.

Dofir ass et net esou aberrant, wann ee sech Gedanken iwwer eis Kompetitivitéit mécht, wann ee versicht, Inégalitëten an eiser Gesellschaft auszubigelen an zum Beispill déi mat der Zäit méi ofgehewe Beräicher wéi d'Fonction publique op eng Flughéicht erfroezehuelen, wéi si notamment dem Privatsektor vun der internationaler Kompetitivitéit - oder Kompetitioun, Konkurrenzkampf - diktéiert gëtt.

Déi geplangten Erfroezsetzung vun den Ufanksgeläit beim Stat, déi hëllef soll, d'Rémunéierung besser ze verdeelen, an d'Aféierung vun engem Leeschtungsbeurteilungssystem maachen nach laang net d'Unanimitéit. Mä e moderne Stat brauch och e modernen an en effizienten Apparat. Dofir d'Iddi, fir d'Leeschtung besser ze honoréieren. Wat erëm eng Kéier nuren da méiglech ass, wann ee se och miese kann. Déi geplangten Evaluatioun am Statsdëngscht ass net geduecht, fir ze sanktionéieren, wéi dat dacks ugeholl gëtt, mä fir ze motivéieren! An anere Beräicher fonctionnéiert si dofir scho ganz laang.

A wa mir vu Leeschtung an domat och vu Kompetitivitéit schwätzen, däerf et och net verbuede sinn, sech Gedanken iwwert den Index ze maachen, fir de Fall, datt hien op d'Wettbewerbsfäegkeet vun eiser Economie drécke sollt. Dat wëllt nach net heeschen, datt een den Index einfach op den Tipp geheie soll. Et gëtt där Beispiller genuch an eiser laanger Indexvergangenheit, datt een och iwwert de Wee vu Modulatioun - anerer géife soen, Manipulatioun - déi negativ Auswierkung um Index ausschalte kann, op d'mannst esou laang, wéi d'Situatioun dat erfuerdert.

Natierlech musse mir wëssen - dat ass nun eben esou -, datt eisen Index fir déi aner, ech mengen, fir déi aner an Europa, geneesou e rout Duch ass wéi zum Beispill eist Bankgeheimnis an datt si eis dofir net mat Rou loossen, soulaang wéi mir u béidem festhalen.

Här President, mir wëssen alleguer, datt ee fir d'Éischt déi Sue verdéng muss, déi ee

fir Land a Leit ausgi wëllt. Dofir ass a bleift déi alleréischte vun de Prioritéiten déi, datt mir derfir suergen, datt eise Produktiounsapparat gutt dréit, besser nach wéi deenen aneren hiren.

An dat, well mir als klengt Land etlech Noddeeler hunn, déi mir domat iwwerspillen mussen, datt mir besser a méi séier wéi déi aner sinn, op d'mannst an deene Wirtschaftsnischen, an deene mir eis breet gemaach hunn oder nach breet maache wëllen. Well nëmme esou kënnen mir déi Sue verdéngen, déi mir brauchen, fir eis politesch Ambitiounen ze finanzéieren.

Eis Lokomotiv ass den Export, mat deem mir déi Sue verdéngen, déi de Rescht vun eiser Wirtschaft um Rullen halen. Och wa mir am Industrieberäich nach ëmmer gutt opgestallt sinn, léisst et sech net leegen, datt mir längst am Servicezeitalter ukomm sinn an eis mussen domat offannen, datt mir virun allem nach als Dëngschtleeschter iwwerliewe kënnen.

Mir wëssen awer och, datt mir mat der Zäit vill ze vill ofhängeg gi si vun deem enge Secteur, deem Dëngschtleeschtungssektor, deen zu Recht als Mëllechkou vom Land ugegi gëtt an deen onverzichtbar fir eis an eis Economie ginn ass. Mir wëssen, datt dat eng ëmsou méi geféierlech Ofhängegkeet ass, well mir séier wéineg Emprise op d'Entscheidungsdreier vun eistem Finanzsektor hunn. Do wäerten um Enn wuel nëmme méi Kompetenz an den Know-how, dee mir mat der Zäit ugesammelt hunn, eis nach dee Virsprong séchere kënnen, vun deem mir am Moment gutt liewen.

Dofir musse mir eng duebel Strategie fueren. Engersäits musse mir weider un der Konsolidéierung vun eiser Finanzplaz schaffen, déi ëmmer erëm mat neie Produkter an Dëngschtleeschungen optrompe muss, fir der Konkurrenz eng Nuew virusa ze sinn. An anersäits musse mir eis Economie mat Nodrock diversifizéieren, sief et elo am héich technologeschen Industrieberäich, am Handwerk oder och an deenen neie Wirtschaftsfelder wéi der Telekommunikatioun, der Logistik, dem Commerce électronique, de gréngen Technologien oder der Biomedezin.

An all deene Beräicher huet sech jo bei eis, Gott sei Dank, etlech gedoen an der leschter Zäit. An de Fait, datt mir haut eng eegen Uni hunn, op där d'Recherche an deene fir eis relevante Fächer esou lues a Schwong kënn, seet eis, datt mir hei nach eng Schépp noleeë kënnen, wa mir nëmme wëllen an eis och d'Moyenen derfir ginn.

Iergendwann musse mir eis allerdéngs och doriwwer kloer ginn, wouhinner mir steiere wëllen a wat fir eng laangfristeg Ziler mir eis setzen. Wëlle mir e Stat mat enger Millioun Awunner ginn? Wat guer net méi esou wäit aus de Féiss läit. A wëlle mir eis weider als Nuebel vun der Groussregioun entwéckelen, mat allem, wat dat bedeit un zousätzlecher Wirtschaftsaktivitéit, mä och un entsprecher Strukturpassungen?

Wéi ee Wuesstum wëlle mer iwwerhaupt? Setze mir weider op eng kontinuierlech Croissance vum PIB, mat allem, wat do Infrastruktur, nach méi Ëmweltbelaaschtung -, oder setze mir éischer op e qualitativt amplaz e quantitativt Wuesstum? Wat ëmmer dat och heesche wëllt!

Et wier dofir net schlecht, wa mir eis och iwwert den Dag eraus emol Gedanken doriwwer maache géifen, doriwwer, wéi esou ee qualitativt Wuesstum ausgesi soll, a wat een an d'Wee leede muss, fir dohinner ze kommen.

Wat um Enn dobäi erauskomme soll, dat wësse mer. Net nëmme méi Suen, net nëmme méi Konsum, net nëmme méi Wuelstand, mä och méi Liewensqualität, méi Wuelbefannen, méi Zefriddenheet. Dat Zil huet säit enger Zäit och schonn en Numm, et heescht „PIB du bien-être“. An et mengt e Räichtum, dee sech net nëmme um reng ekonomeschen orientéiert, mä och dat nohaltegt Element an déi sozial Komponent mat abezitt.

Ech ginn zou, dat ass keng einfach Missioun, fir deen neie Miessapparat fäerdeg ze bréngen. Mä en Ufank ass op d'mannst scho gemaach. Iwwerall uechert d'Welt,

och hei zu Lëtzebuerg, brucken Ekonomisten, Soziologen, Demoskopien a Statistiker iwwert dem Konzept „PIB du bien-être“ a si probéieren deen neie Räichtumsthermometer a senger ganzer Komplexitéit an de Grëff ze kréien. Dat ass net einfach, an de Wee bis zum neie PIB ass nach wäit! Mä et ass awer derwäert, datt mir dee Wee ginn. Ech menge souguer, datt mir keen anere Choix hätten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lucien Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Biller, déi mer Dag fir Dag haut nach ëmmer vu Fukushima kréien, suergen derfir, datt mer entsat sinn, datt mer Angscht hunn, datt mer eis hëlleflos spieren. A mir kënnen eis virstellen, wat an de Käpp an och an de Bäich vun deene Leit virgeet a Japan selwer, déi nach vill méi no un där Katastroph do dru sinn. An et huet eigentlech näischt d'Situatioun, virun allem d'Hëlleflosegkeet besser beschriwwen, wéi d'Wieder vum japanesche Premier scho virun enger Rei vun Deeg, dee gesot huet: D'Situatioun ass onberechenbar!

25 Joer no Tschernobyl ass nach eng Kéier däitlech ginn, datt d'Atomenergie an extreme Fäll eben net beherrschbar ass, datt dat Onvirstellbart - well bis virun dräi, véier Woche war en Äerdbiewe vun der Stärkt néng, a war en Tsunami vun deem doten Ausmooss, a waren déi Reakterkatakstrophen, déi mer duerno konnte constatéieren, onvirstellbar -, jo, datt och dat Onvirstellbart kann antrieden!

D'Nuklearenergie huet e kleng Risiko. E Reschrisiko, ass et genannt ginn, mä wann dee Reschrisiko dann zur Realitéit gëtt, dann huet dat enorm Auswierkungen. Et huet global Auswierkunge ronderëm de ganze Globus, et huet Auswierkungen an der Zäit, well nach op zéngtausende vu Jore wäerten d'Konsequenze vun där doter Katastroph kënnen gemooss ginn. Ganz Landstrécher sinn onbewunnbar ginn. Et huet Konsequenzen op d'Gesondheet vun deene Leit, déi méi no, awer och manner no dodrunner wunnen. Et huet Konsequenzen op d'Liewensmittelproduktioun. Virun allem awer och wäert et Konsequenzen hunn op d'Liewen, op dat alldeeglecht Liewen herno op der japanescher Insel. A wat déi genee Auswierkunge wäerte sinn, dat wäerte mer eréischt an deenen nächste Méint Schrëtt fir Schrëtt jo och gewuer ginn.

Duerfir, mengen ech, ass kloer - an aner Riedner hunn et hei gesot, de Premierwiderholl, a vill Acteuren am Land hu sech och där Bewegung do ugeschloss -, duerfir ass kloer, datt d'Atomenergie eng Energieform vun der Vergangenheit ass a keng Energieform vun der Zukunft méi däerf sinn.

D'Demokratesch Partei gesäit dat schonn esou zënter Längerem, an et ass net, wéi den Här Thiel virdu gesot huet, datt eréischt zënter Fukushima jiddweree sech do eppes Bessere besénnt hätt, mä an eistem Ëmweltpabeier vun 2008 hu mer ganz kloer gesot, datt mer eraus aus der Atomenergie wëllen an datt mer och hei zu Lëtzebuerg, obscho mer jo keng Reakteren hei stoen hunn, mä datt mer awer och hei mussen eis Hausaufgabe maachen, fir datt dat doten Zil un internationale Plang kann erreicht ginn.

Am Moment fënnt awer nieft dem Super-GAU a Japan en zweete Super-GAU statt, an zwar dee vun der Explosioun, vun der Präisexplosioun vun de fossilen Energien, vum Präis vum Mazout. Wann ee vergläicht, wat ee fir 1.500 Liter Mazout den 1. Januar 2009 bezuelt huet, da waren dat 561 Euro, an et kuckt een, wat een haut muss fir 1.500 Liter Mazout bezuelen, da sinn dat 1.146 Euro. Dann huet een also do quasi eng Präisexplosioun vun 100%, also eng Verdueblung. Eng Verdueblung op engem Präis vun engem Produit, dee jo net nëmme op den internationale Bourssé gehandelt gëtt, mä dee jiddwereen, ganz vill der vun eis Dag fir Dag, Mount fir Mount ze spiere kréien, nämlech



dann, wa se hir Energierechnung vun hirem Haus, vun hirem Appartement muss bezuelen.

Gëschter an der Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premierminister dann och eng Rei vun Ukënnegunge gemaach, déi solle probéieren, déi dote Laascht ofzefieder. Wunnengshëllef gi méi ökologesch ausgeriicht, et sollt zu engem zënse-lose Prêt komme fir d'Sanéierung vun Haiser vu Leit, déi sech manner gutt stinn. Mir sollen Energiestandarden op 2018 definéieren. Déi 3%-TVA soll och gëllen dann, wann een d'Isolatioun vun engem Haus realiséiert, dat nach manner wéi 20 Joer huet, an de Stat géif weider Effortë maache bei der Albausanéierung vu sengen eegene Gebailechkeeten.

Nun, eiser Meenung no kann dat doten héchstens en Usaz vun engem gesamten Energiekonzept ginn. A wann een dat dote kuckt an et vergläicht een et mat där grousser Erausforderung, déi elo nach virun eis läit, et vergläicht een et mat deem, wat mer bis ewell vun eisem Virhaben, d'CO<sub>2</sub>-Emissionen duerch de Kyoto-Protokoll ëm 28% par rapport zu 1990 ze reduzéieren, erreicht hunn, nämlech déi 9%, da gesäit een, datt d'Regierung hei däitlech ze kuerz gesprongen ass.

An et gëtt eng ganz Rei vu Froen, déi ech awer emol direkt do, mengen ech, muss drun uschléissen. Wa mer soen, mer wëllen Null-CO<sub>2</sub>-Haiser, Null-Energie-Haiser ab 2018, gläichzäitig seet de Premierminister awer hei an darselwechter Ried, mer wëllen an deenen nächste Joren nach zéngtausende vun Haiser hei bauen, da freet ee sech, wat dat fir e Sënn mécht, wa mer waarden, esou ee Standard ze definéieren, wann déi Haiser do gebaut sinn.

Mir mengen, datt dat dote méi schnell kéint goen. Kuckt an eise Wahlprogramm, mir hate genau datselwecht fir 2014 proposéiert.

Déi 3%-TVA, och wann et ëm d'Sanéierung vu manner alen Haiser geet, do freet ee sech, ob mer dann de Bilan gemaach hu vun der 3%-Regel, ob dat wierklech am Domän vum Logement dat beschten Instrument war, wann et elo hei verlängert gëtt. Eenzel Stëmmen, och aus der Koalitioun eraus, och aus der Regierung eraus, hunn dat am Laf vun deene leschte Joren awer emol déi eng oder déi aner Kéier méi wéi däitlech selwer a Fro gestallt.

A wann dann de bëlleger Akt an der jetzeger Form ofgeschaf gëtt fir Leit, déi sech méi en aalt Haus kafen, wësse mer och, datt dat net onbedéngt sozial gerecht ass. Well deen, dee sech en aalt Haus keeft, dat ass och meeschtens deen, dee sech keen neit ebe kann erlaben.

Lëtzebuerg brauch, menge mer, duerfir ebe jo méi eng gesamte Strategie, en neit Energiekonzept, fir eben ze erlaben, op där enger Säit aus dem Atomstrom kënnen erauszeklammen, an op där anerer Säit awer och den Auswee aus der Energiefäll ze fannen. Wa mer dat net hikréien, wa mer net esou e globaalt Energiekonzept hikréien, dann ass den Neen zu Cattenom, dann ass den Neen zu Tihange an den Neen zur Atomenergie schlechthin einfach net gläwderdeg.

E kloert Energiekonzept brauch virun allem e klaren Aktiounsplang. En Aktiounsplang, wou Schrëtt fir Schrëtt beschriwwen ass, och quantitativ beschriwwen ass, wat d'Zilsetzung da wierklech ausmécht, wéi mer erauskommen aus der Atomenergie, an awer wou d'selwecht Schrëtt fir Schrëtt beschriwwen ass, wéi mer da virun allem an erneierbar Energien erakommen.

Wéi mer et fäerdeg bréngen, dann eben och dat, wat mer net méi wëllen importéieren, hei zu Lëtzebuerg selwer ze produzéieren, dorobber si gëschter ganz wéinég Äntwerte komm. Mir hunn an der Vergaangenheet scho vun ënnerschiddleche Ministeren do Aktiounspläng presentéiert kritt, allerdéngs war do Plang ganz grouss geschriwwen bis ewell, mä Aktioun gouf ganz kleng buschtawéiert.

Mir hu Kyoto eis als Zil gesat. Mir hu gëschter héieren, datt mer et de loin dépasséieren, a mir hunn och gëschter nach eng Kéier héieren, datt et eigentlech selbstverständlech ass, datt mer och Efforten, substanzuell Efforten am Ausland

maachen, well mer se hei zu Lëtzebuerg net géife ronbréngen. Wat fir e Sënn et awer mécht, 30 Milliounen an d'Albausanéierung ze investéieren, eben net hei zu Lëtzebuerg, mä an Haiser an Estland, dat muss awer nach ee mer erklären.

Mir brauchen elo eppes wéi eng Klimabank, déi vu menger Partei scho länger diskutéiert a proposéiert ass, fir d'Investitiounen an erneierbar Energien, fir d'Investitiounen an d'Albausanéierung virzefinanzéieren; eng Klimabank, déi soll proaktiv virgoen, déi de Leit soll weisen an de Betriber hei am Land soll ebe weisen, datt et sech lount, an erneierbar Energien an an d'Albausanéierung an an Energieeffizienz kënnen ze investéieren. Eng Klimabank, déi och Iwwerzeegungsaarbecht um Terrain ka maachen. Jo, an eben och net nëmme moralesch Iwwerzeegungsaarbecht, och ebe finanziell Iwwerzeegungsaarbecht, déi ka weisen, datt dat doten e Modell ass, deen dréit.

Mir müssen elo méi staark hei zu Lëtzebuerg nach an d'Albausanéierung investéieren, well dee ganze Parc immobilier, deen entsprécht zum Beispill zu engem Prozent just neien Haiser, déi haapt-sächlech elo hei viséiert ginn, sécherlech duerch déi nei Energiestandarden. Wa mer awer wëssen, datt 40% vun den CO<sub>2</sub>-Emissionen am europäeschen Duerchschnëtt eben duerch de Logement verursaacht ginn, da wësse mer, datt mer eis vill méi staark nach wéi dat gëschter hei ugekënnegt ginn ass müssen op den Domän vun de bestehenden Haiser konzentréieren.

An et ass fir eis eben och eng Fro do vu sozialer Gerechtegkeet, datt deen, deen eben a méi engem alen Haus wunnt, well et dat eben ass, wat e mat sengem Portmonni sech konnt finanzéieren, datt mer deem e Stéck méi staark hëllef, esou och mat aus der Energiefäll kënnen erauszekommen.

Albausanéierung ass en Thema fir d'Demokratesch Partei hei net zënter gëschter. A mir goufen an deem Haus hei, besonnesch vun der CSV, méi wéi eng Kéier belächelt dozou. Ech si frou, datt d'CSV och do endlech bäigeléiert huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Mir brauchen dann net nëmme Mobilitéitskonzepter, Konzepter, déi am Tirang leien, mä mir müssen déi Mobilitéitskonzepter, déi mer hu fir dëst Land, déi an de leschte Joren erstallt goufen, ëmsetzen. Ech hunn dozou net een eenzegt Wuert vum Statsminister gëschter héieren. An dobäi wësse mer, datt ee vun deenen zwee grouse wichtige Piliere, fir d'CO<sub>2</sub>-Emissionen kënnen ze reduzéieren, datt dat nun ebe grad d'Mobilitéit ass, datt dat nun ebe grad den Investissement an den öffentlechen Transport ass. Do hätt ech mer nach eng Kéier méi kloer e Bekenntnis vum Premierminister gëschter op dëser Plaz hei kënnen virstellen.

Da menge mer, datt déi definéiert Energiestandarden net müssen op sech waarde loosse bis 2018. Mir mengen, datt 2014 do nach wie vor méiglech ass. A wa mer wëllen ewechkommme vun der grousser Energie, eben och vun der Atomenergie, wou ee grouss Investitioun brauch an duerfir grouss ekonomesch Acteuren och brauch, déi Energie produzéieren a verdreiwen, kommerzialiséieren, dann, mengen ech, muss mer och d'Produktioun dezentraliséieren a brauche mer méi Acteuren.

An ee vun deenen Acteuren wëllen d'Gemengen hei an dësem Land sinn. Mä da kommt, mir ginn eis awer och ee fir allemol eens, datt mer se gewäerde loosse! Et mécht fir mech kee Sënn, datt eng vun den Hauptmissiounen fir d'Lëtzebuurger Gemengen doranner besteet, de Leit kaalt Waasser ze liwweren, Dag fir Dag, a se awer nach ëmmer dorunner ze hënneren, wa se de Leit wëlle waarmt Waasser spriech Energie liwweren. Domadder muss mer ophalen. Do muss och den Ëmweltminister ëmdenken, wann et bei deem gréngen Touch hei der CSV wierklech esou eescht soll sinn, wéi dat gëschter hei ugeklongen ass.

Da mengen ech awer och, da kënnen mer net weiderhin hinhuelen, datt mer de Leit eigentlech duerch deen net nohaltegen In-

dexsystem, dee mer do momentan hunn, keen Ureiz schafen, fir da wierklech mat op de Wee vun Energieeffizienz an erneierbaren Energien ze goen. Duerfir muss mer och do, wat den Index ubelaangt - an Dir kennt d'Propos vun der Demokratescher Partei -, ëmdenken an d'Energiekäschtchen manner gewiichten am Wuerekerf, fir e klaren Ureiz fir de Konsument do ze schafen.

Da muss mer - an dat ass eppes, wou mer mam Premierminister enger Meenung sinn - Fuerschungsgelder déviéieren. Mir müssen ophalen, dann an eng Energieform vun der Vergaangenheet, nämlech d'Atomenergie, ze investéieren an do fuerschen ze goen, neen, mer müssen hikommen an an d'erneierbar Energie fuerschen, méi substanzuell do fuerschen, wa mer wierklech dovunner iwwerzeegt wëlle sinn, datt do d'Zukunft läit. An eis Stëmm an Europa muss gehéiert ginn a mer muss se och héieren dinn. Virun allem, wann et dann och drëms geet, grouss international Réseauen, Netzer opzebauen, wou mer virun allem och den erneierbaren Energie kënnen doduerjer zum Duerchbroch verhëllef, datt se besser hin an hier kënnen transportéiert ginn.

D'Regierung huet also do eenzel Moosnamen dévoppéiert. Mir hätte léiwer e Gesamtkonzept gesinn, an duerfir wäert mäi Kolleg, de Fränz Bausch, och herno am Numm vun der grénger Fraktioun an och vu menger Fraktioun deement-sprechend eng Motioun wëllen hei dévopéieren.

Well mer awer wierklech der Meenung sinn, datt dat, wat d'Regierung gëschter hei presentéiert huet, net wäit genuch geet, fir den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg an der Albausanéierung zum Duerchbroch ze verhëllef, wëll ech nach eng Kéier kloer insistéieren op d'Iddi vun der sougenannter Klimabank, déi et deem Eenzelnen erlaabt, seng Investitiounen virfinanzéiert ze kréien, an dee Virfinanzement rembourséiert en dann ebe mat deem, wat e Mount fir Mount un Energieerspuernis da realiséiert huet. A jiddweree profitéiert dovunner. Et ass en éischte Schratt an, ech mengen, awer och e wichtige Schratt an den Ausstieg vun der Subventionitis, fir eben net nëmme de Leit Geld matzeginn, esou e Subsid ze ginn, wa se sech eng Solaranlag op den Daach setze respektiv wa se hir Fassad an hir Fënsteren an hiren Daach isoléieren.

An ech fannen eigentlech do e ganz flott Beispill, an ech maachen et net gären, wann ech Buergermeeschterkollege muss luewen hei op dëser Tribün, déi net a menger Partei sinn, mä d'Gemeng Biekerch, mengen ech, huet do de richtege Schrëtt gemaach. Se ass higaangen an huet hir Allocation de vie chère zrëckgeschrauft a se hëllef de Leit eben elo, hir Haiser kënnen ze sanéieren, fir datt se doduerjer eben herno méi budgetäre Spillraum bei sech selwer kréien, andeems se manner Energiekäschtchen hunn. Dat schéngt mer wierklech de Wee ze sinn. Wa mer dat dote massiv hikréien hei zu Lëtzebuerg, dann hu mer dee beschte Konjunkturprogramm fir de Lëtzebuurger Mëttelstand gemaach, deen ee sech ka virstellen.

An et wär eng Iddi och fir eis Finanzplaz. Gleeft mer: Zu London si se amgaangen, dorunner ze schaffen. A mir sinn amgaangen, hei zu Lëtzebuerg do eng Chance ze verpassen. An insgesamt hätte mer finalement doduerjer wierklech massiv eppes gemaach. Wann de Spillraum 40% ass vun den CO<sub>2</sub>-Emissionen, deen iwwert de Logement ëmgedréit kéint ginn, da kënnen mer doduerjer och eng substanzuell Reduktioun vun eisen CO<sub>2</sub>-Emissionen realiséieren. An dat heescht awer och, datt mer duerno manner an dat grouss Kyoto-Dëppe müssen abezuelen. Dat ass d'Iddi vun eiser Klimabank. Mir wäerten do net noloossen ze fuerderen, datt mer an déi dote Richtung sollen hei zu Lëtzebuerg nodenken.

An, Här President, an deem Sënn hunn ech och hei nach eng Kéier mat menger Fraktioun eng Motioun agereecht, mä jiddwereen, deem et jo esou eescht ass mam gréngen Wandel heibannen, dee wäert déi natierlech mat zwou Hänn ënnerschreiwen an och derzou hëllef, datt mer dat doten dann déi nächst Joren ëmgesat kréien.

## Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les engagements pris par le Luxembourg en matière de réduction de gaz à effet de serre dans le cadre du protocole de Kyoto;*

- *considérant l'accord trouvé au niveau de l'Union européenne sur la directive «performance énergétique des bâtiments» prévoyant que les nouveaux bâtiments construits dans l'Union européenne devront à partir de 2020 s'approcher des critères «zéro énergie»;*

- *considérant les résultats de l'étude des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le Luxembourg effectuée par l'Institut FIFO en 2006;*

- *considérant le premier plan d'action du Gouvernement qui détermine l'assainissement énergétique des bâtiments comme une des priorités à suivre pour le Luxembourg en vue d'une réduction des émissions de CO<sub>2</sub>;*

- *soucieuse de l'évolution du prix du pétrole et des coûts financiers croissants engendrés pour les consommateurs qui dépendent des énergies fossiles;*

- *considérant les efforts du Gouvernement dans le domaine de la diversification économique et plus précisément en vue d'attirer des entreprises de la «Green Economy» au Luxembourg;*

- *convaincue des compétences des PME actives dans le domaine de la construction et de l'artisanat au Luxembourg et des opportunités que représente l'assainissement énergétique des bâtiments en vue d'une expansion de leurs activités;*

invite le Gouvernement à

- *anticiper les objectifs de la directive «performance énergétique des bâtiments» afin de se doter d'un avantage en vue de l'implantation de nouvelles entreprises de la «Green Economy» au Luxembourg;*

- *lancer un programme de grande envergure pour la remise en état et l'assainissement énergétique d'immeubles impliquant tous les acteurs concernés (OAI, PME du domaine de la construction et de l'artisanat, etc...);*

- *introduire de nouveaux concepts de préfinancement, tels le «contracting énergétique» ou la création d'une banque climatique, dans le domaine de l'assainissement énergétique d'immeubles ou bien le recours aux énergies renouvelables;*

- *veiller à ce que la population entière puisse bénéficier de ces concepts de préfinancement, afin d'assurer dans un proche avenir l'indépendance du Luxembourg envers les énergies fossiles et nucléaires;*

- *appliquer les critères «near zero energy» dès 2014 et lors de la construction d'immeubles que le Gouvernement entend mettre en œuvre à travers une société nationale du logement.*

(s.) Claude Meisch, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Gast Gibéryen.

Et ass déi leschten Deeg duerch d'Klimakris, duerch d'Situatioun a Japan ee Sujet e bësse méi an den Hannergrond geroden: Et war dat d'Auswierkung vun der grousser internationaler Wirtschafts- a Finanzkris op Lëtzebuerg, d'Auswierkungen op eise Statsbudget. Nu menge mer, därefer mer awer de Budgetsdefizit net aus den Ae verléieren. Och, wa mer 2010 méi, jo och däitlech méi Recetten hate wéi prognostizéiert ginn ass. Woubäi een do sécherlech d'Fro ka stellen - mä et hëllef net vill -, ob dann elo d'Schätzung falsch war oder ob d'Realitéit sech dann als esou gutt ervirgedunn huet.

Dat freet eis och, datt mer eng Milliard Euro méi erakritt hunn 2010 wéi geduecht. Muncher huet sech gespuert, wéi wann en am Lotto gewonnen hätt. Ech mengen, datt dat awer dann e bëssen iwwerdrifwe war. Well, wann ee gesäit, datt mer trotz där enger Milliard méi u Recetten 2010 nach en Defizit beim Zentralstat - an de Premierminister huet dat jo gëschter hei nach eng Kéier erkläert -, also bei deem Budget, dee mir hei stëmmen, fir dee mir, d'Chamber an d'Lëtzebuurger Politik,



selwer kompetent a responsabel sinn, wa mer do nach en Defizit an deemselwechte Joer maache vun 1,3 Milliarden, da weist dat, datt mer nach laang net iwwert de Bierg sinn. Da weist dat just, datt mer eben eigentlech d'Chance haten an net en Defizit geschriwwen hu vun 2,3 Milliarden, mä just vun 1,3 Milliarden.

A wat mer dann nach méi ze denke gëtt, dat ass awer d'Prognos vun der Regierung, wéi et weider soll goe bis 2014, also och Enn vun dëser Mandatsperiod. Do solle mer Joer fir Joer - 2012, 2013, 2014 - nach en Defizit maachen, deen esou ëm 1,7 Milliarden Euro am Zentralstat sech géif dréien. Dat no deenen Estimatiounen, déi de Finanzminister Luc Frieden d'lescht Woch der Chamberskommission virgestallt huet an engem Basiszenario. Et gëtt aner Zeenarien, déi vläicht nach e bësse méi optimisteschen sinn, an an enger Situatioun, wou d'Politik net géif changéieren. An ech muss lech soen, ech hu gëschter, wat déi dote Politikberäicher ubelaangt, net héieren, datt d'Politik géif changéieren.

Déi Estimatioun do - 1,7 Milliarden Defizit pro Joer - baséiert eigentlech nach op formidable Wirtschaftsvoraussetzungen, baséiert op enger Unnahm fir d'Inflatioun, déi erëm sech no 2011 op 2% géif stabiliséieren. Et baséiert op enger Unnahm, datt de Pétrolspräis net däitlech iwwer 100 Dollar de Barrel géif an d'Luucht goen.

Den Här Thiel, mä Virriedner de Moien, seet hei, datt 200 Dollar de Barrel net auszuschléisse wär. Mir leie momentan bei 100 an déi 20 Dollar de Barrel Pétrol.

Et baséiert op enger Wirtschaftscroissance hei zu Lëtzebuerg vun 3,5%, also nach wie vor däitlech méi héich, wéi dat eis europäesch Nopere verzechnen. Wa mer déi ekonomesch Eckdate jo hätten déi nächste Joren, gleef mer, mer géifen allegueren heibannen och do direkt ënnerschreiw, wann dat d'wirtschaftlech Situatioun bis 2014 sollt sinn. An trotzdem wäert den Zentralstat hei zu Lëtzebuerg en Defizit maache Joer fir Joer vun 1,7 Milliarden.

D'Situatioun ass also net roseg, mä et wäert nach munches derbäikommen och no 2014, well dat, wat do nach net mat agerechent ass, dat ass den eventuelle Verloscht, dee mer maachen um Tanktourismus. Dat ass den eventuelle Verloscht, dee mer maachen op der Perte am Domän vum Commerce électronique. Dat ass dat, wat mer vläicht zousätzlech nach an de Kyoto-Prozess mussen erabezuelen, well mer do eis Ziler net erreicht hunn.

De Jean-Claude Juncker huet gëschter hei, fir da säi Grondprinzip ze definéieren, wat d'Budgets- a Finanzpolitik ubelaangt, de Goethe zitíert: Et misst ee sech der Decken no strecken. Et brauch een do net de Goethe ze zitíieren. Ech mengen, datt dat zu Lëtzebuerg eigentlech ëmmer selbstverständlech war, datt dat eppes ass, wat an eis läit, fir mat deene Mëtelen ze schaffen, déi mer hunn, an net ze kucken,...

#### (Interruption)

...fir wäit doriwwer erauszegoen. Den Här...

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Den Här von Goethe hat eng laang a waarm Decken. Ech soen et herno nach eng Kéier.

#### (Hilarité)

En hat gutt schwätzen.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Mir kommen dann anscheinend am Laf vun dëser Debatt nach eng Kéier op d'Decke vum Goethe zrëck. Mä et geet net duer, hei Schrëftsteller ze zitíieren; et geet net duer, hei Lëtzebuerg Liewensweisheeten ze zitíieren a gläichzäiteg kee Wuert ze soen am État de la nation iwwert d'Budgetsanéierung, wéi dës Regierung déi Sanéierung da konkret wëllt ugoen.

An ech hunn nach de Finanzminister Luc Frieden 2010 a mengen Oueren, wou e gesot huet, déi Efforten, déi mussen weidergoen. Dat, wat mer d'lescht Joer gemaach hunn, dat wär eréischt ee Schratt. An d'lescht Joer ass ofgemaach ginn tëschen der Regierungsparteien, an do hat ei-

gentlech och kee fundamental hei am Haus eppes dergéint ze soen, fir Joer fir Joer en zousätzlechen Effort vun enger Aspuerung vu 400 Milliounen kënnen ze maachen. An et ass awer elo eng Farce, wann ech feststellen, datt de Premierminister heihinnerkënn an net eng eenzeg Mesure, emol net eng eenzeg Pist hei op den Dësch leet, wéi dann deen zousätzlechen Effort, deen noutwendeg wär, hei soll realiséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, all Dag, wou mer d'Budgetsanéierung net konkret uginn, all Dag verléiere mer Zäit an all Dag gëtt déi Budgetsanéierung do e Stéck méi deier. E Stéck méi deier fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, e Stéck méi deier fir d'Betribler, déi hei am Land probéieren, hir Geschäfte ze maachen. An all Dag gëtt d'Belaaschtung fir déi zukünftige Generatiounen nach eng Kéier e Stéck méi grouss. Dat ass dramatesch! Dat ass irresponsabel!

Dir Dammen an Dir Hären, d'Konsequenz vun där doter Politik ass, datt mer Scholde maachen, Scholde maachen a Scholde maachen. Pro Joer 1,7 Milliarden zousätzlech, pro Joer 3.500 Euro zousätzlech Pro-Kapp-Verschuldung hei am Land. Dat ass dat, wat mer der nächster Generatioun hei zu Lëtzebuerg wëllen iwwerloosen, wann déi dote Politik zu Lëtzebuerg weider gemaach gëtt.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Claude Meisch** (DP).- An dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn abstrakt Zuelen. 1,7 Milliarde Schold pro Joer, 3.500 Euro zousätzlech Pro-Kapp-Verschuldung pro Joer: Mä wat heescht dat konkret? Wat heescht dat konkret, wann et drëms geet, dat zrëckbezuelen? Wat heescht dat konkret, wann et drëms geet, eben d'Steieren an d'Luucht ze setzen an der Zukunft, fir eben d'Moyenen ze kréien? Wat heescht dat konkret, wann et drëms geet, déi Zënsen do mussen Joer fir Joer ze bezuelen? Wat heescht dat konkret, wann de politesche Spillraum fir déi künftige Generatiounen hei am Land, de Gestaltungsraum, de Gestaltungsspillraum vum Lëtzeburger Land doduerjer Stéck fir Stéck, Joer fir Joer méi kleng gëtt?

Dat schéngt d'CSV, dat schéngt d'LSAP net ze interesséieren. Nun, fir d'Demokratesch Partei ass dat doten net ze akzeptéieren! An duerfir hu mer - a mir maachen dat net an dëser Debatt fir d'Éischt, mir hunn et an all deenen Debatten, Budgetsdebatten, État-de-la-nation an deene leschte Jore gemaach - eng ganz Rei vu Proposen um Dësch leien. Leider bleiwe se doleien, well d'Regierung net konkret drugeet.

Mir sinn déi Partei, déi eng kloer Haltung an der Indexfro huet, fir ze soen: „Kommt, mer loosse eng Tranche ausfallen an da gi mer hin op den nohaltegen Index, fir d'Energiepräisser erauszehuelen, se manner staark ze gewiichten!“ Dat wär gutt fir d'Aarbechtsplazen hei am Land. Dat géif nei Arbechtsplaze schafen hei am Land. Dat géif Arbechtsplaze ganz konkret ofsécheren hei am Land. Et géif de Statsfinanze gutt dinn, well all Indextranche ass eng zousätzlech Belaaschtung fir d'Statsfinanzen.

An et wär eiser Meenung no och gerecht. Well wa mer eng Indextranche fale loosse, da verzicht deen am meeschten, deen déi breetste Schëlleren huet, an deen am mannsten, deen déi klengste Schëlleren huet, virun allem, wa mer et esou maachen och, wéi mir proposéiert hunn, datt mer et da mat regelméissege Mindestlounerhéijunge kombinéiert kréien.

En anere Punkt vu Spillraum, wou mer kënnen zu Aspuerung kommen, dat ass an deem ganzen Domän vun de Subventiounen. Milliounen, Honnerte vu Milliounen gëtt de Stat Joer fir Joer un d'Bierger, un d'Betribler. Do ass net alles schlecht, mä kommt, mer kucken emol eng Kéier, wat vläicht dorunner net gutt ass, wou mer d'Ziler net errechen, wou mer vläicht iwwer aner, vläicht méi intelligent Mechanismen, déi manner Geld géife kaschten, d'Leit méi staark encouragéiert kréien, fir an deem engen oder aneren - an eben och bei der Energiefro, eben och beim Wunnensbau - kënnen ëmzedenken!

Da brauche mer méi eng sozial selektiv Politik, déi ech bei der Regierung oft héieren,

dei ech am Regierungshandelen awer och net ëmmer konkret erëmfannen. Firwat hu mer déi Studiëbäihëllefen esou gemaach, datt jiddwereen datselwecht kritt, egal wat säi Besoin ass, egal wat a wou e studéiert, egal ob en nach heiheim wunnt an hei zu Lëtzebuerg op d'Uni geet oder iergendzwoesch am Ausland sech en deiert Appartement oder e Studio muss lounen? Firwat hu mer dat net gestaffelt, dem Besoin no gestaffelt an och der Akommesituatioun vun där entsprecherer Famill no gestaffelt?

Also, Usproch a Wierklechkeet leien an deem doten Domän bei dëser Regierung nach ëmmer ganz, ganz wäit ausereen. An och am Domän vun der Sozialpolitik, och am Domän vun der Familljepolitik, och do, wou et ëm de Mënsch geet, mussen mer eis heiansdo selwer a Fro stellen. An éier mer eppes Neies maachen, éier mer mat neien Iddien kommen, éier mer nach eng Kéier - wéi gëschter hei erëm eng Kéier geschitt ass - Honnerte vun neie Poste wëlle schafe beim Stat, fir nieft deem, wat alles scho besteet, nach zousätzlech kënnen ze agéieren, do mussen mer awer emol eng Kéier dat op de Leescht huelen an dat analyséieren, wat mer bis ewell gemaach hunn! An och kucken, ob mer do effizient genuch virginn, op déi Systemer effikass sinn, ob déi dat bréngen, wat mer eis da wierklech vun hinne versprochen, an dann eréischt ebe weiderfuere vläicht, no neie Programmer kënnen ze sichen.

An eenzelne Politikdomänen - ech wëll och hei nach eng Kéier d'Familljepolitik zitíieren - muss een och e klore Choix maachen. Mir waren déi Partei, déi gesot huet: „Loosst de Kannerbonus, loosst dat sinn an huet dat Geld do an investéiert dat a Betreibungsstrukturen!“ Wann ee béides wëllt maachen, Geld verdeelen a Leeschtungen och nach zur Verfügung stellen, dann iergendwann eng Kéier brauch ee sech och net méi ze wonneren, datt et mam Geld insgesamt net méi esou ganz opgeet.

An ech wär gespaant ze wëssen, wat d'Regierung da bis ewell gemaach huet, fir hir eegen Dépense besser kënnen ze kontrolléieren - dee Screening, deen eng Stad Lëtzebuerg fäerdeg bruecht huet, wou se mat engem 20-mol méi klengen Budget deeselwechte Montant an engem Joer konnt aspuere wéi de lëtzebuergeschen Zentralstat -, awéiwäit d'Regierung do Preparative geholl huet, fir dat dann och ëmzesetzen.

Wann ech richtig weess, da wëll d'Comexbu, eis Commission de l'exécution budgétaire, mat op deen dote Wee goen a proposéiert genau esou e Screeningmechanismus, fir lafend Dépense vum Stat kënnen ze kontrolléieren. Ech mengen, datt d'Regierung awer elo spéits-tens do muss drun erugeen.

Da geet et net duer ze spueren, an de Premier huet Recht: Mir müssen, mir dierfen eis net futti spueren. Mir kommen aus dëser Situatioun nëmmer eraus a mir kréien den Écart tëschen öffentliche Dépensen an öffentliche Recetten nëmmer an de Grëff, wa mer gläichzäiteg wuessen.

Duerfir sinn ech eigentlech esou enttäuscht, datt dat keen Thema war gëschter an där Ried, datt een do net den Usaz vun enger Wuessungsstrategie héieren huet, datt et näischt Neies iwwert d'Finanzplaz ze soe ginn ass, datt och zwee Joer no de Wahlen - a virun de Wahlen sinn déi Plansectorielle jo nach mat groussen Tamtam virgestallt ginn als Avant-projets -, datt do nach net een eenzege konkret weidergaangen ass, fir datt mer endlech wëssen hei zu Lëtzebuerg, wou mer wat fir eng Aktivitéit da wëllen op wat fir engem Quadratmeter Lëtzeburger Terrain maachen.

Mir hunn näischt héieren, wéi mer de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg wëllen ausbauen; well och dat ambitiéis Zil, wat mer eis do gesat haten, nämlech 3% vum PIB mittelfristeg an d'Fuerschung ze investéieren: Et héiert een eigentlech nach just vun deem engen a vun deem aneren Acteur an och aus der Regierung eraus, datt dat net geet an datt dat ganz schwéier wär.

Et huet een näischt héieren, wat de wirtschaftlechen Notze kéint si vun der Uni Lëtzebuerg, déi duerchaus eng Attraktivitéit gewonnen huet fir d'Studenten, wéi

mer et och fäerdeg bréngen, déi Universtitéit esou anzusetzen, datt d'Betribler hei am Land eppes dovunner hunn an datt nei Betribler duerch d'Präsenz vun der Uni kënnen ugelackelt ginn.

Ech hunn näischt héiere vun neien Nischen, déi kënnen dévelloppéiert ginn. Wa mer et eescht mengen och mat deem gréngen Touch an der Regierungspolitik, dann, mengen ech, misst awer och d'Thema Ökotechnologie fir d'Wirtschaftspolitik definitiv e Sujet hei zu Lëtzebuerg sinn.

An dann, wann et ëm d'Lounkäsche geet, dann, wann et ëm den Index geet, wann et also ëm d'Kompetitivitéit vun eiser Economie, vun eise Betribler a vum Land schlechthi geet, da seet de Premierminister: „Retour à la case de départ.“ Mir fillen eis einfach zrëckgesat ëm ee Joer. Elo soll eng Tripartite doriwwer diskutéieren! Mir froen eis eigentlech, firwat dat aneschtens soll ausgoen, wéi et d'lescht Joer ausgegangen ass. A wann déi net zur Konkusioun kënn, da missten d'Regierung an d'Parlament hir Responsabilitéit do huelen!

An ech hu bis ewell jo nach net matkritt, datt do d'Regierungsparteien openeen duergaange wäeren. Do schéngt se sech nach wie vor géigesäiteg also ze blockéieren.

D'Regierung riskéiert, mat dëser Politik hir eegen Zilsetzung ze verfeelen. Well d'Zil vun der Regierung war et, fir en ausgeglachene Statsbudget no Maastricht-Kritären 2014 ze hunn. Wa mer esou weiderfueren a mer ginn 1,7 Milliarde pro Joer léinen, da wäerte mer dat doten Zil däitlech verfeelen! D'Regierung verfeelt och de Kritär vum Stabilitéitspakt, fir Joer fir Joer den Defizit ëm 0,5% erofzeschrauwen.

An de Premierminister kënn heihinner an en nennt net eng eenzeg Pist, fir de Budget ze sanéieren! E kënnegt eigentlech just weider Ausgaben un. An eis géif interesséieren, wat dat da kascht, wat dat vun zousätzlechen Dépensen da wäert sinn, déi de Premierminister hei gëschter anonciéiert huet.

Wat ass d'Finanzveloppe fir dat zousätzlech Personal, wat jo Honnerte vun zousätzleche Poste solle sinn? Wat ass de Steierausfall, wa mer d'TVA op 3% reduzéieren och bei méi nei gebautenen Haiser, wann et drëms geet, déi ze isoléieren? Wat kaschten déi nei Wunnengsmesuren, déi do proposéiert sinn? Wat kaschten d'Plazen, fir d'Flüchtlinge kënnen hei am Land opzehuelen? Dépensen hu mer héieren, ouni datt se chiffriert waren. Mä wou op där anerer Säit da soll de Budget sanéiert ginn, datt ass d'Regierung eis schëlleg bliwwen. 1,7 Milliarde pro Joer nei Scholden, an d'Regierung, déi léisst et einfach weider esou lafen!

Wa mir net reagéieren, wann d'Politik dat doten net versteet, da wäert déi heiteg Generatioun esou vill Scholde maachen an dat Geld ausginn, datt déi nächst Generatiounen dat Geld fir d'Éischt emol eréischt müssen erschaffen, fir déi Scholden hei zrëckbezuelen. Dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass net d'Virstellung vu Generatiounengerechtkeet, wéi se d'Demokratesch Partei a sech dréit!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Claude Meisch** (DP).- Generatiounengerechtkeet, dorëms geet et dann och, wann et drëms geet, de Rentensystem op eng zolidd Fondatioun kënnen ze stellen. An do geet et och net duer, als Statsminister heihinnerzekommen an einfach nëmmer den Droit d'auteur un dem Term „Rentemauer“ ze revidiquéieren. Well vill méi hu mer gëschter hei vum Premierminister net héieren!

En iwwerléisst dat Feld do also komplett sengem Sozialminister, dem Mars Di Bartolomeo, deen no siwe Joer am Amt dräi DIN-A4-Säite presentéiert huet, wéi dann déi grouss Erausforderunge vun der Rentereform, wéi déi da solle kënnen geschéllert ginn. A wann een dann déi dräi DIN-A4-Säiten do duerchliest: Also, mir stelle sech do méi Froen, wéi datt ech Äntwerten doranner fonnt hunn.

#### (Interruption)

Wat ass d'Rentemauer? D'Rentemauer ass...





► **Une voix.**- Dat, wat Dir gebaut hutt!  
 ► **M. Claude Meisch (DP).**- ...déi seet, datt mer, wa mer näischt maachen...

**(Interruptions diverses)**

...wa mer näischt maachen, da geet et deene jëtzege Generatiounen...

**(Interruptions diverses)**

► **M. le Président.**- Här Bettel, lauschtert dem Här Meisch no, wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma, en erënnert sech net, wat d'Sozialisten deemools alles gefrot hu beim Rentendësch! Haut ass alles eis Schold!

**(Interruptions diverses)**

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wa mer haut, Här President, wa mer haut näischt maachen, da geet dat net zu Laaschte vun der jëtzege Rentengeneratioun, mä et wäert an 20, an 30 oder a 40 Joer awer besonnesch wéi dinn. A wann ech awer elo d'Reform, wéi se vum Mars Di Bartolomeo hei presentéiert ginn ass, emol analyséieren,...

► **Une voix.**- Dräi Säiten.

► **M. Claude Meisch (DP).**- ...jo, dann ass et eigentlech d'selwecht, well et geschitt momentan net vill, an déi Laaschten, déi ze droe sinn, jo, déi wäerten an 20, 30 an a 40 Joer gedroe ginn. An dobäi ass déi Reform jo esou gestréckt, datt et eigentlech keng definitiv Reform ass, an ech ginn dem Här Thiel do Recht, deen eigentlech vun enger provisoirescher Léisung gesot huet, vun enger Iwwergangsléisung...

**(Interruptions diverses)**

Neen, neen, vun enger... Neen, neen, neen, en huet gesot: „Et ass net...“

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat hutt Der net héieren!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, jo, ech hu ganz genau héieren, wat den Här Thiel hei gesot huet. Mir kënnen e jo och froen, well e sëtzt hei tëschent eis.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo, jo! Dat Intelligent hutt Der iwwerhéiert. Dat ass awer keen Zoufall!

► **M. le Président.**- Also, ech bieden lech elo alleguerten, dem Här Meisch nozelauschteren, och dem Här Minister Mars Di Bartolomeo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo, och mir nolauschteren, jo, Merci!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wann ech d'Wiederer vum Här Thiel hei richtig verstane hunn, geet en net dovunner aus, datt dat heiten déi definitiv Reform ass, déi derzou bäidréit, datt mer dee System a 40 Joer och nach esou wäerten erëmfannen, wéi en dann haut op d'Schinn gesat gëtt.

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Claude Meisch (DP).**- An Ären eegene Pabeier, dee seet dat, Här Di Bartolomeo, firwat wäert et soss esou, datt no Äre Prognosen am Joer 2060 nach ëmmer e groussen Defizit vu ronn 40% vum PIB an der Rentekeess wär, trotz Ärer Reform do. Dir hutt eben net d'Ambitioun, fir hei eng Reform ze strécken, déi deem Vertraue gëtt, deen haut ufänkt mat schaffen an a 40 oder méi Joren da seng Pensioun wëllt genéissen, déi deem d'Vertraue gëtt, datt de System wäert halen. Dat kënnt Der mat där doter Reform op jidde Fall net errechen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dir wäert eis an deenen nächsten Deeg soen, wat Der deene Pensionéierten ewechhuet. Dir wäert eis an deenen nächsten Deeg soen, wou Der méi brutal Kierzunge maacht, an, an, an...

► **M. le Président.**- Neen, Här Minister, esou geet et net! Den Här Meisch huet elo ganz eleng d'Wuert an dee fiert elo virun.

**(Interruption)**

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wann Der e bësse Gedold hutt, Dir musst vläicht net e puer Deeg waarden, Här Di Bartolomeo, fir eis Grondlinnen do nach eng Kéier...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ah, très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- ...fir eis Grondlinnen do nach eng Kéier ze héieren.

Well dat, wat de Minister hei proposéiert - an ech huele jo awer un, well e war net eleng op där Pressekonferenz, ech huele jo awer un, datt en d'Ënnerstëtzung vun der ganzer Regierung doranner huet -, dat ass, datt do, wou et ufänkt, wéi ze dinn, dat ass also an 20, 30, 40 Joer, dann, wann ee méi laang muss schaffe goen, fir nach datselwecht ze kréien, oder wann ee manner erauskritt... Et ass net, wann een déi nächst Joren a Pensioun geet, a virun allem, déi aktuell Rentengeneratioun, fir déi leeft alles esou weider, wéi et war. An dat heescht jo emol net - an dat kéint ech nach verstoen -, datt een deenen näischt géif ewechhuelen, mä duerch de System vum Ajustement géifen déi jëtzege Rentner Joer fir Joer nach e Stéck méi kréien!

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass Generatiounegerechtigkeit à la CSV an LSAP! Dat heescht, de Leit haut nach e Stéck méi ginn, fir där nächster Generatioun dann nach eng Kéier däitlech méi mussen ewechzehuelen!

**(Interruptions diverses)**

An dofir hunn ech kee Versteesdemech!

D'Demokratesch Partei op jidde Fall wëllt déi Laascht do méi gerecht verdeelen. An ech wëll, fir datt mer do kloer sinn, och soen, datt fir eis Rentekierzunge vun der jëtzege Rentengeneratioun net a Fro kommen. Mä mir gesinn awer net an, firwat mer haut engem nach wierklech mussen bäiginn, wa mer haut scho wëssen, datt de System à moyen terme d'Strooss net méi hält. Dat ass irresponsabel!

A mir hu grouse Respekt virun der Liewensleschtung - an ech selwer virun allem - par rapport zu all deenen, déi e Stéck méi al si wéi ech, déi d'Generatioun vu mengen Elteren, menge Grousseltere sinn. Well meng Generatioun an déi Generatiounen, déi duerno wäerte kommen, déi profitéieren enorm vun där Opbauaarbecht, déi déi Generatiounen do fir Lëtzebuerg an och oft fir hir Familljen individuell geleescht hunn.

Mä d'Generatioun vu mengen Elteren, déi wäert hir Pensioun net kënnen genéissen, wa se weess, datt et op d'Käschte vun hire Kanner an hiren Enkelkanner geet. Ech schwätze mat ville Leit hei am Land doruwwer, an dat gëtt op ville Plazen esou gesinn, an et gëtt net nëmme bei deene Jonken esou gesinn, well vill Leit gesinn, wéi hir Kanner, hir Enkelkanner sech haut mussen duerchbaalgen, fir hiert Liewe kënnen ze organiséieren: datt se oft zu zwee mussen schaffe goen, datt se méi Schwierigkeeten hunn, fir Wunraum ze finanzéieren, an, an, an..., an datt eng ganz Rei vun Zukunftsrisiken op dëselwecht Generatioun riskéiert nach duerzekommen, wou op jidde Fall d'Politik - an op jidde Fall d'Politik vun deser Regierung - déi richtig Äntwert nach net drop fonnt huet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wat mer kënnen deelen, dat ass déi Approche, déi de Minister proposéiert huet, fir den individuelle Choix méi staark ze gewiichten. Mir mengen, datt een net kann higoen a Joer fir Joer nach méi verdeelen, wann ee weess, datt de System herno iergendwann eng Kéier wäert méi schnell auslafen. An den Ajustement ass dofir eppes, wat zum Zesummebroch vum System bäidréit. An éier mer soen, mir huelen herno ganz zum Schluss eppes ewech, solle mer emol higoen an elo net am Ufank nach méi bäiginn.

Mir hätte gär en enger oppener Diskussioun - mä dozou kommen ech och nach, wéi mer eis dat wëlle virstellen -, mir hätte gär en, datt een doruwwer sënnvoll géif diskutéieren, wéi d'Laaschte bei esou enger Reform méi gerecht verdeelt wäere wéi an deem System, deen d'Regierung hei proposéiert huet.

Deen individuelle Choix, deen do proposéiert ass, dat ass eppes, dat kann eis gefalen: jiddwerengem de Choix ze loosse, entweder éischer aus dem aktive Liewen auszescheeden, vläicht op e bësse Geld dann ze verzichten, oder méi laang schaffen ze goen, fir datselwecht ze errechen. Dat kann och derzou bäidroen, datt jiddwer Einzelnen a senger Liewensgestaltung, virun allem an där doter Phase, e méi fräie Choix huet, méi Méiglechkeeten huet.

Mä trotzdem, et stelle sech awer do eng ganz Rei vu Froen, virun allem, et feelen eis Zuelen, wat einzal Alternativen zu där doter Reform da géife bréngen, wéi laang dee System do kéint d'Strooss halen. Et feelen komplett actuariel Berechnungen, et feelen Äntwerten op Froen, wéi et da mat de Frépensiounen weidergeet, well genau deen dote System riskéiert jo derzou bäizeroen, datt d'Demande no enger Frépensioun nach méi staark gëtt, datt d'Demande no Invaliderenten nach eng Kéier zouhëlt.

Eng Äntwert feelt och op d'Fro, wéi et dann ass mat deene Leit, wa se laang Jore schwéier kierperlech geschafft hunn an eng Kéier op 40 Joer komm sinn - an dat si jo meeschtens net déi, déi d'Aussicht hunn op eng grouss an eng déck Rent -, wat mer fir déi maachen, fir datt déi och an deem neie System do kënnen awer mat derduerchkommen. Et ass keng Äntwert ginn op d'Fro, wéi mer méi e flexibel Iwwergang kréien tëschent Aarbechtszäit an der Rent, wéi mer do vläicht lues a lues dat aktivt Liewe kënnen auslase loosse, fir Stéck fir Stéck herno an d'Pensioun kënnen ze goen. Also d'Fro och ganz konkret, wéi d'Antikumulbestëmmunge kënnen iwwerschaaft ginn.

Mir hunn näischt héieren, wat den zweeten an den drëtten Piler ubelaangt, deen eis awer hei besonnesch wichteg schéngt ze sinn. Wa mer zu de Leit soen, et ass herno vläicht esou, datt Der manner erauskritt oder Dir musst méi laang schaffe goen, a mir wëllen de Leit wierklech och de Choix loosse, da mussen mer hinnen och de Choix loosse an dee Choix och ënnerstëtzen, méi staark, wéi dat haut de Fall ass, eben andeems mer Betriversrente kënnen méi staark dévelloppéieren, eben och andeems mer individuell Virsuerg méi staark kënnen dévelloppéieren.

**(Interruption)**

Vun der Demokratescher Partei gëtt et also do eng ausgestreckten Hand. Et gëtt nach Diskussionsbedarf. Mir mengen awer ganz kloer, datt eng Reform, op déi mir eis kéinte mat eenegen, déi vun eis géif matgedroe ginn, net eben nëmme esäiteg op Laaschte vun der nächster Generatioun dierf goen. Da muss déi Laascht do méi gerecht verdeelt sinn.

Mir si bereet, Responsabilitéit mat ze iwwerhuelen. Mir hu vun Ufank un an där doter Diskussioun ëmmer gesot: „Mir brauchen eigentlech, wann et ëm e System geet, deen iwwer Generatiounen soll d'Strooss halen, e parteiwwergräifende Konsens hei am Land, dee méiglechst grouss ass.“ Well Rentepolitik, dat soll net all Joer, all fënnf Joer eng Kéier Wahlkampfthema ginn, fir dann no deene Wahlen erëm eng Kéier ëmzeschwenken am ganze System. E Rentensystem, dee muss och eng ganz Rei vu Legislaturperiode kënnen iwwerdauern, an duffer hätte mer gär en nach wie vor deen zweete Rentendësch! Mir wëllen en Acteur do sinn. Mir hunn lech och gesot, ënner wat fir enge Bedingunge mer bereet wäeren, en Accord do mat kënnen ze droen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wa mer de Rentensystem wëlle stäipen, dann, mengen ech, mussen mer eis awer och iwwerleeën, wéi mer et a Zukunft vläicht besser gestalten, fir datt jiddwereen individuell och fir seng eege Virsuerg ka cotiséieren.

Da si mer awer ganz schnell och bei der Fro: Wéi ass d'Veereinbarkeet vu Famill a Beruff? Besonnesch: Wéi brénge mer et fäerdeg, méi Fraen och am Aarbechtswäert kënnen ze halen? Wéi staark mussen mer d'Kannerbetreierung ausbauen? An awer och eng Rei vu Politiken iwwerdenken, déi eigentlech haut just de Contraire bewierken. Well ganz oft ass et awer hei zu Lëtzebuerg nach esou, datt d'Fra, déi schafft, oder dee Stot, deen zu zwee schaffe geet, datt deen net favoriséiert gëtt, mä datt en éischer Steng an d'Wee geluecht kritt.

Ech wëll drun erënnere - an ech hat lech et gesot bei der Aféierung vum Kannerbonus -, datt ech gesot hunn, mir hunn do e System gemaach, vun deem eigentlech nëmme kënnen Famillje profitéieren, wou nëmme ee schaffe geet. Well wann een ee Kand huet an et huet een zweemol de Mindestloun, dann ass et esou, datt ee vun dem System „Kannerbonus“ finalement schonn net méi konnt profitéieren.

De Steiersplitting ass een ähnleche System, dee mer eng Kéier mussen iwwerdenken, wa mer wierklech wëlle méi Fraen an Aarbecht, an doduerjer herno och méi Fraen a Responsabilitéitspositiounen, sief et an der Economie, sief et am öffentleche Liewen, sief et an de Verwaltungen, sief et an der Politik kënnen ze hunn. Well de Steiersplitting, deen ass gënschteg fir déi Stéit, wou et e groussen Ënnerschied tëschent dem Revenu gëtt. Den Ënnerschied tëschent dem Revenu ass am gréissten, wann ee vun deenen zwee net schaffe geet. Also hu mer do ee System, deen et eigentlech däitlech favoriséiert, datt ee vun deenen zwee net schaffe geet.

Wa mer wëllen d'Renten ofsécheren op där enger Säit, da solle mer op där anerer Säit awer ophalen, eng Politik ze maachen, déi eigentlech kontraproduktiv ass, déi finanziell Ureizer nach schafft, fir datt eben net geschafft gëtt an datt doduerjer och net cotiséiert gëtt a keng individuell Rechter kënnen opgebaut ginn. Och do, mengen ech, mussen mer dréngend ëmdeenen. Och dat wier eng däitlech Stärkung vum aktuelle Rentensystem.

Dann nach e Wuert zur Kannerbetreierung. De Jean-Claude Juncker huet gëscht hei och iwwer Kannerbetreierung geschwat. En huet eigentlech awer nëmme déi quantitativ Aspekter dovunner beliicht. En huet gesot, mer wäerten deemnächst 8.000 zousätzlech Betreuungsplazen schaffen, an ech sinn domadder ganz d'accord, datt déi noutwendeg sinn, an als Buergermeeschter weess ech jo och, wou déi 8.000 hierkommen, well meeschtens sinn dat Projeten, déi vun de Gemengen initiéiert ginn, fir eng Crèche, fir eng Maison relais kënnen ze realiséieren, an de Stat ënnerstëtzt dat, an dat ass gutt esou. Finanziell muss een awer kucken, wat heescht dat doten, wa mer elo am Laf vun de Jore géifen 8.000 Plazen zousätzlech schaffen. Dann heescht dat no deenen Normen vum Familljeminstère, datt mer eigentlech 700 och Poste vun zousätzlechen Éducatrices, Éducatrices misse schaffen. An do muss awer och emol ee mer erklären, wou déi géifen hierkommen.

Dat, wat komplett gefeelt huet an der Presentatioun gëscht, nun dat waren awer d'Qualitéitsstandarden, déi mer och am Domän vun der Kannerbetreierung mussen eng Kéier kloer definéieren. Dat ass eppes, wat haut dem Träger, sief et eng A.s.b.l., sief et eng Gemeng, sief et soss een, komplett iwwerlooss ass. Muncher maachen et sécherlech gutt, muncher maachen et sécherlech virbildhaft a kéinten anerer nach inspiréieren. Dat, wat de Ministère awer haut kuckt, dat ass, wéi héich hânt de Pissoir, wéi héich ass d'Gelänner, ass d'Trap kannergerecht a wéi vill Meter carré sinn dann zur Verfügung fir wéi vill Kanner kënnen opzehuelen.

Dat alles ass wichteg. Mä dat, wat mat de Kanner geschitt, wéi mat de Kanner geschafft gëtt, dat, wat ee probéiert an där Zäit, wou d'Kanner vun där Betreierung do profitéieren, de Kanner mat op de Wee ze ginn, op hire Liewenswee ze ginn, dat ass nach vill méi wichteg. Duffer brauche mer kloer Ziler, och qualitativ Ziler, wéi an de Crèchen, an de Garderien, an de Maisons relais, an den öffentlechen oder de private soll geschafft ginn. Mir brauche kloer pedagogesch Konzepter, déi net iwwerall d'selwecht mussen sinn, mä déi an der Zilsetzung awer een deem anere mussen entsprechen.

Firwat brauche mer dat doten? Nun, mer mengen, datt et hei eben net nëmme drëms geet, datt mer Betreierung ubidden, fir datt d'Elteren kënnen schaffe goen. Dat ass ee wichtige Aspekt. Et geet net nëmme drëms, datt mer Betreierung ubidden, fir datt d'Elteren hir eege Liewensvirstellung kënnen realiséieren, mä et geet hei ëm méi. Kannerbetreierung, dat ass och e Stéck Liewenschance fir d'Kand an net nëmme e Stéck Gestaltungsfräiraum fir d'Elteren.

An duffer plädéiere mer,...

► **Une voix.**- Très bien!



► **M. Claude Meisch (DP).** - ...Betreiung a Bildung méi no beieneen ze réckelen. Duerfir muss dat Hand an Hand goen. Duerfir muss mer eis nach vill méi konzentréieren op d'Fréiförderung. Well villes vun deem, wat de Premierminister zu Recht gëschter hei ugeschnidden huet, wann et drëms geet, wann d'Kanner am Aarmut an am Misär an an dem Chaos heiansdo mussen opwuessen, dat mierke mer dann, wa se an d'Schoule kommen. Mä villes ass scho schifgaangen an deenen dräi éischte Joren, éier se an d'Schoule kumm sinn.

Duerfir muss mer och do Warnsystemer installéieren. Duerfir brauche mer eng geziilt Fréiförderung. Duerfir muss mer, grad wann et em Sproochkompetenze geet - et léiert een eng Sprooch net besser wéi an den éischte Liewensjoren -, muss mer do an der Fréiförderung ganz staark insistéieren, wann et em sozial Kompetenz geet, em Verhale geet, wa mer spéider an der Schoul, am Veräin, an och spéider als Erwuessener wëllen évitéieren, dass bei engem Konflikt ee sech direkt d'Käpp aschléit, da muss mer dat vermëttelen an deenen éischte Liewensjoren. Dorëms geet et och an der Kannerbetreiung an eben net nëmme em zousätzlech Posten.

Dat, wat mer a jonke Joren an e Mënsch kënnen investéieren, dat spuere mer herno am Alter duebel an dräifach. An duerfir wäert d'Demokratesch Partei an den nächste Wochen e kloert Konzept, wéi mir eis eng méi qualitativ Kannerbetreiung hei zu Lëtzebuerg kënnen virstellen, op den Dësch leeën.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Eng aner Reform, en anere Chantier, do ass natierlech och mat Spannung drop gewaart ginn: Jo, wat seet de Premierminister dann zur Fonction publique?

D'Ministere Modert a Biltgen schéngen, op d'mannst wann ech der Stellungnahm vun der CGFP däerf gleewen, ausgebremst ginn ze sinn, gëschter vum Premierminister, deen hätt d'Noutbrems gezunn. D'Virhabe fir e Bewäertungssystem an der Fonction publique anzeféieren, d'Ambitioun fir méi niddreg Ufanksgehälter kënnen anzeféieren. Nun, d'Diskussiounen tëschent de concernéierte Ministeren an der Fonction publique selwer, déi hunn an eng Sakgaass gefouert, an et huet een d'Impressioun, wéi wann elo op d'mannst eng hallef Kéier gëschter vum Premierminister hei geholl gi wier, wat eigentlech gutt ass.

Ech wëll do fir meng Partei soen, dass d'Demokratesch Partei zum Leeschtungsprinzip eigentlech näischt dergéint anzuwenden huet. Dee Leeschtungsprinzip, dee seet, dass deen, deen d'Äerm e Stéck méi eropstréppt, fir e bësse méi ze erreechen, heiansdo fir sech selwer, fir de Betrib, an deem e schafft, hei dann eng Verwaltung, oder fir d'ganz Land, dat muss honoréiert ginn. A wann een e Prinzip huet, dee fir eng ganz Gesellschaft soll gëllen, jo da kann een do net en Deel vun där Gesellschaft, an dësem Fall d'Fonction publique, ausschléissen.

Mir sinn also och der Meinung, dass de Leeschtungsprinzip, dass deen och an der Fonction publique soll kënnen gëllen.

Wann et dann em déi Bewäertungssystemer do geet, déi et op ville Plaze scho gëtt, da menge mer och, dass een net d'office kann do dergéint sinn. Da muss een doriwwer kënnen schwätzen, och fir d'Fonction publique. A mir hu mat ville Betriber geschwat, déi genau esou Systemer installéiert hunn, am Privatsecteur. An déi soen engem awer och ganz kloer, wéi een et muss maachen. A wann déi et esou gemaach hätten, wéi d'Madame Modert an den Här Biltgen et hei wëllen an der Fonction publique maachen, dann hätt dat am Chaos géendegt, da wier et zum Sträit mat de Gewerkschafte komm an da wier et esou gewiescht, dass déi Bewäertungssystemer do ganz, ganz schnell dann herno och erëm eng Kéier zrëckgezu gi wieren. Dat soen op jidde Fall vill privat

Entreprise eis, wa se iwwer hir Expérience do schwätzen.

(**Interruption**)

Et ass vun deene Leit e gudder Rot, deen ee mat op de Wee kann huelen, wou gesot gëtt, et soll een esou ee Bewäertungssystem net vun haut op muer aféieren. Et soll een et net iwwer de Knéi brieche. Et soll ee mat de Leit diskutéieren. Et soll een dann awer och kloer Objektiv setzen. Well wann een ee wëllt bewäerten, da muss ee jo och definéieren, par rapport zu wat bewäerten ech en. Dann däerf een net nëmme bestrofen, mä et muss ee motivéieren. Da muss een och e Kader schaffen, dee motivant ass. Da muss een och drun denken, dass esou eng Ännerung wéi déi doten eigentlech an der ganzer Organisation muss geschéien a sech eben net nëmme däerf elo op e System vun enger Bewäertung konzentréieren.

Ech war eigentlech och frou, gëschter ze héieren, dass et dann awer eng Ouverture gëtt vun der Säit vun der Regierung, fir net e komplett eenheetleche Bewäertungssystem hei ze schaffen, well och dat jo net geet. D'Fonction publique, dass si vill eenzel Domänen. Eng Léierin, e Steuerbeamten, de Polizist oder de Fierschter, déi kënnen net op déiselwecht Aart a Weis bewäert ginn!

Wat ass e gudder Steuerbeamten? Ass dat een, deen dem Stat vill Geld erabréngt, oder een, dee vläicht Versteedsdemech weist fir de Contribuable? Wat ass e gudder Fierschter? Ass dat een, wou de Bësch nach gesond ass, oder ass et een, dee sech och emol Zäit hält, fir mat enger Schoulklass duerch de Bësch ze goen an ze erklären, wat d'Wichtigkeet vum Bësch ass?

Wat ass e gudder Polizist? Een, dee Präsenz weist am Quartier, oder een, dee méiglech vill Protokoller herno kann ofliwweren? Wat ass eng gutt Léierin? Eng Léierin, déi jiddwereen duerchlësst, oder eng Léierin, déi och vläicht emol bereet ass, nach eng Kéier eng Stonn méi laang mat engem Schüler dozebleiwen, wa se mengt, dat doten, dass bréngt deem elo nach eppes, well wann ech déi Stonn nach drunhänken, da versteet en et wierklech besser?

Mir kënnen also an där doter Fonction publique keen eenheetleche Bewäertungssystem schaffen. Dat wier realitéitsfrem! Mir däerfen och net e groussen administrativen Apparat dohinnersetzen, fir herno eigentlech net méi vill ze erreechen. Wann ee groussen administrativen Apparat do geschafte gëtt, an d'Konsequenz, déi schlëmmste Konsequenz wier, dass ee Beamte vläicht herno emol sechs Méint méi spéit da géif avancéieren, da schéngt et do, dass d'Moyenen awer démesuréiert sinn.

Virun allem muss et esou sinn, dass e Bewäertungssystem virun allem een Element ass, e wichtegt, awer nëmme een Element ass vun enger moderner Personalgestioun an der Fonction publique. An d'Zil och vun där Personalgestioun, an d'Zil vun der Fonction publique, vun all Reform an der Fonction publique, jo dat soll sinn, fir en effiziente Statsapparat ze hunn, dass soll sinn, fir dem Bierger besser kënnen ze notzen, fir de Betriber besser kënnen ze notzen.

Dat, wéi dat hei - mat dësem System bis ewell, wéi en elo virgestallt gouf - sollt goen, do stinn nach ganz, ganz vill Fragezeichen am Raum. Vill Detailler ware bis ewell jo och nach net kloer, an ech verstinn eigentlech d'Beamten, dass se soen, mir wëlle keng Kaz am Sak kafen. An ech verstinn eigentlech och vill Beamten, dass se sech bis ewell op jidde Fall fir déi dote Form vu Leeschtungsprinzip net esou richtig konnter erwärmen.

Ech géif en Opruff virun allem un d'CSV maachen - well et ass jo d'CSV, déi dat doten an hirem Wahlprogramm hat -, déi ganz einfach emol vläicht en e bëssche populistesche Programmpunkt an de Wahlprogramm geschriwwen huet, well ee weess, dass, wann ee seet, déi doten, déi mussen och elo emol schaffen a si solle manner verdéngen, dass kennt en einzelnen Dealer vun der Gesellschaft hei am Land relativ gutt un.

Mä d'CSV huet 26 Sätz, d'CSV ass an der Regierungsverantwortung. An do geet et

net drëms, nëmme alles 1:1 ëmzesetzen, wat am Wahlprogramm steet. Do geet et drëms, Responsabilitéit ze droen, Responsabilitéit fir déi ganz Saach ze droen.

Wann ech der CSV hire Wahlprogramm jo nach eng Kéier misst virlesen, wat se zu Steiererhéijung an esou weider alles schonn do geschriwwen huet, do ass se eigentlech guer net esou strikt doranner. Do ass déi reng Léier, dass de Wahlprogramm alles ass, an d'Erkenntnis, déi vläicht während de Jore kennt, dass déi net ze zielen huet, do gëllt déi jo och net méi. Duerfir solle mer dat och hei opmaachen.

Ech wier frou, wa bei esou enger Reform, wou mer och e Bewäertungssystem géife kréien, dass do een zentraalt Element dat Wichtigst wier, nämlech de Fonctionnement vun der Fonction publique. An ech mengen, dass een do gutt berode wier - an d'Vergaangenheit weist dat -, dass een dat och méiglechst am Konsens sollt maache mat deenen Acteuren aus der Fonction publique.

Wa mer d'Bewäertung akzeptéieren - an de Premierminister huet gëschter hei gesot: Jo, mir mussen eis alleguerte selwer bewäerte loosse -, dann, mengen ech, muss mer och d'Regierungspolitik kënnen bewäerten. Da muss mer och déi Ried vu gëschter hei kënnen bewäerten.

Da muss een och do kucken: Wat ass den Usproch, deen eng Regierung, deen d'Politik selwer u sech huet, fir zolidd Statsfinanzen nees ze kréien, fir en nohaltege Wuesstum ze kréien? Wou muss mer iwwerall ëmdenken, fir an all deene Froen - Kannerbetreiung, Steiersystemer, Fonction publique, Rentensystemer -, fir do kënnen gutt, zukunftsorientéiert Reformen ze maachen? An et muss ee kucken: Jo, wat ass par rapport zu deem Usproch do dann d'Realitéit?

Et goufe gëschter vill Ziler genannt - dat heescht, d'Lat ass relativ héich geluecht ginn -, mä de Wee, wéi een op déi Ziler do soll kommen, dee bleift dach éischer am Däischteren. Do, wou et konkret ginn ass, an dat war net oft, do ass et dann éischer esou gewiescht, dass mat ale Rezepter geschafft ginn ass, déi mer kann hunn, wou probéiert ginn ass, déi eng oder déi aner Mesure vläicht nach bäizesetzen, well ee gemierkt huet, et ass nach net ganz duergegaangen. Mä et war kee grouse Worf! Et huet een isoléiert Moosnamen éischer kënnen erausliese wéi eng Gesamtstrategie.

Ech muss soen, et war eng midd Ried. Et war eng midd Ried vun engem midde Statsminister, deen hei am Numm vun enger midder Regierung geschwat huet. An et ass net nëmme d'Demokratesch Partei, déi dat esou gesäit. D'„Tageblatt“ steet ëmmerhin enger vun de Regierungsparteien no, an där hirem Numm de Premierminister och hei geschwat huet, an dat titelt haut „Jean-Claude Juncker - Keine zündenden Ideen“. Op der Titelsäit!

De Marcel Kieffer, dee bekannt ass fir seng Leitartikelen am „Lëtzebuurger Wort“, dee kennt zur Konkusioun, mat engem Fragezeichen allerdéngs: Der Koalitioun géifen allmählech d'Iddien ausgoen, ob dës Regierung da wierklech nach just géif verwalten, amplaz ze gestalten. Dat ass keng gutt Zensur! Dat ass keng gutt Bewäertung, weder fir den Exercice hei vum Premierminister vu gëschter nach fir déi ganz Regierungskoalitioun.

► **Plusieurs voix.** - Wou stoung dat?

► **M. Claude Meisch (DP).** - Dat stoung am „Lëtzebuurger Wort“, am Leitartikel vum „Lëtzebuurger Wort“ vum Marcel Kieffer, mat engem Fragezeichen, mat engem rhetoresche Fragezeichen hannendrun. Ech muss soen, do ass d'„Tageblatt“ da jo scho vill méi direkt. Mä dat hënk vläicht dorunner, dass déi aus dem Süde kommen, do hëlt ee manner Précaution oratoire an et kennt een éischer op de Punkt. Ech weess, Dir Dammen an Dir Hären, vu wat ech do schwätzen.

Dobäi wëll ech soen, et ass net alles schlecht an dësem Land.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh! Aaahhh!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Mä villes ass net gutt! A wann et muer net nach soll schlëmmer ginn, dann däerfe mer net esou weidermaachen. Wa mer d'Zukunft wëlle virbereeden, da muss mer se vir-

bereede fir déi zukünftige Generatiounen, da muss mer un déi Jonk denken. Wa mer d'Zukunft wëlle virbereeden, da geet et eben net duer, just d'Laascht op déi nächste Generatiounen, op déi Jonk vun haut ofzewälzen.

Zu Lëtzebuerg ass eppes déi lescht Joren an déi lescht Jorzéngten eigentlech ëmmer ganz gutt gaangen: Eng Generatioun no där aner hat et eigentlech besser. An et war den Usproch vun all Generatioun, dass hir Kanner et eigentlech nach e Stéck sollte besser hunn. Momentan ass dat doten net méi ginn!

Wa Jonker sech Suerge maache bei engem enorme Chômage vun de Jugendlechen, ob se nach eng Plaz fannen; wa mer eis Suerge maachen, ob déi Diplomer, déi eis Schoulen da ginn, ob déi nach vill Wäert sinn; wa mer den Defizit Joer fir Joer gesinn, wa mer de Scholdekoup gesinn, deen dës Regierung unheeft; wa mer déi ongeléiste Problemer vu Renten a Wunne kucken, da kann et engem baang gi fir déi künftige Generatioun.

Mir soen, mir mussen d'Land op d'Zukunft virbereeden. Mir mussen dobäi op déi Jonk setzen. Mir mussen grad op déi künftige Generatiounen setzen, a mir hu Vertrauen an déi Jonk. A mir hunn och Vertrauen an déi eeler Leit. Mir hu virun allem och Vertrauen an déi eeler Leit, dass si Versteedsdemech hunn. Dass se Verständnis hunn an och de Courage hunn, fir hir Kanner an hir Enkelkanner kënnen anzespriegen. Dee Courage op jidde Fall, dee feelt dës Regierung!

Fir Reformen ze maachen, do brauch ee Courage. Fir Mënschen ze iwwerzeegen fir déi Reformen, do brauch een och Courage an et muss ee selwer iwwerzeegt sinn. Well, wann ee selwer jo net dru gleeft, wéi soll een d'Leit am Land kënnen dovunner begeeschten?

An der Ried vum Premierminister vu gëschter, do hunn ech just eraushéieren, dass dës Regierung deen dote Courage net opbréngt; dass dës Regierung net iwwerzeegt ass vun deem, wat se mécht; an dass dës Regierung eben nach wie vor an zentrale Punkte vun der Lëtzebuurger Politik net eens ass. Lëtzebuerg hätt wierklech eppes Besseres verdéngt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen, Index, Gesondheets- a Rentereform, Reform vun der Fonction publique, gesellschaftleche, politesch Reformen, Schoulreformen, Reform vun der ADEM: vill Diskussionsstoff fir déi nächste Wochen a Méint, vill Raum fir munch Polemeschen an hoffentlech och vill Raum fir konstruktiv Kritik a konstruktiv Positiounen.

No engem beweegtene politesche Joer 2010 a viru beweegtene Wochen a Méint an dësem Joer, ass d'LSAP-Fraktioun mat den Orientéierungen an och mam Toun vun där Ried vum Statsminister vu gëschter d'accord.

Et war eng Ried, déi erausgaangen ass aus deem ëmmer reng ekonomeschen a monetäre Korsseli, fir d'sozial Realitéiten an och déi ekologesch Erausforderungen an de Mëtelpunkt ze stellen. A vun der Method hier war et an där Ried net d'Method vun der Dampfwalz, mä dass an alle Reformgebiddere, déi vum Dialog... Dieren a Spillräim fir Verhandlungen bleiwen an all deene Beräicher do op.

Ech géif och soen, dass d'Aschätzung vun der wirtschaftlecher Situatioun, d'Aschätzung vun der Kompetitivitéit, deem entsprécht, wat eis Fraktioun säit Méint, ech géif bal soe säit Ufank vun der Legislaturperiod an dësem héijen Haus hei seet, oft eleng gesot huet, nämlech, dass a Bezuch op d'Statsfinanzen an op d'Kompetitivitéit eis Situatioun besser ass, wéi se oft dobause gemaach gëtt, dass et Hoffnung gëtt, dass et Optimismus gëtt, fir d'Défië vun deenen nächste Joren an dësem Land ze packen.

Dee rezenteste Beleg dofir war jo wuel virgëschter d'Etüd vum Statec, déi gewisen huet, dass d'Lounkäschte pro Stonn zu





Lëtzebuerg absolut an der Groussregioun kënne konkurréiere mat den ähnleche Lounkäschte vun deenen anere Länner.

Da wëll ech soen, dass all dat, wat ech opgezielt hunn u Reformberäicher, weist, dass déi Koalitioun hei eng Koalitioun ass, déi agéiert, déi alles anescht ass wéi déi vum Stéllstand. An och ech, léiwe Kolléeg Claude Meisch, hunn de Moien de Leit-artikel...

#### (Interruption)

...am „Lëtzebuerg Wort“ gelies, fir feststellen, dass do gesot gëtt: „Verwalten statt gestalten?“

An ech muss soen, dass, bei all deem, wat ech opgezielt hunn - déi Gesondheitsreform, déi mer hanneren eis hunn, déi schwierig war, mat engem gréisseren Konflikt behaft war; mat där Rentereform, déi elo schonn a villen Deeler diskutéiert, och hefteg diskutéiert gëtt; mat der Diskussioun iwwert den Index, déi mer sécherlech och no der nächster Indexbranche wäerte féieren; mat de Schoulreformen an de gesellschaftspolitesche Reformen -, ech mech eigentlech froen, wat de Leitartikler eis wollt soen.

Sinn dat doten net gestalteresch Reformen? Ass dat net Upake vu Reformen? Ausser d'Inhalter vun deem, wat mer op den Dësch leeën, gefällt net! Et hätt ee léiwer, et géif een an der Fonction publique de Statut ofschaffen. Et hätt een an der Rentereform léiwer, et géif een aus dem Émlageverfahre radikal a brutal eriwergoen an de Kapitaldeckungsverfahren. Et géif een de Kënnegungsschutz, d'Gesetz op de Métier huelen. Et géif een den Index prinzipiell a Fro stellen.

Wann dat natierlech de Wee ass, da wëll ech soen, dass dat net de Wee vun dëser Koalitioun wäert sinn, an dass déi Ried vu gëschter, wéi ech et gëschter scho gesot hunn, där Métt-lénks-Koalitioun an där Politik hei ganz kompatibel ass.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, firwat mer all déi Reforme maachen, firwat dass mer änneren do, wou munchereen dobausse mengt, dass alles scheinbar dach gutt funktionéiert. Ech mengen, dass dat och noutwendeg ass an an där Ried kloer zur Geltung komm ass, wat de Sënn ass vun deem, wat mer maachen. Dat Wuert „d'Leit net ze kujenieren“, net de Leit onbedéngt wëlle Béises unzedinn, well een dat onbedéngt wëllt maachen, mä well an all deene Reformdeeler do d'Noutwendegkeet besteet, fir sech ze bewegen, fir haut a muer un e puer kleng Schrauwen ze dréien, fir net iwwer- an iwwermuer gréisser Problemer a gréisser Katastrophen entgéintzekommen.

Mir maachen dat och a ville Beräicher vir, an duerfir huet eis den Ufank vun där Ried mat enger ganzer Rei vu Propositionen an de Beräicher vun de jonke Leit, de Kanner, de Famillje gefall an iwwerzeegt. Mir maachen dat och, fir de Mënschen dobaussen d'Liewen e Stéck besser ze maachen, fir et méi gerecht ze maachen, fir et méi solidaresch ze maachen. Dat ass den Usproch, dat ass d'Motivatioun, déi mer hunn, fir déi Reformen do ze maachen.

Fir de Sozialstat net auszehiechen, net aus den Hiewelen ze huelen, mä fir de Sozialstat ze stäerken, d'sozial Kohäsion an dësem Land ze stäerken a schlussendlech och einfach déi Mënschen, ob klenger oder grouss, ob jonker oder aler, an hirem Liewen ze stäerken.

Et ass genau dofir, wou mer relativ onzefridde waren, sinn a wäerte bleiwe par rapport zu deem, wat aus Europa, a virun allem aus der Achs Paräis-Berlin an deene leschte Wochen an der Folleg vun der Kris virgeluecht ginn ass, wou dach awer eng Politik pronéiert ginn ass an nach ëmmer pronéiert gëtt, déi op engem A blann ass, op deem rietsen A blann ass, virun allem an der Fro, dass d'Veursaacher vun der Kris wäitgehend sollen indemne bleiwe virun de Käschte vun den Opraumarbechten, déi gemaach musse ginn.

Duerfir ënnerstëtzt d'LSAP-Fraktioun d'Propositionen, déi de Statsminister öfters an den Diskussiounen zu Bréssel mécht, fir eng Finanztransaktionssteuer - an ech soen dat och ganz prezis, Här Thiel, vis-à-vis vun Äre Remarquen -, eng Finanztransaktionssteuer op Risikogeschäfte ze

ënnerstëtzen - och am Euroraum eleng, wa mer soss net virukommen -, dass dat eis eng Proposition schéngt ze sinn, déi richtig a wichteg ass!

Et gëtt eis vun Europa oft en neoliberale Programm vun Austeritéit, vu Lounverzicht, vun Aschnëtter an de Sozialnetzer, vun Opweechung vum Aarbechtsrecht, vu weideren Deregulierung vum dem Réck vun de Salariéen an hire Familljen opgeluecht, wou einfach d'Balance feelt tëschen der makroökonomescher Performance, déi mer brauchen, an op där anerer Säit awer och dem anstännegen Deelhuele vun de Mënschen un deem Mehrwert, deen erwirtschaftet gëtt.

Déi Reformprojeten, déi mer op den Dësch leeën - an ech hunn dat gesot -, waren an der Ried vum Statsminister gëschter an der Method net déi vum „mam Kapp duerch d'Mauer goen“, mä sech Ziler setzen, sech en Timing setzen an op ze sinn, fir dat och an deenen nächste Wochen a Méint ze diskutieren.

Duerfir begrësse mer och, dass d'Regierung amgaang ass, erëm de Versuch ze maachen, d'Tripartitegesprécher weiderzebréngen, déi erëm un d'Lafen ze kréien an aus der Method vun de Bipartiten erëm zur Method vun der Tripartite ze kommen. Dat schéngt eis fir de Modell Lëtzebuerg dee richtige Wee ze sinn. Allerdéngs si mer mam Premier d'accord, wann hie seet: Sollte mer net zu Resultater an zu Accordé kommen, muss och d'Politik, musse Regierung a Chamber capabel sinn, fir hir Verantwortung ze iwwerhuelen.

Ech wëll, well et eiser Fraktioun wichteg ass, am Ufank vun deem Bléck op dat klengt Lëtzebuerg dach awer och kucken, wat déi grouss Theme sinn, och wann et nëmme am Stenostil ass, déi laangfristeg d'Politik wäerte bestëmmen.

D'Globalisierung vun eiser Economie ass ee Stéchwuert an eng Zuel: Vun 1970 bis 2007 sinn déi auslännesch Direktinvestitiounen vun 13 op 1.833 Milliarden Dollar regelrecht explodéiert.

D'Bekämpfung vun der Aarmut: Feststellen, dass, trotz de Millenniumsziler, vun 1990 op 2015 d'Zuel vun den Armen am héchste Fall halbéiert wäert ginn, an dann nach ëmmer eng Milliard Mënschen op der Welt mat manner wéi 1,25 Dollar den Dag musse liewen!

De Klimawandel an d'Energiefro, mat nëmme der Zuel vun de Reparaturen, déi musse gemaach ginn, duerch d'Flutkatastroph an Australien, déi eng Fläch vun Däitschland a Frankräich zesumme bedroen hunn, a wou 5,6 Milliarden Dollar mussen opbruecht ginn, fir d'Schied erëm hierzestellen.

D'Verfügbaarkeet vun natierleche Ressourcen, virun allem beim Waasser.

Konflikter a Kricher. Den Heidelberger Institut fir Konfliktfuerschung huet festgestallt, dass mer 2010 363 Konflikter, dovunner 28 Kricher, Tendenz steigend, op dëser Welt haten!

D'Fro vun der Migratioun, mat 2005 bal 200 Millioune Migranten op dëser Welt - dat sinn an der Tëschenzäit 3% vun der Weltbevölkerung - an iwwerhaupt engem Bevölkerungswuesstum, dee vun 1900 un 1,6 Milliarde Mënschen op sechs Milliarden an 2050 op eventuell néng Milliarde wäert an d'Luucht goen.

Niewent dëse Laangzäitwécklung sinn et dann heiansdo déi iwwerraschend a plötzlech Ereignissen, déi eis oprëselen an déi eis, leider Gottes, oft eréischt dann zum Handele verulassen. De Mount Mäerz huet op brutal Aart a Weis gewisen, wéi gären d'Mënschen der Versuchung erleien, fir sech mam Status quo ofzefannen. E ganz verréideresche Status quo!

D'Äerdbiewen an d'Atomkatastroph a Japan weisen, dass mer dee Weckruf eréischt verstanen hunn an elo amgaang sinn, eis erëm virun Aen ze halen, dass mer an deene leschte Joren d'Atomenergie - wéi soll ee soen? - toleréiert hunn an a bestëmmte Kreesser - wann ech Frankräich huelen - nach ëmmer voll op den Tout nucléaire gesat gëtt an enger Regierung an Däitschland d'Lafzäite vun den Atomreaktere verlängert huet. An eis ass ageriert ginn, dass de Wee fir d'CO<sub>2</sub>-Reduktiounen nëmme dee kéint si vum Tout nucléaire a vun enger Renaissance.

Erënnert lech, nach virun een, zwee Joer ass vum Revival vun der Atomenergie geschriwwen a geschwat ginn. An et brauch dann de Weckruf vu Fukushima, fir ze verstoen, dass d'Atomenergie ebe just net propper ass, dass d'Fro vun der Endlagerung vum Atommüll niergendwou geléist sinn an dass d'Atomkraaft alles anescht, mä net d'Äntwert op d'Klimafro ass. An ech mengen, et gëtt eis kloer, dass déi Energieform do onberechenbar a fir de Mënsch an d'Natur ganz zerstéieresch ka sinn.

D'LSAP bleibt an der Tradition vum Beschloss iwwert de geplangte Rémerschener Atomreakter vun 1977 an der deemoleger schwéierer Diskussioun am politesche Raum, och an eiser Partei, wou de Moraire décidéiert ginn ass, a se bleift der Meenung, dass een elo den europawäiten Ausstieg aus der Atomenergie muss forcieren.

Mir ënnerstëtzen och déi Propositionen, déi de Statsminister gëschter gemaach huet am Zesammenhang mat Cattenom. Stresstester ënnerzëien, ass eng gutt a richtig Saach, mä d'Strestester erginn nëmme e Sënn, wa se mat europawäite gemeinsame Regeln a Standards duerchgefouert ginn, wa se op eng onofhängeg Aart a Weis duerchgefouert ginn a wann och d'Regele fir d'Festleung vun de maximale Lafzäiten an der EU harmoniséiert ginn, wa Sécherheetslücken a Problemer do sinn, dass och direkt ofgeschalt ka ginn.

Mir sinn och wéi de Premier bei dem Projet vun der Kernfusioun vum ITER-Projet der Meenung, dass elo jiddefalls de Moment ass, fir eng Émschichtung ze maache vun de Moyeré vun deem Projet hin zu vill méi Moyeren an d'Richtung vun den erneierbaren Energien.

Dat bréngt mech zu där u sech genereller Remarque, déi een an deem Thema muss maachen, un eis alleguerten, bal vläicht alleguerten heibannen: Wa mer an deene leschten 30 Joer gradesou konsequent an d'Erfuerschung an an d'Entwécklung vun den erneierbaren Energien investéiert hätten, wéi mer dat an d'Nuklearenergie gemaach hunn, da wär d'Kapitel vun der Atomenergie an Europa längst ofgeschloss. Déi eenzeg dauerhaft Léisung bleift déi vun der Energieeffizienz, vum Energie-spueren, vun den erneierbaren Energien.

Duerfir huet d'Regierung, huet den Energieminister en Aktionsplang virgeluecht, fir - an dat ass dach awer eng Verfénnung vun eise Méiglechkeeten - vun 2% op 11% vun erneierbaren Energien an d'Luucht ze kommen. Mir sollten dat betounen, wat mer fäerdeg bréngen. Mir sollten d'Leit motivéieren, mat op dee Wee ze goe vun den erneierbaren Energien, vum Spueren, vum grénge Stroum. An ech mengen, dass déi Propositionen vu gëschter do an déi richteg Richtung ginn.

Dat zweet Beispill fir eis Bequemlechkeet ass sécherlech den Émgang mat Diktatoren a mat Regimer, wéi mer se an deene leschte Wochen a Méint erlieft hunn, net nëmme a Libyen, mä doriwwer eraus a ville Länner vun Nordafrika, fir feststellen, dass mer eis oft arrangéieren, dass mer souguer heiansdo hoféieren, wann et em eise wirtschaftlechen Intérêt geet, a wann dann op eemol d'Polverfaass explodéiert, wa Flüchtlingen an Nosschuelen un de Küste vun Europa ukommen, lieweg oder - wéi mer et gëschter erlieft hunn - als Lächen, reagéiere mer ganz schnell nom Motto „Erst kommt das Fressen, dann die Moral“, wéi de Brecht et geschriwwen huet.

Wéi also domat ëmgoen? Mir mengen als LSAP-Fraktioun, dass ee sech net ka virhuelen, net mat diktatoresche Regimer ze schwätzen, ze kommunizéieren, ze diskutieren, mä dass ee bei allen - an ech betounen: bei allen - Geleehheiten ëmmer erëm muss d'Fro vun der Demokratie, d'Fro vun de Fräiheiten, d'Fro vun de Mënscherechter afuerderen, an dass déi minimal Décisioun, déi mer direkt ze huelen hunn, déi ass, opzehale mat de Waffeliwwerungen, déi an all déi Länner do stattfannen.

Deem géigeniwwer sinn eisem kleng Lëtzebuerg seng Suergen a Problemer an deem Kontext sécherlech ganz kleng a ganz relativ, mä ech mengen, dass all déi

politesch Orientierungen, déi mer gi fir d'Mënschen, déi hei liewen a schaffen, wichteg sinn, fir dass mer si mathuelen, fir derfir ze suergen, dass mer och hei d'Liewe fir si besser kënne maachen.

Ech wëll och am Stenostil e Bléck geheien op déi Finanzsituatioun an op déi ekonomesch Situatioun an dorauer eng Rei vu Konklusionen zéien. D'Finanzsituatioun 2010 - hu mer elo festgestallt - ass besser wéi erwaart gi war. Wie kéint sech doriwwer bekloen? Awer wie virun de Fakten, déi domadder ausgedréckt ginn, gëtt dobäi blann fir dat, wat mer an deenen nächste Méint a Joren awer ze maachen hunn?

Den Defizit an der öffentlecher Hand fält däitlech méi geréng aus wéi erwaart. Ronn 990 Millioune méi Recetten am Budget 2010 sinn elo um Kont, wéi ursprénglech geplangt. An ech wëll just soen, dass dat déi Fro vun der Lofthoheit iwwert d'Zuelen nach ëmmer däitlech an aktuell mécht. Well mir hunn erlieft an deene leschte Méint, dass ëmmer erëm nei, verbessert Zuelen natierlech d'Akzeptanz an de Versteedsdemech vun de Leit dobausse fir d'Previsiounen, déi gemaach ginn, fir d'Capacitéit, déi Saachen do wierklech am Grëff ze hunn, voluntaristesche kënnen ze bestëmmen, dass déi Akzeptanz natierlech domadder Schrëpse kritt.

Ech wëll ganz kloer fir eis Fraktioun soen, dass bei all deene gudden verbesserten Zuelen nach ëmmer am Zentralstat, am eigentleche Stat, en Defizit bleift vun 1,3 Milliarden, vun 3,2% vum PIB. An och d'öffentlech Schold beleeft sech am Moment op 7,6 Milliarden, 19,2% vum PIB, y inclus - dat soll een ni vergiessen - d'Participatioun vum Stat bei der BGL PNB Paris, déi jo glécklecherweis och d'lescht Joer a sécherlech och dëst Joer eng erklecklech Zuel vu Milliounen Dividenden abruucht huet.

Ech wëll duerfir soen, dass d'Zënslascht 2010 bei 170 Millioune läit an dass déi Zënslascht, wa mer näischt maachen, am Joer 2014 bei iwwer 200 Milliounen Euro leie wäert. Mir sollten eis emol virun Aen halen, wat dat u Politikméiglechkeete beedeit, fir ze kappéieren, dass mer engersäits eng besser Situatioun hunn, wéi mer et gefaart haten, mä dass mer op där anerer Säit nach wie vor an deem Stat do, ob een den Zentralstat oder déi gesamt öffentlech Hand hëlt, en héijen Defizit an och eng grouss Verschëldung behalen. Den Defizit am Zentralstat fir 2011 gëtt da gerechert mat 1,2, bal 1,3 Milliarden, ron 3% vum PIB.

Wat d'Kompetitivitéit an d'Economie ubelaangt, ass et e Bild - wéi bei villem iwwereng an deem Mosaik -, wat weder schwaarz nach wäiss ass, wat weder zouléisst, dass ee Katastrophismus mécht, an awer op där anerer Säit och net alles rosarout ass an een d'Äe kann zoumaachen.

Eis Croissance louch 2010 bei 3,8%. Et gëtt gerechert an deem Tableau de bord, dee mer virgeluecht kritt hu vum Finanzminister - deen eigentlech awer eng Aarbecht net vu Politiker ass, mä eng Aarbecht ass vu Spezialisten aus deenen eenzelne Verwaltungen -, mat 3,5% an deenen nächste Joren. Mir leien domadder, wéi meeschtens, e gudden Strapp iwwert de Previsiounen vun der Eurozon.

Och dat mécht sech dann erëm bemierkbar, well et en direkte Lien gëtt oft tëschen der Croissance op där enger Säit an der Inflation. Mir leien dann och an de Previsiounen vun der Inflation iwwert där vun der Eurozon. Dat ass eng Inflation, déi ze héich ass, dat ass eng Deirecht, déi ze schnell weidergeet. Dat huet sécherlech ze di mat den héije Pétrolspräisser, mä dat huet och ze di mat Décisiounen, déi mer selwer huelen, an de sougenannten administréierte Präisser. Déi Relatioun tëschen Croissance an Inflation ass evident.

Gradesou wéi ech bei der Fro vum Index wëll soen, dass de Statec eis virgerechert huet, dass eng Indexbranche an der Inflation genau tëschen 0,2 an 0,3% ausmécht. Dat ass net näischt. Mä ech mengen, dass dat op där anerer Säit och



weist, dass et net d'Indextranché sinn, déi d'Inflatioun galoppéieren dinn.

Wat den Industrierberäich ubelaangt, dee jo a Westeuropa am meeschten ënnert den Délocaliséierung leit, verzeechne mer e Wuesstum vun 10,2%. An der Eurozon 7,1%. Et bleift awer, dass de Produktiouns-niveau Enn 2010 7% ënnert deem läit vun dem Virkrisenniveau an deem Joer virdrun. Am Bausecteur si mer relativ gutt duerch d'Krisejoer 2009 komm, och duerch déi Relanceprogrammer, déi d'öffentlech Hand a virun allem och d'Gemenge gemaach hunn. A mir stellen awer eng Stagnatioun am Joer 2010 fest. Am Commerce stelle mer bal iwwerall Émsazsteigerungen am zweestellige Prozentberäich fest. Mat Ausnahm vun der Automobilbranche, déi eng Émsazsteigerung vun 3,6% an deenen éischten eelef Méint hat mat engem Plus vu ronn 5% neien Immatriculationen.

Op der Finanzplaz ass et gradesou: weder schwaarz nach wäiss. Op där enger Säit d'Fongenindustrie, déi Enn Februar 2011 2.208 Milliarden Euro verwalt huet. Dat war e Plus vu 16,35% am Vergläich zum Februar vun deem Joer virdrun. An op där anerer Säit awer d'Établissements de crédit, wann een do d'Resultater viru Steieren a Provisionne vun 2010 hält, da gesäit een e Réckgang vun 19% am Verglach zum Virjoer.

De Fazit, deen ech dorauer am Numm vun eiser Fraktioun wéilt zéien, ass, dass et a ville Wirtschaftsberäicher biergop geet. Allerdéngs ass dese positiven Trend net iwwerall ze verzechnen, op der Finanzplaz zum Beispill an och an der Industrie, wann ech d'ArcelorMittal-Wierker zu Rodange an zu Schéffleng kucken, déi net méi esou rentabel sinn a wou Regierung a Sozialpartner jo virun Deeg zesummesouzen, fir ze kucken, wéi een dorobber souwuel wirtschaftlech wéi och sozial ka reagieren.

An da ginn ech net midd, fir och ëmmer hinzeweisen, wéi mer an deenen einzelne Wettbewerbsrankingen ofschneiden no deenen Zuelen, déi ech genannt hunn, beim Stacec: Lounkäschte pro Stonn an der Groussregioun, och nach eng Kéier déi vun der Produktivitéit, wou mer an der Produktivitéit, geschafft op d'Stonn, op déi éischt Plaz gesat gi vum „Conference Board“ an engem Ranking vun 39 Länner. Wat weist, dass, wann een alles zesumme-rechent - a mir hunn och gëschter nach kënne liesen, dass d'Aarbechtszäit zum Beispill hei zu Lëtzebuerg zu deenen héchsten an Europa an zu deenen héchsten an der Groussregioun zielt -, wann een also d'Aarbechtszäit an d'Steieren a virun allem och d'Lounniewekäschten an dann eis Léin mat derbähält, kënnt een oft zu engem gudden Resultat.

Wat déi sozial Situatioun ubelaangt, esou ass déi gëschter duerch eng Rei vu Punkte beluecht ginn. Laut dem Indicateur vun der EU2020 hu mer e relativen Aarmutsrisiko vu 17%. Domat leie mer op der siwenter Plaz an Europa, besser wéi eis Nopeschlänner. Mä et muss een och feststellen, dass et souguer an deem wohlhabende Land Lëtzebuerg festgestallt ginn ass, dass et - dat heescht do den Taux de privation matérielle sévère, dat ass näischt aneschters wéi den Existenzminimum -, dass et 1%, also 1% ze vill Leit gëtt, déi ënnert deem Wäert och zu Lëtzebuerg leien.

D'Analys vun den Ursaache vun deem Aarmutsrisiko leien op der Hand. Et brauch een do d'Analysen nëmme genau ze kucken. Elengerzéier, an ech géif léiwer soen Elengerzéierinnen, leie mat engem Risiko vun 52% Aarmutsrisiko - vun 52%! - ganz uewen, wéi iwwerengs och Famillje mat méi wéi zwee oder dräi Kanner ganz uewen leien. Dat si Locatairen, déi ganz uewen um Aarmutsrisiko leien, wéi all déi Leit, déi am Chômage sinn.

Oder op där anerer Säit da gekuckt, an dat huet och fir d'Rentefro seng Wichtigkeet, läit den Aarmutsrisiko, dee soss bei 17% läit, bei eisen eelere Matbiergerinnen a Matbierger, bei de Pensionéierten „nëmmen“ - soen ech tëschent Gänseféisercher - bei 5%, wat drop hiweist, dass

mer e gudden Rentensystem hu mat gudden Leeschtungen, iwwert déi mer an deenen nächste Wochen a Méint jo nach wäerten diskutieren.

Et ass mer och wichteg ze soen, dass mer Studien hunn, déi gemaach ginn iwwert déi sougenannten „working poor“, déi Leit also, déi schaffe ginn, déi brav schaffe ginn, all Dag moies opstinn, fir 40 Stonnen a méi an der Woch ze schaffen, an och oft engem Aarmutsrisiko ausgesetzt ginn. Zu Lëtzebuerg gëtt gerechent, dass dat 9% vun de Stéit sinn, an deenen d'Leit souguer zu zwee schaffe ginn, mä da komme Logementskäschten, Mobilitéitskäschten an anerer derbäi, déi derzou féieren, dass mer och hei e Problem hunn, iwwert dee mer mussen nodenken.

D'Fro, déi sech da stellt: Musse mer all déi sozial Transferten a Fro stellen? Ech mengen net, mä ech mengen, dass et gëschter richteg war, eenzel Gruppe ganz prezis ze weisen, wou mer am Beräich vum Logement, am Beräich vun de Familljenhëllef, am Beräich virun allem vun den Infrastrukturen - well et ass vläicht déi beschte Hëllef, déi mer kënne ginn -, wa mer en uerdentlech Netz hu vu Crèche, Garderien, Maison-relais, Hausaufgabenhëllef, Schoukantinen, déi et och deene Leit erlaben, fir besser mat där sozialer Situatioun do eens ze ginn.

Dee beschte Schutz virun Aarmut an Ausgrenzung, sozialer Ausgrenzung ass a bleift nach wie vor eng uerdentlech, eng gutt a gerecht bezuelten Aarbecht. An duerfir - ech kommen herno dorop zrëck - ass et esou wichteg, dass mer virun allem op deem Gebitt och all Initiativen huelen.

Ech wëll beim Chômage just soen, dass d'Situatioun um Aarbechtsmaart, wann een dat kuckt par rapport zum leschte Joer, mer dach en Ustieg vun der Aarbechtslosgheet an engem Joer hu vun 1.200 Persounen op haut ronn 14.400 bis 14.500 Leit. Dat ass, wéi gesot, keng gutt Situatioun.

Dass et e Lichtbléck an deene leschte Woche gouf, wann een d'Zuele vu Februar op Mäerz hält, stëmmt eis optimistes, mä et ass kloer, dass mer op där anerer Säit musse feststellen, dass och hei mer een Aarbechtslosgheet hunn, un dee mer zu Lëtzebuerg net ëmmer gewinn waren. An et ass sécherlech positiv feststellen, dass déi fräi Plazen, déi bei der ADEM gemellt gi sinn, ëm 9,3% an d'Luucht gaange sinn. Dat ass par rapport zum Joer virdrun eng Verdeublung vun de fräie Plazen. Well am Februar d'lescht Joer hate mer där 1.300 a mir sinn elo bei 2.700 fräie Plazen. Wat also weist, dass och do Optimismus ugesot ass, mä et ass jiddefalls net ze relâchéieren an den Efforten, déi mer maachen.

Wann ech de gesamten Emploi intérieur huelen, esou ass dee kontinuierlech och souguer an deenen zwee Krisejoren an d'Luucht gaangen a louch Enn Februar 2011 bei 365.857 Persounen. Dat sinn ongeféier 8.000 nei geschafene Aarbechtsplazen méi wéi dat Joer virdrun. Och dat ass also par rapport och erëm eng Kéier zu deem, wat an deenen anere Länner ronderëm eis geschitt, wou meeschtens den Emploi zrëckgaangen ass, eng gutt Situatioun.

A loosst mech bei deem Tableau de bord och nach dee staarke Réckgang vun den Anträge bei der Kuerzaarbecht soen. Mir haten am Februar 28 Anträge fir Kuerzaarbecht. An deem Joer virdrun, dorunner wëll ech lech nach eng Kéier erënneren, louch dat bei 109 Anträge fir Kuerzaarbecht. Och do gesäit ee bei deem Tableau de bord, deen ech virdu gezechent hunn, dass et dach awer a verschiddene Gebidder an d'Luucht geet.

Ech wéilt ganz kuerz nëmme soen, wat eis Sozialsystemer ubelaangt, dass déi bal all Liewensrisiken ofdecken, mä dass de Premier gëschter a senge Beispiller dach awer opgewisen huet, dass et och do nach déi eng oder aner Lacuné gëtt, virun allem bei Kanner, bei jonke Leit, an dass do déi Propositionen, déi e gemaach huet, fir esou vill qualifizéiert Leit anzustellen, fir sech ëm déi an der Schoul a ronderëm d'Schoul ze këmmen, dass dat eis eng ganz wichteg Investitioun ass.

Mir hunn e System, dee gutt funktionéiert. Dat ass bei de Renten de Fall, wou

mer besonnesch bei deene klengere Rentenbezieher heiansdo en Taux de remplacement hu vun iwwer 100%. An dat weist dat, wat ech virdu gesot hunn, dass den Aarmutsrisiko vu 5% bei den eelere Matbierger e Spigelbild ass vun deem Sozialnetz a vun deene soziale Leeschtungen, déi mer an deene leschte Joren a Jorzéngten hei opgebaut hunn.

Ech wëll den Tëschebilan maachen no deem Tableau de bord do. En Tëschebilan, fir ze soen am Numm vun eiser Fraktioun, dass et eise Land insgesamt gutt geet. Et gëtt vill Positives. Et gëtt vill Grund fir Optimismus. Et gëtt keng Unzechen, fir eng katastrophal Situatioun ze zeechnen an den Däiwel un d'Wand ze molen. Mä et gëtt an deem Land och däischter Plazen an et gëtt Schwächen, un déi mer erugee mussen an déi mer mussen upaken, fir eise Liewensstandard ofzesécheren a Perspektiven och fir déi nächst Generatiounen opzemaachen.

De Bilan vun där Koalitioun vun CSV an LSAP ass 2010 oft gezechent ginn als e Bild vun Diskussioun, vun Dissens, vu Streidereien. Ech hunn dat ëmmer méi positiv kommentéiert, well ech mengen, dass fir d'éischte Kéier zu Lëtzebuerg mer eis hu missen dru gewinnen, Choixen ze maachen. Soss, wa mer de Choix vun zwou Saachen haten, dann hu mer decidéiert, se allen zwou ze maachen. Haut musse mer heiansdo decidéieren, wat fir ee Wee mer op der Kräizung dann huelen.

An ech soen nach eng Kéier dat, wat ech am Ufank gesot hunn: Dës Koalitioun huet am Joer 2010 net nëmmen e Spuerpaquet virgeluecht an ëmgesat, eng Gesondheitsreform gemaach, en Indexkompromëss duerchgesat an och e Kompromëss mat de Patroné fonnt, si huet och e Kompetitivitéitsplang vu 65 Mesuren op den Dësch geluecht, huet jiddefalls Projet-de-loien deponéiert fir gesellschaftspolitesch Reformen, déi noutwendig sinn am Beräich vum Avortement, vun dem Bestietnis vu gläichgeschlechtliche Koppelen.

Ech géif mengen, just beim Avortement, dass mer an deenen Diskussiounen, déi mer an deenen nächste Wochen dozou ze féieren hunn, déi Reform sollte maachen am Sënn an am Geescht vun der noutwendiger Autodeterminatioun vun de Frae bei dem Choix vun avortéieren oder net avortéieren. Wann dat eis Zilsetzung ass, da fanne mer och do déi richteg Léisung.

Ech wëll an deem Tëschebilan soen, dass dës Koalitioun och handlungsfäeg war a bleift, an ech géif lech nëmmen 30 Sekonnen un d'Häerz leeën, e Bléck ze geheien op eis Nopeschlänner an op aner Länner, fir d'politesch Stabilitéit a Frankräich, an Däitschland, an der Belsch, an Holland an op villen anere Plazen ze kucken, fir feststellen, dass mer hei duerch d'Kris gaange sinn - bis elo - mat enger Regierung an enger Koalitioun, déi eis politesch Stabilitéit a virun allem, soen ech, och soziale Fridde bruecht huet, wat extrem wichteg ass!

Mir kommen, an dat stellen all makroökonomesch Parametere fest, vill besser duerch d'Kris wéi vill aner vun eisen Nopeschlänner. Ass dat net eleng schonn e politeschen Erfolleg fir dës Koalitioun, wa mer kucken, wéi et an anere Länner zougeet?

An deem, wat mer ze maachen hunn, konkret ze maachen hunn, an der Finanzplanung, hunn ech gesot: „Mir freeën eis iwwert déi verbessert Finanzsituatioun.“ Ech wëll awer gradesou däitlech hei fir eis Fraktioun soen: „Mir halen an dëser Koalitioun um Zil fest, fir 2014 an den öffentliche Finanzen fir de Gesamtstat en Équilibre ze erreechen!“

Déi Zeenarien, déi elo um Dësch leien, sinn natierlech - a mir hunn dat jo erlieft an de Parametere, wéi vill se op d'Kopp gekéiert gi sinn, souwuel bei der Croissance wéi bei de Recetté wéi bei villen anere Parametere -, sinn natierlech Zeenarien, déi mer och an deenen nächste Méint musse weider suivieren. An ech sinn dofir mam Premier d'accord, fir ze soen, dass spuerer weiderhin ugesot bleift an dass am Hierscht en tenant compte vun der Entwécklung vun de Recetten an den Dépense vum éischte Semester vun deem

Joer dann déi néideg Décisiounen ze huele sinn. Mä um Spuerpaquet, dee mer opgeluecht hu fir déi zwee Joer, fir 2011 an 2012, sollte mer festhalen.

Et kéint een an deenen Trajectoiren, déi virleien, iwwer vill Parametere diskutieren. Sécherlech, de Barrelpräis, de Präis vum Pétrol: Läit dee wierklech bei 102,8 Dollar, oder läit en net vill méi wäit driwwer? Dat ass also e Parameter, dee mer haut net kennen, dee kee kennt. An datselwecht gëllt, mengen ech, och fir déi Elastizitéit, déi mer eis ginn, vun 0,77% vu Recetté par rapport zu eiser Croissance. Och do soen ech just, dass mer an deene leschte Jore meeschtens eng Elastizitéit vun 0,9 haten. Mir ginn elo an einzelnen Trajectoiren vun 0,77 aus, wat also och eng virsiichteg Approche ass, fir ze kucken, wéi mer an deenen nächste Méint a Joren dat Zil vun 2014 kënnen erreechen.

An der Fro vun der Kompetitivitéit hunn ech gesot, de Wirtschaftsminister huet de Sozialpartner an och der Chamber déi 65 Moosname fir d'Verbesserung, d'Stärkung vun eiser Wettbewerbsfäegkeet virgeluecht. Eng Rei vun deene Virschléi si scho verwierklecht, wéi zum Beispill bei einzelnen Ureizer bei Steieren an Investitiounen, oder sinn amgaangen, ëmgesat ze ginn, wéi zum Beispill bei de Guichets uniques oder wéi beim Prinzip - an einzelne Genehmigungsprozeduren, wou dat méiglech ass - vum „silence vaut accord“. Bei aneren, mengen ech, ass d'Realisierung amgaangen, oder dee Projet vu 65 Propositionen ass amgaangen, ëmgesat ze ginn.

Et féiert och hei kee Wee derlaanscht, dass mer Synergien..., dass mer eis éischters musse weider diversifizieren an der Logistik - wou et leider op den Terraine vu Beetebuerg an Diddeleng net esou schnell virugeet, wéi ee sech dat kéint erwaarden, an et freet ee sech heiansdo, wourun et dann och wierklech läit -, bei den Émweltechnologien, de Gesondheitstechnologien, wou de Wirtschaftsminister zesumme mam Gesondheitsminister a mam Minister vun der Recherche an der Innovatioun amgaangen ass, eng Rei vu Projeten an d'Wee ze leeden, wéi och um Niveau vun de Medien an den Telekommunikatiounen.

An ech mengen, dass och d'Investitiounen an d'Synergien, déi mer mam Finanzsecteur sollte sichen, d'Kooperatioun mat der Uni, mat de CRPen, an iwwerhaapt d'Investitiounen an d'Infrastrukturen hei ganz wichteg sinn.

Ech soen och hei nach eng Kéier dat, wat ech bei deenen Debatten hei ëmmer erëm widderhuele fir eis Fraktioun, dass an deem Ranking vun de Kompetitivitéitsproblemer, déi dëst Land huet, eiser Meinung no d'Fro vun der Vereinfachung an der Beschleunigung vun de Prozeduren op der éischter Plaz steet a bleift.

Fënnf Ministeren hate virun engem Joer ee Mini-Sommet och mat dobaussen der Öffentlechkeet gemaach, fir genau fënnf Gesetzer ze änneren. Ech mengen, et war dat d'Gesetz vum Aménagement du Territoire, et war d'Gesetz vum Aménagement communal, et war den Droit d'établissement, et war d'Naturschutzgesetz, an ech weess net: War et nach eent?

Och do musse mer feststellen, an et ass net de Virwurf eleng ëmmer un d'Regierung, mir stelle fest, dass mer leider Gottes och oft mangels Avisé vum Conseil d'État - an ech kommen herno op de Conseil d'État bei anere Froen nach eng Kéier zrëck - déi fënnf Gesetzer, déi Ännerungen haut nach ëmmer net gemaach hunn.

Och dat ass eng Feststellung, dass d'Fro vun der Beschleunigung an der Vereinfachung oft net nëmmen eng Fro ass vun dobaussen. Et ass och eng Fro heiansdo an dem legislative Prozess: Dass mer net capabel sinn, bei Saachen, wou mer eis am Prinzip heibannen eens sinn - a bei ville Saachen do am Aménagement communal oder am Aménagement du Territoire oder bei anere Vereinfachungen gëtt et u sech Konsens -, a mir hänken dann ëmmer laange Prozeduren, laangen Avisen handendrun, fir dat och wierklech ëmgesat ze kréien!

Bei der Inflationsbekämpfung wëll ech dat soen un d'Adress vum Wirtschafts-



minister, wat virgëschter schonn de Kolleeg Marc Spautz, mengen ech, gesot huet: dass mer an der Ëmsetzung vum Bipartite-Accord vum 29. September der Meenung sinn, dass een den Observatoire des prix - a mir mengen och nach ëmmer: „des prix et des marges“ - soll realiséieren, fir eng Rei vu Froen dach awer do kënnen ze traitéieren, iwwerhaapt eng Rei vu Froe kënnen ze detektéieren. An déi Virschléi vu gëschter iwwert d'Fro: „Wéi kréie mer och déi administrativ (veuillez lire: administréiert) Präisser an de Grëff?“, mengen ech, si vu grousser Bedeitung, wann een d'Bedeitung gesäit vun den administréierte Präisser an der gesamter Inflation an hiren Impakt vun iwwer 0,4% - deen net kleng ass!

Ech wëll e kuerzt Wuert soen zum Index. Net nach eng Kéier, fir auszuhuelen, a wat fir engem Mooss mir der Meenung sinn, dass den Index ee Bestanddeel ass vun der Success story, déi d'Land während 20, 30 Jore féiert, a well mer der Meenung sinn, dass och fir d'Kompetitivitéit, fir de Sozialfridden, fir d'Rou an de Kollektivvertragsverhandlungen dat e wichtige Bestanddeel ass: Mir wëllen eis dofir no där Indexmodulatioun, déi mer virgëschter hei decidéiert hunn, à la lettre halen un dat, wat d'Regierung den 29. September mat de Gewerkschaften ofgemaach huet, nämlech dee Report vun der Indexbranche op den 1. Oktober - dat hu mer decidéiert!

Zweetens: kucken duerno, wéi mer, an enger Frist vun zwielef Méint, gesinn, ob et zu enger Vergaloppéierung vun Indexbranche kënnt an ob mer eis da mussen zesummesetzen, fir zu eventuellen Décisiounen ze kommen.

Mir sollten haut net - an dat huet u sech och kee gemaach - scho mat virgefaasste Propositionen un déi Diskussioun erugeen. Mir sollten hei - wéi soll ech soen? - „open-minded“ un déi Diskussioun erugeen, mä awer wëssend dat, wat mer ëmmer hei gesot hunn: jo zum Index, mä awer och jo zu engem responsablen Ëmgang, wa mer an enger Frist vun zwielef Méint zu méi wéi enger oder souguer méi wéi zwou Tranché géife kommen.

Dat war iwwerregens an der Vergaangenheet, an deene vergaangenen Tripartiten an deene leschten 30 Joer ni aneschtens. Och do ass sech zesummesat ginn an ass versicht ginn, dorobber dann och ze reagéieren.

Ech wëll am Kontext vun der Pensionsreform, op déi ech nach ze schwätze kommen, soen, dass mer bei der Kompetitivitéit eng Tromp net sollen aus den Hänne ginn: Dat ass déi vun eise ganz niddrege Lounniewekäschten an eise ganz niddrege soziale Cotisationsen. Dat ass eng extrem Tromp, déi mer hunn. An dofir sollte mer - an dat hu mer bei der Gesondheitsreform gemaach mat enger wierklech ganz minimaler Baitragserhéijung - och muer drun denken, wa mer iwwer d'Pensionsreform schwätzen, dass mer do sollten oppassen, wat mer maachen.

Schlussendlech si Wirtschaftswuesstum a Kompetitivitéit kee Selbstzweck, kee Fetisch. Si sollten - an ech mengen, dat muss d'Zil vun all Politik sinn - dem Mënsch d'Geng an si sollten dozou d'Geng, de Mënschen d'Liewe besser ze gestalten.

An ech mengen, dofir ass et och wichtig hei an deem „Europäesche Semester“, a par rapport zu deem makroökonomeschen Drock, dee mer vu Bréssel spieren, war et wichtig, och gëschter eng Ried ze héieren, déi d'Gefill fir d'Feinmotorik an eiser Gesellschaft net vergësst, déi d'Gefill behält fir déi kleng Sensibilitäten, fir Leit, déi mer net sollten um Rand vun der Strooss stoe loossen, déi mer net sollte vergiessen. Ech mengen, dass déi Sensibilität gëschter an där Ried do war an dass mer déi och ënnerstëtzen an deenen Orientéierungen a konkrete Propositionen, ganz prezis mat Ustellung vun esou vill Leit och wäerten ënnerstëtzen.

Ech kommen elo op e puer Kapiteln zréck, déi eis wichtig sinn, fir unzefänken op dat vun der Schoul a vun eiser Bildungspolitik, fir hei ze soen - an ech mengen, dat ass eng Binsenwahrheit -, dass d'Basis fir Aarbecht a fir d'Ofséchierung vun eegenen Existenzen an Existenzen an der Famill, den Ascenseur social, de

Motor fir de sozialen Opstieg an d'sozial Stabilitéit vun Mënschen a vu Familljen, dass dat d'Bildung ass an dass dofir d'Basis fir Chancégerechtigkeit an Integratioun an eiser Gesellschaft wichtig ass.

D'Éducatiounsministesch huet sech deenen Aufgaben an der leschter Legislaturperiod verschriwwen a mécht dat mat deeneselwechten Aggregater och weider an dëser Legislaturperiod. Leider gëtt dat oft zerriert dobauss vu villen Acteuren, déi sech - wéi ass et gëschter genannt ginn? - op „Niewekriegsschauplätze“ beginn, amplaz iwwert dat Essenziell ze schwätzen: nämlech, dass all Reformen net zum Zweck hunn, ze diskutéieren iwwer Schoulvakanzen oder iwwer Carrièren oder ech weess net wat, mä dass all Schoulreformen un éischer Stell emol zum Zweck an zum Zil hunn, fir de Kanner ze hëllefen an de Kanner, deene staarken an deene manner staarken, ze hëllefen, fir an der Schoul besser weiderzekommen, eng Qualifikatioun ze kréien.

Wa mer d'Zuele virgëschter gesinn hu vum Échec scolaire: Ech war erféiert, wann ech gesinn, wéi vill Redoublantë mer a villen eenzelne Jore vum Lycée, souwuel dem Classique wéi dem Technique, hunn! Ech mengen, dofir sinn déi Reformen do, an déi Entschlossenheet, déi et brauch, fir se ëmzesetze par rapport zu deene villen Diskussiounen an och Polemiken, déi gemaach ginn, ass ganz noutwendeg.

Ech wëll och de Gewerkschaften aus dem Enseignement vun dëser Plaz aus soen, dass mer mat vill Respekt kucken, wéi d'Ministesch sech bei alle Froen, bei alle klengen a gréissere Froen drugëtt, fir d'Meenungen ze froe vu ville Comitéen, vu ville Syndikater, vu villen Acteuren, an dass et, mengen ech, awer och heiansdo muss hannerfrot ginn, a wat fir engem Toun a mat wat fir enger Zilsetzung dann och geäntwert gëtt, fir sech wierklech op dat Essenziell ze beruffen.

Et féiert kee Wee derlaanscht, fir feststellen, dass deen Unterrecht mat deenen Aggregater, déi an der École fondamentale scho geholl gi sinn, nämlech sech méi ze bezéien op en Unterrecht, deen no Kompetenzen opgeriicht ass, en Unterrecht ass, deen et erlaabt, fir méi e Suivi individuel ze maachen, souwuel vun deene Staarken, déi net solle gebremst ginn, wéi vun deene Schwachen, deene mer mussen hëllefen, fir dass se herno an enger gudder sozialer Kohäsion hire Wee och fannen.

Mir mengen dofir och, dass mer iwwerengs feststellen, dass oft, wann an der - an de President vun der Kommissioun huet mer dat gëschter nach gesot - Éducatiounskommissioun an och hei am Plenum diskutéiert gëtt iwwert déi Reformen, een u sech oft e relativ grouss Konsens feststellt vun de groussen Orientéierungen, déi mer brauchen, och elo an der Reform vum Postprimaire. An dofir géif ech mengen, dass mer sollte versichen, dee Konsens do eraus an d'Opinion publique ze transposéieren, fir kloerzemaachen, dass déi Reformen do kee Selbstzweck hunn, mä dass se, wéi ech am Ufank gesot hunn, zur Aufgab hunn, hei deene Klengsten, de Kanner an de jonke Leit, ze hëllefen a si ze stäerken, fir dass si hire Wee an hiren oprechte Gank herno an der Gesellschaft besser kënne goen.

Ech wëll och e Wuert soen zur Kannerbetreuung, déi gëschter jo ee vun den Theme war an der Ried vum Premierminister. Mir stinn hannert där Politik, déi an deene leschte Joren do gemaach gëtt. Mir hunn e Paradigmewissel gemaach, ewech vu renger Geldleeschungen, vun Erhéijung vu Kannergeld an anerem, hin zu méi Investitiounen an d'Infrastrukturen. Dat ass an eisen Aen dee richtege Wee a gëtt och der Chancégerechtigkeit vun de Leit dobaussen, mengen ech, méi gerecht.

Ech wollt bei där Geleeënheet eng Bemierkung maachen, wou ech de Kolleeg Claude Meisch ganz ënnerstëtzen, wann e gesot huet, mir brauchen och hei an deem Beräich do wéi an aneren eng besser Zesummenaarbecht vu Regierung a vun de Gemengen. Mir menge wierklech, dass eis oft Potenzial a ville Beräicher verluer ginn, well mer net oft genuch e Pakt schléissen tëschent dem nationale Pouvoir an deem, wat an de Gemenge ka geschéien. Dat ass wouer och am Energieberäich, dat ass och wouer an der Fro vun

der Kannerbetreuung, wou mer méi sollten zesummeschaffen, och do d'Gemengen zes, fir d'Wuert vum Premierminister ze huelen: „kujenéieren“, mä och do hinnen esou vill wéi méiglech e Partner sinn, fir hinnen ze hëllefen, an dat zesumme maachen.

An ech sinn u sech frou, dass de Syvicol mat sengem rührege President un der Spëtzt an all de Leit, déi hei aktiv sinn, dach awer all Geleeënheet - an nach virun zwee Deeg, an op dee Beräich kommen ech elo - notzt, fir mat der Regierung e konstruktiven - an ech betounen: en „konstruktiven“ - Diskurs ze féieren, wou ee sech net seng géigesäiteg Responsabilitäten a Kompetenzen un de Kapp gehäit, mä versicht, d'Problemer ze léisen.

Dat féiert mech zu der Fro vun der Asylproblematik. Mir ënnerstëtzen déi Orientéierungen, déi de Premier gëschter an där Fro do ginn huet. Mir ënnerstëtzen dee Projet de loi fir eng méi schnell Prozedur - ëmmer nach konform a kompatibel mat allen Texten, déi mer europäesch an international an där Fro do ënnerschriwwen hunn -, fir eng Beschleunegung vun de Prozeduren ze kréien. Dat ass an eisen Aen dee richtege Wee.

Mä och hei, soen ech - an dat ass jo elo Gott sei Dank virun zwee Deeg geschitt -, mat der Familjeminstesch zesummen an dem Syvicol muss mer eis un den Dësch mat de Gemenge setzen, fir roueger Hand iwwert déi Froen do ze diskutéieren. Mir brauche virun allem hei bei der Asylproblematik eng uerdentlech Diskussioun iwwer Kritären a Verdeelungsschlüsselen, transparent an oppen, zur Opnahm vu Flüchtlingen.

Ech mengen, dass et dann a ville Gemengen dach awer ganz aneschtens ausgesäit, wann een och derfir suergt, dass een... - an ech schrecken ëmmer e bëssen zesummen, Här Premierminister, wann dat Wuert vum „Container“ geholl gëtt. Ech weess, dass Dir et net esou gemengt hutt. Mir sollten hei net... an ech weess net, et gëtt ganz flott Containeren, mä ech mengen, mir sollte virun allem och derfir suergen, dass mer bei de Flüchtlingen net nëmme kucken: Wéi kënne mer se ënnerdaach bréngen? Wéi kënne mer se beherbergen? Mä mir sollten och derfir suergen, an deene Strukturen, dass mat qualifiziertem Personal och eng uerdentlech Betreuung vun deene Leit ka stattfannen. Ech mengen, och dat ass eng Hëllef, niewent deenen, déi de Premier gëschter ugedeit huet, déi eis gutt zu Gesiicht steet a wou mer och d'Moyenen dofir hunn.

An der Fro vun der Aarbechtslosigkeit hunn ech virdu gesot: „Et gëtt Liicht an et gëtt Schiet, wann een den Tableau de bord kuckt.“ Mir hunn - an ech géif soen „endlech“, no bal wéi vill?... 20 Joer - e Projet de loi an der Chamber virleie fir d'Reform vun der Aarbechtsmaartverwaltung. An ech mengen, dat ass gutt esou. Dat wäerte mer eis an där Kommissioun an deenen nächste Wochen a Méint mat alle Verbesserungsverschléi, déi do nach méiglech sinn, och zu Härzen huelen.

Mä ech mengen, an der Tëschenzäit huet den Aarbechtsminister an där Verwaltung do scho fir e gewëssenen Zoch gesuergt: 35 nei Conseillers professionnels sinn derbäikomm, dräi nei Agencen hu mer uechtert d'Land geschaaft, de Suivi personnalisé gëtt verstärkt gemaach, verstärkt och Förderung vu Weiterbildungsprogrammer. Dat sinn an eisen Ae richtege a wichtig Weeër, och fir eis Ziler an dem „Programm 2020“, dee mer eis ginn hunn, dat Zil vun 73% Beschäftegung bis 2020 ze errechen.

Bon, hei ass et noutwendeg, dass mer an der Fro vu Beschäftegung vu Fraen duerch d'Kannerbetreuung, duerch de Congé parental an aner Saachen, a virun allem och bei deenen eelere Salariéen duerch „lifelong learning“, duerch eng besser Aarbechtskultur, Ergonomie, Altersdeelzäit och virukommen.

Ech géif zu engem drëtten Beräich kommen, deem vun der Fonction publique. Fir nach eng Kéier dat ze soen, wat ech an de Riede souwuel vum Kolleeg Leuch Thiel wéi och dem Kolleeg Claude Meisch héieren hunn, dass et eis bei där Reform virun allem drëm geet, fir dobaussen öffentlech

Déngschtleeschungen ze stäerken. An ech géif vläicht soen un d'Adress vun deenen zwee Ministeren, déi un deem Dossier hei schaffen, dass een an deenen nächste Wochen a Méint vläicht och eng Kéier sech soll eng Method sichen, wéi mer och de Bierger an der Diskussioun iwwert d'Services publics emol eng Kéier mat implizéieren, emol eng Kéier lauschteren, wat eis de Bierger dobauss konkret zu enger Rei vu Saachen an de Gemengen, mä och beim Stat ze soen huet. Ech mengen, och dat wär e gudden Exercice.

Mir brauchen a mir hunn zu engem gudden Deel eng gutt opgestallten a kompetent öffentlech Verwaltung mat effiziente Strukturen, mat kompetentem, mat motiviertem Personal. All Analysen a Vergläicher, déi vun hei mat anere Länner gemaach ginn, weisen a sech ganz gutt Resultater. An ech mengen, dofir ass och den Discours, dee mer ze féieren hunn, deen Discours, dee mer gëschter héieren hunn, fir den öffentleche Beamten dobaussen ze soen, wa mer reforméieren, ass et net och hei fir ze kujenéieren, mä ass et hei fir ze stäerken, fir ze hëllefen, fir eng Stäip ze sinn, fir d'Saachen nach kënne besser ze maachen. A wie géif sech dann deem Leeschtungsprinzip ëntzéien, fir ze soen, dass een ëmmer nach Saache ka besser maachen, dass ee sech ëmmer nach kann druginn, dass een ëmmer nach kann d'Äerm eropkrepelen, fir eenzel Saache besser unzepakem?

Dofir war eis den Toun gëschter e positiven, an ech wëll och soen, ech begrëissen ausdrécklech vu Säiten och vun dem zoustännege Minister Fränz Biltgen an der Ministesch Octavie Modert, dass d'Bereetschaft do war, fir enger Rei vun Awänn, enger Rei vun Objektivatiounen aus deene leschte Woche Rechnung ze droen a mat där Propositionen u gëschter dach awer, zum Beispill beim Bewäertungssystem, méi no bei d'Realitäten ze komme vun deem, wat mer brauchen.

Elo virun allem emol Hausaufgabe maachen, d'Hausaufgaben, déi minimal Hausaufgabe vun enger moderner Gestiou vun Ressourcen an deenen eenzelne Verwaltungen a Servicer duerch iwwerhaapt emol Organigrammer, déi mer iwwerall maachen, duerch eng uerdentlech „job description“, duerch Mataarbechtergesprächen, Objektivier festleeën, de Statut uweinen a villen Deeler, wou en haut, an dat muss ee jo feststellen, Lettre morte bliwwen ass, well vill vun deene Saache sti schonn haut am Statut dran, si leider an deene leschte Joren net esou ëmgemat ginn.

Mir mengen, dass déi individuell Appréciatioun vun all Einzelne mat deene Propositionen, déi elo um Dësch leien, dat virun allem op déi, déi herno am Niveau supérieur sinn oder e Poste à responsabilité hunn, deementspreechend, an den Här Meisch huet virdu gesot, mir hu mat Einzelnen am Privatsecteur geschwat. Mir hunn dat an deene leschte Wochen och gemaach. An déi meescht hunn eis gesot, dass esou Appréciatiounssystemer virun allem néideg a gutt sinn um Niveau vu Responsabilitéitsposten, mä dass déi Proposition, fir dat fir all Stats- a Gemengebeamten ze maachen, eng Proposition war, déi sécherlech iwwert d'Zil erausgeschoss huet.

An der Fro vun der Gehälterrevisioun si mer als Fraktioun d'accord, dass an deenen nächste Wochen a Méint diskutéiert an négociéiert gëtt iwwert déi Propositionen, fir d'Ufanksgehälter am Stage op de Métier ze huelen, no deene Propositionen, déi gëschter gemaach gi sinn, mä dass an deem Kontext och d'Ufanksgehälter an der eigentlecher Carrière no dem Stage, dass déi esou bleiwe wéi se haut sinn.

Mir begrëissen déi Virschléi a mir begrëisse virun allem och, dass d'Gewerkschaft vun der Fonction publique, déi national representativ Gewerkschaft, nämlech d'CGFP, dee Ball och gëschter opgefaangen huet. Mat wem se da wëllt négociéieren an deenen nächste Wochen a Méint, dat ass eis am Prinzip egal, dat ass d'Aufgab vun der Regierung.



Ech mengen, dass elo Propositionen um Dësch leien, déi et kënnen erlaben, zu engem Accord am Sënn an am Intérêt vun der Fonction publique an hire Beamten ze kommen. An ech wëll drop hiweisen, dass een natierlech fir eenzel Beräicher, a virun allem deem vum Enseignement, getrennt Gespréicher muss féieren, fir ze kucken, wat heeschen déi generell Regeln do fir eenzel Secteure wéi zum Beispill deen doten. An ech mengen och, dass, no der Décision, Ufanksgehälter just am Stage ze considéieren, een och muss kucken, wat dat fir de konventionéierten an assimiléierte Secteur heescht, fir e präzise Perimeter elo ze zeechne vum deem, wat dat an deenen eenzelne Reformverschléi elo fir déi eenzel Secteuren och bedeit.

Ech kommen net derlaanscht, ee Wuert iwwert déi Rentereform ze soen, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint wäerte weider diskutéieren. Fir eis, als Fraktion, orientéiert sech déi Reform do un enger Rei vu klore Prinzipien.

D'Bäibehale vun dem öffentlechen Ëmlageverfahren gëtt do einfach esou higeholl, mä ech mengen, dat ass schon ee wichtige Acquis fir déi Reform, déi mer an deenen nächste Méint wëlle maachen.

D'Basis vum dräiparteiesche Finanzement vu Salariéen, Patronen a Stat, dee solidarische Modell, dee mer an dem Rentenberäich wéi a villen anere Beräicher hunn, ass eis dobäi ganz wichtig.

Déi niddreg Renten däerfen dobäi net tangéiert sinn. Mir si souguer der Meenung, an dat gehéiert jo zu de Virschléi vun dem Sozialminister an dem Finanzminister, wéi se dat am Numm vun der Regierung virgestallt hunn, dass d'Grondrent soll gestärkt ginn. Ech mengen, dat ass och e wichtegt politescht Zeechen, zum Beispill och un d'Richtung vun de Fraen, déi mat gelächerte Carriären, fir déi et ganz wesentlich ass, dass déi Grondrent do gestärkt gëtt.

Mir mengen och, dass déi Fro - an ech weess, wann ech dat hei soen, wéi schwieereg dass dat ass, well sech a villen anere Länner, fir d'Lescht nach a Frankräich, gewissen huet, wéi schwieereg et ass, d'Fro vun der Pénibilitéit vun der Aarbecht an déi Rentereform do mat anzebeziehen. Mä mir mengen awer, dass d'Regierung alles muss maachen, fir kloerzemaachen no baussen - ech mengen, dat ass fir d'Akzeptanz vun där Reform enorm wichtig -, dass 40 geschaffte Joren net d'selwecht si wéi 40 geschaffte Jore bei aneren. Dass et wesentlich ass, dass Leit, déi 40 Joer déi eng Aarbecht maachen, ganz anescht an enger physischer an heiansdo psychescher individueller Situatioun sinn, deemno wat fir aner Aarbechte se während 40 Joer gemacht hunn.

Dee Charakter do vun der Pénibilitéit ass e wichtige Bestanddeel, an ech mengen, dass dat Hand an Hand gehéiert. Ech wëll der Regierung och wierklech soen, dass mer et fir wesentlich halen, dass, wann een de Leit seet: „Dir kënnt, wann Dir gutt al gitt, méi laang schaffen“, mer dann och müssen derfir suergen - wat ech an engem anere Kapitel scho gesot hunn -, dass d'Aarbechtskultur vis-à-vis vun eelere Leit an de Betriber och hei zu Lëtzebuerg eng ganz aner muss ginn. Da muss e ganz aneren Esprit an de Käpp, och vu Patronen, vu Personalchefen a Personalservicer gehéieren. A mir mengen, dass dat an deem Mosaik do vun där Rentereform zesummegehéiert, dass also Sozialminister an Aarbechtsminister hei zesummen eng Aufgab hunn, fir eis e Bild ze zeechne, wéi dat doten an deenen nächste Wochen a Méint ka goen.

Déi Iddi, fir eng Flexibilitéit de Leit hei ze ginn, fir de Leit méi individuell Méiglechkeeten ze ginn, bei enger Pension à la carte ze decidéieren, wéi se par rapport zu enger Renteleeschung méi laang oder manner laang wëlle schaffe goen, ass dach eng, déi deem entsprécht, wat d'Leit dobaussen a Wierklechkeet wëllen.

Nach ass ze diskutéieren iwwert d'Konditiounen, iwwert de Mechanismus, wéi mer dat maachen, och iwwert de Koeffizient ze

diskutéieren, souwuel de Koeffizient vun 1,60 wéi de Koeffizient vun 0,05, iwwert deen ze diskutéieren an deenen nächste Wochen a Méint däerft sinn, mä ech soen dat hei, well et mir schéngt l'évidence même ze sinn.

Am Joer 1987 hu mer an enger grousser Rentereform déi 40 Joer a sech festgueluecht, 40 Joer Carrière. A säit 1987 bis haut ass d'Liewenserwaardung bei de Fraen ëm fënnf Joer an d'Luucht gaangen a bei de Männer ëm siwen. Et soll also kee mer soen, dass an enger Gesellschaft et net dach awer muss kënnen - an ech mengen, dass d'Leit dobaussen esou intelligent sinn, fir déi Diskussioun mat eis ze féieren -, dass een also, wann ee gutt al gëtt, och kann erwaarden, dass d'Leit dat méi laang wëlle maachen.

Heibanne setzen der vill, déi iwwer 60 a 65 sinn. An ech muss lech éierlech soen, wann ech d'Aarbechtsleeschung - an ech nenne kee mam Numm - vun Einzelne vun deenen Eeleren heibanne kucken, dann ass se oft - net nëmme hir Erfahrung gekuckt, déi se hunn - vill besser a vill méi assidu wéi vu ville jonke Leit heibannen. An dat Bild do gëtt et dach och dobaussen an der Gesellschaft, dofir sollte mer de Leit déi Flexibilitéit do ginn.

#### (Interruption)

Ech hat ënner anerem och un lech geduecht.

► **Une voix.** - Ah sou!

#### (Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech muss lech ganz prezis soen, dass tëscht deem Eelsten an eiser Fraktioun an lech an der Fro vun der Aarbechtsleeschung, il n'y a pas photo!

► **Une voix.** - Dat gesi mer duerno!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll also soen, an der Fro vun de Renten, dass déi Fro vun der Aarbechtskultur an eisen Aen eng wichtig ass. An ech wëll och soen, ech wëll dat un d'Adress vun de Gewerkschaften och soen, déi eis soen, an deem Spill vun deenen dräi grouse Schrauwen - Renteleeschung, méi oder manner laang schaffen a cotiséieren, an op där anerer Säit de Recetten, vu Cotisatiounen oder aneren -, dass mer hei eng intelligent, an esou huet et de Lucien Thiel genannt, eng intelligent Mixtur mussen fannen.

Ech wëll awer de Gewerkschaften och soen, déi sech virun allem - an ech verstinn dat, et ass absolut legitim an ech respekéieren dat -, dass an der Fro vun den neie Recetten een awer muss wëssen, dass mer dann och e Wee ginn, wou mer d'Laaschte vun deem, wat mer maachen, erëm op déi heiteg, aktuell Schaffend a jonk Leit a Famillje leën.

Mir müssen also gutt oppassen. Niewent der Tatsaach, dass déi niddreg Cotisatiounen do eng Kompetitivitéitstrop sinn, wéi mer soss keng aner hunn, muss een also wëssen, dass nei Recetten iwwer Cotisatiounserhéijung keen Tabuthema däerf sinn, och net an deenen nächste Joren - net nëmme an deenen nächste Jorzéngten, mä och an deenen nächste Joren -, mä dass mer awer müssen oppassen, wéi mer d'Laaschten an de Generatiounen, wéi mer de Generatiounepakt, wéi mer deen a Wierklechkeet maachen.

Ech wëll an deem Zesammenhang soen, méi Recettë generéiere jo och d'Fro vun Déplafonnéieren, vu fënnfmol dem Mindestloun, wat eng vun de Propositionen ass. Ech wëll fir eis Fraktioun soen, no laanger Diskussioun, déi mer doriwwer gefouert hunn, dass mer der Meenung sinn, dass ze déplafonnéieren am Rentenberäich, ouni dat ze kombinéiere mat zousätzleche Leeschtungen - a wie wëllt dat schon, och emol d'Gewerkschaften net -, oder awer ze déplafonnéieren an aus der Solidaritéit eraussprange vun deenen dräi Bäitragzueler, dass dat e Wee ass, dee mir net als e richtige Wee gesinn. Dat mécht de System kapott, dat ass e Précédent fir eng inkohärent Approche!

Ech wëll och de Gewerkschaften soen, an aller Frëndschaft, an aller Kollegialitéit, dass ech net verstinn, wéi se... An dat ass eng vun de Propositionen, déi d'Regierung mécht, fir en öffentlechen Zousazregime ze maachen. Dat hale mir fir eng wichtig a wesentlich Iddi. Ech mengen,

dass et net onbedéngt kohärent ass, fir op där enger Säit d'Déplafonnéieren ze maachen an op där anerer Säit en öffentlechen Zousazregime fir all d'Salariéen aus dem öffentlechen an aus dem private Secteur. Ech mengen, dass een hei Choix muss maachen, a mir gi se un.

Ech wëll iwwer soen, dass, wann een iwwer nei Recettë schwätzt, et och aner Saache gëtt, iwwert déi een ouni Weideres an deenen nächste Woche muss kënnen diskutéieren. Firwat net diskutéieren, ob ee bei eenzelne Studienzäiten, déi haut fakultativ Jore sinn, ob een dorauer net cotisabel Jore mécht, déi also och nei Recettë kënnen generéieren; ob een dat net bei der Indemnité d'attente virun der Invaliditéit mécht; ob een dat net beim Congé parental mécht? Et gëtt also Beräicher, wou et vläicht Sënn ergëtt, fir cotisabel Zäiten ze maachen, effektiv Joren also ze maachen, wéi dat an der Sprooch dobaussen heescht.

Ech wëll, ganz kuerz, beim Beräich vum Logement soen - well ech d'Gefill hunn, dass mer do an deenen nächste Wochen a Méint jo nach Zäit kréien, fir doriwwer ze diskutéieren -, dee Pak, dee geschéier a grouse Linne virgeluecht ginn ass an deen, wann ech dat gutt am Kapp hunn, e Freideg vum zoustännege Minister am Detail och nach eng Keier dobausse virgestallt gëtt, geet eiser Meenung no an déi richteg Richtung.

Wann Iddien ëmgesat ginn, wéi eng öffentlech Wunnbaugesellschaft oder wéi de Prinzip vum „Mietkauf-System“, wat Propositione sinn, déi mer säit Joer an Dag ënnerstëtzen, da wäerte mer och déi Propositionen ënnerstëtzen.

Ech wëll just ee Beräich hei soen an dem zoustännege Minister an der Regierung mat op de Wee ginn, dass an der Fro: Wat koppelt een un déi eenzel Aiden a Subventionen an un déi eenzel Démarchen? mer et absolut begrëissen, dass déi Förderinstrumenter do méi en nohaltege Charakter, spréich koppelen un d'Energieleeschung an d'Energiespueren, drunhänken.

Mir mussen just oppassen - dat ass dat Eenzeg, wat mer mat op de Wee ginn -, dass tëscht den ökologesche Kritären an de soziale Kritären net Leit sinn, déi tëscht dat eent an dat anert falen. Dofir, mengen ech, sollt een an där Diskussioun, déi mer ze féieren hunn, ganz gutt oppassen, dass mer deene sozial Schwaachen dobaussen Hëllef maachen, déi, mengen ech, dat eent pousséieren a pushen - dat schéngt eis noutwendeg ze sinn -, ouni awer dat anert aus den Aen ze verléieren. Dat schéngt eis de richtige Wee ze sinn.

Ech wëll e Wuert soen iwwer Nohaltegkeet, Klimaschutz an Transportpolitik. De Claude Meisch huet gesot, en hätt vermësst, dass hei eng Rei vu präzise Saachen, zum Beispill an der Mobilitéit, gesot gi wieren.

Ech mengen, an de Kyoto-Ziler hu mer zu Lëtzebuerg - dat ass dat, wat mer als Fraktioun deenen zwee zoustännege Ministere, dem Energie- an dem Nohaltegkeetsminister, mat op de Wee wëlle ginn -, et gëtt hei zu Lëtzebuerg ëmmer dann eng schif Diskussioun, wa mer an deenen nächste Wochen a Méint eleng d'Impressioun ginn, mir géife just CO<sub>2</sub>-Emissiounen dobaussen, am Ausland, mam décke Portmonni akafe goen a mir hätte keng national Agenda an eng national Roadmap an en nationalen Aktiounsplang, fir och derfir ze suergen, dass mer och hei zu Lëtzebuerg eis Hausaufgabe maachen.

Duerfir wënsche mer eis, dass déi Diskussiounen, déi scho säit Méint amgang sinn an deem sougenanntene Klimapakt, zu Enn kommen, dass déi ofgeschloss ginn a mat engem konkreten - net mat grousser Literatur; mir wëssen alles, wat mer an deene Beräicher do ze maachen hunn -, mä dass mer mat engem konkreten Aktiounsplang, mat engem kloren Timing endlech zu engem nationalen Aktiounsplang kommen, fir kloerzemaachen, esou wéi et iwwer soen, dass d'Prioritéit vun eise Reduktiounsziler hei zu Lëtzebuerg ze geschéien huet, an net eleng mam Portmonni an anere Länner, och wa mer wëssen, dass mer ouni dee Beräich, ouni Akaf vun Emissiounen, net eraus wäerte kommen.

An ech muss soen, dass déi 9, 10% Reduktioun vun Emissiounen, déi mer 2009 fäerdeg bruecht hunn, jo en éischt Zil sinn, wat mer och ënner anerem durch grouss national Efforten, déi oft schwieereg sinn - doriwwer wëll ech léiwer net hei lech laang ënnerhalen, wéi schwieereg dass se sinn -, mä ech stellen haut fest, dass ënner anerem eng vun eise grouse Réussiten, déi mer fäerdeg bruecht hunn, eis total Ëmwandlung vun eisem privaten Automobilspark dobaussen ass.

Déi Zuelen, déi mer haut hu vun Autoen, déi manner wéi 100g CO<sub>2</sub>/km, déi manner wéi 150g/km ausstoussen, sinn net nëmme ëm 10, mä ëm 20 an ëm 30% an d'Luucht gaangen a bréngen eis national Reduktiounen, déi wichtig waren. Dass dat oft schwieereg ass, fir et dobaussen ëmzesetzen, wësse mer.

Am Transportberäich wëll ech just soen - an ech kommen dann ee Wuert op de Conseil d'État ze schwätzen, well dat awer ufängt dach heiansdo een nervös ze maachen, wann ee gesäit, dass d'Regierung sech virgeholl huet, fir de Projet vun der Neibaustreck, der Eisebunns-, der Schinnenneibaustreck tëscht Lëtzebuerg a Beetebuerg weiderzeféieren. Mir sinn elo endlech dobäi, déi eenzel Prozeduren, ech menge virun allem d'9711, ofzeschließen.

Mir kommen also elo an d'Lag, dass d'Regierung och iwwert den definitiven Tracé hir Décisiounen kann huelen, an dass endlech e Projet de loi kann ausgeschafft ginn, dee mer hei kënnen diskutéieren an decidéieren, fir dass déi Streck, déi esou wichtig ass fir de Schinneverkéier, virun allem am Persounenberäich, virun allem wat d'franséisch Frontalieren ubelaangt, mä och am Cargo-Beräich, fir de Succès vun der CFL-Cargo an deem Beräich, och iwwert dee Wee kënnen ze ënnerstëtzen. Mir mengen also, dass hei iewescht Prioritéit ass an dass hei wierklech muss gepusht ginn, fir dass mer virkommen an deem Projet, dee ganz wichtig ass.

Kritik um Statsrot wëll ech maachen an zwee anere Beräicher. D'Renovéierung, d'Restaureierung vum Pont Adolphe, vun der Neier Bréck, déi wichtig ass en soi, mä déi och wichtig ass fir en anere Projet, dee seng Bedeutung huet an deem gesamte Konzept, wat mer virgeluecht hunn an der leschter Legislaturperiod, nämlech dee vun der Realiséierung vum Tram, kënnt net vun der Plaz, well de Conseil d'État, dee virun der grousser Vakanz d'lescht Joer e Projet de loi virgeluecht kritt huet - wat ee renger Finanzéierungsprojet ass, wou et géif duergoen, eis ee Saz ze schreiwen - bis haut keen Avis ofginn huet!

Also gläich gëtt dat ee Joer, fir eis just ze soen, dass en domat d'accord ass, dass d'Regierung esou vill Milliounen kritt, fir de Pont Adolphe ze restauréieren. A leider Gottes...

#### (Interruption)

Gutt, ech ka jo elo net soen, dass mäi Saz elo eppes gehollef huet. Et war awer gutt gesot.

#### (Hilarité)

Ech mengen, dass deen Avis néideg ass, fir dass mer... well da si mer nach nëmme, wëll ech soen, bei der provisoirescher Bréck, da si mer nach net beim Projet de loi vun deem, wat mer duerno definitiv un der aktueller Bréck ze maachen hunn. An net ze schwätzen, si mer net un deem, wat mer hei als Chamber decidéiert hunn a wat och de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg mat grousser Majoritéit decidéiert huet, fir dann den Tram vum Kierchberg erf bis op d'Gare ze réalisieren.

Do kann een esou vill polemiséieren, wéi ee wëllt, den Tram, deen ass ni de droite ni de gauche, deen ass net réckstänneg an och net fortschrittlech, deen ass einfach néideg. Deen ass einfach néideg fir eist Land. Deen ass einfach néideg fir eist Land, a wann ee virun allem...

#### (Interruption)

Oh, wësst Der, Dir Mobilitéitsexperte vun der ADR, also wierklech!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech mengen, an der Mobilitéit, do sidd Dir an d'LSAP Spätzekandidat. Politesch haapt-sächlech!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Mir loosse lech virun allem, Här Henckes, Dir wëllt jo





en Tunnel baue vum Houwald bis déi aner Sait vum der Stad, bis déi aner Sait vum Plateau. Mir géifen lech am léifsten do gären honnert Joer buddele loosse, fir ze gesinn an deenen honnert Joer, wou Der da géift hannen erauskommen a wat dat de Lëtzebuurger Stat géif kaschten.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Net méi deier wéi Ären Déngen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Wann ech un eenzel Tunnelen, déi mer amgaang sinn hei am Land fir Stroosseprojeten ze realisieren, wann ech do nëmmen den Zäit-raffer kucken a wann ech de Käschtepunkt kucken, wéi en explodéiert ass, da wënschen ech lech „bonne chance“ an deenen honnert Joer buddelen, fir ze kucken, dass Der eng Kéier déi aner Sait vum Kierchberg erauskommt.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Da loosst emol eng Expertise maachen!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- An ech wéilt lech en zweet an...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Am Fiels gëtt net gebuddelt!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- An ech wéilt lech en zweet an anert Beispill soen. An ech hoffen, dass ech dann och do elo direkt op menger rietser Sait hei héieren, dass den Avis vum Conseil d'État - wéini? - e Freideg géif kommen. Mä ech mengen, e steet net um Ordre du jour.

Dat ass deen iwwert de Projet de loi vum Aménagement du Territoire. De Projet de loi vum Aménagement du Territoire ass eng Conditio sine qua non, fir dass mer endlech Plans sectoriels kréien. Heibanne gëtt oft geriet, an ech ginn net midd, dat och an eiser Fraktioun ze soen - well d'Leit soen, da maache mer dat, wéi et am Plan sectoriel «Logement» steet, oder mir maachen et, wéi et am Plan sectoriel... - mä mir hunn nach bis haut kee vun deene Plans sectoriels! Et si bis haut nëmmen Projekte bliwwen.

A well d'Regierung sech deem Projet de loi vum Aménagement du Territoire an där Wäertschöpfungsabgab, déi an deem Text do virgesinn ass, verschriwwen huet ze waarden, waarde mer haut - an ech hunn dat de Moien nach eng Kéier nogekuckt, den Dépôt vun deem Projet de loi ass gemaach ginn den 19. Mäerz d'lescht Joer -, iwwer ee Joer waarde mir drop! An do kennt Der mer net soen, dass en e Freideg kennt, well ech mengen, dass en nach net an der Maach ass, dass emol nach net ugefaange ginn ass, driwwer ze diskutieren.

Et ass net seriö, wa mer hei feststellen a politesche Konsens hunn, dass mer eng Beschleunegung vu Prozedure brauchen, a mir bréngen déi eege Beschleunegung vun de Gesetzestexten an der parlamentarescher Maach emol net fäerdeg, well de Conseil d'État iwwer ee Joer a vläicht herno annerhaleft Joer brauch, fir esou e wichtege Projet ze avisieren, fir dass mer en hei kënnen diskutieren a verabschieden an endlech an d'Prozedur vun de Plans sectoriels kënnen eragoen!

Well, ech soen lech haut schonn, déi Prozedur, déi wäert och net einfach ginn, well mir müsse se net nëmmen hei maachen, mir müsse se dobausse mat alle Gemenge maachen, mir müsse se mat den Opinions publiques maachen, mir müsse se mat der Société civile maachen. An dat wäert eng Prozedur ginn, déi eis ganz vill Zäit an Usproch hält.

Ech wéll net drun denken, dass mer - den Här Wiseler seet mer elo, ob ech dat richtig nach am Kapp hunn, an den Här Boden an anerer, déi derbäi waren -, dass mer am Oktober 2008 Projekte vun de Plans sectoriels der Öffentlechkeet virgestallt hunn. An ech fäerten haut schonn, dass mer um Enn vun der Legislaturperiod déi Plans sectoriels vun 2008 nach net prezis emgesat hunn. A fir eenzel Projeten, déi am Moment an der Diskussioun sinn, iwwer Tanklageren an aner Saachen, wier et ganz dréngend noutwendeg gewiescht, wa mer se gehat hätten. Si hätte vill Diskussiounen a Prozedure méi liicht gemaach!

Ech wéll an der Konklusioun soen, dass et eise Land ënnert dem Stréch gutt geet, bei relativ gesonde Statsfinanzen, enger Verschuldung, déi par rapport zu deenen anere Länner gutt ass, mä eis dach awer

ëmmer erëm soll waakreg halen, fir opzepasst, wat fir eng Hypothéike mer den zukünftige Generationen operleeden. Mir hu gutt Standuertfacturen an eiser Kompetitivitéit, mir hunn en dynameschen Aarbechtsmaart, gutt ausgebaute Sozialsystemer.

Ech mengen, do, wou vill Luucht ass, bleift et net aus, dass et och Schiet gëtt. Ech hunn op eng Rei vu Punkten haut higewisen, déi dofir noutwendeg sinn: d'öffentlech Finanzen an Uerdnung bréngen; déi zukünftige Finanz- a Wirtschaftskrise verhënnere doduerch, dass een och d'Leieren zitt aus där Kris, an dass een och déi à contribution hält, déi maßgeblich, nom Verursacherprinzip, responsabel ware fir déi Krisen, déi stattfonnt hunn; Aarmut bekämpfen; d'Sozialschéier net auserneegoe loosse.

Dat, wat gëschter proposéiert ginn ass u konkrete Moosname fir vill Kanner a Jugendlecher, déi an Noutlag sinn, an engem desolaten Elterrenhaus, mam Échec scolaire, mat Handicape konfrontéiert sinn; d'Chancégläichheet tëscht Männer a Fraen an eiser Gesellschaft am A behalen.

Ech wéll net nach eng Kéier ufänken ze schwätzen - mä mir wäerten dat jo an deenen nächste Wochen nach eng Kéier hei maachen - iwwert déi Schéier bei de Salären tëscht Männer a Fraen, wou mer och zu Lëtzebuerg bei 15, tëscht 15 an 20% Ënnerscheeder leien; d'Integratioun vun Netlëtzebuurger an eiser Gesellschaft; a virun allem och fir Nohaltgeket suergen; d'Energiewend elo forcieren; Neel mat Käpp maachen an der Mobilitéitspolitik.

Dat ass eng Politik, déi mir als LSAP-Fraktioun cent pourcent kënnen ënnerstëtzen. An deem Sënn war déi Ried, déi gëschter hei gehale ginn ass fir d'Lag vun der Nation, eng gutt Ried fir dës Koalitioun an et wäert och eng gutt Ried fir dës Land sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Lucien Lux. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, wéi am Dezember d'lescht Joer de Konjunkturhimmel sech ugefaangen huet opzehellen an een d'Impressioun hat - och bei ville Rieden, déi gehale gi sinn -, dat d'Kris eriwwer wier, dass mer déi iwwerstan hätten, dunn hu mir als Gréng gesot, an der Chamber hei bei de Budgetdebatten, dass mer géife vidru warnen, dass eigentlech déi Euphoriestimmung, déi do opkomm ass um Hannergrond vun engem opgehellten Konjunkturhimmel, international gesinn, net berechtigt wier, well mir der Iwwerzeugung wieren, dass déi Kris, an där mer 2008 haart gelant waren, vill Facetten hätt, an dat bei enger Rei ganz wichtegen Elementer, déi déi Kris mat provozéiert hunn, d'Problemer net geléist wieren, au contraire, dass se eis géife riskéiere ganz schnell anzehuelen.

Eng vun de groussen Ursache vun der Wirtschafts- a Finanzkris, dat ass ënner anerem déi Energiekris, an där mer eis weltwäit befannen. Ech wéll dat unhand vun engem Beispill emol nach eng Kéier méi verdäitelen. Dir erënnert lech, wat geschitt ass am September 2008, den Zesummebroch vu Lehman Brothers, an haauptsächlech den Éclatement vun där sougenannter „subprime“-Kris, also eng Kris am Finanzsecteur, déi hiren Ursprung hat am Logement. An natierlech hannendrun, hannert där Fro vum Logement, huet sech verstoppt eng Iwwerschuldung haauptsächlech vun de Ménagen an de Vereenegte Staten. Dat war am September 2008.

A virduw och eppes, virun deem September 2008, nämlech tëscht Mee an August, wou nach kee Mënsch eigentlech un déi Kris do geduecht huet, ass de Pétrolspräis geklommen op eng Aart a Weis, déi dramatesch war, mat engem Héichpunkt vun 150 Dollar de Barrel am Summer 2008.

Et gëtt net wéineg Ekonomisten, déi analysieren dat haut a soen, dass natierlech d'„subprime“-Kris den Ausléiser war oder

den Nährbuedem war, loosse mer esou soen, vun der Finanzkris, mä dass eigentlech de Präis vum Pétrol vun 150 Dollar de Barrel am Summer dem Finanzsecteur de Gnadestouss ginn huet. Duerch déi héich Energiepräisser, déi sech natierlech nidderschloen, net nëmmen, wéi d'Leit oft mengen, wa se tanke ginn oder wa se doheem mussen heizen, mä quasi an allem, wat ekonomesch Aktivitéiten duerstelt.

Mir sinn an engem Ausmooss haut ofhängeg vum Pétrol als Ressource, dee kolossal ass, deen duerch bal all Beräicher geet vun eisem wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Handeln, dass eigentlech dee Präis vun 150 Dollar duerfir derzou gefouert huet, dass déi Iwwerschuldungsproblematik, déi natierlech scho virduw do war an déi och duerch déi bekannten Ursachen, déi mer entretemps jo vill analysieren, zustane komm ass, dass eigentlech dee Präis vum Pétrol derzou gefouert huet, dass mer definitiv an den Ofgrond gerannt sinn. Dat gëtt leider vergiess.

Am Dezember dës Joer, wéi de Konjunkturhimmel sech erëm opgehelt huet, a wéi mer gemengt hunn, d'Séquellé vun der Wirtschafts- a Finanzkris zwar sécherlech net iwwerstanen ze hunn, mä wéi mindestens d'Konjunktur erëm ugezunn huet, dunn ass gemengt ginn, de Problem wier erëm geléist.

Wat ass geschitt? Abee, Dir konnt feststellen, dass tëscht November an Dezember, soubal déi éischt Unzeeche komm si vun dem Ophelle vum Konjunkturhimmel, dat heescht d'Maschinen erëm voll lafe gaange sinn, de Pétrolspräis relativ rapid vun an déi 50 Dollar de Barrel op iwwer 90 Dollar de Barrel sech quasi verduebelt huet bannent een, zwee Méint. An entretemps si mer ukomm bei engem Präis, deen dës Woch em 120 Dollar de Barrel läit.

Firwat soen ech dat? Mä well ech einfach just wéll nach eng Kéier ënnermauern, dass déi Energiekris, an där mer eis befannen, eis Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger, dass dat dee gréisste Problem ass, deen d'Mënschheit am 21. Jorhonnert ze bewältegen huet. Net nëmmen aus Émweltgrënn, wéi dat oft an der Vergaangenheet gemengt ginn ass, mä och aus knallhaarden ekonomesche Grënn. Well eise ganze Wuesstum am leschte Jorhonnert, déi ganz Dynamik, déi de Wuesstum och oft hat, war nëmmen méiglech, well mer an deem leschte Jorhonnert eng Ekonomie haten, déi op schnell verfügbar a bëlleg fossil Energieträger konnt zrëckgräifen. An déi Zäit ass definitiv eriwwer.

Dat, wat och geschitt ass an den arabesche Länner duerno, nom Dezember - well, wat ass nämlech passéiert, wéi de Pétrolspräis iwwer 90 Dollar de Barrel geklommen ass? Dat hat natierlech direkt en Impakt op bal all Rohstoff, déi et gëtt.

Et hat natierlech en direkten Impakt virun allem zum Beispill an der Landwirtschaft, well d'Landwirtschaft haut an engem Ausmooss ofhängeg ass vum Pétrol, deen ee sech bal net méi kann am Kapp virstellen. Et muss ee wëssen, dass an der Landwirtschaft net nëmmen de Pétrol als Energieform wichtig ass, mä och bei Pestiziden a bei all méigleche Kunstdünger, déi agesat ginn, spillt Pétrol eng Roll.

Donc, wann dee Präis do klëmmt, da gëtt dat en immensen Impakt direkt op d'Liewensmëttel, op d'Basis vun de Liewensmëttel, beim Wees natierlech, bei der Produktioun vun Wees. A mir haten als Konsequenz, dass am Dezember natierlech - rumm! - d'Liewensmëttelpräisser ugefaangen hunn ze steigen.

Iwwregens dat och zur Erënnung: Mir haten am Juni/Juli 2008 Hongerrevolten op verschidde Plazen op der Welt, ënner anerem an deenen nämlechte Länner, wou elo d'Opstänn waren. Déi hunn deemools net zu Émstierz gefouert vu Regimer, mä deen nämlechten Zeenario hu mer kritt am Dezember/Januar, wéi déi Präisser an d'Luucht gaange sinn. Haauptsächlech wéi de Broutpräis an d'Luucht gaangen ass, sinn d'Hongerrevolte lassgaangen. An duerfir gëtt et och net wéineg Analysten, déi soen, dass eigentlech dat deenen Diktaturen de Gnadestouss ginn huet, déi duerno alleguete gefall sinn.

Mir gesinn also, dass eigentlech eis Gesellschaft, eis Ekonomie, eise Wuesstum, eis Sozialsystemer alleguerten op eng Aart a Weis ofhängeg si vun deene bëllegen a schnell verfügbaren fossilen Energiequellen haut, déi wierklech dramatesch ass.

A virun allem de Pétrol, deen ass endlech. Dat wësse mer scho méi laang. Mä virun allem hu mer de Moment vun der maximaler Fördercapacitéit vum Pétrol aller Wahrscheinlechkeet no tëscht de Joren 2004 an 2007 erreecht.

Dir kennt haut kucken, och elo an där Phas, wou Appeler gemaach gi si mat der Kris a Libyen u Saudi-Arabien, fir ze fördern, dach wann ech gelift ze fördern, d'Fördercapacitéiten an d'Luucht ze setzen, dass déi trotz allen Ustengungen, déi gemaach gi sinn, zu kenger Sekonn an zu kengem Moment iwwert dem Niveau vun 2006/2007 louchen, au contraire éischter ëmmer souguer liicht drënner.

Dat heescht am Kloertext, duerch de Fait, dass mer eng Ekonomie hu weltwäit, déi, ugezu vu Länner wéi China, wéi Russland, Brasilien an Indien, wat Länner sinn - an dat ass jo och dee groussen Ënnerschied, dee schéngt einfach net wëllen an d'Käpp eranzugeen -, do geet et net méi em Milliounebewölkungen, do geet et em Milliarde Leit, déi do liewen, Milliarde Leit, déi dem Liewensmodell vun eis natierlech hannendralafen, déi deen nämlechte wëlle kréie wéi mir, an dat, wat an deene boomenden Economien do geschitt, do entsteet en Energiehonger op d'fossil Energien, deen ass esou kolossal, dass dat natierlech de Problem, vun deem ëmmer gemengt ginn ass, dass en eréischt sech an 20 oder an 30 Joer kéint stellen, einfach em 20 Joer no vir geschoben huet, Tendenz weider steigend.

Mir sinn donc an enger Situatioun, wou mer d'Enn vum Industriezäitalter erliewen. D'fossil Energiequellen, déi wäerten an Zukunft net méi méi bëlleg ginn, mä déi wäerte kontinuierlech méi deier ginn. A virun allem ass et wichtig, ze wëssen, wat mer eis méi verbrauchen a wat mer es méi séier verbrauchen, wat et méi séier méi deier gëtt an ëmmer méi krass méi deier gëtt. Mir sinn an engem Däiwelskrees do ukomm, deen eigentlech och de Krees zoumëcht vun der ekologescher Kris, an där mer dra sinn: déi ganz Klimaproblematik zu där wirtschaftlecher an där sozialer.

An du koum nach mam Äerdbiewen a mam Tsunami a mat der japanescher Kris, déi entstanen ass duerch den Accident, duerch dee schroen Accident zu Fukushima, eppes aneschtens derbäi, wat och net onwesentlech ass an eise Fonctionnement.

Wat ass passéiert? Mä déi Katastrophe si geschitt, net an engem ënnerentwëckelten Land, déi si geschitt am Hightech-Land Japan. An deem Land, wou mer all dovun iwwerzeegt waren an och nach sinn, dass et dat Land ass, wat un der Spëtzt steet vun dem technologesche Fortschritt. An déi dramatesch Aart a Weis, wéi do déi Katastroph niddergeschloen huet, an déi Hëlleflosegkeet, déi dobäi erauskomm ass, déi huet eis virdemonstréiert, wéi lächerlech eigentlech eise ganzen technologesche Fortschritt ass par rapport zu enger Katastroph, enger Naturkatastroph, wéi se do geschitt. Do gëtt d'Technik ewechgespullt wéi Kaartenhaier, an eise ganze Fortschrittsglawe fällt u sech zesumme wéi e Kaartenhaus duerch dat, wat eis do virdemonstréiert ginn ass.

Natierlech besonnesch dramatesch ass dat, wat geschitt ass zu Fukushima, wou an engem Land, wat natierlech, well et am technesche Fortschritt ëmmer un der Spëtzt war, och blann dru gegleeft huet, dass d'Nukleartechnologie den absoluten Ersatz kéint si fir och ënner anerem d'Zrëckgoe vun de fossilen Energien, fir sech méi onofhängeg ze maache vun de fossilen Energien, dass grad an deem Land déi Katastroph geschitt, dass ass besonnesch symptomatesch.

Et ass eigentlech traureg an dramatesch, dass dat do huet misse passieren, fir eis ze



beweisen oder fir dat ze beweisen, wat mir als Gréng schon zënter 30 Joer, zënter datt et eis gëtt viragesot hunn: datt eigentlech déi Technik do net beherrschbar ass.

Wann een déi Biller gekuckt huet, wéi no der Katastroph do emgaange ginn ass, wann op eemol gesot gëtt an engem héich radioaktiv belasteschte Reaktor, wou Plutonium fräigesat gëtt, datt dann op eemol esou Iddien opkommen an d'Öffentlechkeet déi virdemonstréiert kritt - wéi gesot an engem Land, wat technologesch un der Spëtzt ass -, datt mer elo géife Plastikbächen iwwert déi Reaktere leeën, fir ze verhënneren, datt do de Plutonium, wat dat schliëmmste Gëft ass, wat et op der Äerd gëtt, an d'Auswelt géif kommen, da gesäit een, wéi hëlleflos eigentlech déi Natioun Japan, déi wéi gesot héich technologesch opgerüst ass, par rapport zu där Situatioun do ass a wéi dramatesch datt déi Risiken do sinn.

Duerfir ass et och relativ kloer, datt d'Nukleartechnologie och keng Brécken-technologie emol ka sinn. Iwwerregens wëll ech emol drop hiweisen, datt an der gesamter weltwäiter Energieproduktioun d'Nukleartechnologie ganzer 3% ausmécht. 3%! Dir brauchst lech jo nëmmen am Kapp virzestellen, wa mer wëilten déi Aventure agoen, fir ze soen, mir bréngen déi als Ersatz fir zum Beispill d'Ewechbrieche vun de fossilen Energieträger, datt dat absolut net machbar ass, wann een dat wëilt an der Praxis ëmsetzen.

Et kënt derbäi, an dat muss ee wëssen, datt 40% vun den Atomzentrale weltwäit, dat sinn eigentlech där sougenannte Schrottreakteren, déi missten d'office zougemaach ginn. 40%! Bal d'Halschent!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Wat bleift da vun deenen 3%, déi mer hunn, nach iwwerreg?

An et kënt derbäi, an dat muss een och wëssen, datt, fir eng Atomzentral genehmet ze kréien, dat heescht vun der Planung bis se iwwerhaupt funktionnéiert, an der Regel 15 Joer verginn, well dat ganz komplizéiert Genehmungsverfahren sinn. An déi gi mat Sécherheet, wann nach een da sech dann traue ze plangen no Japan, déi gi mat Sécherheet net méi einfach an deenen nächste Joren, inklusiv net an deene Länner wéi Frankräich, wou blannemännerchers nach ëmmer gegleef gëtt, hir Zentralen, déi wieren awer géint alles gefeit an absolut sécher.

An da kënt nach en anere Problem derbäi. D'Atomenergie ass och op e Rohstoff baséiert. Dat ass den Uran. An den Uran-„Peak“, deen hu mer scho laang dépaséiert. Sämtlech europäesch Länner, déi Atomzentralen hunn, importéieren den Uran. Mir hu keen an Europa, oder kee méi. Mir haten es plazeweis e bëssen. Mir hu kee méi. An et gëtt ganz wéineg Länner, déi iwwerhaupt nach iwwer Uran verfügen. Deen ass nach vill méi endlech wéi de Pétrol. Duerfir, och dat ass sécherlech emol ze bedenken, wann een iwwert d'Atomenergie schwätzt.

Et gëtt duerfir fir eis als Gréng just eppes, dat ass, mir mussen endlech verstoen, datt déi Energiekris esou dramatesch ass an datt eigentlech d'Finanzkris Peanuts dergéint war. Wa mer net verstinn, datt mer mussen relativ séier handeln an aner Weeër sichen, ewech vun de fossilen Energieträger, wa mer dat net maachen, da soen ech lech haut virus, da wäert eist wirtschaftlech Einfeld sech dramatesch verschlechteren, mat dramatesche Konsequenzen. Et wäert zu soziale Verwerfungen kommen, zu Veraarmungen kommen, déi ondréiglech ginn an déi och net wäerten akzeptéiert ginn.

Mir brauchen duerfir eng Strategie, national, europäesch, jo souguer weltwäit, fir fort vun de fossilen Energieträger ze kommen. De post-fossilen Zäitalter, dee muss haut ufänken an net muer ufänken. An et gëtt net schrecklech vill Méiglechkeeten, fir deen anzeleeden. Déi éischt, dat ass bal am Moment emol déi wichtegst: Dat ass d'Energiespueren.

Wa mer gären Zäit wannen an där doter Course, wa mer gären e bësse méi Sauerstoff hätten, fir datt mer och kënnen all déi Technologien, déi et haut scho gëtt an déi d'Alternative kënnen duerstellen, ëmsetzen, da mussen mer Energie spueren. Dat ass déi wichtegst Aufgab, déi mer haut hunn, well nëmmen dat garantéiert eis, datt de Präis vun de fossilen Energieträger net eis dramatesch wäert fortlafen. Duerfir mussen mer eng kolossal Ustrengung maachen, fir Energie ze spueren. Dat geet net nëmmen an d'Richtung, datt mer nei Techniken mussen entwéckelen oder zum Beispill Albausaneierung mussen maachen, all Méiglechkeeten an esou fort: Dat betrëfft och all Einzelnen. Dat muss jiddweree sech bewusst sinn a sengem Kapp, wéi e sech verhält an der Öffentlechkeet muer.

Wann ech d'Stéchwuert vun der Mobilitéit eraushuelen, mir mussen wëssen, datt all Wee, dee mer iwwerflësseg mam privaten Auto maachen an doduerjer Pétrol verbrennen, datt dat mat derzou bäidréit, datt mer méi schnell an déi Katastroph do erarutschen. Datt mer manner Zäit hunn, fir kënnen op dat opzebauen, an dat ze setzen, wat mer brauchen, fir datt mer an der Zukunft kënnen besser funktionnéieren a méi ofgeséichert funktionnéieren.

Zweet Stéchwuert ass d'Energieeffizienz. Et si gëschter eng ganz Rei Saache virgestallt ginn, déi mir - ech kommen nach herno drop zrëck - sécherlech kënnen begrëssen. Mä déi betreffen net nëmmen déi dote Secteuren. Déi betreffen den Transportsektor mat Sécherheet an engem ganz grouse Mooss a virun allem hei zu Lëtzebuerg.

Da mussen mer och bereet sinn hei zu Lëtzebuerg, iwwer esou Saache wéi den Tanktourismus ze diskutéieren. Mir mussen ons där Fro stellen. Mir kënnen eis nach jorelang an d'Täsch léien. Mä mir léien eis net méi jorelang an d'Täsch, behaupten ech, well ech soen lech, den Zeenario wäert sinn, datt deen Tanktourismus do souwisou relativ séier wäert eriwwe sinn. An duerfir mussen mer haut driwwer diskutéieren, wat mer an där Iwwergangssphas maachen, wat mer mat deene Sue maachen, déi mer haut do erakréien, wéi mer déi gescheit an intelligent setzen, fir déi Zeenarien an der Zukunft vu muer opzebauen.

Deen drëtten Punkt sinn d'erneierbar Energien. Mir kënnen hei zu Lëtzebuerg sécherlech net alles eleng maachen, mä mir kënnen vill méi maache wéi dat, wat mer bis elo gemaach hunn. Mir hunn och hei am Land Potenzial. An et huet kee Wäert, datt mer ëmmer erëm da lamentéieren a soen, mir hätten nëmmen e Potenzial zum Beispill vun 11% erneierbaren Energien, wou jo eng Studië gemaach ginn ass. Mir als Gréng mengen zwar, datt et méi héich läit. Mä loosse mer emol dat op der Säit loossen. Et geet jo net ëm Rechthaberei. Wa mer lamentéieren an d'office ëmmer d'Impressioun ginn, mir kéinte souwisou zu Lëtzebuerg net schrecklech vill maachen, da brauche mer ons net ze wonneren, wa mer keng Dynamik an dee Sektor kréien.

Dat Wichtigst ass duerfir, datt mer offensiv dorun eruginn an eis natierlech och eng offensiv Strategie ginn. An da gëtt et niewendru bei den erneierbaren Energie Méiglechkeete vu Bedeelungen op Projeten am Ausland. Awer Méiglechkeete vu Bedeelung am Ausland, fir datt mer vun do dann och Stroum geliwwert kréien. Zum Beispill, andeem mer eis bedeelegen un Offshorewindparken an der Nordsee oder och op anere Plazen.

Dat heescht, mir kënnen an engem europäesche Kontext mat eisen europäesche Partner zesummen och do Léisunge sichen am Beräich vun den erneierbaren Energien, déi eis kënnen eng Kéier zu enger honnertprozenteger Onofhängegkeet bréngen vun de fossilen Energieträger, haaptsächlech baséiert op erneierbar Energien.

Mä mir sinn awer nach wäit ewech, eiser Meenung no, vun esou enger duerchduechtener, detaillierter nationaler Strategie. An eigentlech - wéi gesot, mir begrëssen zwar eng Rei Ukënnegungen, déi gëschter gemaach gi sinn -, eigentlech bedauere mer, datt mer et net fäerdeg

bruecht hunn, hei am Land angesichts vun deem Zeenario, deen ech beschriwwen hunn, dee riskéiert ze kommen, eng national Diskussioun ze féieren, déi alles och beinhalt hätt: Dat heescht, ugefaange beim Energiespuerberäich, Energieeffizienz, iwwert Transport bis zu den erneierbaren Energien, wou mer eis do Ziler gesat hätten. Och virun allem bei den öffentlechen Investitiouns Ausgabe misst dat eiser Meenung no eng absolut Top-Prioritéit ginn an deenen nächste Joren.

Dat, wat gëschter ugekënnegt ginn ass, si vill Saachen, déi mer laang fuerderen. An duerfir, wéi gesot, kënnen mer déi nëmme begrëssen: Informatiounsprogramm fir grénge Stroum - endlech, kann ech do nëmme soen, datt mer dat elo maachen; e seriöse Programm opstelle fir d'Albausaneierung - och dat begrësse mer; steierlech Mesuren an der Baubranche, fir ekologesch an nohalteg ze bauen, sinn eng ganz gutt Saach. Mä do wëll ech just soen, datt dat net duergeet, datt mer dat reduzéieren op d'Bauen. Mir mussen och eng Kéier de Courage hunn an eng Kéier eis zesummerappen an iwwer eng ekologesch Steierreform generell diskutéieren, déi och aner Secteuren betrëfft, zum Beispill den Transportsektor.

D'Schafung vun enger nationaler Wunnungsbaugesellschaft - exzellent, déi hu mer laang gefuerdert a mir si frou, datt se dann endlech elo soll kommen. Déi nei ekologesch Ausrichtung fir d'Zertifikater am Wunningsbau: super! Si ass eng Fuerderung, déi mer scho laang opgestallt hunn, a mer fanne se eng ganz gutt Saach.

Mir si just der Meenung, datt ee soll drun denken, nach eng Kéier bei aller Wichtigkeet, déi sécherlech d'Wunnen an d'Bauen an d'Energieeffizienz hunn, datt dozou och Mobilitéit gehéiert. An do geet et net duer, nëmmen iwwer Elektromobilitéit ze schwätzen, mä virun allem mussen mer iwwer eng aner Mobilitéit schwätzen an och doran investéieren an der Zukunft.

Wa mer dee ganze Beräich do huelen, wa mer eis eng national Strategie ginn, fir an deenen dote Beräicher weiderzekommen, da mussen mer jo wëssen, déi Investitiounen, déi mer dann haut a muer doranner maachen, déi bréngen eis och eppes zrëck. Si bréngen eis mat Sécherheet schon eppes zrëck, andeem mer doduerjer de Leit d'Chance ginn dobaussen, datt se sech kënnen wiere géint eventuell Héichten op de Präisser vun de fossilen Energien, déi kommen. D'Leit liewen och besser herno. Well d'Leit liewen net schlecht herno. Si liewe besser herno, wa mer den öffentlechen Transport esou ausbauen, datt d'Leit méi Méiglechkeeten hunn, sech net onbedéngt mam individuellen Auto ze déplacéieren.

Wann ee verzicht, fir pro Dag eng Stonn am Stau ze stoen, dat ass e Liewensgewënn herno bei der Saach an net e Verzicht op eppes. Dat heescht, mir kënnen och do Gewënner sinn. A schlussendlech solle mer net ënnerschätzen, déi meeschten Aarbechtsplaze wäerte geschafte ginn an deenen dote Beräicher an deenen nächste Joréngten. Dat ass extrem wichtig, datt mer eis haut positionéieren, an zwar positiv positionéieren, fir datt mer deen Zuch do net verpassen, fir datt mer déi véiert, géif ech soen, industriell Revolutioun, déi do kënt, net verpassen, datt mer do éischer am éische Wagon mat derbäisätzen.

Wat d'Nukleartechnik ubelaangt an dee ganze Beräich vun der erneierbarer Energie, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fannen ech et wichtig - et schéngt jo esou ze sinn, wann ech dat esou lauscheren, wat hei gesot gëtt, datt mer eis jo wäitgehend eens sinn heibannen -, datt mer dat dann an deem Sënn och arrétéieren. An duerfir hu mir eng Motioun zesumme mat der Demokratescher Partei virgeschloen oder ausgeschafft, déi ech heimadder wëll déposéieren, wou e ganze Koup vun deene Saachen, vun deenen ech elo geschwat hunn, drastinn.

Mir hunn elo nëmmen zwou Ënnerschrëften drop gemaach, fir datt all Fraktioun hei kann ënnerschreiwen. Ech wëll déi domadder hei déposéieren. An ech hoffen dann, datt mer eng breet Zoustëmmung zu där Motioun wäerte kréien.

## Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant que l'exploitation de l'énergie nucléaire sera toujours liée à des risques pour l'humanité et pour l'environnement et, comme le démontrent les récents événements dans les centrales nucléaires au Japon, qu'un accident de grande envergure avec des répercussions néfastes pour la population ne peut jamais être exclu;*

- *entendu Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur qui:*

*a rappelé et confirmé «que le Gouvernement maintient son attitude critique sur l'énergie nucléaire. Le Gouvernement n'a jamais été en faveur du développement du nucléaire sur le territoire luxembourgeois et ne le sera pas à l'avenir.»;*

*a affirmé que «la renaissance du nucléaire et la prolongation de l'autorisation d'exploitation de réacteurs dans nos pays voisins ne peuvent pas être considérées comme une alternative à une politique énergétique durable ni de réduction des émissions de gaz à effet de serre.»;*

*s'est prononcé en faveur d'«une autre piste de réflexion au niveau européen [qui] pourrait être un redéploiement des importants moyens financiers européens engagés actuellement pour le développement d'un réacteur à fusion nucléaire vers une recherche plus poussée dans le domaine du développement des énergies renouvelables.»;*

*a préconisé pour conclure «qu'un revirement brutal vers les énergies renouvelables va augmenter le prix de l'énergie à moyen terme. Mais un tel développement sera à long terme bénéfique pour la sécurité humaine et l'environnement ainsi que pour la sécurité d'approvisionnement, car il permettra de diminuer la dépendance énergétique de l'Union européenne envers des pays tiers.»;*

*invite le Gouvernement*

- *à s'engager au niveau de l'Union européenne pour une stratégie européenne de sortie de l'énergie nucléaire;*

- *à réorienter les moyens financiers européens, engagés actuellement pour le développement d'un réacteur à fusion nucléaire (ITER), vers une recherche plus poussée dans le domaine du développement des énergies renouvelables;*

- *à veiller à ce que les connexions aux réseaux d'électricité internationaux ne soient pas utilisées pour importer davantage d'électricité nucléaire, mais servent à l'approvisionnement du pays en énergie renouvelable produite à l'étranger;*

- *à développer au niveau national une stratégie en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, qui définit en détail les mesures que le Luxembourg doit prendre afin de se soustraire à sa dépendance aux énergies fossiles et nucléaires sur base d'un agenda fixe;*

- *à renforcer dans cette optique la production locale d'énergie issue de sources renouvelables;*

- *à mettre en place un programme conséquent d'assainissement énergétique des bâtiments;*

- *à revoir et affiner dans les meilleurs délais le plan d'action national en matière d'efficacité énergétique ainsi que celui sur les énergies renouvelables, afin de garantir que l'objectif de l'indépendance des énergies fossiles et nucléaires soit atteint le plus vite possible;*

- *à faire alimenter dans les meilleurs délais tous les bâtiments, installations techniques et autres points de consommation électriques publics en l'électricité produite à 100% par des énergies renouvelables;*

- *à mandater ses représentants dans les conseils d'administration divers ainsi que dans toutes les autres institutions publiques ou privées à s'exprimer en faveur d'une transition vers une alimentation en électricité produite sur base d'énergies renouvelables;*

- *à réaliser une étude de sécurité indépendante sur la centrale nucléaire de Cattenom notamment en ce qui concerne des dommages aux installations suite à une attaque par des avions.*

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Gast Gibéryen, André Hoffmann, Claude Meisch.

Beim Wunningsbau wëll ech awer och nach e puer Wieder verléieren iwwert de





Wunnengsbau, méi generell iwwert dat Ekologescht eraus. Och do si mer frou iwwer eng Rei Mesuren, déi hei ugekënnegt gi sinn. Dat fanne mer och gutt. Mir kritiséieren awer allerdéngs eppes ganz staark. Mir sinn der Meenung, datt d'Regierung nach ëmmer dem Trugschluss ënnerläit, datt se am Wunnengsbau eenzeg an eleng iwwert d'Offer kann eppes maachen. Dat geet eiser Meenung no net duer. Dat war nach ëmmer eis Meenung.

Mir mussen de Präis gebrach kréien zu Lëtzebuerg um Wunnengsmarché. An de Präis kréie mer net nëmme gebrach, andeem de Stat aktiv gëtt duerch Offeren, duerch eegen Offeren, déi en zur Verfügung stellt, andeem e selwer aktiv gëtt, respektiv duerch ëmmer erëm nei finanziell Mechanismen. Et ass souguer e gewëssene Risiko do, datt natierlech all déi gutt gemengte Propositionen, déi hei gemaach gi finanzieller Natur, herno just nach op de Präis alt erëm dropgeschloe ginn. Datt dat just dann nach herno dozou féiert, datt de Marché sech seet: „Majo flott, da kënnen mer de Präis jo nach erëm an d'Luucht driewen, well vu datt esou vill nei Aiden décidéiert gi sinn, hu mer dann erëm eng Kéier méi Sputt, fir de Präis an d'Luucht ze driewen.“

De Präis kréie mer nëmme gebrach, andeem mer d'Spekulation brieche. An et ass duerfir extrem wichteg, datt mer eis Mechanismen a Moyerë ginn, fir d'Spekulation ze brieche. An ech kann lech soen, do wäert Widerstand kommen! Mir hunn an där Gemeng, wou ech selwer an der Responsabilitéit sinn, eng Enquête lancéiert, fir erauszefannen, wat an der Stad offleert iwwerhaupt, zum Beispill wéi vill Wunnengen net besat sinn, wéi vill Mésatisfactiounen datt bestinn, wou Wunnengen a Büroen ëmgewandelt gi sinn, an och, fir erauszefannen, wéi d'Präislag ass. Dat ass keng einfach Geschicht gewiescht, kann ech soen, éischtens emol, fir iwwerhaupt dohinner ze kommen, datt mer déi Enquête konnte maachen.

An dann hu mer Prozesser, Prozesser sinn unhängeg an där ganzer Geschicht, an ech wëll elo hei net virgräifen, mä ech kann lech awer soen: Dir kënt lech bal denken, aus wat fir enger Richtung mer d'Prozesser gemaach kritt hunn! Well natierlech mat alle Mëttele wëllt versicht ginn ze verhënneren, erauszefannen, wat wierklech de Problem zu Lëtzebuerg ass an datt d'Spekulation ee vun de grouse Problemer ass.

Mä et ass awer do, wou muss ugesat ginn, an duerfir komme mer och net laanscht eng aner Besteuerung am Immobiliemarché eng Kéier. Mir muss wierklech d'Käpp zesummestrecken, fir ze kucken, wéi och d'Plus-valuen, déi do gemaach ginn, déi gigantesque sinn zum Deel, anescht besteiere kënnen gi wéi haut, fir datt mer déi Präisser do gebrach kréien. Eleng iwwert d'Offer geet et net duer.

Da gëtt et och Instrumenter, déi, mengen ech, eigentlech d'Regierung misst nach méi uwennen iwwert déi Méiglechkeeten, déi se huet - wéi zum Beispill de Bail emphytéotique, wou sech ëmmer méi erausstellt, datt dat awer e gutt Instrument ass, fir zum Beispill de Präis ze brieche -, déi ee méi soll mat an d'Diskussion geheien.

An dee leschte Punkt ass: Bei aller berechteter Léift, déi mer hunn, datt jiddwereen direkt zu engem Eegenheim kënt, mir mussen och méi op Locatiounswunnenge setzen. Dat heescht, de Stat muss mathëllefen, och mat de Gemenge Selbstverständlech, datt mer erëm méi Mietwunnenge kréien. All déi Länner, wou ähnlech Problemer waren, do huet sech och erausgestallt, datt et wichteg war, och um Mietwunnensberäich eppes ze maachen, datt dat och matgeholf huet, de Präis insgesamt herno ze brieche, wa mer méi Mietwunnengen herno kritt hunn.

Wann een dat alles kuckt: Energieberäich, Transportberäich, Wunnengsbau, dat ass jo nach net chiffriert. Dat kascht alles gewaltig Geld! Dat sinn onwahrscheinlech Investimentsstreichungen, déi muss gemaach ginn an deenen nächste Joren, wa mer hei wëllen duerch de Bësch kommen! An do kommen ech natierlech iwwert d'Statsfinanzen ze schwätzen an iwwert de Problem vun de Statsfinanzen an déi Aschätzung, ob et eis dann elo finanziell gutt geet oder schlecht geet.

Da muss ech soen, éischtens, datt mir als Gréng fannen, datt déi Scholden, déi mer elo hunn, déi mer gemaach hunn déi lescht Joren, datt mer net d'accord sinn, datt mat der Zukunft, mat de Gewënner vun der Zukunft d'Scholden vun der Vergaangenheet getilgt ginn. Mir mengen éischter, datt, wa mer e Wuesstum hu wéi zum Beispill deen, deen elo virausgesot ginn ass vun 3,5% fir dës Joer...

Mir hu jo duerch deen exzellente Pabeier, dee mer d'lescht Kéier an der Finanzkommissioun virgestallt kritt hunn, eng nei Berechnung gemaach kritt, datt 1% Wuesstum 0,77% méi Statsrecetten ass, also manner Schold wéi an der Vergaangenheet. An ech behaupten och, datt déi Tendenz wäert weidergoen duerch verschidde Grënn, och vun Emstrukturierungen an eiser ekonomescher Landschaft. Mä mir sinn dergéint, datt einfach elo gesot gëtt, majo, dat ass jo tipptopp, wa mer dann elo pro Joer 3% bis 4% Wuesstum sollten déi nächst Joren hunn, datt d'office gesot gëtt: „Dat brauche mer manner un Efforten ze maachen, fir d'Scholden ofzebauen.“

Neen, mir hätte gär, datt dee Wuesstum vun der Zukunft genotzt gëtt, fir d'Zukunft opzebauen, an datt donc, wann et dann esou ass, datt 1% Wuesstum 0,77% Mehreinnahmen ass vum Stat, datt e wesentlechen Deel vun deene Mehreinnahmen do genotzt gëtt, fir déi Saachen ze finanzéieren, déi ech virdu beschriwwen hunn. Well dat ass dat, wat mer absolut noutwendig brauchen, wa mer wëlle mëttel- a laangfristeg iwwerliewen!

Duerfir ass et fir eis och kloer, datt mer gär, datt mer endlech do dee Schratt maachen, dee mer eigentlech schonn an den 90er Joren eng Kéier verlaangt haten iwwer eng Motioun och, nämlech, datt mer en Zukunftsfong schaffen, e souveräne Fong, wou mer en Deel vun deene Suen, déi méi erakommen iwwer wirtschaftleche Wuesstum, drasetzen, an datt dee Fong nëmme dierf genotzt ginn, fir déi Saachen ze finanzéieren, déi ech am Ufank beschriwwen hunn. An ech hunn och, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dozou eng Motioun am Numm vu menger Fraktioun gemaach, déi ech heimadder wëll déposéieren.

### Motion 3

*La Chambre des Députés,*

- *vu les recettes extraordinaires générées par les participations de l'État luxembourgeois dans diverses sociétés privées;*

- *vu la nécessité d'une réorientation de l'économie luxembourgeoise vers une perspective de développement durable et pour anticiper le recul prévisible des ressources financières provenant notamment des secteurs du commerce pétrolier et électronique;*

- *vu la sous-estimation récurrente des recettes de l'État;*

- *vu la croissance du PIB prévue comme plus importante au Luxembourg que celle dans les autres pays de la zone européenne;*

- *considérant que ces plus-values doivent être orientées essentiellement vers les importants investissements nécessaires dans les infrastructures du logement, de l'énergie et de la mobilité afin de préparer l'économie et la société luxembourgeoises aux défis du changement climatique, de la fin du pétrole abondant et bon marché et pour entamer la sortie du nucléaire;*

*invite le Gouvernement*

- *à constituer un «Zukunftsfong» alimenté par les recettes extraordinaires issues de la participation de l'État dans des sociétés privées, et des recettes supplémentaires provenant de la croissance économique;*

- *à constituer un plan d'investissement pluriannuel dans les domaines des énergies renouvelables, des infrastructures de transports collectifs et de la rénovation énergétique des logements privés et qui considère les déséquilibres sociaux qui s'aggravent au fur et à mesure des augmentations du prix de l'énergie fossile et nucléaire.*

(s.) *François Bausch, Claude Adam, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.*

Da stellt sech natierlech och d'Fro, an dat ass och eng wichteg: Et gëtt engersäits de Scholdenofbau, deen ee muss maachen, wou ee muss Ustreuung maachen a ku-

cken: Wat sinn an Zukunft d'Prioritéiten, wat sinn net d'Prioritéiten, déi mer hunn, déi mer setzen? Wou muss mer méi selektiv virgoen?

Da gëtt et awer och en anere Volet, deen ee muss bedenken, dat ass d'Recettësäit vum Stat. An ech bedauern eigentlech, datt doriwwer net geschwat ginn ass, well ech och der Iwwerzeugung sinn, datt bei ville vun deene soziale Problemfelder, déi zu Recht am Ufank opgezielt gi sinn an der Ried an déi och zu Recht, wéi gesot ginn ass, eis vill Geld wäerte kaschten, wa mer déi wëllen an de Grëff huelen, datt do d'Fro vun der Steierpolitik eng Roll spillt. Sou wéi d'Steierpolitik iwwerhaupt muss nei diskutéiert ginn, och en vue vun dem neie Rôle, deen de Stat jo souwisou soll haut hunn a kréien, respektiv vun deenen Herkulesaufgaben an den öffentliche Investitionsausgaben, déi de Stat aus deene Grënn, wou ech virdu gesot hunn, viru sech huet.

Mir kommen net derlaanscht, fir eis grondsätzlech mat eisem Steiersystem och ze befaassen, well et och Froe vu Gerechtheet geet. Mir hunn an deene leschten 20 Joer a ganz Europa an och zu Lëtzebuerg eng Steierpolitik entwéckelt, déi ganz kloer dorop erausleert, datt gewësse Kategorie vu ganz, ganz héich vermögende Leit eigentlech ëmmer wéiniger, fir net ze soe bal näischt méi derzou bäidroen, fir d'Allgemengheet mat ze finanzéieren. An dat sinn Elementer, déi muss mer diskutéieren.

Et gëtt a Frankräich de Moment eng breet gefouert Diskussion doriwwer. Et gëtt och an anere Länner eng. Ech kann lech nëmme recommandéieren: Et sinn dräi ganz renomméiert Ekonomisten, dovunner ee franséischen, deen en absolute Spezialist ass an der Fiskalitéit, den Thomas Piketty, déi hunn e Wierk erausginn: «Pour une révolution fiscale: Un impôt sur le revenu pour le XXI<sup>e</sup> siècle».

Et ass déi Debatt, déi déi nächst Jore wäert gefouert ginn. A wa mer déi net wëlle féieren oder mengen, mir kéinten eis derlaanscht drécken, déi doten ze féieren, zum Beispill driwwer ze diskutéieren, wéi et méiglech ass, datt esou vill Leit an eiser Gesellschaft och - et sinn der jo net esou vill -, datt eng Minoritéit an eiser Gesellschaft zwar ëmmer méi räich gëtt an ëmmer manner derzou bäidréit, fir d'Gesellschaft mat ze finanzéieren, wa mer mengen, mir kéimen do derlaanscht, dann ire mer eis!

Well éischtens wäerte mer déi Diskussion do, wa se bis an den aneren europäesche Länner - a si wäert do kommen, ganz sécher - gefouert gëtt, séier och hei zu Lëtzebuerg um Ordre du jour stoen hunn. Mä virun allem: Déi Länner, déi se net wëlle féieren, déi kréie mat hiren eegene Bevëlkerungen en décke Problem. Dat soen ech lech elo scho viraus. Well Dir wäert dach net mengen, datt Kleng- bis Mëttelverdänger weider d'accord sinn, datt si belaauscht ginn, belaauscht ginn, belaauscht ginn, all méiglech Opfer ofverlaangt kréien, an datt de Rescht alles géif weiderlaffe wéi virdu! Déi missten dat Ganz, dee ganze Wandel do finanzéieren? Dat geet voll schif, soen ech lech elo scho viraus!

Wa mer gär, datt politesch Clownen, wéi et der genuch scho gëtt elo an der Europäescher Unioun a verschidde Länner, politesch Clownen, déi och nach entre-temps bei 20% a 25% Wahlresultater leien, datt där nach méi opkommen an Europa, da muss mer weiderfueren an dat doten Thema ignoréieren an net wëllen iwwer Steiergerechtheet an iwwert d'Reform vum Steiersystem a Rééquilibrage vun de Steiersystemer diskutéieren. Dat geet net op!

Ee weidere Punkt, iwwert dee mer mussen diskutéieren, dat ass eise Wuesstum als solchen a wéi e gemooss gëtt, wat en iwwerhaupt duerstellt. Ass d'Croissance an alle Fäll - oder héich Croissance - Wuelstand? Mat Sécherheet net! Do gëtt et e puer Grënn. Den Hauptgrond ass emol deen: D'Croissance, wat moosst se iwwerhaupt? Ma d'Croissance, déi moosst jo net d'Qualitéit vun deem, wat u Gidder produziéiert gëtt, mä just d'Quantitéit.

D'Croissance ass och komplett blann par rapport zu der Verdeelung vu gesellschaft-

lechtem Räichtum. Et kann een e Wuesstum hu vu 4%, 5% a 6% an et kann een awer eng Aarmut an engem Land hu vun 30%. Där Länner gëtt et, déi dat hunn. Dat heescht, d'Croissance als solch seet strictement näischt aus, ob dat, wat erwirtschaft gëtt, och iwwerhaupt iergendwou an engem Mooss nëmme gerecht verdeelt gëtt.

Dann ass och: Croissance gëtt haut generéiert duerch Zeristéierung. Wann ech nëmme d'Beispill huele vun den End-of-pipe-Technologien, där et jo genuch gëtt an eiser Gesellschaft, wann ech d'Beispill huele vun de Kläranlagen: Wa mer vill Kläranlagen an engem Land bauen, déi eis jo wierklech zolidd Geld kaschten - dat wësse mer jo entre-temps och duerch d'Diskussion am Kontext vum Waasserpräis -, da féiert dat sécherlech och zu Croissance op enger anerer Plaz, well déijéineg, déi déi Technique produzéieren an installéieren, deenen hir Optragsbicher si geféllt bis uewen hin. Dat heescht, déi maache Bombe-Benefisser!

Mä ass et dann net absurd, datt mer fir d'Éischt eng wichteg Ressource wéi d'Waasser polluieren, dat heescht, zeristéieren eigentlech, an dann duerno e kolossalen Effort maachen als Kollektivitéit, fir datt dat erëm propper gëtt, dat Waasser, well mer ouni dat Waasser net kënnen liewen, an datt dann och nach en Deel vun de Leit - an oft sinn et souguer nach déi nämlech - sech domadder gëllen Nuese verdréngen?

Wat seet dann déi Croissance aus iwwert de Wuelstand respektiv iwwert den Zoustand vun der Gesellschaft? Ma iwwerhaupt näischt! Mir ginn et emol net gewuer, well et gëtt jo emol net gemooss an et gëtt emol net gekuckt. An duerfir ass et wichteg, datt mer mussen ewechkomme vun deem Dogma vun der Croissance, esou wéi en haut ausgeluecht gëtt. Mir mussen aner Indicateure kréien, déi d'Weiderkomme vun eiser Gesellschaft moossen. Mir mussen ökologesche a sozial Indicateure kréien.

Mir erhoffen eis, datt déi Diskussion, déi jo hei zu Lëtzebuerg och lancéiert ginn ass an deem Beräich, endlech zu enger Schlussfolgerung kënt an datt mer do och an eiser wirtschaftlecher a finanzieller, also eiser budgetärer Debatt hei am Parlament all Joers déi Indicateuren do kënnen asetzen, fir datt mer hei zu Lëtzebuerg kënnen moossen, ob da wierklech d'Croissance och derzou gefouert huet, datt et dem Land insgesamt besser geet. Mir brauche ganz, ganz dréngend déi Indicateuren!

A wann ech kucken - ech kommen dann eriwuer zum soziale Beräich -, déi ganz Palett, déi opgezielt ginn ass gëschter am Ufank, wou da gesot ginn ass, mir hätte Besoin vun 140 Spezialisten aus multi-professionellen Équiper, mir hätten der awer nëmme 46, mir brächten 350 supplementär Matarbechter am Jugend- an am Kannerschutzberäich, 200 Educateuren an Educaticë fir Ganzdagsschoulen op den ënneschte Klasse vun alle Lycéeën.

Dat heescht, e ganze Pak vu qualifiziertem Personal, wou mer jo awer wëssen, datt déi elo emol éischtens net muer do an der Rei stinn! Mir muss jo emol kucken, datt mer déi iwwerhaupt hunn. Eise Schoulsystem, gëtt en déi iwwerhaupt hier? Dat ass dat eent.

Mä virun allem, mir mengen - ech weess net, well mir krute jo net gesot, wou déi Rechnung do hierkéim -, mir brächten emol eng Analyse des besoins iwwerhaupt an deene ganze Beräicher do, datt mer emol eng Kéier eng seriö Analyse op den Dësch geluecht krite, wou déi berechtigt Problemer, déi et ganz sécher och esou gëtt, wéi se gëschter beschriwwen gi sinn, eng Kéier am Detail analyséiert gi sinn.

Da muss ee sech awer wierklech och d'Fro stellen, ob déi Retarden, déi mer dann do opgebaut hunn iwwert déi lescht Joren, ob d'Regierung sech net selwer eng Datz hei ausgestallt huet. Well ech wëll awer drun erënneren, datt des Koalitioun zënter 1989, mat enger Ennerbriechung vu fën-



nef Joer, wou déi blo Kollegen an der Regierung waren téschent 1999 an 2004, datt dat déi nämlecht Koalitioun war! A wahrscheinlech, wa meng Erënnerung souguer gutt ass, mengen ech, datt d'Resourcen och plus ou moins d'nämlecht besat waren an där Koalitioun an deene leschte Joren, also wie Famill a Soziales hat an esou weider. Dat ass bekannt, dat ware quasiment ëmmer d'Chasse-gardéee vun där enger oder anerer Partei. Duerfir, wann een déi Opzielung hei mécht, déi jo richtig ass, dann ass dat och eigentlech e Constat d'échec vu Schwarz/Rout vun deene leschten 30 Joer.

Da kommen ech zu de Betreuungsstrukture generell, haaptsächlech d'Betreuungsstrukturen, wat d'Kanner ubelaangt. Et ass richtig, datt den Aarmutsrisiko bei Kanner a Jugendlechen iwwerduerchschnëttlech grouss ass zu Lëtzebuerg. Besonnesch Elengerzéiend sinn dovunner extremst be-  
trafft! Mä dat wësse mer jo awer och scho laang. Dat ass jo näischt Neits! Dat ass keen Novum, dee mer zielen.

D'Fro stellt sech jo dann awer: Wéi ass et da méiglech, datt déi Regierung hei et net fäerdeg bruecht huet, fir dës Defiziter, déi mer an de Betreuungsstrukturen hunn, an dee Manktum u villem qualifiziertem Personal, dee mer do hunn, ze combléieren? Ech hu souguer éischter - oder mir hu souguer éischter - de Verdacht, datt an deene leschte Joren dat, wat gemaach ginn ass, deelweis, zwar aus guddem Wëllen eraus, éischter derzou gefouert huet, datt méi Bürokratie a méi Schikanen opkomm sinn, wéi datt mer do weiderkomm sinn.

Wéi gesot, d'Regierung wär gutt beroden, dann do emol endlech e Bilan ze zéie vun hirem Échec vun deene leschte Joren.

Dann och d'Lëtzebuurger Schoul, déi steet virun extremen Erausforderungen. An d'Verännerunge vun eiser Gesellschaft hunn och do net eréischt viru 15 Joer ugefaangen. Schon 1968 hu mer an der MAGRIP-Etüd festgestallt, datt de soziale Lift an de Lëtzebuurger Schoule méi schlecht fonctionnéiert wéi a villen anere Länner.

D'Zesummesetzung vun de Familljen huet sech verännert. Jo, d'Zuel vun de Kanner an eisem Land, déi net Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn, huet sech zënter de 70er Jore rapid vergréissert. A wann haut nach just 38,2% vun de Kanner, déi an d'Spillschoul kommen, Lëtzebuergesch schwätzen, dann ass dat ee weidert Zeechen, datt den Enseignantsberuff zu Lëtzebuerg sécherlech net méi einfach ginn ass.

D'Förderung vun deene Klengsten ass am wichtegsten. Mir hunn eis ëmmer fir eng Fréiförderung vun de klenge Kanner a Betreuungsstrukturen ausgeschat an net a schoulesche Strukturen. Mir stellen haut fest, datt d'Zuele vun de Kanner am Précoce, elo wou all Gemeng dese Modell muss ubidden, a ganz ville Gemengen zréckgeet. Mir hunn ëmmer no enger Evaluatioun vum Précoce gefrot. Mir waarde bis haut nach dorobber!

Iwwer vill vun den Ziler, déi de Statsminister am Éducatiounsberäich genannt huet, si mer eis eigentlech eens: méiglechst wéineg Schouloffbriecher, méiglechst vill Schouloffgänger mat enger Qualifikatioun am Secondaire, vill gutt Schüler, déi vill Sprooche gutt schwätzen a schreibe kënnen. Den Niveau an eise Schoule muss erëm eropgoen, an net erof. Et geet awer net duer, an der Éducatioun op allen Ecken eppes lasszekappen. Et muss een och d'Ewechschëppen organiséieren. An d'Beruffsausbildung geet vläicht an déi richteg Richtung. Um Terrain schloen d'Leit sech allerdéngs d'Hänn iwwer dem Kapp zesummen, wann et em déi praktesch Ëmsetzung dovunner geet.

Mir hunn als Oppositionspartei ëmmer eng nuancéiert a kritesch Haltung zu de Reforme vun der Schoulministesch gehat. Mir stellen awer haut fest, datt d'Schoulreform méi Froen opgeworf huet wéi Äntwerte geliwert huet. De Wee an d'Zukunft, dee geëtt vun uewen erof diktiert, a viles ass am Onklaren. D'Reform vun der Evaluatioun vun eise Schüler a Schülerinnen, ee Kärstéck vun der Schoulreform,

gouf schlecht ugepaakt a riskéiert, e Schoss no hannen ze ginn.

D'Éducatiounsministesch selwer ass fir vill Niewekrichsschauplätze verantwortlech. Hir Pilotschoulen, déi gutt geduecht waren, si schlecht ëmgesat ginn. D'Reform vum Sproochenunterrecht, déi mat vill Tamtam ugekënnegt ginn ass, léisst op sech waarden. Taktesch Feeler, zum Beispill bei der Diskussioun iwwert d'Afféierung vun de Semesteren, droen hir negativ Friichten. Dat heescht, och an dem Schoulberäich, wou vill gudden Wëllen déi lescht Joren un den Dag geluecht ginn ass, stelle mer fest, datt et awer an der Praxis op ville Plazen hapert.

Mir brauchen hei, wa mer gären eng gutt Schoul hätten, eng Schoul vun der Réussite, eng Schoul, déi et bréngt, och eng Regierung, déi déi Aarbecht esou mécht an esou organiséiert, datt se wierklech am Aklang steet mat den Zilsetzungen, déi mer eis gesat hunn, an am Respekt steet och mat deene Leit, déi do schaffen, well soss komme mer net weider.

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass och nach een Thema ugeschnidde ginn, wat eis als Gréng sécherlech ganz um Häerz läit, nämlech d'Flüchtlingsproblematik. Ech wëll elo haut mech net laang dorobber aloossen. Mä ech wëll awer soen, datt dat awer och erëm eng kéier symptomatesch ass, wéi mer zu Lëtzebuerg, wéi mer an deem Land hei virginn. Mir paken eigentlech d'Problemer eréischt richtig un, wann d'Faass amgaangen ass iwwerzelafen.

D'Flüchtlingsproblematik ass sécherlech net ëmmer déi nämlecht. Si stellt sech net ëmmer d'nämlecht. Mä eigentlech, wann een d'Grondursaache kuckt, vu wou d'Flüchtlingsproblematik hierkënn, vu wou d'Flüchtlingen hierkommen déi lescht zéng, 15 Joer, dann hätt een awer misse wëssen, datt déi Problematik méi oder wéineger schlëmm ëmmer erëm op eis zoukënn. Mä mir bréngen et ëmmer eréischt fäerdeg, dann ze versichen, ganz schnell eppes ze maachen, wann d'Faass, wéi gesot, iwwerleeft.

Wann och déi Diskussioun, déi elo amgaangen ass mat de Gemengen, begrëssenswäert ass, datt mam Syvicol elo emol geschwat geëtt, mir froen eis just: Firwat ass dat net éischter gemaach ginn? Firwat ass net versicht ginn, vill méi fréi déi Debatt do mat de Gemengen um Terrain ze féieren, fir ze kucken, do Léisungsvirschléi ze fannen? Wéi gesot, och déi Flüchtlingsproblematik, déi elo natierlech eskaléiert ass an deene leschte Wochen a Méint, ass eigentlech d'Resultat vum Échec vun dëser Regierung, well dës Regierung sech nëmme mat esou Problemer befasst, wann d'Faass amgaangen ass, iwwerzelafen.

Zu de Renten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann ech mer haut d'Liewe ganz einfach maachen. Mir hate gesot virun engem Joer, mir géife virum Summer 2010 e Pabeier op den Dësch leeën, dee géif heeschen: „Faarf bekennen“. An deem Pabeier, do steet alles beschriwwen, wat d'Renteproblematik ugeet. Do steet beschriwwen, wou de Problem ass. Do steet och beschriwwen, a wéi eng Richtung datt d'Léisungsvirschléi vum Problem missten eiser Meenung no goen. A mir si frou, datt d'Regierung haut op eiser Linn ass. Dat war net ëmmer esou. Mir hunn an der Vergaangenheet oft gestriden, wou nach eis Analysen ofgestridde gi sinn, wou gemengt ginn ass, mir hätte besser Zäit.

Et sinn och elo eng Rei Pisten op den Dësch geluecht ginn, déi gi verschiddentlech an déi richteg Richtung. Et sinn och Saachen nach sécherlech, déi dra feelen. Et muss een d'Detailer nach kucken, zum Beispill deen Aspekt, deen den Här Lux ugeschnidde huet, läit eis och ganz sécher ginn uewen, nämlech dee vun de penibelen Aarbechten: Et muss en Ënnerscheid gemaach gi bei der Pensionsfro téschent Leit, déi ganz schlëmm op Schichte muss schaffen zum Beispill, a Leit, déi normal schaffen. Well déi Leit, dat ass entre-temps absolut medezinesch beluecht, déi opferen en Deel vun hirem Liewen, fir esou mussen ze schaffen. An do muss een Ënnerscheeder maachen. Mir mussen och nach froen, mir hätte gär méi prezis Saachen op den Dësch wat d'In-

dividualiséierung vun de Renterechter ubelaangt.

Mä op alle Fall, mir si bereet, konstruktiv an där Debatt do matzeschaffen. Mir bedauern zwar, datt de Projet de loi eréischt am Hierscht kënn. Mä bon, ech weess net, ob de Stéchedatum vum 9. Oktober do eng Roll spillt oder net. E bësse geëtt een de Verdacht jo net lass, datt dee Stéchedatum eng Roll spillt. Mä vun eiser Säit aus ass... Bon, wéi gesot, eis Positioun ass kloer. Ech brauch se haut net nach eng kéier ze widderhuelen, a mir si bereet, do konstruktiv matzeschaffen.

Well et ass eigentlech eng Problematik vun dëser Generatioun, déi net dierf op d'Käschte vun där nächster Generatioun liewen, mä dës Generatioun muss de Problem ganz kloer léisen. Well ech mengen, keen heibannen an och keen an eiser Gesellschaft dobausse ka verantworten oder wëllt sécherlech herno verantworten, datt seng Enkelkanner en eng kéier verfluchen, well en aus purem Egoismus, well e just no sech selwer wollt kucken, déi Problematik do net wollt ugoen.

Ech kommen dann zu der Fonction publique. An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et läit op der Hand, op Basis vun deem, wat ech virun alles beschriwwen hunn, wou d'Problemer sinn a wat fir eng Roll mir der öffentlecher Hand, dem Stat zougestinn an deenen nächste Joren, datt et fir eis och kloer ass, datt de Stat als solches eng Opwärtung muss kréien, de Stat an d'Fonction publique eng Opwärtung muss kréien.

Mir brauchen e staarke Stat, dee fäeg ass, déi Défien do alleguerten unzegoen. Mä ech soen awer genausou gutt derbäi, am Numm vu menger Fraktioun: Och beim Stat an am Fonctionnement vum Stat muss e Kulturwandel kommen. De Stat huet eng immens nei Chance viru sech dann. Dat sollen och déi Leit, déi beim Stat schaffen, sech bedenken. Si kënnen e ganz anere Rôle spille wéi an der Vergaangenheet - wa se dat wëllen - an deenen nächste Joren, wa se hëllef, datt mer de Stat dohinner kréien, an dee Kulturwandel kréien, datt en esou fonctionnéiert, datt e fäeg ass, dee staarken Acteur ze ginn, deen e muss sinn, fir kënnen an eisem ekonomeschen Ëmfeld och aktiv ze sinn.

An dee Kulturwandel, dee muss an de Käpp ufänken. Mir mussen ewechkomme vun engem Stat, dee fonctionnéiert nëmme no der Logik, datt et dobaussen Administré gëtt, dat heescht Leit, woufir de Stat just derfir do ass, fir derfir ze surgen, datt d'Regelen, déi erstallt gi sinn, och agehale ginn; dat heescht eng bevormundend Haltung. Mir mussen ewechkomme vun där ausschliesslecher Logik.

Sécherlech behält de Stat natierlech och déi Aufgab, mä e muss och eng aner derbäikréien. Dat ass déi, datt d'Biergerinnen an d'Bierger Clientë si vum Stat, datt de Stat e groussen aktive Partner an der Gesellschaft ass, deen öffentlech Déngschtleeschtungen ubitt. Dat heescht, deen Déngschtleeschtungen ubitt, deen e Service bitt dobaussen. An datt donc deementsprechend de Fonctionnement vum Stat och an déi Richtung muss ausgeriicht ginn.

Dozou gehéiert sécherlech eng Réforme administrative. Dozou gehéiert eng ganz nei Approche am Fonctionnement vun de staatleche Servicer. Dozou gehéiert selbstverständlech och, datt mer mussen wierklech seriö drifwer diskutéieren, wou de Stat soll aktiv sinn, an och, wéi vill Leit brauch en, fir verschidde Saachen ze maachen. Datt e genuch Leit huet, uerdentlech qualifizéiert Leit huet, datt d'Weiderbildung gutt ass, datt d'Bildung an d'Weiterbildung gutt sinn.

Mä mir mussen awer och kënnen iwwer Saachen diskutéieren, déi ganz wichteg si fir Statsfonctionnairen; zum Beispill de Statut. Mä datt de Statut kee Bétonsockel dierf si fir déi Leit, déi net wëlle matgoen op dee Wee do, fir dee Stat ze kréien, dee mer alleguerte brauchen.

Eigentlech ass dat och ee Punkt, wou mer bis elo am meeschte bei de Reformensatz vermëssen, datt d'Regierung dorifwer net wëllt schwätzen, dat ass d'Disziplinarrecht beim Stat.

Ech soe ganz däitlech am Numm vu menger Fraktioun: Mir sinn der Meenung, datt dee Statut muss erhale bliewen an datt dee Statut muss de Garant sinn, datt de Beamte geschützt ass viru politescher Willkür. Mä, wéi een esou schéi seet, e muss schütze viru politescher Willkür a viru soss näischt! An dorifwer muss kënnen diskutéiert ginn. Mir mussen kënnen drifwer schwätzen, datt et muss méiglech sinn, datt déi, géif ech soen, 90% vun de Leit, déi do schaffen, déi hir Aarbecht ganz gutt maachen a ganz engagéiert maachen, net am Fong e bësselchen och déi Gelackmeiert si bei der Affär, well et awer 10% geëtt, déi hir Aarbecht vläicht net esou eescht huelen, wéi se se sollen huelen, a wou de Stat als solches an de politeschen Handlungsträger, deen drifwer steet, den Exécutif vum Stat, awer null Moyenen oft huet, fir do kënnen eppes ze ënnerhuelen.

Dat sinn d'Problemer, déi sech stellen. Jiddwereen, deen heibannen iergendwou, entweder beim Stat oder an enger Gemeng, scho Responsabilitéiten hat, dee weess, datt et dat geëtt, an e soll duerfir net heihinnerkommen a soen, et géif et net ginn. An duerfir muss mer kënnen dorifwer schwätzen. Dat ass dat, wat eisen déifste Wonsch ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Mir sinn och der Meenung duerfir, datt een an de Carrière vum Stat iwwer eng Rei Automatismen muss kënnen schwätzen, ob déi absolut normal sinn. Een dovunner ass deen, datt, wann ee bis agestallt ass a seng Ustellung huet an a senger Carrière weiderleeft an iergendwann eng kéier wëllt décidéieren, fir en Examen ze maachen, fir op méi en héijen Niveau ze kommen an der Carrière, do net nëmme ausschliesslech en Test, en Examen ausschlaggebend dierf sinn, mä och, ob déi Persoun iwwerhaupt dee Richtegen ass, fir zum Beispill op dee Posten ze kommen, respektiv ob dat, wéi e sech an där Carrière viru beholl huet, och déi néideg Virussetzung bitt, datt en iwwerhaupt dee Poste kann erfüllen. Dat sinn nun eemol Bewäertungskritären, déi een duerfir muss hunn.

Wann ech Bewäertungskritäre soen, da mengen ech ganz kloer, datt déi mussen an engem Sënn stattfannen, wéi et och eigentlech gëschter hei beschriwwen ginn ass. A wann een op dee Wee geet - ech mengen, mir mussen den Detail do kucken; esou wäit si mer jo nach net -, dann ass dat sécherlech och e Wee, dee mir kënnen matdroen.

Mir sinn allerdéngs skeptesch iwwer eng Propos, déi gëschter hei gemaach ginn ass, an dat ass déi fir de Stage op dräi Joer auszudehnen. Ech muss ganz éierlech soen, mir verstinn net richtig, wat dat soll méi bréngen, wa mer déi Stagen an der Fonction publique vun zwee op dräi Joer eropsetzen.

Dach, et bréngt en Erspuernis fir de Stat ganz sécher, well wann ech natierlech d'Leit als Stagiairë muss ee Joer weider bezuelen, kascht et de Stat manner deier. Mä mir mengen awer net, datt dat ganz sënnavoll ass an och iergendepes derzou soll bäidroen - an am Endeffekt soll et jo awer dorëms goen, datt d'Fonction publique méi effizient geëtt oder datt déi anescht oder besser soll fonctionnéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll, ier ech nach e puer Wuert zu Europa wëll soen, dann awer och nach ee Wuert verléieren iwwer eppes, wat aus Akualitéitsgrënn an der Debatt war déi lescht Deeg, an dat ass - an ech wëll duerfir ausdrécklech dem Här Hoffmann Merci soen, datt en dat opgeworf huet, datt en dat opgedeckt huet, an zwar, datt eis Pensionsreserven, déi placéiert gi sinn, zu engem Deel a Fonge placéiert sinn, déi an d'Atomenergie investéieren.

Mir mengen als Gréng souwisou, datt ee misst eng kéier seriö diskutéieren iwwer ethesch Kritären, wéi déi Reserven do placéiert ginn a wat mat deene Sue geschitt. Et ass sécherlech richtig, datt déi Reserve sollen esou placéiert sinn, datt se och e bessere Rendement hunn, ech soen elo e bësse salopp ausgedréckt, wéi wa mer se op engem Spuerbuch stoen hätten. Mä ech mengen awer och, datt déi Sue jo awer och an engem sozialen an ekologeschen, gesellschaftspoliteschen Sënn misste





kënnen agesat ginn. An duerfir misste méi ethesch Considératiounen erabruucht ginn.

Mir mengen awer op alle Fall, datt et net ka sinn, datt mer heibannen eis alleguer eens sinn, datt d'Atomenergie keng Zukunft méi hätt, datt mir da géifen higoen an eigentlech déi Suen, déi eis jo emol net gehéieren, placéieren an eng Richtung fir eng Technik, wou mer eigentlech alleguer der Meenung sinn, datt et verréckt ass, fir dat ze förderen!

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well mer gären hätten, datt doriwuer méi seriö geschwat gëtt an Ännerunge kommen, hu mer eng Motioun verfaasst als Gréng a mir hunn den Här Hoffmann och gefrot, ob hie bereet wär, déi matzedroen - dat huet en och gemaach -, déi ech heimadder wëll déposéieren.

## Motion 4

*La Chambre des Députés,*

*- vu l'investissement du Fonds de Compensation commun au régime de pension d'une partie de ses avoirs dans l'industrie impliquée dans la production des armes à sous-munitions et dans l'énergie nucléaire;*

*- vu que «la réserve de compensation est placée dans le but de garantir la pérennité du régime général de pension<sup>1</sup>» et que cette pérennité ne peut être garantie sans le respect de critères de responsabilité sociale des investissements effectués;*

*- vu l'appel du Ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn lancé le 10 novembre 2010 d'interdire le financement en connaissance de cause d'armes à sous-munitions;*

*- vu l'appel d'une cinquantaine de communes luxembourgeoises pour une sortie du nucléaire dans lequel celles-ci invitent notamment le Gouvernement:*

*à procéder endéans les plus courts délais à l'élaboration d'une stratégie nationale pour la sortie complète du nucléaire et la promotion de solutions durables;*

*à s'engager subsidiairement pour l'abandon de l'énergie nucléaire aux niveaux européen et international;*

*à mettre d'urgence le nécessaire en œuvre aux fins de soutenir et de faciliter les efforts faits par les communes au niveau local en faveur d'une politique énergétique durable;*

*- vu la réponse du Ministre des Finances à la question parlementaire n°1259 dans laquelle il se déclare dans l'impossibilité d'instaurer un organe en charge de l'éthique ou de la responsabilité sociale des investissements effectués par le Fonds de Compensation;*

*invite le Gouvernement*

*- à élaborer un régime de critères d'investissement socialement responsable applicable à l'ensemble des fonds de réserves publiques et notamment au Fonds de Compensation commun au régime de pension;*

*- à mettre en œuvre une consultation des acteurs nationaux et internationaux spécialisés dans le secteur de l'investissement socialement responsable en vue de l'élaboration de ce régime de critères.*

*(s.) François Bausch, Camille Gira, André Hoffmann, Henri Kox, Viviane Loschetter.*

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll als Ofschloss e puer Wuert soen zu der Europäescher Unioun a virun allem zu engem Aspekt, deen och an der Ried gëschter am nationalen Deel erëmkomme ass, mä deen awer ganz kloer mam Europäeschen a mam Internationalen ze dinn huet. Dat ass déi ganz Fro vun der Kompetitivitéitslogik an der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft.

Et kann ee vill doriwuer diskutéieren, mä eppes ass kloer: Déi ganz Diskussioun iwwert d'Kompetitivitéit an der Europäescher Unioun, déi ass lassgetréppelt gi vun engem Land zu deem aneren an huet eigentlech, wa mer eierlech sinn, als Hauptlogik, datt mer an Europa ëmmer méi op de Wee ginn, fir Minijobs ze schaffen, fir „working poor“ ze kreéieren. Dat heescht, datt mer eis géigesäiteg Konkurrenz maachen, ee Land par rapport zu deem aneren, datt mer eis sozial Standarden no ënne geschrauft hunn an datt mer gemengt hunn, dat wär déi geschichts-

ten Iddi, fir d'Europäesch Unioun opzebauen.

Ech mengen, mir mussen dovun ewechkommen a mir mussen duerfir selbstverständlech kënnen iwwer Kompetitivitéit schwätzen. Mä mir mussen awer déi doten Aspekter erandiskutéieren an e Bilan zéie vun deene leschte Joren a kucken: Wat ass da geschitt eigentlech an deene Länner, wann ech dann elo déi 27 EU-Länner kucken, déi elo méi kompetitiv si par rapport zu eis? Wat ass do geschitt?

Ech hat an der Debatt hei, déi mer hate virun e puer Wochen, opgezielt, wat an Däitschland an deene leschten zéng Joer geschitt ass. An da musse mer eis jo awer d'Fro stellen: Ass dat dat, wat mer wëllen?

Ech mengen net, datt dat dat ass, wat mer wëllen. Mir kënnen eis dat och souwisou net leeschten. Well dat féiert derzou, datt mer an der ganzer Europäescher Unioun d'sozial Standarden erofschrauwen.

Ech mengen och, datt déi Diskussioun do vun der Europäescher Unioun par rapport zu anere Wirtschaftsraim eng aner Diskussioun (veuillez lire: Dimensioun) kritt, wa mir eis emol intern an deene 27 Länner, mat ëmmerhin iwwer 500 Milliounen Menschen - wat iwweregens, niewebäi gesot, och nach dee kafkraaftstärkste Bannemaart ass an der Welt -, eng Kéier mam Modell géifen eenegen an en anere Wee goen an déi Kompetitivitéitsdiskussioun anescht géife féieren, dann hätte mer en zolidd Gewiicht och op de Rescht vun der Welt, fir datt d'Sozialstandarden och do anerer ginn. Well een, dee gär an Europa investéiert, dee muss sech schlussendlech ausenaner setzen mat de Regelwierker, déi do bestinn. An do huet een och Méiglechkeeten, fir dorobber anzewierken.

Mä virun allem, wéi gesot: Mir sinn dee kafkraaftstärkste Bannemaart vun der Welt de Moment a mir sollen eis deen Tromp och net aus der Hand huele loosse, andeem mer dann elo versichen innerhalb vun Europa, déi do Diskussioun esou ze féieren, datt mer eis op déi Länner erofschrauwen, déi eigentlech méi niddreg sozial Standarden wéi mir hunn. Duerfir hätte mir gären, datt mer déi Diskussioun esou féieren.

Dozou gehéiert jo awer och donc déi Diskussioun vun der Neibewäertung vun der Croissance, déi ech virdru gesot hunn. Wa mer gären hätten, datt mer déi dote Saachen an engem anere Liicht diskutéieren, da musse mer aner Indicateure kréien, déi eise Wuelstand bemoosse wéi déi reng Croissance. Well d'Croissance als solches ass eigentlech blann, total blann par rapport zu der Verdeelung vum gesellschaftleche Räichtum.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Äerdbeben, deen Tsunami an och dat schlëmmt Accident zu Fukushima, wéi gesot, an engem vun de groussen Hightech-Länner vun der Welt, wou d'Technik ewechgespullt ginn ass, wéi ech gesot hunn, wéi Kaartenhaiser, dat huet eppes an de Käpp vun de Leit ausgeléist. Dat huet eppes an de Käpp vun de Leit ausgeléist an dat huet d'Leit bereet gemaach, fir iwwer e Wäertewandel ze diskutéieren an an eng aner Richtung ze diskutéieren.

Et ass elo un der Politik an deenen nächste Joren, fir déi Wäerter auszeschaffen, déi Visiounen op den Dësch ze leeën, déi Wäerter ze vermëttelen, fir datt mer aus där Kris, an där Wäertekris, an där mer sinn, datt mer déi positiv léisen. D'Politik huet eng enorm Responsabilitéit an deem Beräich. Et gëtt och vill op d'Politik gekuckt. An ech behaapte méi wéi jee, datt an deenen nächste Joren d'Leit wäerten déi Parteien honoréieren, déi fäeg sinn, d'Parteipolemik an de Schaf ze stellen a Léisunge fir déi doten dréngend Froen ze bréngen. Dat ass dat, wat mir als Gréng eis déi lescht zéng Joer op de Fändel geschriwwen hunn an och weiderhi wëlle maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här François Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Statsminister huet gëschter hei

gesot, dëst wier seng 16. Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun. Ech hu se alleguer hei materielle an ech kann lech soen, ech war nach vu kenger esou enttäuscht wéi vun där vu gëschter.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

**(Interruption et hilarité)**

► **Une voix.** - Dat hutt Der och scho 15 Mol gesot.

**(Hilarité)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et gëtt ëmmer méi schlëmmt mat lech.

Dëst war eng Deklaratioun ouni Visioun. Keng Perspektiven, wou dat Land hei histeiert. Kee Wuert vu sozialer Kohäsion, vun nationaler Identitéit, kee Wuert, kee Gedanke vun enger wierklecher nohalteger Politik.

► **Une voix.** - Ooohhh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Déi Wieder hei hunn ech gëschter Owend geschriwwen a wéi ech haut de Moien d'„Lëtzebuerger Wort“ opgeschloen hunn a gelies hunn, hunn ech mer geduecht: „Hues du och elo schonn de Leitartikel am «Lëtzebuerger Wort» geschriwwen?“ Well do konnt een haut de Moien déiselwech Konklusiounen zéien, wéi mir se scho gëschter hei gezunn hunn.

Et war eng Deklaratioun, déi éischter enger Failliteerklärung gläichkomm ass. De Statsminister ass net fäerdeg ginn, op eng ganz Rei vu Mängel a Problemer aus eiser Gesellschaft hinweisen, déi hie selwer a seng Partei gréisstendeels selwer ze verantworten hunn: Problemer bei de Kanner, Problemer bei de Jugendlechen, Problemer an der Famill, Problemer an der Schoul, Problemer am Wunnengsbau, Problemer bei der Flüchtlingspolitik, Problemer bei de Staatsfinanzen, Problemer an der Fonctioun publique, Problemer beim Index, Problemer mat de Versuergungs- an Educatiounsinfrastrukturen, Problemer bei de Renten an esou weider.

Dobäi sinn nach eng ganz Rei vu Problemer net ugeschwat ginn, wat och net méiglech ass, datt een all Problemer an eng Deklaratioun uschwätzt. Mä et gëtt der nach vill, zum Beispill de Chômage.

Datt de Gros vun dese Problemer a priori op de stramme Wuesstum vun eiser Gesellschaft zrëckzeféieren ass, deen ouni Zweifel ons Integrationsfäegkeet iwwerfuert, ass net gesot ginn. Au contraire, den Här Statsminister huet sech nach praktesch dermat gebretzt, wéi e gëschter hei sot - ech zitieren en: „Ech kennen och dee gutt (veuillez lire: Ech tréischte mech alt ëmmer mat deem Misär vun deem), deen als Éischte vum 700.000-Awunner-Stat geschwat huet. Well wéi deen dat gesot huet, dunn ass e beschëllegt ginn, de Leit virun der Zukunft Angscht wëllen ze maachen.“

Jo, Här Juncker, vill Leit hu virun där Zukunft Angscht! Wann ee kuckt, a wat fir engem Zoustand mer eis haut schonn als Land an als Gesellschaft befanne bei 500.000 Awunner, da kann et engem wierklech Angscht ginn, wéi eng Zukunft mat 700.000 Leit wäert ausgesinn!

Déi Visioun - wann een hei vun enger Visioun ka schwätzen -, déi Dir gëschter hei presentéiert hutt, ass weider exklusiv op e stramme Wuesstum ausgeriicht. Wa mer soss vu 15.000 oder 20.000 Wunnenge geschwat hunn, déi eis nach feelen, sou sot Dir gëschter hei - ech zitieren lech: „De Pacte Logement, mat bis haut 103 Gemeengepartner, gesäit de Bau vun 48.000 neie Wunnenge vir. Dat geet als Wunnengsoffer (...) net duer. Nëmme eng weider Augmentatioun vun der Offer brécht de Präis (veuillez lire: kann de Präis bréchen). (...) Duerfir wëllt d'Regierung am Plan sectoriel «Logement» nei, bis elo onverplangte Wunnflächen ausweisen, déi de Bau vun 12.000 Wunnenge fir 28.000 Leit wäerten erlaben.“

48.000 Wunnengen an 12.000 Wunnengen, dat si 60.000 nei Wunnengen! Dat ass praktesch an engem Otemzuch gesot: De Bau vun der Stad Lëtzebuerg gëtt nach eng Kéier realiséiert, verdeelt iwwert d'ganzt Land. Ech weess net, ob d'Stad Lëtzebuerg bei 100.000 Awunner 60.000 Wunnengen huet. Woubäi, wa mer näischt Grondleeëndes an der Nohaltegkeet änneren, och mat 60.000 neie Wunnengen

näischt um Präis sech wäert änneren, wéi d'Vergaangenheet bewisen huet.

Mir hunn all Méiglechkeeten ergraff, fir eben d'Präisser erofzekerien, mä bedéngt duerch de stramme Wuesstum ass d'Nofro ëmmer méi héich bliwwen, wéi mer konnten d'Offer maachen. An d'Präisser ginn net erof. Esou wäert et och an Zukunft sinn. Och wa mer 60.000 Haiser nach bauen a mer fuere mat deemselwechte Rhythmus virun, ginn d'Präisser net erof.

Är Politik huet keng Spur vun Nohaltegkeet, keng Spur vun Iwwerleeung, wou mer mat deem Rhythmus an där Politik histeieren, wou d'Enn ass!

Dobäi sot Dir selwer bei Ärer Deklaratioun - gesitt Der, ech hu se all nogelauschtert - vun 2000 den 10. Mee heibannen - ech zitieren lech: „Dee stramme Wuesstum, deen dat alles zur Folleg huet, generéiert just esou vill Steiergelder genuch, fir seng eege Konsequenze finanzéieren ze kënnen.“

Haut kann ee soen, datt dee stramme Wuesstum emol net genuch Steiergelder generéiert, fir seng eegen Nofolgekäschten ze géieren. Ofgesi vun de gesellschaftleche Problemer.

Mir hätten eis als ADR gewënscht, datt den Här Statsminister hei eng Visioun presentéiert hätt, wéi dëst Land an zéng, 20, 30 a méi Jore géif ausgesinn. Dat ass nämlech déi kruzial Fro, déi mer eis musse stellen. Vun där Fro hänkt alles of. Déi Fro misst den Haaptsubjekt vun eiser Diskussioun sinn, parteiwwergräifend, mat de Leit am Land zesummen.

Wat fir e Lëtzebuerg wëlle mer muer an iwwermuer? D'Fro, firwat wuesse mer esou séier? Wat sinn d'Ursachen? A bréngt ënner dem Stréch de stramme Wuesstum dem Land an de Leit Positives oder Negatives?

Wa mer ons déi Froe beäntweren, wësse mer och, wat fir Konsequenzen dat fir eist Land an eis Gesellschaft huet an an deem enge wéi an deem anere Fall wäert mat sech bréngen a wat fir Konsequenze sech dann och an de politeschen Entschuedunge mussen erëmfannen.

Mir als ADR wëlle jiddefalls net de stramme Wuesstum einfach blannemännerchers mat all senge Konsequenzen op d'Liewensqualität, d'Natur, Ëmwelt, sozial Kohäsion an d'Infrastrukturen op ons zoukomme loosse.

Déi meescht vum Här Statsminister gëschter hei opgefouert Problemer hänken awer direkt mat deser Fro zesummen: A wat fir engem Land wëlle mer, datt eis Kanner an eis Enkelkanner, an engem Wuert déi kommand Generatiounen sollen, kënnen oder musse liewen? An deser, der wesentlechster Fro ass d'Regierung perspektivlos.

Här President, ier ech op déi eenzel Punkten aginn, déi an deem Zesummenhang stinn, wëll ech fir d'Éischt e puer Wuert iwwert d'Flüchtlingsproblematik verléieren. D'ADR trëtt derfir an, datt Lëtzebuerg ëmmer e Land muss bleiwen, deem seng Dieren op sinn, fir politesch Flüchtlingen opzehuelen. Fir datt mer dat och an Zukunft kënnen maachen a fir datt d'Akzeptanz bei der Populatioun och bleift, musse mer derfir suergen, datt keen Abus mat der Flüchtlingspolitik bedriwwen gëtt.

Et muss eng kloer Trennung tëschent politeschen a wirtschaftleche Flüchtlinge gezu ginn. Politesch Flüchtlinge mussen kënnen kommen a musse kënnen bleiwen. Wirtschaftlech an Tourismusflüchtlingen dierfen net kommen, a wa se kommen, musse se erëm goen.

D'aktuell Problematik vum sougenannte serbesche Flüchtlingsstrom, deen an der leschter Zäit an dem Land hei diskutéiert gëtt, do deele mir d'Usicht vum Statsminister, déi e gëschter hei gesot huet, datt dee muss gestoppt ginn. An esou, wéi an de leschte Méint serbesch Statsbierger keen Asyl kruten, sou dierfen déi eiser Meenung no och an Zukunft keen Asyl kréien. Si mussen esou séier wéi méiglech erëm zrëck.

<sup>1</sup> Article 248 de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique



D'Fro, déi mer eis musse stellen, ass: Firwat kommen esou vill Flüchtlingen oder sougenannte Flüchtlingen op Lëtzebuerg? Ma ganz einfach, well d'Regierung an der Vergaangenheet eng ze vill large Asylpolitik bedriwwen huet. Als ADR si mer ëmmer derfir agetratt, d'Prozeduren esou kuerz ze maache wéi nëmme méiglech. Aner Länner hunn dat mat Erfolleg séier verstanen gehat.

Et schwätzt sech erëm an der Welt, datt et hei zu Lëtzebuerg Méint a Joren dauert, bis een d'Prozeduren duerchlaf huet an da meeschtens bleiwe kann an do derniewent och net schlecht zu Lëtzebuerg betreit gëtt. D'Schold läit also bei der Regierung.

#### (Interruption)

Elo, wou d'Leit am Land sech opposéieren, gëtt d'Regierung waakreg a kënnegt eng Kierzung vun de Prozeduren un. Mir gleewen awer nach net esou richtig drunner, bis mer et gesinn. Et dierf keen Alibi sinn, dee just derzou déngt, d'Gemitter an d'Leit am Land elo ze berouegen, an duerno leeft erëm alles wéi beim Ale virun. Mir wäerten déi Entwécklung am A behalen.

Och si mer der Meenung, datt déi Indemnitéiten, déi d'Regierung bezilt, wa se fräiwëlleg zrëckginn, einfach ze héich sinn: 250 Euro pro Erwuessenen an 100 Euro pro Kand, fir mat engem Gratisbus erëm heemgefuert ze ginn. Eng Famill mat dräi Kanner, wat bei Roma keng Exceptioun ass, kritt also, wa se op Lëtzebuerg kënnt, 800 Euro a gëtt erëm gratis heemgefuert. A Serbien ass den Duerchschnittsloun am Ablack 380 Euro de Mount, en Duerchschnittsloun, deen des Leit sécherlech bäi Wäitem net wäerten hunn. Och dat schwätzt sech a Serbien erëm: „Fuer op Lëtzebuerg. Du muss just kucken, dohinnerzou kommen, do gëss de gutt versuergt, kriss eng gutt Indemnitéit a gëss erëm gratis zrëckgefuert.“

Tourismus pur. Dat huet näischt mat Flüchtlingspolitik ze dinn. An duerfir muss et och direkt ophéieren.

#### (Interruption)

Här President, ech kommen dann zu enger Rei vu Problemer, déi direkt Konsequenze vun där vu mir uganks beschriwwener Politik sinn.

D'Famill. Mir begéinen haut ëmmer méi Kanner a Jugendlecher mat Problemer, ganz oft Kanner aus Famillje mat Problemer, mä net nëmmen deserer Kanner, awer och vill Kanner aus Immigrantefamilljen, wou mer et net fäerdeg bruecht hunn, déi Leit bei eis richtig ze integréieren. Mir begréissen an ënnerstëtzen all Initiativ, all Strukturen a Personal, fir dese Kanner a Jugendlechen déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen.

Eng vun den Ursache läit awer och bei der Veraarmung vun eiser Gesellschaft. Dës Deeg sinn erëm déi Statistike public gemaach ginn iwwert den Taux de risque de pauvreté, deen hei zu Lëtzebuerg weider klëmmt. Bei der Gesamtpopulation ass e vun 2003 op 2009 vun 11,9 op 14,9% geklommen. Bei de Rentner, also bei deenen iwwer 65 Joer, dat ass déi eenzeg Kategorie, wou e gefall ass, de Kolleeg Lucien Lux huet dat virdrun och schonn hei ugedeit. An zwar ass e bei de Rentner vun 10,8 op 6% erofgaangen an deene sechs Joer.

Mä da kënnt et, wou mer dee gréisste Problem hunn: Bei de Jugendlechen, bei de Kanner tëscht null a 17 Joer ass d'Zuel vun deenen, déi ënnert déi Aarmutsgrenz gefall sinn, vun 2003 op 2009 vun 11,6 op 22,3% eropgaangen. Et huet sech also verduebelt. Bei de Jugendleche vun 18 bis 24 Joer ass e vun 12,8 op 21,2% eropgaangen. Bei Familljen ouni Kanner ass e souguer erofgaange vun 9,1 op 8,5. Awer bei Famillje mat Kanner vun 10,9 op 19,8 erop. A bei Familljen, déi méi wéi zwee Kanner hunn, vun 10,3 op souguer 29,5%. Also, all drétt Famill, déi méi wéi zwee Kanner huet, ass hei am Land ënnert der Aarmutsgrenz. De Rekord gëtt natierlech gebrach bei monoparentale Familljen, wou en zënter 2003 vu 15,1 op 2009 52,3% eropgaangen ass.

Also insgesamt si Famillje mat Kanner betraff, an, ganz schlëmm: Praktesch all zweet elengerzéind Mamm läit hei zu Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz. Dat ass e Skandal fir e Land wéi Lëtzebuerg. Dat ass d'Resultat vun der CSV/LSAP-Familljepolitik.

Den Här Statsminister huet bei der Regierungserklärung gesot, datt déi breet Schëllere misste méi droe wéi déi schmuel. D'Realitéit ass awer, datt grad d'Familljen déi lescht Joren am häertste getraff si ginn.

Ech erënneren nëmme just un e puer Beispiller: d'Desindexation vum Kannergeld, vun der Reentrée scolaire, d'Erzéiungszoulag. Awer och bei der massiver Erhéijung vun den Taxen op d'Waasser an d'Ofwaasser gi grad d'Familljen, d'Famillje mat Kanner ganz haart getraff.

Wa mer wëssen, datt eng Famill an der Moyenne oder eng Persoun an der Moyenne 60 bis 70 Fudder Waasser brauch, a mer wëssen, datt d'Waasser- an d'Ofwaassertaxen dräi Euro am Prinzip elo an der Moyenne am Land an d'Luucht ginn, da weess een, datt eng Famill pro Persoun, pro Kand ronn 150, 180 Euro d'Joer weider ze bezuelen huet u Waassertaxen. A grad hei ginn also déi Famillje mat Kanner och hei erëm am häertste getraff.

D'Caritas huet deserer Deeg hire Sozialalmanach 2011 erausginn a schreift an dem Zesummenhang vun de breede Schëlleren, vun deenen den Här Statsminister ugekënnegt hat, datt se misste méi droen, a gëtt dann e Kommentar of zu deem Kommentar vum Här Juncker. A si schreiwent - d'Caritas: „Im Gegensatz hierzu ist aber festzustellen, dass die vorgeschlagenen, angenommenen und zum Teil umgesetzten Maßnahmen alles andere als sozial ausgewogen waren und sind. Mehrere der Einsparungsvorschläge trafen und treffen gerade Familien.“

A weider schreift d'Caritas: „Eine weise, vorausschauende Familienpolitik sieht anders aus. Sie stärkt die Familien und ermuntert junge Paare, sich für Kinder und deren Zukunft zu entscheiden.“ Dat ka jiddwereen noliesen an deem giele Buch, wat mer gëschter op deserer Plaz haten. E Kommentar zu der Familljepolitik vun deserer Regierung.

An des Problematik passen och d'Kannererzéiung an d'Kannerbetreiung. D'ADR seet, de Stat huet sech net an d'Familljen anzemeschen. All Famill soll selwer decidéieren, wéi se hir Famill organiséiert, ob een oder zwee Elterendeeler schaffen oder sech doheem der Kannererzéiung unhuelen. De Stat huet déi néideg Infrastruktur flächendeckend zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Elteren iwwerhaupt de Choix hunn, fir kënnen Famill mat Beruff ze verbannen oder fir nëmme schaffen ze goen oder fir ganz doheem ze bleiwen.

D'ADR ass ëmmer derfir agetratt, datt all Eltere misste kënnen vun de Chèques-services profitéieren, och déi Elteren, déi sech derfir entscheed hunn, d'Kannerbetreiung exklusiv selwer doheem ze maachen. D'Chèques-services missten awer an deem Fall zum Deel - déi d'Fra kritt, déi doheem bleift; et kann och de Mann sinn, mä an der Regel ass et d'Fra fir d'Kannererzéiung - geholl ginn, fir eng Cotisation un d'Pensionskeesen ze bezuelen.

Domadder géife mer déi Fra, déi doheem bleift, fir d'Kannerbetreiung ze maachen, och sozial ofsécheren. Well et si virun allem déi Fraen, déi, wann an hirem Liewen iergendwéi an hirer Famill eng Scheedung oder eng Trennung virkënnert, am meeschte Problemer hunn. Duerfir hu mer och all Intérêt, fir déi Fraen, déi doheem eng wäertvoll Aarbecht maache bei der Kannerbetreiung an -erzéiung, sozial ofsécheren!

#### (M. Michel Wolter prend la présidence.)

Mir sti leider als ADR bis haut eleng mat där Propos do. Mir ginn d'Hoffnung awer net op, datt d'Regierung och eng Kéier an deserer Richtung légiféiert. A mir verlaange souguer vun der Regierung, datt se nach soll an deserer Legislaturperiod eng Gesetzesproposition hei erabréngen, fir datt och déi Mammen, déi doheem d'Kannerbetreiung an d'Kannererzéiung exklusiv maachen, eng Unerkennung kréien, eng finanziell Unerkennung kréien a fir datt se sozial ofgeséichert sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass natierlech net esou einfach, fir esou eppes unzehuelen. Mä et soll een d'Hoffnung ni oppginn! Et ass och net esou einfach unzehuelen, wann ee gesäit, wéi des Regierung zum Beispill am Kader vun der Mammement gefuer ass, wat eiser Meenung no déi gréisste Frechheet war, déi des Regierung sech iwwerhaupt vis-à-vis vun de Mammen konnt erlaben, wéi se de Pensionsalter vu 60 op 65 Joer eropgesat huet, wat pro Kand, dat eng Mamm gezillt huet, fir déi e Verloscht ass vu ronn 5.000 Euro, wa se nom 1. Januar dës Joer hir 60 Joer krut.

Hei ass bewise ginn, wat d'Regierung vun der Aarbecht, vun der Erzéiungsaarbecht vun der Mamm, déi doheem ass, hält: glat a guer näischt! Mat de Mammen kann een dat jo maachen. Bei anere Gruppen, do géif et décke Kaméidi ginn. Mä d'Mammen hu keng Lobby.

An ech mengen, deserer Deeg ass am Kader vun der Pensionsreform jo och ugedeit ginn, fir den Alter, de Pensionsalter ze héijen: keng fënnf Joer a kee Verloscht, wéi dat bei der Mammement war - a mer mierke schonn, wéi d'Reaktiounen waren, wann hei nëmme geschwat gëtt, fir ee Joer oder zwee oder dräi ze héijen, ouni datt een e Verloscht an der Pension huet. Bei de Mammen ass et fënnf Joer gehéicht gi mat engem décke Verloscht. Do huet keen heibanne gejaut! Et huet och keng Gewerkschaft gejaut. Mat de Mammen kann een dat maachen.

Dës Regierung beweist mat hirer Politik also ganz kloer, datt se net wëllt, datt d'Elteren d'Kannererzéiung selwer iwwerhuelen, forcéiert se quasi, schaffen ze goen, a strooft déi awer, déi d'Kannererzéiung selwer doheem iwwerhuelen. D'Elteren hu quasi kee Choix.

Sécherlech, a Strukture ginn d'Kanner gutt betreit. Dat streit keen of. Mir hu gutt Strukturen hei am Land, mat gutt qualifiziertem Personal. Et héiert een awer och scho vun Enseignanten, wann ee mat deene schwätzt, datt d'Kanner, wa se zum Beispill an de Maison-relais sinn - si gi moies um siwen Auer an eng Maison relais eran, si ginn dann um aacht Auer an d'Schoul eriwuer, um Véirel vir wizelef gi se erëm an d'Maison relais gefuert, si kréien do ze iessen, gi betreit -, wa se dann um zwou Auer erëm an d'Schoul kommen, hunn ech mat enger Rei vun Enseignanten do geschwat, déi soen: „Mat deene Kanner ass mëttes näischt méi unzefänken.“

Déi Kanner sinn dann därmoossen opgedréit! Déi sinn dann därmoossen opgedréit, wa se aus där Struktur erauskommen. Se hate keng Rou, se konnte sech net entspannen, wéi dat soll sinn. A mat deene Kanner wier mëttes näischt méi ugefaangen. Si kéinte mat deene Kanner net méi déi Schoul maachen, wéi se dat wëilten. Dat hunn eng ganz Rei vun Enseignantë mer gesot.

Mir sollen also net alles héichhiewelen, mä et muss een dat och, mengen ech, objektiv kucken. Et ass net alles Gold, wat glänzt. Alles huet seng zwou Säiten!

Et muss een och wëssen, datt de Käschtepunkt an de Strukturen, sief dat Maison-relais oder Crèches, e relativ héije Bäitrag ass. D'Madame Minister weess et sécher méi genau wéi mir. Mä ech mengen, et läit tëscht 2.000 an 2.500 Euro de Mount, wat de Stat do muss bäidroen, fir eben d'Fonctionnementskäschten ze deelen. Wa mer also och de Mammen, déi doheem bleiwen, eng Unerkennung ginn, da kann dat dem Stat souguer ënnert dem Stréch nach e Geschäft erabréngen, well da brauch en déi Plaze manner a Betreibungsstrukturen ze maachen.

D'Schoulwiesen, Här President: Ee vun, wann net souguer dee gréisste Problem, dee sech fir eis Schoul stellt, ass déi héich Zuel vun Immigrantekanner. Laut der Ausso vun eiser Premierminister gëschter sinn nach just 38,2% vun de Kanner, déi d'Lëtzebuurger Sprooch beherrschen, wa se an den éischte Cycle, an d'Spillschoul eraginn.

Ech mengen, dat ass eleng dee beschte Bewäis derfir: Wann d'Regierung an deene leschte Joren ëmmer gesot huet, si géif eis Sprooch fördern, si géif eng Integrationspolitik fördern, dann ass dat heiten de beschte Bewäis, datt dat net

stëmmt! Dat hei ass wierklech déi gréissten Datz - eng Failliteerklärung -, déi eng Regierung sech kann ausstellen, wa se seet, datt nëmmen nach 38,2% vun de Kanner hei d'Lëtzebuurger Sprooch beherrschen.

Den Här Statsminister sot weider, ech zitieren: „All Schüler muss wéinstens eng Sprooch gutt schwätzen a schreiwé kënnen an déi zwou aner e bësse méi wéi gutt verstoen. Eis gutt Schüler awer mussen mindestens dräi Sproochen gutt schreiwé a schwätze kënnen.“

Dese Saz, Här President, deen huet et a sech! Éischtens ass mat dem Saz d'Dräisproochegheet hei zu Lëtzebuerg ofgeschafft. Zweetens: Wat fir eng Sprooch vun deenen dräi muss een da kënnen? En huet keng genannt. Dréttens: Wat sinn iwwerhaupt déi dräi Sproochen? En huet keng genannt. A véiertens: Wéi soll e Schoulsystem fonctionnéieren, wou déi Schwaach eng Sprooch an déi Staark dräi Sproochen mussen léieren? Maache mer getrennte Klassen elo an der Grondschoul?

De Saz, mat deem de Statsminister dann awer ofschléisst, ech zitieren hei: „Den Niveau vun eiser Schoul dierf also net erofgoen, e geet och net erof, e muss souguer no uewe goen.“, deen Ofschlosssaz vis-à-vis vun deem, wat e grad virdrun gesot huet, schléit dem Faass awer sécherlech de Buedem aus! Als ADR triede mer derfir an, datt d'Integrationsprooch Lëtzebuergesch muss sinn a muss bleiwen an datt d'Émangssprooch an der Grondschoul och muss Lëtzebuergesch sinn!

Den éischte Cycle, wat soss de Précoce, d'Spillschoul war, muss derfir genotzt ginn, fir deene Kanner - et sinn der jo da bal 70 oder iwwer 60 - d'Lëtzebuurger Sprooch bäizebréngen. Duerfir müssen déi dräi Joer genotzt ginn. Déi müssen exklusiv drop virbereet ginn, getrimmt ginn, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze léieren. A se dierfe laut eiser Meenung eréischt an deen nächste Cycle erakommen - also d'fréiert éischt Schouljoer -, wa se d'Lëtzebuurger Sprooch beherrschen! Dat ass einfach eis Virstellung. An dann ass dat zum Virdeel souwuel vun deene Kanner wéi vun eise Kanner, vum Schoulsystem a vun eiser Economie, well mer dann och besser Resultater kréien.

Och déi Kanner, déi net vu Gebuert un hei am Land sinn, mä déi iergendwéi en cours de route heihinnerkommen a vläicht sechs, siwen, aacht Joer hunn: Do si mir der Meenung als ADR, datt een déi Kanner sollt an eng Classe spéciale, an eng Classe d'accueil maachen a se während engem Joer - et gëtt och scho Länner, wou se dat maachen - op eis Sprooch fit maachen, fir se eréischt dann an d'Schoul ze integréieren. Dann hu se wuel ee Joer verluer, mä och dat ass zu hirem Virdeel! An et ass zum Virdeel vun eise Kanner an et ass zum Virdeel vun eiser Schoulsystem. Dat, wat d'Regierung elo hei proposéiert huet, dat ass eiser Meenung no eng eenzeg Katastroph!

Här President, d'Statsfinanzen: Dës Deeg hu mer an der Finanzkommission vun Experten eng Previsioun virgeluecht kritt, wéi mer dervun ausginn, datt bis 2014 d'Statsfinanze sech entwéckelen. Dräi Hypothese sinn opgestallt ginn. De Statsminister huet sech gëschter hei op déi optimisteschest baséiert an déi proposéiert.

Ech wëll awer soen, datt och déiselwech Experte quasi am Kader vun de Koalitionsverhandlungen schonn esou en Dokument virgeluecht hunn, fir de Regierungsparteie während de Koalitionsverhandlungen eng Basis ze ginn, wéi si d'Evolution vun de Statsfinanze géifen aschätzen. An och an där Evolution, déi also bei de Koalitionsverhandlungen gedéngt huet, ware quasi déiselwech Normen a Richtungen uginn, wéi mer se elo deserer Deeg hunn. Et ass also elo keen neie Moment. Et ass schonn am Kader vun de Koalitionsverhandlungen bekannt gewiescht.

An et war net nëmmen am Kader vun de Koalitionsverhandlungen bekannt, et war och scho virun de Wahlen bekannt, wéi et em d'Statsfinanze géif stoen. An duerfir, wann een iwwert d'Statsfinanze schwätzt, da muss een e Bléck op déi lescht Wahlen zrëckwerfen.

Mir kënnen eis all erënneren: 2009 - d'Wahljoer - huet de Budgetminister hei e Budget presentéiert fir d'Joer 2009, deen





am Équiliber war. All Mënsch wouss awer, deen eppes vun de Finanzen kennt, an dat sinn der jo vill heibannen, datt dee Budget net esou géif realiséiert ginn, mä datt e géif defizitär ginn. Mä eng CSV presentéiert nun eemol ebe viru Wahle keen defizitäre Budget!

An ech kann lech och elo soen, egal wéi d'Statsfinanze sech entwéckelen: 2014 ass de Budget, dee presentéiert gëtt, erëm am Équiliber. Eng CSV presentéiert keen defizitäre Budget. Och wann all Mënsch weess, datt en defizitär ass! A wéi mer de Kont vun deem Budget kruten, ee Joer méi spët, hu mer dat festgestallt, wat mir an aner Leit gesot hunn, nämlech, datt en eng Milliard Defizit géif maachen. De Kont huet genau eng Milliard Defizit presentéiert!

D'CSV ass virun de Wahlen higaangen an huet gemaach, wéi wann d'Finanzen an der Rei wieren. Et si Steiererliichterunge gemaach ginn, sou wéi den Här Juncker seng Politik ëmmer mécht: D'Politik ass gemaach gi mam Scheckheft. Wa Problemer am Land waren, dann ass an d'Statskeess gegriff ginn an d'Scheckheft ass erausgeholl ginn a se si geléist ginn.

D'Steiererliichterung, d'Chèques-services, d'Gehälter vun den Enseignanten: D'Leit am Land sollten d'Impressioun virun de Wahlen kréien: Et gëtt wuel eng weltwäit Kris, all Länner op praktesch alle Kontinenten hu Problemer mat där Kris, mä hei zu Lëtzebuerg, dank der Wäitsicht, deene Genien, Finanzgenien, déi d'CSV ze presentéieren huet, huet déi Finanzkris Lëtzebuerg einfach net getraff. Si ass laanschtgaangen, hei zu Lëtzebuerg ass alles an der Rei!

D'Leit sollten déi Impressioun kréien, mä ech mengen, d'Leit hu mëttlerweil festgestallt, datt dat déi gréisste Wahlligen ass, déi zënter laange Joren eng Partei virun de Wahlen gemaach huet. An d'Leit hunn och festgestallt, datt bannent e puer Wochen no de Wahlen déi Weltkris Lëtzebuerg awer du voll getraff huet. Viru der guer net, mä duerno voll: Bannent e puer Woche war bal emol kee Geld méi do! De Statsbudget, deen ass fuerchtbar an den Defizit gefall an et hu missen zwou Milliarden Emprunt opgeholl ginn. De Budgetsminister huet e Budget presentéiert vun 2,3 Milliarden Defizit.

Déi grouss Reserven - wéi d'CSV duerch d'Wahlcampagne duerch d'Land gezunn ass -, déi hir Ministeren ugeluecht hunn, fir en Apel fir den Duschts ze hunn, wou waren dann déi grouss Reserven d'lescht Joer, wéi Der hutt missen zwou Milliarden Euro léine goen? Een, dee Reserven huet, dee geet dach kee Geld léinen! Mä et war ganz einfach eng Ligen! Et ware keng Reserve méi do. Mä Dir hutt de Leit dat awer mat Erfolleg, muss ee soen, virun de Wahlen verkaaft.

D'Scholdelaascht, déi wiest weider haut. An dës Regierung, déi seet, si wéilt net ze vill Schold maachen, fir déi kommend Generatiounen net ze hypothéquieren. Dat ass awer dës Regierung, déi hir Scholden net zréckbezilt, déi kee Kapital zréckbezilt. An ech soen dat all Joers hei, well et kann een et net dacks genuch soen: déi just d'Zënsen zréckbezilt; an déi kommend Generatiounen, déi mussen dann eben d'Kapital zréckbezuelen.

2014 ass deen éischten Emprunt fälleg. An et weess elo schon all Mënsch, datt dann d'Kapital net do ass, fir deen ze remboursieren. Da gëtt deen Emprunt einfach erëm iwwer zéng Joer gestreckt. Et ginn erëm Zënsen zréckbezult, an déi kommend Generatiounen mussen dann iergendwann eng Kéier dat Kapital zréckbezuelen.

Wann dës Regierung géif higoen a si géif wéi all Entreprise, wéi all Privatpersoun och hiert Kapital zréckbezuelen iwwer zéng Joer a si misst een Zéngtel all Joers u Kapital zréckbezuelen, da géif Lëtzebuerg och am Abléck schon net méi de Maas-tricht-Kritären entsprechen. Mä duerch déi Magouille, déi se do agebaut hunn, hu se ebe fäerdeg bruecht, datt se nach just drënnerfalen. Mä just, well mer eis Scholden net zréckbezuelen!

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech gesot hunn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt de Minister Frieden virun de Wahlen de Budget schéigeschriwwen huet, esou ass de Pendel no de Wahlen ëm 180 Grad

ëmgeschwenkt, an do ass en dann nun ebe ganz staark negativ erëm! Dunn hate mer bal emol 2,3 Milliarden Defizit! Dëst ass en Argument gewiescht, fir kenne sozialen Ofbau ze bedreiwen.

Ech brauch lech net opzezielen, wat dës Regierung alles scho vu Grausamkeeten - net nëmmen an dëser Legislaturperiod, mä och an der viregter Legislaturperiod -décidéiert huet, wat se vu Sozialofbau gemaach huet. An dank der Opposition, géif ech soen, dank der Opposition vun de Gewerkschaften ass dee massiven Ofbau vun der Sozialpolitik net integral duerchgaangen.

Well d'Gewerkschaften hunn Experienz kritt gehat: 2006 hunn dës Regierung an den Här Frieden se scho wëllen uschmieren - an hu se och deemools ugeschmiert! -, wéi se fir 2006 een defizitäre Budget virgelleucht hunn an dann d'Argument geholl hunn, do misst dann eng Rei vu Moosnamen, oder besser gesot, Sozialofbau gemaach ginn. A wéi d'Joer erëm war an de Sozialofbau bedriwwe war, ass festgestallt ginn, datt et keen Defizit war, mä datt nach Plus-valuë waren.

Dës Kéier ass et genau d'selwecht gaangen. Et ass e staarken Defizit vun 2,3 Milliarde virgezechent ginn. An elo bei de Konte mierke mer, datt et wuel nach ëmmer e vill ze vill héijen Defizit ass, mä datt deen Defizit eng Milliard méi niddreg ass. Am „Tageblatt“ vum 30. März d'lescht Woch konnt een du liesen ënner engem groussen Titel: „Frieden-Budget plus eng Milliard: War es Absicht oder Inkompetenz?“

Här President, elo ass et bal emol net méi de Sozialisten hire Budget! Et schéngt, wéi wann d'Sozialisten net méi an der Regierung wieren! Elo ass et op eemol dem Här Frieden säi Budget. Si hunn de Budget net gestëmmt. Si sinn net an der Regierung a si soen einfach „Frieden-Budget“, well en aneschtens ausgegangen ass, wéi en ass. An da stelle se d'Fro: „Absicht oder Inkompetenz?“ Ech mengen, Här President, keen heibannen - an ech huelen un, och d'Sozialisten net - ënnerstellt dem Här Frieden Inkompetenz.

► **Une voix.** - Dat hu mir jo net geschriwwen!

► **Une seconde voix.** - Dat huet jo kee gesot!

► **La première voix.** - Pressefräiheet!

► **Une troisième voix.** - Fuert weider, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, et stoung am „Tageblatt“.

**(Interruptions diverses)**

Et stoung am „Tageblatt“; déi eng hunn näischt mam „Tageblatt“, déi aner hunn näischt mam „Wort“ ze dinn...

**(Hilarité)**

► **Une voix.** - Ma dat ass journalistesche Fräiheet!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Awer nëmmen dann, wann et lech net arrangéiert! Op jidde Fall...

► **La même voix.** - Mir liewen an enger fräier Gesellschaft mat enger fräier Press.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, jo! Dir huet lech déi Fräiheet, déi Der grad braucht! Do hutt Der Recht, jo!

Et kann een also net soen, den Här Frieden wier inkompetent, well en hat et souguer fäerdeg bruecht, deemools d'Sozialisten dovunner ze iwwerzeegen, datt déi hei um Riednerpult dee Budget verteidigt hunn an en als e gudden Budget duergestallt hunn. A si hunn en och gestëmmt. Mä elo op eemol zum Schluss ass et hiren net méi!

Ass et dann Absicht gewiescht? Jo, do leie se richtig, Absicht war et! Et war Absicht, genau wéi 2006, fir e schlechte Budget ze presentéieren, en defizitäre Budget ze presentéieren, fir dat als Argument ze huelen, fir Sozialofbau ze bedreiwen! An et ass och dofir, datt den Här Frieden drop gedrängt huet - dat war jo seng Iddi, dem Här Frieden an dem Här Juncker seng -, fir dee ganze Moosnamepak vum Sozialofbau direkt elo am Ufank ze stëmmen an net an enger zweeter oder drëtter Etapp nozehuelen, well se genau wouss, datt hiert Spillche mat dem iwwerdrüwwenen

Defizit, datt dat bannent e puer Wochen a Méint duerno géif opfléien. Wat jo elo an der Zwëschenzäit och geschitt ass.

Mä Absicht war et, fir alles am Ufank duerchzubaatsche wéi 2006. An dann op eemol hätt all Mënsch geduecht: „Mä et ass awer net esou schlëmm“, mä da wier den Ofbau a senger Integralitéit duerchgesat ginn. Et ass also hei keng Akzeptanz! Wann een d'Leit virun de Wahlen esou belitt an der Finanzpolitik, wéi d'CSV/LSAP dat gemaach huet, da brauch ee sech och net ze wonneren, wann no de Wahlen bei de Bierger, bei de Gewerkschaften a bei de Sociéitéten am Land keng Akzeptanz ass fir déi Finanzpolitik, déi dës Regierung elo wëllt bedreiwen!

Ech kommen dann zu de Renten, Här President. Nodeem mer vun 1999 un, kann ee soen, hei zu Lëtzebuerg Rentegerechtheet hunn, wou am Fong jiddwereen aus dem privaten oder öffentleche Secteur ënner deeneselwechte Konditiounen, wat d'Cotisatioun, wat d'Berechnung, wat den Ajustement ugeet, läit, mat engem Iwwergangsregime fir déi Leit, déi virun '99 an der Fonction publique agestellt sinn, mussen mer eis haut d'Fro stellen iwwer déi laangfristeg Ofsécherung, Finanzéierung vun eiem Rentensystem. A wann ech soen „Rentensystem“, da mengen ech ëmmer de Rentensystem souwuel aus dem private wéi dem öffentleche Secteur.

Mir müssen derfir suergen, datt déi kommend Generatiounen och nach kenne mënschwerdeg Pensione kréien. Et si schliesslech déi, déi haut d'Cotisatioun bezuelen, fir datt mer eis haut déi Pensione kenne leeschten, déi mer eis leeschten.

Ech géif och mengen, datt e parteien-iwwergräifende Konsens besteet, datt, wa mer näischt géifen änneren, wa mer de System esou géife weiderlaffe loosse, datt mer - sief et an 20, 30 oder 40 Joer, dat spillt keng Roll, mä iergendwann eng Kéier - grouss Problemer krite. Den aktuelle System verlaangt a condemnéiert eis derzou, wa mer näischt änneren, datt mer condemnéiert sinn, e stramme Wuesstum ze produzieren, ouni domadder de Problem ze léisen, mä e just ze verlageren, méi grouss ze maachen. Et ass de Schnéiballeffekt, dee souwiesou eng Kéier u seng natierlech Grenze stéisst.

Wéi keen anere Problem hänke grad d'Rente mat der Problematik, déi ech uganks behandelt hunn, zesummen. Nämlech: Wat fir e Lëtzebuerg wëlle mer an 20, 30 Joer hunn?

Wa mer keng Millioun Awunner a keng honnertausende vu Grenzgänger wëllen hunn, da mussen mer och reagieren. D'ADR wëllt dat net hunn. Duerfir hu mir och reagiert a mir hunn am Januar eng Rei vu Propositionen decidéiert.

Mir soen och: Wat mer méi séier reagieren, wat et besser ass, wat et fir deen Eenzelne manner schmärerlech ass. Et gëtt keng honnert Méiglechkeete bei de Renten. Et gëtt dräi Voleten: Deen éischten ass d'Cotisatiounen, deen zweeten ass de Pensionansantrëttssalter, deen drëtten ass d'Héicht vun de Pensione kombinéiert mat dem Ajustement.

Kee weess haut genau, wéi eist Land a 40 Joer ausgesäit. Et ass viru scho gesot ginn; ech mengen, wéi de Kolleeg Lux geschwat huet, huet en och geschwat, wéi et a 40, 50 Joer wier. Do hunn ech mer zréckgestallt, wann 1960 ee sech d'Fro gestallt hätt, wéi Lëtzebuerg haut géif ausgesinn, an en hätt duerch Zoufall dat entdeckt ze soen, wat haut wier, dee wier wahrscheinlech 1960 fir geckeg erkläert ginn an op Ettelbréck gefouert ginn. An esou fäerten ech och, kenne mer net haut soen, wéi et a 40, 50 Joer genau ausgesäit.

Mä et kann een awer aktuariell Berechnungen maachen, déi net léien - an déi léien net -, datt mer einfach e Problem kréien opgrond vun dem System, deen einfach verlaangt, datt mer ëmmer mussen méi Aktiver hu wéi Pensionären an datt do automatesch eng Progressioun draläit.

Mir sinn also fir Ännerungen an eiem Pensionssystem.

D'Regierungspropositionen, déi virgelleucht si gi vum Här Di Bartolomeo an dem Här Frieden, ech wëll déi kuerz mat eisen analysieren. Ech wollt just eng Fro

stellen - wat mech gewonnert huet, dat ass, wéi déi Presentatioun war, datt dat eng Presentatioun war vum Här Di Bartolomeo, wat mer verstinn, a vum Här Frieden. Den Här Frieden ass Finanzminister. Ech hätt mer éischer gewiescht, datt de Minister vun der Fonction publique derbäi gewiescht wier, den Här Biltgen. Well mer maache jo eng Reform a mir hunn dat jo och an där Sitzung gesot kritt, datt alles, wat mer änneren, fir déi zwee Regimer ass. An esou wier et fir mech normal gewiescht, datt och déi zwee zoustänneg Ministeren derbäi wieren.

Ech muss lech éierlech soen, ech hunn e schlecht Gewesse gehat, wéi ech den Här Frieden do derbäi gesinn hunn. Well d'Vergaangenheet huet jo bewisen an deene leschte 15 Joer, datt de Stat et dacks fäerdeg bruecht huet, am Kader vum Budgetgesetz, d'Transferten, déi soss vum Statsbudget op d'Pensionskeess gaange sinn, datt déi scheinwerchersweis eliminéiert si ginn an de Statsbudget entlaascht ginn ass zu Ongonschte vum Pensionsregime am Privatsektor, an dat dierften ongeféier 750 Milliounen sinn, déi iwwer deen Zäitraum aus de Pensionskeessen erausgeholl si ginn an an d'Statskeess agefloss sinn.

Wéi gesot, wéi ech den Här Frieden do derbäi gesinn hunn, deen ech jo héich schätzen, ass mer awer direkt dee Gedanke komm: Soll net do erëm esou een Transfert envisagéiert sinn? Ech hätt léiwer, mir hätten den Här Biltgen als Minister vun der Fonction publique do derbäi, well dee gehéiert do derbäi. Den Här Frieden kann dann och nach derbäibleiwen.

Wat de Pensionsalter ubelaangt, hu mir als ADR proposéiert, datt ee vun 2015 u sollt de Pensionsalter all Joer ëm ee Joer héijen, an dat während zwielef Méint bis 2027 fir déi ënnescht Alteren, 55, 57, 60, fir déi ëm ee Joer ze héijen. Den Alter vu 65 Joer, proposéiere mir, deen ze beloesen an da bei deem Alter déi voll Pension bäizebehalen.

Der Regierung hir Proposition geet an eng ähnlech Richtung. Mä just, datt se net no engem Joer opgehale huet. Se ass nach zwee Joer weidergaangen. Si geet op dräi Joer a se entwéckelt dat dann op 30 oder 40 Joer. 40 Joer. Wann ech da kucken, dräimol zwielef gëtt 36, a mir soen, mer fänken 2015 un, fir d'Leit drop ze preparieren, dat sinn och nach 40 Joer - et gëtt genau dat.

Ech weess awer net, ob et clever war vun der Regierung, fir esou wäit ze schéissen. Wéinst der Akzeptanz engersäits, an zweetens op där anerer Säit, well een net weess, wat genau a 40 Joer ass. An op där anerer Säit och, fir dat dann ze verbannen, de Leit ze erklären, wa se da géifen éischer goen, déi 15% Pensionskierzung. Och dat ass e Message gewiescht, deen net enger Akzeptanz vun enger Pensionsreform dobaussen dénglech ass.

Mir hu gesot, kommt, mir maachen ee Joer erop, an da kann ee weiderkucken, wéi d'Situatioun dann ass!

Dat wier eise Bäitrag, dee mir hu fir déi Leit, déi elo aktiv sinn. Mä mir hunn awer och gesot, déi Leit, déi elo an der Pension sinn, sollen e Bäitrag leeschten. A mir hunn derfir proposéiert, den Ajustement net méi ganz ausbezuelen, mä datt een den Ajustement sollt an engem degressivem System, wéi mer dat och an anere Moosnamen maachen, datt een zum Beispill seet, den Ajustement gëtt op der Grondrent integral ausbezuelt. An dann trancheweis, wat et méi héich geet, gëtt ee Stéck vun deem Ajustement ofgebrach, esou datt een déi kleng Pensione guer net touchéiert ee méi.

Bei eiser Proposition géif eng Pension vun 1.576 Euro näischt verléiere beim Ajustement. Eng Pension vun 3.152 Euro géif just dräi Euro verléieren, an da geet et erop. Mä een, deen eng Pension hätt vun 9.500 Euro, krit an eiser Proposition 66 Euro manner Ajustement.

Mir mengen, datt dat sozial verträglech wier. An duerch dee kumulativen Effekt, well den Ajustement jo all zwee Joer aus-



bezuelt gëtt an dann ëmmer op méi engem klengen Niveau ausbezuelt gëtt, géif dat eppes maachen.

D'Regierung huet nach net eng definéierbar Proposition virgeluecht. Si huet zwar ugedeit, dass se wëilt och an där Richtung eppes maachen, och de Kollege Claude Meisch vun der DP huet de Moien an d'Richtung vum Ajustement geschwat, ouni awer prezis ze sinn.

Mir sinn der Meinung, dass een den Ajustement soll bäibehalen, awer an engem degressive System, an dass en net méi soll integral zur Uwendung kommen. Dat wier dann den Deel, deen déi Pensio-néiert géifen zur Sanéierung bäidroen.

Iwwert d'Cotisationsen hu mir och gesot, dass een zu dësem Zäitpunkt keng Cotisationserhéijung sollt maachen. Mä d'Regierung muss awer wëssen, wa se e Projet deponéiert, wou se seet, de Pensionsalter gétt iwwer 40 Joer festgeluecht gesetzlech, wou se seet, d'Entwécklung vun der Pension gétt iwwer 40 Joer festgeluecht, da ka se net higoen an d'Cotisationsen iwwer 40 Joer ausschléissen.

Dat ass awer esou, wéi et bei der Gesellschaft dobaussen ukënn. Duerfir war eis Proposition, fir net esou wäit ze goen, nëmme ee Joer, an da kann een och soen, während deem Zäitraum - an den Här Statsminister huet gëschter och hei vun zéng Joer geschwat - kann een eng Cotisationserhéijung ausschléissen an duerno muss een awer och kënnen dann iwwer eng Cotisationserhéijung schwätzen.

Kloer ass fir eis, dass de Solidaritéitsprinzip weider muss spillen, mer beim Émlageverfahren muss bleiwen, dass d'Pensioone weider mussen den éischte Pilier maachen, dass all Décisionsen, déi mer huelen, souwuel fir de private wéi fir den öffentleche Secteur mussen sinn, dass d'Opdeelung „een Drëttel - een Drëttel - een Drëttel“ muss bleiwen an dass och d'Cotisationsen an alles, souwuel an deem enge wéi an deem anere Secteur, an Zukunft ëmmer mussen d'selwecht bestoe bleiwen.

Richtig ass och - an do stëmme mer deem zou, wat de Moien hei gesot ginn ass -, dass een awer ëmmerhi muss kucke fir déi Leit, déi schwéier Aarbechte maachen, déi Schichte maachen, dass een och fir déi Leit an Zukunft sollt eng speziell Bestëmmung loosse.

De Kollege Lux, Här President, huet de Moien hei d'Thema ugeschnidden, e bëssen esou wéi wann e wëilt a Richtung goen, fir an der Fonction publique den neie Regime Zouszuspensioonen anzeféieren.

Ech wëll hei soen, wéi '99 oder villméi '98 déi Pensionsreform gemaach ginn ass am öffentleche Secteur, wéi mer deen neie Regime do agefouert hunn, do ass déi eenzeg wesentlech Differenz, déi et tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur nach gëtt, dass mer am Privatsecteur en „plafond cotisable“ hunn, dee mer an dem öffentleche Secteur net hunn. An deemools war d'Argument, well mer an der Fonction publique keng Zouszuspensioonen hunn, maache mer do keen „plafond cotisable“. Et sollt een dat net, wann een an esou eng Diskussioun erageet, vergiesse.

Här President, ee weidert Thema: den Index. Den Index ass iwwert d'Joren en Diskussiounsthema. Ech brauch haut net méi op d'Wichtigkeet vum Index anzegoen. Dat hunn ech virgëschter heibanne gemaach, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, wou d'Indexbranche op den 1. Oktober, also d'Indexgemengewahlentranche déplacéiert ginn ass.

D'ADR ass a bleift fir d'Bäibehale vum integralen Index. D'Regierung ass bekanntlech permanent amgaangen ze manipuléieren. D'Kannergeld ass desindexéiert ginn, oder d'Verréckele vum Erfallsdatum.

A wann et net vill gesot gëtt, mä och dat wäert ech all Keiers erëm ernimmen: Wéi mer déi europäesch Waasserwirtschaftsrichtlinn ëmgëst hunn, opgrond vun där elo d'Waasser- an d'Kanaltaxe

massiv gehéicht ginn, ass an deem Gesetz festgehalde ginn, dass déi Erhéijung vun de Waasser- an de Kanaltaxen indexneutral sinn. Et gëtt haut vill geschwat, dass duerch déi Waasser- an Ofwaassertaxen-erhéijung mer eng staark Inflation hätten. Dat stëmmt. Mä deen Deel spillt net mat fir d'Berechnung. Also, d'Leit, déi mussen vill méi fir d'Waasser a vill méi Kanaltaxe bezuelen a kréien dat iwwert de Wee vum Index net kompenséiert. Och dat ass eng massiv Manipulation, wou keen driwwer schwätzt, mä déi esou stillschweigend mat duerchgebootscht ginn ass.

Mä, Här President, mir erliewen hei zu Lëtzebuerg permanent, dass op internationalen Drock hin eisen Index a Fro gestallt gëtt. Dat ass d'lescht Joer am Hierscht ugaange mam President vun der Europäescher Zentralbank, dem Här Trichet, dee geschriwwen huet: «La fin de ce système s'impose.» Du koumen déi däitsch Bundeskanzlerin, d'Madame Merkel, an de franséische President, den Här Sarkozy, an déi hu gesot, hei zu Lëtzebuerg misst den Index ofgeschafft ginn.

Ech muss lech éierlech soen, Dir Dammen an Dir Hären, ech kucke jo och déi däitsch an déi franséisch Televisioun, an ech hu bei mir geduecht: Wou hunn déi zwee nach Zäit, niewent all deene Problemer, déi déi hunn, sech ëm de Lëtzebuerg Index ze bekëmmern? Wou wëssen déi iwwerhaapt, dass mir zu Lëtzebuerg en Index hunn? Dat ass jo awer keng esou eng Weltinitiativ, dass zu Berlin an zu Paräis dat dat Éischt ass, wat se moies froen, ier se opstinn. Ech hunn alt geduecht: Sollen déi zwee net e Wénk kritt hu vu Partei-kollegen oder esou, si sollten emol vun do aus e bësse Wand komme loosse, fir dass dann eis Leit hei kënnen zu Lëtzebuerg e bëssen den Held markéieren?

An den Här Juncker ass dunn och prompt op Berlin gefuer bei d'Madame Merkel, fir do mat hir driwwer ze verhandelen. An den Dag drop stoung grouss am „Lëtzebuerg Wort“-Titel: „Luxemburg darf den Index behalen.“ Ma, abee Merci, Här Juncker, do hat Der lech dann awer gutt agesat, dass Der d'Madame Merkel froe waart, ob mir den Index hei zu Lëtzebuerg dierfen halen!

Also, ech hätt an Ärer Roll zu der Madame Merkel gesot - ech war net derbäi, Dir hutt et och vläicht gesot -,...

#### (*Interruption et hilarité générale*)

Ech géif soen, Dir hätt sollen zu der Madame Merkel soen, si soll sech ëm hir Saache bekëmmern, den Index, dat wier eise Problem. An Dir sollt zu der Madame Merkel soen, wa se soss keng Problemer zu Berlin hätt, da soll se an Däitschland e Mindestloun aféieren. Si soll den Index aféieren. Si soll kucken, dass mer an Europa sozial Mindestnorme kréien. Si soll net eisen Index ofschaffen. Mir wëllen net hiren Hartz IV no Lëtzebuerg exportéieren, mä si soll eisen Index an eise Mindestloun no Däitschland importéieren. Da wier dat vill besser, wann dat géif an déi Richtung goen.

Mä wann een dann erëm mengt, den Här Juncker hätt vläicht mat der Madame Merkel awer esou geschwat, wéi ech eventuell elo hätt kënnen unhuelen, dass en hätt kënnen schwätzen, da kritt een natierlech erëm säi Problem domat, wann een da gesäit, dass mer vum Eurogroup awer och d'lescht Joer e Bréif kruten. An an deem Bréif vum Eurogroup, deen ass vum President vum Eurogroup un de lëtzebuergesche Statsminister gericht, do steet dran, op Lëtzebuergesch iwwersat: „Fir d'Lounkäschten op den Niveau vun den Haaptkonkurrenten ze bréngen, muss als Prioritéit de System vum automateschen Index suspendéiert ginn.“

Dat ass - op gutt Lëtzebuergesch gesot -, wann den Här Juncker sech selwer e Bréif schreift.

Et ass kloer, wann een da gesäit, dass net méi spéit wéi d'lescht Woch mer konnte liesen am Rapport vum Conseil vun den europäesche Stats- a Regierungschef vum 24. a 25. März - do sëtzt den Här Juncker och mat dran -, do ass dann an de Konklusionen festgehalde ginn: «...réexaminer les dispositifs de fixation des salaires (...) ainsi que les mécanismes d'indexation».

Also, och vun do aus huet den Här Juncker eis e Bréif geschriwwen, dass mer missten

eppes um Index maachen. Net méi spéit wéi virun e puer Deeg hu mer vum Internationale Währungsfong erëm déi al Litane virgezielt kritt, mir missten den Index ofschaffen. An ech hu geduecht, da gees de emol kucken op den Internet, wie vertritt da Lëtzebuerg an deem Internationale Währungsfong, an do steet dann als Gouverneur Jean-Claude Juncker.

Ech stellen also fest, den Här Juncker, dee schreift eis aus allen Ecken vun der Welt,...

#### (*Hilarité*)

...Bréiwer an Avisen, mir missten onbedéngt hei zu Lëtzebuerg den Index ofschaffen.

An, Här President, da muss ech allerdéngs d'Fro stellen: Wat ass hannert deem duebele Spillchen do derbäi?

#### (*Interruption*)

Stellt e sech hei zu Lëtzebuerg? Gëtt e sech e soziale Mäntelchen, an op allen internationale Plazen, wou e sëtzt, do schreift e sech selwer als Statsminister e Bréif a seet: „Hei, schaf emol deen Index of!“?

Ech mengen, heiheem, Här Juncker, dot Der lech e soziale Mäntelchen un, deen ass lech e puer Nummeren ze grouss. Et muss een dat doten emol méi am A behalen.

Och gëschter ass hei gesot ginn, wann dann eben tëschent dem 1. Oktober dëst Joer an dem nächsten Oktober géif eng Indexbranche erfalen, da muss mer eis mat de Sozialpartner zesummesetzen.

Här President, et erfält eng Indexbranche tëschent dem 1. Oktober dëst Joer an dem nächste Joer! An zwar huet de Statec eis d'lescht Woch an der Finanzkommission gesot, dass déi scho géif d'nächst Joer am Mee erfalen. Et ass also kee Geheimnis. Et huet mech awer gewonnert, dass weder deen een nach deen anere vun der Regierung, vun de Regierungsparteien dat hei gesot huet, dass d'nächst Joer am Mee laut dem Statec eng Indexbranche géif erfalen. E sot, et ka souguer schonn...

#### (*Interruption*)

...am Abrëll sinn, et ka souguer schonn éischer sinn. Et ass also kee Geheimnis. Mä da muss ech erëm d'Fro stellen: Firwat gëtt dat dann elo net gesot?

Majo, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wéi bei de Chamberswahlen: Virun de Wahlen kréien d'Leit Steiercadeauen an no de Wahlen kréie se Steiererhéijungen. Hei beim Index kréie se fir d'Gemengen, kréie se eng extra Indexgemengewahlentranche...

#### (*Brouhaha*)

...den 1. Oktober. An no de Wahlen, da gëtt den Index direkt erëm manipuliert. Sou sécher, wéi ech hei stinn! Dat dauert keng acht Deeg no de Gemengerotswahlen, da ginn déi Diskussiounen erëm opgeholl.

An et ass och dann, spéitstens no de Gemengewahlen, wou eis Frënn vun der Sozialistescher Partei ëmfalen. Duerfir sinn déi elo och esou ganz roueg doranner.

#### (*Hilarité*)

Ech erënneren drun, dass den Här Schmit op engem speziellen LSAP-Kongress gesot huet, an der Indexfro bleiwen d'Sozialiste stoen. Ech hunn deemools hei gesot, en hätt de Saz net ganz fäerdeg gesot. Well en hätt misse soen: „An der Indexfro bleiwen d'Sozialiste stoen esou laang, bis se ëmfalen.“

#### (*Hilarité*)

An dat ass elo net méi laang. Deen Dag gesi mer elo lues a lues op eis zoukommen, an deen erliewe mer nach. Virum 1. Abrëll d'nächst Joer hunn d'Sozialisten der nächster Indexmanipulation zougestëmmt.

E weidert Thema, Här President, dat eis vill beschäftigt an och jiddweree vu menge Virgänger beschäftigt huet, dass ass d'Atomkatastroph, déi mer a Japan hunn zu Fukushima. Ech mengen, no dëser Katastroph misst och dee Leschten agesinn hunn, dass d'Atomenergie ni eng Léisung war an och ni kann eng Léisung ginn.

Wann ee virun engem Mount d'Japaner gefrot hätt, ob hir Atomkraftwierker sécher wieren - Äerdbiewen, Tsunami -, dann

hätten déi lech doudsécher geäntwert, déi wiere sécher, déi géifen alles standhalen. A wann den Här Juncker muer bei den Här Sarkozy geet an e freet deen, wéi et mat de franséischen Atomkraftwierker ass, da kënnst Der sécher sinn, dee seet genau esou: „Déi sinn alleguer doudsécher.“

Gelungenerweis hunn d'Fransouse keen Atomkraftwierk niewent Paräis opgebaut. De Reschtrisiko, dee bleift ëmmer an ass net ze verantworten. Mir mussen - a mir hu jo heibannen, géif ech mengen, e Konsens - alles maachen, fir esou schnell wéi méiglech aus där Atomenergie erauszekommen.

Jorelaang hu mer déi Atom-Lobby ënnerstëtzt mat Steiergelder, an et geet nach op ville Plazen op der Welt haut massiv weider, an och iwwert den europäesche Wee, souwuel national wéi europäesch.

Mir mussen verstärkt investéieren an alternativ Energien, an natierlech erneierbar Energien an an d'Energiespueren. Ech brauch elo net hei eise Wahlprogramm ze zitieren, wat mir do drastoen hunn. Vill aner Kolleginnen a Kollegen, oder Kollegen, déi hei geschwat hunn, hunn och hir zitieret. Ech mengen, hei ass keng Partei vir a keng Partei hannen, mat Ausnahm - fairerweis - vun eise grénge Kollegen, déi dat vun Ufank u soten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä all déi aner Parteien, mengen ech, hu mëttlerweil agesinn, dass et net méi esou ka weidergoen, déi eng méi fréi, déi aner méi spéit, mä iergendwéi gesäit all Partei dat an.

An och eng Demokratesch Partei, wéi se virun e puer Deeg eng Pressekonferenz hat a gesot huet, si wier déi éischt Partei, déi eenzeg Partei, déi den Auswee géif kennen, déi huet, mengen ech, e bëssen iwwerdriwwen,...

#### (*Interruptions*)

...well wann Der, Här Meisch, schonn déi éischt wëllt sinn, dann hätt Der missen an Ärer Geschicht e bëssen zrëckkucke goen. Deemools, 1977,...

► **Une voix.** - Oh mei!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Du war ech nach net op der Welt!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo!

► **Une voix.** - Dunn hat ech sechs Joer!

#### (*Hilarité et interruptions diverses*)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass duerfir gutt, duerfir soen ech lech dat, dass Der awer och d'Mémoires...

#### (*Brouhaha*)

...vun Ärer Partei sollt kennen. Zumools wann een esou führend Positionen huet, soll een ëmmer d'Geschicht vu senger Partei kennen.

Ob d'DP haut déi éischt an déi beschte Léisungen huet, dat léisst sech nach beweisen. Mä wat Fakt ass, dass d'DP déi eenzeg Partei ass, déi bis haut praktesch eestëmme op hirem Kongress am Oktober '77 d'écidéiert huet, fir en Atomkraftwierk ze bauen. Dat ass op jidde Fall Fakt an dat sollt een dann a sengem historiesche Réckbléck net vergiesse.

D'Sozialisten hate mat enger knapper Majoritéit deemools...

► **Une voix.** - Den Här Huss!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...e Moraire...

Do war nach de Kollege Huss.

#### (*Hilarité*)

Do war de Kollege Huss, duerfir huet e wahrscheinlech missen aus der LSAP erausgoen, well en dat zu Fall bruecht huet, an huet dunn aner Weeër ageschloen.

Mä och Dir, Här Huss, hat d'Chance, fir lech am Liewen ze verbesseren.

#### (*Hilarité et brouhaha*)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, awer niewent all deene Propositionen, déi elo dëser Deeg gemaach gi sinn an déi mer all an eise Parteiprogramm hunn, géife mir och nach eppes proposéieren.

Et ass net esou einfach - den Här Juncker huet et gëschter gesot, an ech hunn och





dëser Deeg probéiert, wéi een dat mécht, fir un den Öko-Stroum ze kommen -, et ass net esou einfach, mä et geet awer. Mä d'Fro, déi sech stellt, ass, ob d'Regierung net och sollt do eng Initiativ ergräifen an eventuell d'Leit elo an enger éischter Phas zumindest subventionéieren, fir se nach zousätzlech ze encouragéieren, fir eben deen Öko-Stroum do unzehuelen, wou hei am Land awer scho grouss Efforté gemaach gi sinn.

Et stelle sech an där ganzer Diskussioun zwou Froen. An ech sinn een, dee relativ no bei Cattenom wunnt. Ech gesinn all Dag vu menger Kummer aus d'Tiërm.

#### (Interruption)

Ech war och deen eenzege Buergermeeschter, dee virun 30 Joer eng „Anti-Cattenom“-Manifestatioun autoriséiert huet. Vu Réimech bis Diddeleng huet deemools kee Buergermeeschter eng autoriséiert. Ech hu se autoriséiert, obschonn d'Regierung deemools net ganz fro war. Mä d'Leit stelle sech vill Froen, berechtigt Froen, an ech hätt och déi Froen un den Här Statsminister ze stellen.

D'Regierung, den Här Minister Halsdorf huet eis d'lescht Woch an der zoustänneger Kommissioun d'Evakuierungspläng virgestallt, wa géif zu Cattenom - wat mer jo net hoffen! - eppes geschéien. Déi Pläng si wuel esou gutt wéi déi vun deenen anere Länner. Do ass näischt drun auszesetzen.

Mä d'Fro, déi sech gestallt huet an déi net beäntwert ginn ass: Wou gi mer evakuéiert? Wou gi mer evakuéiert!? Mir hunn hei eng ganz Natioun ze evakuéieren.

Wann zu Cattenom eppes geschitt, muss mer wëssen, gétt et Lëtzebuerg net méi. Da gétt et Lëtzebuerg net méi, da muss d'ganz Natioun iergendwéi...

#### (Interruption)

...auswanderen.

Dir sot et richtig: Asyl froen. Et ass allerdéngs kee politeschen Asyl, mir sinn dann Nuklearflüchtlingen, déi Asyl sichen. Mä et ass net fir ze laachen.

Mir müssen eis déi Fro stellen, an ech froen, ob d'Regierung sech déi Fro gestallt huet. Huet d'Regierung sech déi Fro gestallt, wann zu Cattenom eppes geschitt, wou gétt dat Land hei evakuéiert? Mat sengen Institutiounen! Mat sengen Institutiounen, mir hu jo keen Terrain méi, mir hu jo näischt méi. Mir hu keng Verwaltung méi, mir hu keng Archive méi, mir hunn näischt méi. Mir ginn da kuerzfristeg iergendwou evakuéiert, a Lëtzebuerg gétt et net méi.

D'Fro un d'Regierung: Wa se e gudde Plang huet, dee richteg ass, datt mer evakuéiert kënne ginn, wou gi mer evakuéiert, wann esou eppes géif geschéien? A wat geschitt dann?

Déi zweet Fro ass: Wann esou eppes geschitt, wéi gi mer indemniséiert? Wéi kann een de Schued, wann een e Land am Fong vun enger Landkaart sträicht, wéi kann een e Land entschiedegen? Wéi kann ee Privatleit, Gesellschaften entschiedegen?

Et ass mer och eréischt dëser Deeg - dat muss ech éierlech soen - komm, wéi ech an Däitschland an enger Diskussioun dat mat verfollegt hunn, wou du gesot ginn ass, ma, zumindest an Däitschland, déi Atomkraftwierker, déi hätte keng Réckversécherung, et géif keng Versécherunge ginn.

► **Plusieurs voix.** - Néierens!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Néierens op der Welt. Déi wieren net ze versécheren, duerfir wiere keng do. Déi missten dat selwer maachen. Dunn huet dann do ee gesot: „Majo, wat mengt Der dann nach, wat esou eng Gesellschaft wäert ass, wann déi esou e Crash huet? Dann ass déi keen Euro méi wäert, do ass also näischt do, mat deem ka versécher ginn.“

Et sinn also zwou kruzial Froen. An ech mengen, dat ass en Argument fir Lëtzebuerg, well et ass keen anert Land, wat a senger Integralitéit esou gefährdet ass wéi Lëtzebuerg. Wann zu Cattenom eppes geschitt, gétt et muer kee Lëtzebuerg méi, a mir müssen eis froen, wat mer maachen, a wéi mer dat och finanziell iwwert d'Bühn kréien.

Duerfir, Här President, hunn elo op Initiativ vu Gemengen hei am Land, hu Gemenge sech zesummegegess, fir zesummen eben Drock ze maachen an och eis Regierung ze invitéieren, datt se bei de franséischen Autoritéite soll awierken, fir datt Cattenom soll zougemaach ginn.

Mir hunn déi zwou Motiounen, déi déi Gemengen elo an hiren eenzelne Gemengeréit stëmmen, hei iwwerholl, an ech iwwerginn lech déi, Här President.

Ech sinn der Meenung, datt d'Parlament hei och soll déi Motiounen unhuelen a solidaresch all déi Gemengen ënnerstëtzen, déi déi Démarché vun der Regierung verlaangen.

#### Motion 5

La Chambre des Députés,

considérant:

- que les communes luxembourgeoises, situées à l'intérieur du rayon de sécurité de 25 kilomètres autour de la centrale nucléaire de Cattenom, sont profondément choquées et touchées par les événements dramatiques au Japon en relation avec le cataclysme nucléaire de la centrale nucléaire de Fukushima;

- que ce cataclysme démontre que le nucléaire n'est pas maîtrisable à 100%;

- que les nombreux incidents techniques signalés à la centrale nucléaire de Cattenom, notamment survenus ces derniers mois, sont très préoccupants;

- que la centrale nucléaire de Cattenom constitue une menace pour la sécurité des habitants du Grand-Duché de Luxembourg et un péril pour l'existence du pays;

- qu'il y a lieu d'appliquer les mêmes standards de sécurité à la centrale nucléaire de Cattenom que ceux requis pour les centrales nucléaires situées en Allemagne, où l'arrêt de plusieurs centrales a été ordonné par les autorités allemandes;

demande au Gouvernement

- d'intervenir auprès du Gouvernement français et des autres autorités concernées pour exiger l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire de Cattenom;

- de soutenir par tous les moyens disponibles les démarches des communes concernées.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

#### Motion 6

La Chambre des Députés,

considérant:

- les nombreuses interventions de la population, des associations, des communes et du Gouvernement préalables à la construction de la centrale nucléaire de Cattenom et destinées à éviter la construction de cette centrale à la frontière du Luxembourg;

- que d'après les principes du droit international aucun pays n'a le droit d'exposer les pays riverains à des risques graves et non usuels en tolérant, en favorisant ou en réalisant des projets générateurs de pareils risques;

- que les centrales nucléaires ne doivent non seulement satisfaire aux normes de sécurité nationales, mais encore aux normes internationales et en particulier à celles en vigueur dans les pays voisins;

- que les rejets ne doivent en aucun cas provoquer sur le territoire des pays avoisinants des nuisances incompatibles avec la législation de ces pays;

- le jugement du Tribunal Administratif de Strasbourg du 11 juin 1987 annulant les autorisations relatives aux effluents radioactifs des tranches 3 et 4;

- l'interprétation de la Cour Européenne de Justice du 22 septembre 1988 relative à l'article 37 du traité Euratom permettant de conclure que le Gouvernement français a établi des autorisations relatives aux rejets radioactifs en violation du traité Euratom;

- la confirmation du Conseil d'État français du 30 juin 1989 du jugement du Tribunal Administratif de Strasbourg;

- qu'à ce jour une élimination sûre des déchets radioactifs fait défaut et que ces déchets gravent gravement les générations futures compte tenu de la demi-vie des matières fissiles;

- les événements actuels au Japon;

- que l'énergie nucléaire ne suffit pas aux principes d'une politique énergétique durable;

- que la centrale nucléaire de Cattenom ne satisfait pas aux standards actuels de sécurité des centrales modernes et de la dernière génération;

- que la prolongation de l'autorisation de service de la centrale nucléaire de Cattenom vise uniquement une rentabilisation économique de la centrale sans toutefois présenter une étude relative à des améliorations relatives à la sécurité de l'installation;

- que les autorités gouvernementales et communales doivent par tous les moyens légaux protéger la santé des citoyens;

- que pour une technique aussi dangereuse, le principe de précaution doit avoir priorité sur l'intérêt économique;

demande au Gouvernement

- d'user de toutes voies de droit et principalement de contester la légalité relative à la prolongation de l'autorisation d'exploitation de la centrale nucléaire à Cattenom;

- à intervenir auprès du Gouvernement français afin de ne pas autoriser la prolongation de l'autorisation d'exploitation de la centrale à Cattenom;

- de promouvoir par tous les moyens à disposition la sortie du nucléaire;

- de s'engager pour l'abandon de l'énergie nucléaire au niveau européen et international.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Här President, nach e puer Wieder zur Fonction publique. D'ADR bedauert, datt d'Diskussiounen ëm d'Fonction publique an esou enger kontroverser Atmosphär gefouert ginn. Eist Land brauch eng staark öffentlech Fonctioun, déi am Déngscht vum Land, vu senge Bierger a sengen Entreprisë steet. Vill Servicier beim Stat a bei de Gemengen entsprechen deene Kritären, awer leider nach net all oder net gennuch.

Wie motivéiert Beamte wëllt hunn, muss se anstänneg bezuelen a se gerecht behandelen. Anstänneg bezuelen heescht och eng hirer Qualifikatioun an Examen entsprechend Unerkennung. Aus evidente gesamtwirtschaftlechen Iwwerleungen eraus versteet sech och, eiser Meenung no, datt de Stat net an eenzelne Carriären eng déloyal Konkurrenz zum private Secteur ka maachen.

Et soll net esou sinn, datt de private Secteur Leit ausbilt, déi da bei de Stat ginn, well se do fir déiselwecht Aarbecht vill méi verdéngen. Duerfir muss sektoriell iwwer Upassungen nogeduecht ginn, awer ënner strikte Konditiounen. All Vergläich vu Carriären tëschent dem öffentlechen a private Secteur muss och wierklech objektiv a komplett sinn a muss duerfir och vun der Berufsvetriedung vun där enger wéi vun där anerer Sait kënne aviséiert ginn.

D'ADR denkt also och, datt Ännerunge bei den Ufankgehälter beim Stat nëmme punktuell däerfe virgeholl ginn, an zwar do, wou och wierklech objektiv Besoiné sinn.

Déi zweet grouss Diskussioun dréit ëm d'Aféierung vun engem Bewäertungssystem am öffentlechen Déngscht. D'ADR seet neen zu esou enger Iddi, an zwar gläich aus enger Rei vu Grënn. D'ADR fäert doduerch nach eng weider Politiséierung vun der Fonction publique: E gudde Beamten ass dann deen, deen an där oder an där Partei ass, an deem Fall an der LSAP oder der CSV.

D'ADR hätt awer gären eng öffentlech Fonctioun, déi an der Öffentlechkeet nees als politesch neutral ugesi gétt. Elo scho si vill ze vill Posten an der Hand vu Regierungsparteien a ginn och ongenéiert ënner hinne verdeelt, woubäi dee grouss Profiteur d'CSV ass.

D'ADR ass sech bewosst, datt d'Aféiere vun engem Bewäertungssystem a villen Administratiounen, zumools deene méi klengen, d'Aarbechtsatmosphär géif vergëften an d'Vertrauen zerstéieren. Dorun-ner ka wierklech keen en Interessi hunn. Mir stelle fest, datt d'Regierung lues op

deem Punkt zrëcktrëtt, a mir hoffen, datt do och en Accord ka fonnt ginn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

D'ADR weess, well se jo och d'Evolutioun am Ausland kennt, datt d'Aféiere vun engem Bewäertungssystem am öffentlechen Déngscht zu engem administrative Monsterapparat féiert, deen iwwregens och zu ville Prozesser féiert, déi eis administrativ Juridictiounen dann nach weider belastschen.

D'ADR proposéiert een anere Wee, nämlech deen, déi bestehend disziplinaresch Moossnamen op hir Applikatioun an hir Effikasitéit ze iwwerpräiwen, a wann néideg am Kader vun dem aktuelle Statut punktuell Ännerungen ze maachen. Och mir wëllen, datt déi puer schwaarz Schof, déi de Statut vum öffentlechen Déngscht mësbrauchten, kënnen a musse bestrooft ginn. Duerfir brauch een awer net gläich déi ganz öffentlech Fonctioun ënner Generalverdacht ze stellen.

D'ADR huet eng ganz Rei vu konstruktive Propositione fir den öffentlechen Déngscht, déi an eisem Wahlprogramm stinn. Ech wëll duerfir zu deemem Zäitpunkt, Här President, net méi dorobber agoen.

Här President, ech hu virdu gesot, datt ech aus dem Buch zitéiert hunn, wat d'Caritas - de Sozialalmanach - erausginn huet. Ech hat gëschter een Abléck geduecht: „Amplaz nach vill ze schreiwen, hätt een net besser gehat, et géif een einfach dee ganze Sozialalmanach vun der Caritas hei virliesen?“ Well dat war eng Ofrechnung mat dëser Regierung, wéi ee se net hätt kënne besser maachen. Do ass dat soziaalt, dat familljepolitescht Gesiicht vun dëser Regierung wierklech virgefouert ginn, an et hätt een am Fong sech et kënnen einfach maachen an dat Ganzt hei liesen.

Ech wëll just nach zum Schluss, Här President, een Zitat dann aus der Caritas hirem Sozialalmanach hei virhuelen. Zum Schluss schreiwe si, wou se den Här Junker zitéieren: „«Eine Politik sollte man haben», hatte der Premier einleitend zu seiner Rede gesagt, «und nicht nur Politik machen.»“ An d'Caritas seet: „Eine Politik haben sieht anders aus.“ Deem ass am Prinzip näischt bäizefügen!

Här President, d'Politik vun dëser Regierung fir d'Zukunft vun deemem Land ass méi eng grouss Gefor, wéi Cattenom fir eist Land bedeit.

#### (Interruption)

Bei Cattenom kann een nach hoffen,...

► **Une voix.** - Dir sidd nobäi!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Bei Cattenom kann een nach hoffen, datt de Super-GAU net geschitt. Bei dëser Regierung, mat där Politik, déi se am Abléck, ausgeriicht op d'Zukunft vun deemem Land, mécht, kann een net méi hoffen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, no där gréisster Finanz- a Wirtschaftskris zënter dem Zweete Weltkrich, also där ekonomescher a sozialer Katastroph, elo déi gréisste Katastroph an der Geschicht vun der ziviler Notzung vun der Atomenergie, en halleft Jorhonnert no Hiroshima.

Aus deenen zwou Katastrophe schalen déiselwecht Messagen. A béide Fäll: wat fir falsch Gewëssheeten, wat fir falsch mathematesch Modeller, wat fir falsch Prognosen! A béide Fäll: Déi, déi mat dem Risiko oder dem sougenannte Reschrisiko spillen, sinn net déi an der Regel, déi herno de Schued bezuelen. An a béide Fäll ass d'Fro gestallt vun eisem Produktionssystem, vun eisem Wirtschafts- a Sozialsystem, méi nach, vun eisem Zivilisationsmodell. Hu mer also bäigeléiert?



Aus der Finanzkris offensichtlech net vill. Vun deenen éischte kéngen Ukënnegungen am Joer 2008 ass net vill bliwwen. „Und so brummt er weiter, der Casino-Kapitalismus“, zitieren ech dann och aus dem Caritas-Almanach, op deen ech och nach eng kéier zrëckkommen. D'Banken an d'Spéculateure verdéngen elo nach un de Statsscholden, déi se zu engem groussem Deel verursaacht hunn.

An ob mer aus Fukushima léieren? Meng Hoffnung, dass de Wandel vun uewe kënnt, hält sech a Grenzen. D'Geschicht seet eis éischter, dass de Wandel, wann e soll dauerhaft sinn, muss vun enne kommen. Heiansdo geet dat jo och ganz schnell, wéi eis d'Beispill vun den nordafrikanesche Länner bewisen huet. D'Lektouren aus Fukushima ass natierlech un alleréischer Stell, do schéngt mer eis eens ze sinn, de méiglechsten Ausstieg aus der Atomenergie. Et ass awer net nëmmen dat.

D'Lektouren, souwuel aus der Finanzkris wéi aus der Atomkatastroph, wär den Ausstieg aus engem Produktiouns- a Konsumptiounsmodell, deen net fir d'Mënschen an net fir d'Natur nohalteg ka sinn.

Ëmmer méi Wuesstum, ëmmer méi produzieren, ëmmer méi produktiv produzieren, an dann awer nach méi laang schaffen - dorobber kommen ech natierlech nach zrëck -, ëmmer méi kompetitiv produzieren, also och mat enger scheinbar bëlleger Energie, scheinbar, well mer wëssen, dass d'Atomenergie iwwerhaupt net bëlleg ass, wann een déi enorm Subventionne matrechent, wann een déi externen Käschte matrechent, déi emol iwwerhaupt net méi ze iwwerblécke sinn, wann een un d'Lagerung vum Atommüll denkt. A mat Fukushima gesi mer, wéi onmoosseg vill déi Energie ka kaschten, u Mënscheliewen, u Gesondheet, u Folgekäschten, wann et eng kéier schifgeet.

Ëmmer méi Akkumulatioun vu privatem Räichtum op där enger Säit, Aarmut op där anerer Säit, an alles där berühmter Kompetitivitéit ënnergeuerdnet, op Béien a Brieche! Europa, déi „kompetitiv Wëssengesellschaft“ vun der Welt, dee schrecklechen Ausdrock aus der Lissabon-Strategie! Sou, wéi Léin a Sozialrechter der sankrosanker Kompetitivitéit ënnerworff ginn, an domadder natierlech déi sozial Ongläichheete musse wëssen, sou sollen och Wëssen a Wëssenschaft degradéiert ginn zu engem rengen Kompetitivitéitsfaktor. An dann huet och d'Wëssen - hu mer jo elo wierklech daitlech gesinn - destruktiv Konsequenzen.

Mat dem Wëssen am Déngscht vun der Kompetitivitéit ginn um Ufank vum zweete Jordausend Wëssen a Weisheet ausenangerappt. Well d'Weisheet misst eis jo eigentlech soen, dass mer eist Wëssen net asetze fir déi verréckte Course ëm d'Kompetitivitéit, mä dass mer dat fir all Mënschen asetzen, fir dass et hinne besser geet, fir eng wierklech nohalteg Entwécklung um ökologeschen an um soziale Plang. Dat ass et also - wat net manner ass wéi eng Zivilisationsfro!

An da si mer natierlech bei der Fro vum Wuesstum. Den amerikaneschen Ekonomist Kenneth Boulding sot: „Wie mengt, en exponentiell Wuesstum kéint ëmmer weidergoen an enger endlecher Welt, deen ass entweder geckeg oder en ass en Ekonomist.“ Hie war awer selwer een, alerdéngs e kriteschen.

Et geet awer net einfach ëm d'Alternativ Wuesstum oder net Wuesstum. Et geet, mengen ech, dorëm, d'Fro ze stellen, wat soll wëssen a wat net soll wëssen. Sozial an éducativ Déngschtleschtungen a Strukturen, sozial Protektioun, solidaresch Wirtschaftsformen, demokratesch Participatioun - all dat soll wëssen. Net méi wëssen, sondern zrëckgoe soll dat, wat de franséischen Auteur Edgar Morin genannt huet „Konsumvergiftung“. Dat soll zrëckgoen. Zrëckgoe soll déi vollindustrialiséiert Nahrungsproduktioun, d'Produktioun vun ëmmer méi Wechwerfprodukter an esou weider an esou fort. A virun allem muss zrëckgoen déi Konzentratioun vu Räichtum a Muecht an ëmmer manner Hänn!

Genau déi Froe missten zu där noutwendiger, an ech mengen awer och wierklech spannender Diskussioun iwwert d'Entwécklung vun eisem Land gehéieren, och iwwer al an nei Moosse vum Räichtum, vum Wuelstand oder vum Bien-être, wéi se am Moment am Kader vum Sozial- a Wirtschaftsrät respektiv vum Nohaltegkeetsrot diskutéiert ginn.

Mir mussen also, mengen ech, aus där produktivistescher, kapitalistescher Logik eraus. Mir brauchen eng nei Logik vun der gesellschaftlecher Entwécklung, an dat heescht also och eng nei Politik.

Ënnert dem Kapitelitel „Pour une insurrection pacifique“ schreift de Stéphane Hessel - ech mengen, deem säi kuerzen awer intensiven Essai „Indignez-vous“, dee kennt entre-temps jiddwereen, a wien en nach net kennt, deem misst een e recommandéieren -, ech zitieren: «La pensée productiviste, portée par l'Occident, a entraîné le monde dans une crise dont il faut sortir par une rupture radicale avec la fuite en avant du „toujours plus“ dans le domaine financier mais aussi dans le domaine des sciences et des techniques. Il est grand temps que le souci d'éthique, de justice, d'équilibre durable devienne prévalant.»

Dann ass d'Wuesstumsfro natierlech net ze trenne vun der Verdeelungsfro, wann et ëm Gerechtheet geet a wann et ëm du-rabelen Équiliber geet. Well wann et engersäits sécher drëm geet, wat soll wëssen a wat net, wéi ech virdru gesot hunn, a wann een esou mat neien Indicateure moosst, wat gutt wüsst a wat schlecht wüsst, geet et anerersäits natierlech drëm, wéi d'Friichte vun deem Wuesstum verdeelt ginn.

Do geet et, wann et ëm d'Verdeelung geet, net nëmmen ëm finanziell Ressourcen, mä natierlech och ëm déi. Et geet ëm den Zougank zu Gidder a Servicer. Et geet ëm d'Verdeelung vun der Entscheidungsgewalt, vum Wëssen an esou weider. Et kann net sinn, dass mer déi eng zum Verzicht opferderen, während déi aner sech weider onverschimt hir Täsche féllen. Den ökologeschen a soziale Foussofdruck muss also och sozial differenziert ginn.

Wann ech d'Politik vun eiser Regierung moossen un deenen zivilisatoreschen Erausforderungen do, déi vun eiser Zäit, da gesäit se zimlech kleng aus. D'Kris hätt jo eng Chance missen a kënne sinn, fir wierklech ëmzedenken. Déi gouf verpasst!

Nach eng kéier aus dem Caritas-Almanach: „Die verpasste Chance aber besteht vor allem darin, dass eine Zäsur, wie sie in Krisenzeiten vonnöten ist und wie sie auch möglich gewesen wäre, um wirklich eine neue zukunftsfähige Politik zu begründen, nicht als Möglichkeit ergriffen wurde.“ Am Contraire: „Unterm Strich: Die Regierungsvorschläge zeugten weder von einem klaren Konzept noch von einer Strategie. Sie waren und sind sozial ungerecht und unausgewogen.“

Lounbrems, Indexmanipulatioun, méi Eegebededelegung vun de Patienten, eng Pensiounsreform, déi d'Leit soll forcieren, nach méi laang ze schaffen, obwuel een haut mat 45 Joer kaum nach eng Aarbecht fënnt, wann ee keng huet. D'Joresaarbechtszäit hei zu Lëtzebuerg, huet de Premier selwer a senger Ried ënnerstrach, ass méi laang wéi an eisen Nopeschlänner. An d'Produktivitéit misst natierlech och eigentlech weisen a Richtung vun enger Reflexioun iwwert d'Verkierzung vun der Aarbechtszäit, natierlech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg. Mä neen, am Kader vun der Pensiounsreform solle mir d'Liewensaarbechtszäit nach erhéien!

Wa mer méi laang liewen, musse mer méi laang schaffen, oder méi kleng Renten - oder wahrscheinlech fir ganz vill Leit eigentlech béides! Dat nennt de Sozialminister „aktuariell Mathematik“. Ech hunn aus der Mathematik verhalen - wou ech ni besonnesch glänzend war -, dass bei enger Equatioun ëmmer nëmmen dat erauskënnt, wat een dragesat huet. A well och hei eng Erhéijung vun de Recettë quasi ausgeschloss ass, kann natierlech nëmmen eng Kierzung vun de Leeschtungen, a wéi enger Form och ëmmer, derbäi erauskommen.

Ech fannen et méi wéi erstaunlech, dass an där ganzer Diskussioun ausser bei engem haut, nämlech dem Här Bausch, d'Fro vun

de Reserve vum Fonds de compensation ausgeklammert bliwwen ass. Stéiert et den Här Juncker net, dee jo ganz hefteg plädéiert huet fir den Ausstieg aus der Atomenergie, dass déi Reserven, déi jo eigentlech de Versécherte gehéieren a soss kengem, dass déi ouni deenen hiert Wëssen a Wëlle mat Honnerte Milliounen an d'Atomenergie gestach ginn?

Elo, kréie mer erëm eng kéier gesot - dat war bei de Streebomme schon eng kéier esou -, soll no ethesche Kritären eng Selektioun gemaach gi mat der Hëllef vun enger qualifizierter Institutioun. Ech kann natierlech net dergéint wieder. Ech mengen just ganz einfach, dass dat net funktionéiert, well einfach d'Fro sech stellt: Wéi eng Ethik mengt mer? Wéi een Iwwerbléck hu mer iwwerhaupt iwwert déi Entrepenen, an déi mer do investéieren? Ech mengen, mir mussen aus där ganzer Logik eraus. D'Gesetz vun 2004 muss ewech, e Gesetz, wat an der deemoleger Euphorie, huelen ech un, vun de Finanzmäert hei an der Chamber mat enger eenzeiger Géigestämm ugeholl ginn ass.

Eng aner Logik heescht zum Beispill, wéi mir et proposéiert hunn, dass déi zéng Milliarden, oder de gréissten Deel dovun, géife gesat ginn an e sozioökologesche Fong, deen net op de Finanzmäert spekuléiert, sondern dee benotzt gëtt fir d'Finanzierung vun zum Beispill erneierbaren Energien, iwwert déi haut vill geschwat ginn ass, ökologesche Kreditter, Logementer, Aarbechtsplazen, Sozialwirtschaft, Solidarwirtschaft an esou weider an esou fort.

Eng aner Gesellschaftslogik, hunn ech gesot, heescht eng aner Verdeelung. Eng aner Verdeelung, dat heescht awer net, dem angeblech privilegierte Bréifdréier eppes ewechzehuelen, fir dem portugiesische Bauarbechter näischt bäzeginn, oder am Géigendeel, deem säi Loun nach op déi doten Aart a Weis ënner Drock ze setzen.

Op déi doten Aart a Weis vu Verdeelung brauche mer eis dann natierlech net ëm déi wierklech wichteg Verdeelungsfroen ze këmmen. Da kënne se tabu bliwwen, déi héich Benefisser, déi net produktiv investéiert ginn, deen onverschimte private Räichtum, déi enorm Konzentration vum Entscheidungsmuecht, déi eis Demokratie jo eigentlech prinzipiell a Fro stellt.

Wéi wäit d'Majoritéit un deene Froen interesséiert ass, dat hu mer gesi bei menger Interpellatioun iwwer Aarmut an Ongläichheit. Do waart Dir emol net d'accord dermat, fir en Hearing hei an der Chamber ze organisieren mat den Acteuren vun der Zivilgesellschaft, déi op deene Froen aktiv sinn. Dir waart emol net d'accord mat der Schafung vun engem „Observatoire des inégalités“, obwuel, kann ech mech nach erënneren, de Premier selwer bei der Regierungserklärung - wou ech schon eng kéier esou eng Proposition gemaach hunn an enger Motioun, déi natierlech ofgelehnt ginn ass - awer gesot huet, dat wär am Sënn vun engem Räichtums- an Aarmutsbericht eng interessant Iddi. Mä et geschitt awer an deem Beräich näischt!

An ech mengen, wann ee sech keng Instrumenter gëtt an där Hisicht, da kann een och ganz schwéier wierklech Strategien entwéckelen. Wéi eescht d'Regierung déi Froen do hält, dat hu mer och gesi bei dem Programm „Europa 2020“, wou se sech als Zil gesat huet - Dir wäert dat och nach als ambitiöst Zil empfangen -, hei zu Lëtzebuerg an deenen nächsten zéng Joer eng vu 24 Persounen aus der Aarmut ze huelen. Eng vu 24!

De Premier huet gëschter de Goethe zitéiert, a mat dem Goethe schléissen ech dann och of: „Wer sich nicht der Decke nach streckt, dem bleiben die Füße unbedeckt.“ Jo, et kënnt awer drop un, wéi laang déi Decken ass. An de Geheimrat von Goethe, deen hat eigentlech relativ gutt schwätzen, well deen hat eng laang a waarm Decken.

Wann de Stat derfir soll suergen, dass jiddwereen eng laang a waarm Decken huet a weder kal Féiss nach e kromme Réck kritt, well e sech falsch muss strecken oder béien, da muss de Stat och eng laang Decken hunn. An da si mer erëm bei der Fro vun de Recetten. An da si mer bei der Fro, wou mer un Decken kënne schneide goen, déi vill ze laang si fir déi, déi se an där

Längt guer net bräichten. Awer déi Fro ass jo anscheinend nach ëmmer tabu.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Als leschte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt: Den Här Lux huet de Moie mech mam Här Fayot verglach. Ech muss lech soen, dass den Här Fayot wierklech och e Beispill ass fir ganz vill Deputéiert hei, iwwer seng Aktivitéiten, an, Här Fayot, am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg,...

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Loosst mech aus Ären...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...leider verléiere mer do e gudden Mataarbechter, also e gudden Conseiller. Mä, Här Lux, Dir hutt kengem eng Lektouren ze ginn iwwer wéi ee Politik mécht a wéi een dat soll maachen, wann ech déi lescht Wahlergebnisse vun lech perséinlech kucken.

► **Plusieurs voix.**- Oohhhh!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- 10.000 Stëmme verléieren ass vill!

► **Une voix.**- Oh, wéi peinlech!

**(Interruptions diverses)**

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, zum Ordre du jour, iwwert den État de la nation. Erlaabt mer, Här President, dass ech d'„Voix“ vun haut zitieren. Den Titel: «Retour au social - Jean-Claude Juncker a donné la part belle au social hier dans son discours sur l'état de la nation évoquant ces jeunes défavorisés qui peinent à trouver une place au sein de la société. Il a mis le doigt sur bon nombre de déficiences du système luxembourgeois.»

Wat ass de Système luxembourgeois? De Système luxembourgeois ass e System, wou den Här Statsminister och selwer gëschter e Mea culpa gemaach huet: Deen ass net effikass. An ausser, den Här Statsminister géif eis soen, dass de Benny Berg, deen téschent '74 an '79 fir d'Familljepolitik zoustänneg wor - muss ech drun erënnern, dass zënter 1953 - ech wollt net méi wäit goen - dee Ministère vun '53 bis '58 den Här Pierre Frieden, vun '58 bis '59 nach ëmmer den Här Pierre Frieden, vun '59 bis '64 den Här Emile Schaus, vu '64 bis '69 den Här Colling Emile an dann de Jean Dupong, vun '69 bis '74 d'Madame Frieden-Kinnen,...

**(Interruption et hilarité)**

...dann den Här Buchler Jean-Pierre, '74-'79 de Benny Berg, '79-'84 de Wolter Jang, dann de Spautze Jang, '84-'89 de Spautze Jang, '89 bis '94 den Här Boden Fernand, '94-'95 den Här Boden Fernand, a säit '95 d'Madame Jacobs. Also, sauf erreur de ma part, Här President, sinn et, ausser dem Här Benny Berg vu '74 bis '79, nëmmen CSV-Ministernen, déi dee Portefeuille haten.

Also et muss ee selwer soen, dass, wann een e Mea culpa mécht iwwer eng Familljepolitik, déi net produktiv war an déi au contraire vill Problemer mat sech bruecht huet, da kann ee sech selwer vläicht an de Spiegel kucken a sech Froe stellen, ob et net besser wier, an der nächster Majoritéit dee Ministère engem Koalitionspartner weiderzeginn.

Här President, den Här Statsminister huet vill Saache gesot an der Sozialpolitik. En huet ugefaang, fir d'Éischt iwwert de Problem vu Schoulen ze schwätzen, vu Leit, déi keng Plazen hei zu Lëtzebuerg fannen, vu Schüler a vu Kanner, déi ee muss an d'Ausland schécken, well mer net déi adaptéiert Strukturen hei hunn.

Jo, dat stëmmt. A mir wiere selbsterständlech frou, wann Elteren, déi schon all Dag mat deem Problem konfrontéiert sinn, op dat ADHS ass oder aner Forme vu Problem, déi ee Kand kann hunn, och eng Hand géife gerecht kréien an net de Problem mussen dann an d'Ausland geliwert kréien.

D'Schoul ass iwwerhaupt e Problem. Et si scho vill Kollegen, déi doriwwer geschwat hunn. Ech mengen, de leschte PISA-Test 30. Plaz vu 34 ass och en Zeechen, dass eise Schoulsystem vläicht net dee beschten ass.





Eng gutt Schoul. Firwat eng gutt Schoul? Eng Schoul ass d'Formatioun a wann een duerno eng Aarbecht wëllt fannen, ass selbstverständlech déi Formatioun och ganz wichteg.

D'Jugendarbeitslosigkeit: Zu Lëtzebuerg si mer op en héijen Niveau vu 17,6% an an Däitschland 8,6%. Ee Jonken, dee keng gutt Schoul huet, huet och vill Schwierigkeiten, fir duerno eng Aarbecht ze fannen.

De Chômage, dee steigt. Jo. Wat kéint ee maachen, fir de Chômage erofzekeréien? Wéi kéint ee maachen, fir nei Aarbechtsplazen ze kreéieren?

Do gëtt et ee Wuert, mir hunn et déi lescht Méint vill héieren: Kompetitivitéit. Mä sou bal den Här Thiel d'Wuert vun der Kompetitivitéit gebraucht huet oder iergendee vun der Majoritéit, huet nees missen den Här Juncker déi ganz Regierungsequipe op Senningen convoquéieren, well do nees tëschent deenen zwou Parteie se net eens waren.

Ech muss lech soen, Här President, wann ech dem Här Lux nolauschten, deen um leschten LSAP-Kongress den Här Schmit esou encenséiert huet a gesot huet, dass den Här Schmit vill méi effikass wier wéi den Här Biltgen an der Aarbechtsmaartpolitik, da kucken ech just d'Zuelen. Den Här Schmit ass am August 2009 Aarbechtsminister ginn. Mir haten deemools 14.234 Chômeuren. Mir hunn der am Februar 2011 16.945. Et ass eng Augmentatioun vun 19%. Wann dat fir den Här Lux gutt geschaff ass, wann dat fir d'Sozialisten - „Mir paken et un.“ - am Intérêt vum Land ass, wann ech gelift: „Paakt et net méi un. Loosst et falen!“

### (Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Statsminister huet och gëschter vu jonke Leit geschwat, déi Problemer mat Geriichter kréien, vu Placemeter fir Familljen.

Ech muss lech soen, virun e puer Joer hu mer en Text hei gestëmmt. Also mir haten e scho laang diskutéiert, den ONE. Mir kruten elo viru kuerzem nach en Avis, dee jo net grad réjouissant wäert si fir eis Familljeministesch. Mir haten eng Commission «jeunesse en détresse», wou den Här Weiler President war, wou ech laang gefrot hunn, d'Madame Frank, ob mer déi net kéinten eng Kéier kucken. C'est resté lettre morte.

Et wier gutt gewiescht, wann all déi Propositionen, déi deemools tëschent '99 an 2004 scho komm wieren,...

### (Interruption et hilarité)

...tëschtent '99 an 2004 schon diskutéiert gi wieren, déi nach ëmmer richteg sinn.

### (Interruption)

Fir bei e Jugendrichter ze goen, fir e Kand ze placéieren, ass bestëmmt keng agréabel Situatioun, an et wier gutt gewiescht, wa mer deen ONE, elo wéi e vun der Regierung virgesinn ass, net esou gemaach hätten, mä esou wéi d'Oppositionspartner hei - déi gréng an d'DP - deemools gefrot haten. Et wier besser gewiescht, et hätten een net vun uewen erof, mä zesumme mat de Leit gekuckt, Léisungen ze fannen.

Den Här Statsminister, Här President, sot gëschter: Familljen, déi net eens ginn. Et si vill Familljen, déi net eens ginn. Déi eng mat de Kanner, déi aner finanziell. Mä Sue ginn net duer!

Hei zu Lëtzebuerg hu mer ganz oft d'Gefill: Wann een e Problem huet, da kritt e Suen, an da kucke mer, dass en eens gëtt.

Dat geet net duer. Ech gesinn et selwer an der Gemeng Lëtzebuerg, wéi oft e Leit huet, déi en RMG kréien oder e Mindestloun hunn an awer an der Fal vum Surendement sinn an duerno Enn des Mounts net méi wëssen, wéi si zwee Enner beieeneekréien a wéi se iwwerhaapt eppes Korrektes nach kënnen iessen oder iergendeng Aktivitéit kënnen maachen.

Den Här Statsminister huet och vu jonke Leit geschwat, déi fortlafen, vun de Fugueuren. Ech sinn do frou ze wëssen, dass mam Ministère de la Famille elo e Groupe de pilotage do ass, fir esou en Haus ze kreéieren. Et ass héich Zäit ginn!

Et kann een net hei soen, dass et deem engen oder deem anere seng Schold ass. Et

wor e Problem vun der Autorité parentale, dee selbstverständlech huet och misse mam Parquet gekläert ginn. An ech si frou, dass et do an deem Dossier och weidergeet.

Här Statsminister, also dat, wat Der gëschter als Erneuerung ugekënnegt hutt, ass eppes, wat zesumme mat Ärer Nopesch scho säit Joren an der Diskussioun ass, a wou ech och frou sinn, wa mer deen esou séier wéi méiglech kënnen opmaachen.

D'Preventioun ass och gëschter gefall. Streetworker. Den Numm Streetworker ass och hei zitéiert ginn. Ech si frou, Här Statsminister, dass Streetworking elo eppes ass, wat Der och entdeckt hutt, mä da sot Ärem Noper hannendrun och Bescheed, dem Här Halsdorf.

Eisen Innenminister bréngt et jo fäerdeg, fir géint d'Kriminalitéit virun allem Kameraen ze installéieren, well een da mengt, dass ee vläicht Problemer geléist géif kréien. Dir sot et selwer: D'Preventioun ass nach méi wichteg. Ma ech wier da frou, wann den Innenminister elo an Zukunft deene Gemengen, déi Streetworker hunn, an deene verschidde sensibele Quartieren, dann och vun der Regierung eng finanziell Spréitz géif ginn, fir do kënnen deene Gemengen ze hëllefen.

Réinsertioun, och vun all deene Leit, déi um Bord vun der Gesellschaft sinn. Dir hutt och - et sinn nach zwee Dossier, wou een... Also et sinn nach e puer Saachen, wou ee kéint diskutéieren. D'Réinsertioun, den Här Biltgen huet eis ugekënnegt an der Justizkommissioun, dass se géifen d'Réinsertioun, och vun deene Leit, déi am Prisong setzen, wat och ganz wichteg ass.

Well d'Zuel vun de Leit, déi Wiederholungstäter sinn, ass selbstverständlech ganz gross. A wa mer deene wëllen eng Perspektiv ginn, an dass de Fait psychologique vun der Peine soll dee sinn, ze wëssen, firwat een dosouz an dat net méi mécht, ass selbstverständlech d'Réinsertioun och ganz wichteg. A mir hoffen, dass mer virun Enn vun dëser Legislaturperiode och vum Här Biltgen wäerte Propositionen kréien.

Här President, den Här Statsminister huet och gëschter vun de Sans domicile fixe geschwat. Vun de Leit, déi op der Strooss sinn. An ech sinn och frou, dass e gesot huet, dass do eng Stratégie nationale misst sinn. Ech hunn dat Wuert „nationale“ richteg héieren. Ech wier frou, wann déi aner Gemengen och Sozialstrukture géifen opmaachen.

Här Statsminister, eng Fixerstuff gëtt et am Land am Moment; dat ass déi an der Stad. Ech héieren all déi Gemenge mat deem „s“ dran, vu Sozialisten iwwer Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei, wou deen „s“ jo esou gross ass. Ech waarden do op déi éischt Infrastruktur, déi iergendwou an deem Land hei nach opgemaach gëtt, wéi déi eenzeg op der Gare.

Et wëllt keen esou eng Struktur, huet een hei d'Gefill, wann een hinnen nolauschten. Op jidde Fall, ech ka mech erënneren, dass am Norde vum Land direkt gesot ginn ass: Mir wëllen esou eng Struktur net bei eis an der Géigend hunn.

Et geet net duer, dass all Gemeng gären e Centre culturel, eng Schwemm a schéin Infrastruktur kritt, eng nei Crèche gebaut kritt, mä wann et dréms geet, duerno d'Sozialstrukturen ze kréien, dann net de Fanger wëllt ausstrecken, au contraire de Kapp an de Sand stécht.

► **Une voix.** - Dat ass richteg!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - D'Drogopolitik, Här Statsminister, ass gëschter och, wéi gesot, dat elo vun der Fixerstuff als Beispill, mä et sinn aner Programmer, déi de Gesondheitsminister och ugekënnegt huet. Hie fënnt an eis e Partner, mat deem ee ka schaffen, a mir wiere frou selbstverständlech, wann dee Phenomeen vun den Toxicoen hei zu Lëtzebuerg och endigéiert kéint ginn.

Här Statsminister, Dir hutt och vun Demandeurs d'asile geschwat. Ech ka mech nach erënneren - Här Fayot, ech muss lech nach eng Kéier elo zitieren -; 2000, en Här Fayot, deen um Findel mat war, well do e Fliger mat Réfugiéien zréck an hiert Land geschéckt ginn ass.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - En ass jo och 2002 als Zeien um Geriicht gewiescht.

Wann haut dat, wat den Här Schmit ugekënnegt huet, den Här Frieden wär, wou wieren dann den Här Fayot an d'Madame Spautz an d'Madame Err?

Mä well et den Här Schmit ass, kritt en alt léiwer eng „standing ovation“ op sengem Kongress gemaach, wéi deemools, wann et den Här Frieden gewiescht wär, do carément vun de Jongsozialisten Autocolanté gemaach ginn oder „au scandale“ geruff an den Här Frieden an den extrem rietsen Eck ze setzen.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Oh, wat eng Constructioun ass dat doten!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, Här Fayot, et soll een...

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Oh Mamm, oh Mamm!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech krut jo virun erklärt, et soll een d'Geschicht jo net vergiessen. Erlaabt mer op jidde Fall dat heiten, och deen Historique do ze zitieren.

### (Interruption)

Ech froe mech, wann den Här Schmit elo déi Éischt zréckschéckt, ob Dir dann och nees op d'Busgare gitt, op d'Charly's-Gare oder op d'Gare gitt, fir do d'Busser ze stoppen, fir ze soen: „Hei, déi dote ginn net mat.“

Wat immens wichteg ass, dat ass, dass am Dialog, an dat ass scho virun e puer Orateure gesot ginn, am Dialog an an Transparenz déi ganz Flüchtlingsproblematik zesumme gekuckt gëtt.

Ech muss lech soen, well virun hunn ech lech d'Beispill gesot vun de soziale Strukturen, dass deen éischte Buergermeeschter, dee jo gemeckert huet, dee vu Bäerdref ass, dee vu Bäerdref - dat Duerf am Fong, wou den Här Schmit och nach wunnst a wou den Här Schmit jo och gehollef huet, dass den Här Walerius Buergermeeschter gëtt. Dat ass deen Éischten, dee gesot huet, hie wëllt keng esou Struktur bei sech kréien. Den Här Walerius, selwer Member och vun der Lëtzebuurger Sozialistescher Aarbechterpartei, ass deen, dee seet, dass e keng esou eng Struktur wëllt.

Dat gëtt et och op deem anere Wee.

Den Här Biren vun der CSV Bouneweg ass deen, deen am meeschte jäizt, dass e keng sozial Strukturen op Bouneweg wëllt. Also, et gëtt der e bëssen iwwerall.

Här President, dat, wat wichteg ass, dat ass, dass een zesumme mat de Gemenge kuckt, Léisungen ze fannen an zesumme mat deene Responsabele vum Terrain och kuckt. Mir mengen, dass et och wichteg ass, dass d'Prozedure séier sinn an dass awer en Double degré de juridiction muss bäibehale ginn. Egal wat Der wëllt maachen, muss de Respekt vum Principe d'État de droit respektéiert ginn.

Här President, den Här Statsminister huet och vum Suicide geschwat. Ech erënnere mech, 2007 hunn ech selwer eng Interpellatioun gemaach, a vill Neies ass et net ginn. Mir hunn eng Moyenne, déi zimlech héich ass, et gëtt gesot vu 70 Suicidé plus ou moins am Joer, mä et wier eng Dunkelziffer. A mäi Kolleg, den Änder Bauler, deen och viru kuerzem hei eng Heure d'actualité gefrot huet, hat jo och d'Zuel gi vun de Leit, déi Kontakt sichen iwwer SOS-Détresse oder aner Réseauen. Dat heescht, et gëtt e Malaise an eiser Gesellschaft.

Et geet ville Leit schlecht hei am Land! Dat heite sinn déi, ausser dem Suicide, wou een et gesäit, wou een et matkritt.

Et geet och ville Frae schlecht mat där Politik, déi des Regierung mécht. Vill Fraen, déi sech Froe stellen, wann et em d'Ofdreiwung geet.

Här President, et ass traureg ze gesinn, dass hei parteipolitesch gekuckt gëtt an net am Intérêt vun der Fra. Déi zweet Konsultatioun, an d'Madame Polfer huet selwer déi Proposition de loi vun der Madame Err nees eng Kéier iwwerholl, well déi besser ass wéi deen Text, deen am Moment do ass, fir ze insistéieren, dass deen, deen de Choix muss treffen, d'Fra ass, an

dass net déi Fra, déi schon eng vun deene schwierigste Situatiounen (veuillez lire: Décisionen) an hirem Liewe muss huelen, nach muss gesot kréien: „Elo gees de nach dohin, an do erklärt een dir, wat ofdreiwien ass.“

D'Preventioun ass wichteg, fir mat jonke Leit iwwer Ofdreiwung a Verhütungsmittel ze schwätzen. Mä wat maacht Der mat enger Fra vu 40 Joer, déi schon zwee oder dräi Kanner huet, déi dann e Choix trëfft? Muss déi dann do nach erklärt kréien? Wat ass dat fir eng droleg Situatioun - och wann een d'Exiguitéit vun eisem Land kennt, wéi kleng et ass?

Haalt dach op, parteipolitesch hei ze denken, a suivéiert déi Meinung, déi mir dès le départ getraff hunn! Well ech hunn Angscht, wien dann duerno dee grouse Perdant ass an där Geschicht: Dat ass d'Fra!

Well wann duerno d'CSV net wëllt alenken, well se einfach sech soen: „De Sozialiste kënnen mer des Kéier net Recht ginn an da bleiwe mer bei eiser Meinung“, da gëtt ebe guer näscht gemaach an deen alen Text bleibt a Kraaft. An dee grouse Perdant, wéi gesot, Här President, ass dann d'Fra.

Et gëtt aner Problemer, wou een net onbedéngt keen Diplom huet, wou een net onbedéngt Enn des Mounts grouss Problemer huet, fir déi zwee Enner beieeneekréien, mä wou ee Schwierigkeiten huet, en Haus, en Daach iwwer dem Kapp ze hunn.

Ech ka mech erënneren, Här President, virun e puer Joer huet den Här Juncker hei op dëser Plaz bei enger Debatt, also bei senger Erklärung zur Lag vun der Natioun gesot, e géif den Immobilienhändler d'Liewe schwéier maachen an e géif Terrainen op de Marché ginn, an domadder géifen d'Präisser och erofgoen.

Ech hunn d'Evolution gekuckt vun de Präisser vun deene leschte Joren. Här Statsminister, ech waarden op déi Baisse, esou wéi déi vill Leit, déi lech gewielt hunn, wéi Der och gesot hutt: „Jonker wile Juncker“, an déi gemengt hunn: „Mat deem Statsminister bezuelt mer manner deier Terrainen.“ Ech gesi keng Baisse vun de Präisser.

Zu Lëtzebuerg ass de Präis vum Meter carré vun engem Appartement 3.740 Euro, bei deenen nie 4.607 Euro; an Däitschland, am Saarland 1.344, Rheinland-Pfalz 1.476 an Nordrhein-Westfalen 1.699. Dat heescht, ech kann elo och nach d'Belsch a Frankräich zitieren, mä et huet kee Wäert. Mir gesinn hei, dass dat, wat ugekënnegt ginn ass virun e puer Joer, op jidde Fall net vill bruecht huet.

Dunn ass gesot ginn, de Pacte «Logement», dat wär de grouse Remède. Et sinn nei Terrainen, et sinn nei Projete komm. D'Gemenge sinn incitéiert ginn, mä d'Recette miracle, Här Statsminister, war et net.

Vill jonk Leit och wiere frou, wa se eng Plaz kéinte kréien, fir hir Kanner versuergt ze kréien. Bei de Crècheplazen hu mer och nach vill Nachholbedarf. Et ass gesot ginn, et géif elo an de Schoulen, an de Foyerscolaire gekuckt ginn, mä et ass och wichteg, fir déi kleng Kanner weider do ze ënnerstetzen. An dat ass net mam Chèque-service, wou een de Leit dann d'Gefill gëtt, dass se dann och automatesch eng Plaz géife kréien, esou wéi verschidde Leit et verstanen hunn. Dat ass, hinnen eppes an d'Aen ze streeën a wou se duerno nëmmen enttäuscht sinn, wa se näscht fannen.

Här President, den Här Statsminister huet gesot, dass et seng 16. Deklaratioun wär. Ech hat verstan, wéi wann dat dote seng éischt gewiescht wär, wou e gesot huet, dass alles, wat bis elo an der Sozialpolitik gemaach ginn ass, schlecht war, an dowéinst mir elo mat där neier Regierung hei, fir et besser ze maachen. Neen, et wor déi 16.

Wat hu mer kritt? Vill Problemer krute mer beschriwwen, mä keng Léisungen. Keng Léisungen.





Firwat? Well mir hunn eng Regierung, déi vill weess, Här President. Mä eng Regierung, déi net vill kann!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun. Elo kritt d'Wuert den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mech fir d'Éischt derfir entschëllegen, dass ech am Ufank vun der Debatt an och Streckeweis zwëschenuewer net konnt hei sinn. Dat ass d'Ursach d'Situatioun a Portugal bedéngt, wou ech den Owend muss een Eurogroup zu Budapest leeden. An et ass wéi verhext, dass ëmmer, wa mer hei iwwert den État de la nation schwätzen, eng Kéier d'Ire schlecht dru sinn - dat war d'lescht Joer de Fall -, eng aner Kéier d'Portugiesen.

Ech si frou, dass mer nëmmen eng Erklärung zur Lag vun der Natioun am Joer hunn, well elo wiere mer geschwënn op 17 - bal op 17.

(**Interruption**)

Duerfir sinn ech awer dankbar, dass dat net kritiséiert ginn ass.

Ech wëll mech och, Här President, kuerzfaassen, well mir mussen herno nach anzousch anescht goen, an déi Sitzunge vun haut a vu muer muss virbereet ginn. Ech géif all deene gäre Merci soen, déi hei an der Debatt intervenéiert sinn. An ech hunn och ganz opmierksam, soufern wéi dat méiglech war, nogelauschert an eigentlech den Toun vun där Debatt hei ganz an der Rei fonnt an der Situatioun, an där mer eis befannen, ugemess fonnt.

Ech kann elo leider net op alles agoen, wat an där Debatt gesot ginn ass, maachen dat awer bei Geleehheet. An näischt geet einfach esou laansch, wann et entweder rasonabel ass oder rasonabel kléngt. An ech hunn och an de Riede vum Här Meisch a vum Här Bausch duerchaus Rasonabeles an Nodenkenswertes eraus kënnen destilléieren, an domat wäert d'Regierung sech selbstverständlech beschäftegen.

Ech hunn hei souwisou op déi aner Riedner een enormen Nodeel. Hei kënt jiddwereen hin a seet am Numm vu senger Partei, net wat em esou afält, mä wat en denkt. An ech sinn deen eenzege Geck hei,...

(**Hilarité**)

...deen ëmmer muss fir zwou Parteien, eng Regierung a fir eng Majoritéit schwätzen.

Mä gitt emol eng Sekonn dovun aus, dass ech, wann ech just ech wier, ganz aner Riede géif halen an dass ech och ganz aner Äntwerten heibanne géif ginn.

► **Une voix.** - Ma dat gleewen ech!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An ëmmer, wann ech emol esou soen, wat ech da selwer denken, gëtt et jo éischters meeschtens...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dir misst dat emol eng Kéier testen, Här Statsminister!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...décken Tapage.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dir misst dat emol eng Kéier testen!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - A wann ech soen, wat ech selwer denken,...

Här Hoffmann, ech hunn 30% vun deem, wat Dir gesot hutt an Ärer Interventioun, an deene leschte sechs Méint zwielefmol gesot. Manifestement ass d'Faculté d'écoute bei lech och net méi ausgeprägt wéi bei aneren, soss hätt Der dat alt schonn emol kënnen ophuelen, dass viles vun deem, wat Der gesot hutt, duerchaus och an anere Leit hire Schwämm opgaangen ass.

Mä wann ech soen, wat ech denken, da kréien ech gesot: Sou d'äerf ee Statsminister net schwätzen! Wann ech mech mat engem hunn, gëtt gesot: Wat fir e Stil huet deen dann elo op eemol ugefaangen?

An dat ass och, well esou lues a lues esou vill jonk Leit heibanne sinn, déi net méi wëssen, wéi ech da fréier emol war,...

(**Hilarité et interruption**)

...wéi ech nach just fir mech selwer konnt schwätzen. Ech hu mech déi Zäit och besser fonnt.

(**Hilarité**)

Mä elo muss ech ëmmer fir anerer matschwätzen.

A wann ech hei meng 16 Erklärunge virgueluecht hunn, an déi hunn lech alleguer net gefall, Här Bettel, dat verstinn ech, well et waren der jo fënnf derbäi, déi ech fir eng Regierung gehalen hunn, an där Är Partei och vertraude war. Dir hätt wéinstens déi fënnf kënnen gutt fannen, statt se allegueren an een Dëppen ze geheien. Do gehéiere se net dran, well et war jo wéinstens eng Period vu fënnf Joer dran, wou dat, wat ech hei gesot hunn, awer muss rasonabel gewiescht sinn.

An ech halen der och nach e puer,...

(**Interruptions et hilarité**)

...sou dass Ären Enttäuschunge keng Grenze gesat sinn an deenen nächste Joren.

Mä onofhängeg dovun wollt ech lech soen, dass d'Ministeren op déi respektiv Motiounen äntwerten. Ech wollt just e puer allgemeng Iwwerleeungen zu de Statsfinanzen nach untrieden, well mech do awer eppes berouegt huet an eppes geheit.

Berouegt huet mech, dass heibannen u sech am Generelle keen Diskurs gefouert ginn ass, deen dra bestanen hätt, fir ze soen, d'Kris ass eriwwer, d'Problemer si geléist a mir kënnen zur Dagesuerdung iwwergoen.

Och d'Oppositionsparteien hunn hei - vun de Majoritéitsparteien hunn ech dat souwisou erwaart - däitlech gemaach, dass si der Meenung sinn, dass de Konsolidéierungs- a Spuerereffort vun de Statsfinanze muss virgoen. Et ass hei net dee Ruff erklong, deen ee partiell an den Zeitunge liest an zum Deel a Gewerkschaftslandschaften ka besichen, wéi wann elo das Ende der Veranstaltung kéint ugepaff ginn a wéi wann een elo einfach kéint zur Dagesuerdung iwwergoen. Sou dass sech schonn eng Prise de conscience gehal huet, déi doranner besteet, fir ze soen, dass ee weider muss konsolidéieren.

Eenzel Oppositionspriecher si souguer ganz streng mat der Regierung ze Gerecht gaang, well de Budgetsdefizit oder de gesamtstaatlechen Defizit - mä besonnesch dee vum Zentralstat - besonnesch héich wier. An et ass jo genau un deem senger Reduktioun, wou d'Regierung schafft, fir dass mer am Joer 2014 am Plang vun den allgemengen, vun de gesamten öffentleche Finanzen erëm op eng Situatioun vum Équilibre kommen. Ech wëll nach eng Kéier soen, dat betrëfft déi gesamt öffentleche Finanzen an net nëmmen den eigentleche Statsbudget.

Ech héieren oft während dëser Debatt - heiansdo heibannen, heiansdo dobaussen -, dass dovun geschwat gëtt, wann de Budgetsdefizit op null soll bis d'Joer 2014 erfrogesat ginn, dat bréngt kee fäerdeg. A géife mer dat wëlle maachen, da géife mer selbstverständlech Aschnëtter misse virhuelen am Sozialnetz, déi net an dëser Zäit tolerabel wieren, a mir géifen de Risiko lafen, dass mer konjunkturfährdend Gesamteffekter duerch eng iwwerdriwwe Spuerpolitik op der falscher Plaz géifen erzielen.

D'Regierung fiert selbstverständlech virun an hiren nächste Budgeten, d'Fonctionnementskäschtchen vum Stat weider erfrozesetzen. An eigentlech misste mer - duerfir feelt eis awer haut d'Zäit - emol nach eng Kéier iwwert dee Begrëff richtig schwätzen, well jo do dat eent mat deem anere verglach gëtt, an déi zwee, déi passen u sech net richtig beieenen. Déi Aspuerunge bei de Fonctionnementskäschtchen, déi mer ausgewisen hunn, dat sinn déi, déi dem Code économique entsprechen, ënnert

deen déi Kategorië falen. Et si selbstverständlech vill Fonctionnementskreditter iwwert déi genannten Zuel eraus no ënne revidéiert ginn, an deen Exercice muss selbstverständlech virgoen.

Grad wéi dat, wat den Här Meisch hei suggeréiert huet, déi Übung, déi och amgaangen ass, gemaach ze ginn an déi d'lescht Joer schonn zum Deel gemaach ginn ass, déi doranner besteet, fir dee ganze Subventionsgaart emol eng Kéier ze duerchforsten, eng ass, déi ee muss viruféieren a wou een dann och déi geballte Kohäsion vun der Lëtzebuurger Politik brauch, fir eenzel Gewunnechten, déi keng Daseinsberechtigung eventuell kënnen hunn, erëm ofzestellen. Déi Konsolidéierung gëtt also virugefouert.

Déi Tatsaach, dass mer 900 Milliounen Recettes am Joer 2010 méi erakritt hu wéi erwaart, déi gëtt an de Riedebäitrag vun Einzelne méi héich opgehaang wéi déi Tatsaach, dass mer nach esou vill honnert Milliounen Defizit hunn. An ech hätt léiwer, dass eis Rieden iwwert d'öffentlech Finanze mat der Defizitbeschreiwung géifen ufänken an dann eréischt op déi relativ Verbesserung vum Joer 2010 géifen agoen, wéi dass mer dat ëmdréien.

Déi Rieden, déi dermat ufänken, dass mer jo 900 Milliounen méi erakritt hunn, déi halen ni dermat op, dass mer also nach musse viruspueren. Gelungenerweis! An déi Rieden, déi dermat ufänken, dass mer esou vill honnert Milliounen Defizit hunn, déi fuere virun ze soen, dass mer nach esou vill Milliarde prévisiblement musse bis un d'Enn vun der Legislaturperiod léine goen an dass mer duerfir musse spueren. An duerfir sinn ech, bis an d'Rei vun der Opposition eran, deenen dankbar, déi déi richtig Reienfolleg eigentlech hei observéiert hunn, wa se virgedroen hunn.

Nu géif ech eigentlech gären Einzelnen op hir Bäitrag méi am Detail äntwerten. Ech wëll e puer Saache kloerstellen. Ech sinn ee Mënsch, dee relativ europakritesch genuch ass, fir net all Kéiers Tréinen an d'Aen ze kréien, wann een dat Wuert Europa seet oder wa Referenz geholl gëtt op d'Bréisseler Décisionen. Ech halen déi net alleguer - wéi gewosst ass hei am Haus - fir integral gelong.

Mä ech wëll awer trotzdem soen, an dat hat ech och gëschter scho gesot, dass ech net fannen, dass dat Wuert Kompetitivitéit een obszönt Wuert ass. An ech sinn och der Meenung, dass déi, déi net op d'Wettbewerbsfäegkeet vun hirer Economie uechten, d'Land, d'Wirtschaft an d'Leit an d'Ongléck dreiwien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Fir ze mengen, et bräicht ee keng Betriber, déi Benefiss maachen - ech sinn der Meenung, dass déi sollen anstänneg besteiert ginn -, wann ee mengt, et bräicht een net u sech selwer ze schaffen, fir besser ze ginn, wann een net weess, dass, wann ee méi kleng ass, ee méi séier muss si wéi déi aner, dann huet een d'essenziell Rhythmik, no där d'Land muss funktionéieren, net regelrecht integréiert.

A fir och déi europäesch sougenannte Lisbon-Strategie, déi scho längst net méi esou heescht an déi elo 2020 heescht, doduerch ze dénigréieren, dass ee mengt, dat wier soss näischt wéi e Programm zur Lounreduktioun an zum sozialen Ofbau, ouni zur Kenntnis ze huelen, wat fir aner Elementer dass an deene Strategien drastinn, notament drageschriwwe gi sinn, wéi ënner Lëtzebuurger Presidentschaft d'Lissabon-Strategie 2005 reformuléiert a reorientéiert ginn ass, mécht d'Saach net méi einfach. Well notament 2005 dee ganze Beräich Cohésion sociale, dat heescht och de Kampf géint d'Aarmut, an dee ganze Beräich Développement durable, dat heescht eng konzentréiert europäesch gemeinsam Virgehensweis a Saachen Émwelt, déi si bäikomm.

Duerfir soll ee komplizéiert Sachverhalter, fir se besser kënnen ze behandelen, net doduerch verkierzen, dass ee se strikt vereinfacht. Dat hëlleft der Saach u sech guer näischt.

Ech wëll zur öffentlecher Fonctioun soen, well dat jo a villen Debattebeitrag hei eng Roll gespilt huet, dass et der Madame Modert an dem Här Biltgen an der ganzer Re-

gierung précisément net drëm geet, hei Sanktionsmechanismen ze erfannen. An duerfir weisen ech déi Proposition vun der ADR och strikt zréck, fir op deen Evaluatiounssystem ze verzichten an en duerch eng Verschäerfung vum Disziplinarrecht ze ergänzen. Et geet eis net drëm, fir ze sanktionéieren a fir mat aller Gewalt - obschonn déi Reform muss kommen, dat huet den Här Bausch zu Recht gesot - d'Disziplinarrecht beim Stat ze iwwerpräiven.

Et geet eis dorëm, doduerch, dass ee sech regelméisseg fir seng Aarbecht interesséiert respektiv regelméisseg fir seng Aarbecht interesséiert gëtt, sech selwer besser mécht, fir dass déi ganz öffentlech Fonctioun an dee ganze Statsapparat ka besser ginn. An duerfir ass dat eppes, wourop ech och perséinlech grouse Wäert leeën, dass déi Evaluatioun gemaach ginn.

Et ass keng Anomalie, dass ee sech evaluéiere léisst an dass ee sech och doduerch ëmmer mat evaluéiert, dass ee sech Motivatiounsschibb och dohinner siche geet, wou ee se kann hierkréien, an dat ass am Gespréich mat senger Kollegen. An duerfir gëtt och déi Reform gemaach. Déi Modalitéite si jo amgaang gekuckt ze ginn.

Déi Gespréicher ginn iwwregens virugefouert vum Här Biltgen a vun der Madame Modert, déi mä vollt Vertrauen hunn an där Reform. An ech war e bëssen iwwert déi zäertlech Zuwendung vun der CGFP gëschter an hirem Communiqué iwwerrascht, déi gemengt hunn, elo hätt ech déi Reformen an der Fonction publique zur Chefsaach erkläert.

Wann all Thema, zu deem ech hei eppes soen, doduerch automatesch Chefsaach gëtt, da kënnen mer alleguer déi, déi dosetzen, heemschécken. Esou ass dat jo awer net, dass, wann hei de Statsminister een Thema nennt, doduerch déi aner Leit vun hirer Aarbecht befreit wieren.

Ausserdeem weess d'CGFP, dass se mat mir net ëmmer ganz gutt eens gëtt, wann et op d'Saach ukënnt. Duerfir ass et besser, si verhandele mat deenen, déi vun deem Problem wierklech eppes kennen an déi sech, wéi ech fannen, mustergültig an déi Matière ageschafft hunn.

Zum Index wëll ech soen, dass do d'Kaarte kloer um Dësch leien. Mir hunn en Accord am September mat de Gewerkschaften getraff. Dee kennt Der a senger verschiddene Parteien, déi ee kann opschloen.

Ech hunn hei gesot, mä den Här Gibéryen, deen ass entweder net an deene Sitzungen, iwwert déi e schwätzt, oder e lauschert an deene Sitzungen, wou en ass, net no, dass mer am September - dat ass also virun de Gemengewahlen -, am September géife mat de Gewerkschaften iwwert d'Perspektiv schwätzen an dass mer d'nächst Joer am Fréijoer eng Indextranche kréien, déi ech hei kloer och an hirer Wahrscheinlechkeet ënnerstrach hunn.

An duerfir féiere mer déi Gespréicher, an da kucke mer, wat derbäi erauskënnt. Déi féiere mer mat de Gewerkschaften, déi féiere mer mat de Patronatsorganisationen. A wa mer do zu kengen Accordé kommen, mir awer mengen, mir missten een Accord fannen, da gëtt dat selbstverständlech hei am Parlament op ee Regierungsvorschlag hi gemaach. Immobilismus an där Fro ass jiddefalls net déi Marschuerdung, déi ech mer fir déi nächst zwielef Méint do virstellen.

Nu war ech iwwert dem Här Gibéryen säin Debattebeitrag - wéi ëmmer - net iwwerrascht, well dat gläicht sech; et ass bal wéi mat mengen Erklärungen zur Lag vun der Natioun: Et ass ëmmer datselwech.

(**Hilarité**)

An duerfir ass et och normal, dass ech ëmmer déiselwech Äntwert...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir ännert lech net!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, ech ännere mech net, Här Gibéryen. A wësst Der, wat ech mer ëmmer soen? Firwat soll ech mech änneren? Well et kënnt jo vun Ärer Säit keng aner Reaktioun, wéi déi, déi ëmmer komm ass.

Gott sei Dank denken ech awer ni un lech eleng, bal souguer net,...



**(Hilarité)**

...wann ech déi Erklärung zur Lag vun der Natioun virbereeden, an hunn do een anert Publikum am Viséier, wat eigentlech mat dem Begrëff Publikum net institutionell korrekt beschriwwen ass, dat sinn d'Bierger vun dësem Land.

Mä schwätzt wann ech gelift net méi iwwer Virgäng, wou Der net derbäi sidd. Zum Beispill hutt Der hei - mä ech ka jo hei net fir meng Partei schwätzen, mä wie mécht dat soss? - gesot, d'CSV hätt virun de Wahlen esou gemaach, wéi wa mer keng Kris hätten. Gesitt Der, dat ass de Problem. Dir sollt op d'CSV-Wahlversammlung kommen an op den „Juncker on Tour“, esou op engem klengen Trëttbriech matfueren, dann hätt Der ganz aner,...

**(Interruption)**

...dann hätt Der ganz aner Impressionen vun deene Wahlaussoe gehat. Dir kënnt zéngtausende Leit froen, déi dat erlieft hunn, verstitt Der?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, honnertausend Leit dat anert Joer!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo, jo.

**(Hilarité)**

Gott sei Dank hu se lech och ëmmer héieren, well d'Resultat vun de Wahlen war gutt fir meng Partei an net extra gutt fir Är Partei. An ech kann lech elo viraus...

**(Interruption)**

...soen, déi nächste Kéier - mäint war och net schlecht! -, ech kann lech elo scho viraussoen, dat geet déi nächste Kéier net vill anescht. Well déi leschte Kéier virum Wahlkampf, do hutt Der op eemol mat enger Léift, déi mech iwwerrascht huet, och iwwert d'Fonction publique geschwat, well et hat een heiansdo den Androck, mir hätten den Här Daleiden an de Flüsterkaste vun der ADR gesat virun deene leschten,...

**(Hilarité)**

...virun deene leschte Wahlen. Erauskomm ass den Här Kartheiser derbäi.

**(Hilarité générale)**

Dat war net onbedéngt dat, wat geplangt war. Mä duerfir, déi kommen net an déi CSV-Versammlungen - wat Der awer kënnt maachen.

Ech mengen, éierlech gesot, Dir waart och net an der Sitzung mat der Madame Merkel derbäi. Well do hunn ech iwwert den Index guer net vill brauchen ze soen, well ech hat schonn den 11. März - liest d'Zeitung vum 12. März no! - kloer an däitlech zu Bréissel gesot, nodeem Däitschland a Frankräich d'Enn vun der Indexéierung innerhalb vun zwielef Méint...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hunn d'„Lëtzebuurger Wort“ zitëiert, dat hat dat grouss erausgestrach.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo! Jo, jo, jo, jo, jo, kommen nach op d'„Lëtzebuurger Wort“ an op lech zréck: Et geet zu kengem senge Gonschten aus! Dat geet och zu kengem senge Gonschten aus! Ech hoffen, dass ech et net vergiessen, nach dorop zréckzekommen.

Mir hunn den 11. März owes nom Conseil européen erkläert, mir géifen déi Fuerderungen zréckweisen. Deen Owend selwer hunn ech verlaangt, et wier méi intelligent, e Mindestloun a ganz Europa anzeféieren an e Mindestsockel vun Arbeitnehmerrechter virzugesinn, wéi sech elo an déi Course do ze geheien, déi keen integrale Sënn, jiddefalls kee Lëtzebuurger Sënn mécht. Duerfir brauch een dat net ëmmer bei mer anzekloen. Dat ass eng konstant Ried, déi mer vill Joren hunn. Mä Dir waart do net derbäi. Mä ech hat awer gemengt, Dir hätt d'Zeitunge vun dem Dag duerno gelies!

An och am Eurogroup, do sidd Der net derbäi. Dat ass och gutt, dass Der net derbäi sidd. Frot den Här Frieden emol, oder den Här Krecké, dee fréier derbäi war, wéi agréabel dass dat fir d'Lëtzebuurger Ministeren ass, wa se d'Indexéierung vun de Léin müssen do verteidegen an an enger Währungsunion beweisen, dass et ee Land gëtt, wat dat kann hunn, an dass et 16 aner Länner gëtt, déi dat net kënnen hunn! Well hätten déi 17 Länner dat, dann hätte mer ganz aner Zëssatz an der Euro-

zon ze verzechnen, wéi dat de Moment de Fall ass. Obscho se haut de Mueren ëm 25 Basispunkte sech no uewe beweegt hunn.

An ech muss éierlech soen, ech hunn och ni esou e Brëif geschriwwen. De President vum Eurogroup huet dem Lëtzebuurger Statsminister kee Brëif geschriwwen. De Vizepresident vum Eurogroup huet dem Finanzminister e Brëif geschriwwen, an an deem Brëif steet net, dass den Index soll ofgeschaf ginn. An deem Brëif steet, op déi Situatioun, an där mer waren, bezunn, dass den Index soll suspendéiert ginn, an de Finanzminister ass chargéiert ginn - an en huet dat entre-temps zweemol gemaach -, fir duerstellen, wéi sou a firwat déi Form vun Indexéierung, wéi mir se zu Lëtzebuerg hunn, besonnesch wa se ënner ondulierter Form stattfënnt, d'Gesamt-équilibreren an der Eurozon an d'Gesamt-équilibreren hei zu Lëtzebuerg net duerjerebréngt.

An de Sitzunge vum Internationale Währungsfond, do sidd Der manifestement och net. Well ech sinn och selten dran. Dat ass net schrecklech. Mä et muss ee wëssen, wann een hei esou déck optrëtt, wéi d'Saache funktionéieren, iwwert déi ee schwätzt: Deen Avis ënner dem Artikel 4 vum Internationale Währungsfond gëtt geschriwwen vun enger technescher Equipe, déi op Lëtzebuerg kënnt, an déi gëtt vum Board - do setzen net Ministeren dran an net Gouverneuren dran - vum Internationale Währungsfond zu Washington ofgeseent.

Där Avisen hu mer schonn zéng oder 20 kritt. Mä d'Ministeren hu perséinlech - an d'Gouverneure scho guer net! - absolut näischt domat ze dinn. An duerfir hunn ech mer geduecht, wéi ech lech elo nogelauschert hunn: „Mir muss méi oft zesammen op d'Rees goen, fir dass Der emol op déi Plazen hikommt, iwwert déi Der schwätzt!“ An duerfir fillen ech mech...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da kann ech lech och nach Bréiwer schécken!

**(Hilarité)**

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Oh, et muss ee fir d'Éischt op eng Positioun kommen, wou een iwwerhaapt gefrot gëtt, fir Bréiwer ze schreiwen.

**(Hilarité)**

Dat ass de Wee, no deem dat normalerweis geet.

Ansonsten, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech mat villem, wéi gesot, averstanen. Ech wier frou, wa mer déi Debatt hunn iwwer Atomenergie an iwwer - logescherweis - alternativ Energien an d'Est an dat an deem Zesammenhang, dass een déi Debatt kéint zu engem Moment féieren, wou ech un där Debatt kéint deelhuefen. Well et ass eng, wou ech fannen, dass mer jo awer esou e breeden nationale Konsens wéi nëmme méiglech sollen hierstellen. Och déi verschidde Suggestiounen, déi ënner répétéierter Form hei gemaach si ginn, wéi d'Klimabank zum Beispill, opgrond vu méi prezise Virstellungen sollen diskutéieren am Verglach mat deem, wat ansonsten an deem Beräich geschitt.

Dann huet den Här Bettel och nach eng Ried gehalen. Ech hunn net richtig erausfonnt, firwat!

Merci.

**(Interruptions diverses et hilarité)**

► **M. le Président.**- Merci dem Här Premierminister. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun. Elo hu mer nach iwwer eng Rei vu Motiounen ofzestëmme.

**(Brouhaha)****Motions**

Fir d'Éischt d'Motioun...

**(Interruptions diverses)**

...N°1, déi vum Här Claude Meisch erabruucht ginn ass. Wie wëllt nach zu där Motioun Stellung huelen?

Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt, géif ech zu véier vun deene

fënnf Motiounen Stellung huelen, déi en rapport si mat Energiepolitik. Zur Erënnung: Mir haten am Fong geholl jo virgesinn, haut den Débat iwwert d'Energiepolitik ze féieren. Ech hunn elo just proposéiert, fir dat an der éischter Woch nozehuelen: Mëttwoch de 4., wann dat geet, den 3. ass nämlech nach e Conseil an Ungarn. Duerfir, wann et de 4. geet, dat ass mëttwochs, da géif ech dat gare maachen.

An duerfir froen ech mech, ob mer sollen an all Detailler goen. Ech wollt just zu enger Rei Punkten trotzdeem Stellung huelen, well Der wahrscheinlech gewëllt sidd, dat hei ofzestëmme. Wann ech fir d'Éischt emol mat där ufänke vum François Bausch, d'Nummer 2, dann hunn ech u sech mat deene meeschte Saache kee Problem.

Ech weisen drop hin allerdéngs, op der zweeter Säit uewen, dass et mer onméiglech ass - an duerfir géif ech lech trotzdeem bieden, dat ewechzesträichen - ze kontrolléieren, wou d'Source vun där Energie ass, also vun deem Stroum ass, deen duerch déi Leitung geet. Also, dat soen ech d'office, dat ass net méiglech ze kontrolléieren. An ob der do méi oder manner dran ass, dat ass och net ze kontrolléieren. Duerfir géif ech lech bieden, dat ewechzeloossen, well dat ass sënnslos. Dat ass net ze kontrolléieren. Deen éischten Turet, deen uewen, dat ass net ze kontrolléieren.

Dir schwätzt mer vun enger Strategie a Fro vun Effizienz an Énergies renouvelables. Ech wëll just drun erënnere, dass mer dat hunn. Mir hunn dee vun den Énergies renouvelables, am Joer 2010 ass den éischte Plang opgestallt ginn; de Plan d'action, dee vun der Efficacité énergétique - den éischten ass vun 2007 - gëtt elo 2011 erneiert. Ech proposéieren, dass mer dann doriwwer schwätzen. Also, ech hu kee Problem, fir et unzehuelen. Ech wollt just soen, dat wat Der hei frot, dat gëtt et. Do kann ee soen: „Ech sinn net dermat d'accord, et geet net wäit genuch.“ Mä et gëtt et schonn.

A beim leschte Punkt géif ech lech awer vläicht bieden, déi Fro «à réaliser une étude de sécurité indépendante...» zu Cattenom, do géif ech einfach proposéieren: «à veiller à la réalisation d'une étude...». Also, ech weess net, ob d'Fransousen eis iwwert d'Grenz loossen, fir do eng Etüd ze maachen! An ech ka mer dat ganz schlecht virstellen, dass se eis do an d'Anlag erauloossen, fir do eng Etüd ze maachen. «À veiller à la réalisation...», mä dass mir dat als Lëtzebuerg zu Cattenom maachen, kann ech mer kaum virstellen.

► **Une voix.**- «À faire réaliser...»

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Neen, net «à faire...», «à veiller à la réalisation de...».

Dann ass déi aner, och vum François Bausch, iwwert den Zukunftsfond. Iwwert den Zukunftsfond seet den Här Frieden vläicht zwee Wuert. Dir hutt am zweeten Deel nach eng Kéier dat widerholl, wat ech, mengen ech, elo just scho gesot hunn: Deen «plan d'investissement pluriannuel», dee gëtt et u sech. Mä ech hunn awer kee Problem, wa mer déi Motioun an där Form unhuelen.

Dann déi vum Claude Meisch, wou ech net richtig verstinn, wat Der mengt bei «anticiper les objectifs de la directive „performance énergétique des bâtiments“...». Also, ech mengen, dat eenzegt Contraignant, wat do wierklech dran ass, dat ass, dass muss an den Zeitungsannoncen elo stoen, wann een esou eng Annonce mécht, dass een eppes verkeeft, wat d'Kategorie dovunner ass. Also, mir wollten dat souwisou ëmsetzen. Déi gëtt ëmgesat. Ech mengen, déi muss bis Enn 2012 ëmgesat ginn.

Ech gesinn awer net, wou dee Passus do... Dat ass eng vun deenen eenzege Contraignanten, dass een higeet a Kategorië festsetzt an esou weider, dat si mer jo amgaangen ze maachen. D'Regierung huet jo décidéiert, d'Kategorie B virzeschloen fir 2013, ab 2013. Also, vill méi kann een do net erausliesen aus där Direktiv, an ech gesinn net an, dass mer do elo d'Direktiv virzéien, wat souwisou materiell net dran ass. Déi ass bis Enn 2012 ëmzesetzen, an den Hauptpunkt ass deen doten, also vun de contraignanten Elementer.

Dann, ech hu kee Problem mat deem zweete Punkt, wou mer jo wëlles hunn, dat souwisou ze maachen. Den Här Frieden an ech, mir hunn deen drëtt Turet gekuckt a sinn der Meenung, wann een do seet „étudier“ au lieu d'„introduire“, et misst een awer vläicht e bësse méi Detailler hunn.

Ech weess, Dir hutt schonn e puermol drop higewisen, mä awer net am Detail, wat dat heescht: „contracting energy“, an och déi „Biobank“. Do misst een awer vläicht zwee Wuert e bësse méi driwwer kucken. Duerfir, wann Der dermat d'accord sidd, fir ze soen: „étudier“, dass do an der Iddi wier, fir eppes ze maachen, wa mer eis eens sinn a wa mer kloer wëssen, wat mer wëllen. Mä hei einfach ze soen: „introduire“, ouni dass ee weess, wat den Detail ass, dann hätt ech e Problem.

Do, wou ech guer net ka mat d'accord sinn, well mer eng aner Positioun gemaach hunn, dat ass den zweeten Turet vun der DP hirem Punkt: «veiller à ce que la population entière puisse bénéficier...» d'un préfinancement, sou wéi mer en elo virgesinn hunn.

Dat ass jo net dran! Mir kënnen dach net dem ganze Land e Préfinancement à taux zéro ginn. Also, ech weess net, wéi Dir lech dat virstellt.

Mir hunn elo proposéiert, dass reventschwaach Leit an de Genoss dovunner kommen, mä déi aner hu mer jo schonn négociéiert. Mir hu mat Banke méi e bëllegen Taux négociéiert - ech hunn dat schonn ugekënnegt virun zwee Joer -, méi e bëllegen Taux, wa se e Prêt ginn, deen en rapport ass mat der Realisatioun vun de Proposen, déi op engem Energiepass sinn. Dat hu mer schonn, e reduzierten Taux.

Ech ka mer awer net virstellen, dass Der proposéiert, dass d'ganzst Land elo den Taux zéro kritt, dee mir elo proposéiert hu fir déi reventschwaach Leit.

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Meisch vläicht do eng zousätzlech Explikatioun gëtt?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, eng Prezisioun: Et ass jo net eis Intention, dass dat doten elo dee Modell ass, deen d'Regierung fir eng Rei, fir en Deel vun der Populatioun do proposéiert, mä et ass éischter a Relatioun mat deem Punkt virdrun ze gesi vun der Klimabank, well dat eben eng vun de Grondiddien ass, dass do breet ka Virfinanzéierung gemaach gi vu gewëssen Investissementer an erneierbar Energien, an Albusanézierungen, an net onbedéngt „à taux zéro“.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ah, okay!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Mir menge schonn, dass een dat esou kann organiséieren, dass dat, wat ech un Energiekäschten aspieren, da geholl gëtt, individuell, fir dann de Remboursement vun deem Prêt do ze maachen. Et huet sech also éischter op de Punkt vun der Klimabank...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Also, ech géif lech da proposéieren, deen Turet ewechzeloossen, wa mer eis eens sinn, dass et dat do ass. An ech hu jo gesot, dass mer kucken, déi Dispositiounen, déi Dir da proposéiert - also, ech hunn net vill méi wéi dat, wat den Här Berger déi leschte Kéier gesot huet iwwert d'Biobank, pardon,...

**(Interruption)**

...iwwert d'Klimabank, bis elo matkrut. Duerfir: Mir sinn d'accord, fir doriwwer ze schwätzen, fir ze kucken, wat do ze maachen ass. Kommt, mir ginn eis eens, mir loossen dat do sinn, pour éviter un doute.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech géif dann och proposéieren, dass mer dat doten elo eraushuelen, wa mer eis jo weiderhin iwwert d'Klimabank... Wa mer do net virukommen, da wäert dee Punkt do eng Kéier zréckkommen,...





► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo, da kënnt en erëm.

► **M. Claude Meisch** (DP).- ...da wäert d'Parlament nach kënne doriwwer ofstëmmen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Da géif ech lech allerdéngs bieden, dee leschte Punkt ganz ewechzeloossen.

Also, mir hu virgesi fir 2018... Déi do Méiglechkeet, déi ass strikt onméiglech. Mir kënne se hei draschreiw, déi ass strikt onméiglech. Si ass weder duerchzeféiere mat de Leit dobaussen um Terrain, déi net prett sinn dofir: D'Architekten, d'Ingenieure sinn net prett, muer dat doten ze realiséieren.

Also, mir kënne et drastoe loos. Ech soen lech, dat do ass net ze maachen! Dat soen ech haut schon. Mir probéieren elo B - an Dir wäert lech wonneren. Ech hoffen, dass all déi, déi dat esou massiv ënnerstëtzen, och massiv ënnerstëtzen, wa se héieren, wéi vill dat méi deier gëtt bei all Bau, deen elo kënnt! Bei all Logement, deen elo kënnt, wäert mer et 20.000, 30.000, alt 40.000 Euro méi deier hunn. Ech hoffen, dass da jiddwereen och derhannert steet.

Mir als Regierung stinn derhannert, fir ze soen, ab 2013 gëtt et Kategorie B, mä dat hei ass strikt onméiglech!

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Kuckt de Pétrolspräis vun haut!

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo, ech soen lech just, dat hei...

(Interruption)

...dat hei ass mam Milieu duerchgeschwat. Ech soen lech, et ass onméiglech.

Wann Der dat do drastoe loosst, da soen ech lech, da muss ech dat do refuséieren. Ech kann dat do net akzeptéieren. Et ass strikt onméiglech ze maachen.

(Brouhaha)

► **M. Claude Meisch** (DP).- Wat mir wichteg schéngt, dat ass, datt een de Punkt vun der Klimabank, vum „contracting énergétique“, datt mer do kënne op d'mannst eis drop eenegen, datt mer do eng Etüd géife maachen.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo, jo.

(Interruption)

► **M. Claude Meisch** (DP).- Wéi dat geet, wat dat bréngt, wat fir en Notzen datt dat huet fir déi individuell Leit hei am Land, fir d'Betriber hei am Land, fir d'Économie, an och, wat fir eng Répercussiounen dat op d'öffentlech Finanzen kéint hunn.

Wann elo mat anere Punkte vun dëser Motioun d'Majoritéit éischter Problemer hätt, da proposéieren ech, datt mer déi géifen erausloossen. Wéi gesot, mir kréien nach genuch Geleeënheeten, fir och doriwwer ze diskutéieren. Mä wa mer de Punkt vun der Klimabank hei kënne draloossen, wann d'Majoritéit domadder d'accord wär, dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn.

► **M. le Président**.- Den Här Statsminister huet d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, zu där Klimabank - eng Iddi, déi den Här Meisch a seng Partei jo schonn e puermol ugesprach hunn - géif ech gäre Folgendes soen: Wann et méi ausgewalzen Texter gëtt um Niveau vun der Demokratescher Partei, da soll een eis déi zoukomme loos. Onofhängeg dovun, wéi prezis dass déi Iwwerleeunge scho konnt gemaach ginn, géif ech gären am Numm vun der Regierung soen, dass d'Regierung averstanen ass, eng Etüd ze maachen iwwert d'Aféiere vun enger Klimabank, wou een dann déi Iwwerleeungen, déi et vun der Demokratescher Partei gëtt, ka mat afléisse loos. Mä ech mengen, wa mer wëllen an där Fro virukommen a wa mer wëlle méi e breeden Energiekonsens hunn, da soll een - dat kann d'Regierung vläicht besser maache wéi eng Partei - déi Iddi do op de Métier huelen a se studéiere loos. An dann hei am Parlament driwwer diskutéieren.

Duerfir, mengen ech och, kéint an der Motioun drop verzichten ginn. Mir engagéieren eis als Regierung, déi Etüd ze maachen a se dann och an deem adequate parlamentaresche Gremium ze diskutéieren.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Ech mengen, datt mer se an der Motioun sollten dranhalen, eben datt déi Etüd do géif gemaach ginn; dat schéngt jo hei de Konsens ze sinn. A vläicht dat iwwert d'„near zero energy“-Haiser ab 2014, falls

et do méi Informatiounen op der Säit vun der Regierung géife ginn, da kéint een dat eng Kéier an déi zoustänneg Kommissioun huelen,...

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Huelt dat wann ech gelift eraus! Dat ass onméiglech. Dat do bréngt mer net ronn.

► **M. Claude Meisch** (DP).- ...fir do en Échange de vues ze huelen an et dann elo hei aus der Motioun erauszehuelen. A wa mer do net beienee kommen, da géife mer et herno nach eng Kéier erëmbriegen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Meisch** (DP).- Merci.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Dann déi lescht, d'Nummer..., déi zweetlescht, pardon, d'Nummer 5, do kënne mer mat d'accord sinn.

Allerdéngs: «...pour exiger l'arrêt immédiat...». Ech weess net, ob Der nach réckwierkend frot. Also ech gleewen net, dass... Et gesäit awer e bësse witzeg aus, wa mir géife soen, «l'arrêt immédiat» géife mir elo ronnbréngen.

Also, mir wiere scho frou, wann «l'arrêt dans un proche avenir» vun der Centrale nucléaire vu Cattenom méiglech wier. Mä «immédiat», also wann ech gelift! Wéi gesot, Dir kënnt et nach froe réckwierkend, mä...

(Interruption)

► **M. le Président**.- Jo, den Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här President, mir hunn hei deen Text iwwerholl, esou wéi d'Gemengen en decidéiert hunn, wéi en elo an alle Gemengeréit ofgestëmmt ginn ass.

(Interruption)

Ech kann awer och domadder averstane sinn, datt een einfach...

(Interruptions)

► **Une voix**.- Et war eng Propos!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech weess op jidde Fall och vu Gemengen, déi en esou...

(Interruptions)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Et gëtt awer och Gemengen, déi en net wäerten esou ofstëmmen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Majo! Ech wollt dat just hei als Erklärung ginn, datt dat hei déi Propositioun ass, déi d'Gemenge kritt hunn, fir se an där Form ofzestëmmen.

(Interruption)

An déi Gemengen, déi ech kennen, déi hu se an där heiter Form ofgestëmmt. Ech hunn awer kee Problem dermat, wann een elo géif eng Formulatioun do fannen, datt een...

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Dat Wuert «immédiat» erausléisst!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...«immédiat» géif eraushuelen.

► **Une voix**.- Voilà!

(Interruption)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech mengen, eng Regierung ka sech net engagéieren zu esou eppes wéi dat do.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- «Dans les meilleurs délais» oder esou eppes, jo.

(Interruptions)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Bon, da schlussendlech géif ech lech bieden, an där...

(Interruption)

«Meilleurs délais», jo, kee Problem!

Da géif ech lech awer bieden, an der Motioun 6 hutt Der eng Rei Saachen opgeziet; déi hei ass elo de Moien déposéiert ginn. Ech kann lech net soen, wat den Artikel 37 vum Traité vum Euratom..., elo an där kuerzer Zäit, ob «rejets radioactifs en violation» sinn oder net.

(Interruption)

Dat, éierlech gesot, kann ech lech jo awer net soen. Duerfir hätt ech et gär eraus.

Ech weess och net, d'Confirmatioun vum Conseil d'État vum 30. Juni '89 «du jugement du Tribunal Administratif» vu Stroossbuerg, also dat hunn...

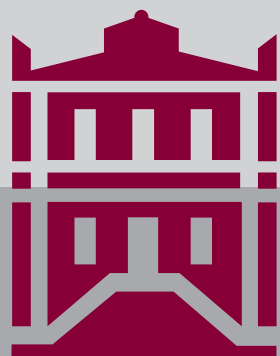
(Interruption)

Neen, d'accord, mä dat hunn ech awer net hei op mengem Pult leien. Huelt déi zwee Punkten eraus, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Okay.

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.







► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wann Der dann hannendrun huet an deem, wat Der d'Regierung frot, wann Der do och géift soen: «à veiller...», «à éviter...», well ech weess nämlech net... Dir behaupt hei: «...contester la légalité...»; dat muss nach festgestallt ginn! Ne? «...à éviter la prolongation de l'autorisation...», dass mir «...veiller à éviter la prolongation...»...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo, okay!

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wann Der domat d'accord sidd, mat deenen Ermänerungen, Här President, da kann d'Regierung mat deenen anere Punkte liewen. Den Här Di Bartolomeo wäert nach Stellung huelen zu där anerer, an den Här Frieden zu deem enge Punkt iwwert den Zukunftsfong.

► **M. le Président.**- Gutt, da géif ech proposéieren, datt nach kuerz den Här Gesondheitsminister an den Här Finanzminister d'Wuert kréien. Wie fänkt un, den Här Finanzminister?

#### (Interruption)

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances.*- Här President, et steet mer net zou, hei iwwert d'Uerdnung vun den Aarbechten ze schwätzen, mä et ass e bësse schwieereg nozevollzéien, iwwer wat mer amgaange sinn ze schwätzen. Duerfir proposéieren ech vläicht, datt mer eng Motioun no där anerer huelen, well soss wäsen d'Leit, och déi, déi bei eis heibanne sätzen, an déi, déi dobausse lauschteren, jo net, iwwer wat mer schwätzen.

► **M. le Président.**- Jo, ech hat dat esou proposéiert. Den Här Krecké huet awer elo iwwert déi verschidde Motiounen hei geschwat an den Här Krecké huet elo gesot, et géifen nach zwee Ministeren...

#### (Interruption)

Da fuere mer elo der Rei no.

#### Motion 1

Mir kommen zu der éischter Motioun vum Här Meisch, wou eng Rei vun Ännerungen zréckbehale gi sinn a wou haaptsächlech de Punkt vun där Bank do dran ass. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Mir géifen déi dann esou iwwerhuelen, wéi se hei proposéiert ginn ass, emgeännert ze ginn.

#### (Interruption)

Dee leschten Turet kënt ganz eraus.

#### Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements pris par le Luxembourg en matière de réduction de gaz à effet de serre dans le cadre du protocole de Kyoto;

- considérant l'accord trouvé au niveau de l'Union européenne sur la directive «performance énergétique des bâtiments» prévoyant que les nouveaux bâtiments construits dans l'Union européenne devront à partir de 2020 s'approcher des critères «zéro énergie»;

- considérant les résultats de l'étude des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le Luxembourg effectuée par l'Institut FFO en 2006;

- considérant le premier plan d'action du Gouvernement qui détermine l'assainissement énergétique des bâtiments comme une des priorités à suivre pour le Luxembourg en vue d'une réduction des émissions de CO<sub>2</sub>;

- soucieuse de l'évolution du prix du pétrole et des coûts financiers croissants engendrés pour les consommateurs qui dépendent des énergies fossiles;

- considérant les efforts du Gouvernement dans le domaine de la diversification économique et plus précisément en vue d'attirer des entreprises de la «Green Economy» au Luxembourg;

- convaincue des compétences des PME actives dans le domaine de la construction et de l'artisanat au Luxembourg et des opportunités que représente l'assainissement énergétique des bâtiments en vue d'une expansion de leurs activités;

invite le Gouvernement à

- transposer dans les meilleurs délais la directive «performance énergétique des bâtiments» afin de se doter d'un avantage en

vue de l'implantation de nouvelles entreprises de la «Green Economy» au Luxembourg;

- lancer un programme de grande envergure pour la remise en état et l'assainissement énergétique d'immeubles impliquant tous les acteurs concernés (OAI, PME du domaine de la construction et de l'artisanat, etc...);

- étudier de nouveaux concepts de préfinancements, tels le «contracting énergétique» ou la création d'une banque climatique, dans le domaine de l'assainissement énergétique d'immeubles ou bien le recours aux énergies renouvelables.

(s.) Claude Meisch, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Gast Gibéryen.

Kënne mer dann esou iwwert déi Motioun ofstëmmen? À main levée?

#### (Assentiment)

#### Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wier déi Motioun ugeholl.

#### Motion 2

Da kënt d'Motioun N°2 vum Här François Bausch. Do hunn ech och matkritt, wéi wa just eng kleng Ännerung ze maache wier, wou och den Här Braz nach schnell Motioun dozou hëlt.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Mir si mat de Virschléi vum Minister d'accord, fir deen éischten Turet op der zweeter Säit ze sträichen an am leschten Turet op der zweeter Säit de Saz unzufänke mat «à veiller à la réalisation d'une étude...».

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

#### Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que l'exploitation de l'énergie nucléaire sera toujours liée à des risques pour l'humanité et pour l'environnement et, comme le démontrent les récents événements dans les centrales nucléaires au Japon, qu'un accident de grande envergure avec des répercussions néfastes pour la population ne peut jamais être exclu;

- entendu Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur qui:

a rappelé et confirmé «que le Gouvernement maintient son attitude critique sur l'énergie nucléaire. Le Gouvernement n'a jamais été en faveur du développement du nucléaire sur le territoire luxembourgeois et ne le sera pas à l'avenir.»;

a affirmé que «la renaissance du nucléaire et la prolongation de l'autorisation d'exploitation de réacteurs dans nos pays voisins ne peuvent pas être considérées comme une alternative à une politique énergétique durable ni de réduction des émissions de gaz à effet de serre.»;

s'est prononcé en faveur d'«une autre piste de réflexion au niveau européen [qui] pourrait être un redéploiement des importants moyens financiers européens engagés actuellement pour le développement d'un réacteur à fusion nucléaire vers une recherche plus poussée dans le domaine du développement des énergies renouvelables.»;

a préconisé pour conclure «qu'un revirement brutal vers les énergies renouvelables va augmenter le prix de l'énergie à moyen terme. Mais un tel développement sera à long terme bénéfique pour la sécurité humaine et l'environnement ainsi que pour la sécurité d'approvisionnement, car il permettra de diminuer la dépendance énergétique de l'Union européenne envers des pays tiers.»;

invite le Gouvernement

- à s'engager au niveau de l'Union européenne pour une stratégie européenne de sortie de l'énergie nucléaire;

- à réorienter les moyens financiers européens, engagés actuellement pour le développement d'un réacteur à fusion nucléaire (ITER), vers une recherche plus poussée dans le domaine du développement des énergies renouvelables;

- à développer au niveau national une stratégie en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, qui définit en détail les mesures que le Luxembourg doit prendre afin de se soustraire à sa dépendance aux énergies fossiles et nucléaires sur base d'un agenda fixe;

- à renforcer dans cette optique la production locale d'énergie issue de sources renouvelables;

- à mettre en place un programme conséquent d'assainissement énergétique des bâtiments;

- à revoir et affiner dans les meilleurs délais le plan d'action national en matière d'efficacité énergétique ainsi que celui sur les énergies renouvelables, afin de garantir que l'objectif de l'indépendance des énergies fossiles et nucléaires soit atteint le plus vite possible;

- à faire alimenter dans les meilleurs délais tous les bâtiments, installations techniques et autres points de consommation électriques publics en l'électricité produite à 100% par des énergies renouvelables;

- à mandater ses représentants dans les conseils d'administration divers ainsi que dans toutes les autres institutions publiques ou privées à s'exprimer en faveur d'une transition vers une alimentation en électricité produite sur base d'énergies renouvelables;

- à veiller à la réalisation d'une étude de sécurité indépendante sur la centrale nucléaire de Cattenom en ce qui concerne des dommages aux installations suite à une attaque par avions.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Gast Gibéryen, André Hoffmann, Claude Meisch.

► **M. le Président.**- Gutt. Kënne mer iwwert déi emgeännert Motioun à main levée ofstëmmen?

#### (Assentiment)

#### Vote sur la motion 2 modifiée

Wien ass domadder d'accord?

Och dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Da wier déi Motioun och ugeholl.

#### Motion 3

An da kënt déi drëtt Motioun, wou ech dervun ausginn, datt de Finanzminister nach wëllt e Wuert driwwer soen. Här Finanzminister.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances.*- Voilà, Här President, elo wësse mer, vu iwwer eng mer amgaange sinn ze schwätzen! Merci duerfir.

Ech mengen, datt grondsätzlech déi Iddi, déi heira vertruete gëtt, eng ass, déi vun der Regierung positiv emfonnt gëtt. Mir sinn an der Regierung amgaangen ze kucken, fir déi aussergewéinlech Einnahmen, déi mer kréien duerch Participatiounen bei verschiddeenen Entreprises, wou de Stat dran ass, net an de Budget ze maachen, mä fir déi ze gebrauche fir zukunftsorientéiert Investissementer.

Un deenen Iddië schaffe mir, ob een dat Zukunftsfong nennt oder anescht. Duerfir ass dat eng Iddi, un där mer schonn, virun allem de Wirtschaftsminister an ech, zënter enger Zäit amgaange sinn ze schaffen.

Wat mer an där Motioun net gefält, dat sinn am Fong, wann ech dat ka graff resüméieren, zwou Saachen: Wa Bezuch gemaach gëtt op «recettes supplémentaires provenant de la croissance économique», dann, mengen ech, kann een déi net an esou e Fong setzen. Well dat si genau déi Steieren, vun deene mer geschter an haut esou schrecklech vill geschwat hunn, déi Gott sei Dank am leschte Joer méi erakomm sinn. Dat sinn also Suen, wann déi méi erakommen, da reduzéieren déi eisen Defizit.

Et ass eng ganz aner Situatioun, wa mer aussergewéinlech Dividende kréie vun Entreprises, wou mer Aktionär sinn. Ech wëll och do rappéléieren, wat ech bei der Budgetsried gesot hunn, datt mer déi Suen och souwisou d'lescht Joer net an de Budget gemaach hunn - notament d'Dividende vun der BGL -, mä datt mer déi direkt an de Fonds de la dette gesat hunn.

Mä d'Regierung fënnt et eng gutt Iddi, fir ze kucken, ob een déi Investissementer net a verschiddeenen Beräicher mécht, déi och en Effet économique op Lëtzebuerg hunn. Dat sinn awer héchstwahrscheinlech net nëmmen déi, déi hei opgezielt sinn. Dat kënnen och nei Technologie sinn, dat kënnen Biotechnologie sinn, esou Saachen.

Dat heescht, déi Motioun, och an hirer Explikatioun uewen, wou se sech nëmme bezitt op Klimachangement an nei Energiën, schéngt eis ze vill restriktiv. An duerfir mengen ech, d'Iddi ass sympathesch,

d'Iddi ass och eng, un där d'Regierung schafft, mä ech géif awer mengen, à moins datt ee vill Ännerungen un där Motioun mécht, datt ee se aus deenen dote Grënn net unhuele kann.

► **M. le Président.**- Gutt. Den Här Braz hëlt dann nach eng Kéier ganz schnell dozou Stellung.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Jo, Här President. Ech mengen, dass déi Motioun net nëmme sympathesch ass. Et ass kee Sympathieconcours. Si resüméiert dat, wat mer och an zwee Deeg hei diskutéiert hunn a wou ech menge verstanen ze hunn, dass mer gréisstendeels dermat d'accord sinn, op deen dote Wee ze goen.

Ech sinn der Meinung, dass d'Regierung hei soll mat der Chamber zesummeschaffen, dass d'Regierung sech hei net soll zu Senneng aspären an un engem Plang schaffen, mä dass d'Chamber hei zesumme mat der Regierung soll dorunner schaffen.

Duerfir, wann den Här Frieden sech d'Méi net wëllt maachen, den Text vun der Motioun - wéi den Här Krecké et gemaach huet - a sengem Wording ze amendéieren, da proposéieren ech, dass mer déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun ginn, dass den Här Frieden dohinner kënt, an da schaffe mer zesummen un där Iddi, déi méi ass wéi nëmme sympathesch, an da komme mer herno zesummen heihinner zréck a stëmmen eng Motioun, déi eis dann alleguete Satisfaktioun gëtt.

Mä dat hei ass keng sympathesch Motioun. Dat hei ass eigentlech d'Substanz, de Résumé, d'Quintessenz vun all deem, wat mer elo zwee Deeg laang diskutéiert hunn.

#### (Interruptions)

► **M. le Président.**- Gutt, mir stëmmen iwwert déi Motioun of. Ech huelen un, hei ass de Vote électronique verlaangt.

#### Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen an 13 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Mergen (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ech ginn dervun aus, datt kee wëllt seng Enthaltung begrënnen.

#### Motion 4

Da kéime mer zu där véierter Motioun, an do ginn ech elo dervun aus, datt den Här Gesondheitsminister d'Wuert wëllt derzou ergreifen. Här Gesondheitsminister, Dir hutt d'Wuert.



► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech schwätzen a menger Eegenschaft als Sozialminister, wanner de President et erlaabt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz iwwert d'Gestioun vun eise Pensionsreserven ass am Abrëll 2004 mat bal Unanimitéit minus eng Stëmm hei an der Chamber gestëmmt ginn. An deen Organismus, deen déi Reserv géréiert, ass duerch dat Gesetz geschaf ginn, fir déi beschméiglech Gestioun vun de Pensionsreserven, déi haut iwwer zéng Milliarden leien, ze garantéieren, ze garantéieren iwwer eng méiglechst grouss Diversifizierung vun de Placemeter: net op ee Päerd setzen, mä méiglechst wäit streeën, méiglechst vill Piliere hunn, wou déi Reserven dropgestallt sinn, fir dass de Risiko, fir vill Geld ze verléieren, méiglechst kleng ass.

Déi Strategie, déi huet sech bis elo bewäert, well souguer an där schlëmmster Kris, déi mer zënter dem Zweete Weltkrich erlieft hunn, huet dee Fong kee Geld verluer, mä huet an deene leschten zwee Joer e Rendement iwwer Sicav vu 4% gehat, am leschte Joer vu 6%. Dat heescht, et kann een also net soen, dass mat deene Gelder gespillt gëtt an dass d'Assuréeen net géifen hei hir Reserven a gutt Hänn ginn.

Ech wëll och soen, dass déi Placemeter net an enger Dunkelkammer geschéien, well vun Ufank un huet dee Kolleg - mäi Kolleg-Virgänger, de Carlo Wagner -, deen d'Responsabilitéit sengerzäit fir de Ressort hat, och dorop opgepasst, dass souwuel d'Sozialpartner, dat heescht d'Salariéen, wéi d'Betriber, d'Ekonomie, grad wéi de Stat déi dote Placemeter iwwerwaachen an hirem Conseil d'administration, dee paritéitesch zesummesat ass, respektiv iwwer e Comité d'investissement, wou erëm eng Kéier déi dräi Säiten dra vertruede sinn. An dee Comité d'investissement, dee chargéiert d'Gestionnaire mat der Gestioun vun deenen dote Fongen.

Doriwwer eraus ass ganz transparent, wéi déi Sue placéiert sinn, well et ka jiddwieren, deen interesséiert ass, dat nokucke goen, mat engem Décalage, dee ganz limitéiert ass. Et ass also net geduecht, dass hei Stoppjes gespillt gëtt mat de Gelder vun de Pensionsfongen.

Ech wëll och soen, dass et, wann een déi Gelder breitméiglechst investéiert, diversifizéiert, ni ausgeschloss ass, dass bei deene Placemeter och emol e Placement dran ass, deen een etesch kann hannerfroen. Beschit Beispill: dee vun de Streebommen. An Hand op d'Häerz, wann een heibanne wär an een an deem Fonds de compensation, dee bewusst déi Gelder géif an esou eng Keess eraginn, bon, da géif ech mer ganz seriö Froe stellen.

Mä do ass keen, dee bewusst dat gemaach huet. Wéi et erausfonnt ginn ass - an duerfir Merci fir déi opmierksam Aen, dat ass och, mengen ech, an der Aufgab vun der Chamber, fir e wuechtsamt A dorop ze werfen -, wéi dat opgedeckt ginn ass, sinn déi Placemeter direkt erausgehäit gi vun de Gestionnairen. Dat heescht, déi dote Firme sinn net méi dran.

Elo kann ee soen, bei deenen Evenementer, déi an deene leschte Woche waren, ass dann opgetaucht, dass eng kleng Zomm an déi Firma Tepco placéiert war. Mä erëm eng Kéier, Hand op d'Häerz: Wien heibanne huet viru sechs Wochen Tepco kennt?

Keen! Keen, oder bal keen - dat muss schon en ausgesprachene Fachmann sinn. Also, erëm eng Kéier: Hei sinn net Gestionnairen, déi bewusst an e Konzern investéieren, deen haut d'ganz Welt risquéiert ze verpeschten, mä dat ass en Accident och, deen ze explizéieren ass duerch d'Diversifizierung, déi mat de Fonge gemaach gëtt iwwert déi Gestionnairen.

Déi total Kontroll gëtt et also bei esou engem diversifizéierte Placement net. Mä et soll een esou vill wéi méiglech Garantien op seng Säit bréngen. An et ass justement dat, wat d'Gestionnairen am Moment amgaange sinn ze maachen, opgrond vun deem, wat mer erlieft hate mat de Streebommen.

Mir sinn amgaangen, sämtlech international Konventionen ze duerchforsten, fir ze kucken, wat déi Beräicher sinn, déi méi dubiéis sinn, a fir dann de Gestionnaire vun dem Portefeuille den Optrag ze ginn, fir net an esou Fongen, net an esou Wäerter eranzeklammen.

Ech wëll just soen, dass d'Dänen deeselwechten Exercice gemaach hunn an op 28 verschidde Placemeter getraff sinn, déi se eliminéiert hunn. Elo kann een nach ëmmer soen, niewent deenen 28 tauche muer, iwwermuer erëm nei Elementer op, déi soen, jo, dat do wëlle mer awer net an dat do wëlle mer net.

Ech kommen da lues zu menger Konklusion, Här President. Mä, well et awer eppes...

► **M. le Président.**- Lues a ganz sécher, Här Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Lues, awer ganz sécher zu menger Konklusion, Här President, well dat hei e ganz sensibele Volet ass. Hei muss d'Chamber zesumme mat der Regierung - well mir hu jo deen doten Organismus geschaf - de Gestionnaire kloer soen, wat mer wëllen.

Wëlle mer, dass eis Reserven esou fruchtbréngend wéi méiglech investéiert ginn? Oder hätte mer gär den Null-Risiko - d'Strémp - oder eng Rei vun aneren Investitiounen, déi net esou vill bréngen? Ech mengen, dat mussen d'Gestionnaire vum Fong vun deenen, déi se op de Wee geschéckt hunn, ganz kloer gesot kréien.

Dat gesot, Här President, vu dass mer deen dote Screening maachen, gemaach hunn, an déi Responsabel och ganz wëlleg sinn, fir no ethesche Kritären dat ze maachen - allerdéngs hannerfrot, wou dann déi ethesch Wäerter ufänken a wou se ophalen,...

(**Interruptions**)

...well bei den Energiekonzerner, wou Aktien oder Obligatiounen am Fong dra sinn, gëtt et der, déi béides maachen: alternativ Energien an déi klassesch Energien oder Atomenergie. Geheit een déi alleguer eraus?

Här President, dann dat lescht Wuert, Dir braucht mech net ze ënnerbriechen.

(**Interruptions**)

Duerfir, well mer amgaange sinn, dat doten ze maachen, mä awer och op e Feedback waarden, wéi wäit déi Gestionnairen da solle goen, kënne mer déi Motioun akzeptéieren.

Merci.

(**Hilarité**)

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **M. le Président.**- Ah, den Här Finanzminister wëllt awer och nach eppes derzou soen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, ech wëll just soen, wat een Element dovunner ubelaangt, firwat datt dat awer absolut net akzeptabel ass.

(**Hilarité et interruption**)

Neen, neen, dat ass..., dat betrëfft...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech hunn iwwert de Fonds de compensation geschwat.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- De Minister huet geschwat als Minister vun der Sécurité sociale; mä elo zu «l'ensemble des fonds de réserves publiques»: De Lëtzebuerger Stat - op d'mannst sinn ech als Finanzminister zoustänneg fir d'Statsfinanzen -, de Lëtzebuerger Stat investéiert a keng Entreprise mam Zweck vum rengen Finanzinvestissement. Mir sinn Aktionär an enger Rei Entreprene, déi sinn opgeléicht. Dat sinn zu 99% Entreprene, déi zu Lëtzebuerg och sinn. Déi sinn och iwwregens der Chamber bekannt. Mä duerfir: Dat hei ka sech absolut net applizéieren op d'«fonds de réserves publiques». Mir hu keng esou Investissementer.

Also, op d'mannst dat Element vum Dispositif, dat kann net an esou enger Motioun stoen, onofhängeg vun deem, wat den Här Minister elo grad gesot huet betreffend de Fonds de compensation.

► **M. le Président.**- Den Här Paul-Henri Meyers.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Här President, de Fonds de compensation ass en Etablissement public autonome, deen no sengem Gutdünken déi Gelder placéiert. Wa mer deem Oploe maachen, mussen mer menger Meenung no déi Oploen an d'Gesetz setzen.

► **Une voix.**- Très juste!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Well déi Motioun hei ass e fromme Wonsch, deen, wa keng contraignant Kritäre fixéiert ginn duerch de Législateur, och e fromme Wonsch bleift.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

(**Interruption**)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Da schléissen ech mech direkt dem Här Meyers un, awer vläicht anescht, wéi hien et mengt.

(**Hilarité**)

Well dat bedeit, an dat hunn ech de Mëtteg och gesot, dass mer menger Meenung no dat Gesetz vun 2004 effektiv mussen - ech soen et emol krass ausgedréckt - kippen an en anert Gesetz schreiw mat enger anerer Logik.

(**Interruption**)

Nach eng Kéier: Mir kréien de Problem och net geléist - ech hunn d'Motioun mat ënnerschriwwen -, mir kréien de Problem net geléist, dee sech hei a Wierklechkeet stellt, mat dem Här Minister sengen ethesche Kritären. Éischtens weess ech net, op wéi eng Ethik dass e sech da beriff,...

(**Interruption**)

...respektiv déi Responsabel an där Kommissioun, well där gëtt et jo verschidder. Ech kann dann herno e bësse beroden, well ech an deem Beräich jo emol am Enseignement aktiv war, fir de Spektrum vun de verschidder Ethiken eng Kéier ze erklären, an da kucke mer, wéi eng dass mer dann éischer wëlle suivéieren.

Zweetens d'Logik: Dat ass meng Meenung - an ech wär méiglecherweis hei nach ëmmer deen Eenzege, dee géint dat Gesetz géif stëmmen, wann et erëm eng Kéier kéim -, ech sinn der Meenung, dass déi ganz Logik vun dem Placement vun de Reserven op de Finanzmäert net akzeptabel ass. An déi wär a priori an enger Ethik, wéi ech se eigentlech verstinn, scho vun dohier eigentlech och ethesch net akzeptabel, virun allem och, well déi Versécher selwer - ech kommen nach op d'Transparenz, elo ee Saz just -, well déi Versécher selwer, deene jo eigentlech déi Sue gehéieren, net Bescheid wëssen, wat do geschitt.

An da kommen ech zur Transparenz.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Awer hir Verrieder, well déi sätzen am Conseil d'administration!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President!

(**Interruption**)

► **M. le Président.**- Also den Här Hoffmann huet elo eleng d'Wuert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ma, wann en eng Dommheet seet.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech hunn aacht Minutten nach.

(**Interruption**)

Ech hat nach aacht Minutten, Här President.

Also, déi Transparenz fir den Direkter vum Fonds de compensation respektiv fir déi an deem Comité de gestion, oder wéi en och ëmmer heescht - ech weess et schon net méi -, déi Transparenz, déi ass esou grouss - déi ass esou grouss! -, dass se éischtens völeg iwwerrascht waren, wéi se duerch eis hu misse feststellen, dass se mat de Placemeter an de Streebomme géint e Gesetz verstouss hunn, wat hei an der Chamber unanime gestëmmt gi war. Si hunn dat selwer net gesinn a si waren och erëm eng Kéier erstaunt, fir feststellen, dass mer dann elo mat deene Reserven do an d'Atomenergie investéieren.

Här Di Bartolomeo, Här Minister, wat Dir sot, ass strikt net méiglech! Et ass net méiglech. Mir investéieren an 3.000 oder 5.000 Entreprene op der Welt. Et ass net méiglech, all déi Entreprene ze iwwerpräiwen iwwer hir Aktivitéiten. Dat ass strikt net méiglech. Da bräicht Der e risegen Apparat, fir ze kucken, wat dann elo mat deene Suen am Einzelne geschitt.

Ech hunn d'Beispill e puermol genannt - dat klängt jo harmlos: Nestlé ass och derbäi. Attac Däitschland, mengen ech, huet esou eng Broschür, esou e Buch erausginn iwwer Nestlé an d'Aktivitéite vun Nestlé an der Welt, déi weder ekologesch nach sozial akzeptabel sinn. Als Beispill. Sou, wat maache mer dann elo domadder?

An da soen ech, mir mussen aus där Logik vu Placement op de Finanzmäert erauskommen, a Richtung vun engem anere Fong mat Oplagen, wat dee Fong däerf maachen a wat en net däerf maachen, a wou mer eben zum Beispill, wéi ech dat de Mëtteg gesot hunn, a Richtung gi vu Finanzéierung vu regenerativen Energien a Logement, an ech weess net, wat net nach.

Also, meng Opfuerderung ass - a wann et net anescht geet, maache mer vläicht eng Proposition de loi -, d'Gesetz vun 2004 ze änneren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt nach als allerleschten d'Wuert den Här Braz als Remplaçant vum Här Bausch. Ganz kuerz, Här Braz, an da stëmme mer of.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo, ganz kuerz, Här President. Opgrond och vun deem, wat den Här Meyers gesot huet mat den noutwendege legalen Implikatiounen, déi esou eng Motioun hätt, si mer der Meenung als Fraktioun, dass déi Motioun hei an d'Kommissioun vun der Sécurité sociale soll goen, wou mer mam Minister zesumme kucken, wéi mer effektiv déi Intention hannert der Motioun, déi mer jo och deelen - dat hunn ech aus dem Här Minister sengen Ausféierungen héieren -, wéi mer déi am beschten ëmgesat kréien, le cas échéant, wann et misst sinn, mat enger Modification légale. Mä kommt, mir préjugéieren net! Wann Der d'accord sidd, setze mer dat do an der Kommissioun op den Ordre du jour, fir dat mam Här Minister ze diskutéieren.

► **M. le Président.**- Also, hei ass elo eng Proposition vum Här Braz, fir déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun ze verweisen. Ech ginn dovun aus, datt mer alleguerten domadder d'accord sinn.

(**Brouhaha**)

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Här President, wat ass dann elo déi zoustänneg Kommissioun? D'Finanzen oder d'Sécurité sociale?

► **Plusieurs voix.**- D'Sécurité sociale.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Mir kënnen och gären eng Commission conjointe maachen, Här Thiel. Dat ass kee Problem.

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. le Président.**- Also, déi Motioun gëtt dann an d'Sozialkommissioun verwisen.

Wien ass domadder d'accord?

(**Interruptions**)

Jo, wien ass net domadder d'accord?

(**Interruptions**)

Jo also, ech mengen, dann hunn ech léiwer e Vote électronique, well dat do schéngt mer net ganz kloer. Also, mir stëmmen elo hei driwwer...

(**Brouhaha**)

Et geet jo awer hei elo just ëm en technesche Problem: Geet déi Motioun an d'Sozialkommissioun oder geet se an d'Finanzkommissioun? Mir sinn alleguerten domadder d'accord, datt se an eng Kommissioun geet.

(**Interruptions**)

Ech géif proposéieren...

(**Interruptions**)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, ech hunn d'Wuert gefrot!

► **M. le Président.**- D'Conférence des Présidents décidéiert, wou se higee.

► **Une voix.**- Très bien!





► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Neen, neen. Et gëtt eng ganz kloer...

Ech hunn éischters d'Wuert gefrot.

► **M. le Président.**- Jo.

**(Hilarité)**

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- An zweetens gëtt et eng kloer Kompetenz: Fir de Fonds de compensation ass d'Sécurité sociale responsabel.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- An dee Projet de loi ass an där Kommissioun ausgeschafft ginn ënnert dem Carlo Wagner, a si ass do behandelt ginn an da soll déi Motioun... A wann dann d'Noutwendegkeet besteet duerno, dat och nach eng Kéier mat de Finanzen ze schwätzen, da soll een dat maachen.

Mä wann dee Projet soll behandelt ginn a vläicht och d'Vertrieder vum Établissement public geruff ginn an d'Kommissioun, fir mat deenen doriwwer ze schwätzen, gehéiert se an d'Kompetenz vun där Kommissioun. Loosse mer se dohinner ginn an de seriöse Problem do roueg diskutéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Plusieurs voix.**- Jo.

► **M. le Président.**- Gutt. Also si mer domadder d'accord. Déi Motioun geet elo an déi Kommissioun.

**Motion 5**

Da kéime mer zu där leschter Motioun - neen, déi zweetlescht -, déi fënneft, vun der ADR. Do hunn ech verstanen, wéi wann d'Regierung déi géif akzeptéieren, andeem mer den «...arrêt immédiat...» ersetzen duerch «...arrêt dans les meilleurs délais...».

**Motion 5 modifiée**

La Chambre des Députés, considérant:

- que les communes luxembourgeoises, situées à l'intérieur du rayon de sécurité de 25 kilomètres autour de la centrale nucléaire de Cattenom, sont profondément choquées et touchées par les événements dramatiques au Japon en relation avec le cataclysme nucléaire de la centrale nucléaire de Fukushima;

- que ce cataclysme démontre que le nucléaire n'est pas maîtrisable à 100%;

- que les nombreux incidents techniques signalés à la centrale nucléaire de Cattenom, notamment survenus ces derniers mois, sont très préoccupants;

- que la centrale nucléaire de Cattenom constitue une menace pour la sécurité des habitants du Grand-Duché de Luxembourg et un péril pour l'existence du pays;

- qu'il y a lieu d'appliquer les mêmes standards de sécurité à la centrale nucléaire de Cattenom que ceux requis pour les centrales nucléaires situées en Allemagne, où l'arrêt de plusieurs centrales a été ordonné par les autorités allemandes;

demande au Gouvernement

- d'intervenir auprès du Gouvernement français et des autres autorités concernées pour exiger l'arrêt dans les meilleurs délais de la centrale nucléaire de Cattenom;

- de soutenir par tous les moyens disponibles les démarches des communes concernées.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Da kënnen mer déi och à main levée ofstëmmen.

**Vote sur la motion 5 modifiée**

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn.

**Motion 6**

An dann hu mer nach déi Motioun N°6, och vum Här Gibéryen, wou awer eng Rei Problemer...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...déi dräi Considéranten erauszehuelen.

► **M. le Président.**- Ass d'ADR domadder d'accord, datt mer déi eraushuelen? Ka se da vun der Regierung ugeholl ginn?

Da géif ech also déi ëmgeännert Motioun, esou wéi se proposéiert gëtt, zum Vote stellen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ee Moment wann ech gelift!

► **M. le Président.**- Jo, den Här Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Neen, neen! Mir haten och gesot, d'Demande au Gouvernement, net den Text, deen hei steet.

► **M. le Président.**- Also ech hätt elo gär, datt mer nach eng Kéier kloer soen, wat do dräknent.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, ech hunn lech et eropginn.

► **M. le Président.**- Also, ech hunn hei den Text vum Minister. Mir sträichen deen Alinea «l'interprétation de la Cour Européenne de Justice du 22...» an och nach dee virdrun, also den «jugement du Tribunal Administratif de Strasbourg du 11 juin 1987...». Deen Alinea gëtt gestrach, deen hannendrun an deen iwwert d'«confirmation du Conseil d'État français du 30 juin...».

An da remplacéiere mer herno bei der Demande au Gouvernement «d'user de toutes voies de droit et principalement de contester la légalité relative à...» einfach duerch «à veiller à éviter la prolongation de l'autorisation d'exploitation de la centrale nucléaire à Cattenom».

Den Här Gibéryen wénkt mam Kapp.

**Motion 6 modifiée**

La Chambre des Députés,

considérant:

- les nombreuses interventions de la population, des associations, des communes et du Gouvernement préalables à la construction de la centrale nucléaire de Cattenom et destinées à éviter la construction de cette centrale à la frontière du Luxembourg;

- que d'après les principes du droit international aucun pays n'a le droit d'exposer les pays riverains à des risques graves et non usuels en tolérant, en favorisant ou en réalisant des projets générateurs de pareils risques;

- que les centrales nucléaires ne doivent non seulement satisfaire aux normes de sécurité nationales, mais encore aux normes internationales et en particulier à celles en vigueur dans les pays voisins;

- que les rejets ne doivent en aucun cas provoquer sur le territoire des pays avoisinants des nuisances incompatibles avec la législation de ces pays;

## Sommaire des séances publiques n°s 27, 28 et 29

Hommage à la mémoire de M. le Député Mill Majerus	p. 359-360
Communications	p. 360-361
Changement de composition d'une délégation internationale	p. 361
Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés	p. 361
6263 - Proposition de loi	
1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;	
2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003	p. 361
Ordre du jour	p. 361
6265 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État	p. 361-364
5881A - Projet de loi portant introduction d'un Code de la consommation	p.364-367
6165 - Projet de loi portant	
- transposition de la directive 2009/111/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2007/64/CE en ce qui concerne les banques affiliées à des institutions centrales, certains éléments de fonds propres, les grands risques, les dispositions en matière de surveillance et la gestion de crises;	
- transpositions pour les établissements de crédit de la directive 2009/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés;	
- parachèvement de la transposition de la directive 2009/14/CE du Parlement et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie et le délai de remboursement;	
- modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;	
- modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit;	
- modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;	
- modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;	
- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;	
- modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;	
- modification de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement	p. 367-368
6211 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère	p. 368-371
6224 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE	p. 371-372
6235 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Moldavie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 14 juin 2010	p. 372
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État	p. 373-378
Débat sur l'état de la nation	p. 378-405

- qu'à ce jour une élimination sûre des déchets radioactifs fait défaut et que ces déchets grèvent gravement les générations futures compte tenu de la demi-vie des matières fissiles;

- les événements actuels au Japon;

- que l'énergie nucléaire ne suffit pas aux principes d'une politique énergétique durable;

- que la centrale nucléaire de Cattenom ne satisfait pas aux standards actuels de sécurité des centrales modernes et de la dernière génération;

- que la prolongation de l'autorisation de service de la centrale nucléaire de Cattenom vise uniquement une rentabilisation économique de la centrale sans toutefois présenter une étude relative à des améliorations relatives à la sécurité de l'installation;

- que les autorités gouvernementales et communales doivent par tous les moyens légaux protéger la santé des citoyens;

- que pour une technique aussi dangereuse, le principe de précaution doit avoir priorité sur l'intérêt économique;

demande au Gouvernement

- à veiller à éviter la prolongation de l'autorisation d'exploitation de la centrale nucléaire à Cattenom;

- à intervenir auprès du Gouvernement français afin de ne pas autoriser la prolongation de l'autorisation d'exploitation de la centrale à Cattenom;

- de promouvoir par tous les moyens à disposition la sortie du nucléaire;

- de s'engager pour l'abandon de l'énergie nucléaire au niveau européen et international.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Kënnen mer dann déi ëmgeännert Motioun zum Vote stellen?

**Vote sur la motion 6 modifiée**

Wien ass domadder d'accord? Vote à main levée.

Dat schéngt mer dann och d'Unanimité ze sinn.

Da géif ech lech Merci soen, an domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 3., 4. a 5. Mee.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 15.36 heures)**

## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg





## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1132	Jean Colombera	Incidence des conditions climatiques hivernales sur les transports publics et sur les accises perçues sur les produits pétroliers
1159	Jean Colombera	Indemnisation des dégâts causés par des nids-de-poule
1188	Jean Colombera	Médicaments homéopathiques
1194	Claude Haagen	Dégagement des routes enneigées pendant la nuit
1195	Roger Negri	Indemnisation des dégâts causés par des nids-de-poule
1212	André Bauler	Ponctualité des trains
1226	Claude Adam	Situation des médecins au sein de la fonction publique
1231	Viviane Loschetter	Quotas de femmes dans la fonction publique et le secteur privé
1242	Fernand Kartheiser	Réduction de 50% des frais de transports en commun pour les «membres familles nombreuses» - cas de divorce
1246	Camille Gira	Chasse dans la réserve naturelle Prénzebiérg
1270	Jean Colombera	Participation personnelle aux soins hospitaliers à domicile
1271	Jean Colombera	Étude sur le nombre de personnes hermaphrodites (intersexuelles) au Luxembourg
1272	Jean Colombera	Salaires des chercheurs de l'Université du Luxembourg
1274	Mill Majerus	Institution de groupes d'échange et d'entraide («Selbsthilfegruppen») en faveur des anciennes victimes de transgressions sexuelles
1275	Jean Colombera	Personnel dans le domaine des prestations de soins
1276	Jacques-Yves Henckes	Centres, foyers et services pour personnes âgées et centres de gériatrie (SERVIOR)
1277	Claude Haagen	Reproductions d'objets d'art
1278	Claude Haagen	Organisation du concert de Madame Montserrat Caballé à la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg en date du 11 février 2011
1279	Mill Majerus	Élaboration d'une étude scientifique relative aux cas de maltraitance commis sur les pensionnaires d'internats et d'autres structures d'accueil
1280	Marc Spautz	Politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne
1281	Jean Colombera	Financement de la Résidence Seniors à Troisvierges
1282	Camille Gira	Assainissement de l'Aéroport à Findel
1284	André Bauler	Indiscipline des élèves dans les écoles fondamentales et dans les lycées
1286	Claudia Dall'Agnol	Travail partiel dans la fonction publique
1289	Marc Spautz	Promotion des produits du terroir
1290	André Bauler	Traversée de Hosingen (N7/E421)
1291	Marc Spautz	Prix des matériaux de construction
1292	Eugène Berger	Enquêtes du Statec effectuées depuis l'Allemagne
1293	Jean Colombera	Médicaments contenant du Dextropropoxyhène
1294	Jean Colombera	Centre de Réhabilitation
1296	Gilles Roth	Lycée technique Wobrecken à Esch-sur-Alzette
1298	André Bauler	Projet-pilote «Fit4Job»
1299	Nancy Arendt	Vente de «produits du tabac» dans les stations-service
1300	Roger Negri	Ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence
1302	Gilles Roth	Personnel enseignant de l'enseignement fondamental
1347 urgente	Jean Huss et Henri Kox	Contrôle d'avions cargo en provenance du Japon au Cargo Center Findel

### Question 1132 (4.1.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'incidence des conditions climatiques hivernales sur les transports publics et sur les accises perçues sur les produits pétroliers:

Die Wetterbedingungen der letzten beiden Monate haben dem Straßenverkehr stark zugesetzt. Es kann vermutet werden, dass viele Menschen auf das Auto als privates Verkehrsmittel verzichtet und zum Teil den öffentlichen Verkehr in Anspruch genommen oder auf Fahrten verzichtet haben. Auch der Flugverkehr hatte unter dem Wetter zu leiden. Diese gesamte Situation hat daher wahrscheinlich auch Auswirkungen

auf den Kraftstoffbedarf und damit auch auf die Einnahmen aus Akzisen und Steuern.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann der Minister eine erste Bilanz bezüglich des Verkaufs von Treibstoff für PKWs und LKWs an den Luxemburger Zapfsäulen für die letzten zwei Monate des Jahres 2010 ziehen?

2) In welchem Maße können festgestellte Schwankungen gegenüber den Vorjahren bereits über die Mehr- oder Mindereinnahmen an Akzisen für den öffentlichen Haushalt Auskunft geben?

3) Sind Veränderungen in den Passagierzahlen des öffentlichen Transportes in den letzten zwei Monaten des Jahres 2010 festzustellen?

4) Wie sehen die Zahlen bezüglich des Kerosinverbrauchs auf dem nationalen Flughafen für die letzten beiden Monate aus?

### Réponse (4.4.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la consommation en carburants durant le mois de décembre 2010 au vu des conditions météorologiques exceptionnelles.

En ce qui concerne les ventes d'essence, elles ont baissé pendant les deux derniers mois de l'année 2010 d'environ 8% par rapport aux deux derniers mois de l'année 2009. Par contre, les ventes de gasoil lors des mêmes périodes de référence ont augmenté de 10% en 2010 par rapport à 2009. Ainsi - même s'il est à ce jour difficile de fournir une analyse plus détaillée des fluctuations - on peut d'ores et déjà estimer qu'il n'y a pas eu de pertes notables dans les recettes par rapport à 2009.

On a constaté depuis octobre 2010 une croissance des chiffres de voyageurs en bus et en particulier sur les lignes 172 desservant Frisange-Luxembourg, 118 Trèves-Luxembourg, 130 Grevenmacher-Luxembourg, 197 Ottange-Luxembourg, 203 Differdange-Luxembourg, 212 Rodange-Luxembourg, 222 Steinfort-Luxembourg et 300 Hayange-Luxembourg. Il est cependant difficile de conclure que cette augmentation est uniquement due aux conditions météorologiques ou à d'autres situations.

Les consommations de kérosène du mois de novembre et décembre pour les années 2008, 2009 et 2010 se présentent comme suit:

	2008	2009	2010
Novembre	48.429	50.071	44.028
Décembre	38.757	41.404	39.953

L'on constate donc que Monsieur le Député Colombera a raison dans le sens que la consommation a chuté fortement au mois de novembre à concurrence d'environ 11%, et de 4% au mois de décembre.

Par contre, comparée à l'année 2008 (année de crise pour le cargo), la consommation de décembre 2010 est supérieure à celle de décembre 2008.

### Question 1159 (11.1.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les présences de drogues au Centre pénitentiaire de Schressig:

Betreffend den Drogenkonsum in der Justizvollzugsanstalt Schressig möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Mittels welcher Hilfsmittel werden Drogen in das Gefängnis eingeschmuggelt?

2) Hat der 2009 angekündigte neue Drogendetektor mittlerweile seine Arbeit aufgenommen und, wenn ja, wie viele Drogen wurden seitdem mit Hilfe des Detektors entdeckt?

3) Wie viele Personen wurden bisher erwischt, die Drogen ins Gefängnis schmuggeln wollten?

4) Werden auch Kontrollen durch Drogenhunde bei Personen durchgeführt, die als Besucher oder Lieferanten Zugang zum Gefängnis bekommen?

5) Wie sieht die Strategie des Ministers aus, um den Drogenhandel im Gefängnis zu unterbinden?

### Réponse (5.4.2011) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Die Fragen des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombera betreffend den Drogenkonsum in der JVA Schressig können wie folgt beantwortet werden:

Zu Frage 1) ist zu bemerken, dass der Erfindungsgeist der Drogenschmuggler bekanntlich unbegrenzt ist und die Frage nur insofern beantwortet werden kann, wie die Schmuggelwege den Verantwortlichen der JVA bekannt sind. In sehr vielen der bekanntesten Fälle wurde in der Regel versucht die Drogen unter der Kleidung oder in allen möglichen Körper-

öffnungen in die JVA zu schmuggeln.

Was die Frage 2) betrifft, so kann inhaltlich auf die Antwort verwiesen werden, die auf die parlamentarische Anfrage Nr.0705 des ehrenwerten Abgeordneten Xavier Bettel vom 15. Juni 2010 gegeben wurde (cf. compte rendu n°1/2010-2011) und die wie folgt lautete:

„Concernant la question relative à la quantité de drogues saisies, je peux informer l'honorable Député qu'entre mars 2009 et août 2010, la quantité totale de stupéfiants saisis au Centre pénitentiaire de Luxembourg était de 288,03 grammes, toutes substances confondues. Conformément aux procédures prévues,

les drogues saisies ont été remises au service de police judiciaire.

Quant au détecteur de substances stupéfiantes, je tiens à vous informer qu'il est entretenu régulièrement et est utilisé régulièrement. Étant donné qu'il fonctionne comme prévu, on peut affirmer que, jusqu'à l'heure actuelle, il a fait ses preuves.“

Aktuellere Zahlen betreffend die entdeckten Drogen liegen im Moment noch nicht vor.

Zur Frage 3) ist auszuführen, dass sie, durch ihren allgemeinen Charakter, sowohl Insassen der JVA als auch auswärtige Personen betrifft und sich diese zweite Gruppe zusätzlich unterteilt in Personen die auf frischer Tat erwischt worden sind und solche die nach langwierigen Ermittlungen der Kriminalpolizei in enger Zusammenarbeit mit der Leitung der JVA gefasst worden sind. Da die Drogenbekämpfung in der Breite der gestellten Frage nicht in die Zuständigkeit der JVA fällt werden auch keine Statistiken in diesem Sinne geführt.

4) Drogenhunde kommen in der JVA Schressig zum Einsatz im Rahmen von koordinierten Einsätzen zwischen der Leitung der JVA einerseits, sowie der Polizei und der Zollverwaltung andererseits. Dies geschieht jedoch eher aufgrund von stichhaltigen und zielführenden Hinweisen, da ein systematischer Einsatz von Drogenhunden bei allen Besuchern und Lieferanten ohne Anhaltspunkte sowohl juristisch problematisch wäre, wie auch sehr schnell die Einsatzdauer der zur Verfügung stehenden Hunde beenden würde. Es kommt aber durchaus vor, dass unter den kontrollierten Personen Besucher und Lieferanten sind.

Zu Frage 5) betreffend die Anti-drogenstrategie in der JVA Schressig verweise ich auf die Antwort auf die Frage 4) der parlamentarischen Anfrage Nr.0703 des ehrenwerten Abgeordneten Jacques-Yves Henckes vom 15. Juni 2010, die wie folgt lautete (cf. compte rendu n°1/2010-2011):

„La lutte anti-drogues mise en place au CPL se décline suivant trois grands axes:

a. La réduction de la demande: à cette fin, sont organisés des actions de sensibilisation et de prévention primaire, secondaire et





tertiaire, une prise en charge et un suivi des toxicomanes repérés par les équipes pluridisciplinaires médicales, psychosociales et socio-éducatives, un traitement de substitution et, le cas échéant, une préparation à la thérapie après la libération.

b. La réduction de l'offre: des fouilles de personnes et de locaux et des tests d'urine, ainsi que des interventions des sections canines de la Police grand-ducale et de l'Administration des Douanes sont régulièrement organisés. Par ailleurs, le CPL entretient une coopération rapprochée avec le service de police judiciaire et chaque découverte de substances stupéfiantes - c'est-à-dire la constatation d'une infraction pénale - fait l'objet d'une dénonciation systématique aux autorités judiciaires.

c. La réduction des risques ('harm reduction'): cet axe inclut la sensibilisation des détenus par l'information sur les risques et les comportements responsables, la prise en charge médicale et psychologique des patients séropositifs, ainsi que la mise à disposition de produits d'hygiène et un programme d'échange de seringues."

Wie bereits bei der Beantwortung der Fragen Nr.0053 des ehrenwerten Abgeordneten Xavier Bettel sowie Nr.0055 des ehrenwerten Abgeordneten Jacques-Yves Henckes vom 2. September 2009 ausgeführt wurde (cf. *compte rendu n°3/2009-2010*) sei der Vollständigkeit halber erwähnt, dass der repressive Teil der Antidrogenpolitik natürlich in enger Zusammenarbeit mit der Polizei und den Justizbehörden erfolgt; in dem Sinne wird jedes festgestellte Drogendelikt systematisch an diese Behörden weitergeleitet.

**Question 1188** (24.1.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **médicaments homéopathiques**:

Während die Britische Medizinische Vereinigung (BMA) ein Ende der finanziellen Förderung der Homöopathie fordert und Kritiker sie als „ausgemachten Unsinn“ verunglimpfen, machte ein Nobelpreisträger eine Entdeckung, die möglicherweise auf die wissenschaftliche Grundlage der Homöopathie verweist. Im Juli schockierte der französische Nobelpreisträger Luc Montagnier seine Nobelpreis-Kollegen und das medizinische Establishment mit der Eröffnung, er habe entdeckt, Wasser verfüge über eine Art „Gedächtnis“, das auch noch nach vielen Verdünnungen vorhanden sei.

Bis zu Montagniers Forschungen waren die meisten Ärzte und Wissenschaftler überzeugt, es gebe keinen wissenschaftlichen Nachweis für die Wirksamkeit vielfacher Verdünnungen, wie sie in der Homöopathie zum Einsatz kommen. Teilweise gehen diese Einschätzungen einfach auf fehlende Einsicht zurück. Zum größeren Teil entsteht diese Ablehnung aus der wachsenden Popularität der Homöopathie, die man als lästigen Konkurrenten zur Schulmedizin loswerden will - beinahe das Gleiche geschah in den USA vor einem Jahrhundert.

Eine der Grundannahmen der Homöopathie besagt, dass die Wirksamkeit einer Substanz durch wiederholte Verdünnung wächst. Montagnier entdeckte nun, dass Lösungen, die die DNS eines Virus oder eines Bakteriums enthalten, „Radiowellen im Niedrigfre-

quenzbereich ausstrahlen“, die andere Moleküle in ihrer Umgebung beeinflussen und sie in organisierte Strukturen umwandeln.

Diese Moleküle strahlen dann ebenfalls Wellen aus. Montagnier entdeckte zudem, dass diese Wellen selbst nach vielen Verdünnungsprozessen im Wasser enthalten bleiben. Für einen Laien besagt das vielleicht nicht viel, aber für einen Wissenschaftler legt es nahe, dass Homöopathie doch eine wissenschaftliche Grundlage hat.

In Luxemburg werden nur homöopathische Medikamente von der Gesundheitskasse zurückerstattet, die aus einer „Monosubstanz“ bestehen, wogegen komplexe homöopathische Medikamente mit mehr Substanzen nicht zurückerstattet werden. Damit trotzdem die komplexen Substanzen zurückerstattet werden, müssen diese Medikamente vereinzelt verschrieben werden, was dann schlussendlich teurer für die Gesundheitskasse zu stehen kommt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage stellen:

- 1) Weiß der Minister Bescheid über Montagniers Entdeckung?
- 2) Warum werden „unitäre“ Medikamente zurückerstattet und „komplexe“ Medikamente nicht?
- 3) Wird der Minister auf Basis der neuen Gegebenheiten das Gesetz im Sinne der homöopathischen Erkenntnisse von Montagnier ändern, damit alle homöopathischen Medikamente zurückerstattet werden und so die Gesundheitskasse entlastet wird?

**Réponse** (3.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La Caisse Nationale de Santé (CNS) a connaissance de cette étude dont la conduite est fortement critiquée et dont l'objectif n'était pas d'apporter une quelconque preuve quant aux mécanismes d'action de l'homéopathie. Cette étude émet une hypothèse de détection des infections bactériennes chroniques et n'apporte pas la preuve d'une efficacité thérapeutique de l'homéopathie suivant des critères scientifiquement admis.

La CNS partage l'avis stratégique de l'Organisation mondiale de la Santé qui tente d'élargir les connaissances scientifiques pour promouvoir la pratique d'une médecine sûre et efficace.

À l'état actuel des connaissances, la CNS propose de maintenir le statu quo dans la prise en charge.

**Question 1194** (26.1.2011) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **dégagement des routes enneigées pendant la nuit**:

Selon mes informations, les services de l'Administration des Ponts et Chaussées responsables pour l'entretien des routes nationales ne sont pas autorisés à travailler entre 22.00 heures et 4.00 heures du matin et par conséquent le dégagement des routes enneigées s'avère impossible pendant la nuit.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information? Dans l'affirmative, pourquoi les services régionaux responsables pour l'entretien des routes nationales ne travaillent-ils pas sous les mêmes conditions que les responsables de la division de l'ex-

ploitation de la grande voirie qui dégagent les autoroutes en hiver sans contrainte d'horaire?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les routes nationales doivent être dégagées dans les meilleurs délais afin d'éviter de sérieux problèmes de trafic aux heures de pointe? Dans cette optique, est-il envisagé à l'avenir d'autoriser le travail de nuit aux équipes concernées de l'Administration des Ponts et Chaussées dans des situations exceptionnelles, notamment lors de fortes chutes de neige?

**Réponse** (18.4.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert à propos de l'aménagement des heures de travail auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées. En effet, d'après les informations de l'honorable Député, «les services de l'Administration des Ponts et Chaussées responsables pour l'entretien des routes nationales ne sont pas autorisés à travailler entre 22.00 heures et 4.00 heures du matin et par conséquent le dégagement des routes enneigées s'avère impossible pendant la nuit».

L'honorable Député Monsieur Claude Haagen est mal informé puisqu'il n'y a aucune disposition légale ou conventionnelle qui interdit aux services de l'Administration des Ponts et Chaussées responsables de l'entretien des routes nationales de travailler entre 22.00 et 4.00 heures. Il s'ensuit que l'administration intervient durant la nuit lorsque la situation sur les routes le requiert.

**Question 1195** (20.1.2011) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'**indemnisation des dégâts causés par des nids-de-poule**:

Sur les réseaux routier et autoroutier luxembourgeois des nids-de-poule sont apparus sur l'ensemble des routes ces dernières semaines; danger qui fut également annoncé par les portiques du CITA. Ce phénomène a cependant pris des proportions particulièrement importantes cet hiver en raison des conditions climatiques et de leur conjonction (froid, humidité, réchauffement). Le fait de toucher un ou plusieurs nids-de-poule peut occasionner des dommages importants sur les pneus, les jantes, les essieux et les amortisseurs.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'accidents éventuels survenus au Luxembourg à cause d'un mauvais entretien des routes?

- Que souhaite Monsieur le Ministre faire afin de pallier le problème des nids-de-poule?

Dans ce contexte se pose également la question de l'indemnisation des dégâts éventuels causés par des nids-de-poule. En effet, la ville de Verviers a été reconnue responsable de la mort d'un automobiliste, décédé suite à un accident de la circulation alors que la victime avait roulé dans un nid-de-poule.

- En général, l'État luxembourgeois procède-t-il à une indemnisation des dégâts éventuels causés par des nids-de-poule? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches nécessaires à effectuer par le conducteur et quel est le total du montant que l'État a dû rembourser aux automobilistes en 2010?

**Réponse** (15.4.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet des nids-de-poule et d'accidents éventuels survenus au Luxembourg à cause d'un «mauvais entretien des routes».

L'on ne dispose pas de données statistiques sur la cause des accidents de sorte que l'on n'a pas connaissance d'accidents survenus en particulier à cause d'un «mauvais entretien des routes» comme demandé par l'honorable Député. Il faut tout de même ajouter que le phénomène des nids-de-poule après un hiver exceptionnellement rigoureux est inévitable. L'Administration des Ponts et Chaussées a informé les usagers de l'état des routes tout en les invitant à une conduite appropriée.

Pour pallier le problème des nids-de-poule, suite à leur détection, une équipe d'intervention intervient d'urgence pour réaliser des travaux de réparation de fortune avec de l'asphalte froid. Ensuite, en fonction des conditions météorologiques, des campagnes de réfection locale sont organisées pour réparer ces mêmes nids-de-poule avec de l'asphalte chaud. Enfin, durant l'été de la même année, un certain nombre de nids-de-poule réparés provisoirement ainsi que les nouveaux nids-de-poule sont traités par les réfections programmées.

Quant à l'indemnisation des dégâts éventuels causés par des nids-de-poule, l'on précise que chaque demande d'indemnisation, preuves à l'appui, d'un conducteur est à transmettre au département des Travaux publics qui prendra une décision sur avis circonstancié de l'Administration des Ponts et Chaussées. Ne peuvent, dans ce cadre, être pris en compte que les demandes où des circonstances exceptionnelles peuvent être retenues.

**Question 1212** (2.2.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **ponctualité des trains**:

Des sociétés de chemins de fer établies à l'étranger, telle la Deutsche Bahn, publient chaque année un rapport détaillé sur la ponctualité des trains sur leurs réseaux.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la société nationale des chemins de fer recueille de façon systématique des données sur les retards des trains circulant sur le réseau luxembourgeois?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution de la ponctualité des trains luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner également si une analyse des raisons qui sont à l'origine des retards est effectuée?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer aussi sur les mesures prises pour améliorer la ponctualité des trains luxembourgeois?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi de telles démarches, à l'instar des exemples donnés dans nos pays voisins, n'ont pas encore été entreprises au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner par ailleurs sur la politique d'information de la société des chemins de fer luxembourgeois en cas de retards?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les dispositifs actuels garantissent une information prompte et complète des voyageurs sur toutes les gares ferroviaires du réseau luxembourgeois?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il me fournir des précisions sur les mesures qu'il entend entreprendre afin de garantir une meilleure information des voyageurs et de contribuer ainsi à l'attractivité des chemins de fer au Luxembourg?

**Réponse** (4.4.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1212 du 2 février 2011, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet de la ponctualité des trains sur le réseau ferré luxembourgeois.

Les CFL recueillent les données concernant le retard des trains circulant sur le réseau ferré luxembourgeois. En 2010, en moyenne 89% des trains étaient à l'heure (i. e. ayant moins de six minutes de retard), tout en notant que les trains transfrontaliers et internationaux arrivant en retard sur le réseau ferré luxembourgeois sont exclus de cette statistique. L'analyse systématique de ces données montre que les raisons les plus fréquentes des retards concernent le dérangement de passages à niveau et des appareils de voies, les problèmes techniques liés au matériel roulant ainsi que les incidents externes causés par des tiers. Un comité de pilotage de la ponctualité définit sur base de ces analyses un plan d'action ayant comme but d'améliorer constamment la ponctualité des trains.

Dans cet ordre d'idées, les mesures suivantes ont été prises, notamment:

- suppression d'un train sur la relation Luxembourg-Rodange afin d'éviter des retards en chaîne sur cette ligne, sur laquelle d'importants travaux sont actuellement en cours;

- renforcement du parc en matériel roulant permettant de disposer plus souvent de rames de réserve;

- adaptation de l'horaire sur l'antenne de Noertzange à Rumlange en vue des travaux de rénovation en cours en gare de Noertzange.

En cas de retard, le personnel d'accompagnement doit informer les voyageurs sans délai, et au plus tard 15 minutes après le déclenchement du problème ou du retard, de la nature de l'incident et de son évolution prévisible. Il se renseigne auprès des voyageurs sur leurs besoins éventuels de correspondances et les informe des solutions possibles.

Dans les gares, les principes suivants sont appliqués:

- la première information à l'attention des voyageurs intervient le plus tôt possible avant l'heure de départ normale par des annonces sonores et par un affichage sur des panneaux électroniques;



- l'information, mise à jour et diffusée régulièrement, précise la nature du problème et l'évolution prévisible quant au retour à un service normal;

- lorsque d'autres solutions d'acheminement se révèlent pertinentes compte tenu de l'importance de la perturbation, elles sont portées à la connaissance des voyageurs de préférence par la sonorisation en gare et/ou à défaut par des agents en contact avec les voyageurs.

En gare d'arrivée, les personnes attendant les voyageurs sont informées du retard par une annonce sonore et par un affichage sous forme de papier ou électronique.

Étant donné qu'à l'état actuel, une information prompte et complète n'est pas toujours garantie, les CFL sont en train d'investir dans un système électronique permettant de détecter automatiquement tous les retards et d'intervenir plus rapidement afin d'en limiter les conséquences. Ce système qui devrait être disponible à la fin de l'exercice 2012 permettra d'informer, en temps réel, les voyageurs par le biais de l'internet et par téléphone mobile (à partir de 2013).

Comme l'amélioration du niveau de ponctualité de la circulation des trains et l'amélioration de l'information aux voyageurs dans les trains et attendant aux gares et points d'arrêt sont une priorité pour les CFL, ils sont en train de redéfinir l'organisation et les processus internes pour permettre au personnel d'informer les voyageurs d'une manière encore plus rapide et plus complète.

## Question 1226 (3.2.2011) de M. Claude Adam (déi gréng) concernant la situation des médecins au sein de la fonction publique:

Dans son rapport d'activité 2009-2010, l'Ombudsman conclut entre autres: «En vue de mettre les médecins du travail et le Contrôle médical de la sécurité sociale en mesure d'exécuter leurs missions respectives conformément aux attentes légitimes des travailleurs, il semble indispensable au Médiateur de renforcer les effectifs tant au niveau du CMSS qu'au niveau des services de la santé au travail». De même, les récentes réformes en matière de l'assurance accident et des soins de santé requièrent le recrutement de nombre de médecins au service de l'État. À la création de ces nouveaux postes s'ajoute encore le vieillissement du corps médical étatique.

Par ailleurs, jusqu'à l'heure actuelle, aucun document publié dans le cadre de la réforme en matière salariale par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ne tient compte de la durée de formation effective du médecin; durée de formation qui est d'au moins neuf ans pour le médecin généraliste, voire davantage pour le médecin spécialiste. La nouvelle classification proposée par le Ministère culmine en effet par la catégorie A1, à savoir celle du master (cinq ans de formation).

Aussi, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le

Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Combien de médecins travaillent actuellement au service de l'État et quels sont les administrations ou services qui les occupent? Quelle est la spécialisation de ces médecins? Quelle est la distribution exacte des tranches d'âge parmi le corps médical étatique?

- Dans quelle mesure le projet de réforme en matière salariale du Gouvernement tient-il compte de la différence de formation des titulaires de diplômes de médecine vétérinaire, de médecine dentaire et de médecine humaine?

- Monsieur le Ministre est-il au courant des problèmes de recrutement de médecins au service de l'État?

- À combien de médecins Monsieur le Ministre évalue-t-il le besoin du recrutement dans les cinq ans à venir au vu des différentes réformes entrées en vigueur et en tenant compte du vieillissement du corps médical étatique?

- À quoi correspond exactement la «prime spéciale pour les carrières de médecins»? Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'elle permet de parer de manière efficace au manque d'attractivité de la carrière en médecine humaine auprès de l'État?

**Réponse (5.4.2011) de Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:**

Monsieur le Député Claude Adam s'enquiert de la situation des médecins au service de l'État.

En réponse, et sur base des informations dont dispose le département de la Fonction publique, je voudrais informer l'honorable Député qu'actuellement l'État occupe 69,60 médecins en médecine humaine (équivalent temps plein) dans les administrations suivantes:

- Administration de l'Emploi,
- Administration des Services médicaux du secteur public,
- Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale,
- Administration pénitentiaire,
- Conseil arbitral des Assurances sociales,
- Direction de la Santé,
- Inspection générale de la sécurité sociale,
- Laboratoire National de Santé.

Le nombre de médecins par tranche d'âge se présente comme suit:

Tranche d'âge	Nombre de médecins (équivalent temps plein)
30-39 ans	1
40-49 ans	17,85
50-59 ans	38,75
≥ 60 ans	12
Total	69,60

Le département de la Fonction publique ne dispose pas des informations nécessaires au sujet des spécialisations des différents médecins au service de l'État, dont disposent seuls les différents organes d'affectation.

Ensuite, en ce qui concerne les questions de l'honorable Député au sujet des réformes en matière salariale du Gouvernement, je voudrais relever que des travaux de réformes en matière statutaire et salariale sont en cours d'élaboration, mais ne sont pas encore arrivés au terme des réflexions,

de sorte qu'il est prématuré d'en donner tous les détails avant que les travaux préparatoires aient complètement abouti.

## Question 1231 (7.2.2011) de Mme Viviane Loschetter (déi gréng) concernant les quotas de femmes dans la fonction publique et le secteur privé:

D'après les chiffres publiés par la Commission européenne, un membre sur dix seulement dans les conseils d'administration des plus importantes entreprises européennes sont des femmes. La commissaire européenne aux droits fondamentaux Viviane Reding envisage d'introduire des quotas contraignants pour combattre les inégalités de genre dans les organes de prise de décision des entreprises privées.

Sachant que les parlements des pays voisins comme la France et l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas sont en train de débattre la question des quotas contraignants ou de travailler sur des propositions de loi permettant d'aller vers la féminisation des instances dirigeantes des grandes entreprises, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Est-ce que Madame la Ministre peut faire état de la part des femmes au sein des emplois de direction dans la fonction publique (direction des administrations publiques, lycées, départements ministériels, institutions publiques)?

- Qu'en est-il de la représentation des femmes dans les conseils d'administration d'organisations internationales, établissements publics, syndicats, fondations où l'État désigne des membres ou représentants?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que l'État se doit de montrer l'exemple et donner une réelle impulsion à ce sujet en instaurant des quotas dans la haute fonction publique?

- Est-ce que des mesures seront prises par l'État pour accroître la représentation des femmes dans les organes de décision du secteur privé? Si oui, selon quel agenda?

**Réponse commune (5.4.2011) de Mme Françoise Hettogaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, et de Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:**

1. En ce qui concerne les emplois de direction dans la fonction publique, il ressort des informations recueillies auprès du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative que les femmes représentent 45% des agents de la carrière supérieure de l'État respectivement occupent 22,5% des postes de direc-

Postes de la carrière supérieure de l'État

	Féminin	Masculin	Total
Administration générale	496	941	1.437
Magistrature	143	104	247
Force publique	16	142	158
Enseignement	136	59	195
Enseignement postprimaire	1.449	1.472	2.921
Cultes	2	24	26
Total	2.242	2.742	4.984
	45,0%	55,0%	100,0%

Postes de direction

	Féminin	Masculin	Total
Administration gouvernementale	44	116	160
Autres administrations et services	100	375	475
Établissement scolaires	17	62	79
Total	161	553	714
	22,5%	77,5%	100,0%

Pour ce qui est de la direction des ambassades et représentations permanentes, cinq sur 25 ambassadeurs respectivement représentants permanents sont des femmes (20%).

2. La situation des femmes dans les conseils d'administration respectivement comités-directeur des établissements publics se présente comme suit:

Nombre d'établissements publics analysés	53
Nombre de membres des conseils d'administration respectivement des comités-directeur concernés	512
Hommes	432
Femmes	80
Pourcentage de femmes	15,63

Dans 14 des 53 établissements publics analysés, aucune femme ne fait partie du conseil d'administration respectivement du comité-directeur (26,42%); dans les autres 39 (73,58%), au moins une femme fait partie de l'organe de gestion de l'établissement public.

3. En ce qui concerne finalement la représentation des femmes dans les organes de décision des entreprises du secteur privé, le Ministère de l'Égalité des chances a mandaté le Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (CEPS) de reconduire son étude déjà réalisée en 2000 et en 2003 sur la représentation des femmes et des hommes dans les conseils d'administration, les comités de direction et les représentations du personnel.

Cette étude va également analyser la situation des entreprises dans lesquelles l'État détient des participations directes, qu'elles soient cotées à la bourse ou non.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

## Question 1242 (10.2.2011) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la réduction de 50% des frais de transports en commun pour les «membres familles nombreuses» - cas de divorce:

La tarification sur les réseaux des transports publics prévoit notamment une réduction de 50% pour les «membres familles nombreuses», réduction accordée aux personnes disposant de la carte de légitimation pour les membres de familles nombreuses.

Dans les conditions d'obtention de cette carte (art. 9 des condi-

tions tarifaires), il est notamment précisé: «En cas de séparation ou de divorce, le conjoint pouvant bénéficier de la carte de légitimation est celui qui touche l'allocation familiale.»

Cette condition discrimine le parent n'ayant pas obtenu la garde d'enfants alors qu'il doit cependant supporter de nombreuses charges, en particulier le

paiement des pensions alimentaires. Ce parent, notamment lorsqu'il bénéficie du droit de visite, subit ainsi des frais de transport supplémentaires lorsqu'il se déplace avec ses enfants en utilisant les transports publics.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre est-il d'accord pour supprimer la discrimination en matière de réductions tarifaires envers l'un des parents divorcés?

2. Si oui, quelles sont les actions concrètes que Monsieur le Ministre a prises ou va prendre à court terme?

3. Si non, quelles sont les raisons qui justifient le maintien de cette mesure discriminatoire?

**Réponse (20.4.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

L'honorable Député s'enquiert au sujet des conditions d'obtention des abonnements mensuels à tarif réduit au profit des familles nombreuses.

En vertu du règlement ministériel modifié du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics, les membres de familles nombreuses, c'est-à-dire des familles ayant trois enfants au moins à leur charge, ont droit à une réduction de 50% sur les prix des abonnements mensuels valables dans les transports publics nationaux.

Les bénéficiaires de cette réduction doivent être titulaires d'une carte de légitimation établie dans les guichets de vente des transports publics.

Monsieur le Député relève la question de l'application de cette



faveur tarifaire en cas de séparation ou divorce des parents.

D'après l'article 6.3.b. du règlement ministériel précité, la preuve du paiement des allocations familiales pour au moins un enfant est, le cas échéant, requise pour obtenir la carte de légitimation susmentionnée.

En pratique cependant et notamment en cas de séparation des parents de familles nombreuses, d'autres preuves de la prise en charge financière des enfants d'un parent n'étant pas bénéficiaire des allocations de famille sont, dans le cadre d'une tolérance administrative, admises aux guichets des transports publics pour l'obtention de cette carte de légitimation. Le règlement dont il s'agit a été adapté en ce sens.

**Question 1246** (10.2.2011) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **chasse dans la réserve naturelle Prënzebiërg**:

Les personnes qui parcourent à pied la réserve naturelle Prënzebiërg à Pétange sont régulièrement confrontées à des panneaux indicateurs avec le texte «Battue/Treibjagd». Or, suivant le règlement grand-ducal du 20 novembre 1991 la chasse en battue n'est pas autorisée ni dans la zone de la réserve naturelle proprement dite, ni dans la zone tampon.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la pratique répétée de la chasse en battue dans la réserve naturelle Prënzebiërg?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il entamées afin de mettre en œuvre le règlement grand-ducal de la réserve naturelle Prënzebiërg en relation avec la chasse?

**Réponse** (8.4.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Le département de l'Environnement du MDDI est au courant de la pratique de la chasse en battue dans la réserve naturelle Prënzebiërg. La pratique de la chasse s'y déroule dans les limites prévues dans le règlement grand-ducal du 20 novembre 1991 déclarant zone protégée la réserve naturelle Prënzebiërg.

Les battues de type «poussée» sont contrôlées de manière systématique par les agents de l'Administration de la Nature et des Forêts (animaux tirés et dispositifs de marquage). En effet, les poussées sont annoncées par les locataires de chasse en question au préposé forestier territorialement compétent quelques semaines avant qu'elles n'aient lieu. Jusqu'à présent et à ma connaissance, aucune infraction en relation avec la chasse n'y a été constatée.

**Question 1270** (21.2.2011) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant la **participation personnelle aux soins hospitaliers à domicile**:

Mit der Gesundheitsreform ist es nunmehr zum 1. Januar 2011 zu Änderungen in Sachen Zuzahlungen durch die Patienten gekommen. So wurde eine Ei-

genbeteiligung in Höhe von 12% für klinische Leistungen, die zu Hause erbracht werden, eingeführt.

Allerdings scheint es, dass nicht alle Patienten, die zu Hause diese Leistungen beanspruchen müssen, gleichermaßen diese Eigenbeteiligung zu erbringen haben. Es gibt Ausnahmen. Wie die neuen Bestimmungen nunmehr zu interpretieren sind, scheint vielen nicht klar zu sein, weder den Medizinern oder dem Pflegepersonal, noch den betroffenen Versorgungsstrukturen.

So zum Beispiel, wie die Frage des Statuts von Patienten zu verstehen ist, die zwar über die CNS sogenannte „aides techniques“ zuerkannt bekamen (z. B. „lit médicalisé“ im Rahmen eines teilweisen Verlustes von Mobilität), allerdings nicht unbedingt über einen sogenannten „plan de prise en charge assurance dépendance“ verfügen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wann wurden die Versorgungsstrukturen offiziell über die Ausführungsbestimmungen dieser Maßnahme der Reform informiert? Wo sind diese Informationen für Laien in verständlicher Form nachzulesen?

2) Wie viel Zeit war den Leistungserbringern gegeben, um diese neue Maßnahme umzusetzen (z. B. für Information des Personals, Weiterleitung der Information und Diskussion mit den Patienten und Kunden, Umänderung der Software und der klinischen Informationssysteme)?

3) Gibt es eine ministerielle Anlaufstelle für Fragen von Seiten der Patienten und der Versorgungsstrukturen, um Unklarheiten abzusprechen? Gibt es eine spezifische Internetseite, auf der die aktuellen Informationen nachgelesen werden können?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass es Sinn gemacht hätte, im Vorfeld die Patienten über ihren neuen Status zu informieren und ihnen klar und deutlich mitzuteilen, ob sie bei der Inanspruchnahme von Leistungen zu Hause die 12% Zuzahlung entrichten müssen oder nicht?

5) Kann der Minister bestätigen, dass die „Caisse médico-chirurgicale mutualiste“ eine Reihe von Zuzahlungen im Rahmen ihrer Leistungen an die Mitglieder zurückerstattet?

**Réponse** (23.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Die statutarischen Bestimmungen betreffend die 12-prozentige Eigenbeteiligung der Versicherten an den Leistungen der Krankenpfleger wurden von dem Verwaltungsrat der nationalen Gesundheitskasse in seiner Sitzung vom 10. November 2010 beschlossen und am 3. Dezember 2010 im Memorial veröffentlicht. Da diese Maßnahme ein Teil eines Gesamtpaketes von Sparmaßnahmen war, die teilweise im Reformgesetz vorgesehen waren, welches am 17. Dezember 2010 in der Abgeordnetenkammer gestimmt wurde, musste die nationale Gesundheitskasse dieses Votum abwarten, bevor sie die Leistungserbringer informieren konnte. Dies geschah schließlich durch Brief vom 23. Dezember 2010.

Angesichts der Reaktionen der Krankenpfleger über Schwierigkeiten bei der Anwendung der neuen Maßnahme beschloss die nationale Gesundheitskasse ein einmonatiges Moratorium, so dass für die Leistungserbringer

(nicht aber für die Versicherten) dieselbe erst am 1. Februar in Kraft trat.

Ein erklärendes Rundschreiben erging an alle Krankenpfleger am 1. Februar 2011. Des Weiteren wurden der COPAS und der ANIL mittels eines Briefes vom 16. Februar 2011 zusätzliche Erläuterungen zugestellt.

Sämtliche Informationen über die Statuten, die Konventionen mit den Leistungserbringern sowie über die verschiedenen Nomenklaturen werden auf der Internetseite [www.cns.lu](http://www.cns.lu) veröffentlicht.

Die Statuten der „Caisse médico-chirurgicale mutualiste“ sehen eine Zuzahlung zu dieser Eigenbeteiligung nicht vor.

**Question 1271** (21.2.2011) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant l'étude sur le **nombre de personnes hermaphrodites (intersexuelles) au Luxembourg**:

D'après mes informations, une étude non encore publiée a été faite par le Ministère de la Santé en 2006/2007 pour évaluer le nombre de personnes hermaphrodites (intersexuelles) au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Combien de personnes intersexuelles vivent au Luxembourg?

2) De quelle forme d'intersexualité s'agit-il?

3) Quel est l'aboutissant de ces personnes hermaphrodites?

4) Combien d'opérations ont été effectuées pour orienter ces personnes vers un sexe ou l'autre?

**Réponse** (10.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Mes services ne sont pas au courant d'une étude réalisée au sujet de personnes hermaphrodites. Ils n'ont par ailleurs pas participé à une telle étude.

Par conséquent, je ne saurais dispenser d'informations à ce sujet.

**Question 1272** (21.2.2011) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant le **saire des chercheurs de l'Université du Luxembourg**:

Concernant les chercheurs à l'université qui lors d'une nouvelle embauche se voient amputer leur salaire de 12% et en tenant compte que ces chercheurs ont un bac +9 dans la plupart des cas, il faut se poser une série de questions concernant les conséquences qu'une telle décision peut avoir sur l'atmosphère collégiale entre les chercheurs nouvellement engagés et les autres chercheurs exerçant les mêmes tâches depuis longtemps à l'université. Aussi, s'il est vrai que l'autonomie financière est de mise et que l'impact ministériel est relativement discret, il se pose la question quel est l'avantage de travailler à l'université par rapport au secteur public où la rémunération dans ces carrières est assez substantielle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Quelle est la grille salariale de ces PhD au début de leur contrat et que signifie une diminution de 12%?

2) Quelle est la différence par rapport au secteur privé?

3) Quelle est la différence par rapport aux universités étrangères?

4) Est-ce que le traitement différent par rapport aux chercheurs embauchés depuis longtemps ne risque pas de détériorer l'atmosphère collégiale et, partant, d'avoir un impact négatif sur la recherche en général?

5) Y a-t-il un problème de ressources financières au niveau de l'université obligeant ainsi les responsables à diminuer les salaires?

**Réponse** (31.3.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

L'honorable Député souhaite avoir des informations quant à la grille des salaires des chercheurs à l'Université du Luxembourg.

Il convient de relever que la fixation de la grille salariale relève de l'autonomie de l'Université du Luxembourg. Le rôle du Ministre se confine à une approbation. Il ne m'appartient donc pas de répondre aux questions 4 et 5.

Pour ce qui est de la rémunération des assistants-chercheurs (post-doc), le salaire brut (indice 719,84, juillet 2010) est de 5.174,43 €, par rapport à 5.867,16 € selon l'ancienne grille salariale; la rémunération du collaborateur scientifique (détenteur d'un doctorat) est de 5.174,43 €, par rapport à 5.215,28 €.

L'Université du Luxembourg précise que cette nouvelle fixation du salaire des assistants-chercheurs «est due à un alignement des rémunérations pratiquées dans le cadre des Aides à la Formation-Recherche et en application du règlement grand-ducal du 26 septembre 2008 fixant à trois fois le salaire minimum la rémunération des travailleurs hautement qualifiés de pays tiers».

Ces fonctions n'existant pas dans le secteur privé, une comparaison n'est pas possible. Par ailleurs, nous ne disposons pas d'informations exhaustives sur les rémunérations au sein des universités étrangères de sorte qu'une comparaison s'avère impossible.

Enfin, il convient de relever que les nouveaux taux s'appliquent à toute nouvelle/première signature de contrat, tout renouvellement de contrat n'étant donc pas affecté par cette mesure. En outre, la fonction d'assistant-chercheur est régie par des contrats à durée déterminée puisqu'elle est, par essence, une fonction temporaire entre la phase de doctorat et la carrière de l'enseignant-chercheur proprement dite.

**Question 1274** (22.2.2011) de **M. Mill Majerus** (*CSV*) concernant l'**institution de groupes d'échange et d'entraide («Selbsthilfegruppen») en faveur des anciennes victimes de transgressions sexuelles**:

Depuis la fin de ma mission auprès du Centre d'assistance pour victimes de transgressions sexuelles et physiques au sein de l'Église, je suis régulièrement contacté par des personnes ayant subi de tels actes de violence il y a 20, 30, 40 voire 50 années. Ces personnes font encore aujourd'hui état de souffrances physiques et psychiques aigües, de difficultés sociales et professionnelles graves. Même si beaucoup

de ces personnes ont pu bénéficier de thérapies diverses, nombre d'entre elles vivent mal leur situation, souffrent de dépressions affligeantes, déclarent qu'elles se sentent exposées au risque d'abuser de médicaments, d'alcool ou d'autres drogues, envisagent de se suicider.

Beaucoup des personnes qui m'interpellent revendiquent l'institution au Luxembourg de groupes d'échange et d'entraide destinés à l'accueil d'anciennes victimes de violence sexuelle et accompagnés dans leur démarche par des psychothérapeutes compétents.

Étant persuadé que l'institution de tels groupes constituerait un instrument précieux d'aide au bénéfice des victimes concernées, je pose les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Peuvent-ils me renseigner sur la mise en place au Luxembourg de groupes d'échange et d'entraide accueillant de façon spécifique d'anciennes victimes de violence sexuelle?

2. Le cas échéant, envisagent-ils la création de tels groupes?

3. Si oui, au sein de quelles institutions de tels groupes pourraient être initiés?

4. Les ministères compétents seraient-ils en mesure de prendre en charge les frais de fonctionnement et notamment la rémunération des thérapeutes?

5. Les ministères compétents seraient-ils disponibles pour engager les moyens de publicité nécessaires afin d'informer les bénéficiaires potentiels de la création et du fonctionnement de tels groupes?

**Réponse commune** (6.4.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

1. Actuellement aucun des services agréés conventionnés en vertu du règlement grand-ducal du 10 novembre 2006 (services de consultation) n'offre des groupes d'entraide spécifique à la problématique. Il existe pourtant une certaine expérience et compétence auprès des institutions:

Planning Familial

Dans le passé, le Planning Familial offrait de tels groupes. Actuellement le Planning Familial offre toujours la possibilité de consultations en groupe. Selon les dires des psychothérapeutes du Planning moins d'une femme sur neuf articulait le besoin de faire partie d'un groupe d'entraide. La problématique réapparaît dans des groupes d'entraide spécifiques pour d'autres thématiques. L'expérience et la compétence des thérapeutes fait alors que celle-ci peut être prise en charge. Le Planning dispose donc de la compétence et de l'expérience de mettre sur pied des groupes d'entraide.

Familljencenter-CPF

Actuellement il n'existe pas de groupe spécifique. Le groupe «Alltag meistern» (Emotional Stabilisierung, kucke wat mat mer lass ass...) peut accueillir des personnes présentant des troubles résultant de transgressions sexuelles. En général, le Familljencenter-CPF



center serait prêt à offrir des groupes d'entraide.

Haus89

La problématique est traitée en consultation individuelle. Le Haus89 ne dispose pas de l'expérience pour animer de tels groupes mais ne se dit pas opposé à instaurer le cas échéant de tels groupes.

Psy-Jeunes:

Le service compte un certain nombre de jeunes victimes de violences sexuelles parmi sa clientèle.

En raison de la constitution souvent fragilisée de personnes concernées, il voit mal la création de tels groupes avec sa clientèle. En effet, le fait d'entendre des témoignages de victimes ayant vécu des situations similaires risque d'aggraver le traumatisme vécu des victimes.

À noter par ailleurs que de la part de leur activité, les Fadep et les Centres d'accueil disposent eux aussi d'une certaine expérience dans la prise en charge de victimes de transgressions sexuelles.

Actuellement la demande ne justifie pas de créer une offre pour des groupes d'entraide. En cas de demande des usagers, la création de tels groupes pourrait être entamée.

2. La création de tels groupes nécessiterait un important investissement au niveau organisationnel (communication avec le public, mise en place suivi,...). En raison du volume de travail et à cause d'une demande peu importante de la clientèle actuelle, les services n'envisagent actuellement pas la création de tels groupes.

3. Les institutions conventionnées dont l'objet pourrait permettre de tels groupes seraient le Planning Familial, le Familjencenter CPF, le Haus89 et éventuellement AFP-Services. Les travaux du Planning Familial visant surtout le sexe féminin comme clientèle, une autre institution comme le Familjencenter CPF ou, le cas échéant le Haus89 (qui n'a actuellement que peu d'expérience dans la technique des groupes d'entraide) pourraient éventuellement alors créer une offre pour les victimes masculines.

4. Dans le cadre de leur convention existante, le personnel des institutions peut s'engager à mettre sur pied des groupes d'entraide. En cas de besoins supplémentaires, le Ministère de la Famille et de l'Intégration est prêt à entamer les démarches nécessaires pour garantir une offre suffisante.

5. Dans le cadre de leur convention, les services chargés de la mission peuvent engager des moyens financiers pour la communication avec les éventuels bénéficiaires de l'offre thérapeutique. De plus, le Ministère de la Famille et de l'Intégration pourrait subventionner directement des activités de communication. Dans le cas de la création d'une telle offre, les services conventionnés avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration pourront disposer de frais de fonctionnement qui leur sont alloués afin de recouvrir ces dépenses.

Les Ministres soussignés entendent toutefois souligner qu'en règle générale l'initiative pour la création de groupes d'échange et d'entraide destinés à l'accueil d'anciennes victimes de violence

sexuelle devrait partir des concernés et que le rôle des pouvoirs publics serait d'épauler ces initiatives.

**Question 1275** (23.2.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **personnel dans le domaine des prestations de soins:**

Betreffend das Personal in Alten- und Pflegeheimen stellt die Ministerin fest, dass diese Heime zum 1. Januar 2010 über einen Pflegepersonalschlüssel von 1:1,88 verfügten. Zieht man das ganze Personal in Betracht, käme man sogar auf einen Durchschnittswert von 1:1,23.

In anderen Worten: auf zwei Heimbewohner käme fast eine Pflegekraft. Dies sagt aber nichts darüber aus, wie viele Pflegekräfte, wenn in Schichten gearbeitet wird, tatsächlich während einer bestimmten Tages- oder Nachtstunde vor Ort sind.

Auch lassen sich keine Rückschlüsse in Bezug auf krankheits- oder urlaubsbedingtes Fehlen von Personal ziehen. Berücksichtigt man all dies, wird der Pflegepersonalschlüssel mit großer Wahrscheinlichkeit deutlich anders ausfallen, was denn auch erklären würde, dass es immer wieder zu Engpässen in der Betreuung kommt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann die Ministerin den Pflegepersonalschlüssel bei Tagesschichten und bei Nachtschichten angeben?

2) Kann die Ministerin den Pflegepersonalschlüssel nach abgezogenen Krankmeldungen und Urlaubstagen angeben?

**Réponse** (25.3.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Die Anzahl der Pflegekräfte bei Tagesschichten sowie bei Nachtschichten wird bestimmt durch die Pflegepläne („plans de prise en charge“) der einzelnen Bewohner einer Einrichtung. Der Einsatz der Pflegekräfte fällt dadurch innerhalb von 24 Stunden sehr unterschiedlich aus, da die einzelnen Pflege- und Hilfsleistungen an unterschiedlichen Tageszeitabschnitten zu leisten sind.

Das modifizierte Gesetz vom 19. Juni 1998 zur Einführung einer Pflegeversicherung und das modifizierte großherzogliche Reglement vom 18. Dezember 1998 zur Ausführung des Gesetzes und Bestimmung einer Pflegebedürftigkeit enthält eine Definition, Mindestqualifikation und Standardzeitdauer für jede Pflege- und Hilfsleistung. Die Summe der zu verrichtenden Pflege- und Hilfsleistungen bestimmt die Anzahl der notwendigen Pflegekräfte beziehungsweise zur Bestimmung eines effektiven Personalschlüssels zieht man vom vollen Arbeitszeitvertrag die Abwesenheit des Pflegepersonals ab, und zwar: Urlaubstage, Schwangerschaftsurlaub, Ausfall durch Krankheit, Feiertage sowie Fort- und Weiterbildungstage...

Gemäß der COPAS (Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins) verfügen die Pflege- und Altenheimen über einen durchschnittlichen effektiven Personalschlüssel von

1:1,23, und zwar Vollzeitäquivalenz, oder anders formuliert, von einer Vollzeitstelle für 1,23 Bewohner. In der Theorie heißt dies, dass für eine Einrichtung mit einer Kapazität von 123 Betten 100 professionelle Mitarbeiter für acht Arbeitsstunden pro Tag zur Verfügung stehen. Nur lässt dieser Personalschlüssel keine Aussage zu über den konkreten Einsatz dieser 100 Mitarbeiter. Der Einsatz wird nämlich durch die Pflegepläne bestimmt und diese sind sehr unterschiedlich.

Der Personalschlüssel von 1:1,23 ist ein Durchschnittswert für alle Pflege- und Altenheimen. Einzel betrachtet, ergibt sich ein Personalschlüssel von 1:1,37 für die Altenheimen (CIPA - Centre intégré pour personnes âgées) und von 1:1,01 für die Pflegeeinrichtungen (Maison de soins).

Das modifizierte großherzogliche Reglement vom 8. Dezember 1999 betreffend die Zulassungsbestimmungen für die Träger aus dem Altenbereich („règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées“) hat das Ziel, die einzelnen Strukturen im Dienst der älteren Menschen zu definieren sowie die Zulassungs- und Durchführungsbestimmungen zu klären. In Bezug auf Personalkriterien hält dieses Mindestanforderungen vor (Artikel 10,12 (1), 12 (2) und 13), die regelmäßig kontrolliert werden. Diese Kontrolle geschieht vor Ort.

**Question 1276** (23.2.2011) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant les **Centres, foyers et services pour personnes âgées et centres de gériatrie (SERVIOR):**

La décision prise par les conseils communaux des cinq communes responsables pour le CIPA de Niederanven de dénoncer le contrat de gérance avec l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées et centres de gériatrie (SERVIOR)» confirme certaines critiques déjà émises dans le rapport spécial de la Cour des Comptes concernant cet établissement.

Je tiens à relever dans ce contexte que les dispositions de certains articles de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics 1) Centres, foyers et services pour personnes âgées, 2) Centres de gériatrie semblent soit ne pas être respectées soit ne sont pas être utilisées pour garantir une bonne gestion et partant des prix de pension plus constants.

Ainsi selon l'article 7: «Ne peuvent devenir ni membre effectif, ni membre suppléant du conseil d'administration le ou les fonctionnaires qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler l'établissement ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'État en faveur de l'établissement.» Or, de hauts fonctionnaires du Ministère sont également président respectivement membre du conseil d'administration de SERVIOR.

Par ailleurs, lors de la réunion du 22 mars 2010 à la Chambre des Députés la Ministre a déclaré qu'elle «ne voit pas d'inconvénient à ce que l'allocation d'in-

demnités et de jetons de présence aux membres et au secrétaire du conseil d'administration soit soumise pour approbation au Gouvernement en Conseil».

Au portail des marchés publics figure parmi les organismes affiliés l'établissement public Centres, foyers et services pour Personnes Âgées (C.F.S.P.A.) SERVIOR.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille:

1. Quelle est, depuis 2007, l'évolution des prix de pension par établissement géré par SERVIOR, par «type de chambre» et par «taux de confort»?

2. Ces augmentations de prix ont-elles toutes été explicitement approuvées par Madame le Ministre, conformément à ses déclarations faites lors de la réunion de la Commission parlementaire du Contrôle de l'exécution budgétaire du 22 mars 2010?

3. La Cour des Comptes a recommandé la mise en place d'une comptabilité analytique permettant de déterminer le prix de revient pour chaque activité de SERVIOR. Cette recommandation a-t-elle été suivie d'effet? Dans la négative, quelles sont les raisons qui selon le Gouvernement s'opposent à la mise en place d'une comptabilité analytique permettant d'établir une transparence des coûts et un contrôle effectif de la gestion?

4. Les bilans et budgets de SERVIOR pour les exercices 2007, 2008 et 2009 sont-ils publiés? Si oui, où et quand ont-ils été publiés? À défaut, pouvez-vous me faire tenir copie des bilans, comptes de pertes et profits non encore publiés et des budgets pour les années 2010 et 2011? Ces documents ont-ils été approuvés par le Gouvernement? Si oui, à quelle date?

5. Quelle est, dans le dernier bilan et compte de pertes et profits de l'établissement public (année 2010 ou, à défaut, 2009) - avec et sans les établissements sous gérance à Hesperange et à Niederanven - la part prélevée sur le prix des pensions pour assurer:

a. les frais de «l'administration centrale» de l'établissement, y compris les frais de personnel, qui ne sont pas directement imputables à un CIPA, Maison de soins ou Résidence Seniors?

b. les réserves pour supporter certains coûts d'entretien et de construction des bâtiments?

6. En ce qui concerne les frais administratifs, quels sont les montants alloués en 2009 et 2010 à des fonctionnaires à titre de tantièmes, de rémunérations supplémentaires, de primes de responsabilité mensuelles, de jetons de présence et de voitures de fonction? À quelle date les indemnités et jetons de présence alloués aux membres et au secrétaire du conseil d'administration ont-ils été soumis pour approbation au Gouvernement en Conseil?

7. Étant donné que l'article 18 de la loi a été prorogé par la loi budgétaire du 21 décembre 2007 pour une nouvelle période de dix ans, quels sont pour les années 2008, 2009, 2010, 2011 les frais pour transformations, extensions et autres modifications aux centres intégrés pour personnes âgées gérés par SERVIOR pris en charge par l'État?

8. Étant donné que SERVIOR figure parmi les organismes affiliés adhérant au portail marchés publics, cela veut-il dire que le Ministère de tutelle et l'établissement public ont révisé leur position antérieure et se sont déclarés

d'accord à se soumettre enfin à la législation sur les marchés publics? Est-ce que tous les marchés de biens, de services et de travaux de l'établissement public sont actuellement soumis à la loi sur les marchés publics?

9. Du fait que deux des six membres du conseil d'administration de SERVIOR sont également des hauts fonctionnaires du Ministère de la Famille le respect de l'article 7 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 n'est pas garanti. Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin d'éviter que les fonctions de contrôle et de supervision prévues par la loi par le biais de fonctionnaires du Ministère sur l'établissement public SERVIOR soient exercées par des fonctionnaires membres du conseil d'administration de ce même établissement? Au cas où le Gouvernement entendait maintenir en fonction ces deux fonctionnaires, comment le Gouvernement peut-il garantir le respect de la loi?

10. Le Gouvernement entend-il faire contrôler par un expert la gestion de SERVIOR sur la base d'une comptabilité analytique?

11. Le réviseur s'est-il contenté de contrôler la seule régularité des écritures comptables ou a-t-il également été chargé de missions spécifiques comme de contrôler la bonne gestion des divers établissements?

12. Vu le refus par les cinq communes du budget 2011 proposé par SERVIOR, les responsables de SERVIOR avaient annoncé oralement leur intention de répercuter ce manque à gagner sur les pensionnaires du centre de Niederanven, voire des autres centres par une augmentation des tarifs des chambres, de la nourriture, voire des boissons. Le Gouvernement va-t-il autoriser de telles augmentations de prix?

**Réponse** (25.3.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Le Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) de Niederanven appartient à la commune de Niederanven. Il est géré par l'établissement public «Centres, foyers et services pour personnes âgées», dénommé ci-après SERVIOR, sur base d'une convention dont le texte a été élaboré par la commune.

Les cinq autres communes - Betzdorf, Contern, Sandweiler, Schuttrange et Walferdange - ont conclu une convention avec la commune de Niederanven, qui leur confère sur un certain nombre de lits, nombre différent pour chaque commune, une priorité d'occupation. Ces communes ne sont pas directement concernées par la gestion du centre et ne peuvent donc ni refuser un budget, ni dénoncer une convention à laquelle elles ne font pas partie. À noter toutefois que SERVIOR veille à fournir également à ces communes un maximum d'informations.

Relevons enfin que c'est l'établissement public qui a résilié la convention en date du 21 juin 2010 et que la commune de Niederanven a pris note de cette résiliation en février 2011.

La commune de Niederanven, en sa qualité de seul cocontractant au contrat de gestion n'a pas refusé le budget proposé par SERVIOR, mais les parties, à un certain moment, étaient en désaccord sur une éventuelle augmentation du prix de pension pour l'année 2011.

Pour ce qui est d'autres augmentations de prix, telles que soule-





vées par l'honorable Député, elles ne sont ni envisagées par SERVIOR, ni, à plus forte raison, soumises pour approbation à la Ministre de tutelle.

2) En ce qui concerne les questions relatives à l'établissement proprement dit, il convient de souligner d'abord que SERVIOR est un établissement public fonctionnant d'après les dispositions du droit privé/commercial et œuvrant dans le domaine social. La loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de l'établissement public a en effet conçu l'établissement comme entreprise ne pouvant pas bénéficier, en ce qui concerne son fonctionnement, d'apports financiers en provenance du budget de l'État.

Il s'ensuit entre autres que l'établissement rembourse à l'État toutes les rémunérations des fonctionnaires, employés de l'État et ouvriers de l'État détachés auprès de l'établissement. Rappelons également que les dispositions de l'article 19 de la loi prévoyant un fonds de roulement que l'État aurait pu mettre à la disposition de l'établissement, ainsi qu'une autorisation pour l'État de rembourser à l'établissement des dépenses pour frais de fonctionnement au cas où celles-ci auraient dépassé les recettes, n'ont jamais dû trouver une application. De toute façon cette dernière disposition n'était prévue que pour une durée de dix ans à partir de la mise en vigueur de la loi et n'est donc plus applicable. Des subsides pour des projets de construction ou de rénovation peuvent être alloués, et ce exactement dans les mêmes proportions et sous les mêmes conditions qu'aux autres gestionnaires.

La gestion journalière de l'établissement est assurée par un comité directeur qui soumet ses propositions en ce qui concerne la politique de l'établissement au conseil d'administration qui prend les décisions nécessaires en matière des grandes lignes de la politique d'entreprise de l'établissement, sous réserve de l'article 9 de la loi précitée, qui, pour certaines décisions, prévoit l'approbation du Ministre de tutelle. Aussi, les fonctionnaires au sein du conseil d'administration sont nommés par le Grand-Duc, sur proposition du Gouvernement en Conseil. En ce qui concerne les fonctionnaires relevant du département de la Famille, il y a lieu de souligner qu'en vertu de leurs fonctions et surtout au vu de l'organisation du Ministère, ils ne sont pas appelés à surveiller ou à contrôler l'établissement. Ils n'approuvent aucun acte administratif de l'établissement ou signent des ordonnances de paiement ou toute autre pièce administrative entraînant une dépense de l'État en faveur de l'établissement.

Par ailleurs, en ce qui concerne les différents contrôles auxquels l'établissement est soumis, un agrément est délivré à l'établissement public, conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, portant sur les normes en matière des qualifications et du nombre du personnel, de qualité du service, d'infrastructures et d'équipement. Le contrôle du respect de ces dispositions est fait par des agents du Ministère, nommés à cette fin «officiers de police judiciaire». D'un autre côté, l'établissement est soumis aux dispositions et aux contrôles de la législation sur l'assurance dépendance. Enfin,

conformément à l'article 14 de la loi portant création de l'établissement public, l'établissement est soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprise, désigné par le Gouvernement en Conseil, qui contrôle les comptes de l'établissement, ainsi que la régularité des opérations effectuées et des écritures comptables.

Le conseil d'administration demande au réviseur d'entreprise de lui présenter régulièrement une «management letter» portant sur la bonne gestion des divers services de l'entreprise et comportant des recommandations d'amélioration ou de modification au cas où le réviseur l'estime nécessaire.

L'établissement public dispose, depuis sa création, d'une comptabilité analytique, qui, au fur et à mesure de l'installation de moyens informatiques performants, a régulièrement été affinée. En ce qui concerne un contrôle de la gestion de SERVIOR par un expert sur base de la comptabilité analytique, il est renvoyé au rapport spécial établi par la Cour des Comptes.

Les budgets - qui par définition sont un document interne pour guider une entreprise à travers une période définie (douze mois) - sont soumis pour avis et approbation au Ministre de tutelle et ne sont pas publics. C'est sur base d'explications détaillées du budget que d'éventuelles adaptations des prix sont approuvées ou refusées. Par ailleurs, lors des discussions du rapport spécial de la Cour des Comptes à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire à la Chambre de Députés, il a été précisé «que le prix de pension fait bien partie des facteurs explicitement soumis à son approbation et qu'elle veille toujours à ce qu'il soit en adéquation avec le budget et la situation économique et politique du pays.»

Aussi, en matière de prix de pension, SERVIOR est obligé de couvrir par le prix de pension toutes les dépenses en relation avec le précité.

SERVIOR a opté, au niveau de la détermination des prix, pour des critères précis.

Les prix d'hébergement des chambres des centres SERVIOR varient suivant:

- A. le confort:
  - lavabo
  - lavabo + WC
  - lavabo + WC + douche
- B. la surface de la chambre
- C. le type de chambre:
  - simple
  - double
  - communicante

Depuis sa création, SERVIOR a été obligé de procéder à des augmentations des prix de pension et ce pour faire face à des augmentations telles que accords salariaux, glissements de carrières, augmentation du salaire minimum, augmentation des différentes cotisations mais aussi des matières premières (alimentation) ou des frais énergétiques, etc.

Il est sous-entendu qu'à part une hausse des prix de pension suite aux arguments précités, les prix de pension de SERVIOR évoluent tel que défini dans son contrat d'hébergement avec l'indice à la consommation (sauf pour le site de Niederanven où une hausse indiciaire n'était pas prévue à la convention jusqu'en 2006 inclus).

L'évolution des prix de pension pour les centres intégrés et les maisons de soins était d'environ 1,2% (hors indice) par an depuis

2007 à 2010. Le prix moyen fin 2010 par client pour les centres intégrés pour personnes âgées était de 2.240 € et pour les maisons de soins de 2.130 € (augmentation indiciaire comprise).

L'évolution du prix de pension pour le CIPA Niederanven était d'environ 3,3% (hors indice) par an à partir de 2007 à 2010 / prix moyen fin 2010 par client de 1.800 € (augmentation indiciaire comprise).

Cette progression plus élevée pour le CIPA Niederanven à partir de 2007 est essentiellement due à quatre facteurs: l'augmentation de la dotation du personnel non couvert par l'assurance dépendance, l'intégration de prestations de services supplémentaires, le besoin de rattrapage de la couverture des frais liés à l'évolution de l'échelle mobile des salaires - l'ancienne convention avec la commune ayant exclu une telle adaptation -, ainsi que la hausse du loyer à payer à la commune de Niederanven. En effet, le loyer a augmenté d'environ 66% de 2006 à 2007. Cette augmentation à elle seule se traduit par une hausse moyenne de 1% sur la période visée. Avant 2007, la progression du prix de pension au CIPA de Niederanven était d'environ 0,8% contre 2,7% pour les autres centres de SERVIOR.

Les comptes annuels de l'établissement public, suite à leur approbation par le Gouvernement en Conseil, sont rendus publics moyennant conférence de presse, édition d'une brochure envoyée entre autres à la Chambre des Députés et aux communes hébergeant un site SERVIOR, ainsi que sur le site «Internet» de SERVIOR.

Les comptes annuels pour l'année 2009 mettent en évidence un montant total de 7,7 millions d'euros constituant les frais pour services communs (comptabilité, finances, informatique, données des clients, organisation des prestations, management de qualité, audit interne, cuisine régionale, équipe volante de jardinage, etc.) y compris l'administration générale. Sans les centres de Niederanven et Howald, ce montant s'élève à 6.850.000 €.

En matière de «réserves pour supporter certains coûts d'entretien et de construction des bâtiments», il y a lieu de relever que les immeubles à Niederanven et Howald n'en sont pas concernés, alors qu'ils appartiennent aux communes respectives. D'un autre côté, l'établissement est obligé, en vue de pouvoir subvenir à de tels frais à l'échéance de la période de dix ans pendant laquelle c'est l'État qui, en tant que «nu-propriétaire», y subvient (les montants afférents sont prévus au budget de l'Administration des Bâtiments publics), de créer des provisions pour grosses réparations pour les immeubles en cause. En sont exclus les immeubles des centres que SERVIOR va abandonner comme par exemple CIPA Wiltz ou CIPA Vianden. Le montant prévu aux comptes annuels pour l'année 2009 s'élève à 703.000 € et pour 2010 il devrait atteindre quelque 780.000 €.

En ce qui concerne les indemnités et jetons de présence des membres du conseil d'administration, ils ont été fixés par analogie aux indemnités allouées dans des organismes analogues. Ils ont été approuvés par la Ministre de tutelle, tel que souligné en réunion du 22 mars 2010 de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés. Lors de

cette même réunion, la Ministre a déclaré que «les procédures préconisées par la Cour des Comptes en ce qui concerne les indemnités et jetons de présence du conseil d'administration pourront à l'avenir être suivies si la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire le souhaite».

Par ailleurs, en ce qui concerne les suppléments versés à des fonctionnaires de l'État, la commission précitée a pu se persuader et a conclu que la procédure prévue à cette fin par la loi a bien été respectée. Ainsi, pour l'année 2009, un montant total de 74.400 € a été alloué aux fonctionnaires détachés auprès de l'établissement public en tant que complément à la rémunération, prime de responsabilité et voiture de service. Pour 2010, le montant s'élève à 71.500 €; progressivement ce montant disparaît avec le départ des fonctionnaires qui seront remplacés par des agents ayant le statut de salarié privé. Concernant plus précisément la mise à disposition de voitures de service à des agents de l'établissement, le conseil d'administration, dans un souci d'économies, a jugé plus favorable de prévoir la mise à disposition de voitures de service en lieu et place de l'allocation de frais de route, ceci au vu du très grand nombre de kilomètres à parcourir par les différents agents. Bien plus, une déclaration y afférente est transmise à l'Administration des Contributions pour que cet avantage en nature soit pris en considération lors de l'imposition des agents en question.

L'établissement public figure au portail des marchés publics comme tous les autres organismes dont un ou plusieurs projets sont financés ou cofinancés par des deniers publics. En l'occurrence, la présence de SERVIOR au portail est due aux soumissions publiques au niveau national et également au niveau européen, portant sur la transformation, rénovation et construction du Centre du Rham.

Il va de soi que pour tous les marchés où sont engagés des deniers publics, SERVIOR procède par voie de soumission publique.

Cette présence au portail ne change en rien la situation de l'établissement telle qu'elle a été exposée à la Chambre des Députés «que SERVIOR est une entreprise, certes créée pour satisfaire un besoin d'intérêt général, mais ayant un caractère clairement défini d'entreprise commerciale. La défense de ce point de vue est d'autant plus importante dans l'optique de l'ouverture du marché opérée au niveau européen dans le cadre de la directive services» où la soumission de SERVIOR à la loi sur les marchés publics pénaliserait fortement cet établissement par rapport à ses concurrents.

### Question 1277 (23.2.2011) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant les reproductions d'objets d'art:

Il me revient que des entreprises commerciales vendent des reproductions d'objets d'art tels que des sculptures, bas-relief, médailles, tableaux, photographies et estampes.

Dans la plupart des cas ces reproductions d'objets d'art sont commercialisées avec l'accord et l'autorisation de différents musées.

1. Quels sont les critères pour accorder une telle autorisation? Qui accorde l'autorisation en question?

2. L'autorisation accordée engendre-t-elle des droits d'auteur?

3. Certains objets d'art reproduits proviennent de collections privées ou d'artistes luxembourgeois décédés. Qu'en est-il de la législation luxembourgeoise? Qui contrôle les autorisations de reproduction?

4. Dans le cas de reproductions d'objets nationaux et communaux, qui est responsable des autorisations accordées? L'autorisation accordée engendre-t-elle des droits d'auteur?

5. De quelle manière sont protégés les droits des propriétaires d'objets d'art originaux identiques à ceux qui ont été reproduits?

**Réponse commune** (30.3.2011) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*, de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Nous tenons tout d'abord à relever que de façon générale, une collaboration entre les musées de l'État et des entreprises commerciales au niveau de la reproduction d'objets d'art et de la vente de ces dernières s'avère être extrêmement rare dans la pratique au sein de notre pays. Ainsi par exemple le Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) n'a jusqu'à présent qu'une seule fois réalisé une reproduction d'une pièce archéologique en coédition avec une entreprise commerciale spécialisée dans la vente de reproductions d'objets d'art. Dans ce cas d'espèce, le MNHA a subordonné sa collaboration avec l'entreprise commerciale à la condition d'obtenir un droit de regard tant sur la qualité de la reproduction (laquelle devait notamment pouvoir être identifiée comme reproduction et non pas être confondue avec un original) que sur la quantité de celle-ci ainsi qu'un certain pourcentage sur le prix de vente appliqué par l'entreprise commerciale («royalties»).

Par la suite, nous répondons à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen dans l'ordre des questions posées:

1. D'après la loi, l'auteur d'une œuvre jouit du droit exclusif d'autoriser la reproduction de celle-ci, lequel droit peut néanmoins être cédé à des tiers du vivant de son auteur (notamment sous forme de licences).

Après le décès de l'auteur et à défaut d'une cession de ses droits telle que précitée, les droits de l'auteur sur son œuvre sont exercés par ses héritiers et légataires, lesquels peuvent à leur tour céder les droits à des tiers. Dans le respect des règles légales relatives à la réserve héréditaire des descendants de l'auteur, ce dernier peut ainsi décider librement qui sera titulaire de ses droits après sa mort et comment ses droits seront exercés. Il peut arriver qu'un auteur institue un musée comme légataire de ses droits d'auteur, lequel est alors seul habilité à accorder une autorisation de reproduction de l'œuvre. Cette situation est néanmoins également extrêmement rare dans notre pays.



À défaut d'héritiers connus ou lorsque tous les héritiers connus ont renoncé à la succession de l'auteur, les droits sur l'œuvre de ce dernier, y compris le droit d'en autoriser la reproduction, sont acquis à l'État après son envoi en possession qui est prononcé par le tribunal d'arrondissement sur demande de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. C'est ce qu'on appelle la succession en déshérence.

En tout état de cause, les droits d'auteur sur une œuvre, y compris le droit d'en autoriser la reproduction et même ceux hérités ou cédés conventionnellement, sont limités dans le temps. Ainsi, à l'expiration d'un délai de 70 ans après le décès de son auteur, une œuvre tombe dans le domaine public et peut être librement reproduite à condition de respecter l'honneur de l'artiste.

2. Le terme «droits d'auteur» vise l'ensemble des prérogatives reconnues à l'auteur à l'égard de son œuvre dont notamment le droit exclusif d'en autoriser la reproduction.

Pour pouvoir bénéficier de la protection accordée par les droits d'auteur, une œuvre doit être originale et avoir pris une certaine forme. L'originalité individualise une œuvre et reflète la personnalité de l'auteur. Or, si une œuvre est reproduite à l'identique de l'original (même à échelle différente), donc sans individualisation ou personnalisation aucune de la part du reproducteur, il s'agit d'une copie dépourvue de toute originalité. Cette copie résulte d'un simple procédé artisanal sans aucune recherche artistique. Aucun droit d'auteur ne naît partant sur cette copie. Une autorisation en tant que telle pour réaliser de pures reproductions n'engendre partant ni transfert de droits d'auteur existants, ni naissance de nouveaux droits d'auteur. Les droits d'auteur ne peuvent d'ailleurs être transférés que moyennant stipulation expresse et ils naissent exclusivement et automatiquement par le seul processus de création d'une œuvre originale et non par une autorisation.

L'autorisation accordée par l'auteur ou ses ayants droit à des reproducteurs pour copier son œuvre, notamment sous forme de licence, peut être monnayée. C'est le principe de la liberté contractuelle qui prévaut dans ce domaine.

3. Dans la législation actuelle, il n'existe pas de contrôle spécial des autorisations de reproduction. Par contre, la loi confère des moyens juridiques aux auteurs et titulaires de droits d'auteur (cessionnaires de droits d'auteur, héritiers ou légataires) pour se défendre contre toute violation de leurs droits. Différents moyens d'actions judiciaires de nature civile et pénale ont été instaurés par la loi.

4. Dans le cas de reproductions d'objets nationaux encore protégés par les droits d'auteur (c'est-à-dire d'objets dont l'auteur est encore en vie respectivement décédé il y a moins de 70 ans), l'auteur respectivement ses ayants droit (cessionnaires, héritiers ou légataires) accordent les autorisations de reproduction. Dans le cas de reproductions d'objets nationaux tombés dans le domaine public, une autorisa-

tion de reproduction n'a en principe plus à être délivrée, l'objet en question pouvant en principe être librement reproduit à condition de respecter l'honneur de l'artiste. Toute mise à disposition de l'objet en question nécessaire aux fins de reproduction est en principe accordée par le Gouvernement en Conseil.

Dans le cas de reproductions d'objets communaux encore protégés par les droits d'auteur, l'auteur respectivement ses ayants droit (cessionnaires, héritiers ou légataires) accordent les autorisations de reproduction.

Dans le cas de reproductions d'objets communaux tombés dans le domaine public, une autorisation de reproduction n'a en principe plus à être délivrée, l'objet en question pouvant en principe être librement reproduit à condition de respecter l'honneur de l'artiste. Toute mise à disposition de l'objet en question nécessaire aux fins de reproduction est en principe accordée par le conseil échevinal.

Comme déjà énoncé ci-dessus, la seule autorisation de reproduction n'engendre ni transfert, ni création de droits d'auteur.

Le titulaire des droits d'auteur peut néanmoins autoriser l'exploitation de l'œuvre moyennant paiement d'un certain prix.

5. L'acquisition d'une œuvre originale par un particulier n'emporte pas la cession des droits d'auteur sur cette œuvre, lesquels restent acquis à son auteur, respectivement à ses héritiers ou ayants droits (légataires ou cessionnaires).

Un collectionneur privé n'est dès lors pas en droit d'exploiter économiquement l'œuvre qu'il a acquise, son droit de propriété étant limité au support matériel de l'œuvre.

Un collectionneur privé ne peut pas non plus légalement s'opposer à la reproduction de l'œuvre, lorsque cette reproduction est autorisée par le titulaire des droits.

Par contre, en cas d'atteinte aux droits d'auteur, différentes actions judiciaires de nature civile et pénale ont été instaurées par la loi.

À défaut d'être titulaire des droits d'auteur violés, le propriétaire d'une œuvre d'art originale identique à celle qui est reproduite doit disposer d'un intérêt à agir suffisant pour pouvoir exercer les actions judiciaires prévues par la loi. Juridiquement, cet intérêt n'existe que si la preuve d'un réel préjudice en relation avec la violation des droits peut être rapportée.

**Question 1278** (23.2.2011) de **M. Claude Haagen (LSAP)** concernant **l'organisation du concert de Madame Montserrat Caballé à la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg en date du 11 février 2011:**

En date du 11 février 2011, une entreprise commerciale, en l'occurrence l'agence Abraxas, a organisé un concert de Madame Montserrat Caballé à la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg qui a connu un véritable succès avec 1.215 spectateurs.

Nonobstant, les multiples problèmes d'organisation, tels que le manque de places, l'accès difficile à la cathédrale etc., j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Quel est le classement de la cathédrale au niveau du PAG de la ville de Luxembourg?

2) Est-ce que la procédure de commodo et incommodo avait été respectée pour cette manifestation commerciale? Si oui, quelles étaient les conditions et la date d'autorisation?

3) Quel est l'arrangement trouvé entre l'Archevêché de Luxembourg et l'organisateur?

4) Quel est le nombre maximal de personnes admises à la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg?

5) Quelles sont les exigences de sécurité requises pour un tel événement?

6) Y avait-il des sorties de secours lors du concert de Madame Montserrat Caballé? Dans la négative, ne sont-elles pas obligatoires pour l'envergure d'un tel événement?

**Réponse** (25.3.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**, de **M. François Biltgen, Ministre des Cultes**, et de **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:**

La question parlementaire sous rubrique a été adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Cultes. Il s'avère cependant que la plupart des sujets relèvent de la compétence de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, en ce qui concerne la procédure en matière d'établissements classés. Nous avons donc demandé à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration de nous faire parvenir les réponses en question et nous nous empressons de les intégrer dans la présente réponse.

L'honorable Député Haagen aimerait avoir les renseignements suivants au sujet du concert de Madame Montserrat Caballé en la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg:

1. Le classement de la cathédrale au niveau du PAG de la ville de Luxembourg

La Cathédrale Notre-Dame et ses alentours sont classés au niveau du PAG de la ville de Luxembourg en zone protégée, secteur protégé de la Ville Haute. Les dispositions de l'article C3 (copie jointe en annexe) de la partie écrite du PAG y sont applicables.

La cathédrale et l'ancien couvent des Jésuites constituent en outre un monument protégé au sens de l'article C1 de la même partie écrite (copie jointe en annexe).

2. Le respect de la procédure de commodo et incommodo

La Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg est un lieu de culte et ne tombe de ce fait pas sous les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés, et notamment pas sous le n°311 de la liste des établissements classés portant le libellé «Salles de spectacle».

L'Inspection du travail et des mines avait toutefois été contactée au préalable par l'organisateur du concert et des mesures de sécurité avaient été arrêtées d'un commun accord.

Source: Inspection du travail et des mines

3. L'arrangement trouvé entre l'Archevêché et l'organisateur

Cette question relève ni de la compétence de Monsieur le Mi-

nistre de l'Intérieur et à la Grande Région, ni de celle de Monsieur le Ministre des Cultes, mais ne concerne que l'Archevêché et l'organisateur.

4. Le nombre maximal de personnes admises à la Cathédrale Notre-Dame

Compte tenu de l'aménagement de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg et notamment des issues pouvant être utilisées en cas d'urgence, le nombre maximal de personnes admissibles avait été fixé à 1.215 personnes.

Source: Inspection du travail et des mines

5. Les exigences de sécurité requises pour un tel événement

Les exigences de sécurité pour l'événement en question concernaient les voies de dégagement, le nombre d'issues utilisables en cas d'urgence, leur largeur cumulée ainsi que le balisage.

Une équipe de sécurité devait être mise en place en vue de prendre en main l'évacuation de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg en cas d'urgence et ce notamment près des issues.

Source: Inspection du travail et des mines

6. Les sorties de secours disponibles lors du concert de Madame Montserrat Caballé

Des issues pouvant être utilisées en cas d'urgence étaient disponibles en nombre suffisant pour le nombre de personnes admises au concert.

Source: Inspection du travail et des mines

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 1279** (23.2.2011) de **M. Mill Majerus (CSV)** concernant **l'élaboration d'une étude scientifique relative aux cas de maltraitance commis sur les pensionnaires d'internats et d'autres structures d'accueil:**

Les auteurs du rapport final du Centre d'assistance pour victimes de transgressions sexuelles et physiques au sein de l'Église se prononcent en faveur d'une étude scientifique approfondie avec pour objectif l'évaluation du vécu des pensionnaires des centres d'accueil et pensionnats luxembourgeois au cours des années 1950 à 1975<sup>1</sup>. D'après les témoignages reçus par le centre d'assistance de l'église catholique, beaucoup d'enfants auraient en effet été victimes, au sein de

<sup>1</sup> Les auteurs du rapport soulèvent que «Das Leitungsteam möchte mit seinem Abschlussbericht an die Berichte vergleichbarer Kontaktstellen in anderen europäischen Ländern (z. B. in Belgien, Deutschland oder Irland) anschließen. Der internationale Vergleich ist gewiss lohnend, besonders auch im Hinblick auf weiterführende Maßnahmen. In diesem Zusammenhang wünschte das Luxemburger Team schon nach kurzer Wirkungszeit, seine Arbeit sollte auf wissenschaftlicher Ebene neu aufgegriffen und vertieft werden. Dabei geht es besonders um die Aufarbeitung der Heimgeschichte in der Periode zwischen 1950 und 1975. Der Abschlussbericht unserer Kontaktstelle soll dafür die entsprechende Motivationshilfe geben und zur Formulierung erster Arbeitshypothesen beitragen, insofern war die Evaluierung durch Experten aus den Bereichen der Forschung und der Therapie im Vorfeld der Veröffentlichung für die Verfasser des Abschlussberichtes ein wichtiges Anliegen.» Centre d'assistance pour victimes de transgressions sexuelles et physiques, «Hotline Cathol», Abschlussbericht, 10 novembre 2010, page 12.

telles institutions, de violences psychiques et physiques et d'autres maltraitances graves. Une telle évaluation permettrait d'étudier la situation du Luxembourg par rapport à d'autres pays qui ont fait des démarches de recherche scientifique en la matière.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Famille et de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- s'ils partagent l'avis qu'une telle recherche scientifique est nécessaire tant du point de vue de l'intérêt général que du point de vue de l'intérêt des victimes;

- dans l'affirmative, s'ils envisagent de confier une telle étude à l'Université du Luxembourg ou à une autre institution de recherches scientifiques;

- s'ils seraient disposés à investir les moyens financiers requis pour qu'une recherche approfondie englobant les témoignages tant des anciennes victimes que des anciens responsables des pensionnats puisse être réalisée.

**Réponse commune** (4.4.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration**, et de **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:**

Il n'appartient pas au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de juger de l'intérêt et de l'opportunité d'une étude scientifique sur une matière qui n'est pas de son domaine de compétence. En matière de gouvernance des établissements sous sa tutelle, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche applique l'instrument du contrat d'établissement pluriannuel (avec l'Université du Luxembourg) respectivement du «contrat de performance» (avec les centres de recherche publics). Ces contrats fixent les priorités thématiques des activités de l'établissement et les objectifs et résultats à atteindre ainsi que les engagements financiers de l'État sur une base pluriannuelle. Il s'ensuit que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'intervient pas directement dans le choix des projets à réaliser. Au-delà des moyens budgétaires réservés à l'exécution des conventions susvisées, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne dispose pas d'autres crédits budgétaires susceptibles d'être transmis aux établissements visés. Par ailleurs, parmi les objectifs à atteindre par les établissements, les contrats susvisés prévoient notamment l'attrait de financement tiers, notamment sous forme d'activités de recherche sur contrat.

La Ministre de la Famille et de l'Intégration juge l'idée d'une étude historique approfondie de la situation des pensionnaires dans les centres d'accueil et les pensionnats luxembourgeois durant les années 1950-1975 certes intéressante. Cependant, les moyens engagés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration dans le domaine de la recherche imposent de faire des choix selon les priorités. Dans ce domaine plus précis, les priorités sont tournées vers la situation actuelle et future dans les centres d'accueil au Luxembourg. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a engagé une collaboration importante avec l'Université du Luxembourg sur la question de la qualité de la prise en charge dans les centres d'accueil. Le souci de ce travail est entre autres d'assurer



que des situations comme celles décrites par les auteurs du rapport mentionné dans la question parlementaire ne puissent plus se reproduire à l'avenir. Ceci englobe la question de la gestion des plaintes notamment, c'est-à-dire la manière de traiter des plaintes qui sont émises sur le traitement abusif d'enfants et de jeunes dans les institutions qui les accueillent. Avec les moyens engagés dans cette collaboration avec l'Université du Luxembourg, le Ministère de la Famille peut ainsi rendre justice aux victimes d'abus passés en mettant tout en œuvre pour éviter des abus futurs.

**Question 1280** (24.2.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne**:

Suite aux révoltes populaires dans certains pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, des milliers de réfugiés sont en train de quitter leur pays pour rejoindre l'Europe qui doit se préparer à faire face à une crise humanitaire de grande ampleur.

On aurait pu attendre de l'Union européenne un geste fort à l'égard des différents peuples en pleine révolution démocratique, mais ni Madame Ashton ni les autres Ministres européens des Affaires étrangères n'ont montré jusqu'à présent la volonté de s'engager dans une véritable politique extérieure commune notamment en raison de divergences de vue entre les pays de l'UE. Ainsi l'Union européenne ne dispose pas d'une politique commune d'immigration et d'asile et d'une stratégie élaborée concernant les réformes politiques et économiques dans les pays concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- 1) Quelle est la position de l'Union européenne en la matière?
- 2) Quelle est la stratégie des Ministres européens des Affaires étrangères pour accompagner le processus de transition démocratique dans les pays concernés?
- 3) Quelle est la stratégie des Ministres européens de l'Immigration afin d'endiguer les afflux massifs de réfugiés?
- 4) Comment l'Union européenne envisage-t-elle d'aider les réfugiés et quels sont les moyens financiers qui devraient être débloqués?
- 5) Comment l'Union européenne envisage-t-elle d'aider les pays méditerranéens de l'Union européenne qui doivent supporter les principaux flux migratoires à la suite de la crise en Afrique du Nord et au Proche-Orient?

6) Le Luxembourg envisage-t-il de prendre en charge des réfugiés en provenance des pays concernés et, le cas échéant, comment envisage-t-il de les accompagner au niveau psychologique, éducatif et financier?

**Réponse commune** (31.3.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

La question parlementaire posée par l'honorable Député Marc Spautz au sujet de la politique étrangère et de sécurité com-

mune de l'Union européenne et tout particulièrement au sujet des révoltes populaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient, ainsi que de la situation des réfugiés et de la crise humanitaire, touche aux compétences non seulement du Ministre des Affaires étrangères, mais également du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration. Nous vous prions de trouver, ci-après, la réponse commune aux questions de l'honorable Député Marc Spautz.

Ad 1)

Dans son voisinage et au-delà, l'Union européenne (UE) soutient les aspirations populaires à plus de libertés, vers la démocratie, l'État de droit et la justice sociale. Concernant les événements du printemps arabe, l'UE reste à l'écoute des sociétés qui se trouvent dans un processus de transformation: en effet ce sont elles qui devront décider de l'avenir de leurs pays. Cela dit, l'UE se tient prête à soutenir les réformes avec tous ses instruments, au cas où une telle demande serait formulée par les pays en transition.

Ad 2)

Le Conseil européen extraordinaire du 11 mars 2011 a énoncé que tous les pays du voisinage sud de l'UE devraient souscrire à des réformes politiques et économiques. Un soutien de l'UE, différencié selon les pays, se déterminera en fonction des réformes réalisées.

L'UE offre la possibilité d'une intégration économique plus profonde, un meilleur accès au marché européen ainsi que la perspective d'une coopération politique renforcée. S'y ajoutent un soutien financier et la perspective d'un accroissement des investissements. Il est prévu que de telles initiatives seront validées par la révision de la politique européenne de voisinage (PEV) actuellement en cours.

Pour le cas de la Libye, l'UE soutient la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité et sa mise en œuvre. L'objectif de l'UE est la protection des civils libyens de tout acte de violence perpétré par les forces du colonel Kadhafi. Les demandes du peuple libyen pour une ouverture démocratique sont légitimes et méritent le soutien de l'Europe et du Luxembourg.

Il ressort ainsi de la déclaration du Conseil européen extraordinaire du 11 mars, des conclusions du Conseil des Ministres des Affaires étrangères du 21 mars ainsi que du Conseil Justice et Affaires intérieures du 24 et 25 février.

Ad 3)

La Commission européenne et les États membres travaillent en étroite collaboration pour faire face à un éventuel accroissement des arrivées de demandeurs de protection internationale. Après la réunion des Ministres de l'Intérieur qui eut lieu le 24 février, les chefs d'État et de Gouvernement ont adopté des conclusions qui sont plus récentes. Il en est fait état dans la réponse à la question 5 de l'honorable Député.

D'autre part, il y a lieu de mentionner que l'Union européenne dispose de mécanismes de solidarité, notamment le Fonds européen des réfugiés et le Fonds européen pour les frontières extérieures, qui pourront être activés pour venir en aide aux États membres qui seraient le plus sollicités par d'éventuelles arrivées massives. La Commission européenne est en train d'étudier de quelle façon, si cela s'avérait nécessaire, les fonds pourraient être

renfloués. Toutefois, pour le moment, les chiffres n'ont pas atteint les seuils critiques qui déclencheraient le mécanisme.

Ad 4)

Le 20 mars, la Commission européenne a dénombré quelque 292.136 personnes ayant traversé une frontière. Il s'agit pour la plupart de travailleurs immigrés qui fuient les combats dans leur pays d'accueil et qui rejoignent surtout la Tunisie et l'Égypte. La situation reste particulièrement précaire dans les parties occidentales de la Libye (contrôlées par les forces du colonel Kadhafi) car les travailleurs humanitaires n'y ont pas accès et se voient obligés d'attendre les réfugiés du côté tunisien de la frontière. Des camps humanitaires ont été mis en place aux frontières des pays riverains de la Libye pour accueillir les réfugiés.

L'UE (Commission européenne et États membres) contribue à hauteur de 73.257.985 € aux efforts humanitaires et de protection civile pour aider les réfugiés et la population libyenne. Ces fonds sont destinés à l'établissement des camps d'accueil, au recensement des réfugiés, à la distribution de nourriture, d'eau et de médicaments. Des dons en nature sous forme de couvertures, tentes, matériel sanitaire, médicaments et de mise à disposition de navires et d'avions pour le rapatriement de réfugiés dans leur pays d'origine ont également été effectués par les États membres.

La DG ECHO de la Commission européenne a mobilisé 20 experts en matière humanitaire et de protection civile de la Commission européenne et des États membres, déployés en Tunisie, en Libye, en Égypte et en Algérie. Un agent de la Protection civile luxembourgeoise, expert en communication, participe à cette équipe européenne en Tunisie. Sur place, l'UE travaille en collaboration étroite avec les agences onusiennes et les ONG.

Ad 5)

Le Conseil européen du 11 mars 2011 a abordé cette question et a retenu dans ses conclusions que «les États membres les plus directement concernés par les mouvements migratoires ont besoin de notre solidarité concrète. L'UE et les États membres sont prêts à fournir le soutien nécessaire en fonction de l'évolution de la situation. L'UE continuera, notamment au travers de l'opération Hermes 2011 de Frontex, de suivre de près l'effet des événements sur les mouvements migratoires à l'intérieur et en provenance de la région. En particulier, les États membres sont instamment invités à accroître, en fonction des besoins, les ressources humaines et techniques qu'ils fournissent à Frontex. La Commission est invitée à débloquent des ressources supplémentaires. Le Conseil européen appelle à la conclusion rapide d'un accord sur le règlement renforçant les moyens d'action de l'agence».

Entretemps, l'agence Frontex a élaboré un dispositif opérationnel, composé de missions conjointes, qui couvre la zone de la Méditerranée qui s'étend de l'Espagne à la Grèce. Les États membres ont fourni des moyens importants, dont des avions de surveillance et des bateaux de patrouille. Le Luxembourg s'est engagé à fournir plusieurs avions de surveillance dont le premier a commencé à opérer en Grèce, le 17 mars dernier. La Présidence hongroise et la Haute Représentante amorceront également un dialogue avec les pays tiers

concernés qui englobera les questions migratoires pour induire une réduction des flux migratoires en direction des États membres du Bassin méditerranéen.

Ad 6)

Il y a lieu de faire la différence entre différentes catégories de «réfugiés».

Il y a d'abord les personnes d'origine tunisienne qui se sont rendues à l'île italienne de Lampedouse après l'«ouverture» des frontières de leur pays. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) considère que ces personnes ne sont pas à considérer comme nécessitant une protection internationale.

En deuxième lieu, les personnes originaires de pays tiers comme le Bangladesh, les Philippines, la Chine ou autres, qui se trouvaient en Libye en qualité de travailleurs salariés et qui ont fui pour rentrer dans leur pays d'origine: ces personnes ne sont pas non plus à considérer comme relevant de la Convention de Genève.

Il y a ensuite les personnes qui ont fui ou veulent fuir la Libye, sans avoir la possibilité de rentrer dans leur pays d'origine. Il s'agit de réfugiés (reconnus par l'UNHCR) ou de demandeurs d'asile de différents pays, comme l'Erythrée, le Soudan ou encore la Somalie, une population extrêmement vulnérable, pour laquelle une évacuation et une réinstallation s'imposeraient selon le Haut Commissaire pour les réfugiés.

En dernier lieu, il y a lieu de considérer le cas de personnes originaires de la Libye elle-même qui fuient leur pays pour des raisons de persécution ou de guerre civile et dont il est difficile d'estimer le nombre.

En tout état de cause, le Gouvernement luxembourgeois n'a jamais manqué à ses obligations internationales et a accueilli de nombreuses personnes en fuite pour leur accorder un refuge en cas de besoin. Cela vaudra également pour les personnes appartenant aux deux dernières catégories énumérées, qui pourraient être reçues au Luxembourg, de manière temporaire ou à plus long terme.

Ces personnes seraient en droit de recevoir, de la part du Luxembourg, toutes les aides prévues par la législation. Encore que la question de leur accueil se pose dans le contexte plus large des problèmes auxquels le Gouvernement doit faire face actuellement. Suite à l'afflux important de demandeurs d'asile originaires de la République de Serbie ou de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine arrivés sans obligation de visa et qui ne se qualifient guère pour obtenir un statut de protection, nos capacités d'accueil sont fortement limitées, compte tenu de la nécessité d'appliquer les procédures prévues par la loi.

**Question 1281** (25.2.2011) de **M. Jean Colombara** (ADR) concernant le **financement de la Résidence Seniors à Troisvierges**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0960 (cf. *compte rendu n°5/2010-2011*), Madame la Ministre prétend qu'aucun fonds de l'État n'a été engagé dans la réalisation de la Résidence Seniors à Troisvierges qui est gérée par l'établissement public SERVIOR. En outre, Madame la

Ministre fait savoir que l'«entreprise» est subvenue seule à l'acquisition du terrain et a financé la réalisation du projet au moyen d'un prêt contracté auprès d'une banque luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- 1) À qui se confère le mot «entreprise»?
- 2) À qui appartient actuellement le terrain, à l'État, à l'établissement public SERVIOR, à une entreprise ou à une personne particulière?
- 3) Est-ce que le terrain appartient à plusieurs entités, c.-à-d. à plusieurs propriétaires?
- 4) Est-ce que SERVIOR paie un loyer mensuel s'il n'est pas propriétaire?
- 5) Est-ce qu'il y a un sous-locataire du terrain et si oui, de qui s'agit-il?

**Réponse** (25.3.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le terme «entreprise» concerne l'établissement public; en effet, il convient de rappeler que SERVIOR est un établissement public fonctionnant d'après les dispositions du droit privé/commercial et œuvrant dans le domaine social. La loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de l'établissement public a en effet conçu l'établissement comme entreprise ne pouvant pas bénéficier, en ce qui concerne son fonctionnement, d'apports financiers en provenance du budget de l'État.

Le terrain à Troisvierges sur lequel a été construite la résidence senior appartient à l'établissement public SERVIOR qui l'a acquis en date du 12 juin 2002. SERVIOR en est le seul propriétaire, donc à plus forte raison ne paye pas de loyer. SERVIOR n'étant pas locataire, il ne peut pas y avoir de sous-locataire.

**Question 1282** (25.2.2011) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant **l'assainissement de l'Aéroport à Findel**:

Les travaux en relation avec la mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport ont été réglés par la loi du 22 décembre 2004. Les dépenses pour ces travaux ont été plafonnées à 58 millions d'euros et l'achèvement des travaux a été prévu pour fin 2010. Dans le cadre de ce budget ont été prévus notamment les travaux suivants:

- la réhabilitation complète du réseau de canalisation garantissant solidité et étanchéité, vu la vétusté du réseau actuel;
- la déconnexion des eaux des tarmacs des autres zones, vu le caractère particulièrement polluant des eaux de dégivrage qui, grâce à la construction d'un bassin tampon, seront envoyées de façon contrôlée vers la station d'épuration transformée du SIAS/SIDEST;
- la construction d'une série de bassins de rétention permettant une retenue contrôlée en cas de pollution accidentelle sur tarmacs, pistes et taxiway;
- la transition du réseau unitaire mixte exploité actuellement par l'aéroport en réseau séparatif vers



le réseau de la ville de Luxembourg, avec rétention des eaux pluviales;

- la création de nouvelles «prises rapides» le long de la piste pour mieux pouvoir lutter contre les incendies et le renforcement du réseau d'eau potable de l'aéroport.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Pour quelles raisons les travaux susmentionnés n'ont pas pu avancer comme prévu? Quel est actuellement le stade d'avancement des différents travaux en question?

- À quel montant se chiffrent actuellement les travaux prévus pour cette mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport?

**Réponse commune** (15.4.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet des travaux de mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport.

En effet, le financement de ces travaux a été autorisé par la loi modifiée du 22 décembre 2004 sur la mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport. Cette loi a en particulier comme objectif de garantir la protection des eaux aux alentours de l'aéroport, tout en tenant compte de l'évolution future de la zone aéroportuaire.

À préciser encore que cette loi se basait sur un projet se trouvant au stade de l'APS - avant-projet sommaire - et non pas sur base d'un APD - avant-projet détaillé - comme requis par l'actuelle procédure des grands projets d'infrastructures, en vigueur depuis 2005.

Les projets concernant la transformation du bassin de rétention existant, la construction d'un réseau séparatif le long du tarmac de l'aérogare ainsi que la construction d'un bassin de rétention à ciel ouvert à l'extrémité ouest de la piste et d'un bassin de rétention et de collecteurs pour la nouvelle zone de hangars de fret côté Sandweiler sont réalisés et réceptionnés. Tous les autres projets sont en phase d'études. Les études déjà réalisées pour les projets concernant la construction d'un bassin de rétention - route de Trèves, la réhabilitation du réseau de canalisation existant, la construction d'un bassin de rétention pour les surfaces «tarmac» ainsi que le renforcement du réseau d'eaux usées en aval de l'aéroport sur le tronçon Neihaischen-Schrassig ont relevé des écarts entre les études sommaires existantes au moment du vote de la loi précitée et les nécessités d'exécution actuelles tant sur le plan technique que sur le plan financier.

Enfin, l'état encore trop sommaire des études des projets relatifs à l'extension du réseau d'eau potable et la construction de deux bassins de rétention pour les surfaces «pistes» ne permet actuellement pas d'avancer un montant exact d'un dépassement éventuel des crédits.

D'ailleurs, l'on note que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, dans le cadre du

suivi des grands projets de construction est régulièrement mise au courant de l'évolution de ce dossier.

Lors des séances du 19 janvier 2009, du 7 décembre 2009, du 4 janvier 2010 ainsi que du 22 novembre 2010, les explications afférentes ont déjà été fournies à la Commission dont s'agit.

Tenant compte des évolutions des différents projets, l'exécution des travaux restants nécessitera sans doute le vote d'une deuxième loi de financement. Conformément aux nouvelles dispositions concernant les grands projets d'infrastructures, l'évaluation d'une enveloppe budgétaire détaillée pour le deuxième projet de loi de l'assainissement exigera l'élaboration préalable de l'avant-projet détaillé (APD) de tous les projets restants. Ainsi, le projet de loi en question sera élaboré dès que toutes les études ont atteint le niveau APD.

**Question 1284** (28.2.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant **l'indiscipline des élèves dans les écoles fondamentales et dans les lycées**:

Parmi les défis à relever dans l'enseignement, il y en a particulièrement un qui devrait susciter l'intérêt de tous les partenaires scolaires. C'est la multiplication des situations d'indiscipline d'un nombre croissant d'élèves envers les enseignants, voire même les directeurs de lycée. Nombreuses sont les personnes qui peuvent témoigner de phénomènes d'incivilité de la part de certains élèves, ce qui détériore et complique sensiblement le climat de travail avec toutes les conséquences néfastes y afférentes (échecs scolaires plus fréquents, harcèlement moral, agressivités, spirale de la violence,...). Il n'est donc guère étonnant qu'une large majorité de parents d'élèves craignent que ce phénomène ne compromette sérieusement l'encadrement de leurs enfants qui, de temps à autre, deviennent victimes des incivilités de leurs camarades de classe.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Comment Madame la Ministre compte-t-elle gérer le phénomène croissant de l'indiscipline des élèves dans les écoles fondamentales et notamment dans les lycées? À part les cas très difficiles (indiscipline due à des troubles psychologiques par exemple), les situations d'incivilité s'expliquent-elles uniquement par des déficits de motivation de la part des élèves concernés?

- Le personnel enseignant doit-il exclusivement s'en remettre aux moyens pédagogiques pour gérer des cas d'indiscipline? Des moyens dits «répressifs» tels la «punition» traditionnelle ont-ils encore droit de cité?

- Dans le cas d'une punition infligée par un enseignant à l'égard d'un élève, quel est le statut dont jouit cette sanction? À en croire les témoignages de nombreux acteurs impliqués, il paraît que beaucoup d'élèves prennent à la légère ce type de sanction - ne faudrait-il donc pas redéfinir le statut de celle-ci?

- Madame la Ministre considère-t-elle le comportement social de l'élève comme étant un élément indispensable à la réussite scolaire, ou bien suffit-il que l'élève

accomplisse seulement ses tâches d'ordre didactique sans que son comportement social ne soit pris en compte?

- Dans le cas où le comportement social d'un élève est une composante non négligeable, ne faudrait-il pas prévoir un dispositif qui permette d'intégrer l'attitude positive ou négative face au travail et face aux partenaires de l'école dans la décision de promotion, sachant que dans le monde du travail les compétences sociales, la motivation et une attitude positive sont des éléments clé de toute réussite?

**Réponse** (26.4.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Des situations d'«incivilité» ne s'expliquent certainement pas uniquement par un manque de motivation de la part des élèves concernés. Un comportement social inadéquat résulte le plus souvent d'une multitude de facteurs tenant notamment à la fois au caractère, à l'éducation, au vécu et à l'environnement de l'élève concerné.

Dans de nombreuses écoles fondamentales, le personnel des écoles met en œuvre des initiatives pédagogiques, en collaboration avec les différents partenaires scolaires, en fixant dans leur plan de réussite scolaire des objectifs précis qui visent à créer au sein des écoles fondamentales un climat propice au développement des apprentissages ainsi qu'à l'épanouissement des élèves. Certaines initiatives mises en œuvre comme «Faustlos» ont eu pour objectif de prévenir les comportements agressifs et violents ou dangereux pour la santé personnelle et celle d'autrui. D'autres approches, telles que «Peace-Force», visent plutôt le développement de compétences sociales et de résolution de conflits.

Un certain nombre de communautés scolaires, écoles fondamentales ou lycées, se sont donné une charte scolaire avec des règles connues de tous et respectées par tous, élèves et adultes. Certaines écoles ont également instauré une plateforme où les enfants peuvent s'exprimer, discuter de problèmes et élaborer ensemble des propositions de solution. Cette approche participative est très importante dans l'instauration d'un climat de confiance dans une communauté scolaire et contribue en retour à diminuer les violences et comportements inadéquats. Au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique, il y a notamment les initiatives de «peer-mediation» visant à rendre, d'une part, attentifs les jeunes aux problèmes d'incivilité et encourageant, d'autre part, des jeunes élèves motivés à agir comme médiateur dans de telles situations.

Dans ce contexte, il ne faut pas non plus oublier toutes les initiatives prises avec engagement par les enseignants et le personnel éducatif pour soutenir les élèves en difficulté et en échec scolaire, car ces situations d'échec et la démotivation et le découragement qui en résultent, sont communément considérés comme facteurs déclencheurs de comportements sociaux inacceptables.

L'élève ne se construit à l'école pas seulement des compétences académiques et professionnelles, mais également des compétences sociales. L'article 6 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que l'enseignement fon-

damental vise à développer progressivement auprès des élèves: les facultés intellectuelles, affectives et sociales, les capacités de jugement, la prise de conscience du temps et de l'espace, la compréhension et le respect du monde environnant par l'observation et l'expérimentation ainsi que la citoyenneté, le sens de la responsabilité et le respect d'autrui. Selon l'article 2 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques: «Les lycées ont pour mission d'assurer la formation scolaire et, en complément à l'action des familles, l'éducation des élèves (...). L'élève y est aidé dans son développement et son orientation.»

L'indiscipline d'un élève à l'école nécessite l'intervention d'un enseignant ou d'un éducateur, qui a pour ce faire à sa disposition une panoplie de mesures qui vont du simple rappel à l'ordre aux mesures éducatives telles que les punitions ou les retenues en dehors des heures normales de cours pour les élèves du lycée. Si des mesures éducatives s'avèrent insuffisantes, des mesures disciplinaires telles le renvoi définitif de l'école, s'imposent.

À l'enseignement fondamental, c'est le règlement grand-ducal du 7 mai 2009 concernant les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles qui fixe le cadre réglementaire relatif à la discipline concernant les communautés scolaires des écoles fondamentales. Une communauté ne peut fonctionner que suivant certaines règles qui doivent être respectées par tous ses membres. Des manquements éventuels peuvent faire l'objet d'une sanction adéquate. Ainsi l'article 4 du règlement grand-ducal précité dispose que:

«Tous les membres de la communauté scolaire sont tenus de respecter le règlement d'ordre intérieur. Les manquements de la part des élèves au règlement d'ordre intérieur peuvent faire l'objet d'une punition. Toute punition doit être individuelle et proportionnelle au manquement. Elle doit être expliquée à l'élève et les parents en sont informés.

La punition peut consister soit dans un rappel à l'ordre ou un blâme, soit dans un travail supplémentaire d'un intérêt éducatif. Les punitions collectives sont prohibées. Les châtiments corporels sont interdits.»

À l'enseignement secondaire et secondaire technique, le cadre est fixé par la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques et le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques. Afin d'adapter les dispositions relatives à l'ordre intérieur dans les lycées, à la lumière des expériences faites au cours des six années écoulées, j'ai donné récemment en consultation interne, auprès des partenaires scolaires, une proposition de modification de cette loi portant essentiellement sur son chapitre 11: L'ordre intérieur et la discipline. La proposition vise à la fois à simplifier les procédures ainsi qu'à conférer un caractère plus pédagogique et éducatif à ces dispositions. Il s'est avéré qu'il importe de faire une distinction entre, d'une part, la mission éducative de l'école qui se traduit le cas échéant par des mesures éducatives visant à amener l'élève à réfléchir sur son attitude, à changer son comportement et à améliorer son apprentissage et, d'autre part, la procédure disci-

plinaire qui fait le constat d'une situation que l'école n'arrive plus à gérer correctement et qui se solde par une décision qui permet que l'élève et ses parents prennent conscience de la gravité d'une situation qui exige des mesures que l'école ne peut assumer, mais pour lesquelles elle offre son conseil et celui des services compétents de l'éducation nationale. Les mesures éducatives sont prises par l'enseignant ou le directeur, éventuellement sur avis du conseil de classe. La mesure disciplinaire ne peut être prise que par le conseil de discipline.

C'est une question rhétorique que de se demander si le comportement social de l'élève est un élément indispensable à la réussite scolaire. Connaître les autres et accepter les différences, adapter son comportement (attitudes relationnelles) et se motiver, se connaître et prendre confiance, s'identifier avec le métier d'élève (attitudes affectives) constituent des compétences transversales à développer au cours de l'enseignement fondamental dans les différents domaines de développement et d'apprentissage, définis comme tels par le règlement grand-ducal du 26 août 2009 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental. L'évolution de ces compétences est évaluée trimestriellement dans le bilan intermédiaire que reçoit chaque élève et qui sert de base aux échanges trimestriels entre parents d'élèves et équipes pédagogiques. Le développement des compétences transversales, et notamment de celles mentionnées ci-dessus, se réalise à travers les différents domaines de développement et d'apprentissage.

Elles ne sont pas prises en compte séparément pour les décisions de promotion au niveau de l'enseignement fondamental.

Au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique, le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves précise à l'article 2:

«1. Les éléments suivants figurent au bulletin: ... d. une appréciation du comportement de l'élève en classe.»

Selon le lycée, la conduite et l'application de l'élève sont évaluées sur base d'une échelle de 1 à 6, ou bien par une évaluation verbale documentant l'évolution du comportement et de l'application de l'élève au cours du trimestre. Cette évaluation n'est pas prise en compte pour la promotion de l'élève. Je juge en effet que la mesure d'imposer à un élève de redoubler une classe ou bien d'être réorienté vers une voie moins académique ne peut en aucun cas constituer une mesure disciplinaire. Le but d'une telle mesure est de permettre à l'élève de combler des lacunes cumulées auparavant ou bien de bénéficier d'un enseignement mieux adapté à son potentiel.

**Question 1286** (1.3.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **travail partiel dans la fonction publique**:

Madame la Ministre de l'Égalité des chances a récemment déclaré dans une interview qu'elle estimait le modèle de couple au sein duquel la femme et l'homme occupent chacun une tâche de 75% était le plus favorable pour garantir que personne au sein du couple ne soit défavorisé dans





son parcours professionnel ou dans ses droits de pension. Ce modèle permet par ailleurs à chacun des deux parents de construire une relation profonde et durable avec ses enfants.

La loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit la possibilité pour le fonctionnaire de solliciter un congé pour travail à mi-temps qui doit être pris consécutivement aux congés de maternité, d'accueil ou parental. Ce congé est accordé pour élever un ou plusieurs enfants non encore admis à la première année d'études primaires et pour une durée maximale de quatre ans. À la fin de son congé le fonctionnaire assume à nouveau ses fonctions à temps plein dans son service d'origine et dans la même carrière.

Cependant, les fonctionnaires souhaitant opter pour une tâche à 75% afin de consacrer plus de temps à leur famille, sont obligés de solliciter un «service à temps partiel» illimité dans le temps. Cette procédure présente le désavantage que rien ne garantit au fonctionnaire qu'il peut à nouveau assumer ses fonctions à temps plein, par exemple lorsque ses enfants ont moins besoin de son assistance.

Dans ce contexte, et estimant que la fonction publique doit être un modèle pour l'ensemble du monde du travail, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Madame la Ministre de l'Égalité des chances et estime-t-il que le travail à 75% est un modèle qui devrait être promu?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le congé pour travail à mi-temps devrait être élargi afin que le fonctionnaire puisse aussi opter pour une tâche à 75% pendant un laps de temps défini, tout en ayant la garantie, après expiration de cette période, de pouvoir retrouver son poste à temps plein?

**Réponse (18.4.2011) de Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:**

Madame la Députée Claudia Dall'Agnol voudrait savoir si la Ministre déléguée à la Fonction publique estime que le travail à 75% devrait être promu et si le congé pour travail à mi-temps ne devrait pas être élargi afin que les fonctionnaires de l'État puissent opter pour une tâche à 75% pendant un laps de temps défini, tout en ayant la garantie par après de pouvoir réintégrer leur poste à temps plein.

En réponse, je voudrais informer l'honorable Députée que les dispositions actuellement inscrites au statut général des fonctionnaires de l'État réservent au fonctionnaire le droit au congé pour travail à mi-temps consécutivement à un congé de maternité ou à un congé d'accueil pour élever un ou plusieurs enfants non encore admis au deuxième cycle de l'enseignement fondamental. S'y ajoute que le congé pour travail à mi-temps peut être accordé, si l'intérêt du service le permet, soit pour élever un ou plusieurs enfants à charge de moins de 15 ans, soit pour des raisons personnelles, familiales ou professionnelles dûment motivées.

Il convient de noter que ces dispositions légales confèrent d'ailleurs au fonctionnaire la garantie de réintégrer les services de l'État, c'est-à-dire de pouvoir assumer à nouveau ses fonctions à temps plein, à l'expiration du congé pour travail à mi-temps.

Le fonctionnaire qui bénéficie d'un service à temps partiel (soit 75%, soit 50%, soit 25%) lié à l'intérêt du service dispose quant à lui du droit de demander à tout moment une augmentation ou une diminution de sa tâche.

En outre, l'on peut ajouter que tant le congé pour travail à mi-temps que le service à temps partiel, lorsqu'ils sont liés à l'éducation des enfants, sont bonifiés comme période d'activité de service intégrale jusqu'à ce que le plus jeune enfant atteigne l'âge de 15 ans; cela signifie que ces périodes sont prises en compte comme si l'agent avait travaillé à temps plein pour l'application des avancements en échelon, des majorations d'indice et des avancements en traitement, pour les promotions ainsi que pour le droit d'admission à l'examen de promotion.

Par ailleurs, je compte conférer des possibilités renforcées pour les bénéficiaires de congés pour travail partiel dans le cadre des réformes projetées dans la fonction publique.

**Question 1289 (1.3.2011) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la promotion des produits du terroir:**

La réduction des émissions de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) est depuis un certain temps un des buts politiques principaux, ceci aussi bien à l'échelle européenne que mondiale. Afin d'atteindre un niveau d'émissions réduit, un grand nombre de mesures sont mises en place, notamment dans le domaine de l'industrie et de l'automobile.

Or, l'on peut constater que pour un grand nombre de consommateurs il s'avère tout à fait normal de commander par exemple un steak de bœuf argentin, un vin en provenance du Chili ou de l'Australie et de savourer comme dessert des fruits exotiques. L'importation de ces produits pollue l'environnement de manière substantielle. En outre, la difficulté de la traçabilité de ces produits constitue un facteur non négligeable au vu des nombreux scandales alimentaires récents.

D'un autre côté, le Luxembourg investit chaque année un budget important dans la promotion des produits de la région et des produits du terroir. Ces produits sont d'une qualité excellente, leur provenance est contrôlée et traçable, qu'il s'agisse du vin ou du crémant luxembourgeois, de la viande du terroir ou encore du miel. L'impact néfaste sur l'environnement de ces produits par rapport aux produits susmentionnés est nettement moins important.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement estime-t-il qu'il serait possible et opportun que le Luxembourg lance un modèle alimentaire axé principalement sur des produits en provenance du territoire du Grand-Duché, de la Grande Région et de nos voisins européens?

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis que l'on devrait davantage sensibiliser aussi bien les consommateurs que les restaurateurs pour les produits du terroir?

**Réponse commune (4.4.2011) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, de M. Jeannot Krecké, Ministre de**

*l'Économie et du Commerce extérieur, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par le soutien de l'action «Sou schmaacht Lëtzebuerg» menée par la Chambre d'Agriculture en collaboration avec d'autres organisations partenaires, le Gouvernement soutient la promotion de l'utilisation des produits d'origine luxembourgeoise. L'action «Sou schmaacht Lëtzebuerg» est une campagne de sensibilisation et d'information visant à promouvoir l'utilisation des produits de l'agriculture luxembourgeoise. Cette campagne fut lancée en 2009.

L'action «Sou schmaacht Lëtzebuerg» poursuit le but suivant:

- permettre aux consommateurs luxembourgeois et étrangers de se familiariser avec les différents produits luxembourgeois qui existent sur le marché, de même qu'avec les labels utilisés pour démarquer ces produits et dès lors, de pouvoir les reconnaître;

- sensibiliser les fournisseurs de collectivités et les restaurateurs à s'orienter vers des produits du terroir;

- rendre attentifs les consommateurs sur l'impact que les habitudes de consommation peuvent avoir sur l'environnement, l'économie locale, le développement durable, et du rôle important incombant au consommateur. Le trajet de la «fourche à la fourchette» doit devenir un critère de sélection lors des achats de matières premières;

- assurer par le recours plus systématique aux produits du terroir le respect des rythmes des saisons.

Plus récemment, la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg» s'est lancée dans la gastronomie luxembourgeoise avec le support du Vatel Club et des Euro-Toques Luxembourg: en projet-pilote, certaines communes ainsi que certains restaurants et cantines participent à la campagne menée au niveau du secteur Horeca et s'engagent à utiliser des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise. En fin de phase, les acteurs de la campagne mettent en place et signent une charte d'engagement pour l'utilisation des produits du terroir.

De même, les labels reconnus du Grand-Duché de Luxembourg tels que les «Marques nationales» du Ministère de l'Agriculture, les labels «Produits du terroir» de la Chambre d'Agriculture, les labels issus des parcs naturels, ainsi que des labels privés tels que «Cactus - Fleisch vum Lëtzebuurger Bauer» s'engagent particulièrement pour la promotion des produits issus de la région. Les journées du consommateur organisées traditionnellement par le Ministère de l'Économie et du Commerce lors de la Foire de printemps étaient d'ailleurs consacrées en 2005 aux labels d'origine luxembourgeoise et notamment à ceux relevant du domaine de l'agriculture et de la nature afin d'informer le grand public sur l'existence des certificats de qualité pour les produits nationaux.

À travers le soutien de l'action menée par la Chambre d'Agriculture, le Gouvernement s'investit donc dans un modèle alimentaire axé sur les produits en provenance du territoire luxembourgeois et il contribue à sensibiliser les consommateurs luxembourgeois et les restaurateurs pour les produits du terroir.

En plus, le Ministère de l'Agriculture poursuit et supporte activement les démarches entreprises

par la société d'élevage «CONVIS» au niveau du calcul des bilans d'énergie et de nutriments, ainsi que du calcul de l'empreinte carbonique et de la détermination du niveau d'autarchie des établissements agricoles. Cette démarche a été mise en place pour les produits «Cactus - Fleisch vum Lëtzebuurger Bauer» et «D'fair Mëllech». Des discussions sont actuellement en cours afin d'élargir cette méthodologie de calcul de l'empreinte écologique à d'autres labels et produits en phase-pilote.

En ce qui concerne les vins et crémants d'origine luxembourgeoise, le Gouvernement soutient chaque année les activités de communication menées par la Commission de promotion du Fonds de solidarité viticole. C'est ainsi que les moyens financiers prévus par l'article 19.6.33.011 sont utilisés exclusivement pour promouvoir nos vins et crémants aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger.

Finalement, il reste à mentionner qu'en 2011 le Gouvernement a mis à la disposition du Fonds de solidarité des moyens financiers supplémentaires pour l'organisation d'un concours international qui se tiendra au Luxembourg en présence de journalistes spécialisés dans les vins et venant de 50 pays différents. De par cette action, le Gouvernement s'attend à un renforcement de l'image de marque du vin luxembourgeois non seulement à l'étranger, mais également au Grand-Duché de Luxembourg.

**Question 1290 (2.3.2011) de M. André Bauler (DP) concernant la traversée de Hosingen (N7/E421):**

Il est un fait incontestable que la traversée de Hosingen (N7/E421) se trouve dans un état pitoyable depuis bien des années maintenant. À noter aussi que des milliers de véhicules de tout genre (environ 15.000 à en croire des estimations) passent quotidiennement par cette localité, ce qui cause de plus en plus d'inconvénients pour les habitants qui résident le long de cette voie routière tout en soulevant des questions de sécurité, notamment pour les piétons.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur un éventuel projet de redressement de la traversée de Hosingen tout en indiquant pour quand il entendra remédier à cette situation regrettable?

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0081 du 21 septembre 2009 (cf. *compte rendu n°3/2009-2001*), Monsieur le Ministre avait souligné que le contournement de Hosingen est en étude et que la planification se trouve au niveau d'avant-projet sommaire (APS).

- Dans ce contexte, j'aimerais demander Monsieur le Ministre s'il pourrait m'informer sur l'état d'avancement des travaux préparatoires en question. Quand le contournement de Hosingen rangera-t-il parmi les projets de la première priorité du plan sectoriel transports (PST)?

**Réponse (20.4.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

L'honorable Député s'enquiert au sujet du projet de redressement de la traversée de Hosingen.

En effet, l'on constate qu'au vu du caractère rural de la traversée de Hosingen et les dispositions géométriques inadaptées, dont notamment la faible largeur de la chaussée et des trottoirs à l'intérieur du village, le tronçon de route de la N7 passant par Hosingen ne convient pas à un important trafic de passage. Comme ce problème n'est pas susceptible d'être résolu par le réaménagement de la traversée actuelle, la réalisation d'un contournement local devient nécessaire.

Une seule variante du tracé a été retenue en août 2010, sur base de laquelle l'étude d'avant-projet détaillé et les procédures environnementales ont pu être poursuivies.

Comme le projet du contournement de Hosingen fait actuellement partie de la phase 2 de l'avant-projet du plan sectoriel transports, les éléments du corridor à réserver à cette route sont à intégrer dans ce plan sectoriel.

Il y a lieu d'ajouter que l'étude de contournement de Hosingen est complétée en vue d'une réorientation éventuelle ultérieure du projet vers une route à 2x2 voies. En effet, les paramètres de conception d'une route express à 2x2 voies différent des paramètres admis pour un contournement normal.

**Question 1291 (2.3.2011) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le prix des matériaux de construction:**

Il me revient que les prix des matériaux de construction non produits au Luxembourg sont nettement plus chers que dans nos pays voisins. Selon mes informations, cet état de chose serait principalement dû au fait que les firmes luxembourgeoises (et personnes privées) doivent passer par des intermédiaires étrangers pour l'achat des matériaux de construction tandis que les concurrents en Allemagne, France et Belgique peuvent directement passer leurs commandes chez les producteurs.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2) Comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette différence de prix avec nos pays voisins?

3) Les prix des matériaux de construction ne devraient-ils pas faire l'objet d'une harmonisation au niveau de l'Union européenne?

4) Au cas où une harmonisation des prix au niveau de l'Union européenne s'avérerait impraticable, les instances de contrôle des marchés ne devraient-elles pas veiller à ce que la liberté de choix des fournisseurs soit garantie?

**Réponse (30.3.2011) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

Veillez trouver ci-joint ma réponse à la question parlementaire n°1291 de l'honorable Dé-





puté Marc Spautz concernant les prix des matériaux de construction:

1) Je tiens à vous informer qu'à l'heure actuelle je n'ai pas eu connaissance d'un tel cas en ce qui concerne les matériaux de construction. D'après les informations dont je dispose, les entreprises actives dans le négoce B2B des matériaux de construction peuvent s'approvisionner directement auprès des producteurs et il n'existe pas de discrimination de prix à leur égard par rapport à des entreprises d'autres États membres de l'UE, le majeur facteur ayant un impact sur le prix unitaire d'achat des matériaux de construction étant in fine lié aux volumes commandés (économies d'échelle).

Permettez-moi cependant de vous informer que de tels problèmes d'approvisionnement surviennent effectivement dans d'autres secteurs économiques. Dans le cadre de son Plan d'action contre une inflation excessive, le Gouvernement luxembourgeois avait effectué en 2008 une enquête dans le secteur des produits de grande consommation. Des témoignages des responsables d'entreprises avaient permis de dresser le constat que le libre accès au fournisseur de leur choix, dans l'État membre de leur choix, était à maintes reprises refusé aux entreprises implantées au Luxembourg. Cette enquête sectorielle a donc permis de détecter des problèmes structurels d'approvisionnement pour les entreprises luxembourgeoises, entraînant une double pénalisation pour celles-ci: d'une part, en matière de prix (impossible de s'approvisionner là où les prix sont les plus bas) et, d'autre part, en matière d'offre de produits (gamme limitée ou différence dans la gamme de produits disponible).

2) De manière générale, laissez-moi vous signaler que la Commission européenne, en vue de doter l'Union européenne d'un marché intérieur plus efficace de la distribution, a lancé en 2010 une consultation publique relative à la Communication «Exercice de surveillance du marché du commerce et de la distribution»<sup>1</sup>. La Commission a dressé le constat que des facteurs tels que des différences de revenus moyens des ménages ou de niveaux de taxe sur la valeur ajoutée peuvent expliquer certaines divergences de prix entre États membres, mais d'autres facteurs, comme des pratiques commerciales telles que les restrictions territoriales de l'offre ou les obstacles au commerce parallèle, peuvent effectivement également jouer un rôle. Les services du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, en étroite collaboration avec les organisations patronales concernées, suivent de près ces travaux de la Commission dans le cadre de l'exercice de surveillance du marché du commerce et de la distribution, afin de faire en sorte que des conditions d'achat discriminatoires par rapport à des entreprises d'autres États membres ne faussent pas le jeu de la concurrence au détriment des entreprises luxembourgeoises.

3) Dans sa prise de position par rapport à la consultation pu-

blique lancée en 2010 par la Commission européenne dans le cadre de cet exercice de surveillance du marché, le Gouvernement luxembourgeois a approuvé le constat de la Commission selon lequel les relations contractuelles transfrontalières au sein de l'UE étaient actuellement encore trop limitées et restreintes, et que ces restrictions territoriales devraient être examinées minutieusement puisqu'elles peuvent faire obstacle au bon fonctionnement du marché intérieur. L'absence de règles et de mesures efficaces contre ces restrictions affectent ou sont susceptibles d'affecter le développement économique optimal des opérateurs au sein du marché intérieur. L'objectif final doit consister à empêcher toute discrimination entre acheteurs basée sur leur localisation géographique. C'est une saine concurrence entre les différents acteurs qui doit déterminer les prix et non une fixation artificielle par les pouvoirs publics.

4) Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur participe activement à l'exercice de surveillance du marché du commerce et de la distribution de la Commission, qui devrait in fine aider à résoudre des problèmes structurels d'approvisionnement. Dans sa prise de position par rapport à cette Communication de la Commission européenne, le Gouvernement luxembourgeois s'est montré d'avis que la crainte des entreprises devant d'éventuelles mesures de rétorsion de leurs fournisseurs et grossistes lorsqu'elles divulguent de telles pratiques discriminatoires plaide en faveur de l'adoption de mesures au niveau européen, et que la Commission devrait, le cas échéant, réfléchir à de nouveaux instruments pour résoudre ces problèmes dans le marché intérieur s'il devait s'avérer que le cadre juridique actuel et les instruments existants sont insuffisants pour permettre de régler le problème. En février, lors de ma récente entrevue bilatérale au Luxembourg avec le Commissaire européen Michel Barnier chargé du marché intérieur et des services, j'ai également eu l'occasion d'aborder ces problèmes d'approvisionnement. Sur demande du Commissaire, un courrier vient de lui être envoyé qui détaille les problèmes rencontrés dans le cadre de ce dossier.

**Question 1292** (2.3.2011) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **enquêtes du Statec effectuées depuis l'Allemagne**:

Il me revient que des concitoyens auraient reçu ces derniers jours des appels téléphoniques depuis l'Allemagne de personnes enquêtant pour le compte du Statec.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer pour quelles raisons des enquêtes du Statec sont effectuées depuis l'Allemagne?

**Réponse** (30.3.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

J'ai effectivement connaissance des faits que vous évoquez, à sa-

voir que deux enquêtes du Statec sont menées par des sociétés allemandes ayant leurs sièges respectivement à Trèves et à Bonn. Il s'agit de l'enquête sur le volume du tourisme et le comportement de voyage des résidents (réalisée sur base d'une directive communautaire) et de l'enquête sur les forces de travail (réalisée sur base d'un règlement communautaire).

Les raisons de cet état de fait sont multiples.

En ce qui concerne l'enquête sur le comportement touristique des résidents:

En 1991, l'Institut ETI (Europäisches Tourismus Institut GmbH) naît d'une coopération transfrontalière et européenne. Il s'agit d'une initiative commune de la Rhénanie-Palatinat et du Pays de la Sarre en Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que de la communauté allemande de la Belgique. Sur la liste des clients de l'institut se trouvent entre autres la Commission européenne, les Ministères de l'Économie et de l'Intérieur allemands, le Centre suisse de Circulation et le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement du Luxembourg. Lors du lancement de l'enquête sur le comportement touristique des résidents en 1996, dans le cadre de la directive 95/57/CE du Conseil du 23 novembre 1995, il était dans la logique des choses pour le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, qui assurait le financement de l'enquête, de confier cette dernière à l'Institut ETI. En date du 30 juin 2010, ETI a cessé ses activités et a transmis l'intégralité de ses études de marché à une autre société allemande, ce qui a permis d'assurer la continuité de l'enquête pour l'exercice 2010. La société allemande en question peut faire valoir une expérience de 25 années d'études de marché et dispose aussi d'un «call center». Elle a en outre engagé les experts en matière de statistiques sur le tourisme émetteur qui étaient responsables de cette enquête auprès de l'ETI.

Au dernier trimestre 2010, le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a cessé le financement de l'enquête touristique sous rubrique, charge qui incombe désormais au Statec. Conformément à la législation sur les marchés publics, le Statec a donc lancé en décembre 2010 une procédure restreinte avec publication d'avis pour réaliser l'enquête en question. L'ouverture des dossiers a eu lieu le 3 mars 2011. Le choix de la société qui sera chargée de l'enquête est en cours. À noter cependant que le cahier des charges prévoit qu'à côté des compétences techniques en matière d'enquêtes touristiques, le soumissionnaire doit notamment être capable d'exécuter les interviews en luxembourgeois, français, allemand et anglais.

En ce qui concerne l'enquête sur les forces de travail:

L'enquête sur les forces de travail est une enquête communautaire régie par les dispositions du règlement (CE) n°577/98. Au Luxembourg cette enquête est effectuée tout au long de l'année auprès d'un échantillon d'environ 8.500 ménages privés.

Conformément à la législation sur les marchés publics, le Statec a lancé une procédure restreinte avec publication d'avis le 18 juin 2008. Deux entreprises ont introduit des offres de participation pour le 22 juillet et ont soumis

des offres pour le 22 septembre 2008.

En date du 21 novembre le marché a été adjugé à une entreprise domiciliée en Allemagne. En effet, cette entreprise a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Hormis le prix, les offres ont été évaluées par rapport à leur valeur technique et par rapport à la qualité du personnel affecté au projet. Ces critères concernent les moyens techniques et humains dont dispose l'entreprise pour mener une enquête téléphonique de cette envergure et pour fournir des données de haute qualité. Un critère de sélection est la capacité à mener des entretiens téléphoniques en langue luxembourgeoise, française, allemande, anglaise et portugaise.

Il convient également de souligner que le Statec est obligé de se soumettre aux règles du marché intérieur européen, mais veille à la qualité des données fournies et aux spécificités culturelles et linguistiques de notre pays.

**Question 1293** (3.3.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **médicaments contenant du Dextropropoxyphène**:

L'Afssaps vient de retirer le Di-Altalvic du marché français. Ce médicament aurait causé le décès de plusieurs patients. Il contient du dextropropoxyphène, un opioïde faible, et du paracétamol.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Combien de médicaments contenant du dextropropoxyphène sont commercialisés sur le marché luxembourgeois?

2) Est-ce que les décès en France sont dus au seul dextropropoxyphène ou à la combinaison dextropropoxyphène/paracétamol?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre compte retirer, par précaution, du marché luxembourgeois les médicaments contenant du dextropropoxyphène ou la combinaison dextropropoxyphène/paracétamol au cas où cette combinaison serait responsable pour les décès?

**Réponse** (31.3.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Au Luxembourg, seulement deux médicaments contenant du dextropropoxyphène (DXP) avaient été commercialisés par le passé. Un de ces médicaments ne contenait que du DXP, tandis que l'autre était une association avec du paracétamol.

Les deux médicaments précités étaient destinés à l'administration par voie orale.

Leur autorisation de mise sur le marché a été retirée le 25 janvier 2011 suite à la décision négative de la Commission européenne. Cette décision a été prise sur base de l'avis du Comité des spécialités pharmaceutiques qui avait procédé à une réévaluation du rapport bénéfice/risque.

Au Luxembourg, ces deux médicaments contenant du DXP ont été classés comme stupéfiants sur base du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques.

Ceci impliquait que les médicaments précités ne pouvaient être prescrits que sur des ordonnances spéciales extraites d'un carnet à souches, et ce uniquement pour une durée de sept jours.

**Question 1294** (3.3.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **Centre de Réhabilitation**:

Le Centre de Réhabilitation est responsable d'une rééducation efficace en respectant les critères de la précocité, de l'interdisciplinarité et de la globalité. La surface utile du Centre de Réhabilitation ne pouvant pas être élargie et au vu de restrictions financières possibles, se pose la question comment on peut étendre les activités et en améliorer en même temps la qualité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Quel est le taux d'occupation des 72 lits disponibles? Combien de patients ont bénéficié d'une cure stationnaire? Quelle est la moyenne d'âge?

2) Y a-t-il saturation complète de ces lits pendant certaines périodes de l'année et que fait-on le cas échéant avec les patients surnuméraires?

3) Quelle est la moyenne des journées de soi-disant «hospitalisation»?

4) Y a-t-il des statistiques renseignant sur l'impact positif après passage au Rehazenter et quel est le taux d'échec et pour quels maladies ou accidents?

5) Quel est le taux du personnel qui s'occupe des patients «hospitalisés» (de jour et de nuit)?

**Réponse** (6.4.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais d'abord rappeler ma réponse exhaustive aux questions parlementaires récentes n°s 1174 et 1265 de Monsieur le Député ayant également eu trait au Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRFR) (cf. *compte rendu n°10/2010-2011*).

Le taux d'occupation des lits du Rehazenter avoisinait les dernières années toujours les 90%, voire même 92%, ce qui correspond à un total de 400 à 500 patients par année. Pour l'année 2010, le taux d'occupation des 72 lits du CNRFR était de 93,10%. Les patients ne pouvant pas être admis au CNRFR sont réorientés selon leurs besoins spécifiques vers d'autres structures en fonction de leur état de santé.

Le nombre de patients hospitalisés au CNRFR en 2010 était de 507 unités. En ce qui concerne la moyenne d'âge je renvoie à ma réponse aux questions parlementaires précitées.

La durée moyenne de séjour des patients hospitalisés est de deux mois.

Le CNRFR œuvre pour la réinsertion familiale, sociale et professionnelle de ses patients. Dans ce contexte, des statistiques mesurant les taux de gains d'indépendance fonctionnelle sont effectuées régulièrement et à plusieurs niveaux.

Ainsi, le taux de progression de l'indépendance fonctionnelle gagnée pendant la période de prise en charge au CNRFR est de 15,57% selon l'échelle internatio-

<sup>1</sup> Source: [http://ec.europa.eu/internal\\_market/consultations/2010/retail\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2010/retail_en.htm)





nale MIF<sup>1</sup> (à noter qu'un taux supérieur à 15% équivaut à une performance élevée). Par ailleurs, parmi les patients hospitalisés en 2010 au CNRRF, 75,5% ont pu retourner à domicile et 57,5% ont pu reprendre leur travail. Le taux de retour des patients stationnaires à domicile constitue un niveau tout à fait normal par rapport à des institutions comparables à l'étranger.

En ce qui concerne le taux du personnel qui s'occupe des patients hospitalisés, on note presque une relation de un à un, c'est-à-dire que 69 ETP (équivalent plein temps) s'occupent des 72 lits, ce qui peut s'expliquer par la gravité des pathologies traitées.

**Question 1296** (4.3.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **Lycée technique Wobrecken à Esch-sur-Alzette**:

Depuis plusieurs années, les infrastructures du Lycée technique Wobrecken, sis avenue de la Paix à Esch-sur-Alzette, ne correspondent plus aux besoins des élèves et des enseignants. En effet, le bâtiment se trouve dans un état de vétusté avancé.

Selon mes informations, il serait prévu de démolir le bâtiment existant et de répartir l'ensemble des étudiants en trois bâtiments distincts.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il procéder afin d'améliorer à court terme la situation actuelle des élèves concernés?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il la création d'une nouvelle infrastructure pour le Lycée technique Wobrecken?

- Quel serait le coût estimatif d'une telle infrastructure?

**Réponse** (20.4.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet du Lycée technique Wobrecken à Esch-sur-Alzette.

En effet, le Lycée technique d'Esch-sur-Alzette, annexe Wobrecken, est loué par l'État auprès de la ville d'Esch-sur-Alzette. Sur initiative du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le contrat de bail concerné a été résilié avec effet au 15 septembre 2011.

L'immeuble se trouve incontestablement dans un état de vétusté avancée. Cependant en tant que locataire, l'État avait participé, à concurrence de la moitié des frais, au renouvellement du revêtement des sols en 2007; en outre, en 2004/2005, une cantine avait été aménagée et financée par l'État et divers locaux sanitaires avaient été rénovés.

Quoi qu'il en soit, il est prévu, à la fin de l'année scolaire 2010/2011, de répartir les élèves du Lycée technique d'Esch-sur-Alzette, annexe Wobrecken sur trois lycées de cette région, à savoir celui de Esch-Lallange, celui de Esch-Raemerich ainsi que celui de Esch-Belval qui ouvrira ses portes en septembre; ces derniers

ayant chacun une capacité d'environ 1.500 élèves.

Dès lors, il n'est pas prévu d'investir encore maintenant dans un bâtiment qui sera désaffecté, ni de créer une nouvelle infrastructure spécifique pour remplacer l'annexe Wobrecken.

**Question 1298** (4.3.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **projet-pilote «Fit4Job»**:

Afin de réinsérer des demandeurs d'emploi âgés de 45 ans et plus sur le marché du travail, un projet-pilote appelé «Fit4Job» a été lancé par le Gouvernement. Dans ce contexte, un accent particulier est mis sur le «coaching». À en croire le document «Luxembourg 2020», le concept «Fit4Job» lancé dans le secteur financier sera adapté également aux branches du commerce, du génie civil, de l'hospitalier et de la santé.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations détaillées sur les projets du type «Fit4Job» dans les branches économiques évoquées ci-dessus?

- Quels sont les partenaires impliqués dans ces projets et quelle est leur mission respective?

- Dans quels délais ces projets supplémentaires seront-ils mis en route? Exigent-ils une participation financière de la part de l'État? Dans l'affirmative, quel est le mode de calcul de cette participation?

- Monsieur le Ministre peut-il présenter un bilan intermédiaire du projet «Fit4Job» dans le secteur financier?

**Réponse** (6.4.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Le programme «Fit4Job» constitue un élément de la politique proactive de l'emploi du Gouvernement et s'inscrit non seulement dans le cadre d'une approche sectorielle répondant aux besoins du marché de l'emploi, mais tient également compte de la spécificité et des besoins des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM (âge, qualification, etc.).

«Fit4Job-Fit4Financial markets»

En date du 25 février 2010, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a présenté ensemble avec le directeur de l'Association des Banques et Banquiers (ABBL) Jean-Jacques Rommes et le président de l'Institut de formation bancaire Luxembourg (IFBL) Fouad Rathle un nouveau projet-pilote «Fit4Job-Fit4Financial markets».

L'objectif du programme «Fit4Job-Fit4Financial markets» développé dans le domaine du secteur financier consiste dans:

- l'encadrement proactif et étroit des personnes qui ont perdu leur emploi et dont le dernier employeur fait partie du secteur financier;

- l'augmentation de l'employabilité de ce public cible par le biais d'un diagnostic suivi d'une formation développée spécialement pour le secteur concerné;

- la collaboration étroite avec les professionnels du secteur permettant ainsi de répondre le mieux possible aux besoins du secteur et des personnes concernées.

Le premier cycle du projet-pilote s'est déroulé d'avril à juillet 2010. Sur plus de 100 candidats invités aux séances d'information par l'ADEM, 76 demandeurs d'emploi ont été sélectionnés à participer au projet-pilote.

56 demandeurs d'emploi, soit 74% des candidats ayant poursuivi le programme «Fit4Financial markets» ont rapidement retrouvé un emploi. À ce stade, 17 sont encore à la recherche d'un emploi.

Un deuxième cycle a été organisé pendant les mois d'octobre à février 2011. Sur 51 demandeurs d'emploi ayant participé au programme, 20 ont retrouvé un emploi et les autres participent encore à leur plan de formation.

À ce jour, un total de 76 demandeurs d'emploi ont retrouvé un emploi grâce à ce programme qui leur a proposé

a) un assessment de la personnalité;

b) un diagnostic des compétences techniques;

c) un entretien de deux heures pour faire le bilan et donner des recommandations;

d) et trois jours de formation en moyenne.

Le coût de ce projet-pilote s'est élevé à EUR 100.000.

Vu le succès de ce projet-pilote, soutenu à la fois par les employeurs et les syndicats, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a annoncé qu'il prévoit de généraliser le «Fit4Job-Fit4Financial markets».

Il est important de souligner que le présent programme est également proposé et inscrit dans les plans sociaux négociés dans le secteur financier et que les coûts sont alors pris en charge par les employeurs.

«Fit4Job - relancer votre carrière - 45+»

Ce projet-pilote a été lancé en novembre 2011 en collaboration avec le MTE, l'ADEM et l'Institut. Il s'agit ici de cibler les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM et qui sont âgés de 45 et plus. Priorité a été donnée aux demandeurs d'emploi arrivés en fin de droit d'indemnisation de chômage.

L'objectif de ce programme est basé sur l'encadrement et le coaching des demandeurs d'emploi dans un souci de les motiver et de les dynamiser.

Le premier cycle de ce projet-pilote s'est déroulé de novembre à décembre 2010.

70 demandeurs d'emploi répondant aux critères mentionnés ci-dessus ont été invités par l'ADEM à participer aux réunions d'informations organisées à cet effet.

Sur les 42 demandeurs d'emploi intéressés, 37 personnes se sont en fin de compte inscrites.

Par rapport au «Fit4Financial markets» qui est ciblé sur un secteur d'activité précis, ce programme est principalement destiné à proposer aux demandeurs d'emploi un inventaire de leur personnalité, un bilan de carrière et trois ateliers à trois jours de coaching.

Un des objectifs recherchés est que les demandeurs d'emploi se prennent en main pour s'orienter vers de nouvelles activités. À l'issue de ce premier cycle, trois «success teams» se sont créés qui continuent à être encadrés.

À ce jour, dix personnes âgées de plus de 45 issues de ce premier cycle ont retrouvé un emploi.

Un deuxième cycle a été organisé pendant les mois de janvier à mars 2011. Actuellement 31 personnes de ce cycle sont en train de réaliser leurs entretiens et de participer aux séances de restitution de leur test de personnalité.

Au bout de ce projet-pilote les demandeurs d'emploi qui y ont participé ont lancé la création d'une association des seniors à la recherche d'un emploi afin de sensibiliser le public aux problèmes de cette catégorie de demandeurs d'emploi.

Il est prévu que ce projet-pilote, dont le coût s'élève à EUR 50.000, et dont les résultats sont en cours d'être évalués, sera également poursuivi sur une base plus large.

«Fit4Job-Fit4GenieCivil»

Le programme «Fit4GenieCivil» est développé en collaboration avec le MTE, l'ADEM (sélection des candidats, reprise de l'information sur les compétences réelles des candidats), l'Institut de Formation sectoriel du Bâtiment (bilan de compétences, formation), le Groupement des Entrepreneurs et les Fédérations des Entreprises de Construction.

L'objectif de ce programme est de rationaliser la gestion des nombreux demandeurs d'emplois inscrits à l'ADEM dans le secteur de la construction en adaptant leurs compétences (évaluation et formation) aux besoins spécifiques des entreprises de construction.

Actuellement, on constate une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de la construction, alors que 2.500 à 3.000 demandeurs d'emploi sont inscrits à l'ADEM pour ce même secteur. Il s'agit donc d'adapter la demande à l'offre étant donné qu'on estime que seules environ 1.000 des personnes inscrites sont plus ou moins rapidement employables dans le secteur.

L'objectif est la mise en place d'un bureau sectoriel de recrutement, ce qui implique une collaboration étroite entre le consultant du secteur auprès de l'ADEM, les centres de formation et les employeurs.

En pratique cela consiste en une présélection des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM selon leur aptitude physique pour établir par la suite un bilan des compétences professionnelles par l'IFSB, l'organisme spécialisé dans le domaine de la construction.

Le bilan des compétences permettra de classer les demandeurs d'emploi dans une grille de qualification établie métier par métier. Cette classification facilitera le travail des conseillers professionnels de l'ADEM et rassurera les employeurs sur les compétences réelles des candidats.

Une fois les compétences identifiées, le demandeur d'emploi pourra suivre une formation (théorique et pratique) qui le rendra directement opérationnel sur le marché de l'emploi. Cette formation mettra un accent particulier sur la sécurité sur le lieu de travail ainsi que sur le concept de construction durable (gestion de l'environnement).

Dans sa dernière étape, le projet accompagne le demandeur dans la recherche d'un emploi stable (entreprise-pilote, stage en entreprises, suivi d'insertion).

Ce projet permet de mettre en place un label de qualité et devrait inciter les employeurs à recruter par le biais de l'ADEM et par conséquent de recruter des candidats qui ont poursuivi le diagnostic et la formation.

Il est prévu de sélectionner 1.300 demandeurs d'emploi sur une période de trois ans. Le coût du projet pour une durée totale de trois ans est estimé à EUR 1.447.700. Il est également prévu de soumettre ce projet au comité de sélection du Fonds social européen afin de bénéficier de 50% (EUR 723.850) de subventionnement de fonds européens.

Un projet-pilote «Fit4Commerce» est en train d'être développé en collaboration avec le MTE, l'ADEM, la Chambre de Commerce, la Confédération du Commerce et l'Institut. Il s'agit ici d'améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi à travers la réalisation d'un diagnostic/bilan des compétences des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM. Ce diagnostic sera réalisé sur base des critères de compétences définis par le secteur lui-même. Sur base des résultats obtenus, des modules de formation de courte durée seront identifiés et organisés afin de mettre à niveau les compétences des demandeurs d'emploi. Il est également possible d'organiser des formations spécifiques pour le besoin d'une entreprise déterminée.

Le programme «Fit4Job» sera également développé dans le secteur hospitalier de santé si l'évolution sur le marché de l'emploi l'exige et que la demande de la part des employeurs se confirme.

**Question 1299** (4.3.2011) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **vente de «produits du tabac» dans les stations-service**:

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac a entre autres, comme objectif de protéger la jeunesse contre les effets néfastes du tabac.

Or, l'on doit constater que dans un grand nombre de stations-service, les «produits du tabac», tels que définis à l'article 2, tiret a) de la loi susmentionnée, et qui sont interdits aux enfants de moins de 16 ans sont souvent présentés sur le comptoir devant les caisses sur les mêmes étagères que les sucreries et jeux de cartes à collectionner pour enfants.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant que ces produits interdits aux enfants de moins de 16 ans sont présentés de manière attrayante et à la portée des enfants dans les stations-service?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle présentation qui accentue l'attrait de ces produits pour les jeunes soit en contradiction avec la loi précitée du 11 août 2006?

- Dans l'affirmative, veuillez m'indiquer le nombre de contrôles qui ont été effectués au cours de l'année passée.

**Réponse** (7.4.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac interdit toute vente de tabac et des produits de tabac aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

<sup>1</sup> Mesure de l'indépendance fonctionnelle





Les produits contenant du tabac vendus aux stations-service sont pour la plupart des cigarettes et du tabac en vrac. Ces produits sont en principe présentés dans leur emballage original, ce qui répond aux conditions définies par la loi du 11 août 2006.

La loi relative à la lutte antitabac interdit de manière générale toute publicité en faveur du tabac. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas à la publicité faite à l'intérieur des débits de tabac ainsi que dans les commerces qui mettent en vente des produits contenant du tabac, et y compris dans les stations-service.

Cette publicité ne doit en aucun cas s'adresser spécialement à un public de mineurs.

Lors de visites de contrôle effectuées dans des stations-service, les agents de la direction de la Santé n'ont ainsi pas pu constater de publicité interdite au sens de la loi précitée. Le cas échéant, j'invite l'honorable Députée à me faire parvenir les informations concernant d'éventuelles conventions à la législation actuelle.

**Question 1300** (4.3.2011) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence**:

Selon un article de presse, le Ministère des Transports allemand aurait sérieusement revu à la baisse le budget pour la modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence. Tandis que les plans prévoyaient jadis des dépenses de 48 millions d'euros pour la mise en place d'une deuxième voie et le renouvellement des aiguillages au niveau du pont de Konz, la mise à double voie entre Igel et la frontière luxembourgeoise, ainsi que l'utilisation de trains pendulaires, le projet actuel se limite à la mise à double voie du tronçon entre Igel et la frontière luxembourgeoise pour un coût de 19 millions d'euros, dont huit millions à charge du Luxembourg. Selon l'article de presse précité, aucune économie de temps pour les voyageurs ne serait à attendre sur le trajet de Luxembourg à Trèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Selon le plan de financement initial, quel aurait été la part à supporter par le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les responsables allemands auraient complètement abandonné le projet si le Luxembourg ne s'était pas engagé à participer aux frais?

- Au vu du fait que le projet ne remplit plus une partie des objectifs visés par le Gouvernement luxembourgeois, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le gain de productivité à attendre suite à la réalisation du projet remanié justifie la participation du Luxembourg à hauteur de huit millions d'euros?

**Réponse** (15.1.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°1300, l'honorable Député Roger Negri s'enquiert au sujet de la modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence.

Depuis des décennies déjà, les interventions du Gouvernement luxembourgeois attirent l'attention du Ministère allemand en charge des Transports sur la portée européenne de ce tronçon en tant que raccordement direct du réseau luxembourgeois au réseau allemand.

En 2004, le Bundestag allemand avait adopté le projet en question comme prioritaire avec, à l'époque, un budget de 39 millions d'euros. Compte tenu des difficultés de financement, la DB AG n'avait pourtant finalement pas tenu compte de ce projet dans sa liste des priorités.

Dans le «Variantenvergleich» effectué par la DB AG en 2007, la DB AG avançait un gain de cinq minutes par la mise à double-voie de la ligne entre Igel et Igel-Ouest et par le déplacement du point de croisement des trains dans cette partie pour un coût s'élevant à quelque six millions d'euros. Finalement fin octobre 2007, les responsables politiques de la Rhénanie-Palatinat déclaraient que la mise à double voie de la ligne sur un tronçon de deux kilomètres se ferait entre Igel et Igel-Ouest à l'horizon 2011/2012 par les seuls moyens financiers du Bund sans besoin d'intervention du Luxembourg, tout en inscrivant le projet dans le «Konjunkturprogramm» fédéral allemand.

À préciser que le montant initial de 48 millions d'euros dont question pour le projet intégral incluant notamment une mise à double voie sur le pont à Konz, est basé sur une estimation sommaire initiale de la DB AG, alors que le projet actuel, au stade définitif, affiche maintenant un coût de 19 millions d'euros (six millions selon les estimations initiales), dont huit millions à charge du Luxembourg.

Par ailleurs, d'après nos informations, de gros investissements seront faits jusqu'à 2015 dans la ligne Luxembourg (frontière)-Trèves-Coblence (deuxième tube pour le tunnel «Kaiser-Wilhelm» près de Cochem, entretien tunnel «Petersberg», entretien «Kyllbrücke» à Ehrang et remise à neuf de nombreux appareils de voie et de voies). Ces investissements témoignent de la volonté du Gouvernement fédéral allemand et de la DB AG de maintenir viable à long terme la ligne Luxembourg-Trèves-Coblence.

Finalement, en ce qui concerne la question si la réalisation du projet remanié justifie la participation financière du Luxembourg à concurrence de huit millions d'euros, il faut mentionner que la mise à double voie entre Igel et Igel-Ouest est la condition sine qua non de pouvoir réaliser le «Rheinland-Pfalz Takt 2015» qui garantira notamment une liaison performante à cadence horaire entre le Luxembourg et Coblence.

**Question 1302** (8.3.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **personnel enseignant de l'enseignement fondamental**:

Selon l'article 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel enseignant de l'enseignement fondamental

«peuvent intervenir dans l'enseignement fondamental les chargés de cours bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée auprès d'une administration communale, ainsi que les fonctionnaires communaux, les employés communaux et les salariés des communes faisant partie des carrières énumérées à l'article 2 ci-dessus, paragraphe 3, points 2 à 12, en service auprès des écoles d'une commune à l'entrée en vigueur de la présente loi suivant convention à établir par l'État avec les communes respectives».

Les Ministres peuvent-ils me renseigner:

1. Quelles communes ont conclu une telle convention?

2. Si ces conventions ont toutes été approuvées par le conseil communal?

3. Combien d'agents communaux sont concernés?

4. Par quel moyen ces agents ont été informés des conséquences des conventions sur l'IUT statut et conditions de travail?

**Réponse commune** (18.4.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

1. Les communes et les syndicats scolaires figurant au relevé annexé ont conclu une ou plusieurs conventions avec l'État en vue de la mise à disposition d'agents communaux pour intervenir dans les écoles de l'enseignement fondamental.

2. Les conventions pour lesquelles le Ministère de l'Éducation nationale dispose de documents ou d'informations desquels il résulte qu'elles ont été approuvées en bonne et due forme par le conseil communal sont marquées par un «x» sur le relevé mentionné ci-dessus.

3. D'après les relevés du personnel communal, annexés aux conventions, le nombre d'agents communaux concernés atteint 276 personnes; il y a lieu de relever que pour 16 communes ou syndicats scolaires, le Ministère ne dispose pas encore de données précises à l'heure actuelle.

4. L'obligation d'informer leurs agents d'éventuelles conséquences sur leur statut et leurs conditions de travail appartient aux différentes communes. Il y a lieu de souligner que l'établissement d'une convention entre l'État et une commune n'a pas de conséquences sur le statut professionnel de l'agent communal qui continue à bénéficier du statut de fonctionnaire communal, d'employé communal ou de salarié au service de la commune; par contre, les communes ayant conclu une convention avec l'État acceptent du même coup les conditions de travail (volume et répartition de la tâche, horaire de travail) imposées par l'État à ses propres agents des carrières correspondantes.

En cas d'inéquation entre les conditions inscrites dans la convention et celles figurant dans un contrat de louage de service d'un agent communal, ces dernières devraient faire l'objet d'un ajustement à opérer à l'initiative des autorités communales compétentes et dans les formes prévues par la législation concernant le contrat de louage de service.

En annexe: relevé des conventions

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question urgente 1347** (30.3.2011) de **MM. Jean Huss** et **Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le **contrôle d'avions cargo en provenance du Japon au Cargo Center Findel**:

À l'Aéroport de Luxembourg, des avions cargo japonais ou en provenance du Japon atterrissent régulièrement. Selon les informations dont nous disposons actuellement, aucune mesure de sécurité n'aurait été prise suite à l'accident nucléaire japonais afin de contrôler les niveaux de radiation supérieurs à la norme des avions en question et de leurs cargaisons. Les employés du Cargo Center affectés au déchargement des avions ne disposeraient pas de protection contre un rayonnement radioactif éventuel.

Alors que les ports et aéroports européens se sont dotés de plans d'action afin de contrôler les niveaux de contamination des moyens de transports à provenance du Japon et leur fret, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre confirme-t-il l'absence de mesures spéciales à l'Aéroport de Luxembourg pour détecter des avions ou de la cargaison contaminés en provenance du Japon?

- Dans l'affirmative quelles en sont les raisons?

- Dans la négative quelles sont les mesures concrètes prises après l'incident nucléaire japonais afin de protéger le personnel du Cargo Center?

- D'une manière générale, quelles sont les mesures prises sur tous les points d'entrée luxembourgeois susceptibles de recevoir des véhicules ou des marchandises en provenance directe du Japon?

- Quelles sont les démarches entreprises par la radioprotection dans le domaine du fret?

**Réponse commune** (11.4.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Par leur question parlementaire urgente du 30 mars 2011, les honorables Députés Henri Kox et Jean Huss souhaitent s'informer au sujet de mesures spéciales prises à l'Aéroport de Luxembourg pour détecter des avions ou de la cargaison contaminés en provenance du Japon.

Rappelons tout d'abord que la Division de la Radioprotection du Ministère de la Santé - autorité compétente au Grand-Duché de Luxembourg en matière de sûreté et de sécurité nucléaire - a informé mes services en date du

31 mars 2011 qu'il n'y a actuellement pas de risque élevé d'être confronté à l'Aéroport de Luxembourg avec de la marchandise en provenance du Japon, susceptible d'avoir un niveau élevé de radiation.

Toutefois, dès l'avènement des événements tragiques au Japon et dans un souci de précaution, une panoplie de mesures a été mise en place par tous les acteurs concernés.

L'opérateur du Cargo Center, qui traite trois vols hebdomadaires en provenance de l'Aéroport de Komatsu, situé à quelque 450 km de la région sinistrée, a immédiatement constitué une cellule de crise qui est en contact journalier avec les clients et le service de la radioprotection.

L'opérateur des vols en question quant à lui a confirmé de ne procéder à aucun transport de denrées alimentaires en provenance du Japon et de se conformer à toutes les instructions reçues de la part des autorités compétentes en vue d'assurer qu'aucun fret en provenance de la région de Fukushima ne soit mis à bord des avions.

Il convient de noter dans ce contexte que depuis le 16 mars, les équipages qui se rendent au Japon sont surveillés par dosimètre personnel et que jusqu'à présent aucune dose n'a été enregistrée. En date du 28 mars et sur le dernier avion de retour du Japon, une vérification de contamination sur base de frottis prélevés à différents endroits de l'aéronef a été effectuée. L'analyse dans le Laboratoire de la Division de la Radioprotection a confirmé l'absence de toute contamination radioactive.

Finalement et depuis le 30 mars, l'Administration des Douanes et Accises effectue un contrôle documentaire ciblé permettant d'identifier toute marchandise en provenance directe ou indirecte du Japon et de déterminer le lieu d'expédition.

Le Laboratoire de la Division de la Radioprotection se tient à disposition en vue de procéder immédiatement à l'analyse d'un quelconque colis désigné par l'Administration des Douanes et Accises comme susceptible de constituer un risque.

En fonction de l'évolution de la situation au Japon, la Division de la Radioprotection pourra instruire par voie réglementaire le responsable du contrôle physique de LuxairCARGO - qui est formé en radioprotection - à réaliser une mesure à l'intérieur de chaque avion en provenance du Japon avec un compteur Geiger avant que les agents chargés de la manutention ne commencent le déchargement.

## Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.